



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Fr 30.13

Harvard College Library



GIFT OF

Archibald Cary Coolidge, Ph.D.

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY

SOCIÉTÉ DE BORDA

DAX (LANDES)

VINGT-HUITIÈME ANNÉE (1903)

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DE BORDA

DAX (LANDES)

VINGT-HUITIÈME ANNÉE (1903)

PREMIER TRIMESTRE



DAX
IMPRIMERIE-RELIURE H. LABÈQUE
11, rue des Carmes
—
1903

Fr 30.13

Harvard College Library

AUG 15 1912

Gift of
Prof. A. C. Coolidge



LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DE BORDA

AU 1^{er} AVRIL 1903

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

MM. le Préfet des Landes.

le Maire de la Ville de Dax.

le Recteur de l'Académie de Bordeaux.

LASTEYRIE (le Comte Robert de), ✱, membre de l'Institut, professeur d'Archéologie à l'Ecole des Chartes, secrétaire du Comité des Travaux historiques (au Ministère de l'Instruction Publique), membre de la Commission des Monuments Historiques, 10 bis, rue Pré-aux-Clercs, à Paris.

MEMBRES HONORAIRES

MM. EVANS (John), président de la Société des Antiquaires de Londres, Nash Mills Hemel Hempstead, à Londres.

LÉON-DUFOUR (Albert), docteur en médecine à St-Sever (Landes).

A. RAULIN, professeur honoraire de la Faculté des Sciences de Bordeaux, à Montfaucon-d'Argonne (Meuse).

BLANCHET (Adrien), Inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, Vice-Président de la Société de Numismatique, etc., 40, avenue Bosquet, Paris, 7^e.

MEMBRES TITULAIRES (1)

MM.

- ABBADIE (François), ancien magistrat.
AMBROISE (l'abbé), docteur en théologie, aumônier du Couvent Sainte-Marthe, à Oloron (Basses-Pyrénées).
ARGOUBET (Albert d'), propriétaire à Arsague (Landes).
ARNAUDIN (Félix), à Labouheyre (Landes).
ASHER (A.), libraire, 13, Unter den Linden, Berlin.
* AUBÉ, 𐀀, inspecteur général honoraire des Ponts et Chaussées, rue d'Amérique, 6, à Nice.
AVEZAC DE MORAN (Rémy d').
AVEZAC DE MORAN (Louis d').
BARRÈRE (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur du Petit Séminaire, à Aire-sur-l'Adour (Landes).
BEAUREDON (l'abbé J.), vicaire général en retraite, à Saubrigues.
BEHR (Léonce de).
BERNADET (Charles), industriel.
BERNÈDE (Paul), à Pomarez (Landes).
BESSELERE (l'abbé), chanoine honoraire à Maylis, par Mugron (Landes).
BIRABEN (Alexis), négociant.
BOISOT (Jean), agent de la Compagnie Royale Asturienne, 8-10, boulevard Maritime, à Marseille.
BON (le docteur), à Mimbaste (Landes).
BONHOMME (l'abbé Eugène), vicaire du chapitre, à Aire-sur-l'Adour (M. P.).
BORDES (Félix), juge de paix à Peyrehorade (Landes).
BORIE, notaire.
BOUCAU (Yves), à Lévignacq (Landes).
BOUGLON (le baron de), à Labastide-d'Armagnac (Landes).
BOURRETÈRE (le docteur Eugène).
BOUSQUET, avoué-licencié.
BRÈTHES (l'abbé), chanoine honoraire, professeur au Grand Séminaire, Aire-sur-l'Adour.

(1) Les noms des membres fondateurs sont précédés d'un astérisque. MM. les membres de la Société, dont le nom n'est pas indiqué, résident à Dax.

— VII —

- BRUTAILS, archiviste départemental, à Bordeaux.
- CAMIADE (Georges).
- CAMIADE (le docteur Jacques).
- CAMIADE (Henri), propriétaire à Gaas (Landes).
- CAMPET (Alphonse), ancien notaire.
- CARDENAU DE BORDA (Alexandre, baron de), ancien député, Tilh (Landes).
- CARDENAU (Lucien), propriétaire à Gamarde (Landes).
- CARRÈRE (Henri), avocat à Marciac (Gers).
- CAUPENNE D'ASPREMONT (marquis de), à Saint-Pandelon (Landes).
- CAZALIS (Etienne), entrepreneur.
- CAZAUX (l'abbé), curé de Sagnac-et-Cambran (Landes).
- CAZAUX (le docteur), à Lüe (Landes).
- CAZAUX (Lucien), avocat, membre du Conseil général, à Pouillon (Landes).
- CLAYE (Anatole de), ancien auditeur au Conseil d'Etat, publiciste,
52 bis, rue de Varennes, à Paris, ou à Amou (Landes).
- COINCY (Alfred de), à Escalans (Landes).
- COLLONGUE (l'abbé), chanoine honoraire, archiprêtre de Dax.
- COMET (H.), rentier.
- COUDANNE (Félix), membre de plusieurs Sociétés Savantes, à Amou.
- CROUZET (Louis), à Castets (Landes).
- CURIE-SEIMBRES, juge de paix à Trie-sur-Baïse (Hautes-Pyrénées).
- CUZACQ, expert-géomètre, à Tarnos.
- DAIGNESTOUS, pharmacien à Gondrin (Gers).
- DAMPIERRE (le comte de), château du Vignau, par Cazères (Landes).
- DARCLANNE, notaire à Clermont (Landes).
- DARMANTIÉ, propriétaire et maire à Pouillon (Landes).
- DARRACQ (Auguste), ✱, notaire.
- DARRIGADE (le docteur Paul), à Pomarez (Landes).
- DARRIGAN (Paul), propriétaire.
- DARROZE (le docteur Alfred), maire, à Pontonx-sur-l'Adour (Landes).
- DARTHOS (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Paul-lès-Dax.
- DARTIGUELONGUE (Bruno), à Soustons (Landes).
- DAUGÉ (l'abbé), curé de Beylongue, par Rion.
- DAUNESSE (Joseph), industriel.
- DEGERT (l'abbé), docteur ès lettres, professeur à l'Institut Catholique,
31, rue de la Fonderie, à Toulouse.
- DÉGOS (le docteur Alfred), à Mugron (Landes).
- DELMAS (le docteur Maurice), médecin attaché aux Thermes de Dax.

— VIII —

DELVAILLE (le docteur), à Bayonne.

DEMOULIN DE RIOLS (le docteur), ancien sénateur des Landes, à Saint-Lon (Landes).

DENIS (Théodore), député des Landes, 33, rue de La Motte-Piquet, à Paris.

DÉPART (l'abbé), curé-doyen de Saint-Vincent-de-Tyrosse (Landes).

DEPETON (le docteur), à Saint-Martin-de-Hinx (Landes).

DESCANDE (Armand), agent de la Compagnie Royale Asturienne, 70, quai du Mont-Riboudet, à Rouen.

DESQUERRE (Paul), propriétaire à Rivière (Landes).

DÉTROYAT (Arnaud), banquier, membre de plusieurs Sociétés Savantes, à Bayonne.

DICHAS (le docteur), à Sainte-Marie-de-Gosse (Landes).

DONIEZ (l'abbé), curé de Mimbaste (Landes).

DUBALEN, conservateur du Muséum d'Histoire naturelle de Mont-de-Marsan, à Montsoué, par Saint-Sever.

DUBOSCQ (l'abbé), curé de Saint-Vincent-de-Paul.

DUCAMP, entrepreneur.

DUCAMP, pharmacien.

DUFORT (Vincent), licencié en droit, à Saint-Vincent-de-Paul.

DUFOURCET (Louis).

DULAU (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Vincent-de-Xaintes.

DULAU (Constant), député des Landes, 14, rue de Moscou, à Paris.

DULAU (Georges), ingénieur civil, 70, rue de Moscou, à Paris.

DULOUT (l'abbé), curé de Mézos (Landes).

DU MOULIN DE LABARTHÈTE (l'abbé), curé de Magescq (Landes).

DUPIN, notaire à Sabres (Landes).

DUPONT (l'abbé), curé de Vielle-Soubiran (Landes). (M. P.)

DUPUY (le docteur), maire et conseiller général, à Roquefort (Landes).

DUVIVÉ (l'abbé), curé de Tilh (Landes).

EYSSAUTIER (d'), commandant en retraite, rue du 14 Juillet, 69, à Pau.

FOIX (l'abbé), curé de Laurède (Landes).

FORSANS (René), receveur de l'Enregistrement, à Bayonne.

FRAISSE (Louis), avocat.

GABARRA (l'abbé), curé de Capbreton (Landes).

GALARD (le comte B. de), au château de Captan, par St-Sever (Landes).

GARDILANNE (Paul de).

GARRIGOU (le docteur), 38, rue Valade, à Toulouse.

GÉMAIN-DARRIGRAND, notaire, conseiller général, à St-Martin-de-Hinx.

— IX —

- GÉRARD (le baron), au château de Castillon, à Arengosse (Landes), ou
au château de Maisons, par Bayeux (Calvados).
- GETTEN (le docteur), à Soustons (Landes).
- GIEURE (le docteur), 37, rue de Rivoli, à Paris.
- GISCHIA (Henri), industriel.
- GISCHIA (Léon), ingénieur civil.
- GOBERT (le docteur Emile), ancien maire de Mont-de-Marsan.
- GOROSTARZU (Maxime de), avocat, 27, Cadogan Terrace S. W., à
Londres.
- GOROSTARZU (Alfred de), propriétaire à St-Vincent-de-Tyrosse (Landes).
- INGHUEM (le comte d'), château Waffelært, Forest-les-Bruxelles (Belgique)
- JUMEL (Henri), député des Landes, 16, avenue de La-Motte-Piquet, Paris.
- LABAIGT (Laurent) (*Jean Rameau*), homme de lettres, avenue Mac-
Mahon, 13, à Paris.
- LABATUT (le docteur).
- LABÈQUE (Hazaël), imprimeur.
- LABORDE (Henri), pharmacien.
- LABORDE D'ARBRUN (Robert de), à Montfort (Landes).
- LABORDE-LASSALE (André de), ancien sous-préfet, à Eyres-Moncube
(Landes).
- LABROUCHE (Paul), à Tarbes. (M. P.)
- LACAU-BARRAQUE, pharmacien à Habas (Landes).
- LACHAZE, Président du Tribunal civil.
- LACON, ancien magistrat, maire de Saint-Pandelon (Landes).
- LAFARGUE (le docteur), à Peyrehorade (Landes).
- LAHARGOU (l'abbé), docteur ès lettres, Supérieur du Collège libre.
- LAILHACAR (Guelfe de), 8 bis, rue de Châteaudun, à Paris. (M. P.)
- LALANNE DES CAMPS, O. , chef de bataillon en retraite, à Pau. (S. C.)
- LAPEYRÈRE, propriétaire, à Castets (Landes).
- LAPORTERIE (Joseph de), ancien magistrat, à Saint-Sever (Landes).
- LARAUZA (le docteur), médecin attaché aux Thermes de Dax.
- LARRÈDE (Jules), commis greffier près le Tribunal civil de Dax.
- LARRÈDE (abbé), curé de Gamarde.
- LARREILLET (Gustave), rue David-Jonhston, à Bordeaux.
- LASSALLE, notaire à Soustons (Landes).
- LASSÈGUE (le docteur Louis), à Pouillon.
- LASSERRE (J.-E.), avocat, 29, rue Gassies, à Pau.
- LASSERRE (Léonce), 4, rue du Palais.

- * LATAULADE (Gaspard de), avocat.
- LAUDUMIEY, pharmacien, à Bayonne.
- LAUSSUCQ (Emile), juge au Tribunal civil, 71, rue du Cancera, Bordeaux.
- LAVIELLE (le docteur Charles), directeur de l'Etablissement des Baignots.
- LAVIELLE (Gaston), à Peyrehorade (Landes).
- LAVIGNE (Stanislas), négociant, à Pau.
- LÈGLISE (A.), député des Landes, 9, rue Duphot, à Paris.
- LEMAIRE (Arthur), 35, rue de Rome, Paris.
- LESCARRET (l'abbé), curé de Luë (Landes).
- LETAILLEUR, à Baigts, par Montfort (Landes).
- LORREYTE (le docteur), à Pouillon.
- LORRIN (Victor).
- LOURREYT, notaire.
- LOUSTALOT (Louis), place Royale, à Pau.
- LOUSTAU, agent-voyer en chef du département, à Mont-de-Marsan.
- LOYER (Raoul), receveur municipal.
- MAISONNAVE (le docteur), conseiller général, à Castets (Landes).
- MAISONNAVE, juge de paix, à Castets (Landes).
- MALICHECQ (Pierre), à Parentis-en-Born (Landes).
- MASSIE (le docteur Ferdinand), à Labatut (Landes).
- MAURIN (l'abbé), curé-doyen de Labrit (Landes).
- MAUVOISIN (Prosper), propriétaire à Saint-Pandelon (Landes).
- MENGELATTE (l'abbé), curé-doyen de Sore (Landes).
- MEYRANX (l'abbé), curé de Cazères-sur-l'Adour (Landes).
- MILLIÈS-LACROIX (Raphaël), sénateur des Landes.
- MILLIÈS (Pierre), négociant.
- MONREDON (Le Deschault de), à Castelnau-Chalosse (Landes).
- MONTAUT (l'abbé), curé-doyen de Tartas.
- NEURRISSE (Eugène), à Castets (Landes).
- PACHÉ, pharmacien de 1^{re} classe.
- PEYRECAVE (Louis de), ancien magistrat, à Saubrigues (Landes).
- PIETTE, juge honoraire, à Rumigny (Ardennes).
- PINTUS, ancien négociant, 82, boulevard des Batignolles, à Paris.
- PLANTÉ (Adrien), ancien magistrat, inspecteur divisionnaire de la Société Française d'Archéologie, Orthez.
- PLANTIE, préfet de la Vendée.
- POISSON, avocat, conseiller général, à Rion.
- POY (Hector du), avocat.

— XI —

POYMIRO, lieutenant-colonel stagiaire au 18^e d'artillerie, 8, rue Déville, Toulouse.

PUYAU (Ferdinand), docteur en droit, avocat.

RICARD, architecte de la ville.

ROQUES DE BORDA, château de Bonnegarde, par Amou.

SAINT-MARTIN (Anatole de), à Saint-Geours-de-Maremne (Landes).

SAINT-MARTIN (Léon de), à Soustons (Landes).

SAINTORENS (Ernest), pharmacien.

SAINT-PÈ (l'abbé), curé-doyen de Saint-Martin-de-Seignanx.

• SALETTES (baron de), ancien président du Tribunal civil de Dax, à Denguin, par Lescar (Basses-Pyrénées).

SCHLEICH, secrétaire en chef de la Mairie, Dax.

SEGUIN (Eudoxe de), à Clermont (Landes).

SENTEX (le docteur), à Saint-Sever (Landes).

SÉRON, agent-voyer d'arrondissement, à Saint-Sever.

SOLDÉ (Anatole), ingénieur des Arts et Manufactures, 23, rue Oudinot, Paris.

SOURBIÉ, juge d'instruction au Tribunal civil, à Oloron.

TEULET, archiviste honoraire aux Archives Nationales, archiviste du département des Landes, à Mont-de-Marsan.

TRÉSAUGUE, négociant.

TUCOULAT (le docteur), à Bayonne.

UZER (Cyprien d'), ancien magistrat, avocat, à Mont-de-Marsan.

VIELLE, pharmacien.

WILLEMAIN (Maurice), à Aire (Landes).

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

ANCIBURE (Emile), au Pont-Mayou, à Bayonne.

BATCAVE (Louis), avocat, 17, rue Molitor, à Paris.

BAUBY (Léopold), avocat, à Orthez (Basses-Pyrénées).

BATZ (A. de), capitaine de cavalerie, à Tombouctou (Soudan).

BILLIOT, secrétaire général de la Société Linnéenne, rue Saint-Genès, 12, à Bordeaux.

BEURAIN (G.), receveur de l'Enregistrement, à Hornoy (Somme).

BRÉZETS (Arthur de), avocat, au château de Cantecer, à Gaujacq, près Marmande (Lot-et-Garonne).

CARDAILLAC (Xavier de), avocat, 11, rue Marensin, à Tarbes.

— XII —

- CHASTEIGNER (vicomte Paul de), Biarritz.
DARGAUD (Félix), à Genève.
DARROMAN (Gérard), rue Emile Fourcand, 29, à Bordeaux.
DEJEANNE (le docteur), à Bagnères-de-Bigorre.
DOLFUS (Gustave), naturaliste, attaché au service de la Carte géologique de France, 45, rue de Chabrol, à Paris. (M. P.)
JACQUART (l'abbé), membre de l'Académie de Lyon, à Coublevie (Isère).
LAFONT (Félix), banquier à Orthez.
LARRIEU (le docteur), à Montfort-L'Amaury (Seine-et-Oise).
LAVERGNE (Adrien), inspecteur pour le département du Gers de la Société Française d'Archéologie, à Castillon-de-Bats, par Vic-Fezensac (Gers).
LOUGE (le docteur), à Dému (Gers).
MORGAN (Eugène de),
PICHE (Albert), 26, rue Serviez, à Pau.
POUTIGNAC-DEVILLARS, Président de la Société artistique de Roubaix-Tourcoing, à Roubaix (Nord).
POYMIRO (Robert), Président de la Cour d'appel, à Fort-de-France (Martinique).
SAINT-JOURS, capitaine des Douanes, à Bordeaux.
SAINT-MARTIN (le docteur), à Bonnut (Basses-Pyrénées).
SOULICE (Léon), bibliothécaire de la ville, Pau.
TESTUT (le docteur Léo), professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, 3, avenue de l'Archevêché, Lyon.
WENTWORT-WEBSTER (Révérend), pasteur anglican à Sare (Basses-Pyr.)
-

SOCIÉTÉS SAVANTES

AVEC LESQUELLES LA SOCIÉTÉ DE BORDA ÉCHANGE SON BULLETIN

SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Agen.* — Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
Alais. — Société Scientifique et Littéraire.
Amiens. — Société Linnéenne du Nord de la France.
Angers. — Société d'Etudes Scientifiques.
Angoulême. — Société Archéologique et Historique de la Charente.
Arcachon. — Société Scientifique et Station Zoologique.
Auch. — Société Historique de Gascogne. (Adresser à M. l'abbé Degert, directeur de la Revue de Gascogne, à l'Institut Catholique, Toulouse).
— — Société Archéologique du Gers. (Adresser à M. le Président).
Autun. — Société Eduenne.
Bagnères-de-Bigorre. — Société Ramond.
Bayonne. — Société des Sciences et Arts.
Biarritz. — Biarritz-Association.
Bône. — Académie d'Hippone.
Bordeaux. — Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts.
— — Club-Alpin-Français, Section du Sud-Ouest.
— — Société Archéologique.
— — Société de Géographie Commerciale.
— — Société Linnéenne.
— — Société des Sciences Physiques et Naturelles.
Bourg. — Société Historique et Littéraire de l'Ain.
— — Société des Sciences Naturelles du département de l'Ain.
Brest. — Société Académique.
Brive. — Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze.
Cahors. — Société des Etudes Littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot.
Carcassonne. — Société des Sciences et Arts.
— — Société d'Etudes Scientifiques de l'Aude.
Châlon-sur-Saône. — Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire.
Chambéry. — Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.
Châteaudun. — Société Dunoise.

— XIV —

- Cherbourg.* — Société Nationale des Sciences Naturelles et Mathématiques.
- Compiègne.* — Société Française d'Archéologie.
- Constantine.* — Société Archéologique.
- Dijon.* — Commission des Antiquités de la Côte-d'Or.
- Draguignan.* — Société d'Etudes Scientifiques et Archéologiques.
- Foix.* — Société Ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts.
- Gap.* — Société d'Etudes des Hautes-Alpes.
- La Rochelle.* -- Société des Sciences Naturelles de la Charente-Inférieure.
- Le Havre.* — Société Hâvraise d'Etudes diverses.
- Le Mans.* — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.
- Limoges.* — Société Archéologique et Historique du Limousin.
- Lyon.* — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.
- — Société d'Anthropologie.
- — Société historique du Diocèse de Lyon, place de Fourvière.
- Mâcon.* — Académie de Mâcon.
- Montauban.* — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Tarn-et-Garonne.
- — Société Archéologique de Tarn-et-Garonne.
- Montbrison.* — La Diana.
- Nancy.* — Société d'Archéologie Lorraine.
- Nantes.* — Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.
- — Société d'Etudes des Sciences Naturelles du Sud-Ouest.
- Oran.* — Société de Géographie et d'Archéologie de la province d'Oran.
- Orléans.* — Société Archéologique et Historique de l'Orléanais.
- Paris.* — Musée Guimet, 30, avenue du Trocadéro.
- — Société de Géographie, 184, boulevard Saint-Germain.
- — Société Nationale des Antiquaires de France, au Palais du Louvre.
- — Revue des Sciences Naturelles de l'Ouest de la France, 14, boulevard Saint-Germain.
- — Revue de la Société des Etudes Historiques.
- Pau.* — Société des Sciences, Lettres et Arts.
- Périgueux.* — Société Historique et Archéologique du Périgord.
- Perpignan.* — Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales.
- Poitiers.* — Société des Antiquaires de l'Ouest.
- Rochechouart.* — Société des Amis des Sciences et Arts.

- Rochefort.* — Société de Géographie.
Rodes. — Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.
Rouen. — Société Industrielle.
Saïgon. — Société des Etudes Indo-Chinoises.
Saint-Denis (Réunion). — Société des Sciences et Arts de la Réunion.
Saintes. — Commission des Arts et Monuments Historiques de la
Charente-Inférieure et Société d'Archéologie de Saintes.
— — Société des Archives Historiques de la Saintonge et de
l'Aunis.
Saint-Omer. — Société des Antiquaires de la Morinie.
Saint-Quentin. — Société Industrielle de Saint-Quentin et de l'Aisne.
Tarbes. — Société Académique des Hautes-Pyrénées.
Toulouse. — Société Archéologique du Midi de la France.
— — Société d'Histoire Naturelle.
— — Revue de l'Université, rue de l'Université, 2, Toulouse.
Tours. — Société Archéologique de Touraine.
— — Société de Géographie de Tours, 25, rue Etienne Pallu.
Troyes. — Société Académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et
Belles-Lettres de l'Aube.
Vannes. — Société Polymathique du Morbihan.
Vanves (Seine). — M. le Directeur de la Revue Epigraphique (M. Espé-
randieu), 59, route de Clamart.
Vendôme. — Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du
Vendômois.
Versailles. — Commission des Antiquités et des Arts de Seine-et-Oise.
Vitry-le-François. — Société des Sciences et Arts.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Bruxelles.* — Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-
Arts de Belgique, au Palais des Académies.
— — Société Belge de Microscopie.
— — Société Royale Malacologique de Belgique.
— — Société Royale de Numismatique. (Adresser à M. Alphonse
de Witte, bibliothécaire, au Palais des Académies,
par la poste.)
Cincinnati (Ohio, Etats-Unis). — M. le Directeur du Bulletin of the
Lloyd Library.
Copenhagen. — Société des Antiquaires de Danemark.

— XVI —

- Kordoba* (République Argentine). — Académie Nationale des Sciences.
Kiew. — Société des Naturalistes.
Lausanne. — Société Vaudoise des Sciences Naturelles.
Liège. — Société Géologique de Belgique.
Londres. — Anthropological Institute of Great Britain and Ireland,
4, St Martin's place.
— — Royal Archæological Institute of Great Britain and Ireland,
20, Hanover-Square W.
— — Royal institution of Great Britain. — Albemarle Street
Piccadilly.
Madrid. — Sociedad Geografica.
Metz. — Académie de Metz.
Moscou. — Société Impériale des Naturalistes de Moscou.
Neufchâtel. — Société des Sciences Naturelles.
New-York. — Academy of Sciences.
Philadelphie. — American Philosophical Society.
Rochester. — Academy of Sciences.
Saint-Louis-Mo. — The Missouri Botanical Garden.
Stockholm. — Académie Royale des Belles-Lettres, d'Histoire et des
Antiquités de Stockholm.
Washington. — Smithsonian Institution.
— — Director of United States Geological Survey.
-

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE BORDA

- Auch*. — Archives Historiques de la Gascogne. (S. B.)
Dax. — Dax-Thermal. (S. B.)
Palerme. — Il Naturalista Siciliano.

— XVII —

Paris. — *Ministère de l'Instruction Publique.*

- — Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Scientifiques et Historiques. (S. B.)
- — Bulletin Historique et Philologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. (S. B.)
- — Bulletin du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques (Section des Sciences Economiques et Sociales. (S. B.)
- — Répertoire des Travaux Historiques. (S. B.)
- — Revue des Travaux Scientifiques. (S. B.)
- Association Française pour l'Avancement des Sciences, Hôtel des Sociétés Savantes, 14, rue des Poitevins.
- Feuille des Jeunes Naturalistes. (M. A. Dolfus, 35, rue Pierre-Charron).

Pau. — Bulletin de la Société d'Education et d'Instruction Populaires des Basses-Pyrénées. (S. B.)

— — Etudes Historiques et Religieuses du Diocèse de Bayonne.

Romans. — Bulletin d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie Religieuse (M. l'abbé Ulysse Chevalier).

SERVICE FAIT PAR LA SOCIÉTÉ DE BORDA

Auch. — Préfet du Gers. (Pour les Archives).

Bordeaux. — Bibliothèque Municipale.

Paris. — Bibliothèque Nationale.

- — Bibliothèque des Sociétés Savantes au Ministère de l'Instruction Publique. (5 B.)

— XVIII —

COMPOSITION DU BUREAU DE LA SOCIÉTÉ DE BORDA
Pour l'Année 1903

MM.

Président : Fr. ABBADIE.
Vice-Président : D^r BOURRETÈRE.
Secrétaire-Général : G. CAMIADE.
Archiviste : LORRIN.
Secrétaire-Adjoint : D^r CH. LAVIELLE.
Trésorier : P. BORIE.

MM.

<i>Membres du Comité de Publication</i>	{	LE PRÉSIDENT	}	<i>Membres de droit</i>
		LE VICE-PRÉSIDENT		
		LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL		
		LE SECRÉTAIRE-ADJOINT		
		L'ARCHIVISTE		
		G. DE LATAULADE		
		LAHARGOU (l'abbé)		
		D ^r A. LARAUZA		

ABONNÉS

Monseigneur DELANNOY, Evêque d'Aire et de Dax, à Aire.

MOURROUX, négociant.

THERMES DE DAX.

BARADAT, professeur, rue Gambetta. (S. C.)

BRANET (Alphonse), à Auch.

Maison DULAU et C^o, 37, Soho Square, à Londres. (2 B.)

POTIER (Léon), négociant, 5, rue de l'Université, à Paris. (S. C.)

MEYNIEUX, inspecteur des Forêts. (S. C.)

CAULONQUE (Léon), clerk de notaire. (S. C.)

DUBARAT (l'abbé), aumônier du Lycée, à Pau. (S. C.)

LOT (Ferdinand), Bibliothécaire à la Sorbonne, Paris. (S. C.)

GRAND SÉMINAIRE D'AIRE.

M^{me} Veuve F. LESCUDÉ, libraire, 17, rue de la Préfecture, Pau.



SÉANCE DU JEUDI 8 JANVIER 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président analyse la correspondance qui se compose de :

1° Une lettre de M. le Ministre de l'Instruction Publique faisant connaître les conditions de la délivrance des billets à prix réduit en faveur des délégués de Sociétés Savantes qui désirent se rendre à Bordeaux pour le 41^e Congrès qui s'ouvrira dans cette ville le mardi 14 avril prochain. Ceux des membres de la Société qui auraient l'intention de s'y rendre devront en informer M. le Président avant le 20 mars.

2° Une circulaire de la Société « Biarritz-Association » portant invitation d'adhésion au Congrès International de Thalassothérapie qui aura lieu à Biarritz les 19, 20 et 21 avril 1903.

3° Une note de M. l'abbé Foix, au sujet du fabricant de cartes à jouer Robert Mahieu dont il a été question à la dernière séance. M. Foix donne sur Mahieu quelques renseignements d'état civil qu'il se propose de compléter.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants :

ANGERS. — Bulletin de la Société d'Etudes Scientifiques d'Angers, nouvelle série. — XXXI^e Année, 1901.

AUCH. — Revue de Gascogne, nouvelle série. — T. II, 9^e Livraison.

BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Décembre 1902.

BORDEAUX. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 15 Décembre 1902.

BOURG. — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles et d'Archéologie de l'Ain.

- BRUXELLES. — Revue Belge de Numismatique. — 1^{re} Livraison, 1903.
- CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire. — Novembre 1902.
- MONT-DE-MARSAN. — Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Lettres et Arts des Landes. — Novembre et Décembre 1902.
- PARIS. — Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — 1902, 2^e Livraison.
- La Feuille des Jeunes Naturalistes. — Janvier 1903.
 - Revue d'Epigraphie. — Juillet, Août, Septembre 1902.
 - Bulletin de l'Afas. — Décembre 1902.
 - La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Décembre 1902.
 - Bibliographie des Travaux Historiques et Archéologiques publiés par les Sociétés Savantes de la France. — T. IV, 1^{re} Livraison.
 - Revue des Etudes Historiques. — Novembre-Décembre 1902.
 - L'Union Pyrénéenne. — Novembre 1902.
- PAU. — Reclams de Biarn e Gascogne. — 1^{er} de Yené 1903.
- PÉRIGUEUX. — Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord. — T. XXIX, 3^e Livraison.
- SAINTES. — Recueil de la Commission des Arts et Monuments Historiques.
- SAINT-OMER. — Bulletin Historique de la Société des Antiquaires de la Morinie. — 1902, 3^e Fascicule.
- STOCKHOLM. — Kongl. Vitterhets historie och Antiquitets Akademiens Manadsblad, 1897.
- TOULOUSE. — Société d'Histoire Naturelle de Toulouse. — Juillet, N^o 7.
- TOURS. — Bulletin Trimestriel de la Société Archéologique de Touraine. Juillet-Septembre 1902.
- WASHINGTON. — United States Geological Survey. — Monographs XLI. Glacial formations and drainages features of the Erie and Ohio basins.

L'ordre du jour appelle la suite de la communication de M. Saint-Jours sur l'*Adour et ses embouchures anciennes*. Les deux derniers chapitres de cet important travail sont relatifs au fonctionnement de l'Adour à Port d'Albret, et à ses modifications depuis les travaux opérés dans son cours par l'ingénieur Louis de Foix.

Dans un mémoire dont il donne lecture, M. Abbadie étudie quelle était

d'après des documents contemporains, la condition des populations rurales de nos contrées au moyen-âge. Il explique ce qu'étaient les *questaux* ou serfs de glèbe, leur genre de dépendance à l'égard du maître, leurs principales obligations, leur état social et juridique jusqu'au jour où la tenure libre finit par remplacer complètement la tenure servile et par devenir le régime commun de la propriété foncière. Les *questaux* se transforment alors en censitaires ou fivatiers. Les fivatiers étaient, il est vrai, les sujets du seigneur sur la terre duquel ils vivaient, mais ils avaient vis-à-vis de lui des droits bien définis, et, plus favorisés que de simples colons, ils jouissaient de la quasi-plénitude de propriété du domaine qu'ils cultivaient.

* * *

La séance est levée à cinq heures et la prochaine réunion fixée au jeudi 19 février 1903.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.

SÉANCE DU JEUDI 19 FÉVRIER 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président dépouille la correspondance qui se compose de :

- 1^o Une communication de M. l'abbé Foix dont il sera donné lecture ;
- 2^o Une lettre de M. l'abbé Bouillet, inspecteur de la Société française d'Archéologie, correspondant de la Société des Antiquaires de France, dont il sera également question ci-après ;
- 3^o Une circulaire annonçant la prochaine apparition d'une Revue intitulée « l'Homme préhistorique », pour faire suite à la publication interrompue des *Matériaux pour l'histoire de l'homme* fondée en 1864 par G. de Mortillet ;

4° Une lettre du Secrétaire-Général de la Société d'Agriculture des Landes, informant qu'elle est appelée à élire un nouveau président, en remplacement de M. de Guilloutet et invitant le Président de la Société de Borda à prendre part à cette élection.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants :

AGEN. — Revue de l'Agenais. — Novembre, Décembre 1902.

AUCH. — Revue de Gascogne. — Janvier, Février 1903.

BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — Bulletin de la Société Ramond. — 3° Trimestre 1902.

BAYONNE. — Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts. — 4° Trimestre 1902.

BIARRITZ. — Bulletin de Biarritz-Association. — Janvier 1903.

BORDEAUX. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 5 et 19 Janvier, 2 Février 1903.

BREST. — Bulletin de la Société Académique. — Tome XXVII.

CAHORS. — Société des Etudes du Lot. - Bulletin Juillet-Septembre 1902.

CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire. — Décembre 1902, Janvier 1903.

CHATEAUDUN. — Bulletin de la Société Dunoise — Janvier 1903.

CHERBOURG. — Mémoires de la Société Nationale des Sciences Naturelles et Mathématiques de Cherbourg. — T. XXXIII.

LAUSANNE. — Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles. — Numéro 145.

LE MANS. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe. — Années 1901 et 1902, 4° Fascicule.

LONDRES. — Man, a monthly record of anthropological Science. — January, February 1903.

LYON. — Bulletin Historique du Diocèse de Lyon. — Janvier, Février 1903.

MACON. — Annales de l'Académie de Mâcon. — 3° Série, T. VI.

MONT-DE-MARSAN. — Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Lettres et Arts des Landes. — Janvier, Février 1903.

NANCY. — Bulletin de la Société d'Archéologie Lorraine. — Décembre 1902, Janvier 1903.

NANTES. — Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure. — 1^{er} Semestre 1902.

NIMES. — Bulletin de la Société d'Etudes des Sciences Naturelles. — T. XXIX.

- NARBONNE. — Bulletin de la Commission Archéologique. — 1^{er} Semestre 1903.
- ORTHEZ. — Bulletin mensuel de l'Observatoire Carlier. - Septembre 1903.
- PARIS. — Bulletin et Mémoires de la Société Nationale des Antiquaires de France. — 7^e Série, T. I.
- Bulletin Historique et Philologique 1902, Numéros 1 et 2.
 - La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Janvier 1903.
 - La Feuille des Jeunes Naturalistes. — 1^{er} Février 1903.
 - L'Union Pyrénéenne. — Janvier 1903.
 - Revue des Etudes Historiques. — Janvier 1903.
- PAU. — Etudes Historiques et Religieuses du Diocèse de Bayonne. — Décembre 1902.
- Ecole Gastou-Fébus. — Reclams de Biarn e Gascogne. — 1^{er} de Heurè 1903.
 - L'Education Sociale des Basses-Pyrénées. — Décembre 1902.
- PÉRIGUEUX. — Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord. — Novembre-Décembre 1902.
- POITIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. — 3^e Trimestre 1902.
- ROCHEFORT. — Bulletin de la Société de Géographie. — Octobre-Décembre 1902.
- ROUEN. — Bulletin de la Société Industrielle. — Septembre et Octobre 1902.
- SAIGON. — Bulletin de la Société des Etudes Indo-Chinoises. — 1902.
- SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis. — Janvier 1903.
- SAINT-OMER. — Bulletin Historique de la Société des Antiquaires de la Morinie.
- TOULOUSE. — Annales du Midi. — Janvier 1903.
- VENDOME. — Bulletin de la Société Archéologique du Vendômois. — T. XLI.
- WASHINGTON — Annual Report of the Smithsonian Institution. -- 1901.

La Société approuve l'acquisition par M. le Président, de l'*Histoire des Evêques de Dax*, de M. l'abbé Degert, et remercie la Société Ramond, de Bagnères-de-Bigorre, de l'hommage qu'elle lui a fait d'une notice biographique avec portrait, de feu M. le pasteur Frossard.

M. le Président salue la mémoire de deux honorables membres de la

Société, décédés récemment : M. le baron de Claye et M. le baron de Salettes.

Le baron Anatole de Claye était un écrivain de haute culture, un érudit et un bibliophile. Engagé dans les luttes de la presse parisienne, le dur labeur qu'il s'imposait pour la défense de ses idées, ne lui permettait que d'assez rares séjours dans les Landes. Mais il s'associait de loin à toutes les œuvres quelles qu'elles fussent qui intéressaient son pays natal, et la Société de Borda reçut en plus d'une occasion le précieux témoignage de son attachement. Deux ouvrages dont il lui a fait don : *La Bibliophilie en 1891-1892* et la *Bibliophilie en 1893*, superbement édités à un petit nombre numéroté d'exemplaires sous le pseudonyme « d'Eylac », révèlent en même temps qu'une incroyable activité de recherches, une véritable âme d'artiste « amoureux du livre » comme il l'a lui-même écrit quelque part.

A la nouvelle de sa mort soudaine, chacun de nous s'est rappelé avec émotion, la réunion du mois de décembre dernier que sa brillante causerie sur divers sujets rendit particulièrement intéressante et dans laquelle il nous fit promettre d'aller tenir une de nos prochaines séances au château d'Amou dont il avait à cœur de nous présenter les riches archives. Ce rendez-vous espéré n'aura pas lieu. La Providence en a disposé autrement. Le souvenir de la distinction d'esprit, de l'élévation de caractère et de la si affectueuse courtoisie de notre collègue, est désormais malheureusement inséparable pour nous de l'amer regret que nous cause sa perte prématurée. La Société prie Madame la baronne de Claye de daigner en agréer la très respectueuse expression.

M. le baron de Salettes fut avant tout un magistrat. Adonné avec passion à l'étude du droit et de la jurisprudence, il se serait fait scrupule de consacrer à des sciences étrangères une trop large partie du temps qu'il croyait devoir tout entier à ses fonctions. Et cependant, grâce à une singulière faculté d'assimilation servie par la plus heureuse mémoire, il ne demeura étranger à aucune science. Président du tribunal de Dax en 1876, il accepta d'être membre fondateur de la Société de Borda, il l'aida souvent de ses sages conseils et lorsqu'il fut contraint de s'éloigner d'elle, il continua à en suivre les travaux avec une attention toujours sympathique et éclairée. Aussi le deuil de sa mort est-il vivement ressenti par tous les membres de la Société qui adressent à la famille de leur très regretté collègue l'hommage de leurs profondes condoléances.

Dans sa lettre plus haut visée, M. l'abbé Bouillet, inspecteur de la

Société Française d'Archéologie, expose qu'il a entrepris de dresser une sorte de répertoire, raisonné des représentations sculptées de la *Mise au Tombeau* du Sauveur, désignées souvent sous le nom de *Sépulcres*. Il réclame l'obligeant concours de la Société pour lui signaler celles de ces figurations qui existeraient dans la région, en se conformant au questionnaire suivant :

Quelles sont, dans votre région, les localités qui possèdent des **Sépulcres** sculptés ?

Dans quels édifices (églises, chapelles), se trouvent-ils ?

Indiquer, pour chaque **Sépulcre**, dans la mesure du possible :

- 1° Sa *matière* (marbre, pierre, terre cuite, bois...);
- 2° Ses *dimensions* principales (longueur du tombeau, hauteur des personnages);
- 3° La *date* ou l'*époque* de son exécution ;
- 4° Le *nombre*, la *disposition* et l'*attitude* des personnages ;
- 5° Les *particularités* (détails de costumes, inscriptions, signatures...), qui s'y rencontreraient ;
- 6° Les *ouvrages* imprimés ou les *périodiques* qui en font mention ;
- 7° Les *reproductions* qui en existent, soit en gravure, soit en photographie, soit même en carte postale, avec le nom et l'adresse des éditeurs.

Adresser les réponses à M. l'Abbé Bouillet, 4, rue Corot, à Paris (16^e Arr.)

M. le Président donne lecture d'une note de M. l'abbé Foix relative à Robert Mahieu, marchand « cartier » de Dax au 18^e siècle. Cette note accompagnera le dessin de la marque de fabrique de Mahieu, offerte à la Société en décembre dernier par le regretté baron de Claye, et dont la Société vote la reproduction.

La parole est ensuite donnée à M. l'abbé Lahargou pour sa communication ayant pour titre : *La vie il y a cent ans dans un coin de Chalosse*, d'après le Journal de Jean Barbe.

Jean Barbe, petit bourgeois de Doazit, de bonne et ancienne famille, ne fut, il l'avoue lui-même, ni un lettré, ni un philosophe. Né en 1784, sous l'ancien régime, il vécut 95 ans et se plut à consigner simplement par écrit, aussi bien qu'il savait le faire, les plus notables événements dont il fut le témoin durant sa longue existence. Il a la bonne fortune

après sa mort, d'avoir pour éditeur critique M. Lahargou, qui a pris soin de sélectionner dans son œuvre intime tous les passages dignes de l'être, et de les grouper avec une méthode qui en fait saisir le relief instructif et pittoresque. Ainsi allégé de tout bagage inutile, le Journal de Jean Barbe offrira un réel intérêt aux amateurs d'histoire locale. Ils y recueilleront avec plaisir, les impressions d'un campagnard de Chalosse sur les choses politiques de son temps : la Révolution, le Consulat, les Cent Jours, etc.; comme aussi sur les menus incidents de la vie municipale et paroissiale, et enfin sur les phénomènes météorologiques tels que le fameux hiver de 1830 dont notre mémorialiste décrit les terribles effets avec beaucoup de détails.

. . .

La séance est levée à 4 h. 1/2 et la prochaine réunion fixée au jeudi 12 mars.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.

SÉANCE DU JEUDI 12 MARS 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président dépouille la correspondance qui se compose de :

1^o Une demande de souscription, à l'*Expédition Arctique Française*. Cette expédition sera commandée par le docteur J. B. Charcot, de l'Institut Pasteur, assisté du commandant de Gerlache, d'un officier de la Marine française et de six savants appartenant à l'Université. Elle se propose d'explorer le Spitzberg, la mer de Barents et le Nord-Ouest de la Nouvelle-Zemble ;

2^o Une nouvelle circulaire avec programme détaillé, du III^e Congrès International de Thalassothérapie qui sera tenu à Biarritz du 19 au 21 avril ;

3^o Une circulaire de M. le Président de la Société des Archives histo-

riques de la Gironde indiquant les conditions pour être admis à faire partie des excursions, qui à l'occasion du Congrès des Sociétés Savantes de Bordeaux en avril prochain, auront lieu à Saint-Emilion, Arcachon et Saint-Sébastien ;

4° Une lettre de M. le Secrétaire-Général de la Société d'Agriculture, Sciences, Lettres et Arts des Landes, informant que M. le marquis du Lyon a été élu Président de cette Société, en remplacement de M. de Guilloutet ;

5° Une lettre de M. Francesco Correale, professeur de pédagogie à l'Ecole normale de Foggia (Italie), demandant les conditions d'admission à la Société de Borda.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants :

AGEN. — Revue de l'Agenais. — Janvier-Février 1903.

AUCH. — Revue de Gascogne. — Nouvelle série. — T. III, Mars 1903.

BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Février 1903.

BORDEAUX. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 16 Février 1903.

CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire. — Février 1903.

CHAMBERY. — Mémoires et Documents publiés par la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie. — 2^e Série, T. XVI.

FOIX. — Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts, et de la Société des Etudes du Couserans. — 9^e Vol., Numéro 2.

LONDRES. — The Archæological Journal. — December 1902.

— Man, a monthly record of anthropological Science. — March 1903.

LYON. — Bulletin Historique du Diocèse de Lyon. — Mars et Avril 1903.

MONTBRISON. — Bulletin de la Diana. — Octobre-Décembre 1901.

ORAN. — Bulletin trimestriel de Géographie et d'Archéologie. — Octobre-décembre 1902.

PARIS. — Bulletin du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — Congrès des Sociétés Savantes de 1902.

— La Géographie. — Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Février 1903.

— La Feuille des Jeunes Naturalistes. — 1^{er} Mars 1903.

— L'Union Pyrénéenne. — Février 1903.

PAU. — Etudes Historiques et Religieuses du Diocèse de Bayonne. — Février 1903.

— XXX —

- Escole Gastou-Fébus. — Reclams de Biarn e Gascougne. — 1^{er} de Mars 1903.
- PÉRIGUEUX. — Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord. — T. XXX, 1^{re} Livraison.
- PHILADELPHIE. — Proceedings of the American Philosophical Society held at Philadelphia for promoting useful Knowledge. — April-December 1902.
- ROUEN. — Bulletin de la Société Industrielle de Rouen. — Novembre et Décembre 1902.
- TOULOUSE. — Société d'Histoire Naturelle. — Tome 35, 1902.
- TOURS. — Bulletin trimestriel de la Société Archéologique de Touraine. — 4^e Trimestre 1902.
- WASHINGTON. — Annual report of the Smithsonian Institution. — June 30, 1900.

Il est procédé au vote sur l'admission comme membre titulaire, de M. Gachard, notaire à Hagetmau, présenté par MM. Lapeyrère et Lourreyt. Ce candidat est élu à l'unanimité.

Un membre fait l'exposé de la situation financière de la Société d'après le compte des Recettes et des Dépenses dressé par M. le Trésorier pour l'année 1902. Il en résulte que malgré quelques articles de dépense non compris dans les prévisions ordinaires, l'exercice 1902 se solde par un actif de 612 fr. 42, sur lequel il reste encore à payer les honoraires du préposé aux observations météorologiques. M. le Président fait observer que cette situation est en progrès sur les précédentes. Cependant il ne faut pas perdre de vue que la Société est obligée de se suffire entièrement à elle-même, qu'à la différence de beaucoup de Sociétés similaires, elle ne jouit d'aucune allocation pécuniaire en dehors de celle de 100 francs qu'elle reçoit avec reconnaissance du Conseil général. Que dans ces conditions elle se voit à regret forcée elle-même de refuser son concours à des œuvres de solidarité scientifique ou philanthropique pour lesquelles elle est souvent sollicitée.

Se fondant sur ces considérations, les membres présents à la réunion décident de rayer du budget annuel des dépenses, la subvention de 10 fr. à la Société de secours aux amis des Sciences, et expriment le regret de ne pouvoir encourager autrement que par leurs vœux les vaillants explorateurs de l'Expédition Arctique Française dont le projet a été annoncé plus haut.

Des remerciements sont votés à M. le Trésorier pour les soins dévoués qu'il apporte dans la perception des recettes de la Société et dans la tenue parfaite de ses comptes.

M. Abbadie soumet à la Société la formule du serment que les sénéchaux de Gascogne, du temps de la domination anglaise, étaient tenus de prêter aux habitants de Dax. Cette formule a été tirée des Archives du château de Thouars, propriété de M. le duc de La Tremoille, et publiée par la Société des Archives historiques de la Gironde, tome 18, page 555 et suiv. Elle est accompagné d'autres formules un peu différentes usitées pour d'autres villes de la région, et figure dans la série sous le n° 7. Comme nos vieux textes de Dax ne la donnent pas, il était intéressant de la faire connaître par l'intermédiaire du Bulletin :

JURAMENTUM SENESCALLI VASCONNIE

« Secuntur juramenta que debet facerre [et recipere], in ducatu Aquitanye, quilibet senescallus in eodem, et in novitate sui adventus »

7

APUD AQUENSES

« Sciendum est quod apud Aquenses quicumque Vasconie senescallus, in adventu suo, jurat et jurare debet ibidem : majori et juratis et aliis de communia, supra missalle et crucem, in modum qui sequitur :

Que ed lor sera bon senhor et leyau, lors fors et coustumas lors tindra eus fara tenir, de tort et de forssa los gardera a son leyau poder, saubat le fiautat de nostre senhor lo Rey et duc.

Statim vero major et jurati Aquenses, unus post alium, et populares, manibus elevatis, jurant et jurare debent eidem domino senescallo in hunc modum :

Que eds lo seran bons sotames et leyaus, fideus et obediens ; bita et membres lo garderán, bon leyau conseilh lo deran et secret lo tindran a lor leyau poder, sauba le fiautat de nostre senhor lo Rey et duc.

* * *

La séance est levée à 4 h. 1/2 et la prochaine réunion fixée au jeudi 16 avril prochain.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.

SÉANCE DU JEUDI 14 MAI 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président dépouille la correspondance qui se compose de :

1° Une lettre de M. Octave Doin, éditeur à Paris, qui demande la liste des membres de la Société et de son bureau, pour un Annuaire général des Sociétés savantes ;

2° Une lettre de M. Paul Labrousse, secrétaire de la Société académique des Hautes-Pyrénées, demandant à la Société de souscrire à la publication projetée des *Archives historiques de la Bigorre*. Cette souscription est votée à raison de 10 fr. par volume de 500 pages qui paraîtront tous les deux ou trois ans.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants :

ANGOULÊME. — Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente. — Année 1901-1902.

AUCH. — Revue de Gascogne. — Nouvelle Série. — Tome III, 4^e et 5^e Livraisons.

BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — Bulletin de la Société Ramond. — 2^e Série, Tome 7^e.

BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Mars et Avril 1903.

BORDEAUX. — Société archéologique. — Tome III, 1^{er} et 2^e Fascicules.

— Club alpin français. — Décembre 1902.

— Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 2, 16 Mars, 6, 20 Avril, 4 Mai 1903.

BRUXELLES. — Revue belge de Numismatique. — 1903, 2^e Livraison.

— Académie royale de Belgique, Bulletin de la Classe des Sciences. 1902, Numéros 9, 10, 11, 12.

— Annuaire de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique. — 1903.

— Annales de la Société royale Malacologique de Belgique. — Tome XXXVI.

— XXIV —

- CAHORS. - Bulletin trimestriel de la Société des Etudes du Lot. — Octobre, Novembre, Décembre 1902.
- CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin de la Société des Sciences naturelles de Saône-et-Loire. — Mars-Avril 1903.
- CHATEAUDUN. — Bulletin de la Société Dunoise. — Avril 1903.
- LA ROCHELLE. — Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'Archéologie de Saintes. — Tome XVI, 5^e et 6^e Livraisons.
- LIMOGES. — Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin. — Tome LII, 2^e Livraison.
- LONDRES. — Man, à Monthly record of anthropological Science. — Avril, May 1903.
- LYON. — Bulletin historique du Diocèse de Lyon. — Mai et Juin 1903.
- Bulletin de la Société d'Anthropologie. — Tome 21^e, Fascicule II.
- METZ. — Mémoires de l'Académie de Metz. — 1899-1900.
- MONTAUBAN. — Bulletin Archéologique et Historique de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne. — Année 1902, 2^e, 3^e, 4^e Trimestres.
- MONT-DE-MARSAN. — Annales de la Société d'Agriculture des Landes. — Mars et Avril 1903.
- MOSCOU. — Bulletin de la Société Impériale des Naturalistes de Moscou. — Année 1901, Numéros 3 et 4.
- NANCY. — Bulletin mensuel de la Société d'Archéologie Lorraine. — Février, Mars, Avril 1903.
- NANTES. — Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure. — Année 1902, II^e Semestre.
— Bulletin de la Société des Sciences Naturelles de l'Ouest de la France. — 3^e et 4^e Trimestres 1902.
- ORAN. — Bulletin trimestriel de Géographie et d'Archéologie. — Janvier et Mars 1903.
- ORTHEZ. — Bulletin mensuel de l'Observatoire Carlier. — Novembre, Décembre 1902.
- PARIS. — Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — Année 1902, 3^e Livraison.
— Revue Epigraphique. — Octobre, Novembre, Décembre 1902, Janvier, Février, Mars 1903.
— Le Bulletin de l'Afas. — Avril 1903.
— La Feuille des Jeunes Naturalistes. — Avril, Mai 1903.

— XXV —

- L'Union Pyrénéenne. — Mars, Avril 1903.
- La Géographie. — Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Avril 1903.
- PAU. — Etudes Historiques et Religieuses du Diocèse de Bayonne. — Mars-Avril 1903.
- Ecole Gastou-Fébus. — Reclams de Biarn e Gascogne. — Abriou, May 1903.
- L'Education Sociale des Basses-Pyrénées. — Mars 1903.
- PÉRIGUEUX. — Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord. — Tome XXX, 2^e Livraison.
- POITIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. — Octobre, Novembre, Décembre 1902.
- ROCHECHOUART. — Bulletin de la Société Les Amis des Sciences et Arts de Rochechouart. — T. XII, Numéro V.
- ROUEN. — Bulletin de la Société Industrielle. — Janvier-Février 1903.
- SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis — 1^{er} Mai 1903.
- TOULOUSE. — Société d'Histoire Naturelle de Toulouse. — Janvier-Février 1903.
- Annales du Midi. — Avril 1903.
- UPSALA. — Bulletin of the Geological Institution of the University of Upsala : 1901, Numéro 10.

Reçu encore à titre d'hommage : *Deux Gascons : Verius et Arborius*, par M. A. Sansot, secrétaire de la Société Ramond. — *Les Etudes Archéologiques dans le Gers*, par M. Adrien Lavergne. — *Iberos e Bascos*, de J.-M. Pereira de Lima, député aux Cortès portugaises.

Des remerciements sont adressés à MM. Sansot, A. Lavergne et Pereira de Lima.

L'ouvrage *Iberos e Bascos*, remarque M. le Président, offre pour la région un intérêt tout particulier. Il sera ultérieurement l'objet d'une étude et d'un compte-rendu, grâce à la traduction que se propose d'en faire M. le Médecin-Major en retraite Voulgre, ami de l'auteur.

Par un vote unanime, la Société admet M. Pereira de Lima à titre de membre correspondant, sur la présentation de MM. le Président Abbadie et le baron de Behr.

Depuis la dernière séance, la Société a encore perdu deux de ses membres : M. l'abbé Collongue et M. Cuzacq.

Le seul éloge vraiment digne de M. l'archiprêtre Collongue lui a été

rendu du haut de la chaire chrétienne le jour de ses obsèques. Mais il nous appartient, dit M. le Président, de rappeler ici son attachement à notre Société et son zèle pour les études historiques. Celles qui intéressaient le passé de sa cathédrale lui tenaient surtout à cœur, et lui suggérèrent l'idée de faire revivre la série des évêques de Dax depuis saint Vincent jusqu'à nos jours, par leurs armes reproduites en belles enluminures sur les murs de la sacristie, avec leurs noms et les dates de leur épiscopat. A la reconnaissance que lui en garderont tous les archéologues, les collègues de M. l'archiprêtre Collongue joignent l'expression émue de leurs profonds regrets.

M. Pierre Cuzacq fut toute sa vie un travailleur infatigable, comme l'attestent ses œuvres nombreuses dont les principales sont : *Du droit d'aînesse et du partage des successions dans les Landes.* — *L'impôt foncier dans les Landes en 1758.* — *Description des voies romaines dans les Landes de Gascogne.* — *La Naissance, le Mariage et le Décès. (Mœurs et Coutumes. Usages anciens, croyances et superstitions dans le Sud-Ouest de la France).* M. Cuzacq était Vice-Président de la Société des Sciences et Arts de Bayonne, en même temps qu'un des membres les plus actifs de notre Société. Le vide que laissent dans le monde studieux, de tels collaborateurs, ne se comble pas facilement. Cette pensée ajoute au regret que la disparition de M. Cuzacq cause à ses collègues. Ils prient sa famille d'agréer leurs bien sincères condoléances.

La parole est ensuite donnée à M. l'abbé Lahargou qui lit l'intéressante communication suivante :

« Messieurs,

» Un très rapide voyage que j'ai fait à Hagetmau au commencement de ce mois de mai m'a permis de me rendre compte par moi-même de l'état dans lequel se trouve la crypte de Saint-Girons. Il est lamentable, et de nature à inspirer les plus sérieuses inquiétudes, les craintes les plus vives, à tous ceux qui connaissent l'incalculable valeur archéologique de ce monument deux fois vénérable et par les souvenirs religieux qui s'y attachent et par sa forme qui en fait un des plus curieux monuments de l'art roman au XI^e siècle. L'Eglise qui le recouvre et qui l'enchasse dans ses épaisses murailles, désaffectée depuis plus de dix ans, et par suite abandonnée dans son isolement à l'extrémité occidentale de la ville à tous les agents de destruction que le temps met en œuvre, nous fait prévoir un effondrement prochain. En s'abîmant sur elle-même, l'église

écrasera dans sa chute et entraînera dans la même ruine la crypte qu'il faut à tout prix préserver.

» Or, il n'est que temps. Le sol sur lequel l'église est bâtie n'a jamais présenté une résistance suffisante pour soutenir l'édifice. Miné lentement par le ruisseau qui coule à quelques mètres à peine du chevet de l'église, il est de plus écrasé par les contreforts énormes qui ont été adossés au mur du chevet qui glissait avec le terrain vers la rivière et menaçait de se détacher de la nef. Sous la double action de cette pesée excessive et de l'eau qui continuait à mollir le sol, le terrain n'a pas cessé de s'incliner vers la rivière, menaçant toujours de plus en plus d'y attirer la partie de l'édifice sous laquelle la crypte se trouve construite. Ajoutez qu'une végétation parasite d'arbustes, de fougères et même d'arbres vigoureux a pris pied sur la plateforme des contreforts d'où les racines pénétrantes et tenaces s'enfoncent dans la maçonnerie, détruisant les jointures et disloquant les éléments ébranlés et disjoints.

» Un des contreforts récemment tombé fait clairement connaître les effets auxquels il faut s'attendre à brève échéance de l'action combinée de toutes ces causes qui conspirent au même but : la destruction de l'édifice. Les pierres du contrefort écroulé jonchent le sol : au haut de la blessure que sa chute a marquée dans la muraille, un arbre agite son feuillage et sa ramure dans le vide, tandis que le long de la muraille dont elle a détaché le contrefort, une racine pivotante, de l'épaisseur d'un gros cable, descend et va plonger dans le sol, où elle a puisé la force de détacher peu à peu et de faire tomber le contrefort.

» Dans ces conditions, et si l'on ne se hâte d'apporter le remède que la situation réclame, il ne faudra pas longtemps pour voir tomber en ruines l'édifice et la crypte remarquable qu'il recouvre. Ce remède, il n'appartient pas à la Société de Borda d'en prendre sur elle l'application et les frais, la crypte de Saint-Girons rentrant dans la catégorie des monuments historiques et à ce titre dépendant pour sa conservation et pour son maintien, de la Direction des Beaux-Arts. Mais il appartient à la Société de Borda, mieux placée que toute autre pour se préoccuper de la situation que je viens de lui faire connaître, d'appeler sur elle l'attention des pouvoirs compétents et d'exprimer le vœu très fortement motivé, qu'il y soit apporté le plus promptement possible un remède efficace.

» A cette fin, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien signer avec moi cette requête et ce vœu qui seront par les voies les plus autorisées remises à la Direction des Beaux-Arts.

» P. LAHARGOU. »

Le vœu exprimé par M. Lahargou est adopté à l'unanimité. Il est décidé que sa requête signée de tous les membres du bureau sera adressée au Comité des Monuments historiques. M. Georges Camiade, inspecteur pour les Landes de la Société française d'archéologie, est en outre prié d'écrire à M. le Président de cette Société, pour l'intéresser aux mesures à prendre dans le but de sauver d'une ruine imminente le précieux monument dont il s'agit.

M. Abbadie donne lecture de son mémoire sur *Les premiers magistrats élus à Dax, après l'abolition de l'ancien ordre judiciaire*. Conformément à l'article 13 du décret du 12 octobre 1790, les scellés furent apposés à l'auditoire et au greffe du présidial de Dax et des diverses juridictions de son ressort. Cette opération eut lieu partout le 21 décembre, veille du jour où le tribunal devait être installé, afin que l'administration de la justice ne subit pas d'interruption. Les premiers juges élus par les électeurs du district furent : MM. d'Armana, Darracq aîné, Jacques Batbedat et Lanusse, et les suppléants : MM. Duséré, Lodève, Caunègre et Gaborias. Ils furent installés le 22 décembre par le Conseil général de la Commune, avec des honneurs extraordinaires et au milieu de l'enthousiasme général. Mais cet engouement du peuple pour ses élus ne fut pas de longue durée. La paix publique fut bientôt troublée de toute part. De nombreux procès criminels furent la suite des désordres engendrés par les idées anarchiques qui se manifestèrent sur divers points du district.

On ne pardonna pas aux magistrats d'avoir à sévir. Ils se virent frappés de suspicion et récusés non seulement par des individus, mais par des corps entiers comme la garde nationale et par des municipalités comme celle de Hinx. Leurs fonctions devinrent impossibles ; d'ailleurs, la Révolution marchait et le premier tribunal de Dax élu pour six ans, fut suspendu par la loi du 19 octobre 1792 relative au renouvellement des corps administratifs et judiciaires. En vertu de cette loi, une nouvelle magistrature sortit des urnes électorales le 18 novembre 1792.

• • •

La séance est levée à 4 h. 1/2 et la prochaine réunion fixée au jeudi 11 juin prochain.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.

SÉANCE DU JEUDI 11 JUIN 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président dépouille la correspondance qui se compose de :

1° Un avis de M. le Président de l'Escole Gastou-Fébus, rappelant que l'Escole tiendra sa réunion annuelle à Argelès les 23 et 24 août prochain et priant les membres de la Société qui désireraient s'y rendre, d'envoyer leur adhésion avant le 20 juillet, s'ils veulent bénéficier de la réduction habituellement accordée par les Compagnies de chemins de fer ;

2° Une lettre de M. Beaurain, receveur de l'Enregistrement à Hornoy (Somme), relative à un travail que cet érudit collègue annonce sur le portail de l'église de Mimizan, étudié au point de vue du costume.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants :

AGEN. — Revue de l'Agenais. — Mars-Avril 1903.

AUCH. — Revue de Gascogne. — Juin 1903.

BERKELEY (Californie). — Two new ascomycetous fungi parasitic on marine algae.

BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Mai 1903.

BORDEAUX. — Mémoires de la Société des Sciences physiques et naturelles. — 6^e Série, Tome II, 1^{er} Cahier.

— Procès-verbaux des séances de la même Société. — 1901-1902.

— Observations pluviométriques et thermométriques faites dans le département de la Gironde, de juin 1901 à mai 1902.

— Actes de la Société Linnéenne. - Volume LVII, 6^e Série, T. VII.

— Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 18 Mai, 1^{er} Juin 1903.

BRIVE. — Bulletin de la Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze. — T. 25^e, 1^{re} Livraison.

CONSTANTINE. — Souvenir du Cinquantenaire de la Société Archéologique du département de Constantine.

FOIX. — Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts, et de la Société d'Etudes du Couserans.

— XXX —

- GAP. — Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes. — 2^e Trimestre 1903.
- LONDRES. — Man, a Monthly record of anthropological Science. — June 1903.
- MONTBRISON. — Bulletin de la Diana. — Octobre-Décembre 1902.
- ORTHEZ. — Bulletin mensuel de l'Observatoire Carlier. — Janvier 1903.
- PARIS. — Bibliographie des Travaux Historiques et Archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France. — Tome IV, 2^e Livraison.
- La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Mai 1903.
 - La feuille des Jeunes Naturalistes. — 1^{er} Mai 1903.
 - L'Union Pyrénéenne. — Mai 1903.
- PAU. — Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts. — 2^e Série, Tome 30.
- Etudes Historiques et Religieuses du diocèse de Bayonne. — Mai 1903.
 - Escole Gastou-Fébus. — Reclams de Biarn e Gascougne. — 1^{er} de Yulh 1903.
- SAIGON. — Société des Etudes Indo-Chinoises. — Géographie Physique, Economique et Historique de la Cochinchine. — Monographie de la Province de Bèn-Tré.
- SAINT-OMER. — Bulletin Historique de la Société des Antiquaires de la Morinie. — 1^{er} Fascicule 1903.
- TOURS. — Bulletin Trimestriel de la Société Archéologique de Touraine. — 1^{er} Trimestre 1903.
- WASHINGTON. — United states geological survey. Twenty-second annual report. — Part. I, II, III, IV. 1900-1902, et Twenty third 1901-1902.

Reçu encore à titre d'hommage d'auteurs :

1^o *Petite histoire des Landes, des origines à 1789*, par Albert Larroquette, professeur d'histoire au Lycée de Mont-de-Marsan ;

2^o *Dictionnaire des Institutions, Mœurs et Coutumes du Rouergue*, par H. Affre, publié par la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron ;

3^o *Fac-simile de Livres copiés et enluminés pour le roi Charles V, offert par M. L. Delisle à ses amis, en souvenir de la journée du 8 mars 1903*. Cette date est celle de la célébration du cinquantenaire de l'éminent

administrateur-général de la Bibliothèque nationale. Une bibliographie de ses innombrables travaux lui fut offerte à cette occasion. La Société de Borda souscrivit à cet ouvrage, et c'est ainsi qu'elle est comprise dans le souvenir que le savant adresse aujourd'hui à ses amis sous la forme d'une élégante et rare plaquette.

Elle offre ses respectueux remerciements à M. Léopold Delisle et ses meilleurs remerciements aussi à MM. Albert Larroquette et H. Affre.

M. le Président présente ensuite les objets suivants offerts au Musée, savoir :

Par M. Pouymayou, marchand-tailleur à Dax, un minéral de plomb argentifère des Pyrénées.

Par M. Fernand Getten, imprimeur à Dax, une pièce d'argent de la République Argentine.

Par M. Jean Pastor, de Dax, une monnaie de cuivre à l'effigie de Charles IV d'Espagne et une médaille piété, représentant sur une de ses faces Saint Joseph et sur l'autre Jean-Baptiste de La Salle entre deux écoliers. Cette médaille offre cette particularité, que le fondateur de l'Institut des Frères de la doctrine chrétienne y est qualifié saint, quoique elle paraisse très antérieure à sa canonisation.

Par M. Lavielle, facteur des postes en retraite à Dax, un biscaïen, trouvé à Saint-Pandelon dans un champ de la métairie *Teoullère de Haoût*.

Par M. Sempé fils, cultivateur au *Bénédict*, Dax, une monnaie de cuivre à l'effigie de Charles IV d'Espagne et un demi penny anglais de 1794 : A. Tête de guerrier casqué ; autour *Premissory half-penny* ; R. un navire ; exergue : *pro bono publico*.

Par Mlle Hélène Duboscq, modiste à Dax, un exemplaire curieux et bien conservé des Oursins fossiles de Tercis, du genre *echinocorys*.

M. le Président signale à cette occasion une étude sur ce type rare de fossiles, dans le tome VII qui vient de paraître, des actes de la Société Linnéenne de Bordeaux.

Des remerciements sont votés à ces divers donateurs.

M. le docteur Bourretère demande la parole :

« Mes chers collègues, dit l'honorable vice-Président, si j'avais assisté à la réunion précédente, je me serais fait un devoir et un plaisir de signaler à votre attention un événement d'une réelle importance pour notre Société.

Je veux parler de la publication, par notre Président, du cartulaire municipal connu sous le nom de *Livre Noir*. Une voix plus autorisée que la mienne pourrait vous dire l'intérêt puissant que présente pour les travailleurs et pour les amateurs

du passé, ce recueil d'anciennes coutumes Dacquoises. La lecture en était cependant inaccessible au plus grand nombre d'entre nous, parce que les actes, rédigés en latin ou en vieux gascon, écrits en caractères gothiques et en partie effacés par le temps, étaient indéchiffrables pour ceux qu'une longue et patiente préparation n'a pas familiarisés avec les vieilles chartes.

Grâce à notre distingué Président, nous pourrions tous, désormais, parcourir avec intérêt et profit, le beau volume qui reproduit le *Livre Noir*, car M. Abbadie ne s'est pas contenté de traduire, en français, les textes anciens ; il les a longuement et judicieusement annotés et commentés ; il en a dégagé et mis en relief les parties les plus intéressantes.

En dépit de tous ces éclaircissements, la lecture de la partie documentaire de l'ouvrage reste, il faut en convenir, un peu aride, mais quelle compensation nous offre la préface ! Dans cette œuvre, qui lui est absolument personnelle, M. Abbadie nous présente un résumé fidèle et lumineux des documents de toute nature qui ont passé sous ses yeux ; il nous trace un tableau saisissant des institutions législatives et autres qui étaient en vigueur, dans notre région, à cette époque lointaine, et il les compare, avec une érudition remarquable, à celles des époques antérieures et à celles de contrées plus ou moins éloignées de Dax.

Nul doute, mes chers collègues, que dans cette circonstance, les Revues spéciales ne rendent à notre Président le tribut d'éloges qu'il mérite à un si haut degré, mais, en attendant cet acte de justice, je vous demande de vous joindre à moi pour lui adresser nos plus cordiales félicitations et le remercier de l'honneur que son travail fait rejaillir sur la Société de Borda tout entière. »

Sans s'attribuer la mission de parler au nom du Conseil municipal, M. Ernest Ducamp croit pouvoir déclarer que cette assemblée se félicite aussi du succès d'une publication qui a été entreprise sous ses auspices, et qui en ressuscitant le glorieux passé de la ville de Dax contribue dans une certaine mesure à son renom actuel, en attirant sur elle l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux hautes études historiques.

Les membres présents à la séance, s'associant à l'expression de ces éloges, M. Abbadie fait la part de leur extrême bienveillance, les remercie avec effusion et dit qu'il s'estime heureux si son travail n'est pas trop indigne du confiant patronage que les élus de la ville lui ont si spontanément accordé.

L'ordre du jour appelle la lecture du mémoire de M. le docteur Louis Sentex sur la *Faïencerie de Samadet*.

M. le docteur Sentex raconte les origines de cette industrie en s'appuyant sur des documents authentiques, empruntés aux archives de feu le comte Paul de Poudenx, dont le grand-père fut le dernier proprié-

taire de la faïencerie. L'idée de l'entreprise appartient à l'abbé de Roquépine, baron de Samadet. En 1730, l'abbé se mit en rapport avec un maître en art céramique, de Rouen, nommé Le Pâtissier, qui avait peut être aussi travaillé à Bordeaux et qui lui envoya de cette ville, un plan des bâtiments nécessaires à l'installation de la fabrique projetée. Il fit en outre étudier la question au point de vue commercial et s'étant convaincu des chances de réussite, il sollicita l'autorisation royale exigée. Les Bordelais prévoyant la redoutable concurrence qui menaçait leurs produits s'opposèrent de toutes leurs forces à la demande de concession. Mais le Conseil du roi passa outre et autorisa l'établissement de la manufacture de Samadet par arrêt du 25 mars 1732, avec privilège de placer au-dessus de la porte d'entrée un tableau aux armes de France avec cette inscription : *Manufacture royale de Fayance*, et d'y établir un portier à la livrée de Sa Majesté.

Les Bordelais n'avaient pas tort de redouter le préjudice qui résulterait pour eux de la création de l'industrie landaise, car dès ce moment les produits de leurs fabriques, de même que ceux de la Hollande, ne trouvèrent presque plus de débouché dans notre pays.

Le reste du mémoire est consacré à la description avec photographies à l'appui, des meilleurs types artistiques sortis de la faïencerie de Samadet et qui font partie de la riche collection de M. le docteur Sentex.

M. le Président remercie M. Sentex de son intéressante communication.

. * .

La séance est levée à cinq heures et la prochaine réunion fixée au jeudi 9 juillet.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.

SÉANCE DU JEUDI 9 JUILLET 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président dépouille la correspondance qui se compose de :

1° Une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique demandant à la Société si elle désire prendre part à l'Exposition de Saint-Louis (Etats-Unis d'Amérique) et indiquant les formalités à remplir ;

2° Une lettre de M. le Curé de Saint-Jean-de-Lier, donnant les dimensions d'un sarcophage dont les travaux de reconstruction de l'église paroissiale ont amené la découverte.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants :

AUCH. — Bulletin de la Société Archéologique du Gers. — 1^{er} Trimestre 1903.

AUTUN. — Mémoires de la Société Eduenne. — Tome trentième.

BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Juin 1903.

BORDEAUX. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 15 Juin 1903.

BRUXELLES. — Académie Royale de Belgique. — Bulletin de la Classe des Sciences. — Numéros 1, 2, 3, 4, 1903.

CAHORS. — Bulletin trimestriel de la Société des Etudes Littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot. — Janvier, Février, Mars 1903.

CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire. — Mai 1903.

LA ROCHELLE. — Annales de la Société des Sciences Naturelles de la Charente-Inférieure. — Tome huitième.

LAUSANNE. — Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles. — Numéro 146.

LONDRES. — The Archæological Journal. — March 1903.

— Man, a Monthly record of anthropological Science. — July 1903.

MONTBRISON. — Bulletin de la Diana. — Janvier-Mars 1903.

— XLVI —

- MONT-DE-MARSAN. — Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Lettres et Arts des Landes. — Mai et Juin 1903.
- NANCY. — Bulletin mensuel de la Société d'Archéologie Lorraine. — Mai-Juin 1903.
- ORLÉANS. — Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Orléanaise. — 3^e et 4^e Trimestres 1902.
- PARIS. — Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — Comptes-rendus du Congrès des Sociétés Savantes tenu à Paris en 1902.
- Annales du Musée Guimet. — Tome trentième, 3^e Partie. — Bibliothèque d'Etudes. — Tome onzième. — Bibliothèque de vulgarisation, l'Evangile de Bouddha.
 - Revue des Etudes Historiques. — Mai-Juin 1903.
 - Le Bulletin de l'Asas. — Juin 1903.
 - Ornis, Bulletin du Comité Ornithologique International. — T. XII, Numéro 1.
 - La Feuille des Jeunes Naturalistes. — 1^{er} Juillet 1903.
 - La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Juin 1903.
 - L'Union Pyrénéenne. — Juin 1903.
- PAU. — Etudes Historiques et Religieuses du diocèse de Bayonne. — Juin 1903.
- Ecole Gastou-Fébus — Reclams de Biarn e Gascogne. — 1^{er} de Yulhet 1903.
- PÉRIGUEUX. — Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord. — Tome XXX, 3^e Livraison.
- POITIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. — 1^{er} Trimestre 1903.
- ROCHECHOUART. — Bulletin de la Société Les Amis des Sciences et Arts de Rochechouart. — T. XII, Numéro 6.
- ROCHEFORT. — Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort. — Janvier, Février, Mars 1903.
- SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis. — 1^{er} Juillet 1903.
- TOULOUSE. — Société d'Histoire Naturelle. — Tome 36. — Mars-Avril 1903.
- Bulletin de la Société Archéologique du Midi de la France. — Nouvelle Série, Numéros 29 et 30.
- VALENCE. — Bulletin d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie Religieuse des Diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers. —

— XLVII —

Janvier-Février-Mars 1901. — Avril-Septembre 1901. — Janvier-Mars 1902. — Janvier-Mars 1903.

M. l'abbé Foix signale dans des périodiques méridionaux récemment parus, les renseignements historiques ou biographiques suivants qui ont trait aux Landes.

Revue de l'Agenais (avril 1903) un article de M. Lauzun intitulé : « Bory de Saint-Vincent et sa correspondance », où l'on cite plusieurs passages intéressants et inédits des souvenirs de M. Léon Dufour, de Saint-Sever.

Lahire, notre compatriote, paraît également dans quelques lignes consacrées par M. Momeja à un portrait de Poton de Xaintrailles.

Bulletin de la Société Ariégeoise (1903, n° 3). Dans les « Scolanies de l'ancien diocèse de Couserans, par l'abbé Samiao », il est question plusieurs fois des scolanies du diocèse d'Aire. L'auteur est amené à conclure, une fois de plus, que les scolains n'ont jamais eu les attributions de maîtres d'école, mais simplement de chantres-sacristains. (Schola cantorum.)

Bulletin de Pau (1902, t. 30^e). A la suite de la publication du registre des Jacobins d'Orthez, M. Adrien Planté consacre plusieurs bonnes notices aux conventionnels d'Yzès et Monestier de la Lozère, ainsi qu'à MM. de Pinsun, d'Arracq-Vignes et Mme de La Neufville.

Il est procédé au vote sur la présentation comme membre titulaire, de M. l'abbé Lafargue, archiprêtre de Dax, présenté par M. le chanoine Lahargou et M. Abbadie, président. M. l'abbé Lafargue est élu à l'unanimité des suffrages.

L'ordre du jour appelle la lecture du travail biographique de M. le Docteur Dichas sur un régent de village nommé Lacoste, qui exerça ses fonctions à Sainte-Marie-de-Gosse, de 1773 aux environs de 1830. Le personnage n'est pas de haute importance, et son meilleur titre au souvenir de la postérité est sans contredit celui d'avoir été professeur d'alphabet d'Isidore Salles qui le rappelle à deux ou trois reprises en des vers charmants. Mais, Lacoste avait l'habitude de consigner par écrit les événements de son temps. De plus, en sa qualité de secrétaire de la commune, il rédigea les délibérations de la municipalité pendant la tourmente révolutionnaire. Il nous a laissé ainsi sur l'état des esprits à cette étrange époque une double source de renseignements utiles à

— XLVIII —

recueillir. Comme la plupart de ses concitoyens, le régent de Ste-Marie fut un modèle parfait d'opportunisme. Les gouvernements qui se succédèrent de 1789 à 1815 trouvèrent tour à tour en lui le plus docile des serviteurs. Il salua avec autant d'enthousiasme l'établissement du culte de la Raison que le rétablissement du vrai culte, et — chose déconcertante pour le moraliste, — sans cesser d'être au fond un sage et excellent homme, si l'on en croit le témoignage du délicieux poète son ancien élève :

Dap le flou de le brabe yent
Que cau counda lou nos reyant
Homi de sens, Moussu Lacoste !
N'es pas faute de mau de cap
Si n'en sap pas mé que n'en sap
Le brabe yent de noste.

* * *

La séance est levée à cinq heures, et la prochaine réunion fixée au jeudi 12 novembre.

Le Secrétaire-Général,
G. CAMIADE.

SEANCE DU JEUDI 12 NOVEMBRE 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président analyse la correspondance qui se compose de :

1° Une lettre du Ministère de l'Instruction publique, avec envoi de programmes du 42^e Congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à la Sorbonne le mardi 5 avril 1904.

2° Une lettre de la Société des Amis des Sciences naturelles de Vienne (Isère) accompagnant l'envoi des deux premiers fascicules du Bulletin de cette Société et demandant à faire échange avec notre Bulletin.

M. le Président propose de répondre affirmativement.

3° Une demande de souscription à une *Histoire du département de la Loire* pendant la Révolution française, notices rédigées par M. Brossard, sénateur, Président du Conseil général de la Loire, publiées par M. de Fréminville, archiviste du département de la Loire.

4° Une lettre de la Carnegie-Institution de Washington (Etats-Unis). Cette Société prépare un Livre général des Sociétés savantes et envoie à cet effet un questionnaire détaillé avec prière de le remplir.

M. le Président a répondu en ce qui concerne la Société de Borda.

5° Une circulaire du Comité girondin d'art public de la Gironde, invitant la Société à créer une Section d'Art public, selon le vœu exprimé par le Congrès International de l'Art Public, tenu à Paris en 1900. Cette section s'occuperait de toutes les questions « relatives à la protection des œuvres d'art tant anciennes que modernes, à la conservation des édifices publics ou privés ayant un caractère historique ou archéologique, à la sauvegarde de certains quartiers pittoresques, au percement de voies nouvelles, à la création et à l'ornementation des places et des promenades ; en un mot, à tout ce qui intéresse le décor public de nos cités. »

M. le Président est prié de s'entendre avec le Comité girondin, sur les moyens d'organiser le fonctionnement pratique d'une pareille commission.

6° Une circulaire de la *Tribune de St-Gervais*, revue mensuelle de la *Schola cantorum*, relative à la mise au concours d'un recueil de douze à quinze chants populaires français et aux conditions de ce concours.

— L —

Sur la proposition de M. le Président, la Société décide de porter cette circulaire à la connaissance des folkloristes de la région, en lui donnant la publicité du compte-rendu de sa séance.

* * *

CONCOURS DE CHANTS POPULAIRES

Instructions et Règlement

La *Tribune de Saint-Gervais*, revue mensuelle de la *Schola Cantorum*, met au concours un recueil de douze à quinze chants populaires français.

RÈGLEMENT

I. — Il sera attribué deux cents francs de prix offerts par la *Schola Cantorum* et cent francs avec une médaille par la Société des Etudes historiques. La division en trois ou quatre prix sera faite par les soins du jury. En outre, les six recueils classés les premiers seront imprimés aux frais de la *Schola*, et pour chacun, cent exemplaires seront mis à la disposition des auteurs.

II. — Les manuscrits devront parvenir à M. Pierre Aubry, 74, avenue de Wagram, au plus tard le 31 janvier 1904.

III. — Les manuscrits ne seront pas retournés. Au cas où, dans les recueils non mentionnés, il se trouverait des pièces dignes d'intérêt, le jury se réserve le droit d'en disposer en vue d'un recueil général supplémentaire en mentionnant le nom de l'envoyeur.

IV. — Le jury est composé de M. Vincent d'Indy, président ; de MM. Ch. Bordes, directeur des *Chanteurs de Saint-Gervais*, Jules Combarieu, docteur ès lettres, inspecteur d'Académie, Fr. Funk-Brentano, docteur ès lettres, bibliothécaire à l'Arsenal, Tabournel, Julien Tiersot, bibliothécaire au Conservatoire de musique, membres ; de MM. Pierre Aubry et Gaston Duval, archivistes paléographes, secrétaires.

V. — Le rapport sera publié dans la *Tribune de Saint-Gervais* et la *Revue des Etudes historiques* et envoyé à tous les concurrents.

INSTRUCTIONS

Le nombre des pièces à recueillir est fixé à quinze au maximum, pour inviter par là les concurrents à choisir dans les chants populaires d'une

province surtout ceux qui leur semblent les plus caractéristiques et mériter davantage d'être retenus.

Les chants composant chaque recueil devront appartenir à la même province.

En tête de chaque pièce on devra, autant que possible, donner l'indication de la provenance, du village, de la personne qui l'aura chantée.

En ce qui concerne le texte littéraire, on demande aux concurrents de donner une transcription aussi simple que possible du patois parlé, sans surtout chercher à le franciser. De même le jury saura gré aux concurrents de joindre des notes explicatives si le texte d'un chant comporte des allusions à des faits historiques locaux ou à des usages spéciaux à la province.

Quant à la musique, il faut naturellement une notation très exacte ; on rappelle à cet effet aux concurrents que les chants populaires ont une origine fort ancienne, que quelques-uns remontent à une époque où il y avait d'autres modes que le majeur et le mineur, et que par suite la transcription ne doit pas chercher à ramener à l'un ou l'autre de ces deux modes une mélodie qui ne leur appartiendrait pas.

S'adresser, pour tout ce qui concerne ce concours, à M. Pierre AUBRY, 74, avenue de Wagram, Paris, XVII^e.

* * *

Suit la liste des ouvrages reçus par la Société depuis sa dernière réunion :

AGEN. — Revue de l'Agenais. — Mai-Juin-Juillet-Août 1903.

ALAIS. — Revue Cévenole. — Juillet-Septembre 1903.

AUCH. — Revue de Gascogne. — Juillet-Août-Septembre-Octobre-Novembre 1903.

BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — Bulletin de la Société Ramond. — 1^{er} Janvier au 31 Mars 1903.

BAYONNE. — Bulletin de la Société des Sciences et des Arts. — 2^e Trimestre 1903.

BERKELEY (Californie). — *Algæ of Northwestern of America*. — March 31 1903.

BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Juillet, Août, Septembre, Octobre 1903.

BORDEAUX. — Actes de l'Académie Nationale, 3^e Série. — 63^e Année. 1901.

- Société Archéologique. — Tome XXIII, 3^e et 4^e Fascicules. — Tome XXIV, 1^{er} Fascicule.
- Bulletin du Club Alpin Français. — Juin 1903.
- Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 6 Juillet, 20 Juillet, 3 et 17 Août, 7 et 21 Septembre, 5 et 19 Octobre, 2 Novembre 1903.
- BOURG. — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles et d'Archéologie de l'Ain. — 1^{er} et 2^e Trimestres 1903.
- BRIVE. — Bulletin de la Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze. — Tome vingt-quatrième, 4^e Livraison. — Tome vingt-cinquième, 2^e Livraison.
- BROOKLYN. — Cold sprin Harbor Monographs I et II.
- BRUXELLES. — Académie Royale de Belgique. — Bulletin de la classe des Sciences. — 1903, Numéros 5, 6 et 7.
 - Revue Belge de Numismatique. — 4^e Livraison 1903.
- CAHORS. — Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot. — Avril, Mai, Juin 1903.
- CARCASSONNE. — Bulletin de la Société d'Etudes Scientifiques de l'Aude. — Tome XIII, 1902.
- CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin mensuel de la Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire. — Juillet 1903.
- CHATEAUDUN. — Bulletin Trimestriel de la Société Dunoise. — Juillet 1903, Octobre 1903.
- COPENHAGUE. — Mémoires de la Société Royale des Antiquaires du Nord. — Nouvelle série 1902.
 - Aarboger for Nordisk Olokyndighed og Historie 1902.
 - Nordiske Fortidsminder 5, 6, hefte, avec des résumés en français.
- FOIX. — Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts et de la Société des Etudes du Couserans. — 9^e Volume, Numéro 4.
- GAP. — Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes. — 3^e et 4^e Trimestres 1903.
- KIEW. — Mémoires de la Société des Naturalistes de Kiew. — T. XVII, Livraison 2.
- LA ROCHELLE. — Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure. — Juillet 1903.
- LE MANS. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe. — Années 1902 et 1903. — 1^{er} Fascicule.

- LIÈGE.** — Annales de la Société Géologique de Belgique. — T. XXIX, 4^e Livraison. — T. XXX, 1^{re} Livraison. — T. XXV bis, 2^e Livraison.
- LONDRES.** — The Archæological Journal. — March, June 1903.
— Man, a Monthly record of Anthropological Science. — August, September, October, November 1903.
- LYON.** — Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon. — 3^e Série, Tome Septième.
— Bulletin Historique du Diocèse de Lyon. — Juillet et Août, Septembre et Octobre 1903.
- MOSCOU.** — Bulletin de la Société Impériale des Naturalistes de Moscou. — Année 1902, Numéro 3. — Année 1903, Numéro 1.
- MONTBRISON.** — Bulletin de la Diana. — Mars-Avril 1903.
- MONT-DE-MARSAN.** — Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Lettres et Arts des Landes. — Juillet et Août, Septembre et Octobre 1903.
- MONTEVIDEO.** — Annales del Museo Nacional. — Tomo IV, 1^a y 2^a parte 1903.
- NANTES.** — Bulletin de la Société des Sciences Naturelles de l'Ouest de la France. — Tome III, 1^{er} et 2^e Trimestres 1903.
- NANCY.** — Bulletin Mensuel de la Société d'Archéologie Lorraine. — Juillet-Août, Septembre-Octobre 1903.
- NARBONNE.** — Bulletin de la Commission Archéologique. — Année 1903, 2^e Semestre.
- NIMES.** — Mémoires de l'Académie de Nîmes. — Tome XXIII, 1900 ; Tome XXIV, 1901 ; Tome XXV, 1902.
- ORAN.** — Bulletin Trimestriel de Géographie et d'Archéologie. — Tome XXIII. — Avril à Juin, Juillet à Septembre 1903.
- ORTHEZ.** — Bulletin Mensuel de l'Observatoire Carlier. — Octobre 1902, Février, Mars, Avril 1903.
- PARIS.** — Bulletin du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Section des Sciences Economiques et Sociales. — Année 1902.
— Bulletin Historique et Philologique. — 1902, Numéros 3 et 4.
— Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — 1903, 1^{re} Livraison.
— Discours prononcés à la Séance générale du Congrès des Sociétés Savantes à Bordeaux le 13 avril 1903.

— LIV —

- Musée Guimet. — Du caractère religieux de la royauté pharaonique.
- L'Union Pyrénéenne. — Octobre 1903.
- Revue des Etudes Historiques. — Juillet-Août-Septembre Octobre 1903.
- La Géographie. — Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Juillet, 15 Août, 15 Septembre, 15 Octobre 1903.
- La Feuille des Jeunes Naturalistes. — 1^{er} Août, 1^{er} Octobre, 1^{er} Novembre 1903.
- Bulletin de l'Afas. — Juillet 1903.
- PAU. — Etudes Historiques et Religieuses du Diocèse de Bayonne. — Juillet, Août, Septembre, Octobre 1903.
- Ecole Gastou-Fébus. — Reclams de Biarn e Gascogne. — Oust, Sétème-Octobre, Noubembre 1903.
- PÉRIGUEUX. — Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord. — Tome XXX, 4^e et 5^e Livraisons.
- PERPIGNAN. — Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales. — 44^e Volume.
- PHILADELPHIE. — Proceedings of the American Philosophical Society. — January-April, April-May 1903.
- POITIERS. — Bulletin et Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest. — Année 1902.
- Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. — 2^e Trimestre 1903.
- ROCHECHOUART. — Bulletin de la Société Les Amis des Sciences et Arts. — Tome XII, Numéro IV ; Tome XIII, Numéro 1.
- ROCHEFORT. — Bulletin de la Société de Géographie. — Tome XXV, Numéro 2.
- ROCHESTER. — Proceedings of the Rochester Academy of Science. — Vol. 4, pp. 65 à 136.
- ROUEN. — Bulletin de la Société Industrielle. — Mars et Avril, Mai et Juin, Juillet et Août 1903.
- SAIGON. — Bulletin de la Société des Etudes Indo-Chinoises. — 2^e Semestre 1902.
- Monographie de la province de Sa-Déc.
- SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis. — XXIII^e Volume, 4^e et 5^e Livraisons.

- SAINT-OMER. — Bulletin Historique de la Société des Antiquaires de la Morinie. — Année 1903, 2^e Fascicule.
- SAINT-QUENTIN. — Bulletin de la Société Industrielle de Saint-Quentin et de l'Aisne. — Numéro 48, 1902.
- TOULOUSE. — Annales du Midi. — Octobre 1903.
— Société d'Histoire Naturelle de Toulouse. — Mai-Juin-Juillet 1903.
- TOURS. — Bulletin de la Société Archéologique de Touraine. — Tome XIV, 2^e Trimestre 1903.
- TROYES. — Mémoires de la Société Académique du département de l'Aube. — Année 1902.
- VANNES. — Bulletin de la Société Polymatique de Morbihan. — Année 1902, 1^{er} et 2^e Semetres.
- VERSAILLES. — Commission des Antiquités et des Arts de Seine-et-Oise. — Notices et Mémoires. — XXIII^e Volume.
- VIENNE. — Bulletin de la Société des Amis des Sciences Naturelles de Vienne (Isère). — 1^{er} et 2^e Trimestres 1903.
- WASHINGTON. — Bulletin of United States Geological Survey. — Numéros 194, 195, 196, 197, 198, 199. — Bulletins numéros 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207.
— Mineral Resources of the United States. — Calendar Yeat 1901.
— Professional Paper. — Numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
— Water-Supply and irrigation Papers numéros 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79.
— Monographs XLII, XLIII.

Les ouvrages suivants ont été offerts à la Société à titre d'hommage : *Germination de l'Ascopore de la Truffe* par M Emile Boulanger, pharmacien, licencié ès sciences. — *Les Pastorales basques* par G. Hérelle, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique. — *Aheus e Flous*, poésies gasconnes par MM. Laclavère, Cézérac, Sarran et Paul Tallez. — *L'Adour et ses embouchures anciennes* par M. Saint-Jours, capitaine des Douanes à Bordeaux.

Des remerciements sont votés aux auteurs de ces divers ouvrages.

M. le Président signale dans les derniers numéros de la *Revue de Gascogne* un article de M. Guérard sur l'étude relative à Saint Orens, par M. Lahargou, parue il y a quelques temps dans le Bulletin, ainsi qu'un article de M. l'abbé Foix sur le *Glossaire de la sorcellerie landaise* ; et dans le Bulletin historique et philologique du Ministère de l'Instruction

publique, un travail de M. Degert, intitulé : *Les premières impressions des liturgies gasconnes*

L'ordre du jour appelle la lecture du Mémoire de M. G. Beaurain : *Le portail de Mimizan, étudié dans ses rapports avec l'histoire du costume et du mobilier au moyen âge.*

Le curieux portail de l'église de Mimizan fut longtemps recouvert d'un épais badigeon qui empêchait d'en apercevoir la valeur artistique. C'est à M. l'abbé Départ, ancien curé-doyen de Mimizan, que reviennent l'honneur très grand d'avoir compris l'intérêt que pouvait présenter cette œuvre, le rare mérite de son nettoyage, et le mérite aussi d'en avoir donné le premier une complète description archéologique.

M. Beaurain l'étudie aujourd'hui au point de vue ethnologique. Il classe méthodiquement les personnages historiques ou symboliques du monument en cinq groupes dont chacun lui fournit des particularités correspondantes aux cinq divisions suivantes : 1° Costume royal ; 2° Armure chevaleresque ; 3° Habillement sacerdotal ; 4° Vêtement féminin ; 5° Vêtement populaire. Chacun de ces chapitres contient des sous-divisions avec description et explication des moindres détails de la physionomie, des attributs, des armes, des outils de diverse nature.

Des figures soigneusement dessinées par l'auteur passent sous les yeux des membres présents et permettent de suivre avec un vif attrait la lecture du texte, qui s'arrête pour cette fois au 4° chapitre et sera continuée à la prochaine réunion.

M. le Président signale en même temps que son intérêt évident, l'opportunité de l'étude de M. Beaurain dont les intelligents efforts joints à ceux de M. l'abbé Départ, n'ont pas peu contribué à sauver de la pioche des démolisseurs, un des monuments les plus curieux de la région. Le portail de Mimizan vient en effet d'être classé comme monument historique, par arrêté ministériel du 26 septembre dernier.

. . .

La séance est levée à cinq heures et la prochaine réunion fixée au jeudi 10 décembre.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.

SEANCE DU JEUDI 10 DECEMBRE 1903

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. Abbadie, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

M. le Président dépouille la correspondance qui se compose de :

1° Une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique déterminant les conditions de la délivrance des billets à prix réduit, en faveur des membres de Sociétés savantes qui désireraient se rendre au Congrès qui s'ouvrira à la Sorbonne le 5 avril prochain. Les membres de la Société qui voudraient se faire déléguer doivent s'adresser à M. le Président dans les premiers jours de février, pour que leur demande soit transmise au Ministre avant le 1^{er} mars ;

2° Une lettre du bibliothécaire de l'Université royale d'Upsala, demandant des bulletins de la Société ;

3° Une lettre de M. l'abbé Dupont, curé de Josse, demandant si le P. Labat dont il est question dans l'ouvrage de M. le docteur Sentex sur la Faïencerie de Samadet, page 30, est le Père jésuite de ce nom, ancien directeur du Grand Séminaire d'Aire.

M. l'abbé Départ et M. l'abbé Foix croient pouvoir répondre affirmativement.

M. le Président dit qu'il a reçu de M. Paul Labrousse, secrétaire-général de la Société Académique des Hautes-Pyrénées, une invitation verbale d'assister aux fêtes du cinquantenaire de la fondation de cette Société qui a été célébrée à Tarbes le 5 décembre. Aucun membre du Bureau n'ayant eu la possibilité de s'y rendre, M. le Président s'en est excusé par lettre auprès de son collègue de la Société académique ; il lui a de plus télégraphié le 5 à l'heure du banquet, les regrets de la Société de Borda et l'expression de ses vœux confraternels.

Suit la liste des ouvrages reçus et déposés sur le bureau :

AGEN. — Revue de l'Agenais. — Septembre-Octobre 1903.

AUCH. — Revue de Gascogne. — Décembre 1903.

— Bulletin de la Société Archéologique du Gers. — 3^e Trimestre 1903.

— LVIII —

- BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — Bulletin de la Société Ramond. — 1^{er} Avril au 30 Juin 1903.
- BAYONNE. — Bulletin de la Société des Sciences et Arts. — 3^e Trimestre 1903.
- BIARRITZ. — Bulletin mensuel de Biarritz-Association. — Novembre 1903.
- BORDEAUX. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale. — 16 Novembre 1903.
- BRUXELLES. — Bulletin de la Classe des Sciences, de l'Académie royale de Belgique.
- CHALON-SUR-SAONE. — Bulletin mensuel de la Société des Sciences Naturelles de Saône-et-Loire. — Août-Septembre-Octobre 1903.
- CINCINNATI (OHIO). — Bulletin of the Lloyd library. — Numéro 6, 1903.
- LA ROCHELLE. — Recueil de la Commission des Arts et Monuments Historiques de la Charente-Inférieure — Octobre 1903.
- LAUSANNE. — Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles. — 4^e Série, Volume XXXIX, Numéro 147.
- LYON. — Bulletin Historique du Diocèse de Lyon. — Novembre et Décembre 1903.
- MONTEVIDEO. — Anales del Museo Nacional de Montevideo. — Tomo II Pag. I -- XLVIII -- I -- 160.
- NANCY. — Bulletin mensuel de la Société d'Archéologie Lorraine. — Novembre 1903.
- NANTES. — Bulletin de la Société Archéologique. -- 1^{er} Semestre 1903.
- NEW-YORK. — Annals of the New-York Academy of Sciences. -- Vol. XV. Part I.
- ORTHEZ. — Bulletin mensuel de l'Observatoire Carlier. — Mai 1903.
- PARIS. — Ministère de l'Instruction publique : Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — 1903, 2^e Livraison.
- La Géographie : Bulletin de la Société de Géographie. — 15 Novembre 1903.
 - La Feuille des Jeunes Naturalistes. — 1^{er} Décembre 1903.
 - Revue Epigraphique. -- Avril, Mai, Juin 1903.
- PAU. — Etudes Historiques et Religieuses du Diocèse de Bayonne. — Novembre 1903.
- Ecole Gastou-Fébus. -- Reclams de Biarn e Gascougne. — 1^{er} de Décembre 1903.

— LIX —

- ROCHECHOUART. — Bulletin de la Société Les Amis des Sciences et Arts de Rochechouart. -- T. XIII, Numéro 11.
- ROCHEFORT. — Bulletin de la Société de Géographie. -- T. XXV. -- Juillet-Août-Septembre 1903.
- ROUEN. — Bulletin de la Société Industrielle. -- Septembre et Octobre 1903.
- SAIGON. — Société des Etudes Indo-Chinoises. -- Monographie de la Province de Tra-Vinh.
- SAINT-LOUIS (MISSOURI). — Missouri botanical Garden — fourteenth annual report -- 1903.
- TOULOUSE. — Université de Toulouse : Rapport annuel du Conseil de l'Université. -- 13 Janvier 1903. -- Annuaire de l'année 1903-1904. -- La condition juridique des Morts, thèse pour le doctorat politique par Gabriel Timbal. -- Contribution à l'étude du pouls lent permanent, thèse pour le doctorat en médecine par Avramoff Adroqué. -- De la valeur clinique de la Lévuosurie alimentaire, etc., thèse pour le doctorat en médecine, par G. Raspide.
- TOURS. -- Bulletin Trimestriel de la Société Archéologique de Touraine. -- 3^e Trimestre 1903.
- WASHINGTON. — Annual report of the Smithsonian Institution. -- 1901.

Reçu en outre à titre de don gracieux du Ministère de l'Instruction publique : *Recueil des Actes du Comité de Salut public avec la correspondance officielle des représentants en Mission*, publié par F.-A. Aulard -- et à titre d'hommage d'auteur :

Preuves de l'antique stabilité des Côtes de Gascogne, par B. Saint-Jours.

La Loi de Hammourabi (vers 2000 av J.-C.) par V. Scheil. Ce livre offert par M. Eugène de Morgan est la transcription en français du code de Hammourabi, roi de Babylone, gravé sur la table de diorite d'un intérêt remarquable, découverte par M. Jacques de Morgan dans ses fouilles de Suze.

M. E. de Morgan présente en outre au nom de M. le Vicomte A. de la Bassetière un lot de beaux fossiles de diverses localités de France qu'il offre au Musée de Borda. Ces fossiles appartiennent au terrain Jurassique et viennent enrichir la série de cet étage que possède déjà le Musée. Voici leur désignation :

- 1 Ammonites cornucopice (La Verpillière, Isère) Lias supérieur.
- 2 Ammonites complanatus d° d°.

- 3 *Ammonites Coronatus* (Mombizot, Sarthe) Callovien.
- 4 *Ammonites perarmatus* (Vachesnoires, Calvados), Oxfordien.
- 5 *Ammonites interruptus* ou *Parkensoni* (Sully, Calvados) Bagocien.
- 6-7 *Am. Toarcensis* (Thouars, Deux-Sèvres) Toarcien.

Il est donné lecture d'une note de M. l'abbé Dupont, curé de Josse, contestant l'assertion émise dans une séance précédente (9 juillet 1903), par M. l'abbé Foix, que les Scolains étaient simplement des chantres-sacristains et non des maîtres d'école. M. Dupont cite à l'appui de son dire les extraits suivants d'un registre paroissial de Bascons, de 1731 : « La paroisse de Bascons a un scolain qui devrait y faire le service de » son bénéfice et y tenir l'école pour les enfants de la paroisse, mais il y » a longtemps qu'on n'a pas vu résider aucun scolain à Bascons. » Et plus loin : « Autrefois le prêtre matutiner était chargé de la messe » matutinale et de l'école. Il y a longtemps qu'on ne trouve plus personne » qui veuille faire l'école et dire la matutinale. » M. l'abbé Foix, présent à la séance, oppose de nombreux exemples qui le portent à maintenir son opinion même en présence des textes ci-dessus, lesquels semblent établir péremptoirement qu'au moins à une époque antérieure à 1731, les scolains remplissaient à Bascons les fonctions de maître d'école.

Il est ensuite procédé au vote pour le renouvellement des membres du Bureau de la Société et des diverses Commissions pour l'année 1904.

Les membres ci-après ont déposé ou envoyé leur vote sous pli cacheté.

MM. Abbadie, Arnaudin, Aubé, d'Avezac (Louis), abbé Beaurredon, de Behr, abbé Besselère, Bordes, Borie, Boucau, de Bouglon, Bourretère, G. Camiade, J. Camiade, Campet, Cardenau de Borda, Cazalis, de Coincy, Curie-Seimbres, de Dampierre, Darracq, abbé Darthos, Dartiguelongue, abbé Daugé, abbé Départ, Depeton, Descande, Desquerre, Détroyat, Dichas, abbé Duboscq, Ducamp, E. Ducamp, Dufourcet, C. Dulau, d'Eyssautier, abbé Foix, Gachard, de Galard, Garrigou, d'Inghuem, H. Labèque, H. Laborde, de Laborde d'Arbrun, de Laborde-Lassale, Labrousche, abbé Lahargou, de Lailhacar, Lalanne des Camps, Lapeyrère, Larauza, abbé Larrède, Larreillet, Lassalle, Lassègue, L. Lasserre, de Lataulade, E. Laussucq, Ch. Lavielle, G. Lavielle, Lavigne, Lorreyte, Lorrin, Lourreyt, Loustau, Malichecq, Massie, Mauvoisin, abbé Mengelatte, abbé Meyranx, de Peyrecave, Planté, Puyau, Ricard, Roques de Borda, Sentex, Vielle, Willemain.

— LXI —

Le dépouillement du scrutin auquel il a été procédé par MM. Georges et Jacques Camiade, a donné les résultats suivants :

Votants : 78

<i>Président</i> : M. Abbadie	77 voix
<i>Vice-Président</i> : M. le D ^r Bourretère	77 —
<i>Secrétaire-Général</i> : M. G. Camiade	77 —
<i>Secrétaire-Adjoint</i> : M. le D ^r Lavielle	77 —
<i>Archiviste</i> : M. Lorrin.	77 —
<i>Trésorier</i> : M. Borie	77 —
<i>Membres du Comité</i> { M. le chanoine Lahargou	77 —
{ M. de Lataulade	77 —
<i>de Rédaction</i> { M. le D ^r Larauza	77 —

Au nom du bureau réélu à l'unanimité, M. le Président remercie les collègues qui ont bien voulu lui renouveler leur confiance et affirmer par le nombre important de leurs votes la vitalité de la Société.

La composition des Commissions permanentes est maintenue comme suit :

COMMISSION D'ECONOMIE

MM. G. Camiade, D^r Larauza, Lorrin.

COMMISSION DU MUSÉE ET D'ART PUBLIC

MM. G. Camiade, de Behr, Lorrin.

COMMISSION DE MÉTÉOROLOGIE

MM. le D^r Bourretère, le D^r Lavielle, le D^r Larauza, G. Camiade, Lorrin et Paché.

Comme suite à l'ordre du jour, il est donné lecture d'une communication de M. J.-E. Lasserre, notre collègue, avocat à Pau, relative à un incident de la vie municipale de Dax en 1773. Il fut dérogé cette année au mode d'élection des officiers municipaux. La Compagnie des Avocats protesta contre ce changement par un mémoire adressé au ministre Bertin. Le ministre transmet le mémoire à M. d'Ayne, intendant de Bayonne, qui chargea M. Lafargue, son subdélégué à Dax, de lui adresser un rapport. Les diverses pièces de cette correspondance et le rapport particulièrement intéressant de M. Lafargue ont été trouvés par M. Lasserre aux archives départementales des Basses-Pyrénées. Le

procès-verbal de l'élection du 29 juin 1773, à laquelle ces documents se rapportent, existe dans nos archives municipales (reg. BB 31), mais pas, croyons-nous, les documents eux-mêmes qui ont cependant une certaine importance, non seulement au point de vue épisodique, mais aussi parce qu'ils soulignent le changement opéré dans le mode électoral municipal en 1773 et maintenu dans la suite, malgré l'opposition dont il fut l'objet.

Le Dr Bourretère, président de la Commission de météorologie, communique le résultat des observations pluviométriques faites à l'Observatoire de la Société de Borda, du 21 au 30 novembre et du 5 au 10 décembre. La colonne d'eau recueillie pendant la première période s'élève à 103 mm. 1 et celle de la deuxième période s'élève à 100 mm. 4.

Ces chiffres sont absolument exceptionnels.

. * .

La séance est levée à cinq heures et la prochaine réunion fixée au jeudi 14 janvier.

Le Secrétaire-Général :
G. CAMIADE.



L'ADOUR

ET SES

EMBOUCHURES ANCIENNES

I. — L'ADOUR DANS SON PARCOURS



ES cimes qui dominant la vallée de Campan, dans les Hautes-Pyrénées, donnent naissance à l'Adour.

Ce fleuve a particulièrement captivé l'attention, les efforts et même la passion de l'homme. On en verra plus loin de longues indications en ce qui regarde sa partie inférieure et maritime.

Dans la partie supérieure, ses eaux furent déjà canalisées au V^e siècle par Alaric, sur une quarantaine de kilomètres, en aval de Bagnères-de-Bigorre (1). Au-dessus de la même ville, grâce à des travaux hydrauliques de l'époque actuelle qui comprennent un tunnel, l'Adour est alimenté en temps de sécheresse par le lac Bleu. Il peut ainsi en toute saison assurer l'activité industrielle de Bagnères et rouler des flots abondants et rapides

(1) En 1623, les Etats de province assemblés à Saint-Sever ordonnaient de rechercher les moyens de rendre l'Adour navigable. En 1825, le Conseil général des Landes se prononçait pour l'exécution d'un canal parallèle à l'Adour. Dans un mémoire imprimé la même année 1825, le général Lamarque s'efforçait de montrer l'urgente nécessité, surtout au point de vue de la défense nationale, d'ouvrir ce canal parallèle qui aurait eu un développement de 75 kilomètres.

par Tarbes, les côteaux du Gers et ceux de la Chalosse, où il devient navigable à Saint-Sever.

Plus bas, après avoir recueilli les eaux de la Midouze quand elles sortent de baigner Tartas, l'Adour se replie à gauche, retarde son cours, comme par regret de s'éloigner des montagnes et des cascades qu'il laisse derrière lui, et serpente lentement sur Dax. A partir de Saubusse, il fait un crochet nouveau et plus accentué au sud pour aller s'allier aux gaves impétueux de Pau et d'Oloron qui, déjà réunis, ont un débit d'eau plus abondant que celui du fleuve par lequel ils sont absorbés au Bec-de-Gave (1).

Servant dès lors de démarcation aux départements des Basses-Pyrénées et des Landes, le fleuve Adour, accru chemin faisant de la Bidouze et de la Joyeuse, grossi de la Nive qui lui apporte son important tribut dans les murs mêmes de Bayonne, va s'épancher dans le sein de l'Océan Atlantique à sept kilomètres au nord-ouest de cette dernière cité labourdine, après un parcours total de 301 kilomètres, dont la moitié sur le département des Landes.

« La population de l'ancienne Gaule que l'histoire peut suivre le plus loin dans l'obscurité des âges d'autrefois est celle des Ibères, » dit Elisée Reclus (2).

Il est certain que ces Ibères à langue basque occupaient les rives de l'Adour sur tout le trajet de ce beau cours d'eau. Au premier siècle de notre ère, Pomponius Ménélaüs écrivait au livre III, § 2, de sa géographie : « Les Ausciens tiennent le premier rang dans l'Aquitaine. La ville la plus florissante des Ausciens est Elimberrum, » nom basque latinisé, aujourd'hui Auch. A l'ouest de ce peuple venaient les Tarusates, assis sur l'Adour à Aire, et ensuite les Tarbelles.

De tous les petits états, au nombre d'une quinzaine, compris entre la Garonne et les Pyrénées au temps de la Gaule indépendante, on peut dire que le plus puissant après les Ausciens était celui des Tarbelles, qui avait pour frontière Est, d'après Tartière, le gave de Mauléon, Orthez et Sauveterre, englobant ensuite tout le Labourd jusqu'à la Bidassoa et l'Océan. Au nord, les Tarbelles étaient limités vers la grande lande par les Cocosates, sur une ligne restée ignorée ou fort indécise, du fait que ce dernier petit peuple, simplement nommé dans les *Commen-*

(1) Autrefois Hourgave, du gascon *hourcq*, fourche, bifurcation.

(2) *Géographie*, tome II, page 38.

taires de César parmi ceux qui se rendirent après les succès de Crassus, perdit son autonomie au lendemain de la conquête romaine.

Dax était la capitale des Tarbelles, sur la route que les trafiquants phéniciens suivaient en venant d'Espagne par Roncevaux. L'Adour a formé sa première ceinture de défense contre les Celtes qui avaient franchi la Garonne pour s'établir dans le pays forestier du littoral et pour pénétrer en Espagne ; les poètes dacquois ont chanté les bords riants et les ondes fugitives du fleuve tarbellien. Dax a dû être longtemps la reine et peut-être la maîtresse de toute la partie maritime et navigable de l'Adour.

Bayonne, qui devait devenir une ville importante au milieu d'un beau cite, ne jouait qu'un rôle fort effacé au commencement de notre ère. L'inscription de Hasparren, due au flamine-duumvir Vêrus, chef du *pagus*, montre que cette dernière petite ville était alors le chef-lieu du Labourd. Deux historiens bayonnais disent : « Ce fut seulement sous les empereurs que Bayonne devint une place forte ; jusque-là il est probable que son emplacement actuel avait été couvert, par les conquérants de la Gaule, d'une sorte de camp retranché. Mais plus tard, elle est commandée par un tribun, et une cohorte entière y tient garnison à la fin de l'empire (1). » — « Bayonne ne fut jamais, sous les maîtres du monde, qu'une ville de fort peu d'importance et l'une des plus obscures de la Novempopulanie (2). »

La ville de Bayonne obtint-elle des privilèges sur l'Adour lorsqu'elle devint un camp romain, ou son seigneur se les arrogea-t-il seulement vers l'an 1000 pendant la désastreuse occupation normande ? On ne le sait. Mais en 1059, d'après Bailac et Poydenot, Fortunio Sanche, premier vicomte connu de Bayonne, avait déclaré le marché de cette ville « privilégié et exclusif pour la vente des baleines, thons, créacs, » lamproies et autres poissons pêchés dans le Gave, l'Adour et la Nive, » jusqu'à Sorde, Hourgave et Villefranque et le long de la côte jusqu'à » Fontarabie (3). »

« Une autre ordonnance, qu'on peut attribuer au vicomte Bertrand (environs de 1160), bien qu'il ne soit désigné dans l'acte que par ces

(1) Balasque, *Etudes histor. sur Bayonne*, tome 1, page 10 ; Ducéré, *Bayonne à l'eau forte*, chap. 1, 3^e §.

(2) Balasque, tome 1, page 26 ; Ducéré, *Hist. de la marine milit. de Bayonne*, page 51.

(3) *Nouv. chr. de Bayonne*, page 19 ; *Récits et légendes*, page 368.

mots vagues : le seigneur de l'*ancian poblemen*, a pour but de régler la vente du poisson. Bertrand de Podensac, maire de Bayonne en 1255, en recueillit les dispositions essentielles dans la mémoire des anciens prud'hommes de la ville, et les fit transcrire au nombre des établissements coutumiers (1). » Le septième paragraphe de cette ordonnance de 1255 est ainsi conçu : « E nulh hom no comprie per arrebener son peis, ni » balaie, ni toil, ni autre peis qui sera mahud per bier à Baione de Sordo » en sa, ni Dax en sa, ni Forgaue en sa.....; e qui ag fara, que perdra lo » peis eu baischet, si ni aue, assi cum dessus es diit. » C'était la redite d'une prise de possession formelle de la partie maritime de l'Adour, comme on va le voir.

1° Par une ordonnance de police du 27 octobre 1296 (établissement n° 70), Bayonne prohibait l'achat, pour la revente, des grains ou autres provisions dans toute l'étendue de la juridiction de cette ville, laquelle s'étendait de Cap-Breton à Hourgave. Ce dernier point représentait toujours les limites de l'extension du flux.

2° L'établissement municipal n° 100, du 18 janvier 1298, porte interdiction à tout habitant de Bayonne de transporter de cette ville au boucau de la Pointe, ou par mer, des bois d'aucune sorte, ni des douves, ni des écorces de tan, autrement que par des navires appartenant aux Bayonnais ou affrétés par eux, à peine de vingt livres morlandes d'amende et de la perte du chargement.

3° L'établissement n° 158, du 29 juillet 1307, porte : Que nul étranger ou habitant de la ville n'ait la hardiesse de charger douelles, bois quelconques ou autres marchandises sur des navires autres que ceux de Bayonne, sous peine de cent sous morlans et de la perte de la marchandise.

4° Etablissement n° 441, du 8 octobre 1447 : Que nulle personne au monde n'ait la hardiesse de charger des vins quelconques, ou de Bouret, ou de Cap-Breton, ou de Marensin, ou de nulle autre part, autrement que sur des navires de Bayonne.

5° Au tome I des *Registres gascons*, page 126, n° 104, on trouve au sujet des mêmes défenses, sous la date du 25 octobre 1482, une délibération ordonnant que l'on avise à Cap-Breton les maîtres et marchands de tous navires bretons, anglais... de manière que eux et les habitants de

(1) Balasque, I, p. 142.

Cap-Breton et de Marensin connaissent que la ville de Bayonne entend maintenir ses privilèges.

6° L'ordonnance royale de juillet 1493 portait défense « de décharger ou d'exposer en vente nuls blés en autre port qu'en ladite cité (de Bayonne), depuis qu'ils seront entrés par le Boucau de ladite ville, ou seront descendus par la rivière douce, au-dessous du lieu et port appelé Hourgave. »

7° Les ordonnances royales des 6 et 9 février 1511 ont « prohibé et » defendu à toutes manières de gens de descharger ne composer venda- » bles aucun blez, vins ni autres marchandises qui seront menées et » conduites par ladite rivière de l'Adour, depuis le lieu appelé Horgave » qui est au-dessus de ladite ville (de Bayonne) de quatre lieues et que » entreront par le Boucault de la mer, ailleurs que en ladite ville et cité » de Bayonne. » Celle du 6 février portait que les habitants de Cap-Breton ne pourraient, sans la permission du maire de Bayonne, charger ou décharger dans leur havre des navires soit à eux appartenant, soit étrangers, ni les y laisser séjourner et s'arrêter ; que lesdits habitants auraient cependant la faculté, mais toujours en payant les droits dus au roi et à la ville de Bayonne, de charger sur leurs propres navires ou ceux de Bayonne, et de décharger les productions de leur sol, comme bois, résineux, liège, cire.

8° Par les établissements de février 1255 (n° 31) et du 19 mars 1289 (n° 90), ainsi que par les délibérations du corps de ville des 3 février 1527 et 27-31 octobre suivant, l'apport du poisson au marché de Bayonne était obligatoire pour tous les produits de la pêche en mer depuis l'embouchure de l'Adour jusqu'à Biarritz, ou jusqu'à Fontarabie d'après plusieurs de ces titres, et ceux de la pêche en rivière depuis Hourgave et Sordes jusqu'à l'embouchure de l'Adour (1).

Bayonne s'attribuait ainsi le monopole des transports par mer et se réservait d'être le seul entrepôt et l'unique marché de toute la région.

Les *Registres gascons* conservent trace de condamnations prononcées par la ville de Bayonne au préjudice de marins de Biarritz et de pêcheurs de l'Adour pour infractions aux règlements sur la pêche ; des conflits violents ou même sanglants (2) survinrent sur la matière, avec Cap-Breton. — D'autre part, le 24 septembre 1509, David Campanhe, marchand de

(1) Voyez *Reg. gasc.* de Bayonne, tome II, pages 478 et 488.

(2) *Rôles gascons*, 1^{er} et 2 avril 1329.

Bayonne, était autorisé à charger à cette ville, sur le *Nicolas*, de Cap-Breton, cinq tonneaux de vin étranger, « et ceci de grâce spéciale, considérant qu'il n'y avait à ce moment aucun navire bayonnais pouvant prendre charge (1). » — Les registres officiels mentionnent au moins quatre autorisations octroyées à l'évêque d'Aire, sur la recommandation de puissants seigneurs, comme le lieutenant-général Odet de Foix, à l'effet d'emprunter les eaux de l'Adour pour transporter les blés et les vins de ses dîmes dans le Labourd, à une destination autre que Bayonne. L'évêque de Dax dut lui-même (2) se pourvoir d'une autorisation pour débarquer des barriques de vin de dîmes sur la rive droite, au Saint-Esprit, et n'avoir pas à les porter en face et sur la rive gauche, à Bayonne. « Et asso de graci especiau. »

Le 15 janvier 1512, Esteben de Glairac, du Boucau, était condamné par Bayonne à une amende de cinq livres guianes pour avoir, à Cap-Breton, embarqué au Gouf « cent et oeyt crestons », en passant ce troupeau par la rivière d'abord, par les sables ensuite (3).

Le 29 septembre 1517, Johan de Ponteilhs, de Soustons, était condamné par la même ville à une amende « de dus escutz au soreilh, per so que a cargat dejus Capbreton, en lo nabiu apperat la *Michele* de Baionne, lo nombre de XII tonetz de bin de Marensin contre lo édit et defense deu Rey (4). »

En l'absence du chevalier Anthoine de Gramont, maire de Bayonne, les échevins firent arrêter, avec saisie de leurs bateaux, blés et vins, des marins de Bidache, Came, Labastide et Urt, sujets du même chevalier de Gramont, parce qu'ils quittaient l'Adour pour s'engager dans la Bidouze. Sur les remontrances du maire, le conseil délibéra à part (21 octobre 1570) et décida de maintenir les privilèges de la ville. « Par ainsi ne peuvent rien accorder ni discorder (5). »

Le 10 novembre 1570 « fut ordonné que le galion qui fut confisqué à » ung de Capbreton sera vendu jeudy prochain à son de trompe pour » evicter qu'il ne se pèrisse et se gaste, et l'argent employé aux affaires » publiques (1). »

(1) *Reg. gascons*, t. I, p. 431.

(2) *Ibid.*, page 384, 27 mars 1504.

(3) *Ibid.*, tome I, p. 506.

(4) *Ibid.*, tome II, p. 120.

(5) *Registres français*, tome I, page 252.

Ces exemples montrent que les textes des privilèges qui viennent d'être rapportés n'étaient pas conservés à l'état platonique par la ville de Bayonne. Et à propos de ces privilèges bien divers, le tome I des *Registres gascons* mentionne, page 511, à la date du 21 mars 1512, l'autorisation de radoubier à Cap-Breton le navire *Nicolas* de Cap-Breton, sous réserve qu'il sera ensuite ramené à Bayonne et mis à l'ancre selon les privilèges.

Par nombre d'indices qu'on trouve aux *Registres gascons*, on voit que la batellerie de rivière pouvait prendre charge au Marensin, en Marenne et dans le haut pays n'importe où, pourvu que la marchandise eût Bayonne pour destination. Mais si l'on désirait, par exemple, décharger à Hausquette, au-dessous des Allées-Marines de Bayonne, une autorisation comme celles dont il vient d'être parlé pour deux prélats était nécessaire.

Partie d'une simple prétention de juridiction, l'ardente et opiniâtre ville de Bayonne finit, sous l'influence des mœurs féodales du temps, par considérer l'Adour et l'ancien lit du fleuve comme sa propriété, jusqu'à la Révolution. En 1716, 138 ans après l'œuvre de Louis de Foix, cette ville faisait encore afficher à Urt, à Cap-Breton et au Vieux-Boucau : « Est fait très expresses inhibitions et défenses à toutes sortes de » personnes, de quelques qualités qu'elles soient, de porter aucunes » denrées et marchandises par bateaux le long de la rivière l'Adour » depuis Hourgave jusques au Vieux-Boucau, ailleurs qu'en ladite ville » de Bayonne, à peine de 500 livres d'amende (2). »

Le 3 du mois d'août 1732, « led. trompette (de Bayonne) auroit fanfarré » à plusieurs reprises pendant un demi-quart d'heure, et nombre de » personnes dud. Boucau-Vieux étant venues pour voir et entendre ce » que c'était, moyd. notaire aurois publié a haute et intelligible voix, » que led. sieur Lesseps était audit lieu (Vieux-Boucau) pour renouveler » pour Messieurs les magistrats de Bayonne leur possession en propriété » et juridiction haute, moyenne et basse sur les eaux, sables et marez, » autant qu'il y en a et s'en trouve puis le lieu appelé Hausquette et » au-dessus vers les paroisses Tarnos, Ondres, Capbreton jusqu'au » Boucau vieux... » Signé : Ducourneau, Lesseps, Duler et Dutey, notaire royal. « Contrôlé à Bayonne le 6 d'aoust 1732, r. douze sols (3). »

(1) *Registres français*, page 255.

(2) *Annales de Cap-Breton*, page 93.

(3) Pièce en possession de M. Bergeron.

Le 25 novembre 1739, le secrétaire de la ville de Bayonne publiait à Cap-Breton même et affichait le rappel des « actes possessoires de la » seigneurie directe propriété de juridiction haute, moyenne et basse de » ladite ville sur les sables, marais, eaux et terrains autant qu'il y en a » et s'en trouve dans la partie nord depuis le lieu appelé Hausquète, au » Boucau-Neuf, jusqu'à Cap-Breton ; lequel terrain continue jusqu'au » Vieux-Boucau (1). »

Cependant, chacun sait que la jouissance d'un cours d'eau navigable créé par la nature a été considérée de tout temps comme de nécessité sociale. Ecrit dans le droit romain, ce principe se trouve consacré dès le treizième siècle dans nos ordonnances royales ; il se trouve mieux consolidé encore dans l'édit de Moulins de 1566, qui déclarait les grands cours d'eau inaliénables et relevant du domaine du roi, non pour que le souverain en dispose à titre de propriété, mais pour qu'il les conserve et leur fasse remplir, dans l'intérêt public, leur mission providentielle.

Ce principe de la propriété nationale ne fut pas abandonné par le gouvernement anglais.

Malgré les résistances et les prétentions contraires de Bayonne, le roi Edouard 1^{er} confirmait, en 1276, à Lucas de Thany l'autorisation d'affermir et de donner à fief ou à cens, autour de Bayonne, avec relevance de la connétable de Bordeaux, les eaux, îles et îlots vacants, lais et relais des rivières (2).

« Sachez, disait Edouard 1^{er}, que pour récompenser Guilhem-Arnaud » de Saubagnac des bons services qu'il nous a rendus, nous lui avons » octroyé le droit de fabriquer une gorge appelée nasse sur la rive de » l'Adour, entre Hourgave et Lahonce, où cela lui conviendra le mieux, » à la charge par lui de payer chaque année, à notre connétable de » Bordeaux, la redevance de 15 livres bordelaises (3). »

Plus tard, la ville de Bayonne frémit de colère et de désespoir, disent Balasque et Dulaurens, quand elle eut connaissance de la patente royale qui octroyait à Carlos de Beaumont, le 22 août 1409, un droit de péage à percevoir sur l'Adour au passage des draps, vins, froment, bétail, cuirs. Le 16 février 1416 (*Rôles gascons*), le roi donnait encore l'ordre de ne

(1) *Annales de Cap-Breton*, page 104.

(2) Balasque, tome II, page 414.

(3) *Ibid.*, t. III, page 64, d'après les Arch. des Basses-Pyrénées.

pas troubler ledit de Beaumont dans la perception de son péage sur l'Adour (1).

Seulement, l'Adour étant un cours d'eau créé par la seule nature, il y avait dans ce dernier privilège concédé à un particulier un abus royal ajouté à l'abus municipal. L'ordonnance de 1511, favorable aux aspirations de Bayonne, ne parlait d'ailleurs que de la juridiction de cette ville sur les eaux de son fleuve, sans consacrer un droit de propriété sur les eaux, sables et terrains.

Les Bayonnais n'en restaient pas moins maîtres du cours de leur fleuve, de même qu'ils entendaient aussi posséder en maîtres l'embouchure maritime. Comme pour justifier cette revendication, les écrivains locaux qui se sont occupés de la question (on n'en compte pas moins d'une dizaine) ont tous conclu que l'Adour débouchait anciennement sous Bayonne jusqu'à une époque plus ou moins rapprochée de la nôtre. La Chambre de commerce de cette ville, dans un mémoire de 1738, croyait pouvoir estimer que l'Adour ne fut obstruée près d'Anglet, pour aller déboucher plus au nord, que vers l'an 1500.

Avec la mise au jour des vieilles et précieuses archives municipales de Bayonne, les idées durent se modifier à cet égard au cours du XIX^e siècle, et l'on a admis, au vu d'une ordonnance du vicomte Bertrand, relative à une coutume de louage à marchandise, que l'Adour tombait sous Cap-Breton en 1170, mais seulement après y être arrivé des environs d'Anglet. Ensuite est survenue l'opinion d'un vaste delta de l'Adour, qui aurait eu soit dans l'antiquité, soit depuis l'époque romaine, plusieurs débouquements à la fois allant d'Anglet à Messanges, sur un développement de 40 kilomètres. Attribuer à l'Adour plusieurs embouchures simultanées, c'est chose aussi sérieuse que la supposition des trois ou quatre îles qu'on nous donne comme ayant existé entre l'Adour et la Gironde, sur notre côte aux fonds de sable. Le *Livre des Etablissements* et les *Registres gascons* de Bayonne, l'enquête officielle de 1491, le cahier des statuts du Vieux-Boucau avec ses franchises municipales non applicables à Messanges (2), chef-lieu de la commune, et précédemment le portulan détaillé (3) du marin Pierre Garcie, né vers 1430, ne permettent

(1) Voyez Balasque, tome III, pages 439, 441 et 454.

(2) Le Boucau ou Port-d'Albret (aujourd'hui Vieux-Boucau) n'est devenu une commune indépendante de Messanges qu'après la Révolution.

(3) Il en sera parlé plus loin.

pas de dire que l'Adour ait eu plus d'une embouchure à la fois depuis le Moyen âge. Antérieurement, ce fleuve tombait simplement à Cap-Breton, comme les dunes vont l'attester.

Lucain, dans sa *Pharsale*, a consacré deux vers à la partie inférieure de l'Adour, mais personne n'a pu trouver dans leur rythme harmonieux l'endroit précis de la chute du fleuve à la mer. Les dissertations contradictoires survenues là-dessus ne portent pas leur preuve.

Mais il existe dans sa rude et sauvage poésie un témoignage autrement antique et visible.

De l'embouchure actuelle de l'Adour à celle de la Gironde s'étend une côte de sables de 226 kilomètres, dont 106 sur le département des Landes et 120 sur celui de la Gironde. Sur tout ce développement, chaque vague, à toute heure du jour et par tous les temps, repousse et laisse, en expirant sur la grève, un léger trait de sable qui se mêle en dessins variés aux traits voisins. Les sables ont assurément atterri sans interruption dès et depuis l'émersion de notre sol ; les vents les poussaient vers l'intérieur. Ces apports littoraux ont formé une ligne ininterrompue de dunes mesurant en moyenne six kilomètres de profondeur ouest-est. Toutefois, la ligne de dunes ne commence, au sud, qu'à l'étang de Hossegort, creusé par le remous de l'Adour tombant sous Cap-Breton.

Par conséquent, si les dunes d'invasion, dans leurs cinq ou six kilomètres de pénétration, ne commencent subitement, avec leurs 30 ou 38 mètres (1) d'élévation qu'à 18 ou 19 kilomètres au nord de l'embouchure actuelle de l'Adour, ce fleuve, arrivant presque parallèlement à la mer depuis la base ouest de la côte de Saint-Etienne de Bayonne, a préservé des sables d'invasion l'intervalle qui sépare cette ville de celle de Cap-Breton.

Il y a là une preuve irréfutable que l'Adour tombait de toute antiquité dans l'Atlantique, sous Cap-Breton.

Cette constatation résulte encore de la forme même des dunes. Celles du sud, de Cap-Breton à Moliets et à Léon, sont perpendiculaires à la mer ; elles ne le sont plus à Lit, mais on en retrouve des traces ou des restes à la partie Est de la forêt de Biscarrosse, puis à Cuzaux et à Lacanau. La route romaine du littoral du sud, partant de l'embouchure de l'Adour (Cap-Breton), gagnait le nord par le *poun de Roubin*,

(1) Chiffres du profil donné par Chambrelent dans les *Landes de Gascogne*.

Messanges et Moliets, où existait une commanderie au XIII^e siècle, d'après un acte de location de 1289 signalé par l'abbé Départ (1) ; elle continuait par Saint-Girons-du-Camp, selon le témoignage de colonnes qui sont ou du XI^e siècle ou plus anciennes, d'après des archéologues de Bordeaux et de Paris. Suivant l'usage, la route des Romains était devenue la route des pèlerins. La première ligne des habitations ne s'est



donc pas modifiée ou déplacée depuis le commencement de notre ère ; et comme le *poun de Roubin*, Messanges et Moliets sont situés entre la mer

(1) *Bulletin* de 1894, page 130.

et les dunes perpendiculaires, les faits suivants ressortent nettement : les dunes du sud, formées et fixées à l'arrivée des Romains, n'ont reçu depuis aucun grain de sable et avaient commencé à prendre naissance de longs milliers d'années avant notre ère ; leurs sables ont dû se mettre en mouvement dès les premiers temps de l'émersion de notre sol, lorsque la mer creusait son lit au rivage actuel ; depuis, les sables que les fleuves drainent à l'Océan, dirigés, semble-t-il, par des courants marins de fond vers le large de Cordouan pour venir atterrir en fortes proportions sur la partie centrale du golfe, ont encombré les dunes primitives, qui sont devenues parallèles à la mer (1). Ainsi, pendant que le titre de location de 1289 certifie l'existence de la route romaine du littoral du sud entre les dunes et l'Océan, les colonnes de Saint-Girons, qu'on ne saurait taxer d'avoir reculé devant la mer ou sous la poussée des dunes, marquent de leur côté le tracé de la même voie ; et de ces trois unités qui font corps : colonnes, texte de 1289 et route romaine, on voit ressortir l'énorme ancienneté des dunes perpendiculaires qui prennent naissance à Hossegor, et aussi la confirmation de l'existence sous Cap-Breton de l'embouchure primitive de l'Adour.

Il vient d'être parlé de courants de fond, du large, qui ne sont pas apparents.

Il en existe un autre, apparent celui-là, qui rase constamment le rivage maritime dans la direction nord-sud. Dû au *Gulf-Stream*, il a de tout temps poussé vers le midi l'embouchure de nos cours d'eau en chaussant de sable leur rive droite. La longue pointe du cap Ferret à Arcachon et celle d'Uchet sous Léon, qui mesure cinq kilomètres, représentent encore, à l'heure actuelle, l'image des effets de ce courant marin de surface nord-sud, qui établit une langue triangulaire de sables entre l'Océan et le cours d'eau. Les grosses mers de tempêtes, rasant et nivelant ces pointes à forme de longue dune, obstruaient ou détruisaient les embouchures. Ainsi ont disparu les fleuves côtiers de Parentis, de Sanguinet-Cazaux, de Lacanau et de Hourtin, lesquels, éloignés des habitations, n'avaient personne pour venir pratiquer dans les sables nivelés une étroite tranchée qui aurait rétabli dans une journée ou deux l'embouchure comblée. Quatre autres cours d'eau ou *courants*, ceux de

(1) Une partie de ces sables véhiculés le long de la côte vers le Sud doit reprendre le large en arrivant aux falaises et aux grands fonds relatifs, qu'on rencontre à partir de Biarritz.

Cap-Breton (1), du Vieux-Boucau, de Contis et de Mimizan, sont aujourd'hui fixés par une jetée sud en maçonnerie qui les met à l'abri de la destruction et de la fuite jadis forcée au midi.

Que le poids d'eau soit énorme comme à Arcachon, ou insignifiant comme à Uchet, l'influence de la force qui rase la côte reste la même dans ses effets ; l'embouchure de la Gironde aurait peut-être subi le sort infligé aux orifices des autres cours d'eau, si les falaises de Royan ne lui offraient un appui.

On voit, d'après la loi physique invariable (2) qui régit la côte de Gascogne, que l'embouchure de l'Adour a de tout temps été tourmentée sous Cap-Breton et qu'elle dut bien des fois être obstruée sinon totalement, du moins en partie. Un jour, enfin, elle fut comblée et détruite.

Cap-Breton, s'en remettant trop au jeu, jusque-là favorable, de la nature et des éléments, s'attarda-t-il dans les mesures à prendre et négligea-t-il d'ouvrir sans retard une petite tranchée à travers le plateau de sa pointe de sables rasée et nivelée ? Le fleuve, tombant du sud depuis Bayonne, grossi d'une crue de montagne, se prolongea-t-il au nord, derrière la ligne des dunes littorales, pendant que la mer démontée interdisait l'approche de la plage, et chercha-t-il du jour au lendemain un nouveau débouquement vers lequel contribuait à l'entraîner une légère déclivité du sol ?

C'est cette dernière hypothèse qui paraît la plus vraisemblable, car Cap-Breton ne pouvait pas ignorer comment les habitants voisins du Marensin et du Born rétablissaient en pareil cas les embouchures de leurs fleuves côtiers. La mer non apaisée, soulevée par une tempête de longue durée, aura empêché les Capbretonnais d'agir à temps.

Les statuts de la vicomté de Maremne, datés du 15 juin 1300, portent que ce pays s'étendait du cours d'eau de Bouret (Cap-Breton), c'est-à-dire de l'embouchure de l'Adour, jusqu'au ruisseau de Pinsole (3),

(1) Le courant de Cap-Breton a été creusé de main d'homme en 1635 seulement, dans les parages qu'occupait anciennement l'Adour.

(2) Cette loi physique réside toute entière dans les efforts du courant marin de surface nord-sud. Sans ce courant côtier qui nous a toujours valu un littoral rectiligne, les cours d'eau, dont l'un des rôles consiste à drainer à la mer les sables qu'ils creusent ou reçoivent, n'auraient ni dévié au sud, ni été détruits ; sans son hostilité constante sur les embouchures des fleuves côtiers, les grands étangs ne se seraient pas formés ; sans lui encore, la grande lande marécageuse et stérile, à la pente de 1 à 1 1/2 par mille, n'aurait pas existé par le fait des eaux pluviales privées de leur débouché à l'Océan.

(3) Manuscrit du capitaine Bartro (environs de 1840), en possession de M. l'abbé Gabarra, et *Bulletin* de 1882-83, art. 113 desdits statuts.

autrement dit jusqu'au courant de Soustons, qui tombe au Vieux-Boucau, alors *le Plecq* (1), quartier de la paroisse de Messanges en Marensin.

Le quartier du Plecq (de coude, tournant) tirait son nom de sa situation à l'angle que le chenal de Soustons et de Pinsolle décrivait, et décrit de même depuis 1578, à moins de huit cents mètres avant de se jeter à la mer. Jusqu'en 1873, date de la construction de la jetée en maçonnerie, l'orifice de ce cours d'eau était fermé plusieurs fois par an dans les conditions déjà indiquées ; les corvées qu'y devaient alors les communes circonvoisines étaient réglementées par l'intendant de la province, et en dernier lieu par un arrêté préfectoral de l'an XIV.

Cet humble hameau ignoré, peuplé de quelques vigneron, résiniers et pêcheurs, connaissait ainsi de toute époque le gonflement lent et sournois des eaux tranquillement débitées par les étangs et arrêtées temporairement à leur issue à la mer, mais une crue vive de rivière y était chose insoupçonnée. Sous ce rapport cependant, il était réservé au coin perdu du Plecq de devenir le théâtre d'un événement inouï, tenant du merveilleux, ou du rêve, ou du tragique : un jour y arrive d'une manière subite et impétueuse une masse épouvantable d'eau, un fleuve gonflé, l'Adour entier qui, se déplaçant de seize kilomètres du sud au nord, vient substituer sa large et puissante embouchure à celle du chenal qui tombait à la mer à ce quartier de Messanges en Marensin.

II. — ÉPOQUE DU DÉPLACEMENT ACCIDENTEL DE L'ADOUR

A quel moment le cataclysme s'est-il produit ? Aucun contemporain du fait n'a fiché en terre la pierre noire destinée à renseigner là-dessus la postérité ; aucun texte municipal ou local ne nous a transmis la date de ce phénomène extraordinaire.

(1) Cleirac, dans les *Us et coutumes de la mer*, orthographie ainsi le *Plecq* en 1667 : « Les pescheurs de Capbreton et du *Plech* ou Boucau-vieil..., » tout comme, d'après l'orthographe de son temps, il a rendu également de cette manière le *c* par *ch* dans le même ouvrage : chable (cable), anchre (ancre), estomach. Il en est résulté que jusqu'ici on a persisté à dire que l'insignifiant quartier du Plecq, qui était appelé à devenir célèbre, se nommait Plech ou Pleich, signifiant plage ou grève, quand cette double appellation ne signifie rien en gascon sous la forme qu'on lui donnait depuis le XVII^e siècle. Avec l'*e* muet en usage sur le littoral, nous prononçons *Pleucq*.

Les enquêtes de 1491 et de 1556 avaient laissé planer à ce sujet une confusion qui dure encore. Depuis, on a parlé de 1436, de 1500, de 1360... sans jamais donner à l'appui une indication quelque peu positive.

C'est pourtant parce que des preuves très sérieuses abondent en France et en Angleterre qu'on va élucider ici la question. Pour procéder à cet examen, il ne paraît pas utile de transcrire au préalable à cette place les longues, nombreuses et contradictoires dissertations qui ont paru sur la question depuis Oihénart (1636), Marca (1640) et Compaigne (1663) jusqu'à nos jours.

Aussi loin que remontent les écrits qui nomment l'Adour (XII^e et XIII^e siècles), on trouve l'embouchure de ce fleuve désignée par *port de la Pointe*, d'après Balasque et Compaigne (1).

La Pointe, aujourd'hui simple hameau de Cap-Breton, était autrefois un village indépendant (2).

Un acte de la *Société des navires bayonnais*, établi sous le règne de Jean Sans Terre, roi d'Angleterre (1199-1216), laisse lire trois fois la mention *port de la Pointe*. Cette appellation va se modifier pour des causes faciles à déduire. Dans sa vigilance à veiller sur l'Adour comme sur sa propriété privée, Bayonne évitait de nommer, en tant que port, la ville de Cap-Breton, à laquelle était contesté le droit de recevoir en franchise des navires en déchargement ou en chargement. Un retentissant procès finit par surgir à ce sujet en 1302 ; il fut porté devant des juges réunis au Saint-Esprit, sur la terre de Seignanx, suivant prescriptions du sénéchal de Gascogne. Soixante douze témoins capbretonnais, munis pour tous titres de la foi vive de leur serment de partie intéressée, vinrent jurer d'une voix unanime que de temps immémorial ils étaient en possession du droit de charger et de décharger leurs navires au lieu de Cap-Breton sans paiement (au demandeur) d'aucune redevance, et qu'à Bayonne également, pour leurs ventes et achats, ils jouissaient de la franchise comme les voisins (citadins) de Bayonne. Ils eurent gain de cause, et Bayonne fut débouté de ses prétentions. « On croyait encore aux serments, » dit à cet égard d'une manière sceptique, le magistrat Balasque (3).

(1) Voyez Balasque, I, page 146.

(2) Voyez l'abbé Gabarra, *Une alerte à Cap-Breton* en 1587, page 1, note 4.

(3) Voyez tome III, page 5.

Donc, avant ce procès et au point de vue des droits au havre, c'était déjà trop pour Bayonne de parler du *port* de la Pointe, mot qui impliquait une sorte de partage, alors que le droit au port de commerce devait exclusivement revenir aux Bayonnais. C'est ainsi que dans l'ordonnance de 1255 sur l'apport et la vente du poisson (*Livre des Etablissements*, n° 31), la Pointe est nommée deux fois, au paragraphes 2 et 8, et les deux fois sans mention de port ou autre. On la trouve désignée de la même manière aux Coutumes de Bayonne de 1273, art. 109, § 3 : « Si les naus » son fore dou poun cargades en lechenau à l'ancre preste per debarar à » le Punte per prener temps... » Elle est encore sèchement nommée dans l'établissement n° 90, du 19 mars 1289 : « Fo establît pou maire et pous » jurads que tot peixs que sera pescat à la Punte et à Beiarritz e sera » portat à Baïone. »

Cependant, le mot Pointe ne suffisait pas à lui seul pour rendre l'idée de la partie inférieure de l'Adour. Une nouvelle appellation survint en conséquence, suivant les mentions qui vont être empruntées au *Livre des Etablissements* de la municipalité de Bayonne.

N° 70, 27 octobre 1296 : « De Boret et dou Bocau de le Punte en sa. » Voilà, semble-t-il, la première fois que le terme *boucau* paraît dans les archives municipales de Bayonne. Ce mot s'est autrefois appliqué indifféremment aux embouchures petites ou grandes du golfe de Gascogne. « S'ensuivent les lieues du Boucquau de Gyronde jusques au Boucquau de Bayonne... S'ensuit du Boucaut de Bayonne, » lit-on dans le portulan que le marin Pierre Garcie écrivait vers 1480. En 1690, l'ingénieur militaire Masse nommait le *boucau* de Mimizan. Le nom n'est pas français. Il n'a jamais trouvé place au dictionnaire de l'Académie ; Littré a observé la même abstention. Furetière, cependant, l'avait enregistré au XVII^e siècle avec la mention suivante : « Boucaut est aussi le nom que l'on donne à l'embouchure de quelques rivières, comme celles des Basques et des Landes. »

Les Basques désignent la bouche du visage humain par *haua* (haoua), alors qu'ils nomment *bocala* une écluse de moulin, un orifice débitant de l'eau, une embouchure. Les abords de l'estuaire de la Nivelle et la rue de Ciboure qui en longe le quai se nomment *Pokaleta*, par une permutation de *b* en *p* qui se rencontre parfois dans l'idiome basque. Dans notre patois gascon, la bouche du visage se désigne par *bouque* (féminin) et l'embouchure ancienne par *boucaou* (masculin). Cette dernière acception est donc bien spéciale de part et d'autre. Reste à savoir si notre vieux

gascon a fait un emprunt au basque *bocala*, ou si les basques ont tiré leur expression de notre *boucaou*. En tout cas, le terme *boucau*, *bocau* (les vieilles archives bayonnaises le présentent indifféremment sous ces deux formes) devait déjà exister de fait avant d'être appliqué par Bayonne à l'estuaire de Cap-Breton, car on trouve à Dax, en 1289, d'après le tome II, page 526, des *Rôles gascons* publiés par Bémont, un Pétrus Joannis de Bocau.

Etablissement n° 100, du 18 janvier 1298 : « Que dessi en auant trague (verbe transporter) de Baione par le Bocau de la Punte en fore ni per mar. »

N° 105, 1^{er} août 1304 : « Que totes las personnes qui dessi en auan apporteran fromen par le Bocau en fens de la Punte de Baione. »

N° 129, 19 novembre 1306, Boucau (embouchure) étant employé seul : «... bachet no traiguie de Baione per lo Bocau en fore. »

N° 166, page 128, 29 juillet 1307 : « Ni los en sertz dou Bocau de le Punte entro la roque d'Igasc ni entro à Fausquette. »

C'est ici la dernière fois, en 1307, remarquons-le d'une manière bien spéciale, que le *boucau* de la Pointe de Cap-Breton est nommé dans les établissements coutumiers et chez les auteurs bayonnais. Il figure bien à l'établissement n° 144 avec un point d'interrogation demandant s'il s'agit de 1315, ce qui enlève toute valeur chronologique au titre, placé, il faut le remarquer, douze n°s avant l'établissement précité du 29 juillet 1307, auquel il est certainement antérieur.

Dorénavant on trouvera dans les établissements municipaux : *Bocau de la gran mar*, n° 278 (sans date) ; *le Bocau de Baione*, n°s 385 et 393 (années 1342 et 1392) ; *le Bocau*, n° 280 (janvier 1401). Ces trois dénominations, qui paraissent plus tard aux *Registres gascons* de la ville de Bayonne et dans les enquêtes de 1491 et de 1556, se rapportent au nom de lieu Boucau, à l'unique localité (on le verra par la suite) qui ait porté ce nom jusqu'en 1578, c'est-à-dire à Port-d'Albret, ainsi qu'on nomma la petite ville (aujourd'hui l'humble Vieux-Boucau) qui fut érigée à la nouvelle embouchure de l'Adour, dans le domaine de la maison d'Albret.

Ici va intervenir une pièce capitale dans le débat, le rôle gascon du 6 octobre 1315. Il s'agit d'une plainte portée auprès d'Edouard II d'Angleterre, qui adresse en conséquence au sénéchal de Gascogne la lettre suivante :

« Pierre, seigneur de Castelnau, nous a exposé que Guillaume-Arnaud

» de Pouy, damoiseau, et ses ancêtres ont possédé paisiblement et
» tranquillement de temps immémorial une localité dite Boucau ; mais
» notre sénéchal des Lannes, voulant causer du tort aud. Guillaume, s'est
» saisi arbitrairement et sans connaissance de cause du lieu susdit, et le
» retient encore en notre main injustement. Guillaume nous demande de
» lui faire rendre justice à ce sujet. » En conséquence, ordre est donné
au sénéchal de Gascogne d'informer et de rendre justice.

Le terme ci-dessus de *temps immémorial* se trouve dans le procès de 1302 entre Bayonne et Cap-Breton. Bartro pense à ce sujet que « le temps immémorial, selon le vœu des lois, a toujours été au moins de quarante ans (1). » Aujourd'hui, la même expression juridique s'emploie pour indiquer une période qui remonte au-delà de la prescription trentenaire. Dans ces conditions, le terme dont il s'agit s'appliquerait parfaitement à la situation qui va paraître.

En 1261, Auger de Mauléon se vit contraint de prendre la baronnie de Saubusse et la terre de Marensin en échange de sa vicomté de Soule, où il avait mis passablement à mal les Anglais (2). Sa nièce Miramonde, déclarée héritière du pays de Marensin, se maria vers 1309 avec Arnaud-Garcias de Goth, frère du pape Clément V. Le 24 mai 1309, Arnaud-Garcias, assisté d'Auger de Mauléon, vint, au nom de sa femme, prêter en cour générale, à Lit, le serment de loyal seigneur, et recevoir le serment de fidélité de ses vassaux (3).

Auger de Mauléon, s'il vivait encore six ans plus tard, n'aurait pas eu l'autorité voulue pour intervenir auprès de la cour d'Angleterre, d'après ce qui vient de paraître, et c'est ce qui semble expliquer pourquoi le jeune aspirant chevalier de Pouy, peut-être parent de Miramonde, avait recouru à l'appui du puissant seigneur de Castelnau-Tursan, dont Auger de Mauléon était assez proche voisin au temps où il possédait la vicomté de Soule.

Pierre de Castelnau est l'un des 58 seigneurs de Guyenne et de Gasconne auxquels Edouard III d'Angleterre écrivait le 8 février 1327, lors de son avènement au trône (4). Un personnage aussi considérable n'aurait pas cherché à mettre en mouvement l'appareil de la justice royale s'il ne se fut agi d'une cause sérieuse. Le nom générique *boucau* était un

(1) *Ann. de Cap-Breton*, page 25.

(2) De Jaurgain, *Revue de Béarn*, tome II, p. 115, d'après la collection Doat.

(3) Fr. Abbadie, *Hist. de la Commune de Dax*, page 98.

(4) Rymer, tome II, seconde partie, page 174.

terme introduit dans les archives de Bayonne entre 1289 et 1296 pour des besoins maritimes, pour désigner l'estuaire de l'Adour. Dans le Boucau revendiqué par le jeune de Pouy, il ne pouvait nullement s'agir de l'embouchure de l'Adour à Cap-Breton, un orifice de fleuve n'étant pas la propriété d'un particulier. Ensuite, Cap-Breton relevait directement de la couronne royale, et c'est le sénéchal de Dax qui était taxé de retenir illégalement entre les mains du roi le domaine des auteurs de Guillaume-Arnaud de Pouy.

Le texte officiel qui vient d'être transcrit et l'analyse du catalogue de Carte disent : *loco vocato Bucco*. C'est bien la même forme, pour ne citer qu'un exemple, qu'au rôle gascon n° 10 de la page 83 du catalogue de Carte (octobre 1336) : *loco vocato Capreton* (Cap-Breton). J'ai consulté sur ce point un savant spécialiste qui, au vu du titre royal, m'a dit pour le *loco* : « Mettez localité. » Voilà donc bien, en 1315, la commune du Boucau, l'unique localité connue sous ce nom jusqu'en 1578.

Cet endroit, dont le damoiseau de Pouy prétendait posséder le sol, ne pouvait ainsi être né que du *boucau* de l'Adour déplacé, fortuitement arrivé au quartier du Plecq ; et puisque la localité du Boucau existait en 1315 sur le sol de Messanges et en cette terre de Marensin dont l'héritière était mariée au frère de Clément V, c'est que, sous la foi d'une pièce au sceau royal d'Angleterre, l'Adour était déjà là !

Le fleuve étant arrivé d'une manière subite au Plecq à travers des sables de valeur insignifiante, le sénéchal de Dax aura organisé le nouveau port sans se préoccuper de savoir s'il se saisissait « arbitrairement et sans connaissance de cause du lieu susdit. » Plus loin, le testament du cardinal Godin permettra de croire qu'il y eut des concessions de sol par voie de vente, au Boucau ou Port-d'Albret, avant 1312.

Il importe maintenant de rechercher, après l'extraordinaire événement, les titres qui peuvent le plus sûrement concourir à fixer l'époque à laquelle l'embouchure de l'Adour est passée de Cap-Breton au Vieux-Boucau. Les textes vont être exposés en remontant le cours de leurs dates, c'est-à-dire en commençant par les moins anciens.

Dans l'enquête officielle de décembre 1491 sur la partie inférieure de l'Adour (Archives de Bayonne), plusieurs témoins de Cap-Breton « qu'y » estoient illecques disent qu'ils avoient oy dire à leurs peres qu'ils » avoient oy dire à leurs autres peres que led. boucault souloit estre » anciennement aud. Gouf. » Cap-Breton, on le voit dans l'enquête, ne se consolait pas d'avoir perdu l'embouchure maritime du port de Bayonne ;

mais la tradition, devenue confuse sur les dates, laissait déjà voir l'ancienneté du cataclysme.

L'établissement municipal n° 393, du 18 janvier 1392, porte ce passage : « Ni voisins de Bayonne, ni étrangers, ne pourront entrer vins ou cidres par le Boucau de Bayonne, ni autrement, dans le port ; c'est-à-dire depuis ledit Boucau jusqu'à Hourgave. » A l'enquête de 1491 et aux *Registres gascons* de Bayonne, a-t-il été expliqué, l'embouchure de l'Adour est presque constamment désignée par le *boucau de Bayonne*. L'emplacement qu'elle occupait sous cette dénomination est celui du Boucau (Port-d'Albret), localité née après que le *boucau de la Pointe* eut cessé, en 1307, de paraître sous Cap-Breton.

En 1378, le 21 août, Edouard III, roi d'Angleterre, écrivait à Amanieu de Maubec (dit de Noye), bailli de Marensin : « Ne troublez plus les Bayonnais dans la culture des vignes qu'ils possèdent, sinon je vous ferai subir un châtiment exemplaire (1). » Un langage aussi absolu n'est pas soumis à la signature d'un souverain au début d'un différend. Celui-ci devait exister de longue date, et il y avait de beaux jours que les Bayonnais possédaient à Port-d'Albret des vignes en plein rapport. On le verra bien un peu plus loin, à l'année 1333.

1353. — Dax, autrefois chef-lieu de la sénéchaussée des Lannes, dont relevait Bayonne, prétendait qu'en vertu de ses privilèges les Dacquois pouvaient descendre leurs vins par « le fleuve qui passe devant Bayonne », les embarquer sur navires de mer et s'en revenir avec leur nouveau chargement sans payer aucun droit. Bayonne entendait être en possession de droits contraires à l'égard de Dax. La querelle était analogue à celle qui divisait Cap-Breton et Bayonne. Toutefois, le 19 novembre 1353 intervint entre Dax et le chef-lieu du Labourd, pour une période de vingt ans, un « Traité de commerce » où chacune des deux cités favorisait les habitants de la ville voisine comme ses propres citoyens. Dans le corps de l'acte on trouve que « les gens de la ciutat dAx pusquen passar en » totz temps e en totes hores, totz binx de lors heretatz et d'autres locx » ont los playra enbert lo Bocau e carquar acquetz en naus o en baschets » bert la mar maior... Item de les marcadeyries que bieyren per lo » Boquau de Baione que fossen de gens dAx... (2). » Voilà bien encore

(1) Balasque, tome III, page 375, d'après les *Arch. de Bayonne*.

(2) Fr. Abbadie, *Livre Noir et Etablissements de Dax*, formant le 37^e volume des *Archives hist. de la Gironde*, pages 404-405.

les termes « Boucau », « vers la grande mer », « Boucau de Bayonne », déjà cités comme se rapportant depuis 1310 jusqu'en 1578 à Port-d'Albret et à son estuaire.

1333. — Le règlement municipal du 3 juillet 1292 portait : « Tout voisin (citadin) de Bayonne aura la liberté absolue d'introduire en ville, quand il le voudra, les vins récoltés par lui à Bouret, Labenne, et dans le rayon territorial autour de Bayonne qu'un piéton peut parcourir en un jour (aller et retour), à la condition qu'au moment de les introduire il jurera qu'ils provenaient de ses vignes (1). » Le privilège des Bayonnais ne fut pas appliqué sur un périmètre plus étendu vers le nord, parce que l'embouchure de l'Adour, ne dépassant pas alors Cap-Breton, ne permettait pas aux habitants de Bayonne de se livrer plus loin à la culture de la vigne.

Quarante ans plus tard, l'établissement coutumier du 13 novembre 1333, n° 207, sur les taverniers, s'occupe de la vente du vin et du privilège ci-dessus, qui se trouvait cette fois étendu aux vignes que les Bayonnais cultivaient à Bouret et à Messanges : «... Lo quoau establiment e » ordonacion uolen que sie jurat per todz e sengles los seinhors e daunes » dous bins, tant per aquets qui an les uinhes e bins dou terratori de la » biele quant per aquets quius an a Boret o a Massanges o en las » apartienses debert lo sable. » Ce qui se traduit ainsi mot pour mot : Lesquels établissement et ordonnance veulent que le serment soit prêté par tous — et individuellement (2) — les propriétaires et les maîtres des vins, *tant par ceux qui ont les vignes sur le territoire de la ville, que par ceux qui les ont à Bouret ou à Messanges*, ou dans les propriétés du côté des sables.

Messanges, paroisse dont Port-d'Albret relevait malgré son importance, étant nommé naturellement, normalement, au sujet d'un droit bien connu, ce texte officiel ne permet pas de douter que, en 1333, les Bayonnais, pour jouir du privilège d'introduire hors tour et en tout temps le vin de sable dans leur ville, ne fussent propriétaires de vignes sur le territoire de l'ancien Plecq. Si en 1292 les Bayonnais ne cultivaient le vin de sable que jusqu'à Cap-Breton, la raison en est que l'Adour ne les conduisait

(1) Balasque, tome II, page 496.

(2) *Sengles*. Au Marensin, avec une orthographe moins latine, on a conservé *sencles*, signifiant *un chacun* : *N'an sencles*, ils en ont un chacun.

pas plus au nord. Par conséquent, s'ils possédaient des vignes en plein rapport, en 1333, à Messanges, à l'ancien Plecq, l'Adour y débouchait, et c'est leur privilège de l'introduction hors tour, chez eux, à Bayonne, que le juge de Marensin voulait combattre au profit des vigneron de son district.

De 1328 à 1332, Cap-Breton, ayant cessé depuis longtemps de se conformer à l'ordonnance de 1255 sur l'apport obligatoire du poisson à Bayonne (1), eut un grand différend avec cette ville, qui entendait maintenir le droit séculaire qu'elle s'était octroyé comme un héritage reçu, au XI^e siècle, de Fortunio Sanche. Une troupe armée partie de Bayonne vint même saccager des barques de pêche de Cap-Breton, fait constaté, aux *Rôles gascons*, dans deux lettres d'Edouard III des 1^{er} et 2 avril 1329.

Balasque s'est demandé si ce n'est pas Loup-Bergond, dont le commandement militaire s'étendait jusqu'à Cap-Breton, qui avait conseillé aux Capbretonnais de fouler aux pieds des règlements de police auxquels ils obéissaient depuis plus d'un siècle. Au lieu de trames machiavéliques entraînées par une rancune qui existait entre des autorités bayonnaises (2), il faut voir dans la résistance des pêcheurs capbretonnais une cause plus directe et plus naturelle. L'ordonnance de 1255 était établie, dans sa première partie, pour l'embouchure de l'Adour, qui se trouvait alors à la Pointe de Cap-Breton. Cette ordonnance, versée d'ailleurs au débat et reproduite en entier dans le corps de la lettre d'Edouard III du 9 février 1329, débutait ainsi : « Tout homme qui, entré dans la mer salée pour pêcher, en sortira avec des poissons, doit arriver à la Pointe devant les cabanes du côté du Labourd. » Ce côté du Labourd, c'était la rive gauche.

L'Adour ayant passé au Plecq, Cap-Breton dut considérer comme frappée de déchéance à son égard l'obligation d'apporter à Bayonne le fruit de sa pêche en mer, suivant la présomption déjà donnée. J'ai déjà fait ressortir trois périodes successives et bien tranchées où l'on a dit : *Port de la Pointe* (avant 1216), *la Pointe* (1216-1289), *boucau de la Pointe* (1289-1307). On remarquera le langage nouveau qui apparaît ci-après

(1) La certitude de cette absence ressort d'un jugement du sénéchal de Bordeaux du 17 oct. 1328, favorable aux pêcheurs de Cap-Breton et reproduit, aux *Rôles gascons*, dans une lettre d'Edouard III du 13 février 1330.

(2) Il y avait division entre le connétable, le maire et le châtelain prévôt. (Balasque, tome III, page 172.)

dans un exposé du sénéchal de Guyenne en date du 9 octobre 1328, introduit à l'instigation du maire de Bayonne et reproduit dans la lettre précitée d'Edouard III du 9 février 1329 ; la comparaison, par rapport au premier § de l'ordonnance de 1255, qu'on vient de lire, devra notamment porter sur le soin mis dans l'exposé du sénéchal, le 9 octobre 1328, à rendre cette idée de mouvement : quel que soit le chemin que l'on prenne à Cap-Breton pour entrer dans la mer :

« Sachez que lorsque entre les sages hommes, le maire et les jurats de de la cité de Bayonne, en leur nom et au nom de la communauté de leur ville, d'une part, et les habitants des lieux de la Benne, de Cap-Breton et de Boret, d'autre part, le débat s'agita devant nous au sujet de l'apport des poissons pris par les pêcheurs quels qu'ils soient qui, pour y pêcher, entrent dans la mer soit par le canal de le punte, soit par la petite fosse, ou qui de la mer retournent vers le lieu de le punte ou vers Bayonne. »

*coram nob^{is} questio vertetur^{ur} de 7 sup^{er}
educcōe pisciū piscatorū p^{er} quocūq^{ue} piscato-
res qui intrant mare p^{er} canalem de le punte
vel p^{er} alucolum ad piscandū. vel inde redeunt
p^{er} ptem de le punte vel v^{er}sus Bayonam.*

Chaque mot a son poids dans les trois dernières lignes de ce fac-simile, directement relevé à Londres sur les parchemins des *Rôles gascons* et présentant les abréviations de l'époque.

QUI ENTRENT DANS LA MER PAR LE CANAL *de le punte*. On sait que *canaou*, *chenaou*, dans de vieux titres gascons, désignaient l'Adour en tant que rivière : « Si las naus son fore du poun (de Bayonne) cargades en *lechenau* prestes à debarar (1). » Et la *pointe* de terre qui existait entre l'Adour et la mer jusqu'à Cap-Breton s'était, sans changer de nom, prolongée d'autant que le cours de la rivière qui la dessinait, c'est-à-dire jusqu'à Port-d'Albret. Elle est clairement nommée au rôle gascon du 26 mars 1450, par lequel le roi concède à Gratian de Luez les épaves

(1) Anciennes Coutumes de Bayonne (1273), art. 109.

survenant de la pointe du Boucau de Bayonne jusqu'à Fontarabie : *A puncto de Boucawe de Bayone usque Fontarabye*. On la trouve encore au tome I^{er} des *Registres gascons* de la mairie de Bayonne, page 471, 14 mai 1511 : « Ne botar aucune especi de bestiar... despuch los Gausserans de qui à le *punte* deudit Bocaou debert la grand mar océane. » Elle est tout aussi nettement désignée dans la délibération du 21 mars 1516 (*Reg. gascons*, tome II, page 106), portant défense de mettre aucun bétail dans les sables et terres appartenant à la cité « despuch los Gosseranz, de qui à le *Punte* deu Vocau, enter la grand mar et l'arriueyre l'Ador. » Ainsi, la *pointe* dont il est question dans tout le présent alinéa, c'est la langue de terre allant de Bayonne à Port-d'Albret, et le canal qui la longeait, c'était l'Adour, nommé encore l'*ichenau* dans la délibération du 13 août 1447 (1) et dans celle où fut décidée en 1511 ou 1512 une expédition armée contre Cap-Breton (2).

SOIT PAR l'*alveolus*. C'est-à-dire soit par la petite fosse. Où était celle-ci ? Hossegort, de *hosse* (fosse) et probablement de l'augmentatif *hort* (très, beaucoup, fort), dégénéré en *gort* pour la prononciation, était la *Grande fosse* du remous que l'Adour formait avant de revenir sur lui-même tomber à l'Océan sous Cap-Breton, tout comme plus tard l'étang de Moïsan fut creusé par le même remous trois kilomètres au nord de la nouvelle embouchure de l'Adour tombant au Vieux-Boucau. Par opposition, on avait plus bas, à Capbreton, au sud ouest de Hossegort, formant un autre coude beaucoup moins accentué, la *Petite fosse*. Il paraît tout indiqué qu'elle se trouvait au lieu dit Manguenau. Après 1578 (les eaux du pays de Marenne continuant à s'écouler à la mer par le Vieux-Boucau), le trafic de la pêche à Cap-Breton contribuait, à l'aller et au retour des marins, à faire combler, ensabler le lit de l'Adour « à » l'endroit du lieu appelé Manguenau, à cause de l'abordement que ceux » qui vont à la pêche du Gouf font illec (3). » Manguenau et la Petite fosse devaient représenter un moignon ou reste de l'Adour détruit à la plage de Cap-Breton vers 1310, moignon ou cul-de-sac utilisé en 1635 pour relier enfin les eaux douces à l'Océan. De la Petite fosse, dans l'intervalle de 325 ans allant de 1310 à 1635, les pêcheurs capbretonnais

(1) Voyez Balasque, tome III, page 487.

(2) Voyez *Bulletin* de la Soc. des Sc. et Arts de Bayonne, 1884, page 216.

(3) *Arch. de Cap-Breton*, CC, 7.

avaient à se rendre à pied à la plage, cause compréhensible de leurs aspirations anciennes, consignées dans l'enquête de 1491, à reconquérir le débouquement de l'Adour. Cette Petite fosse de Manguenau, c'est l'une des deux voies dont parle le titre royal ; la seconde, c'étaient les eaux de l'Adour tombant à Port-d'Albret, car le texte d'Edouard III indique d'une manière formelle, en 1328, deux chemins pour gagner l'Océan depuis Cap-Breton. Manguenau et la Petite fosse ont certainement disparu dans le lit du chenal (le petit havre actuel de Cap-Breton) ouvert en 1635 (1).

OU QUI DE LA MER RETOURNENT VERS LE LIEU *de le punte*. Les trois mots gascons *de le punte* ont ici une signification autre qu'à l'avant-dernier alinéa ci-dessus. Il s'agit cette fois du lieu, de la petite localité de la Pointe de Cap-Breton, ainsi que le rédacteur du texte officiel s'est attaché à le faire ressortir : *VERSUS PARTEM de le punte*, de cette Pointe jadis bâtie au bord de l'embouchure du fleuve bayonnais et où, d'après l'ordonnance de 1255, devait arriver, du côté de Labour, « tout homme qui, entré dans la mer salée pour pêcher, en sortira avec du poisson. » On ne revenait plus de l'Atlantique, en 1328, par l'issue qui se trouvait précédemment à la Pointe même de Cap-Breton : la tombée à la mer était passée 16 kilomètres plus au nord, au Plecq, devenu Port-d'Albret. En 1255 on disait : « Tout pêcheur qui sortira de la mer doit arriver à la Pointe devant les cabanes du côté de Labour. » En 1328 on dit : « Les pêcheurs qui de la mer *retournent vers le lieu* de la Pointe. » Ces derniers mots paraissent impliquer tout un trajet à parcourir dans ce mouvement de retour vers la petite localité de la Pointe.

Il est naturel de trouver pour seule cause du conflit de 1328-1332 l'exigence de Bayonne à recevoir sur son marché le poisson pêché sur la partie de sa côte qui avait été prolongée vers le nord par le déplacement de l'Adour, alors arrivé au Marensin ; car juste deux siècles plus tard le corps de ville, persistant dans ses revendications anciennes, rendait deux décisions sur l'apport obligatoire du poisson à Bayonne. Le 3 février 1527, il était fait « inhibiton et défense » de vendre ailleurs qu'à Bayonne le poisson pris dans l'Adour et la Nive, juridiction de la dite cité, qui

(1) Bayonne s'opposait à ce travail sans cesse recommencé. En 1604, les Bayonnais viennent encore voir et visiter le nouveau canal fait au lieu appelé Manguenau... Et en 1611, 1612 et 1613, les officiers de la ville de Bayonne se transportent sur le lieu de Manguenau au sujet du creusement de la rivière. (Voyez l'abbé Gabarra, dans l'*Anc. port de Capbreton*, page 27, d'après les arch. de Bayonne.)

s'étend du Boucau à Hourgave. En octobre de la même année 1527, il était défendu de jeter des filets au Boucau près de l'embouchure de l'Adour, pour ne pas effaroucher le poisson qui entraît, et il était mandé à tous les pêcheurs qu'ils eussent à porter le poisson de vente à Bayonne, suivant les établissements sur la matière (1).

Antérieurement aux faits qui viennent d'être examinés jusqu'à 1328, on trouve en 1313 deux lettres d'Edouard II relatives à l'Adour. L'une, du 20 janvier (*De obstructione de la Dore...*), a été considérée par erreur comme intéressant le débouquement de l'Adour, alors qu'elle se rapportait à des nasses ou pêcheries empêchant les vivres de descendre du haut pays vers Bayonne. La seconde lettre, du 13 mai, est relative à une nasse ou pêcherie « qu'un certain Pierre-Arnaud de Villa a récemment construite dans les eaux de l'Adour et qui gêne en bien des manières l'entrée des navires vers la cité de Bayonne (2). »

Du fonctionnement défectueux de l'orifice de l'Adour, alors fixé à Port-d'Albret, il n'en est aucunement question là ni dans une pièce quelconque du temps de la domination anglaise, pas même dans l'enquête peu sérieuse de 1491.

Pour la même année 1313, on trouve dans Bailac, qui montre lui-même avoir fait porter notamment ses recherches sur les archives de Bayonne : « Les pilotes ou locmans du Boucau étaient nommés par le maire de Bayonne (3). » Balasque montre que la même prétention du maire se manifestait en 1377 (4).

Tous ces faits concordent avec la lettre royale provoquée en 1315 par Pierre de Castelnau, lequel seigneur venait de signaler que le sénéchal de Dax avait dépossédé sans procédure régulière le damoiseau de Pouy à l'endroit appelé Boucau.

Dans son testament daté de 1335-1336, le cardinal Godin, enfant de Bayonne et d'humble origine, légua à son neveu de Beyries, « devenu gentilhomme par la grâce du Saint-Père (5), » une pièce de terre qu'il

(1) *Reg. gascons* de Bayonne, t. II, pages 478 et 488.

(2) *Rôles gascons*, pour ces deux lettres d'Edouard II.

(3) *Nouv. chr. de Bay.*, page 58. — (4) Tome III, page 370.

(5) Tome III, page 202 des *Et. hist.*, où Balasque explique, en même temps, que les obscurs bourgeois de Bayonne avaient dénié la qualité de voisin à de Beyries, avant sa fortune. Le droit de cité ou de voisinage, en effet, n'était acquis qu'aux habitants ayant une certaine surface, ce qui n'était pas le cas, d'après Balasque, de la famille Godin jusqu'au jour où elle eu l'honneur de compter dans son sein un digne et savant cardinal.

possédait à Messanges. Guillaume Godin fut créé cardinal en 1312 (1). Parmi les innombrables legs de son testament, donné par Balasque, il ne se trouve d'autres biens fonds que ceux dont il est ainsi disposé : « Je lègue à mon neveu Barthélemy de Beyries, outre le legs que je lui fais dans mon testament, ma maison paternelle de Godin, située rue Bourgneuf de la ville de Bayonne, un verger à la banlieue de Bayonne et une pièce de terre à Saint-Clément de Messanges, diocèse d'Aix (2). »

Selon des présomptions très plausibles, le père du futur cardinal avait à se déplacer jusqu'à Port-d'Albret, par le cours prolongé de la rivière, pour son travail ou son petit commerce. Le cardinalat obtenu en 1312 dispensa la famille Godin de travailler, et par le fait le lopin de terre de « Saint-Clément de Messanges » ne reçut pas la petite construction qui avait certainement dû être projetée. Il paraît nettement ressortir des dispositions testamentaires du cardinal une double indication : l'Adour était déjà au Vieux-Boucau en 1312 ; antérieurement à la même date, il avait été concédé ou vendu de ce sol que revendiquait le damoiseau de Pouy.

Pour résumer cet exposé, en suivant les titres officiels anciens on trouve l'embouchure de l'Adour sous Cap-Breton jusqu'en 1307 ; en partant ensuite de l'enquête de 1491 pour remonter le cours des documents qui existent encore, on trouve la chute de l'Adour au Boucau ou Port-d'Albret jusqu'en 1312 ou 1313. C'est entre ces deux dates (1307-1312), c'est-à-dire aux environs de 1310, titres officiels ou bien authentiques en mains, que l'embouchure de l'Adour, détruite par les éléments sous Cap-Breton et se déplaçant de 16 kilomètres vers le nord, était passée au Plecq, hameau devenu alors le Boucau ou Port-d'Albret, et ensuite le Vieux-Boucau depuis 1578.

A travers un nombre considérable d'écrits contradictoires et ne portant pas la preuve des opinions émises, le fait extraordinaire du déplacement de l'estuaire de l'Adour était resté entouré d'ombre, de doutes, de mystère. Et en présence de ce problème tant controversé depuis que l'imprimerie répand des livres et des articles de revues sur l'histoire du sud-ouest, l'opinion publique avait fini par considérer l'époque et les causes du phénomène comme des questions insolubles.

A peu de détails près, les voilà fixées.

(1) Balasque, tome III, page 203, et *Trésor de Chronologie*, page 1196.

(2) Le Boucau ou Port-d'Albret resta toujours, sous l'ancien régime, une annexe de la paroisse de Messanges.

III. — FONCTIONNEMENT DE L'ADOUR A PORT-D'ALBRET

Toute récrimination sera, autant que possible, laissée de côté ici. Autant que possible encore, on passera sous silence le dénigrement, les procès de tendance, les choses obstinément ingrates qu'on a fait peser en chœur, jusqu'à ce jour, sur l'estaire de Port-d'Albret, sur la chute et la disparition du port de Bayonne, dont le commerce aurait été transporté à Saint-Jean-de-Luz, enfin sur ces pauvres eaux mortes qui, arrivant des Pyrénées par Dax et Bayonne, se perdaient en serpentant péniblement à travers les plaines de sables des Landes.

Mais d'autre part, comme s'il s'agissait d'une dette sacrée, il va être procédé à la réhabilitation des fières ondes de notre fleuve Adour au temps de Port-d'Albret !

Descendant de Cap-Breton sans s'éloigner des dunes littorales (900 à 1300 mètres de la grève), l'Adour aboutissait au Boucau à peu près à l'endroit où se trouve le tournant, le *Plecq* du canal de Soustons, et prolongeait son cours au nord vers Messanges, par l'élan et le poids de ses eaux ; il formait alors un remous d'est en ouest et revenait se déverser à la mer au *Plecq*. C'est ce remous qui maintenait, après l'avoir fortement creusée, une rade absolument sûre, mesurant près de quatre kilomètres de long sur cinq à six cents mètres de large. Qu'on admire ici l'œuvre de la nature, autrement généreuse qu'à Bayonne : l'Adour venait du sud, et c'est au nord de son embouchure, du côté de Messanges et à l'abri des dunes, qu'était la rade où les navires attendaient paisiblement l'heure de prendre la mer ou de faire route sur Bayonne (1). Le navire *Moisan*, resté à sec en 1578 à la partie nord-ouest de la rade, lors du détournement de l'Adour, marque cette indication et a laissé son nom aux eaux du petit étang qu'est devenu l'endroit.

Près du rivage de la mer, à hauteur de la partie nord des maisons du Vieux-Boucau, montez sur la dune Arné (précédemment dune de Barrère), élevée en dôme au-dessus des autres, et regardez du côté du sud au delà du corps de garde des douaniers, qui sera à moitié chemin de la jetée du

(1) Primitivement, la disposition était la même à Cap-Breton, avec le bassin de Hossefort sis au nord de l'embouchure de Bouret.

courant ; de ce *tuc* Arné, où vous serez d'abord frappé par la remarque, sous vos pieds, d'une forte dépression de la dune littorale mal reformée à cet endroit, votre vue aura l'illusion de l'embouchure ancienne de l'Adour, si le regard descend sur le Junca. N'étaient les sables amoncelés au nord du courant depuis que celui-ci a été fixé, sables qui ont attaqué le fond noir du tableau, l'illusion serait complète. De la dune en dôme, qui marquait la rive droite de l'estuaire, vous trouverez jusqu'à la jetée du fleuve côtier 1350 pas, exactement un kilomètre. En ajoutant 200 mètres au moins reconquis par le sol sur la rive gauche, on aura douze cents mètres pour la brèche des dunes à l'embouchure ancienne de l'Adour (1). Il faut ensuite compter la déviation au sud, qui était peu considérable, d'après la description d'orientation donnée par Pierre Garcie.

Les navires et vaisseaux de tout tonnage de l'époque se mouvaient aisément dans la belle rade de Port-d'Albret. Malheureusement, pour les causes déjà dites, le havre local n'existait pas, commercialement parlant, et ne fut jamais que l'avant-port de Bayonne.

La batellerie fluviale avait de l'importance, les produits des forêts et toutes autres marchandises de sortie par mer devant être préalablement transportées à Bayonne pour y être embarquées sur les navires.

Les deux volumes des *Registres gascons* du corps de ville de Bayonne embrassent la période de 1481 à 1530. Dans cet espace de cinquante ans, on ne trouve pour toutes autorisations de manutention de marchandises sur navires de mer, à Port-d'Albret, que les mentions suivantes, dans lesquelles on fait aussi entrer les exceptions consenties pour la batellerie de rivière et les fins de non-recevoir opposées à des demandes.

2 mars 1501. — Anthoni de Glairac est autorisé à charger « quotate-vingtz cars de taule au loc deu Plec. » *Taule* signifie planche de pin.

(1) Le contenu de cet alinéa, déjà imprimé par mes soins en 1900, reçoit une étonnante confirmation par le portulan du marin Pierre Garcie, écrit vers 1480 et récemment publié en abrégé par M. Pawlowski : « Et verras en icelui travers une grant tour haulte, qui se monstrera comme ung clocher : va en nord de tous ces grans puyx de sable roux, tant que apportes la tour dessus dite au su-suest de toy, et tu seras devant le Boucault. Et alors tu verras *ung grant puyx de sable blanc qui est royte et tout découpé* : car au nord de celui puyx tu ne verras de si grant puyx comme il y en a en su, ni si roux..... Et tu trouveras prez de terre, bort à bort, get de canon, 20 et 24 brasses (d'eau). » La portée des canons était alors de 1200 mètres. L'orifice de l'Adour « bort à bort, get de canon » mesurait donc 1200 mètres, comme il fut dit en 1900. — C'est probablement le *tuc* ou *puy* du Télégraphe aérien d'autrefois qui, avec une tour, servait d'orientation à l'entrée des navires.

27 août 1509. — Autorisation au sieur Dalbaitz de faire passer du port de Hausquette au Boucau seize pipes de cidre pour le Marensin (1).

22 juillet 1509. — Il est donné congé à Saubat, du Plecq, et à ses compagnons, de décharger à Cap-Breton treize tonneaux de froment qu'ils avaient acheté en Picardie et transporté sur le navire *Marie*. Provision locale.

14 février 1511. — Autorisation d'*alléger* un navire chargé de sardines « au dret deu Plecq deuert Anthoni, » *sans toucher terre* aux extrémités de la rivière, ni faire port aucunement. Motif : trop peu d'eau *à la passe*.

6 mai 1511. — Esteben de Glayrac, « damoran au Bocau, » est autorisé à charger de planches de pin et de résineux cinq navires espagnols « audit loc deu Bocau, juridiction de ladite ciutat » de Bayonne. Motif : Bayonne n'était pas approvisionné des produits demandés.

13 mai 1511. — Rejet d'une demande d'autorisation de chargement à Haussegou ou au Plecq.

26 janvier 1512. — Il a été donné congé à Martin Darsoletche de décharger « à Anthoni dou Plec, près le Vocau, » 23 barriques de baleine qui ont été embarquées à Bayonne sur le navire de Mathieu Biran. Egalement, il a été donné congé à Dominjon Daguerre, de Bayonne, de charger au Plecq trente chars de résine en lieu et place de baleine, *mais après que ladite résine aura été transportée sur barques et chalands à Bayonne pour y faire port et charge*, et sous réserve qu'ensuite le chargement sur navire s'opérera au Boucau en pleine rivière, *sans qu'il soit fait port ni touché terre* (2).

2 juin 1513. — Autorisation de charger sur navire, au *Vocau*, des bois et des résines.

20 sept. 1516. — Johan de Ponteilhs, de Sostons, est autorisé à charger près du Boucau « bin tonelz de bin de Marensin en nabiu ».

31 mars 1520. — Autorisation d'*alléger* au Boucau la *Marie*, de Bayonne, chargée de minerais de fer. « A cause de les grantz chorres no

(1) Si le cidre était parti sur bateau de rivière de Bayonne pour le Boucau, on n'aurait pas trace de ce transport ; on n'en aurait pas non plus pour un transport quelconque par bateau de rivière à destination de Bayonne même. Tout devait partir de Bayonne ou y aboutir, sauf autorisation spéciale.

(2) On trouve pareille exigence de transport préalable à Bayonne, sur bateaux de rivière, de produits devant être chargés sous Cap-Breton à bord du navire *Barbe* (12 mai 1513).

es possible montar à Bayonne. » Pour la même raison, le navire demande à prendre charge à Hossegort.

1^{er} oct. 1522. — Autorisation d'effectuer un chargement de résineux entre Cap-Breton et le Boucau.

20 août 1524. — Demande de décharger sur allèges, « labas vert le Bocau, » un navire de 120 tonneaux chargé de sel. L'autorisation de décharger au large est accordée, mais pour avoir son effet aux environs de Cap-Breton.

Voilà notre actif pour cinquante ans. Il équivaut, comme opérations maritimes d'embarquement et de débarquement, à l'exclusion complète de Port-d'Albret, qu'on voit désigner parfois sous le nom de *boucau* quand il faut préciser et désigner l'embouchure de l'Adour (1), sous celui de Plecq le plus souvent. Or, l'emplacement du Boucau ou Port-d'Albret était absolument celui de l'ancien Plecq. Le Plecq, quartier de Messanges, marquait la naissance du pays de Marensin. Le territoire de Soustons (Maremne) passe d'est en ouest à moins de six cents mètres au sud de l'église du Vieux-Boucau. Cette dernière commune dut même, vers 1855, pour se donner un peu d'air du côté de la mer, acheter à la commune de Soustons une portion de *junca*, sur la partie sud de l'ancienne rade. Il n'y avait donc pas un port du Plecq sur l'Adour autre que celui du Boucau d'Albret, puisque le territoire de Maremne arrivait jusqu'aux maisons de cette cité et jusqu'à hauteur de l'embouchure antique et actuelle du courant, qui était aussi celle de l'Adour.

Dans le Boucau de 1310-1578, nous avons un bel enfant engendré par l'Adour. Fièr de l'avoir dans ses domaines, la maison d'Albret lui donna son nom. Mais chez ses tuteurs on lui reprochait d'être né ; on s'appliquait à ne pas le nommer.

Quand on ne voulait pas dire le Plecq, il arrivait de désigner la cité d'Albret par le nom de la région, Marensin, après lui avoir donné celui de Messanges : « Tant par ceux qui ont les vignes dans le territoire de la ville que par ceux qui les ont à Bouret ou à Messanges (2). » — « Que nulle personne ne charge des vins de Bouret, de Cap-Breton ou de Marensin sur des navires autres que ceux de Bayonne..... Il est établi que lesdits habitants de Cap-Breton, de Bouret et de Marensin peuvent faire

(1) C'est notamment dans l'enquête de 1491 qu'on voit ressortir ce fait.

(2) *Établissements* de Bayonne, page 158, 14 nov. 1333.

valoir les privilèges qu'ils tiennent du roi (1). » — A une réunion du corps de ville de Bayonne, un membre de l'assemblée propose d'aller saisir à Cap-Breton des navires chargés de vin, « en manière que los de Cap- » Breton et de Marensin coneguen que le ciutat bol entertenir sous » priuilegis (2). » — Défense à Menjolet de Caulongue et à Bertrand de Caulonque, de Marensin, de ramasser et de couper des herbages aquatiques (*arraoucs* et *arriabat*) au bord de l'Adour (3). (La famille de Caulonque s'est éteinte fort tard au Vieux-Boucau.) — « Jean Detcheverry est allé au lieu de Marensin et a acheté cinquante planches pour reconstruire sa maison, incendiée à Saint-Jean-de-Luz par les ennemis du roy. Il demande de pouvoir charger lesdites planches audit lieu de Marensin et de les décharger à Hausquette (4). » Pour cette dernière requête, Bayonne donna simplement l'autorisation de décharger à Hausquette, sans parler du chargement, celui-ci étant libre sur bateau de rivière, pourvu que Bayonne fut le lieu de destination.

(A suivre.)

SAINT-JOURS.

(1) *Etablissements* de Bayonne, pages 416 et 417, 8 oct. 1447.

(2) *Registres gascons*, tome I, page 136, 25 octobre 1482.

(3) *Ibid.*, page 150, 5 juillet 1514.

(4) *Ibid.*, tome II, page 422, 8 février 1524.



LA VIE

IL Y A CENT ANS

DANS

UN COIN DE CHALOSSE

D'APRÈS LE JOURNAL ABRÉGÉ DE JEAN BARBE

'EST une bonne fortune pour les amis du document de mettre la main sur un de ces vénérables manuscrits où, pieusement, quelque témoin des vieux âges a noté jour par jour sa pensée avec le récit des faits qui se passaient autour de lui. Exhumé tout à coup de l'obscurité où il dormait enseveli, ce manuscrit semble prendre une voix pour nous entretenir de choses depuis longtemps évanouies. C'est une bonne fortune de pouvoir mettre la main sur un de ces livres *de raison* qui vous tiennent au courant de la vie quotidienne d'une petite cité ou même d'une seule famille, comme le livre de raison du père de Montaigne. J'ai cru avoir cette bonne fortune, quand on m'a remis le *Mémoire abrégé* de Jean Barbe, que je vais avoir l'honneur de présenter aux membres de la *Société de Borda* et aux lecteurs de son Bulletin. D'autant que Jean Barbe est de Doazit, et qu'un précédent fameux dans notre histoire landaise, le *journal* de Laborde-Péboué, m'autorisait à penser que Doazit, une seconde fois, allait servir aux amateurs d'histoire, par la plume de Jean Barbe, le même régal archéologique qu'elle leur avait déjà servi par celle de Laborde-Péboué. Je dois le dire, j'ai été déçu dans mes espérances ; le *Mémoire* de Jean Barbe n'a

rien qui lui permette de supporter seulement la comparaison avec le *Journal* de Laborde-Péboué. Je me hâte d'ajouter pourtant qu'il n'est pas dépourvu de tout intérêt et que les amateurs d'histoire locale peuvent y trouver profit, à condition de ne lui demander que ce qu'il peut donner, soit peu de chose ; mais comme nous le verrons plus bas, ce peu de chose mérite de n'être pas perdu, car l'histoire locale y trouve intérêt.

Notre mémorialiste — si le mot n'était pas excessif — est presque notre contemporain. Il naquit à Doazit, le 3 janvier 1784, de Pierre Barbe et de Marie Dulau. Il était, nous dit-il lui-même, le sixième des enfants et le cadet des garçons. Deux ans plus tard, un autre frère, Jean-Baptiste, qui sera le septième et dernier enfant de la famille, devait naître de Pierre Barbe et de Marie Dulau. Aussi dans le *Mémoire* dont il est ici question, Jean Barbe, l'auteur, s'appelle-t-il souvent Barbe cadet, par opposition à celui qu'il appelle l'aîné et qui était Pierre Barbe, comme le père. Ce dernier fut secrétaire de la mairie en 1809 ; douze ans plus tard, il ceignait l'écharpe de maire, ce qui lui valut en 1836 d'être pourvu de la perception de Montaut. Comme il était encore maire de Doazit, il passa à son frère cadet la gestion de la perception, et c'est ainsi qu'en lisant les pages de ce *Mémoire* nous nous trouvons en présence de l'œuvre d'un homme qui rédige ses notes de la même plume et sur le même bureau que celles des contribuables. Ce sera souvent avec la même sûreté d'information, au moins pour les choses qu'il peut vérifier lui-même.

Il résida donc à Montaut, ce qui explique comment les choses de Montaut tiennent souvent dans ce *Mémoire* autant de place que celles de Doazit. Mais le 31 mars 1853, la perception de Montaut fut supprimée et Jean Barbe fut nommé à celle de Pomarez, formée par un sectionnement de la perception d'Amou, sectionnement qui comprenait, outre Pomarez, les communes d'Arsague, Bastennes, Castelnau, Castelsarrazin, Donzacq et Gaujac. C'était pour le titulaire de l'emploi un revenu de 2,500 fr. au lieu de 1,800. Ce fut pour Jean Barbe une compensation qui dut lui faire supporter en patience les ennuis du déplacement et les mécomptes qui l'accueillirent à son arrivée. Car étant célibataire, il avait pris pension chez les époux X... Or, le jour même de son arrivée, on enterrait le mari, ce qui contraria passablement notre financier, car il dit à ce propos : « Me voilà donc condamné à vivre avec une veuve inconsolable ; que la volonté de Dieu soit faite ! » Qu'on veuille bien noter ici l'accent plus que philosophique, chrétien de cette remarque. Jean Barbe était un chrétien, et un chrétien de vieille roche ; on en pourra juger par

plus d'un extrait que je donnerai plus bas. Je me représente volontiers ce fonctionnaire méthodique et régulier, mi-bourgeois, mi-paysan, simplement, mais correctement arrangé, se rendant, tous les matins à l'église pour la messe, tous les dimanches pour les offices, où collé au banc d'œuvre, sinon dans une stalle du sanctuaire, digne et raide comme un magister de village, il lit à travers ses lunettes les pages légèrement teintées de jansénisme d'un livre d'heures plus solide de fond que gracieux d'aspect. Ces habitudes religieuses contractées à Montaut, il les apporte à Pomarez, où il remarque pas mal de différence dans le cérémonial. « Cependant, ajoute-t-il, ont dits (1) les messes et vêpres comme ailleurs, et donnent aussi des soins aux malades, ils enterrent les morts. Chaque jour et lorsque je vais à l'église, j'enregistre des nouveautés dans mon esprit. » Son testament qu'il rédigea le 8 janvier 1813 « sous l'impression de la mort de feu mon père », décédé le 3 du même mois, est une affirmation très copieuse et très sincère de sa foi chrétienne, en même temps qu'un touchant aveu. Ces sentiments chrétiens s'exprimèrent en pratiques religieuses plus suivies dans la dernière partie de sa vie. Un décret du 19 février 1853 imposa la retraite d'office aux comptables qui avaient 70 ans d'âge. C'était le cas de notre héros : il dut donc quitter Pomarez le 31 décembre. Il se retira à Montaut, près de son neveu, curé de la paroisse, puis il le suivit à Tilh, en 1860, quand le curé y fut transféré. Là Jean Barbe n'a pas manqué un seul jour de faire la sainte communion. C'était un chrétien des vieux âges (2).

Mais pour être dévot, je n'en suis pas moins homme, aurait-il pu nous dire, s'il avait songé à citer Molière, qu'il ne lisait certainement pas. C'était un fonctionnaire peu commode et un célibataire assez grincheux, qui n'aimait pas à être dérangé de ses habitudes ni troublé dans la petite existence qu'il s'était faite. Les contribuables de Montaut gardent de lui un souvenir où l'affection ne se mêle qu'à dose très atténuée. Je suppose qu'il en est de même à Pomarez — sauf que son séjour n'y fut que de vingt et un mois — car, nous dit-il, « au

(1) Je garderai dans toutes les citations l'orthographe pittoresque du manuscrit, je ne corrigerai que la ponctuation.

(2) Dans une note qu'en 1871 il a épinglée à son testament, il nous conte qu'il est à la Confrérie du Rosaire depuis 67 ans ; à la Confrérie du Saint-Sacrement depuis 65 ; à celle du Sacré-Cœur de Jésus depuis 52 ; de l'escapulaire depuis 50 et enfin de quatre ou cinq autres qu'il croit avoir servi plus de cent ans, ce qui fait, dit-il, au 1^{er} décembre 1871, un total d'années de trois cent trente-quatre ans de services dans les confréries.

commencement du service de cette perception, le travail s'est trouvé fort pénible, à cause de beaucoup d'arrérages des deux dernières années sur tout espèce de services. » Ce qui veut dire qu'il eut à presser les contribuables pour leur faire rendre l'argent, chose toujours difficile et odieuse : on devine assez qu'il dut faire plus souvent appel à la rigueur qu'à la douceur : il n'y faillit pas, car il avait pour se justifier, devant sa conscience des mesures rigoureuses, l'idée du devoir qu'il avait la charge de remplir. Il n'y a pas à douter que la vie solitaire à laquelle il s'était voué et le caractère légèrement atrabilaire qu'il manifeste, furent dus, en grande partie, à une affection dartreuse, une sorte d'eczéma qui l'atteignit dans sa quatorzième année, qui l'humilia et le fit atrocement souffrir pendant quatre-vingts ans, car il n'en guérit qu'en 1877 (1). Ajoutez qu'une hernie simple d'abord et bientôt double vint compliquer l'infirmité première et ajouter à la souffrance. Et malgré ces infirmités et ces souffrances, il vécut jusqu'en 1879 : il avait quatre-vingt-quinze ans quand s'ouvrit et se ferma sur lui la porte de l'éternité.

* * *

Son manuscrit porte le titre suivant : *Mémoire abrégé de ce qui c'est passé de plus remarquable soit dans la commune de Doazit, soit en France, depuis 1790 jusqu'en 1830, suivi de l'origine de principaux membres qui ont habité la maison de Feandicq, maintenant appelée Lieutenant, à commencer en 1690 jusqu'à ce dit jour 1830, époque à laquelle j'ai réuni année par année le tout ensemble.* C'est un grand cahier de 32 feuillets papier écolier, écrits sur les deux côtés et divisé en deux parties bien distinctes, aussi différentes par le fond que par la forme extérieure. C'est en 1830 que Jean Barbe prit la plume. Dans les quatorze premières pages il a résumé les événements des quarante années précédentes. C'est bien une sorte de Mémoire qu'il rédige. La rédaction en est faite année par année : elle est soignée, méthodique, d'une écriture très régulière sur des pages soigneusement réglées. A partir de 1830, notre scribe ne rédige plus que des éphémérides, ou plutôt des *annales*, car c'est au bout de l'an qu'il prend la plume pour nous dire ce que l'année écoulée a présenté d'intéressant ou de remarquable. Cela même il le dit sans soin, d'une écriture de plus en plus difficile à lire, d'un style bizarre et dans une

(1) Détail assez curieux à noter : il fit une neuvaine au prince de Hohenlowe, et demanda à Dieu de guérir au moins avant de mourir. Cette prière, d'après le manuscrit, a été exaucée, car « sans le secours d'aucun médecin » il guérit en 1877.

orthographe très variable ; il le dit sans méthode et sans ordre et passe, sans même faire un alinéa, d'un détail à un autre qui n'a aucun rapport avec le premier. Il en fait lui-même l'aveu en 1853. « Ce cahier est terminé, dit-il, Barbe Jean-Baptiste cadet la travaillé tant bien que mal, qu'on juge de sa science ; sans avoir reçu aucun principe, sans aucune éducation, il a jetté des idées, des récits, des notes bien des fois confuses. Ce qui peut donner quelque intérêt à le lire, ce sont des dates d'événements et autres circonstances très bonnes de pouvoir se les rappeler ; quelquefois on peut y faire intérêt. » A partir de cette date, il ajoute de nouveaux feuillets au premier cahier et poursuivra vingt ans encore la rédaction de ses petites annales. Mais au fur et à mesure qu'il vieillit — n'oublions pas qu'il est né en 1784 — la sénilité s'accuse davantage et marque plus en creux ses traces dans le manuscrit, la main tremble de plus en plus, il mutile les mots, *reconnant* pour *reconnaissant* ; il les confond, *anniverselle* pour *anniversaire* ; il varie de plus en plus l'orthographe, *hautonne*, *authonne*, *hotonne*. Il n'a plus qu'à déposer la plume, ce qu'il fait en 1873, en nous confiant cet aveu : « Je termine pour toujours d'écrire parreilles notes ; il y a 43 ans que je l'avais commencée, en 1830. Cette note sera sujette à de nombreuses critiques. » Sans doute ; mais le moyen de faire des reproches à un vieillard de quatre-vingt-neuf ans !

Par ce que j'ai déjà pu citer, on voit assez qu'il ne faut pas chercher de la littérature dans ces notes. « Augustine n'offre que de l'ordinaire », dit-il en 1849, en faisant la revue des membres de la famille ; tel est son style, « il n'offre que de l'ordinaire », du très ordinaire, à part quelques réflexions morales de provincial avisé qui égayent parfois la nudité du récit. Mais il sera intéressant de relever dans ces pages les notes relatives à la politique générale du pays, à l'état religieux et civil de Doazit, à la nature des saisons, aux accidents de la température, à l'agriculture, et surtout, chose qui ne manque jamais, aux mercuriales agricoles. La famille surtout de Jean Barbe trouve dans ce manuscrit de précieux documents qui l'aident à remonter, jusqu'à 1690, les branches sucessives de son arbre généalogique. De ces derniers détails je ne rapporterai rien ici : ils sont d'un intérêt trop particulier et trop restreint. Ce qui regarde la politique générale n'apprendra rien au lecteur, mais il sera curieux de voir quelle impression soulevaient dans un petit coin perdu de province, dans un milieu rural, les événements politiques du pays, sous quelle forme ils y arrivaient et comment ils y étaient appréciés. Tout ce qui

touche à l'état civil ou religieux de Doazit constitue une contribution intéressante à l'histoire générale de notre région ; enfin, il est particulièrement curieux de connaître les fluctuations par lesquelles a passé le marché agricole dans ce coin de Chalosse pendant les 75 premières années du dernier siècle et à quelles causes il faut attribuer la hausse ou la baisse des prix. Je ne dis pas que le manuscrit va nous donner une réponse suffisante sur tous ces points, mais il nous offrira du moins quelques précieux éléments d'information. Je grouperai donc toutes les citations sous ces trois rubriques : politique générale — état religieux et civil de Doazit — questions agricoles ; et je vais maintenant donner le plus possible la parole à notre auteur.

I

C'est d'abord l'époque de la Révolution qui sollicite la plume épouvantée de Jean Barbe : « Vous auriez vu, en 1792 et 1793, les Prêtres chassés et poursuivis par la gendarmerie et les gardes nationaux, ainsi que les déserteurs, à cause de la guerre d'Espagne ; les biens des familles des Prêtres était confisqués, les maisons des familles particulières était fouillées jusqu'à faire ouvrir les armoires ; les principaux patriotes secondait les troupes mobiles au commencement de ce mouvement militaire, et, quelque temps après, ils crurent eux-mêmes d'être égorgés par ces déserteurs et s'armèrent en conséquence avec des fusils chargés à bale sans oser sortir de leurs maisons, et leur crainte ne se calma que par la fermeté de quelques aristocrates qui menacèrent ces furieux déserteurs d'en prévenir l'autorité supérieure, et il fut fait une enquête à ce sujet qui n'eut pas de grandes suites. Le gouvernement faisait enlever à cette époque tout ce que les églises avait de précieux. » Ici se place le dénombrement, intéressant pour l'histoire locale, de ce qui fut enlevé pendant la période révolutionnaire, aux églises du Bourg, d'Aulès et du Mus ; il continue : « Le gouvernement établit au commencement de la Révolution des fêtes qu'on appelait Decades, qu'on célébrait de dix jours en dix jours avec défense de travailler, et ordonnait en même tems de travailler le Dimanche. Cet ordre de travailler fut très peu exécuté, mais les Decades furent mieux quelque tems observées ; et il était ordonné, ce jour là, de choisir trois filles qu'on appelait Déesses et qu'on plassait à l'autel de l'Eglise ; celle du milieu avait un sabre à la main, et elles restait là tout le tems de l'assemblée, ou pour mieux dire du club, ou les patriotes montait en chaire, pour manifester leur opinion sur le gouver-

nement présent et futur. Après cette cérémonie, on allait à la place publique danser et chanter des chansons patriotiques autour d'un arbre qu'on appelait l'arbre de la liberté, et on fit même des repas civiques sur la place pour y donner plus de réjouissance, mais aux dépens des convives. Il fut de plus ordonné de ramasser tout le grain de la commune et de le transporter dans un grenier publicq, sous prétexte de pourvoir aux besoins des pauvres et qu'on distribuait par étapes d'une livre et demy par jour. Ce malheureux tems ce calma un peu en 1794, qui continua plus ou moins jusqu'en 1798, et dans cet intervalle le gouvernement tolérait l'office divin dans les maisons particulières et même à l'Eglise 5 ou 6 mois, mais qui fut de nouveau défendu à cette ditte époque 1798 ; quelque tems après Bonnaparte renversa tout ce gouvernement, il rétablit le culte catholique en 1800 et la France fut gouvernée alors par trois Consuls dont lui fut le premier. »

S'il est naturel que l'orgie révolutionnaire ait laissé dans le pays des souvenirs durables que Jean Barbe y retrouvait, dans toute leur précision, trente-cinq ans plus tard, il est étrange qu'il soit si peu et si mal documenté sur Napoléon I^{er}, et l'on peut croire que sa gloire, quoiqu'en dise la muse de Béranger plus tard, eut quelque peine à briller jusque sous le chaume. Déjà nous venons de voir que Jean Barbe confond facilement les dates, rétablissement du culte catholique et création du consulat, tout ça ne fait qu'un pour lui, et à la distance où il est, on conçoit que la précision du détail lui échappe. C'est ainsi qu'à la date de 1803, il affirme que « Bonaparte se fit proclamer Empereur par le peuple », que les Français en 1806 battirent les Autrichiens « dans un combat des plus mémorables, à Austerlitz en Hongrie. » Peu renseigné sur les causes des événements, il a pourtant la prétention naïve de les connaître ; mais son ignorance se trahit aux formules vagues qu'il emploie comme celle-ci : « L'Empereur fit passer des troupes en Espagne et en Portugal sous différents prétextes. » Ce fut l'origine de cette guerre d'Espagne dont Jean Barbe conservait un souvenir d'autant plus vivant qu'elle était de date récente encore en 1830, époque où il en écrivait, et qu'elle avait eu pour conséquence l'invasion des frontières et du pays qu'il habitait : « il fut envoyé des troupes de la frontière pour tenir garnison dans les principales villes des environs. Hagetmau se trouvant trop chargé, on fit évacuer dans les communes voisines ; on nous en envoya, pendant cinq mois, environ vingt hommes du train d'artillerie avec deux chevaux chacun... Le gouvernement appela tous les céliba-

taires et les hommes mariés qui n'avait pas plus de deux enfants, depuis 18 jusqu'à 60 ans. Ces hommes furent appelés chacun dans leur canton pour y être organisés. Plusieurs cantons se révoltèrent au premier appel et entr'autres notre canton de Mugron, et la commune de Doazit fut signalée pour être des plus coupables dans cette révolte. Les Commissaires furent chassés de la salle, plusieurs sortirent par la croisée, les portes étant trop étroites, leurs papiers furent en grande partie déchirés, mais il ne fut pas donné de coups... Cette révolte fut cause qu'on envoya environ cent dragons à cheval, au dépens des habitants et ils y restèrent quinze jours. »

De ces lignes on peut conclure qu'à cette heure du moins le gouvernement de Napoléon I^{er} avait médiocrement conquis l'affection des populations de la Chalosse ; rien dans le manuscrit ne permet de croire qu'il ait jamais eu celle de Jean Barbe. Il n'y a pas un mot qui permette de croire que la fortune impériale de Napoléon, même à son apogée, ait fait assez d'impression sur notre annaliste pour gagner son cœur au nouveau régime. En revanche, il a des mots cruels pour l'empereur tombé. Voici comme il parle des Cent jours : « Ce court espace de temps que Bonnaparte resta en France fut cause de bien des troubles ; tous les chefs de parti furent en mouvement pour organiser des troupes, mais tout leur fut presque inutile ; la France ne voulait plus de guerre et le tems de cent jours qui y resta ne suffit pas à ce despote de ce faire obéir. La commune de Doazit, jalouse de se montrer des plus royalistes et prévoyant d'après les journaux la fin de la chute de Bonaparte, saizit le premier moment pour mériter ce nom, fit une fête de réjouissance des premiers du département, avec un éclat des plus mémorables. On fit un appel à toute la jeunesse à trois francs chacun, et les propriétaires de trois à quatre francs. Tout le monde répondit à cet appel et la quette valut 430 francs. On fit une cource pendant deux jours, et le second de ces deux jours on fit un grand repas. La table était sous les chênes de Pédaulés, où tous les invités prirent part. Il y avait plus de cent personnes et le drapeau blanc flottait au milieu des convives. On fit de plus un fantôme pour représenter Bonnaparte déchu, lequel on avait attaché une corde à la maison de Canton et avec une poulie à la maison de Benquet, et on avait attaché au milieu de la corde le fantôme qu'on descendit plus de cent fois, lorsque le taureau passait, pour le faire prendre, de manière que cela fut le comble de la fête, et le lendemain on le mit au milieu d'un bûcher et on le brûla en signe de feu de joie. »

Il est évidemment assez difficile de ne pas distinguer dans ces lignes le son particulier que rend une âme royaliste. On le distingue mieux au récit qu'il nous fait en quelques lignes de l'expédition d'Espagne, où l'armée française poussa sa marche jusqu'à Cadix qui « arbora le drapeau royaliste et le roi légitime fut rétabli sur le trône ». On le distingue mieux encore dans cette page où il nous retrace la chute du trône de Charles X en 1830. « La France jouissait d'une paix profonde depuis 1815 ; en dedans il y avait un parti qui paraissait mécontent et il le manifestait par les journaux de leur opinion. Cependant le gouvernement marchait en sécurité et il prit la résolution de faire une expédition contre le bey d'Alger. » Ici le récit en quelques lignes de l'expédition et de la prise d'Alger. « Dans ces entrefaites et pendant que toute l'Europe contemplait avec admiration la chute de cet orgueilleux despote, les Ministres supplièrent le Roi, en lui exposant la situation où il se trouvait, de prendre des précautions pour arrêter la marche que le parti mécontent s'était tracée contre son gouvernement. En effet, le Roi publia plusieurs ordonnances à ce sujet ; mais inutilement. Ce parti qui était nombreux en France profita de cette occasion pour appeler toute la population de la Capitale et les environs à se révolter contre le gouvernement et, dans trois jours, le drapeau de la liberté fut arboré dans tous les édifices publics de Paris et le 29 juillet, quatre jours après les ordonnances, un gouvernement provisoire ce constitua. Le 2 août Charles X abdiqua à sa couronne en faveur de son petit-fils, le duc de Bordeaux... Cette catastrophe inattendue réveilla tous les partis en France et tout fut en mouvement pour s'organiser militairement, graignant une invasion étrangère qui paraissait depuis le premier moment manifestée par les grandes puissances de l'Europe. »

On dirait qu'à partir de ce moment Jean Barbe cesse de prêter la moindre attention aux événements politiques, monarchie constitutionnelle, république, empire n'arrivent pas à le tirer de sa dédaigneuse indifférence. La république de 1848 met sous sa plume un joli mot : « La France l'a acceptée sans résistance ; cependant, le 16 mars, l'enthousiasme cessa tout à coup occasionné par décret du gouvernement provisoire qui demanda un supplément de 0 fr. 45 par franc. Cela fit détester sur le champ cette République... Cette république fit éclore toute sorte de révolte... Mais celle qui est la plus douloureuse pour un véritable catholique, c'est d'avoir chassé Sa Sainteté le Pape de sa capitale de Rome, sous prétexte qu'il n'avait pas le droit de gouverner le temporel

ou civil, et qu'on ne le reconnaissait souverain que pour l'espirituel, et le Pape alors c'est retiré dans une ville de Naples qu'on appelle Gaète. » Désormais les événements politiques ne trouveront que très peu d'écho sous la plume de Jean Barbe. Il ne dira presque rien ni du coup d'Etat de décembre ni du plébiscite et de l'établissement du second Empire, ni des guerres de Crimée, d'Italie, de l'expédition de Chine, du Mexique. Il faudra les infortunes de 1870-1871, « cette année calamiteuse sous bien des rapports, on pourra en parler longtemps, » et les tragiques émotions de la défaite pour forcer sa plume à parler « de tant et tant de sacrifices malgré lesquels il a fallu succomber, il a fallu faire une paix honteuse. » Depuis bien longtemps notre annaliste se borne aux menus faits de l'histoire locale, des variations des saisons et de la répercussion qu'elles font sentir sur le prix des denrées agricoles. C'est là que nous allons le suivre.

II

Si Jean Barbe se fait un devoir de noter sur son journal les gros événements qui intéressaient le pays tout entier et sa politique, on pense bien qu'il recueille avec une particulière affection les menus incidents de la vie locale, au civil et au religieux. Ces menus incidents, disons-le tout de suite, n'ont rien qui soit de nature à nous passionner et même quelques-uns, tant ils sont encore rapprochés de nous, appartiennent à peine à l'histoire du passé. D'ailleurs, Doazit est un petit centre trop modeste pour se permettre des événements qui agitent l'opinion au loin : « En 1790, la Commune avait pour Seigneur M. de Foix Candale qui émigra pendant la Révolution... il profita de l'amnistie pour revenir en France, il fut nommé maire en 1808. Il fit faire de grandes réparations aux chemins vicinaux, surtout au quartier du Mus. » Le journal rapporte sa mort en 1822 ; « il resta deux ans malade dans son lit ; il était très gras et devint maigre, décrépît et presque dépourvu de bon sens. » Le marquis de Foix Candale administrait donc la commune pendant les mauvais jours de 1812-1813, quand nos armées étant refoulées d'Espagne et de Portugal « le gouvernement ordonna pour faire vivre ces armées de faire des réquisitions de froment, paille et foin. En 1813, on continua de faire des réquisitions toute l'année plus ou moins. En 1814, le mois de janvier et février les réquisitions redoublèrent dans la commune en froment, milloq, foin, paille et bœufs. On prit aussi 5 chevaux pour faire des transports aux environs de Bayonne et un conducteur. On commanda 60 hommes pour faire des redoutes à Bayonne et à Dax, de ceux qui

n'étaient pas compris dans le grand appel et tout cela finit par l'apparition des troupes anglaises, espagnoles et portugaises vers la fin de février. »

On devine le malaise que les réquisitions et l'invasion jetèrent dans cette population tranquille de Doazit. Jean Barbe ne nous laisse pas ignorer qu'elle se désaffectionna complètement de l'empire pour embrasser avec zèle la cause royaliste. Nous avons vu les témoignages qu'elle en donna. L'administration du Marquis de Foix Candale ne pouvait que l'encourager et l'entretenir dans son royalisme. Au mois d'août 1815, deux mois après la fête où tout Doazit en liesse avait brûlé l'empereur en effigie, « on en fit une seconde en l'honneur d'une visite que fit Mr de Charitte, sous-préfet de Saint-Sever, cousin de M. de Foix Candale, pour témoigner sa satisfaction à la commune de son dévouement à la cause royale. » Entre temps, la commune, à la faveur de la paix qui ramenait l'aisance, se livrait à d'intelligents travaux d'amélioration : « vers la fin de cette année 1815, on construisit le mur qui se trouve sous la porte de la maison commune pour agrandir la place : ce terrain était un diminutif de la Galoppi vers la place. Un peu plus tard, en 1815, après avoir sollicité « les habitants et même les étrangers pour cette bonne œuvre », le curé de Doazit, M. Priam, secondé par le zèle de M. de Foix Candale, put réunir la somme de 2183 à cette fin de doter de cloches les clochers du Bourg, d'Aulès et du Mus. Les deux cloches du Bourg étaient fêlées, dit notre annaliste : « on y ajouta un supplément de poids de 501 livres, de manière que la plus grande pèse 960 livres et la petite 301 livres, une pour Aulès de 255 livres, une autre pour le Mus de 247 livres. Ces quatre cloches furent coulées sur la place publique, le jour de l'Ascension. »

Ce fut le dernier acte administratif auquel prêta son concours le Marquis de Foix Candale, qui mourut en 1822, à l'âge de 62 ans. Le lendemain de sa mort et sous l'administration de son successeur, Jean Barbe, frère aîné de notre annaliste, des difficultés surgirent dans la répartition des fonds que le gouvernement alloua aux communes à titre d'indemnités pour payer les réquisitions ordonnées en 1812-1813 et 1814. Quelques-uns avaient perdu leurs titres, d'autres les grossissaient, de sorte que les dividendes proportionnels étaient difficiles à établir. A part quelques « forains qui retirèrent leurs droits », l'accord se fit dans le désintéressement public. « Les principaux notables de la commune trouvèrent très difficile de faire la répartition. Ils sollicitèrent les habitants d'abandonner toute cette somme pour des biens publics, en

sorte qu'on fit faire dans cette occasion la maison commune, qu'on ne finit que l'année suivante, qui coûta avec la petite cloche 2250 fr.; on échangea du même argent l'horloge pour 500 fr. et on fit paver les environs de l'Eglise et renouveler la basse rue. Le paiement était de 3100 fr. » Et à la fin de l'alinéa où il nous rapporte ces embellissements, Jean Barbe ajoute par mode de *post-scriptum* : « J'ai oublié dire qu'on démolit une prison plascée au bas de la place, devant la porte de la maison de Lacabe en 1819. » Heureuse cité qui pouvait en toute assurance faire tomber les murs de sa prison jugée inutile !

En 1825 la grande rue était très mal pavée ; on la fit toute réparer et on en changea la forme. Les travaux d'amélioration s'étendaient à la campagne en même temps qu'à la *ville* : « j'ai dit que M. de Candale avait commencé de faire réparer les chemins en 1809, qu'on continua jusqu'en 1818, époque à laquelle l'administration resta tout à fait silencieuse, et on fit peu de réparations pendant sept ans ; on continua avec un nouveau zèle cette année-ci 1825, d'après une loi de 1824 sur les chemins vicinaux. » C'est ainsi que la petite cité poursuit graduellement le cours de ses utiles et intelligentes améliorations. On voudrait savoir au surplus le genre de vie mené par ses habitants à l'abri de ces murailles qui semblent retrouver plus de paix et de bonheur, à mesure que le temps s'écoule. Notre annaliste n'en dit rien. Le silence est l'histoire des peuples heureux. Pourtant il note à la date de 1803 un grand spectacle : « on représenta le premier dimanche d'août la tragédie de saint Jean dans la rue basse. Le théâtre était devant la grange de Pédaulès ; les principaux acteurs étaient d'Aulès où elle avait pris son fondement. » Un point, c'est tout. Il n'est pas permis d'être aussi discret, aussi bref, aussi sec. Qu'est-ce que c'était cette tragédie de saint Jean ? Et ces acteurs d'Aulès ; étaient-ce des professionnels ou comme jadis « d'acteurs improvisés une troupe grossière ? » Qu'est-ce à dire qu'elle avait pris son fondement à Aulès ? L'auteur était-il de là ? ou plus simplement le spectacle y avait-il été donné d'abord ? Et c'est à peu près tout ce que Jean Barbe nous dit de la vie de ses concitoyens.

Nous ne sommes guère plus renseignés sur le côté religieux. Quand s'ouvrit la révolution, Doazit était le siège d'un archiprêtre qui comprenait vingt-sept paroisses dans ses limites. Doazit « avait en ce même tems trois prêtres, M. Demora curé et deux vicaires .. le gouvernement révolutionnaire exigea qu'ils fissent serment d'être fidèles à leur nouvelle constitution. L'Archiprêtre et le premier vicaire, M. Nalis si refusèrent

et le second vicaire, M. Dubasque le fit. L'Archiprêtre était très ancien se retira dans sa famille à St-Sever et il mourut quelques années après. M. Nalis resta caché dans la paroisse pendant tout le tems du trouble, qui dura plus ou moins jusqu'en 1801, époque à laquelle il fut nommé curé ou desservant de la paroisse, qu'il gouverna avec un zèle soutenu jusqu'à sa mort en 1816. M. Dubasque, second vicaire, resta quelques années comme curé constitutionnel et il fut chassé après par les révolutionnaires même. » Là aussi la Révolution s'attaqua aux choses non moins violemment qu'aux personnes. « Le gouvernement faisait enlever à cette époque tout ce que les églises avaient de plus précieux ; à l'Eglise du Bourg on prit un calice, l'ostensoir, le ciboire, une croix en argent, une lampe d'argent et une autre de composition et on était à même d'enlever les ornements et les reliques, sans le courage de trois femmes qui s'introduisirent le soir dans l'Eglise et, pendant la nuit, les enlevèrent... sept cloches furent aussi enlevées, une du Bourg, trois d'Aulès et trois du Mus qui pesait ensemble de 45 à 50 quintaux. Les patriotes brisèrent presque partout statuts, vases, chandeliers qui tombait sous leur main et celui qui faisait plus de ravage était le plus estimé. »

Cet abbé Nalis dont il est ici question avait conquis toute l'estime de Jean Barbe. « Ce Monsieur Nalis nous dit-il, à la date de 1816, mourut le 9 février. Cet ecclésiastique fut vicaire quelque tems avant la Révolution dans la paroisse, il refusa de faire le serment et ce tint caché pendant toute la révolution et donnait du secours à tous ceux qui le réclamait pendant tout ce temps-là ; et quand le culte catholique fut rétabli, en 1800, il fut nommé curé ou desservant de la paroisse. Il aimait beaucoup la campagne et demeura presque toujours à la maison de Lèbe. Il était très intelligent pour le ministère ; il prêchait beaucoup ; il était bon catéchiste ; il était d'un caractère doux, affable envers tout le monde. » La plume de Jean Barbe, qui n'omet le nom d'aucun des curés ou des vicaires qui se succèdent à Doazit, ne retrouvera d'éloges semblables que pour le vicaire, M. Priam « homme intelligent et infatigable » qui poursuivit l'œuvre de la refonte des cloches et que le vieux M. Dulau, curé de Doazit depuis 1816, accablé par l'âge et par les infirmités demanda pour successeur en 1824, son vicaire de 1819, étant à cette date curé de Castelnau-Tursan. Il mourut le 26 avril 1847 : « il a fait une maladie de près de trois ans. » Ce sera toute l'oraison funèbre que lui consacra notre annaliste.

En effet, à mesure que le temps marche, il devient de plus en plus sec.

Ce ne sont que des mentions aussi rares que rapides et brèves. « En 1811, on fit une mission qu'on commença le premier Dimanche de janvier, qui dura trois semaines. Les missionnaires étaient M. le curé de Cauna, M. Darbins, curé de Poyanne, M. Laburthe, prêtre habitué de Mugron, et M. Labourdette, curé de Boulin. La croix fut plantée à la basse rue. En 1812, il fut fait une retraite de huit jours dans le mois de février par M. Marsan, curé de Mugron. En 1821, on blanchit l'église d'Aulès et celle du Mus... on fit une nouvelle porte au clocher de celle du Bourg... on fit venir de Toulouse une croix en cuivre argentée en feuilles qui coûta 60 francs et avec le transport 72, et le bâton fut fait à Hagetmau pour 8 francs : en tout 80 francs. » Notre Dangeau n'oublie pas de mentionner toujours le prix coûtant à côté des réparations dont il nous parle : nous avons affaire à un percepteur qui voit en toute chose une note à payer. Nous nous en apercevrons mieux encore — si c'est possible — tout à l'heure, quand nous le suivrons à travers le détail qu'il nous fait des variations des saisons et des perturbations atmosphériques.

III

C'est à partir de 1830, année où il prend la plume, que Jean Barbe va nous tenir au courant de ces faits. Ses informations rétrospectives, jusqu'à cette date, ont porté surtout sur les questions d'ordre politique ou d'intérêt local ; à partir de ce moment, elles portent surtout de l'autre côté. Le rigoureux hiver de 1830 lui en fournit une excellente occasion : « Le froid a succédé aux pluies vers les premiers jours de novembre et il a continué la plus grande partie de l'automne, qui, dans d'autres années, n'en faisait pas plus dans l'hiver : mais ce froid n'était qu'un présage de celle-ci. Car le lundi 21 décembre il fit une grande gelée et le 22 beaucoup de neige, qui continua presque continuellement jusqu'au 26. Cependant il y avait des moments qu'elle fondait un peu ; après, le froid devint si piquant pendant cinq jours que les anciens ne se rappellent pas d'un si violent ; peu à peu il diminua pendant dix jours, sans que la neige fondit du tout que le 10 janvier à dix heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. Alors le froid reprit sa première force ; il fut presque impossible de sortir des maisons, à cause du dégel de la veille, les chemins n'étaient qu'une glacière non interrompue. La nuit suivante, il tomba encore beaucoup de neige ; alors les glacières furent de nouveau couvertes et on pouvait marcher. Le 17, la neige recommença à fondre avec un peu de pluie et comme les premières glacières y furent découvertes, l'eau y

coulait par dessus. La nuit suivante cette eau se glaça de telle manière que chaque famille ce trouva assiégée dans sa propre maison et ce siège ne fut levé que par un peu de dégel sur le soir. La neige continua de fondre qui finit presque toute le 22, au bout d'un mois. Mais les glaciers des viviers et réservoirs restèrent encore dix jours à finir de fondre, quoique la température fut tout à fait changée. Le 2 février la neige recommença à tomber et avec plus d'abondance que la première fois, ce qui fit craindre que le mois de février serait aussi mauvais que le mois de janvier. Ces craintes furent dissipées par la fonte de la neige, le 6, par un brouillard si épais qui ressemblait beaucoup à la fumée. »

Les météorologistes seront heureux de cette précision dans le détail et dans la fixation des dates ; ils ne regretteront dans ce récit que l'absence de toute notation du degré thermométrique dans l'abaissement prolongé de la température. Apparemment, l'usage du thermomètre était inconnu des gens de Doazit, en général, et de Jean Barbe en particulier. Il prend sa revanche en notant les effets rigoureux de cette température hyperborienne, si étrangère à nos climats. « Cet hyver sera mémorable par plusieurs circonstances ; une partie des chênes se fendirent et avec un bruit épouvantable ; les figuiers périrent totalement, une partie conserva la souche seulement ; le laurier commun périt ainsi que beaucoup d'autres arbres et plantes qui furent plus ou moins endommagées. Des personnes se gelèrent, des bestiaux périrent de froid et de misère et surtout les brebis. Certains oiseaux ce gelèrent et particulièrement les merles qui disparurent presque tous ; d'autres ce laissèrent prendre à la main. Ceux qui restait ordinairement dans ce pays pendant l'hyver passèrent du côté du midy. On en a vu passer un grand nombre des premiers jours du froid ; tout ce gibier sauvage était commun qui ce vendait presque pour rien. » Mais comme le gibier n'est ni toute ni même la principale alimentation, on peut se demander ce qu'il advint des moissons après cet hiver calamiteux. Le printemps avait été très beau, l'été ordinaire. « La récolte du froment a été moyenne et la qualité très bonne. L'automne a été très agréable, la récolte du milhocq a été bonne en qualité et en quantité. Mais celle des vignes a été des plus modiques ; cette manque de vin a été occasionnée par les grandes gelées... on n'évalue en général en France qu'à un dixième de récolte ordinaire, dans la Chalosse à peu près au cinquième. Le vin qui ne valait que 35 fr. monta jusqu'à 60. »

Par surcroît, on put craindre que l'hyver suivant occasionnerait de nouvelles souffrances et de nouveaux désastres : « l'hyver a commencé, le

16 décembre, par un vent très fort du nord accompagné de neige qui la fit percer les toitures des maisons, de manière que la neige avait passé dans les greniers et avec autant d'ordre comme s'il n'y avait eu de couverture ; le 24 encore beaucoup de neige et avec des vents si piquants, qu'on ne pouvait pas sortir dehors pendant les fêtes de Noël : en général, cet hyver a été plus pluvieux que froid. » En cette année 1831, « la récolte du froment a été à peu près les $\frac{2}{3}$ d'une récolte ordinaire, celle du milhocq a été belle, les vignes ont donné une récolte ordinaire aux environs du Bourg et en général elle a été beaucoup moindre... le prix du froment a été jusqu'à la récolte de 18 fr. 50 et le milhocq, jusqu'à la même époque à 8 fr., haussa peu à peu qu'il valut 14 fr., et on craignit même d'être à la disette. Cela occasionna qu'à plusieurs marchés des environs il y eut des troubles mêmes sérieux, qu'il fallut employer la force publique : vers la fin de l'année, le froment valait 24 fr. et le milhocq 13. » Les prix les plus bas que je note sont de l'année 1834. « Moyenne quantité de froment et de mauvaise qualité, le prix moyen est de 15 fr... moyenne récolte de milhocq dont le prix est de 5 fr. 50... l'été a aussi fourni son événement mémorable... le 2 août, à 4 h. $\frac{1}{2}$ de l'après-midi, une pluie des plus abondantes a commencé et continué jusqu'au lendemain à 9 h. du matin, de sorte que les eaux de Lagouaugue montèrent au Plassot d'environ trois pieds de plus qu'on n'avait pas encore vu ; tous les ponts sur le ruisseau furent enlevés ainsi que le couvert du lavoir et enleva ainsi les deux tiers des ponts du département ; qu'on juge du reste, mais sans faire d'orage. »

L'année 1835 devait être plus désastreuse encore par ses perturbations atmosphériques : « l'hyver a été des plus rigoureux sous tous les rapports ; ce qui est de plus mémorable à l'égard des saisons, c'est une inondation générale, les premiers du mois de mai, dans toute la France et les pluies continuelles de l'automne et une gelée générale du 17 au 18 avril que la plupart des hommes n'oublieront qu'à leur mort. » On devine ce que fut la récolte, surtout celle du vin, « un dixième de la récolte ordinaire ». Ainsi le piquepout se vendit 60, 70 et 75 fr. S'il ne monta pas plus haut, c'est grâce à l'apport des vins de Roussillon dont Jean Barbe mentionne pour la première fois l'arrivée en Chalosse par le port de Bayonne et que les Chalossais buvaient au prix de 50 fr. Le prix du blé varie de 16 à 18 fr., celui du milhocq de 5 à 11. Nous sommes aux années mauvaises décidément, car en 1836 Jean Barbe note une « inondation presque générale vers la mi-mai dans une grande partie de la

France qui occasionna des pertes immenses et surtout la Seine à Paris ; presque pas de lin ; petite quantité de froment et de bonne qualité dont le prix est de 20 à 22 fr. ; moyenne quantité de milhocq dont le prix est de 12 et 14 fr. ; belle quantité de vin... le piquepout à 20 fr. » Ajoutez à ces perturbations générales celle qui effraya la population de Montaut le 1^{er} mai de cette même année ; la foudre tomba sur le clocher, abattit le coq de la girouette, perça la voûte, alla secouer et disjoindre les pierres des fonts baptismaux, détacha de la muraille un tableau de saint Jean-Baptiste qu'elle brisa contre un pilier et sortit de l'église « par trois trous d'une égale distance : chose miraculeuse ! l'église étant remplie de monde et personne n'a péri ! 45 ont été blessés plus ou moins. Les deux pierres tombées de la voûte en ont blessé deux, les autres l'ont été par l'action du feu avec des particularités extraordinaires ; un garçon a eu tous ses habits brûlés, une fille l'un de ses bas enlevés, un autre garçon a été emporté cinq mètres hors de l'église et tout le monde était presque emphixtié et couché par terre et quelques instants après tout était en cris et en pleurs, quelle confusion ! »

Cependant, Jean Barbe devait connaître et rappeler à notre souvenir des jours plus mauvais encore. Napoléon III ne fut pas au début de son règne celui que nos paysans du Marensin avaient popularisé sous le nom de « l'hommi dous escuts », les années 1854, 1855, 1856 traversèrent une crise redoutable que les économistes du temps appellent « la crise alimentaire. » La *caisse de la boulangerie* fut créée à Paris par décret du 25 décembre 1853 pour assurer l'alimentation de la capitale ; en province, les départements et les communes s'imposèrent des sacrifices extraordinaires. Cette crise eut sa première cause dans l'inclémence du temps et des saisons : la guerre de Crimée en 1854 et 1855 la rendit plus difficile : à son tour, le choléra de 1854 ajouta à l'effroi et comme si le pays n'était pas suffisamment éprouvé par tant de maux à la fois, les inondations de 1855 dans les vallées de la Garonne, de l'Ariège, de l'Aude, celles de 1856 dans les vallées du Rhône, de la Vaucluse, de la Loire qui dépassèrent en horreur tout ce qu'on avait vu précédemment, portèrent à son comble la consternation des populations affolées. Comme ces maux sont d'une étendue générale, il ne faut pas s'étonner d'en trouver l'écho dans le journal de Jean Barbe. En 1853, « le printemps a commencé et fini par des pluies très abondantes... la sécheresse a succédé aux pluies de manière que la récolte du lin ni celle du froment donnent seulement la moitié d'une récolte ordinaire. La récolte du maïs est aussi très médiocre

en qualité et en quantité, à cause du mauvais temps d'été, de manière que dans toute l'Europe le mauvais tems c'est fait sentir. Le prix du maïs qui ne valait que 9 fr. environ a monté en octobre à 15 et 16 fr.; le froment ne valait que 14, 15 et 16 fr., il a monté à 20, 25, 30 et 32 fr. en novembre. La récolte de la vigne est encore la plus remarquable sous tous les rapports. La floraison en a fait perdre environ la moitié pris en général, et immédiatement après une espèce de lèpre blanche c'est collée sur la peau du raisin qu'il a fait sécher presque tout le raisin. » On devine qu'il s'agit ici de l'oïdium qui fit son apparition à cette époque et donna tant de souci aux agriculteurs.

La triste lamentation continue en 1854 : « le printemps commence sous des auspices terribles ; la cherté des vivres est à son comble ; le maïs de 22 à 25 fr., le froment de 30 à 35, le vin ce monta de 90 à 123 fr. et comme il y a si long temps de la cherté, qu'on juge de la misère des pauvres. On combat cette misère par des secours du gouvernement aux travaux publics ; les communes fournissent aussi de l'argent pour ateliers de charité et les personnes charitables trouvent occasion de faire l'aumône. » Cependant la situation a l'air de vouloir s'améliorer et déjà on peut entrevoir des jours meilleurs : « La récolte du froment est fort belle, bonne et très abondante sous les rapports et fait espérer à la baisse du prix fou qu'il se soutient depuis huit-mois environ ; la récolte du lin est bonne, le prix de sa graine est à 25 fr. l'hectolitre ; belle apparence de maïs, nulle espérance de récolte de vin à cette date du 5 août pour cause de la maladie de la vigne l'*odidium* (sic) ». Il ajoute, non sans emphase, à la date du 11 octobre : « L'été a été des plus remarquables ; l'histoire en fera mention. On parlera de le comparer à l'année 1798. En 1798, d'après le rapport de l'histoire, il resta deux mois sans pleuvoir du tout et la première fois fut le 9 octobre. En 1854, la première pluie a été le 8 octobre, 9 et 10 après un intervalle de cinquante-huit jours... point de vin dans les vignes. Certaines espèces en avaient quelque peu, les piquepouts en ont donné beaucoup plus qu'aucune espèce de vigne. On peut conclure, en général, qu'il y a eu un centième d'une récolte ordinaire. Bien des personnes ont fait de la pomade, quelqu'une du cidre. La récolte des pommes a été favorable pour cela. »

Néanmoins, en 1855, « la cherté se soutient encore à un grand prix, le froment à 27 et 28 fr.; le maïs à 16 et 17 fr. Cependant tout tend à la baisse : au 1^{er} mars à 25 fr. le froment et le maïs à 13 et 14 fr., le vin de 140 à 180 fr. la barrique. Avec toute cette cherté, le pays est calme. »

On espérait en attendant ; on attendait en espérant. La récolte ne réalisa ni les désirs, ni même les espérances ; les prix restèrent les mêmes ou à peu près : 28 fr. le froment, 16 le maïs à l'époque de la récolte, et, de plus, nous eûmes les inondations dans notre Sud-Ouest au printemps et à l'automne : « le 3, 4 et 5 juin, inondation extraordinaire de l'Adour et du Gabas ; l'Adour a joué le plus grand rôle, parce qu'elle a fait refluer le Gabas. On ne croit pas de mémoire d'homme d'avoir vu une crue si forte ; on croit savoir qu'il en arriva une pareille, il y a 95 ans ; qu'on juge des pertes sensibles dans une pareille saison ! » A côté, ce n'est qu'un détail sans importance, mais curieux tout de même ce qui arriva au marché de Hagetmau, vers le mois de février 1855 : « le bétail à cornes sur la place de vente a sauté en l'air comme si la terre l'avait rejeter. Ont crut d'abord à un tremblement de terre ; plus tard, on a dit que cela avait été provoqué par des voleurs. Ils avaient fait cela en préparant un *foi* de loup et le jettèrent sur la place. Pareille chose était arrivée à Montfort en 1854 ou 1855 et à Sos en mars 1856. Du choléra, il n'est pas question ; ce coin de Chalosse n'en connut évidemment pas les atteintes ; cependant on en craignit l'approche. J'en trouve la preuve dans ce fait qu'en 1855, à l'occasion d'une retraite de huit jours prêchée en carême par M. Bousquet, chanoine et ancien vicaire général de Mgr Savy, Montaut fit au cours de l'été une procession « à la Chapelle de Maylis pour demander d'être préservé des maladies contagieuses et épidémiques. »

Mais c'est le printemps de 1856 qui paraît surtout avoir été le plus calamiteux sur l'étendue entière du territoire. La Chalosse en sut quelque chose : « Le printemps s'est signalé par une suite presque continuelle de pluies. Sur trois mois de printemps à peine a-t-on eu une vintaine de jours sans pluie pendant ce laps de tems. Il y a eu trois fortes inondations, au point qu'on a semé très difficilement le maïs. Les riverains des provinces en deçà de Paris ont vu enlever leurs récoltes, ce perdre sous l'eau ou trainées par le torrent... ni l'histoire ni la tradition n'ont point fait connaître à la postérité actuelle des inondations pareilles, ni des malheurs de tout genre... La récolte du maïs n'a pas été beaucoup meilleure que celle du froment ; peu de quantité en général, qualité médiocre et dont le prix s'est soutenu, pour le froment à 34 fr. ou environ, le maïs à 23 fr. aussi environ. La récolte du vin a été nulle, les piquepouts ont donné seulement quelques barriques. L'Armagnac et l'Espagne fournissent au pays, aussi le Madiran qui nous donne du vin rouge à 140 et 150 fr. le

vin ordinaire, le vin piquepout d'Armagnac 125 fr.; et toute espèce de produits qui sont livrés au commerce sont à un prix fabuleux pendant, cependant, que nous sommes en paix depuis un an avec tout le monde. »

C'est en 1859 que la situation commence à s'améliorer sérieusement. « Le prix du grain à la Toussaint est pour le froment à 18 fr., le maïs à 11 fr., le vin piquepout à 50 ou 60 fr.

* * *

Désormais, nous ne suivrons plus notre auteur à travers les hivers, les printemps, les automnes qu'il nous décrit, ni même les étés, fussent-ils mémorables comme celui de 1859 qui commença « par des chaleurs très fortes et peu à peu *thropicalles*. Le thermomètre (on le connaît maintenant) est allé à 36° à l'ombre, et à l'intérieur des maisons à 30°. » Le suivre plus longtemps serait s'éloigner de notre but et mentir trop hardiment au titre que nous avons mis en tête de ces pages. D'ailleurs, la plume de l'annaliste tout à l'heure octogénaire, n'a plus la sûreté, ni la vigueur, ni la suite que l'information demande et que l'exactitude recherche ; moins encore a-t-elle la vivacité qui anime et colore le détail et en relève l'intérêt. A vrai dire, il ne nous a jamais prouvé qu'il possédait au moindre degré ces qualités d'ordre littéraire. C'est une sorte de magister d'ancien régime qui a bien appris à l'école du village tout ce que M. le régent a pu lui apprendre, fort peu de chose, et dont la vie, heureusement, a beaucoup plus de correction et de tenue que le style. Mais l'histoire générale fait son profit des informations nombreuses, des renseignements exacts et des documents quelle qu'en soit la langue, quelque médiocre que nous paraisse le style. De plus, l'historien moderne aime bien à substituer aux grands tableaux d'ensemble qui constituent l'histoire générale, les études de détail, les monographies qui s'attachent à la description des petits coins et des horizons restreints. A ce titre, il n'était pas sans intérêt de donner la parole à un témoin bien informé et sans contredit sincère, pour réveiller la vie endormie d'un petit coin de la Chalosse au cours d'un demi-siècle. Ceux-là surtout y trouveront de l'intérêt qui écouteront sa voix dans trois ou quatre siècles et ils ne manqueront pas de bénir en leur âme le *Bulletin de Borda* qui leur en aura conservé le vivant et fidèle écho.

P. LAHARGOU.



L'ADOUR

ET SES

EMBOUCHURES ANCIENNES

(SUITE ET FIN)

On va pouvoir apprécier si dans la période de cinquante ans dont il vient d'être question (1481-1530) le fonctionnement de l'Adour laissait à désirer. Il convient de dire que les navires de commerce, presque généralement, étaient de faibles dimensions en ce temps-là, moins à cause du manque de frêt que pour le besoin de rester alertes devant la chasse des corsaires, ou pour devenir corsaires eux-mêmes, ainsi que Balasque nous le dit. Mais — tout restant d'ailleurs relatif — il s'agit de prendre les choses telles qu'elles existaient, avec des navires de commerce de tonnage restreint et l'embouchure de l'Adour sans digues ni jetées, à l'état de nature. Pour les cinquante ans dont il s'agit, on ne trouve dans les *Registres gascons* de Bayonne que dix-sept autorisations de déchargement au-dessous de cette ville et de Hausquette, en y comprenant ceux qui viennent d'être donnés pour Port-d'Albret. Sur les dix-sept navires de mer, quatre se rapportent à l'année 1519, pendant laquelle la peste sévissait à Bayonne et avait réduit le Corps de ville à se réfugier à Anglet. Il n'en reste que treize à retenir. Les voici d'une manière détaillée, propre à faciliter un contrôle.

1506. 20 octobre. Déchargement à Cap-Breton d'une pinasse *de myne de fer pour Mossenh. de Sent Martin.*
1508. 27 mai. Déchargement de blé à Cap-Breton. *Petits marey-tatges.*
1509. 9 juillet. Déchargement de blé à Cap-Breton. *No pot montar cap sus.*
1509. 20 juillet. Déchargement de blé à Cap-Breton pour provision locale.
1509. 27 août. Déchargement à Cap-Breton de 150 conques de sel, ce qui ne peut pas constituer l'allègement d'un navire.
1511. 7 décem. Déchargement à Cap-Breton *de sept quintaus pebe et lane. Lo nabi no pot passar.* Le quintal devait être alors de 50 kilos. On appréciera si pour continuer sa marche un navire a besoin d'être allégé de 350 kilos.
1511. 14 février. Allègement de sardines au Plecq. *Paucitat d'aygue qui a le passe.*
1513. 27 mai. Déchargement à Cap-Breton de vin pour provision locale.
1515. 23 janvier Allègement à Cap-Breton de vin pour provision locale.
1516. 14 mars. Allègement à Cap-Breton d'un navire trop grand.
1520. 31 mars. Allègement au Boucau à cause des trop grands courants.
1523. 31 mai. Déchargement au Boucau d'un navire de 100 tonneaux.
1524. 20 août. Allègement au Boucau d'un navire de 120 tonneaux.

Pendant que 17 seuls navires de mer furent autorisés à s'alléger ou à décharger au-dessous de Bayonne et de Hausquette, 182 autres obtenaient l'autorisation (entre 1481 et 1530) de prendre charge après avoir quitté Bayonne, et de cette manière : 10 aux environs de Port-d'Albret, 2 à Ondres et 170 à Cap-Breton ou aux environs. Cela se traduit ainsi au point de vue bayonnais : Plutôt encore subir Cap-Breton que le Boucau d'Albret, quoique celui-ci soit dans le vrai pays forestier propre à fournir du frêt aux navires.

D'une manière à peu près générale, les 182 chargements consistaient en produits du pays : bois de pin, résineux, vins de sable, lièges.

La pétition soumise à chaque demande d'autorisation spéciale était rédigée de manière à flatter les prétentions de Bayonne et à montrer

qu'on s'inclinait devant leur légalité. La Ville répétait sans cesse qu'elle accordait la faveur de grâce spéciale et sous réserve de tous ses droits.

Les autorisations d'effectuer le chargement étaient souvent motivées, mais pas toujours selon la réalité : pas de marchandises en quantité suffisante à Bayonne (2 mars 1501) ; pas de cidre à Bayonne (21 juillet 1514) ; *paucitat d'aygues, petites aïgues* (6 juillet 1517 et 12 mars 1521), motif souvent répété, hiver comme été ; à cause de la peste (année 1519) ; *à cause de les grans aïgues et chorre qui son de presen* (6 novembre 1529).

On ne retrouve pas à l'Adour, dans ce dernier cas, ces pauvres eaux mortes ou indécises sur lesquelles se sont tant attendris des protecteurs posthumes du fleuve. Le 6 novembre 1529, J. de Bidart, marchand bayonnais, demande à charger à Cap-Breton son navire, qu'il lui est impossible de conduire à Bayonne à cause des grandes eaux et du fort courant ; la *Marie*, de Bayonne, avait invoqué le même motif des grands courants, le 31 mars 1520 : trop d'eau pour les uns, pas assez pour les autres, quand il s'agissait simplement de prendre des produits résineux de Cap-Breton et du Marensin. « Vist maioremen le chorre qui es de presen, » disait une autre autorisation du 14 janvier 1523, relative à des résineux aussi.

Il vient d'être admis que les navires de commerce étaient petits. On va voir si les gros passaient allègrement dans ces eaux de l'Adour, sur la maigreur et l'abandon desquelles on a, depuis, répandu tant de pleurs non justifiés.

1337. — L'amiral Pès de Puyane, vicaire et maire de Bayonne, eut le commandement de trente navires armés par la ville, et sa conduite brillante dans la Manche lui valut en don les revenus des ports de Biarritz et de Bédorède. Le roi d'Angleterre écrit à cette occasion une lettre de remerciements à la ville de Bayonne (1).

1340. — Pès de Puyane, qui va se joindre à la flotte anglaise en Hollande, sort de Bayonne avec tous les navires de trente tonneaux et au-dessus (2). Notons en passant qu'en 1307, *avant l'arrivée de l'Adour à Port-d'Albret*, l'établissement n° 157, du 29 juillet, portait défense de construire à Bayonne des navires au-dessous de cent tonneaux. On voit

(1) Morel, *Vues historiques*, page 33 ; Balasque, III, 240 ; *Rôles gascons*, Rymer.

(2) Bailac, page 65 ; Balasque, III, 252. Cette flotte prit part à la bataille de l'Ecluse.

que la défense resta impuissante devant la nécessité d'avoir des navires petits, légers, en ce temps, dit Balasque (1), de piraterie universelle, où les navires de fort tonnage étaient contraints de ne naviguer qu'à demi-charge, afin d'être plus alertes à la marche. On voit encore ce que vaut la légende des gros navires connus à Bayonne avant la naissance de Port-d'Albret, qui va voir passer les vaisseaux de guerre aussi facilement que les chaloupes pontées.

1345. — Chargé de venir réduire les provinces du Périgord et de l'Agenais, le comte de Derby s'embarque à Southampton avec une armée qui comptait 300 chevaliers et écuyers, 600 hommes d'armes et 2000 archers. Ses vaisseaux, dit Froissard, « singlèrent tant au vent et aux » étoiles qu'ils arrivèrent au havre de Bayonne... Là prirent-ils terre et » déchargèrent toutes leurs pourvéances, et furent liement reçus et » recueillis des bourgeois de Bayonne. Si y séjournèrent et rafraichirent » eux et leurs chevaux sept jours. » Le huitième, le comte de Derby et ses troupes se dirigèrent sur Bordeaux, où un accueil enthousiaste leur était réservé. « Et allèrent ceux de Bordeaux à la rencontre dudit comte, » à grant procession, tant aimaien-t-ils sa venue (2). » Ces derniers mots portent suffisant témoignage que les environs de Bordeaux et la partie inférieure de la Garonne étaient assez sûrs pour permettre à la flotte anglaise de gagner le chef-lieu de la Guyenne sans avoir à combattre (3). Mais non, elle passe à pleines voiles vers Port-d'Albret, en franchit le *boucau* et ne débarque troupes, chevaux et bagages qu'à Bayonne, selon le texte d'un contemporain de l'événement.

1346. — Au commencement de l'année, à la veille du siège de Calais, les Bayonnais envoyèrent en Angleterre, sous la conduite de Pierre Bonyau, la flotte la plus nombreuse et la mieux équipée qui fut encore sortie de leur port (4).

1377. — « En ce temps tenait siège, à bien vingt mille Espagnols et

(1) Tome III, page 35.

(2) Lachevaulaye, *Guerre des Français et des Anglais*, tome I, page 151 ; Froissard (contemporain du comte de Derby), livre 1^{er}, § 206 ; *Histoire de Languedoc*, tomes IX et X, pages 573 et 84 ; Bailac, page 73 ; Balasque, tome III, page 305 ; Cuzacq, *les Grandes Landes*, p. 129.

(3) Henri Ribadiou a supposé que le comte de Derby était entré en Gironde au lieu d'aller à Bayonne grossir ses troupes de celles de cette ville. Il reste seul de son avis.

(4) Ballac, page 73 ; Voir Balasque, tome III, p. 312.

Catalans, le roi de Castille devant la cité de Bayonne, et l'assiégea très en hiver ; et y fut toute la saison, et y eut maintes grands appertises d'armes par mer et par terre ; car Damp Radigo de Roux et Damp Ferrant de Séville et Ambroise Bocanegra et Pierre Velasco étaient à l'ancre devant Bayonne à bien deux cents vaisseaux et donnaient trop à faire à ceux de Bayonne. » On était alors vers la fin de l'année (1). — La flotte du comte de Derby entra en plein été (juin ou juillet 1345), disposant des pilotes lamaneurs et de toutes les autres ressources en possession des autorités boucalaises et bayonnaises. Les deux cents navires de guerre espagnols passaient à Port-d'Albret au cœur de l'hiver de 1377-78, en ennemis, par conséquent sans disposer d'aide ou de secours (2). Le chroniqueur Froissard, qui vivait et écrivait à cette époque, enregistre le fait comme chose naturelle n'ayant pu être susceptible d'aucune prévision d'accident. Quel plus éloquent témoignage pourrait démontrer le bon fonctionnement de l'embouchure de l'Adour à Port-d'Albret ?

1392-1404. — « C'est l'opinion de deux célèbres géographes flamands » (Vvitster et Magin) que l'on est redevable de la découverte de l'Amérique septentrionale aux Basques du Cap-Breton, près Bayonne, et à quelques autres pêcheurs de la même province. . Selon nos géographes flamands, ce fut l'un de ces pilotes biscayens qui donna avis de cette découverte à Christophe Colomb en l'an 1492, suivant d'autres en 1504. Ce qui peut rendre cette opinion encore plus probable, c'est qu'en effet l'une des îles de cette partie de l'Amérique porte encore le nom de Cap-Breton, qu'une autre est nommée Baccaleos, qui signifie morue en langue biscayenne (3), et que la colonie française de ces îles n'est presque composée que de Basques et de quelques Normands (4). »

Valin, dans son *Commentaire de l'Ordonnance de la marine* de 1681, dit que ce qui précède « est une opinion qui passe pour certaine. » On

(1) Froissard, livre II, chap. XXVIII ; Balasque, III, p. 374 ; Bailac, p. 76.

(2) Quelques mois avant, le 20 avril 1377, le maire de Bayonne avait renouvelé la défense d'exercer l'office de pilote lamaneur à qui n'avait pas commission du maire. (Balasque, tome III, page 370.)

(3) C'est-à-dire en langue basque. Le golfe de Gascogne ayant eu nom golfe de Biscaye, le nom de Biscayens englobait les Basques, les Bayonnais, les Capbretonnais et les Boucalais, qui naviguaient de concert.

(4) Lamare, *Traité de police*, tome III, pages 55 et 66 (1719).

trouve le même langage dans les relations de la pêche de la baleine données par Cleirac, qui écrivait en 1647. Le manuscrit n° 17329 de la Bibliothèque nationale (f°s 424-427) en dit autant aux environs de 1650. A noter aussi que la mappemonde dressée en 1569 par Gérard Mercator, et reproduite par Jomard, de l'Institut, désigne tout le pays de Terre-Neuve par *Terra de bacallaos*, Terre de morues.

Dans ces mémorables souvenirs, marquons que notre Port-d'Albret équipait ou voyait passer les navires qui, les premiers, ont touché au Nouveau-Monde ! Le sommet de leurs mâts n'atteignait, à cette place comblée par de hautes dunes, qu'à trente mètres au-dessous des chalets de la station balnéaire du Vieux-Boucau, station sise bien au centre de l'ancien estuaire désigné ci-avant et confirmé par la description de Pierre Garcie (XV^e siècle).

1419. — Les chantiers de Bayonne construisent pour le roi d'Angleterre un vaisseau de mille tonneaux, mesurant 180 pieds de long (1). On doit admettre que si l'Angleterre commandait pareil vaisseau à Bayonne, c'est qu'il en pouvait sortir sans difficulté. N'aurait-il été chargé ou lesté qu'à moitié pour prendre la mer, ce navire aux proportions rares pour l'époque montre jusqu'à quel point l'embouchure de l'Adour à Port-d'Albret était navigable sans être protégée par des travaux d'art.

1449. — La domination anglaise était battue en brèche, et l'heure approchait où elle allait prendre fin. « En 1449, le sire de Lautrec et le » bâtard de Foix s'avancèrent jusqu'à Guiche et assiégèrent le château. » Le connétable Charles de Beaumont, qui commandait alors Bayonne, » ne fut pas plutôt informé de l'entreprise des Français, qu'il fit embar- » quer sur un grand nombre de bateaux environ quatre mille hommes. » Pendant la nuit, à la faveur de la marée, cette flotte remonta l'Adour » et la Bidouze jusqu'auprès de Guiche. Une partie des troupes était déjà » à terre, lorsque les Français se montrèrent tout à coup avec des forces » supérieures... Le château capitula le lendemain (2). »

L'historien Jean Chartier, l'un des continuateurs des *Grandes Chroniques de Saint-Denis*, rapporte ainsi le même événement : « En ce » temps-là » (c'est-à-dire à l'époque de la mort d'Agnès Sorel, survenue

(1) Ducéré, *Bull. de la Soc. des sc. et arts de Bayonne*, 4^e trim. 1893, d'après *History of the Royal navy* et d'autres documents anglais.

(2) Bailac, *Nouv. chr. de Bayonne*, page 87.

le 9 février 1449) « le comte de Foix dressa une grosse armée et assemblée » de gens de guerre, et fit mettre le siège par le seigneur de Lautrec, » son frère, et par le bastard de Foix, devant le chasteau de Guissen (1), » qui est une place très forte assise à quatre lieues près de Bayonne. » Quand les Anglais le sceurent, ils se mirent sur le champ jusques au » nombre de trois mille combattants, dont était chef le connétable de » Navarre, et avec lui estoient le maire de Bayonne Georges Salteriton » ou Soltinton, et plusieurs autres, lesquels se mirent et chargèrent en » des vaisseaux sur une rivière qui passe au travers de Bayonne... Le » lendemain le chasteau se rendit, et tout le pays entre là autour de » Bayonne (2). »

Hourgave (Bec-de-Gave), Guiche et le confluent de la Bidouze et de l'Adour forment un triangle équilatéral. Le flot, en plein hiver et malgré les eaux lourdes de cette saison, remontait donc au delà de Hourgave, à 65 kilomètres de Port-d'Albret. Jamais, ni avec l'embouchure à Cap-Breton, ni avec l'embouchure ouverte au droit par Louis de Foix, l'impulsion de la marée ne fut plus vigoureuse. Une figure indiquera plus loin pourquoi.

1451. — Siège de Bayonne, aux derniers jours de la domination anglaise. « Les vivres étaient en quantité suffisante chez les Français ; dans la place ils se faisaient rares. Impossible de se ravitailler par mer : la rivière était occupée par douze pinasses armées et une grande nef que les Biscayens avaient fait entrer dans l'Adour jusqu'à une demi-lieue de la ville (3). » Les pinasses de Biscaye n'avaient guère que 50 pieds de long sur 12 de large. La pinasse se mâtait et se gréait en goëlette ou en sloop. Cleirac (*Us et coutumes de la mer*) classe ces bâtiments dans les « moyens vaisseaux ». Mais veut-on savoir ce qu'était une nef ? Balasque va nous le dire : « La nef était un bâtiment ponté, haut de bord, aux flancs larges, et n'ayant généralement qu'un seul mât pour le jeu des voiles. La nef armée en guerre portait des châteaux de combat à la poupe et à la proue, et un troisième plus léger au-dessus de la vergue (4). » On

(1) Guiche est ainsi nommé Guissen dans l'ordonn. royale du 9 février 1511, au catalogue des *Rôles gasc.*, n° 20, page 127, etc.

(2) *Histoire de Charles VII*, page 192, éditée en 1661 — Les relations indiquent que les Anglais furent écrasés, exterminés par des forces supérieures. — Dans son *Hist. de Navarre*, page 549, éditée en 1612, Favyn parle du même fait d'armes.

(3) Balasque, tome III, p. 498. — (4) *Ibid.*, tome II, page 70.

voit que la *grande nef* de 1451 devait avoir un tirant d'eau respectable, ce qui ne l'empêcha pas d'arriver sous Bayonne pour bloquer cette ville.

1480. — Le marin Pierre Garcie, né en Vendée, vers 1430, de père espagnol, affectionnait de naviguer vers les côtes d'Espagne. Il est tenu pour le plus ancien écrivain hydrographe français. Son *Routier de la Mer*, ouvrage très détaillé, écrit vers 1480, ne mentionne sur nos côtes des dunes de Gascogne que trois ports, parce qu'il n'a jamais pu y en avoir d'autres : Rivière de Bordeaux, Arcachon et Boucau de Bayonne. Pour entrer en Gironde, il veut qu'on choisisse un temps favorable : « Si c'est de nuyt, ne te approche point plus prez de 18 brasses, ou 16 à tout le plus prez... Et combien qu'il face beau temps autant qu'il est possible de vent de mer. » En ce qui regarde le Bassin du pays de Buch, « Garcie, » si bien instruit des chenaux et des ports français, semble n'avoir » jamais débarqué à Arcachon. De graves dangers devaient donc rendre » l'accès d'Arcachon très difficile (1). » C'est que, sur nos rivages maritimes qui ne se modifient pas quant à leur régime, les passes du bassin d'Arcachon étaient en 1480 ce qu'elles sont aujourd'hui.

Voici maintenant des extraits du livre de Pierre Garcie sur le *Boucault de Bayonne*. « De Fontérabie à Saint-Jehan-de-Lux y a deux lieues, et y a ung rocher entre deux (2). Et saches bien que quant la mer rompra plus de deux rumbles (3) du plain de la mer, ne va pas quérir le Boucault ; garde toi bien, car il n'y vault rien, et se le dit rocher ne rompt point, va seurement. » Cela doit signifier : « Si la mer brise en tempête sur les falaises de la côte cantabre, abstiens-toi ; sinon, va sûrement. » Quelle grande différence y a-t-il entre ce conseil et celui qu'on vient de lire sur l'entrée de la Gironde ? De dangers spéciaux ou de difficultés de la passe de l'Adour, il n'en est pas question. — Pour la profondeur d'eau sur ce point de côte droite ouverte aux vents : « Et tu trouveras prez de terre, bort à bort, get de canon, 20 et 24 brasses, et n'y a nul repos ne nul abry, si ce n'est quand le vent vient de dessus la terre, et y a tel lieu où

(1) Pawlowski, dans les *Plages girondines*, guide publié par P. A. de Lannoy ; V. Bull. Soc. de géogr. de Bordeaux, 1902, p. 69.

(2) Il doit s'agir de la falaise qui relie sans interruption ces deux ports.

(3) A l'édition de 1609 (Bibl. Nat. V 9577, et bibl. de Rouen), ce mot est écrit *romble*. Les renseignements sur l'entrée du port de Bayonne y restent les mêmes qu'au temps de Pierre Garie, c'est-à-dire que l'ouvrage fut réimprimé sans tenir compte du détournement de l'Adour.

il y a 80 brasses et 60 brasses, » soit de 30 à 130 mètres d'eau. Est-il surprenant, cela dit, si les flottes passaient facilement à Port-d'Albret ? Mais il ne fallait pas manquer la passe par le mauvais temps : « Et saches que tout navire qui abandonne et frappe à la coste, il frappe en gouffre : tout est perdu et mort. » Toujours l'image de la *côte terrible* de Strabon, où l'on se plaît néanmoins à nous accorder jusqu'à des temps tout récents des baies hospitalières.

1511. — Par son ordonnance du 6 février 1511, Louis XII précise que « par l'entrée duquel Voucault viennent et ont accoustumé venir les » grands navires de marchandises en ladite ville et cité de Baionne, et « que les eschevins, manans et habitans ont la juridiction tant que le flot » de la marée s'extend, depuis le lieu appelé Orgave, qui est à quatre » lieues ou environ au-dessus d'icelle cité, auquel lieu lesdites rivières » de l'Adour et de Gaves se joignent jusques audit Voucault. » Cela signifie nettement que, à l'heure où paraissait l'ordonnance de 1511, qui parle au temps présent, les navires de mer remontaient l'Adour jusqu'à Bayonne avec leur cargaison, et que la marée s'étendait jusqu'à Hourgave, comme par le passé.

1523. — « Le 17 septembre, plusieurs grands vaisseaux espagnols (*ingentes*), dit Beaucaire, entrèrent dans l'Adour. Les Bayonnais furent assiégés par mer et par terre. A la première apparition des Espagnols, le gouverneur fit tendre des chaines à l'entrée du port intérieur pour en fermer le passage aux vaisseaux... Pendant trois jours consécutifs, les Espagnols assaillirent à chaque marée les estacades des deux rivières, livrèrent des assauts, attaquèrent avec furie tous les fronts de la place, particulièrement du côté des Cordeliers. Le quatrième jour, leur flotte mit à la voile malgré les vents contraires, et l'armée de terre reprit le chemin d'Irun (1). » Beaucaire, mort en 1591, a écrit en latin une histoire de France relative à l'époque où il vivait. Il désigne les vaisseaux de 1523 par *ingentes* grands, gros. En espagnol, l'adjectif *ingente* répond à notre *très grand*. Les lettres patentes par lesquelles Charles VIII prescrivait l'enquête de 1491 montrent que précédemment « les rivières doulces de Bayonne portaient navyres de sept à huit cents tonneaulx. » En admettant, pour rester au-dessous de la réalité, que les *gros* vaisseaux

(1) Compaigne, *Chron. de Bayonne*, page 47 (1663) ; Bailac, *Nouvelles chr. de Bayonne*, page 51.

de guerre ne fussent pas alors plus volumineux que les navires marchands visés par Charles VIII, nous n'en aurons pas moins ce fait bien établi : l'embouchure de l'Adour est à Port-d'Albret depuis plus de 210 ans, et une puissante flotte ennemie peut venir guerroyer sous les murs de Bayonne et se retirer superbement, malgré les vents contraires.

1557, 25 juillet. — Les Bayonnais viennent s'emparer à hauteur du Plec (Port-d'Albret) de trois navires capbretonnais chargés, qu'ils emmènent sur Bayonne (1). Pour qu'ils aient fait cette expédition au nom de leurs privilèges, les Bayonnais devaient savoir que l'Adour était navigable.

Les faits historiques qui viennent d'être rapportés s'espacent sur toute l'existence de Port-d'Albret. Leur authenticité est parfaitement établie. Il ne manque pour chacun d'eux qu'une chose introuvable, l'indication des obstacles que chaque flotte avait éprouvés à pénétrer jusqu'à Bayonne. Car, il faut le répéter, nulle part, même dans l'officielle et hostile enquête de 1491, on ne voit articuler un fait, un incident précis en défaveur de la partie inférieure de l'Adour depuis 1310 (2). L'issue du fleuve était autrefois à Cap-Breton ; c'est à Cap-Breton qu'on devait la ramener : voilà le plus net de ce que faisait ressortir le texte de l'enquête.

A la suite de cette information de 1491 (3), les travaux effectués sous Cap-Breton dans le but d'y ramener l'embouchure de l'Adour ne donnèrent aucun résultat pratique (4).

(1) *Arch. de Bay.*, BB 6, page 112.

(2) Il semble, d'après les *Registres gascons* de Bayonne, tome II, page 181, que pendant l'hiver 1517 (sans autre date fixe) il se produisit un craquement à l'embouchure déviant plus ou moins au sud, de toute rigueur, selon le régime général de la côte. Ce fut sans doute (la continuation de l'existence de l'Adour le démontre) un de ces simples redressements comme les tempêtes en produisaient de loin en loin sur les estuaires des divers fleuves côtiers non fixés. Par suite de pareille réaction, la pointe du Ferret, à la passe nord du bassin d'Arcachon, se raccourcit de 1040 mètres entre 1826 et 1835, d'après la *Géographie girondine* de M. le professeur de géologie Raulin. Le courant d'Uchet (eaux de Léon) montre encore les effets de ces va-et-vient. Le fait rapporté avec grande étrangeté en 1517 par les *Registres gascons* dut tellement rester dans l'ordre des choses prévues et naturelles, que 39 ans plus tard, en 1556, personne ne s'avisa d'en parler dans la seconde enquête officielle.

(3) Ce ne fut pas la première enquête connue : « Mais bien disent que vivans » feu mons^r de Guienne envoya certains commissaires sur led. lieu pour savoir » quelz fraiz il faudroit faire a refaire et remuer led. boucault et havre de » Bayonne aud. lieu (côte de Bap-Breton)... Mais ne feust refait ny remue » pourceque ledict mons^r de Guienne alla peu de temps après de vie a trepaz. » (Procès-verbal de l'enquête de 1491.) On poursuivait depuis longtemps une idée et non la réalisation d'une œuvre indispensable.

(4) Voyez Poydenot, *Récits et légendes*, page 323.

On persistait néanmoins à éprouver le besoin de détourner et de raccourcir le vieux fleuve des Tarbelles.

Le compte-rendu d'une nouvelle enquête qui eut lieu en 1556 montre que les habitants de Bayonne insistèrent peu à propos du lit de l'Adour ; ils n'eurent guère en vue que l'obtention de privilèges commerciaux. La couronne fit la sourde oreille sur la question des fradchises, mais les travaux de déviation de l'Adour recommencèrent comme après l'enquête de 1491. « Sous François II (1559) et Charles IX, dit Poydenot, on dépensa des sommes énormes pour l'époque en travaux destinés à conduire les eaux de l'Adour au gouf de Cap-Breton, mais on n'obtint aucun résultat (1). »

En 1564-1565, la municipalité bayonnaise suivait « avec une douloureuse anxiété, au moment du voyage de Charles IX à Bayonne, les travaux du havre tant de fois commencés, interrompus et repris depuis la fameuse enquête de 1491... Vers 1540, quelques tentatives durent être faites, on demanda du moins des plans à un ingénieur de Saint-Sébastien. Mais en 1561, le roi fait venir de Marseille à la cour et envoie à Bayonne un ingénieur, Claude Trimart, dit le capitaine Flayol, qui visite Hausquette, le Gouf et le Trossoat... Il est probable que c'est le capitaine Flayol qui, en 1561, commença les travaux du nouveau havre en cet endroit que nos Archives appellent indistinctement *Trossoat*, *Trossouat*, *Troussouat* (2). »

Cet endroit est devenu le Boucau-Neuf en 1578.

Les registres des délibérations municipales de Bayonne sont pleins de ce sujet et montrent l'impatience qu'avait la ville à voir « achever le port neuf dict Boucault... A ordonné aussi Sa Majesté que ledict Boucault sera achevé en la plus grande diligence que faire se pourra. » Ce texte, résultant d'un arrêt du Conseil du roi, est transcrit aux *Registres français* à la date du 17 août 1565. Les détails antérieurs sur l'œuvre manquent, car, « malheureusement, les registres de 1530 à 1565 sont perdus (3). »

Le 11 novembre 1566, le corps de ville « est adverti que l'on veult lever la main à l'œuvre, et il est à craindre que les eaulx ivernales emportent par faulte de conduite l'œuvre desjà faicte quy couste

(1) *Récits et légendes*, page 331.

(2) *Registres français* de la mairie de Bayonne, préf., XXX-XXXI.

(3) *Registres français*, tome I, page 12, note.

» quatre vingtz ou cent mil livres. Et par ce moien la rivière qu'est
» aujourd'hui navigable se perde, la ville demeure submergée d'eaulx, à
» cause desdictes inondations, veu que la rivière est desjà fermée bien
» avant, qui fait regorger lesdictes eaulx si ledict canal n'est faict (1). »

Mais les fonds manquent, et le surintendant de Fontenay, délégué du roi, « dict et déclaira que pour le regard de l'ouverture dudict canal il
» estoit constrainct de lever main à l'œuvre par faulte de fons (2). »

Voilà donc les travaux encore suspendus, la rivière fermée par un barrage dans le genre de celui qui sera plus tard renouvelé par Louis de Foix, et près de cent mille francs nouveaux dépensés depuis l'arrivée, sans doute, du capitaine Flayol.

Pour avoir une idée de la valeur que cette somme représentait alors, il suffit de recourir à la *taxe*, dressée par la Ville à la même époque (23 juin 1567), des *salaires des vigneron et bouviers* (3). Le prix de la journée est fixé à quatre sous pour les hommes et à deux sous pour les femmes et les filles. Pour un charroi fait du port de Castet ou du port de Susée jusqu'au haut de la rue de l'Argenterie et de la rue des Basques, il était payé à un bouvier huit deniers (trois centimes).

Le 14 novembre 1567, « le cappitaine Flageol seroict prié de venir
» demain pour bailler raison de l'estat de ladicte œuvre, affin que s'il
» tenoict par faulte d'hommes que lesdictz sieurs luy en fournissent en
» paiant (4). »

Trois jours après, des remontrances sont faites au surintendant de Fontenay, présent, sur « le grand doumaige que le peuple recepvoit de ce
» que le havre n'estoit pas plus avancé (5). » Et le 30 novembre le roi ajourne la question des subsides à accorder pour le havre (6).

Bayonne insiste et écrit au roi, le 11 janvier 1568, pour l'« advertir
» que le havre qui tant a cousté est en tel estat, que le sieur de Fontenay
» demeure aujourd'hui sans fons, aiant faict traverser le cannal puis
» l'eau doulce jusques à la grand mer. Toutefois s'il n'est pas continué
» et entretenu, les ventz qui nous sont prochains recomblent tost ledict
» cannal (7). »

On ouvrait bien la tranchée jusqu'à la mer, mais on ne parvenait pas,

(1) *Registres français*, p. 69. — (2) *Ibid.*, page 70. — (3) *Ibid.*, tome 1, page 107. — (4) *Ibid.*, page 124. — (5) *Ibid.*, page 124. — (6) *Ibid.*, page 126. — (7) *Ibid.*, page 136.

malgré le barrage de l'Adour, à vaincre le poids des eaux s'échappant vers Port-d'Albret. C'est aux chantiers de Cap-Breton et du Trossoat que furent inconnues ces eaux mortes, indécises et sans pente dont on se plaît à parler encore !

Malgré la situation difficile, la ville de Bayonne entend conserver toutes ses prérogatives sur l'Adour. Il est ordonné, le 2/ juin 1569, que ceux qui demanderont congé de charger ou de décharger leurs navires au-dessus ou au-dessous de Cap-Breton viendront droit à Bayonne. S'ils n'y peuvent venir, le commissaire qui sera député appréciera, en son honneur et conscience, s'il est possible de faire monter le navire plein ou vide ; s'il ne peut monter, le délégué donnera telle permission qu'il avisera, pourvu qu'au préalable elle soit présentée à la mairie de Bayonne. Et ne pourra ledit commissaire donner congé de charger ou décharger que sur des bateaux et avec des hommes de cette ville (1).

C'est-à-dire que le barrage de l'Adour nécessitait le transbordement des cargaisons arrivant par mer, et que là encore les Bayonnais entendaient réserver aux ouvriers et aux allèges de leur ville la manutention et la suite du transport.

8 février 1571. — Remontrances présentées au roi par le Corps de ville. Bayonne demande au souverain que les travaux du nouveau havre soient continués en toute diligence et qu'une somme nouvelle de quatre-vingts à cent mille francs soit levée sur les cinq sénéchaussées d'Armagnac, d'Agenais, de Condomois, de Bazadais et des Lannes « compris les » gardaiges de Thoulouse en ce qui est de Guyenne, cy devant contri- » buables audict Boucault, pour être employés à l'entier parachèvement » d'icelui. » Si la somme est insuffisante, la ville terminera l'œuvre de ses deniers. On expose encore au roi que « la plus grande part des » habitans et especiallement les artisans et gens de mestier habandonnent » la ville, ayment mieulx y délaisser comme ils disent leurs biens immeu- » bles que aussi par inundacions et desbordement d'eau sont perdues et » gastées a chasque fois, sans les pouvoir cultiver (2). »

Réponse du roi (8 février 1571) : « Le Roy... estant ladicte rivière à » demi close et empeschée par les ouvraiges imperfectz à cause des » troubles survenus, a ordonné sur une offre faicte par escript par » M^e Louys, ingénieur françois estant à présent en Espagne, qu'il sera

(1) *Registres français*, tome 1, page 184. — (2) *Ibid.*, page 282.

» mandé à Monsieur de Forquebault de le faire venir incontinent aux
» despens du Roy par deça pour communiquer avec luy et entendre,
» pour la grande expérience qu'il a, son desseing sur la perfection du
» Boucault (1). »

Sous les dates des 3 et 30 décembre 1566, on trouve aux *Registres français*, pages 74 et 78, que l'impôt pour la réfection de l'embouchure de l'Adour était levé sur les cinq sénéchaussées de la région depuis une dizaine d'années. En 1571, après quinze ans de prélèvements d'impôts et de travaux plus ou moins ininterrompus, la réponse du roi constate que le cours ordinaire de l'Adour n'est qu'à moitié barré, des troubles étant survenus aux ouvrages imparfaits, c'est-à-dire impuissants. Vers la mer, l'œuvre nouvelle n'a donné encore aucun résultat, et Bayonne fait valoir que son pays souffre de la hauteur constante des eaux et d'inondations fréquentes.

On les voit, cette fois, ces inondations d'autrefois tant nommées et attribuées au fonctionnement soi-disant défectueux de l'Adour à Port-d'Albret. Elles étaient occasionnées à certaines périodes, depuis 1491, par le barrage sous Cap-Breton et sous Bayonne de ces eaux venant des Pyrénées, qu'on ne pouvait ni intercepter ni détourner de leur cours, et qui protestaient d'une manière impétueuse en entraînant les obstacles opposés par les ingénieurs.

Au milieu de ces difficultés et de ces embarras, Louis de Foix, venant de Madrid, arrive à Bayonne en mai 1571 et s'y arrête, avant de se rendre auprès du roi. En juin, la municipalité le presse de se diriger vers la cour : « A cette cause l'ont prié et requis et néanmoins sommé de » s'en vouloir partir avec leur député pour s'en aller trouver sa » Majesté (2). »

Ce délégué des représentants de Bayonne, nommé Dollius, est réduit à partir seul pour la cour, et les rapports avec Louis de Foix restent peu cordiaux. « Qu'il soit escript au Roy par ledict Dollius auquel fut enjoinct » de partir vers sa Majesté après diner, la façon de laquelle M^e Loys de » Foix, ingénieur, a usé à leur endroict depuis son arrivée en ceste ville, » et que sans le ministère d'autres ingénieurs que ceulx qui sont en ceste

(1) *Registres français*, page 284. — La date donnée (8 février) est celle du registre des délibérations de Bayonne.

(2) *Ibid.*, pages 298 et 300.

- » ville, lesdictz sieur parachèveront le havre, s'il plaict à Sa Majesté
- » leur faire bailler soixante mil livres, et de ce faire se chargeront sur
- » leurs vyes et honneurs (1). »

C'était simplement manifester la volonté de repousser les services de Louis de Foix.

De son côté, le 22 juin 1571, Louis de Foix écrivait à la municipalité :
« Et vous fault estimer qu'il n'y a qu'une quatriesme partie de vostre
» œuvre faicte pour vostre Boucault, lequel pourroit tumber entre les
» mains de tel ingénieur, que après qu'il auroit despandu et gasté ung
» milion de franxs, toute son œuvre ne vaudroit pas cinq solz.. Et si je
» vous entretiens de jour en jour est qu'il me semble qu'estes ennuyés de
» quoy je suis plus d'ung mois en ceste ville... Et me semble que telle
» entreprinse ne soit pas des frivolles qui les faille porter à la vollée. Et
» pour ce ne me importunez pas davantaige, s'il vous plaict, jusques à ce
» que je vous advertiray de ce que je voudrai faire (2). »

L'après-midi du même jour 22 juin, le maire remontre au conseil « que
» M^e Loys de Foix, ingénieur, estoit allé ce matin au havre et avoit
» trouvé que ce que restoit à faire estoit moins que le premier toysage
» trente toyses de murailles et que à ce moien lui convenoit faire nouveau
» desseing (3). »

L'architecte-ingénieur qui venait de construire l'Escorial entendait donc changer le plan et la direction des travaux de l'Adour.

L'année suivante, le 19 juin 1572, était passé entre le roi et Louis de Foix, par-devant deux notaires du Châtelet, à Paris, un contrat pour régler les conditions de la percée du Trossoat à la mer. Le premier paragraphe de la convention était consacré aux détails de la « fermeture
» de la rivière, contenant 150 toises de large. » Le développement de la percée était ainsi indiqué dans le corps du traité : « Plus fault ouvrir le canal, contenant neuf cent toises ou environ de longueur, en largeur de six toises par le bas (4). »

Le barrage de l'Adour et le commencement de la tranchée se trouvaient ainsi, au Trossoat, à environ 1800 mètres de la mer (5). »

(1) *Registres français*, p. 301. — (2) *Ibid.*, pages 301-302 — (3) *Ibid.*, page 302.
— (4) *Ibid.*, pages 325-327.

(5) Le *Guide officiel de la Navigation intérieure* donne, en chiffre rond, trois kilomètres de distance de l'embouchure de l'Adour au Boucau. Le fleuve devait ainsi tourner anciennement au nord, vers Cap-Breton, à quelque distance à l'ouest du Boucau-Neuf.

L'original du « portraict (contrat) qui a esté fait et dressé par ledict » maistre Loys de Foix pour le fait de la perfection du havre dudict » Bayonne » se trouve déposé aux archives de cette ville. Il fut remis le 3 juillet 1572, à Paris, à Sorhaindo, « soubz maire de ladicte ville de Bayonne (1). »

« Louis de Foix, dit Poydenot, se mit à l'œuvre sous le règne de » Henri III : après avoir fait creuser le nouveau lit du fleuve jusque près » de la mer, il fit établir une forte digue à l'endroit où il se déviait au » nord, appelé Trossoat, de façon à obliger les eaux à suivre le nouveau » chenal. Ce travail fut des plus difficiles, à raison de la force des eaux » et de la nature du terrain sablonneux, où les pilotis n'avaient pas » d'assiette solide : trois fois il fut entièrement détruit, et Louis de Foix » revint toujours à la charge avec une indomptable énergie (2). »

Entre temps, Cap-Breton, qui sentait l'approche de sa perte, aurait voulu opposer de la résistance à la confection de l'œuvre, d'après un témoignage conservé aux archives municipales de Bayonne : « Auxquels » ledict scindic remontra que ceux de Capbreton taschaient par tous » moiens de remectre la cause du havre ez mains de la cour de Parle- » ment, soubz pretexte de vouloir leur faire entendre qu'on voullait » sçavoir sy le havre se pouvoit faire (3). »

Enfin, les travaux de déviation touchent à leur fin. Le 28 octobre 1578, Louis de Foix, soudainement aidé par une tempête et une formidable crue d'eau provoquée par le barrage du fleuve et qui faillit détruire Bayonne (4), voit le lit nouveau déverser les flots de l'Adour à la mer par le Trossoat, devenu le Boucau-Neuf, et consacre ainsi une erreur, oui — et qu'on ne se cabre pas ! — une erreur, surtout pour l'époque. Le parcours de l'Adour est abrégé de près de 35 kilomètres ; Cap-Breton et Port-d'Albret, sur ce lit inférieur supprimé, sont morts au grand commerce maritime, et Bayonne voit ses vœux accomplis. C'est ce qu'on gagnait au chef-lieu du Labourd.

(1) *Registres français*, page 328.

(2) *Récits et légendes*, page 333.

(3) *Registres français*, 5 mars 1576, page 448

(4) « Une tradition dramatique, dont le chanoine Veillet s'est fait l'écho, » rapporte qu'un moment les bas quartiers de la ville furent inondés et les navires » amarrés au premier étage des maisons jusqu'à ce qu'enfin les eaux fussent se » déverser dans le nouveau canal. » (*Registres français*, I, préface, xxxi.)

Mais les flottes du commerce, auraient-elles un port d'accès facile, ne vivent pas de chauvinisme et de sentiment, elles vivent de frêt ; et sous ce rapport on voit vite ce qu'elles perdaient ici : le pays forestier, pays d'échange par excellence, qui fournissait six fois plus de tonnes de marchandises que le haut pays, région agricole. Nos produits forestiers, dont Bayonne se séparait, ne demandent pas des moyens de transport rapides, mais des moyens puissants et à bon marché, ceux que l'eau seule peut fournir. A cet égard, le canal tant projeté de la Garonne à l'Adour serait encore plus profitable au pays du littoral que toutes nos lignes perpendiculaires de voies ferrées avec leur marche accélérée et leur tarif onéreux.

Sous le rapport de la science économique, les ports sont d'autant plus recherchés et appréciés qu'ils ont plus de pénétration dans l'intérieur du territoire. Le trajet de Messanges à Bayonne équivalait à une pénétration de plus de quarante kilomètres dans les terres, avec l'avantage de toucher à un pays forestier unique en Europe pour ses produits nécessaires à toutes les régions. Poydenot a dit avec raison que c'était une anomalie de voir un fleuve prolongeant son cours parallèlement à la mer. On n'en trouve guère d'exemple, en effet, à part celui du Congo ; mais il s'agit de savoir si la difformité géographique était, ici, préjudiciable ou non. Elle était favorable à la marine de Bayonne et à la région du nord. Celle-ci étant sacrifiée, celle-là périlitera.

On va d'ailleurs pouvoir apprécier, par comparaison avec les faits et les passages de flottes dont il vient d'être fait mention, ce que l'entrée du port, toute entière cette fois à Bayonne, devint et donna pendant trois siècles.

IV. — L'ADOUR DEPUIS LOUIS DE FOIX

Janvier 1579. — Lettre de Louis de Foix à la municipalité de Bayonne : « J'ay monstré le lieu le plus nécessaire où il convient mettre à présent ladicte pierre qui est de fortifier et asseurer la fermeture et œuvre faicte en l'année passée 1578. Et pour le regard de la chaussée que j'ai cy devant ordonné estre faicte pour garder que l'eau qui vient du vieux Boucault ne nous *rompe ladicte œuvre comme elle a cy devant faict*, laquelle chaussée est très nécessaire estre achevée... Faict à Bayonne, le 26 janvier 1579. » De son côté, la municipalité bayonnaise écrivait au roi, le 7 mars 1579 : « Tant que comme la rivière a esté fermée par une

nouvelle construction dudict havre, l'ancien ne s'est pas tari tout d'un coup et la marée d'iceluy vient jusques à la palissade et est à craindre qu'il la myne s'il n'y est promptement pourveu (1). »

Malgré la suppression de la partie inférieure de l'Adour, le flot arrivait encore du Vieux-Boucau avec l'allure d'un béliet qui allait, après trente kilomètres de parcours, saper et mettre en danger l'œuvre de Louis de Foix. Le membre amputé du fleuve bayonnais cherchait avec persistance à se ressouder au tronc dont on l'avait séparé ! S'il n'y avait pas là des textes officiels, il serait impossible de croire à pareille vigueur du flux de l'estuaire de Port-d'Albret, privé des eaux des Pyrénées qu'il s'agissait précédemment de refouler. On conçoit maintenant, au vu des deux pièces historiques citées, que la flotte de Guiche pût être facilement transportée de nuit, au départ de Bayonne, à la faveur d'une seule marée.

9 mai 1579. — « Aussi qu'il estoit adverty que aucuns particuliers de » ceste ville, Capbreton et ailleurs se vouloient ingérer de passer par la » palissade et bresche du havre, qu'il avoit délibéré d'en faire une » ordonnance prohibitive (2). »

26 juin 1579. — « Ledict sieur de Naguille remonstra que ces jours » passez il avait esté au havre, sur l'advertissement qu'il avoit eu que » les caisses se mynoient par le derrière, et que si cella se continuoit » estoit à craindre qu'il n'y arrivast ung inconvenient irréparable, et » mesme sur l'hyver prochain (3). »

3 juillet 1579. — « Ledict de Naguille remonstra que suyvant la charge » qui luy avoit esté baillée pour aller visiter l'œuvre du nouveau havre, » en compagnie de Monsieur le gouverneur et deux depputés de chacun » office... et après l'avoir veue et visitée, ledict sieur gouverneur auroit » amplement remonstré ausdictz depputés du peuple qu'il estoit requis et » nécessaire de trouver ung prompt moien de trouver argent pour remé- » dier que une œuvre si haulte et qui a tant cousté se perdist pour peu » d'occasion et moiens. Et que le plus propre estoit de croistre le priz du » vin, sçavoir est de ung sol pour lot, jusques à la fin d'octobre seule- » ment (4). » On voit dans quelle inquiétude vivait Bayonne en face de son nouveau havre.

(1) *Registres français* de la ville de Bayonne, tome 1, pages 531 et 596.

(2) *Ibid.*, 1, page 544. — (3) *Ibid.*, page 550. — (4) *Ibid.*, pages 550-551.

1582. — Il se fit une brèche à la digue, et une partie des eaux de l'Adour menaça de retourner dans son ancien lit, au grand émoi des Bayonnais, qui firent supplier Louis de Foix de venir encore à leur secours (1).

1578-1589. — Pendant l'espace de onze années, on exécuta une digue basse sur la rive gauche (2).

1586-1634. -- Les vieux guides ou « Miroirs » et « Flambeaux » de la navigation sont rares ou introuvables en France. Amsterdam et La Haye, qui les produisaient autrefois, n'en ont plus dans leurs bibliothèques publiques. Il existe cependant six de ces ouvrages aux Archives d'Etat de Hollande, où j'ai pu en obtenir copie pour les côtes allant d'Arcachon en Espagne, grâce à des aboutissants et par l'intermédiaire du ministère de la marine des Pays Bas (3). Quatre donnent des détails sur la nouvelle embouchure de l'Adour, qui dut être très praticable les premières années de son existence : 1586, Luca, Bruges, ouvrage en latin : la passe de Bayonne présente assez vite, au flux, quatre ou cinq brasses d'eau (6^m50 à 8^m). — 1591, Luca, fils de Jean Chartier, Anvers, en langue française : l'embouchure de l'Adour offre quatre toises d'eau (7^m80) à mi-marée. — Elle va devenir mauvaise. Le troisième et le quatrième des guides précités, plus détaillés que les deux premiers et écrits en hollandais (4), auteurs Colom, 1632, Colom et Jovis Carolus, 1634, donnent : Passe entre deux *plages* et changeant souvent de place à cause du mouvement des sables ; haute mer, trois brasses d'eau (4^m872) ; basse mer, trois pieds (moins d'un mètre, le pied hollandais étant plus petit que le nôtre) ; brisants sur les bancs de la passe, d'après l'édition de 1634.

1669, 17 avril. — « Se negerent tous à la fois en la Barre de Bayonne Saubat de Contis, Jean de Caule, Bertoumiou Foussetz, Mathieu Deslix, Etienne Dufau et Etienne de Lacomme. En foi de quoi j' signé : Debourg, curé (5). » L'Adour détourné ne reconnaissait plus les siens d'autrefois ; il engloutissait sans distinguer.

(1) Poydenot, *Récits et légendes*, page 336.

(2) Descande, *l'Adour*, page 55.

(3) Ce même ministère possède quelques ouvrages dont il s'agit, mais ils ne sont pas antérieurs à 1640.

(4) Traduction due à l'obligeance de M. P. Ferrière, de Bordeaux.

(5) Etat civil du Vieux-Boucau. — Du même état civil : « J'ay dit la messe et fait un service funèbre dans l'église des R. P. cordeliers pour le repos de l'âme

1684. — L'embouchure de l'Adour déviait fortement vers le sud et semblait menacée d'être obstruée. Elle atteint la Chambre-d'Amour (1).

1693-1696. — L'ingénieur Ferry ramène la barre au nord, mais n'y persiste pas. L'Adour revient sur la côte d'Anglet et forme près de Biarritz une passe tortueuse qui occasionne beaucoup de naufrages (...).

1699, 20 août. — Ordonnance du roi, qui impose une nouvelle contribution de 34.500 francs à Bayonne, à l'élection des Lannes et au pays de Marsan, pour faciliter l'entrée de l'Adour du côté de la mer (3).

1725. — L'entrée du Boucau-Neuf est si difficile qu'on ne peut la tenter sans appréhender presque un péril évident ; la sortie est aussi dangereuse ; les naufrages, les échouements sont très fréquents ; ceux qui chaque jour exposent leur vie n'apprennent que trop cette vérité (4).

1727-29. — M. de Tournon reprend le projet de Ferry et décide la construction de jetées en pierre. Les travaux commencent en 1729 (5).

1737. — Les ingénieurs décident le rétrécissement de l'Adour (6).

1743. — Cent toises courantes de pilotis construites sur la pointe sud sont enlevées par la mer (7).

1758. — Les fonds manquent ; les travaux sont abandonnés (8).

1762. — Entraînant la région du nord dans leur ruine, Cap-Breton et Port-d'Albret ne sont plus. Que ces deux humbles Carthages soient détruites ! Et c'est ce qu'accomplit l'intervention de Louis de Foix. Qu'on juge de la prospérité que son œuvre fit rejaillir sur le chef-lieu du Labourd : « L'Espagne, qui avait créé à Bilbao et à Saint-Sébastien des

de defunt Salvat Contis, capitaine de navire quy setait embarqué à Bayonne le 4^e jour du mois de décembre 1761 dans le corsaire appelé le *Biscayen* et dont on n'a reçu aucune nouvelle depuis ce temps. — 31 décembre 1762, Dubouchet prêtre. » — Déjà en 1735, Etienne Contis, autre capitaine de navire, mourait ou périssait en Amérique. Ses héritiers du Vieux-Boucau, suivant des titres en possession de M. Pognas, eurent un procès avec les armateurs Baqueville, de Bayonne. A notre dernière embouchure supprimée de l'Adour, les Contis, les Caule, les Duler, les Balanque, les Maucriau, les Duchon, les Barrère, etc., continuèrent à fournir des capitaines marins jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

(1) Poydenot, page 338 ; Morel, *Bayonne, Vues historiques*, page 97.

(2) Morel, page 98 ; Bailac, *Nouv. chron. de Bayonne*, page 218.

(3) *Arch. départementales* de la Gironde, C 1959.

(4) *L'Anc. port de Capbreton*, page 32 (1897), d'après les arch. de Bayonne, DD 65, n° 38.

(5) Morel, page 98 ; Bailac, page 221. — (6) et (7) Morel, pages 100 et 101.

(8) Morel, page 102.

ports francs, attirait à elle le commerce de Bayonne... Ce fut une époque de souffrance et de lutte pour le commerce bayonnais. Sa population, dit M. Bailac d'après les registres de la ville, était réduite à 9,453 habitants. De 940 maisons, 123 étaient en vente et 250 sans locataires (1). »

1777-78. — Construction du crochet sud (2).

1780-81. — La jetée basse est prolongée (3).

1784. — Bayonne devient port franc. Le commerce se relève un peu (4). Il faut donc faire vivre Bayonne artificiellement. — Mais il manque à ses navires le frêt du pays forestier, ainsi qu'une entrée de port praticable.

1792-1813. — Armée des Pyrénées. « Quelquefois aussi des vents contraires empêchaient les navires de franchir la barre si difficile de Bayonne, et alors, condamnés au supplice de Tantale, nous voyions de dessus les pics des montagnes la mer couverte d'approvisionnements dont nous manquions. Je n'exagère pas, plus de trente mille hommes périrent ainsi en peu de mois, consumés par les privations de tous genres et par les maladies qui en furent la suite... En 1813, le maréchal Soult éprouva les mêmes difficultés et dut pour ces raisons se priver de garder la cavalerie (5). » On voit dans quelles conditions les travaux de Louis de Foix concouraient à la défense nationale, particulièrement invoquée cependant, à cause du voisinage de l'Espagne, dans l'enquête de 1491.

1808. — Napoléon décrète : Le lit de l'Adour dont la largeur, à son embouchure de la mer, est de 290 mètres, sera réduit à 152 mètres.

1810-1811. — Les travaux ci-dessus sont exécutés. Résultats : « La barre est rejetée vers le sud et n'offre l'hiver suivant qu'un chenal étroit et dangereux (6). »

1812. — On construit au sud 78 mètres de jetée basse, et la passe revient à son lit (7).

1815. — Nouveau déplacement vers le sud (8).

1816. — Prolongation de cent mètres de la jetée basse du sud. Les travaux exécutés à cette occasion durèrent jusqu'en 1819 (9).

1819-1836. — La barre a subi une foule de modifications, mais aucune d'elles n'a compromis d'une manière absolue les intérêts du port (10).

(1) Morel, page 115, et Bailac. — (2), (3) et (4), Morel, pages 103 et 116.

(5) Général Lamarque, *Mémoire sur un canal parallèle à l'Adour*, page 38 (1825). — (6) et (7) Morel, page 104.

(8), (9) et (10) Morel, page 104 ; Descande, page 66.

1820-1825. — Relevé des bâtiments de cent tonneaux et au-dessus appartenant au quartier de Bayonne, d'après la *Nouvelle chr. de Bay.* (1827), tableau 5.

ANNÉES	NAVIRES DE				TOTAL
	400 tonneaux et au-dessus	300 à 400 tonneaux	200 à 300 tonneaux	100 à 200 tonneaux	
1820	»	1	3	21	25
1821	»	1	3	20	24
1822	»	2	5	18	25
1823	»	1	3	19	23
1824	»	»	5	16	21
1825	»	»	3	18	21

Et c'était avant les chemins de fer et à l'époque où les grandes maisons de Bayonne étaient maîtresses du marché espagnol. Et quatre cents ans auparavant, avec l'embouchure de l'Adour à Port-d'Albret, les navires de huit cents tonneaux atteignaient Bayonne, même d'après les lettres patentes du 22 juin 1491, prescrivant l'enquête de cette année-là. Et l'on disait aux deux grandes enquêtes, et on le répète sans cesse depuis, que Bayonne ne pouvait pas avoir anciennement de gros navires parce que l'embouchure de l'Adour était à Port-d'Albret !

1826. — « La barre n'a pas cessé d'être un écueil effrayant pour les navigateurs. On sait que la prime d'assurance est plus élevée pour les marchandises qui vont de Bordeaux à Bayonne, que pour celles qui sont dirigées vers un des ports de l'Amérique (1). »

1857-1873. — De 1857 à 1864, les ponts de service et les passerelles furent plusieurs fois enlevés. En 1865, on perdait, par la violence des lames, 37 mètres de jetées et 247 mètres de passerelles. L'embouchure de l'Adour se boucha plusieurs fois, notamment en 1864, 1868, 1872 et 1873 (2).

(1) Billaudel, ingénieur à Bordeaux, *Les Landes en 1826*, page 79.

(2) Descande, l'Adour, page 75 ; *Le présent du port de Bayonne* (1875), d'après des documents officiels, p. 15.

1852-1875. — Dans un rapport du 1^{er} août 1874, M. l'ingénieur Stœcklin dit : « Il est regrettable certainement d'avoir à constater à la barre une centaine d'interruptions par an ; en 1872, il y a eu 119 jours sans entrées ni sorties, en partie par absence de navires ; en 1873, il y en a eu 85 ; dans les six premiers mois de 1874, il y en a eu 42. » Dans un autre document de la même époque, le même ingénieur constate, dans la période des 17 dernières années, 36 naufrages arrivés à l'embouchure même et sur la barre de Bayonne. — La brochure *Le présent du port de Bayonne* (1875) donne un tableau officiel de 65 naufrages arrivés dans la période de 1852-1875 à la barre, dans le voisinage immédiat de la barre ou à cause de l'impossibilité de la franchir.

1870. — Le nouveau système des piles métalliques ne tardera pas à être complété par un vannage intermédiaire, et lorsque les nouvelles jetées ainsi prolongées auront dépassé le bourrelet de la barre d'une quarantaine de mètres, il est permis d'espérer que l'entrée du port de Bayonne sera placée dans des conditions très satisfaisantes (1).

1872. — La barre de Bayonne reste fermée à la navigation pendant vingt-six jours, en automne ; de grands dégâts sont occasionnés à la passerelle et aux piles (2).

1880. — « La barre de Bayonne, mot terrible autrefois, dont il reste injustement encore quelque chose. La barre de Bayonne, il nous souvient des terribles tableaux qui nous en étaient fait à bord du vaisseau-école par maître Franco, ce type du maître de manœuvre... Les descriptions qu'il faisait de la barre nous la montrait comme une sorte de cataclysme répandant ses effets d'épouvante et de destruction sur tout ce qui approchait... Son récit était terrifiant (3). » Et en dehors des mers démontées, le vieux marin Pierre Garcie donnait au XV^e siècle cette simple indication sur l'estuaire de Port-d'Albret : « Va seurement. »

1895. — On décide l'achat de deux bateaux dragueurs en fer à hélice. Leur but est d'enlever les sables sur les bancs extérieurs de la barre et de les rejeter au large, à chaque sortie possible. La Chambre de commerce

(1) Rapport de M. l'ingénieur Stœcklin, 16 mai 1870. (Poydenot, page 360.)

(2) Descande, page 76 ; *Le présent du port de Bayonne* (1875), d'après des documents officiels.

(3) Marquis de Folin, capit. de port à Bayonne, *Les Explorations sous-marines de l'avis LE TRAVAILLEUR*.

contribue à l'achat pour 550,000 francs, et les deux bateaux dragueurs ont commencé à fonctionner en 1896 (1). L'un a sombré en avril 1898.

Le douloureux bilan de l'Adour dont il vient d'être donné, pour ces trois derniers siècles, un large aperçu, résulte de causes tout à fait inhérentes à l'endroit où le fleuve a été jeté en 1578.

Les *Instructions nautiques* du service hydrographique de la marine disent de la barre de Bayonne, placée au fond et à l'angle du golfe : « D'après ce que nous avons dit sur la faible distance à laquelle les lignes de profondeur de 200 et même de 300 mètres passent du littoral du golfe de Gascogne, on conçoit comment la mer, soulevée au large par les grands vents d'Ouest et de N.-O., se propage avec toute sa force jusqu'au fond de ce golfe... C'est cette mer du large qui produit la lame de fond, beaucoup plus forte que celle qui est due aux vents locaux, et qui donne à la côte d'énormes vagues, souvent par des temps calmes et même avec des vents de terre. »

Donc, les lames de fond convergent vers l'angle de Bayonne et tourmentent ce point. Elisée Reclus rend ainsi le fait : « Lorsque la bouche de l'Adour s'ouvrait à Cap-Breton, elle avait son prolongement naturel en mer par la grande rade du Gouf, tandis que de nos jours elle donne sur une des régions les plus dangereuses de l'Océan cantabre (2). »

« Du bassin d'Arcachon au port de Cap-Breton, la mer monte sur le littoral de 4^m70 dans les vives-eaux d'équinoxe, de 4^m20 en vive-eau ordinaire, et de 3^m10 en morte-eau ordinaire (3). » C'est-à-dire que ces chiffres se rapportent au temps normal.

L'amplitude de la marée est moindre de beaucoup sur la côte de Bayonne, à l'angle du golfe : « Elle n'est, par rapport au zéro de l'échelle de l'ancienne tour des signaux, que de 3^m60 dans les grandes marées d'équinoxe, de 3^m30 dans les vives-eaux, et de 2^m10 en moyenne dans les mortes-eaux (4). » Il convient de dire que le zéro de l'échelle de l'ancienne

(1) Descande, *l'Adour*, page 83.

(2) *Géographie*, tome II, page 112.

(3) *Instructions nautiques* de la marine, édit. de 1895 et de 1898.

(4) Mêmes *Instructions nautiques*.

tour des signaux se trouve élevé de trente centimètres au-dessus du zéro des cartes, et que ces 0^m30 doivent être ajoutés aux chiffres qui précèdent avant de procéder à une comparaison avec les marées du littoral du Marensin et du Médoc.

La figure suivante, relative à l'élévation des marées aux diverses phases de la lune, va rendre sensible la différence — toute en défaveur de Bayonne — qui existe sur les différents points du golfe dans l'impulsion du flux. Les chiffres donnés sont officiels et empruntés aux *Instructions nautiques* et à l'*Annuaire des marées*. Ils font ressortir que l'embouchure de l'Adour fut portée en 1578 sur le point le plus défavorable de la région.

SOCOA	BOUCAU- NEUF DE BAYONNE	VIEUX- BOUCAU	CORDOUAN
4 ^m 50 4 30 3 30	3 ^m 90 3 60 2 40	4 ^m 70 4 20 3 10	5 ^m 50 3 70
Niveau	de la mer à	Marseille ou	plan général
2 ^m 597	2 ^m 646	2 ^m 70	3 ^m 15
1 ^m 903	1 ^m 234	2 ^m	2 ^m 35

Océan. Zéro des cartes marines ou ligne des plus basses mers.

On conçoit maintenant pourquoi l'embouchure de Port-d'Albret, à l'état de nature, pouvait envoyer régulièrement le flot à 65 kilomètres à l'intérieur, quand celle du Boucau-Neuf de Bayonne, protégée et maintenue par plusieurs kilomètres de digues et de jetées, ne l'envoie qu'à 50 kilomètres, ceci, toutefois, et en bonne partie, à cause de l'élévation du lit de l'Adour en amont de Bec-de-Gave.

Les conditions défavorables à l'impulsion du flot sous Bayonne étaient à peu près les mêmes pour Cap-Breton, où la propagation prolongée de l'onde, cause initiale des marées, n'a pas, en raison de l'existence du Gouf, l'amplitude qu'elle présente plus au nord sur la côte plate. Le service hydrographique de la marine signale les fonds de 150 mètres :

pour Bayonne, à faible distance de la côte ; à Contis, à 29 *milles* au large ; au Ferret, à 33 *milles* ; à Cordouan, à 90 *milles*. C'est pourquoi la marée s'élève plus sur les côtes de la Gironde qu'au Marensin, et au Marensin plus qu'à Cap-Breton et à Bayonne. La baie de Saint-Jean-de-Luz (Socoa), cette « Oreille » de la côte ouest de la France, selon un mot de Bouquet de la Grye, voit le flot et les vents s'engouffrer dans son étroite enceinte et ne doit pas, pour le régime des marées, être comparée au grand littoral.

D'après les *Instructions nautiques* déjà citées, la hauteur d'eau sur la barre de Bayonne n'était encore, en 1895, à mer basse, que de deux mètres dans les petites marées et de 3^m 70 en grande marée ; en 1897, la même hauteur à mer basse atteignait de cinq à six mètres aux mortes-eaux et sept mètres aux eaux vives.

A force de ténacité et de millions, la science paraît avoir dompté la nature sous le Boucau-Neuf après 325 ans de lutte acharnée. Que l'embouchure de l'Adour, enfin réduite, soit devenue à tout jamais propice aux navigateurs !

On voudrait aussi pouvoir souhaiter ici à Bayonne une prospérité maritime qui ne viendra malheureusement pas. En 1889 et en 1890, sur treize ports français ayant eu de l'importance, Bayonne n'arrivait qu'au onzième rang. En 1898, malgré l'amélioration de la barre, qui présentait, depuis un an au moins, six ou sept mètres d'eau à marée basse, Bayonne n'a atteint que le quatorzième rang des ports français pour le tonnage des entrées et des sorties réunies, d'après les tableaux officiels du mouvement général de la navigation (*Imprimerie nationale*) ; en 1899, selon la même source officielle, le port de Bayonne est resté au dix-septième rang.

Le résultat poursuivi d'assurer au chef-lieu du Labourd la possession de l'embouchure de l'Adour s'est trouvé atteint. L'œuvre, d'après le contrat passé entre le roi et Louis de Foix, devait coûter pour tous frais trente mille livres (valant de quatre à cinq cent mille francs de nos jours) ; elle allait, suivant les dires de la ville, assurer une prospérité réelle au port de Bayonne.

En réalité, on est parvenu à engloutir en trois siècles, du Trossat à la mer, une centaine de millions de francs de dépenses qui ont laissé et laissent Bayonne, malgré la réussite finale des travaux de la Barre, avec un port d'importance secondaire et non avantageux à la région forestière, laquelle se trouve grevée d'onéreux frais préalables de chemin de fer,

alors qu'il lui faudrait des moyens de transport par eau. Enfin, bien que la concurrence des ports espagnols ne puisse plus être invoquée, ni celle de l'ancien havre à franchises de Saint-Jean-de-Luz non plus, le port de Bayonne reste sans avenir sérieux.

V. — L'EMBOUCHURE DE L'ADOUR AU VIEUX-BOUCAU APRÈS LE DÉTOURNEMENT DU FLEUVE. — DEUX CENTS MARINS ENVOYÉS AU SIÈGE DE L'ILE DE RÉ. — CHUTE DÉFINITIVE DES PORTS DU VIEUX-BOUCAU ET DE CAP-BRETON.

Au lendemain du 28 octobre 1578, le réveil dût être poignant à Port-d'Albret. Les eaux de l'Adour n'y arrivant plus en se déversant par dessus la digue de Louis de Foix, la rade ne se remplissait guère désormais que par le jeu du flux marin. Un navire, ou un des navires qui s'y trouvaient, le *Moïsan*, ancré à terre à l'abri des dunes de Messanges, à l'extrémité nord-ouest du bassin, pendant la tempête qui inondait Bayonne et y jetait le désespoir, ne flotta plus. Il resta là comme un témoignage ostensible, comme une preuve évidente de la fin d'une existence maritime.

La vénérable épave n'eut qu'à attendre des ans sa disparition. Les sables, d'après la tradition, ont formé sur sa coque un monticule bien distinct, son mausolée ombragé de pins. Les générations se transmettent le souvenir de l'événement comme si depuis trois siècles on lisait, gravé sur le sable : *lou tuc de Moïsan*. On dit aussi *tuc blu*, de la couleur qu'avaient à cet endroit les eaux profondes.

Une version accueillie par les historiens et les chroniqueurs doit être redressée au sujet du *Moïsan*. On prétend que le capitaine de ce navire aurait reçu de ses armateurs bayonnais, en même temps que l'avis du détournement accompli de l'Adour sous le Trossoat, une injonction de gagner la mer en toute hâte, ce qu'il ne fit pas, s'obstinant à prétendre impossible la nouvelle annoncée. Un capitaine en cours de route ne se refuse pas à prendre la haute mer, mais des armateurs n'imposent pas volonté pareille au fort d'une tempête comme celle de fin octobre 1578. Le *Moïsan* ne s'aperçut que trop vite, sans avis tardif et inutile, de l'heure où ses flancs cessèrent d'être baignés par les eaux des Pyrénées ; l'injonction soi-disant partie de Bayonne ne pouvait donc pas avoir été reçue et accueillie dans la forme jusqu'ici indiquée.

Au commencement du § IV, il a été montré avec quelle vigueur le flux allait, depuis le Vieux-Boucau, miner à plus de trente kilomètres la digue du Trossoat sous Bayonne. On doit admettre que, les premières angoisses passées, les cœurs se raffermirent et reprirent courage au Vieux-Boucau, en face de l'Océan qui ne les abandonnait pas. Son flot puissant venait deux fois par jour raviver les espérances. On aura des navires d'un tonnage restreint et d'un tirant d'eau en rapport avec les fonds qui restent ; on se passera de l'Adour !

Des encouragements vinrent aussi soutenir les efforts et les résolutions. Le 22 octobre 1583, on trouve au Vieux-Boucau Henri de Navarre, le futur Henri IV (1).

Selon l'abbé Gabarra, « Henri IV vint deux fois à Cap-Breton, en » 1584 et 1585. Les marins vont le chercher par mer au Vieux-Boucau » sur une *chaluppe* esquipée ; il loge chez l'un d'eux, le jurat Pontails, » capitaine de navire, et il prend leur parti contre les Bayonnais, dont il reçoit sèchement une députation venue au sujet du port (2). »

Henri IV, dans ces conditions, aurait visité trois fois au moins le Vieux-Boucau. Son attitude montre qu'il désapprouvait l'œuvre de Louis de Foix. On en voit ressortir la preuve écrite dans sa lettre autographe du 4 juin 1584, adressée aux jurats de Cap-Breton, où ce document est conservé avec un orgueil légitime : « ... Ainsi s'il survenait quelque chose » qui méritât que j'en fusse averti... et ne faudra que bailler vos lettres » audit Dulac, qui me les fera tenir sûrement, l'ayant envoyé en vos » quartiers pour veiller et avoir l'œil à la conservation de mon port » d'Albret et ce qui en dépend... »

Cap-Breton continuait donc de communiquer avec l'Océan par le lit amputé de l'Adour et aspirait à la conservation de Port-d'Albret. Si à ce moment on avait soupçonné que la pierre de taille peut se fabriquer à volonté sur nos dunes, si Henri IV avait reçu les conseils d'un ingénieur tant soit peu entreprenant, le port d'Albret, dont la maison de ce nom s'enorgueillissait toujours, pouvait être sauvé, en dépit de la perte de l'Adour. Le havre existant et étant pratiqué, la couronne n'aurait pas mis d'empêchement à des travaux de préservation faits par l'autorité

(1) *Recueil des lettres missives d'Henri IV*, tome II, page 576, où sont donnés les séjours et itinéraires du roi de Navarre d'après les comptes manuscrits des dépenses ; *Revue d'Aquitaine*, tome XII, page 263.

(2) D'après les Archives de Cap-Breton, CC 1, n° 4, et les Archives de Bayonne, BB 11, séance du 7 novembre 1584.

seigneuriale, que des liens étroits de parenté rattachaient au souverain. Au moyen de deux mille pins de l'endroit et d'un navire ou deux de ciment et de chaux hydraulique, il était temps encore, en 1584, d'établir à la grève deux jetées entre lesquelles le flux aurait continué de venir baigner le vaste bassin de quatre kilomètres qui se voit encore ; la masse d'eau de chaque marée, au reflux, aurait assuré la chasse des bancs mobiles survenus à l'embouchure. Avec le sable ordinaire, de la chaux et du ciment, on moule maintenant des cubes de béton qui permettent de bâtir avec rapidité sur la dune littorale des maisons ayant la solidité des constructions en pierre dure de carrière. Ce moyen est d'ailleurs couramment employé par les ponts et chaussées. Vingt mille francs de l'époque, faciles à couvrir avec le temps par l'impôt ordinaire que supportent les navires, auraient accompli le vœu d'Henri IV et des localités intéressées.

La vaste rade laissée à l'état de nature résistait néanmoins. « Le chef-
» lieu de la baronnie du Marensin était le vieux Boucau ou port d'Albret.
» C'est là qu'en 1613 la dame Cécile Dumoncau, dame de la Barre,
» baronne du Marensin, tenait, dans une maison de pierre, couverte de
» tuiles, son poids pour peser les marchandises qui se débitaient dans sa
» baronnie et s'embarquaient à ce havre (1). »

Un titre officiel montre donc qu'en 1613 le petit port de commerce du Vieux-Boucau existait avec une autonomie qui ne fut jamais connue, avant 1578, sous la tutelle de Bayonne.

Six ans plus tard, en 1619, Cap-Breton, Labenne, Ondres, Benesse et Soorts consacraient 600 journées de travail au récurage de l'Adour, suivant l'état, conservé, des noms des travailleurs.

Cap-Breton et le Vieux-Boucau luttèrent activement, de concert cette fois, pour la prolongation de leur existence. En dehors du trafic maritime, les deux petits ports avaient la ressource de la pêche locale et de la capture très rémunératrice de la baleine (2).

(1) Aveux et dénombrement de la baronne de Marensin (14 mai 1613), d'après procès-verbal de Samuel Paular, établi par Sa Majesté en la ville de Nérac pour la vérification des hommages, aveux et dénombremens rendus à Sa Majesté par haute et puissante dame Cécile Dumoncau, dame de la Barre. (Dompnier de Sauviac, dans les *Chroniques de Dax*, page 142) - Thore (*Promenade*, page 104), qui a eu sous les yeux une expédition de ce procès-verbal, vers 1810, constate que le chef-lieu de la baronnie s'y trouvait désigné sous le nom de Vieux-Boucau ou Port-d'Albret, indifféremment. Le titre était déposé à la mairie d'Azur. Malheureusement, il a disparu depuis.

(2) « Les pêcheurs de Capbreton et du Plech ou Boucau vieil, les Basques... » vont hardiment et avec grand adresse harponner et blesser les balenes en

Le détournement de l'Adour date de 50 ans ; des événements graves se préparent. Dans le but de soutenir ses coréligionnaires séparatistes de la Rochelle, le roi d'Angleterre leur envoya un secours de dix mille hommes. Le duc de Buckingham, qui le leur apportait, mouilla, le 20 juillet 1627, sur la rade de l'île de Ré avec 90 navires, se mettant aussitôt en devoir de faire le siège de la citadelle de Saint-Martin et d'investir l'île (1). Peu après, cette ceinture de grands vaisseaux était renforcée de 120 petits bateaux armés en guerre (2).

L'île de Ré au pouvoir des Anglais, c'était la Rochelle séparée de la France. Il s'agissait de secourir et de ravitailler à tout prix la forteresse de Saint-Martin-de-Ré.

« Les vivres achetés, réunis en dépôt dans les ports, le plus difficile restait à faire : il fallait introduire ces vivres dans la citadelle investie. Richelieu eut alors une inspiration de génie. Il se souvint d'avoir entendu vanter par un gentilhomme, qui avait fait jadis le voyage d'Espagne, des vaisseaux de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz. Ces vaisseaux, connus sous le nom de pinasses, étaient, au dire du gentilhomme, aussi adroits à la voile qu'à la rame. De la pensée à l'exécution, le cardinal mettait généralement peu d'intervalle (3). »

Quinze pinasses bien armées de piques et de mousquets, placées sous le commandement de Valin, partaient de Saint-Jean-de-Luz et atterrisaient aux Sables-d'Olonne le 27 août 1627. Valin ne fut pas heureux en premier lieu et eut, par la seule faute de ses équipages, son amour-propre soumis à une pénible épreuve. Cependant, le 7 septembre, il put introduire à l'île de Ré un convoi de vivres pour sept ou huit jours et quelques munitions.

Le docteur Kemmerer, de Saint-Martin-de-Ré, rapporte que tout équipage qui tentait de forcer le blocus des Anglais et se laissait prendre était détruit sans quartier. Chaque homme capturé avait un bras et une jambe liés en croix et était jeté à la mer. Des cadavres venaient à la côte ainsi garrottés, comme pour glacer les cœurs.

pleine mer. » (Cleirac, *Us et Coutumes de la mer*, édition de 1647.) Plus tard, quand les baleines eurent disparu de nos côtes, les Capbretonnais continuèrent la pêche de ces gigantesque cétacés au nord de Terre-Neuve, comme leurs ancêtres, jusque vers 1860, avec port d'attache à Bayonne

(1) Voyez Troude, *Batailles navales de la France*, tome 1. page 85.

(2) L'amiral Jurien de la Gravière, *Siège de la Rochelle*, page 241.

(3) *Ibid.*, page 184.

L'envoi des vivres au départ des Sables-d'Olonne ne réussissait qu'avec les bateaux du golfe de Gascogne. Et qu'on ne l'oublie pas, dit l'amiral de la Gravière, l'emploi des pinasses de Bayonne était une inspiration de Richelieu.

Dix autres pinasses parties de Saint-Jean-de-Luz arrivaient le 29 septembre, en moins de 48 heures, aux Sables-d'Olonne. Elles étaient placées sous le commandement du bayonnais Andouin, dont l'action au siège de l'île de Ré fut celle d'un héros.

L'ancienne et dernière embouchure de l'Adour eut sa part d'honneur et de gloire dans l'épisode émouvant des sièges de Ré et de la Rochelle : vingt pinasses du Vieux-Boucau prirent part aux opérations de 1627-1628. En récompense de ses services, la petite cité obtint des franchises communales, et, tout en restant assujettie à Messanges pour le spirituel, le Vieux-Boucau devint, à l'exclusion du chef-lieu de sa paroisse, une commune relevant directement de la couronne. Il y a là un fait curieux : le maintien ininterrompu de l'autorité du curé de Messanges sur la cité de Port-d'Albret jusqu'après la Révolution, et une indication qui intéresse l'histoire régionale : le Vieux-Boucau seul se livrait aux opérations de la navigation maritime, sans le concours de Messanges, son chef-lieu de paroisse.

En 1631, un magistrat de la sénéchaussée des Lannes au siège de Tartas, Hélié de Martin, vint au Vieux-Boucau notifier des lettres patentes de Louis XIII nous octroyant des franchises municipales, et en même temps introniser les premiers jurats, approuver les statuts de la communauté et dresser acte des diverses opérations, qui durèrent trois jours, les 11, 12 et 13 juillet. Le procès-verbal de la dernière vacation du magistrat de Tartas porte ce passage : « Et avoir de quoy employer » environ deux cens mariniers qui vivent actuellement aud. lieu et qui » ont rendu si devant de bons services au roy, tant en deux voyages que » les pinasses ont fait à la citadelle de Rée (1), — conduite des vingt » chaloupes et des vaisseaux de guerre (2), — à la digue (3), — et

(1) Voilà donc bien deux voyages de ravitaillement effectués à la citadelle investie, celle qu'il s'agissait de sauver.

(2) Cela se rapporte peut-être au transport des troupes de secours et aux vaisseaux murés coulés entre les deux branches de la digue ci-après.

(3) Digue construite par Richelieu. Elle ferma l'accès de l'Océan à la Rochelle. A la partie la plus profonde, entre les deux bras des murailles, furent coulés, du 21 janvier 1628 au 15 mars suivant, 76 vaisseaux murés à l'intérieur et presque tous fournis par Bordeaux. Dans ces travaux, on eut à essuyer des attaques de petits vaisseaux appuyés par l'artillerie de la Rochelle.

» généralement en tout ce que sa majesté et messieurs ses gouvernants
» en ce pays leur ont commandé. »

Voilà les services longs, divers et périlleux invoqués dans l'obtention des lettres patentes de Louis XIII. De sacrifices d'hommes, il n'en est pas question. Nos braves marins de l'ancienne embouchure de l'Adour, appelés partout, envoyés partout, ont partout passé, comme Andouin, de Bayonne.

Les restes de la cité de Port-d'Albret goûtaient, lors de la présence du magistrat de Tartas, une heure de joie bien compréhensible. Il s'agissait de la consécration de services qui font l'honneur d'une localité. Toutefois, le baron de Marensin, par l'organe de mandataires, intervint pour s'opposer à l'institution de la jurade. Le délégué du roi passa outre.

Parmi les notables nommés dans le cahier des statuts se trouvent deux Lafargue, dont l'un a signé un procès-verbal de séance avec le titre : « capitaine pour Sa Majesté ». Il se peut fort qu'il ait commandé notre flotille du Vieux-Boucau à l'île de Ré et qu'il ait été conservé comme capitaine dans la marine de l'Etat, où d'ailleurs Andouin, de Bayonne, devint officier supérieur. A l'état civil du Vieux-Boucau, on trouve encore un Pierre Lafargue, bourgeois et jurat du lieu, mais de situation peu opulente, aux dates des 29 juin 1769 et 14 mars 1773. Cette famille a disparu depuis.

Les pinasses qui ont ravitaillé, par conséquent sauvé, l'île de Ré en attendant l'arrivée de l'armée préparée par le maréchal Schomberg, étaient, dit le docteur Kemmerer, « des bâtiments légers, construits en bois de pin, portaient une voile devant et pouvaient contenir quinze hommes d'équipage qui ramaient quand le calme les surprenait. Ces pinasses pouvaient porter douze tonneaux (1). »

Callot, qui accompagnait Louis XIII à la Rochelle, a fait entrer une trentaine de nos pinasses du golfe de Gascogne, toutes du même modèle, dans son eau-forte du siège de l'île de Ré. On en voit le spécimen fidèlement reproduit ci-après. Ce dessin a été relevé sur Callot à l'intention du présent mémoire, à la Bibliothèque nationale, par mon ami et camarade d'enfance P. G. Saint-Laurent, l'artiste qui a décoré la salle des fêtes du casino de Dax. Le bateau n'est pas ponté. A l'avant, un tillac ; à l'arrière, semble-t-il, un gaillard ou poste d'équipage. Ce gaillard

(1) *Histoire de l'île de Ré*, tome I, page 401.

arrière sert de dunette à un chef probable d'escadrille, coiffé du tricorne d'officier de marine et qui donne ses ordres au pilote tenant la barre franche. Le mât unique porte une voile quadrangulaire que permet de



tendre une perche nommé livarde, aussi forte que le mât. C'est sur ces frêles esquifs que nos vaillants compatriotes firent la campagne de 1627-1628. N'y a-t-il pas lieu de conserver quelque admiration pour ces braves gens ?

A travers l'allégresse que trahit le cahier des statuts du Vieux-Boucau, on voit signaler aux jurats la préoccupation capitale qu'ils ne doivent pas perdre de vue : la conservation du port ! « Et le lendemain jour de lundi » 13^e du mois de juillet 1631... sçavoir à veiller curieusement à la

» conservation de leur habre lequel puis dizant en sa s'est fermé deux
» fois. »

L'eau d'un Adour, ou au moins d'une Leyre, n'était plus là pour maintenir une embouchure creuse et droite. La passe du havre se comblait, le sable la nivelait, et la voilà qui fut fermée deux fois entre 1621 et 1631.

Cependant les droits d'octroi créés par les statuts de la petite commune désormais libre permettaient de veiller dans une certaine mesure à l'entretien du port. En 1650, lorsque la Fronde, ayant transporté son siège à Bordeaux, pactisait avec l'Espagne, M. de la Vie, délégué du roi et de Mazarin, écrivait le 2 juin de la capitale de Guyenne : « ... Votre
» Eminence saura, d'ailleurs, qu'on donne jalousie à Bayonne et à Dax,
» qu'il s'assemble des troupes d'Espagne dans la haute Navarre et des
» vaisseaux à Saint-Sébastien. *Je ne sais s'ils descendront au Boucau-*
» *vieux* et si, sachant le triste état de notre ville, ils prendront la pensée
» d'y venir par terre ou par mer (1).

Un papier d'Etat nous montre ainsi, 72 ans après le retrait de l'Adour, que l'ancien Port-d'Albret paraissait encore vulnérable pour une flotte ennemie chargée d'une armée de débarquement.

L'entrée du havre, qui n'est pas tourmentée par les lames de fond, doit donc se maintenir en état satisfaisant. L'état civil mentionne pieusement la mémoire des enfants qui meurent ou périssent au loin. Un habitant est mort à St-Jean-de-Luz, un autre en Espagne. Plus tard, le 17 avril 1669, mention des sept marins déjà nommés en note au § IV, qui périrent corps et biens à la barre de Bayonne. Les 10 et 11 septembre 1683, honneurs funèbres d'Etienne Sanguinet et de Jean-Petit Castels qui, ayant été faits esclaves, sont morts en Turquie. Le 18 décembre 1687, honneurs funèbres de Pitres, qui s'est noyé en Portugal. Les 11 et 12 février 1709, honneurs funèbres d'Etienne Baile et de Jean Laforêt, qui se sont noyés le mois de janvier précédent (au loin, par conséquent). Le 31 décembre 1762, service funèbre de Salvat Contis, capitaine de corsaire, et d'Etienne Duboscq, du même équipage, disparus depuis un an.

D'accidents ou de naufrages pareils dans les actes de décès, il n'en est pas fait mention pour l'ancienne embouchure de l'Adour. La bourgeoisie figure encore en bon nombre au Vieux-Boucau. Des magistrats et des

(1) *Arch. nation.*, KK 1218, page 295. — *Arch. hist. de la Gironde*, tome IV.

hommes d'armes sont fréquemment nommés. Le 3 juin 1669 se marie Arnaud de Hondelatte, « capitaine du roi en la marine, 42 ans, demeurant en sa maison appelée du Séné », au Vieux-Boucau. Le seigneur de Biscordan appose fréquemment sa belle signature au bas des actes de baptême et de mariage, entre 1658 et 1670.

Il fallait cependant avancer vers la mort maritime, sans résistance possible. Une pétition de 1741 (1), déposée aux archives municipales du Vieux-Boucau, dit qu'à ce moment il existait encore dans l'endroit une centaine de maisons, et qu'autrefois il y en eut trois cents. Port-d'Albret, au temps de sa prospérité, comptait ainsi environ trois mille âmes sur son territoire, fort restreint (douze cents mètres du sud au nord et deux kilomètres d'ouest en est).

Au XIX^e siècle, les années de trois recensements de la population, alors pauvre et sans personnel domestique, accusaient des naissances dans la proportion de 2.33 par cent habitants recensés.

En 1625 (2), 47 ans après le détournement de l'Adour, l'état civil enregistrait 32 naissances, ce qui donnait environ 1500 âmes, en tenant compte du personnel des domestiques et de celui du couvent des Cordeliers.

En 1683, il y eut 27 naissances, accusant environ 1250 habitants.

Dès 1700, la chute s'accroît sensiblement. L'année 1720 ne présente au registre des baptêmes que onze naissances, équivalent à 500 habitants.

Le port est atteint, et c'est ce cri d'alarme que porte la pétition précitée de 1741.

En 1770, 7 naissances, soit 310 habitants.

Enfin, le recensement de 1806, nettement établi en jolie calligraphie et parfaitement conservé à la mairie du Vieux-Boucau, est arrêté en toutes lettres à cent soixante-dix-neuf habitants : 179 âmes !

L'anéantissement de Port-d'Albret est accompli.

Thore, en 1810, a noté le dernier effort connu de nos marins. Le petit cabotage fut encore pratiqué au Vieux-Boucau « en 1793, par un nommé Lahari ; mais un naufrage essuyé sur les côtes de Bretagne lui enleva le fruit de ses épargnes et l'empêcha de continuer (3). »

(1) L'un des signataires était le général de Caunègre, dont la famille, très ancienne, habitait le quartier tout voisin de Pinsolle (Soustons) et avait un banc réservé à l'église du Vieux-Boucau, en même temps que le privilège, concédé par décision épiscopale, de recevoir l'eau bénite à la porte d'entrée de la même église.

(2) Il ne reste pas de registres antérieurs à 1625. — (3) *Promenade*, page 109.

Quelque trente ans auparavant, lorsque la population était déjà réduite à 300 âmes, un autre cas de trafic par mer paraît se montrer au Vieux-Boucau, car on trouve dans un dossier sur cette localité, déposé aux archives départementales de la Gironde, C 773 : « Etienne Duchon (1), marin, eut le bonheur d'être protégé ; lors de la dernière guerre, il eut la réussite de gagner mieux de vingt mille livres, mais son imprévoyance l'a mis vis-à-vis de rien. » Le dossier est de 1779.

C'est probable qu'il s'agit de la guerre de sept ans (1756-1763).

Voilà les derniers échos de la vie maritime de l'embouchure de l'Adour à Port-d'Albret. On y voit encore les demeures plus ou moins bien restaurées des Caule, des Contis, des Maucriau, des Barrère, des Balanque, qui ont longtemps fourni des capitaines de navire, mais des marins de carrière et des pêcheurs d'eau salée vivant de cette industrie, il n'en existe plus depuis un siècle passé. Toute la pierre calcaire des maisons devenues inutiles a été dévorée par deux fours à chaux qui ont fonctionné jusqu'en 1860. Les restes de ces fours se voient encore à la partie nord et à la partie est du village, qui s'est un peu repeuplé.

Quant aux granits, quartz, grès et autres minéraux que les touristes viennent examiner dans nos vieux murs et pavés comme des produits qu'auraient déposés des navires venus sur lest (2) des différentes parties du monde, que cet autre préjugé disparaisse. Tous ces matériaux pyrénéens furent simplement descendus par les chalands qui revenaient de transporter à Bayonne les produits du pays, car on a vu qu'avant 1578 il fut toujours interdit à tout navire de faire port et charge à Port-d'Albret, d'y rien embarquer ou débarquer.

Si l'effondrement de Cap-Breton n'a pas été aussi lamentablement complet que celui du Vieux-Boucau, il fut néanmoins cruel. Les archives de Cap-Breton conservent de l'année 1735 une « Supplique pour la diminution de la taille, attendu que le bourg, depuis 1624, a diminué des trois quarts, et que les habitants étaient si misérables que le curé les avait abandonnés pour se retirer à Labenne. »

Aux *Annales de Cap-Breton*, pages 106 et 108, Bartro donne ces deux

(1) Le 25 mars 1646, un Petit-Jean Duchon figure au registre des naissances avec le titre de « marinier ».

(2) Le *Délestage*, endroit marécageux situé à l'extrémité inférieure des Allées-Marines de Bayonne, ne laisse pas voir de débris de pierre et semble n'avoir reçu, en fait de dépôts de lest, que du sable et de la terre.

mentions : « On trouve chez M. Salvaris, à Cap-Breton, des actes qui constatent que les maisons rue Libet, n° 33, et rue Bois, n° 2, furent vendues douze francs chacune. — En 1785, la population était réduite à 400 habitants. »

Elle paraît avoir été d'environ six mille âmes autrefois.

Cap-Breton, où la côte, sur un point providentiel, est constamment abordable, s'est convenablement soutenu par la pêche en mer et par la proximité de Bayonne. Ce foyer de marins de premier ordre était frappé dans sa vitalité, mais il cherchait à se relever. Longtemps l'endroit a caressé et poursuivi la réalisation d'un nouvel avenir maritime. Trois de ses prêtres desservants, MM. Pujol, Bessellère et Gabarra, ont consacré à cette cause l'éloquence de leur talent. Un instant, vers 1875, l'abbé Bessellère tenait l'opinion de Bayonne sous sa plume savante et souple, en s'appuyant notamment sur les projets présentés par le colonel Emy, Maignon de Roques, Vionnois et le lieutenant de vaisseau Rodolphe.

Vains efforts, l'issue de la lutte s'est définitivement rangée à l'avantage de Bayonne, pendant que la Fosse de Cap-Breton, cette admirable « baie en pleine mer », reste, sur notre *côte terrible* de Strabon et des Romains, à l'état de bienfait délaissé, abandonné.

CAPITAINE SAINT-JOURS.



LA FAÏENCERIE

DE

SAMADET (LANDES)

1732-1840

« La France peut bien, sans trop de
« souci, laisser tomber une feuille de
« son épaisse et glorieuse couronne :
« cette feuille, un fils doit la ramasser. »

Victor HUGO : *Voix intérieures.*



'EST en ma qualité de landais que je me permets de ramasser cette feuille passée à peu près inaperçue de tous ceux qui se sont occupés d'écrire l'histoire de l'Art céramique dans notre beau pays de France.

Amédée Tabouriech (1), Jacquemart (2), Ris-Paquot (3), consacrent à peine quelques lignes à la Faïencerie de Samadet.

Notre faïencerie landaise n'a, il est vrai, produit aucun de ces objets qui s'imposent à l'admiration des artistes et des collectionneurs, et qui constituent une partie importante du grand Art ; mais son histoire occupe

(1) Tabouriech. — Documents sur quelques faïenceries du Sud-Ouest. Paris, Auguste Aubry, 1864.

(2) A. Jacquemart. — Merveilles de la Céramique. Paris, Hachette, 1879.

(3) Ris Paquot. — La Céramique. Paris, 1884.

une page de l'histoire locale de notre cher pays des Landes, et c'est à ce titre qu'il m'a paru bon de la faire connaître en quelques pages, complétant ainsi les intéressantes mais un peu sommaires publications déjà faites sur ce sujet.

Le nombre assez élevé des pièces de cette faïencerie accumulées dans ma maison par trois générations de collectionneurs, me donne peut-être quelque autorité pour parler de la faïence de Samadet.

I

Jusque vers 1730, notre pays était tributaire pour la fourniture des pièces de faïence, de Bordeaux et de la Hollande.

Les produits de ce dernier pays étaient rapportés par les bateaux qui remontaient l'Adour et la Midouze après avoir apporté à Bayonne, d'où ils étaient expédiés aux Hollandais, les vins de Chalosse dont ils étaient, paraît-il, très friands, et qu'ils ne cessèrent de demander que le jour où un homme qui en faisait un très grand commerce, les avait frelatés.

Cela est si vrai, que les plus belles pièces de Delft qui figurent dans nos collections locales ont surtout été trouvées le long de l'Adour et de la Midouze dans les maisons où avaient vécu jadis les bateliers qui portaient à Bayonne les vins qu'on expédiait aux Hollandais.

Bordeaux possédait à ce moment plusieurs fabriques de faïence. L'établissement de la première de ces fabriques remonte au 15 janvier 1714, époque à laquelle le chevalier Jacques de Hustin obtint l'autorisation de la fonder ; plusieurs autres établissements s'ensuivirent et fournirent des faïences à toute la région.

Aucune pièce authentique n'autorise comme le font certains, à porter à 1715 les débuts de la Faïencerie de Samadet. Les documents qui vont suivre et qui nous ont été très gracieusement communiqués par un homme dont nous regrettons la perte, le comte Paul de Poudenx, établissent d'une manière certaine comment fut créée cette faïencerie.

Le grand-père de notre regretté compatriote ayant été le dernier propriétaire de la Faïencerie et le dernier titulaire de la Baronnie de Samadet, nous supposâmes qu'il pouvait peut-être rester dans les Archives du Château de Saint-Cricq des renseignements intéressants pour l'histoire de la Faïencerie.

C'est là, en effet, qu'après de patientes recherches, nous en avons trouvé quelque-uns.

En 1732, la Baronnie de Samadet était la propriété de Maurice-Charles du Bouzet, marquis de Roquépine, abbé commandataire de l'abbaye de St-Nicolas-lès-Angers et de La Haye-Monbazon ; il en était devenu lui-même le titulaire par la mort de son frère aîné François Jules du Bouzet.

Comment lui vint l'idée de fonder une Faïencerie à Samadet ?

Je suppose que l'idée naquit de ce qu'il existait déjà en cet endroit une usine où l'on travaillait la terre (briqueterie et tuilerie).

Une tradition qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours veut, ainsi qu'il est dit plus haut, qu'on ait fabriqué de la faïence à Samadet depuis 1715 ; Sorbets et quelques autres l'ont accréditée : c'est là une erreur.

On verra en effet dans l'un des documents qui seront publiés plus loin, et qui ont trait à la création de la faïencerie, c'est-à-dire qui datent de 1730, qu'à cette époque on parle « *de construire un petit fourneau pour y pouvoir faire cuire environ une charge de vaisselle, ce qui n'est pas une dépense de dix écus, et l'on saura par cette épreuve ce que l'on doit attendre en grand.* »

Il est donc certain que ce n'est que vers 1730 que l'abbé de Roquépine eut l'idée de fonder une faïencerie à Samadet, ainsi que le prouve le document suivant : ce document a du reste, comme on le verra, une assez grande importance.

A cette époque, l'abbé de Roquépine fut mis en relation avec un certain Le Patissier, qui, en réponse à une lettre de l'abbé, lui écrivit ce qui suit :

« Monsieur,

« *Le messager de Pau vous rendra à St-Sever ou à Samadet vendredi prochain 13 du courant le plan des bastimens nécessaires pour la fayencerie que vous souhaités y établir.*

« *Avec le premier plan marqué ABCD vous en trouverez un second qui n'est seulement que pour vous donner une idée de la figure de chaque corps des dits bastimens.*

« *Dans le premier, j'ay lavé en rouge ce qu'il faut indispensablement*

« faire bastir pour mettre les choses en train, le reste qui est lavé en
« jeaune peut estre différé jusqu'à ce que le débit requière un plus grand
« nombre d'ouvriers ; en attendant l'on pourra placer un tourneur dans la
« chambre des peintres sans trop les embarrasser, et deux avec un mouleur
« dans le magasin qui ne sera nécessaire pour son usage naturel, que
« quand il y aura une certaine quantité de fayence faite.

« J'ay joint à ces deux plans un cahyer qui contient les dimentions de
« chaque pièce des bastimens, l'explication de l'usage de chacune en parti-
« culier, et un mémoire des outils qui leur sont propres.

« Un excellent ouvrier tourneur qui a travaillé icy 4 ou 5 ans, et qui
« en est absent depuis trois ans, ayant ouy parler de l'entreprise dont il
« est question, a écrit à une personne d'icy de me demander si je voudrois
« l'y recevoir, et que si j'avois besoin de quelques autres ouvriers et d'un
« enfourneur il me les emmeneroit en payant leur voyage suivant la
« coustume. La même personne qui m'a parlé pour celuy la m'a encore fait
« pressentir que quelques-uns qui sont ici pourraient prendre le même
« party. Je lui ay répondu qu'elle me ferait plaisir de mander à celuy
« qui est absent que la chose seroit en estat de commencer dans trois mois,
« et qu'alors je lui manderois de partir, et d'emmener avec luy les ouvriers
« que je croirois nécessaires, et leur ferois tenir de quoy faire les frais de
« leur voyage, que quant a luy qui s'estoit offert le premier il seroit
« regardé avec distinction.

« Que pour ceux qui sont icy et qui n'ont pas encore se déclarer, ils
« peuvent me parler quand ils le jugeront à propos, et que nous prendrons
« des mesures pour qu'ils puissent se débarrasser, et se mettre en estat de
« me venir joindre au premier avis, de sorte que je comprends que plusieurs
« de ces gens la sont attachés à moy, et que j'en auray plus facilement
« que je n'aurois osé l'espérer.

« Au reste plus je réfléchis sur cette affaire, plus je trouve qu'elle est
« bonne, j'auray l'honneur de vous faire voir au doigt et à l'œil quand
« vous serés icy qu'il y a grossièrement un tiers de profit clair et net en
« donnant les marchandises à un prix qui puisse emporter la préférence,
« et mesme quand vous n'obtiendriés pas d'exemption de droits d'entrée à
« Bordeaux, il n'y aura pas de foire que nous ne puissions y en introduire
« pour 10000 L. pour les marchands seulement.

« Il ne faudroit donc vendre que pour 10000 L. dans tout l'Armagnac
« et le Béarn pour parvenir à une consommation de 30000 L., et il y a

« tout lieu d'espérer que celle de ces deux provinces ne se bornera pas à cette somme.

« Je suis avec un très profond respect, Monsieur,

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le Pâtissier,

« à Bordeaux,

« le 11 octobre 1730. »

L'abbé de Roquépine ne s'aventura pas du reste à la légère dans cette affaire. Outre ses relations avec Le Pâtissier, qui, lui, ne s'occupait que de la partie, pour ainsi dire, technique de l'entreprise, il correspondit encore avec un personnage qui devait aussi être au courant du commerce de la faïence, car à une demande de renseignements faite par l'abbé, il répondit par le document suivant :

MÉMOIRE AU SUIET DE LA MANUFACTURE DE FAYANCERIE DE MONSIEUR L'ABBÉ DE ROCÉPINE

Pour donner un heureux succès à cette manufacture, par raport à la vente des pièces qui sy fabriqueront, il y a un moyen infailible.

Ce moyen, supposé que la fayance soit aussi belle que celle qui se fabrique à Bordeaux et à celle que l'on tire de Holande, c'est de la donner à meilleur marché, et supposé que dans les commencemens, il ne s'y trouvat qu'un médiocre profit, il deviendrait sy considérable par les suites, que l'on ne peut s'en faire une idée, que par la réflexion suivante.

Des que la fayance de cette manufacture, aussy belle que celle de Holande et de la fabrique de Bordeaux sera à meilleur marché, la manufacture de Bordeaux tombera absolumen, parce que le bon marché fait la prédilection, et ce bon marché fera qu'on n'en tirera plus de Holande, en quoy le Roy, l'Etat et les habitans de La Guyenne et des pays voisins trouveront beaucoup de profit.

Le Roy et l'Etat, parce que l'on ne devra plus à la Holande le prix de la fayance que l'on en tireroit sans cesse,

Que la fayance dont il s'agit se fabriquant à Samadet, les frais de la fabrique et celui de la fayance resteront en France.

Et la fayance estant a bon marché, l'achat coustera moins aux suiets.

La manufacture de fayance de Bordeaux tombant infailliblement par l'impossibilité de la donner au même prix de celle de Samadet, Monsieur l'abbé trouvera autant d'ouvriers fabriquans qu'il en voudra et à bon marché, parce qu'ils vivront à meilleur marché à Samadet qu'à Bordeaux, et il luy en faudra une grande quantité, puisque sa manufactory devra tenir lieu de celles de Bordeaux et de la fayance qui se tire de Holande.

Le bon marché en fera charger des quantités prodigieuses pour les Isles françoises de L'Amérique, et une infinité de suiets que la cherté semble empêcher d'en faire usage, s'en serviront à l'avenir. Monsieur l'abbé ne conçoit pas luy même ou se portera la consommation occasionnée par le bon marché, ny les revenus procurez par l'armonie d'une habille et attentive direction, qui se mette en sureté contre tous les torts qu'on pourroit luy faire et par une economie particuliere sur les frais de la fabrique.

Pour comprendre l'importance du revenu de cette manufacture, il faut se désister de l'idée de vendre chèrement la fayance qui sy fabriquera, pour prendre celle, que ce n'est pas la cherté de cette marchandise qui procurera les grandes utilitez, mais bien le grand débit. Ainsi il faut s'appliquer a de l'economie pour pouvoir parvenir à faire de grands profits en vendant à bon marché.

Outre le bon marché, il faut pour favoriser le débit de cette marchandise, en établir le magasin dans Bordeaux, dans un lieu commode pour le public et pour l'embarquement de celle que les négocians prendront pour envoyer aux Isles françoises de la mérique et dedans et dehors de cette province.

Une des plus sérieuses attentions de cette affaire, est de ce mettre en garde contre toutes les tromperies que l'on pourroit faire à Monsieur L'abbé, les préservatifs en sont aisées, ils ne viendront pas de la multiplicité des commis qui pourroient tous s'entendre, qui plus ils seroient en grand nombre, plus la tromperie seroit grande, parce qu'il faudroit la diviser en un plus grand nombre de portions, mais dans la différence des fonctions et de leurs circonstances. On ne peut rien dire de celles qui se passeront à la fabrique, il faudroit estre sur les lieux pendant quelques jours et voir manœuvrer, enfin estre parfaitement instruit de toutes les circonstances de cette manufacture, que l'on verroit bien tost dans toutes ses circonstances, quoy qu'on n'en ait pas la moindre notion.

A l'égard du magasin de Bordeaux, on peut aisément former un plan de régie, qui tres surement méritoit a l'abry de la plus petite tromperie.

Il faut en premier lieu un Inspecteur général sous les ordres duquel on enverra de Samadet des Etats de toutes les fayances qui seront envoyées dans le magasin de Bordeaux, et que ces états soient envoyés avec les voitures.

Les balots, caisses, futailles, etc., dans lesquels seront envoyées lesd. fayances ne doivent entrer dans le magasin, qu'en présence de cet Inspecteur.

Lesd. fayances doivent dans l'instant quelles seront déballées, estre remises entre les mains des commis qui devront en faire la vente, qui s'en chargeront par des états qui seront faits sur le champ, dont l'original restera entre les mains du directeur, pour faire conter les distributeurs

Ces distributeurs doivent estre au nombre de trois. L'un pour la vaisselle platte, le second pour la vaisselle montée, et le troisième pour les salières, saussières et autres minüaillies. Sur les états de ces trois distributeurs, se vérifieront ceux des envois, au moyen de quoy il ne pourra y avoir d'intelligence entre ceux qui enverront et ceux qui recevront pour faire la distribution.

Le directeur général contera tous les trois mois avec les distributeurs de la vaisselle qu'ils auront reçüe et de celle qui restera dans leurs mains, et fera tous les ans un conte général, des pièces qu'ils ont reçues, de celles qui leur restent, du montant de leur recette en argent, des sommes qu'ils ont payées, a Monsieur l'abbé sur des lettres de change qu'il aura tirées sur eux, ou des sommes qu'ils auront payées sur ses ordres, dont ils rapporteront les quittances, et des frais de régie qu'ils ne pourront payer sans des ordres par écrit du directeur général avec les quittances de ceux qui auront reçu.

Par les contes que lesd. distributeurs rendront, les pièces de fayance qui resteront dans leurs mains lors du conte de chasque année, y seront portées ou reprises, et dans les contes qu'ils rendront d'année en année, les pièces qui resteront dans leurs mains par le conte de l'année précédente, formera le premier article de recette en fayance de l'année précédente et ainsi de suite d'année en année. Cet ordre bien etabli se perpétuera d'année en année et prévendra toutes sortes d'erreurs et d'équivoques qui n'arriveraient jamais qu'au préjudice de Monsieur l'abbé.

Sur les contes qui s'arrêteront de trois en trois mois dont l'on enverra soudain copie a Monsieur l'abbé, il sçaura ce que chasque receveur aura aussy de fonds dans ses mains toute dépense faite, ce qui aura esté vendu de fayance pendant lesd. trois mois et ce qui restera de fayance dans leurs mains.

Pour la sureté des fonds de Monsieur l'abbé il doit tirer régulièrement ou donner à prendre ce qui se trouvera de trois en trois mois entre les mains des distributeurs, sans quoy ils seroient tantes de faire valloir les fonds de leur recette, et comme ils s'exposeroient a perdre en cherchant a gagner, ils ne seroient pour rien dans la perte, dans laquelle M. l'Abbé seroit pour le tout en cas de disgrâce.

Pour plus grande sureté sur les dépenses actuelles et de régie, lesd. distributeurs ne doivent rien payer, pas même les sommes tirées sur eux par Monsieur l'Abbé, que sur des ordres par écrit et de l'inspecteur, lesquels ordres, les lettres tirées ou ordres donnez par Monsieur l'Abbé et les quittances par eux retirez de ceux qu'ils auront payez, feront les pièces justificatives de la dépense de leur cout de chasque année.

Pour revenir a la scituation du magasin de Bordeaux il doit estre sur le bord de la Garonne dans un lieu également convenable pour les habitans de la ville et pour l'embarquement des fayances pour les Isles françoises et pour tous les lieux ou les négocians ou autres particulliers en enverront. On sçait un lieu propre pour élever cet edifice, dont le fonds pourra se prendre sous une modique rente annüelle et perpétuelle de M^{re} les Furaits.

L'emplacement suffira pour y bastir trois magasins pour les trois différentes espèces de porcelaines, le logement des trois distributeurs, un cabinet pour l'Inspecteur général et un logement pour son commis. Sy Monsieur l'abbé vouloit vendre ce bastiment après l'avoir fait construire, il en retireroit au double de ce qu'il luy auroit cousté, en tel temps qu'il vouldut faire cette vente.

Mais comme il faut du temps pour l'édification de cet édifice et de la dépence, on sera dans la nécessité de louer une maison dans le voisinage dedans ou dehors la ville et cette alternative n'est pas indifférente, sy la fayance venant de Samadet payoit quelque droit entrant en ville c'est une chose essentielle a sçavoir, car il faut que dans l'instant de l'ouverture de ce magasin il soit parfoitement garny, dans toutes les sortes et espèces de fayance.

Enfin, au commencement de l'année 1732 et alors qu'il était en mesure de présenter des échantillons de la faïence fabriquée à Samadet, l'abbé de Roquépine présenta au Roi une requête pour obtenir l'autorisation définitive de fonder une faïencerie.

Les choses ne marchèrent pas toutes seules, et les Bordelais surtout firent une vive opposition, ainsi que le démontre le document ci-dessous. Ecrit ainsi sur deux colonnes, il n'est en somme que la réfutation paragraphe par paragraphe des allégations que l'abbé de Roquépine produisit à l'appui de sa demande de privilège.

IDÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DUNE FAYANCERIE

En considérant la Baronie de Samadet, les bois, les terres, les sables, les Eaux et la proximité de toutes ces choses, on est porté à croire qu'on y pourroit établir une bonne fayancerie avec profit et d'autant plus considérable que la consommation pourroit sen faire dans toute la Chalosse, terre de labour, Navare, Bearn, Bigore, Armaniac et Condomois ou il ne s'en trouve que de celle qu'on y apporte de Bordeaux, etc.

Par Cette fabrique on tireroit une grande partie d'une forest qui n'est propre qua bruler étant d'une nature à ne pouvoir servir a la construction des navires ny aux edifices, la venue des arbres ayant sans doute été interrompue par le grand hiver de 1709.

Comme cette forest est considérable on ne seroit jamais dans le péril de manquer ny de retarder les cuites, surtout si on divisoit le tout en trentes coupes réglées pour en exploiter une chaque année, de sorte que la coupe a la première année vint succeder à la trentième, ce qui rendroit cét établissement éternel.

REPONSE A LIDÉE DE L'ÉTABLISSEMENT DUNE FAYANCERIE

Sans Entrer dans la bonté des terres et des sables que l'on peut trouver dans la Baronie de Samadet et les supposant même propres a faire de la fayance, l'on ne sçaurait y etablir une fayancerie par le peu de consommation que l'on auroit dans la Chalosse, terre de labour, Béarn, Bigorre, etc., tous ces endroits qui la tirent de Bordeaux nen tirent point ensemble pour 600 L. par an.

Il paroît que l'on na en vue que la consommation d'une forest considérable qui par son éloignement des villes doit être brullée sur les lieux, la valeur du bois ne pouvant apparemment pas en supporter le charoy mais l'on ne fait attention que ce même éloignement seroit très-préjudiciable a la consommation de la fayance que l'on y fabriquerait tant par les frais de voiture que par les entrepots que l'on seroit obligé d'établir dans les villes ou les frais des commis absorbe-

La Terre grâce et argileuse propre à faire cette vaisselle est si abondante autour de cette forest quelle se manifeste partout sans aucun soin de la découvrir ; il y en a de grise et de couleur de feuille morte perdue. Lune et l'autre supportent le feu de fusion également sans fondre et sans faire chaux, au contraire elles se lapidifient avec cette différence seulement que la feuille morte vient rouge et la grise presque blanche au premier feu de fusion, mais en les poussant plus longtems au même feu elles acquièrent l'une et l'autre de la dureté et de la blancheur, ce qui est la marque ordinaire de la bonne terre pour faire la vaisselle.

On observera qu'il n'est pas à craindre que cette argileuse soit seulement superficielle comme il arrive assés souvent, car la quantité qu'on en trouve dans toute la Baronie porte à croire quelle a du fond, mais pour éviter un pareil écueil on pourra en faire tirer une bonne quantité avant de passer outre après les premières épreuves.

Le Sable est d'une si belle qualité que si on le lave on le trouvera presque aussi bon que celui d'Estampe, de sorte que suivant l'intention de l'entrepreneur de cette fabrique, on pourra faire de toute sorte de vaisseaux tant pour le feu ornemens que pour la table.

Comme l'eau ne contribue à cette

roient le montant des ventes que l'on y feroit. De plus cet établissement ne sauroit consommer autant de bois, puisque l'on n'en brule dans la manufacture de Bordeaux que pour 2000 L. par an et quelque fois moins.

La Terre n'est pas non plus fort éloignée à Bordeaux et ce quelle coûte à tirer est un petit objet. Quoique celle de Samadet ne prise pas au feu ny ne se calcine, elle peut être très mauvaise et ne pas supporter l'émail, l'on n'est pas bien instruit de la qualité que doit avoir celle qui est bonne à faire la fayance, toute terre acquiert de la dureté en luy donnant un grand feu et devient presque toujours blonde mais il en est peu qui reçoit un bel émail.

Ce n'est point assés pour faire de la fayance que d'avoir de la terre et du sable il faut encore plusieurs minéraux comme plomb étain, etc., que l'on ne serait pas à portée de tirer à Samadet.

Il en est du sable comme de la terre, ce n'est pas le plus beau qui est le meilleur. Celui qui sert à la fayance ne doit point avoir de luisant. Il ne doit pas être trop blanc il faut qu'il soit mailleux et gras lorsque l'on le manie.

Il est inutile d'entrer dans les frais de l'Etablissement laboratoi-

fabrication qu'en humectant les terres il est inutile d'examiner les qualités ny d'en parler que pour la proximité.

Pour prouver ce qu'on avance a ne pas porté de faux coups, il est nécessaire de construire un petit fourneau pour y pouvoir faire cuire environ une charge de vaisselle qu'on fera former par un pottier ordinaire ce qui n'est pas une dépense de dix écus et l'on sçaura par cette épreuve ce qu'on doit attendre en grand.

Quand à l'Etablissement, et quand il ne faut s'imaginer que ce soit une dépense considérable car en se servant des bois, et de la terre qui vient sur les lieux, on peut construire fournaux habitation, et magasin avec Cinq Cent ecus plus ou moins, surtout par les secours qu'on pouroit tirer de la tuillerie qui se trouve déjà faite, de sorte qu'on peut par ce moyen ambitioner de tirer de cette forest un proffit considérable pour le Seigneur et une grande comodité pour le public et pour ses voisins.

res, fourneaux, habitation, magasins, etc. que l'on ne sçauroit commencer avec 15000 L. Il paroît quil seroit plus convenable pour procurer au Seigneur la consommation de la forest de faire en sorte dy etablir une verrerie entreprise dont les frais sont bien moins grands et dans laquelle on brusle bien plus de bois qua une fayancerie.

Malgré tout, l'abbé de Roquépine finit par obtenir gain de cause et l'extrait suivant des Registres du Conseil d'Etat, dont la minute se trouve encore dans les Archives du château de Saint-Cricq, n'est autre que le privilège royal conféré à l'abbé pour la création et l'exploitation d'une faïencerie à Samadet.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSOIL D'ETAT

SUR LA REQUETTE PRÉSENTÉE AU ROY

en son Conseil par le s^r Charles Maurice du Boujet de Roquepine, abbé, commandaire de L'abbaye de St nicolas Lès Angers, seigneur de la Baronie de Samadet scituee dans la Chalosse. Contenant que les terres dependantes de La Baronie de Samadet, qui sont naturellement tres sterilles, ont une propriété singuliere pour la Composition de la Fayance, par la Beauté de l'argile et la bonne qualité de sable, qu'elles produisent ; que le s^r Le Patissier qui a beaucoup d'Experience dans la Fabrication de la Fayance, en a fait differentes epreuves, qui ont toutes parfaitement Reussy.

Les habitans de la Chalosse, du bearn et autres provinces voisines qui sont privés de l'usage de la Fayance, ont Temoigné desirer avec empressement L'etablissement d'une Manufacture de cette espece dans le Bourg de Samadet.

Que les matieres et les bois, qui s'y employeront, etant tres aportée de ce bourg, la fayance qui s'y fera, se donnera a beaucoup meilleur marché, que Celle qui se fabrique dans les autres manufactures du Royaume, qu'indendem^t de ces avantages particuliers, cet Etablissement en procurera de tres considerables a l'etat, non seulement par La diminution de l'introduction dans Le Royaume des Fayances des pays étrangers, mais encore par le debit qui se fera de celle de la manufacture de Samadet, dans les provinces voisines d'Espagne. Qu'enfin ayant deja fait de grandes depenses pour la Construction des Batimens necessaires, et L'achat des ustancilles convenables pour cet Etablissement, il y a lieu d'esperer de la bonté de sa majesté, qu'elle voudra bien L'autoriser, et accorder en faveur de cette Entreprise Les memes privileges et exemptions dont joiissent Les Entrepreneurs et les ouvriers des autres Manufactures, A ces causes, Requeroit le supliant qu'il plut a Sa Majesté en autorisant L'Etablissement qu'il a commencé dans le Bourg de Samadet et d'une manufacture de fayance 1^o de luy accorder et a ses successeurs propriétaires de La Baronie de Samadet un privilège exclusif pendant l'espace de vingt annees pour y faire fabriquer de la fayance avec faculté de commettre Le s^r Le Patissier ou telles autres personnes qu'ils jugeront à propos de choisir pour exploiter la ditte manufacture, et de

faire vendre dans toute L'étendue du Royaume, meme dans Les Pays etrangers les ouvrages qui y seront fabriques. 2° de faire deffenses a toutes personnes de faire pendant le dit temps aucun pareil etablissement dans l'etendüe de vingt Lieües aux environs du Bourg de Samadet a peine de dix mille livres d'amende. 3° de permettre aud. Le patissier et a ses successeurs directeurs de la dite entreprise d'y associer du consentement du d. S. abbé de Roquepine telles personnes qu'ils aviseront, nobles ou roturiers, sans que leurs associes nobles, soient censes deroger a noblesse, et que le d. Le patissier, ses associés et leurs ouvriers, soient exempts pendant le temps qu'ils seront employés dans la d. manufacture de tutelle, curatelle, nomination a icelles, de la milice, Guet et Garde, du logement des gens de guerre, collecte des tailles et autres charges publiques. 4° de Permettre Pareillement au d. Lepatissier, de mettre au dessus de La principale porte de la d. manufacture, un tableau aux armes du Roy avec cette inscription. « Manufacture Royale de Fayance » et d'y avoir un portier avec la livrée de sa majesté. 5° de Permettre aussy au d. Lepatissier ou autre principal Directeur de faire venir D'angleterre par les ports de bayonne, ou de Bordeaux, la quantité de quinze miliers d'etain et de Trente miliers pesant de plomb par chacun an pour L'exploitation de la d. manufacture, en payant les droits d'entrée sur le pied fixé par les tarifs. 6° de Permettre en outre au d. Lepatissier de faire entrer par chacun an dans la ville de Bordeaux, quatre cens milliers pesant de fayance provenant de la d. manufacture sans payer aucuns droits d'entré, mais seulement ceux de sortie de la ditte ville, et d'y établir un magasin.

Enfin d'ordonner qu'il ne puisse etre exigé sur Les fayances de la manufacture de Samadet qui se transporteront ailleur, d'autres droits que ceux qui se perçoivent sur celles des manufactures etablies dans les provinces de L'intérieur du Royaume, quoique ce Bourg soit siqtué dans une province réputée Etrangere.

Veu La ditte Requette, ensemble l'avis du s^r de Pomerer Intendant et Commissaire departy dans la province de Bearn, et celuy des deputés du Commerce, Oüy Le Rapport du sieur Orry Conseiller d'etat, et au Conseil Royal controleur general des finances. **Le Roy et son Consoil**, ayant aucunement egard a la ditte requette, a approuve et autorise l'etablissement d'une manufacture de fayance dans le Bourg de Samadet par le dit sieur abbe de Roquepine, luy permet sa majesté, et a ses successeurs proprietaires de la Baronie de Samadet de le continuer et

d'y faire fabriquer de la fayance, pendant Le temps et espace de vingt années consecutives à compter du jour et datte du present arrêt, comme aussy de commettre Le dit Lepatissier, ou telles autres personnes qu'ils jugeront à propos de choisir pour l'exploitation de la d. manufacture, et de faire vendre les ouvrages, qui y seront fabriques dans toute L'etendue du Royaume, meme dans les pays etrangers. Fait sa majesté de tres expresses Inhibitions et defenses, a toutes personnes de quelques qualité et condition qu'elles soient de faire pendant Le dit temps de vingt années aucun pareil etablissement dans L'Etendue du Bourg de Samadet, apeine de confiscation des Ouvrages qui y auront été fabriques, des materiaux, outils et ustanciles servant a leur fabrication, et de trois mille Livres d'amende, applicable un tiers au profit de Sa Majesté, un autre tiers au profit du d. sieur abbé de Roquepine ou de ses successeurs proprietaires de la d. Baronie de Samadet, et l'autre tiers au profit de L'hopital le plus prochain du lieu, ou il sera contrevenu au present arret, Veut sa majesté que le d. s^r Lepatissier et ses successeurs, Directeurs de la ditte entreprise puissent y associer du consentement du d. s^r abbe de Roquepine ou de ses successeurs proprietaires de la ditte Baronie telles personnes qu'ils aviseront, nobles ou Roturiers sans que pour Raison de ce leurs associes nobles soient censes ny reputés avoir derogé a noblesse, sous pretexte du commerce ou de marchandise ; Permet sa majesté au d. Lepatissier ou autre principal Directeur de mettre au dessus de la porte et principale entrée de la d. manufacture un tableau aux armes du Roy, avec cette inscription. Manufacture Royale de fayance, et d'y etablir un portier avec la Livrée de samajesté. Comme aussy de faire venir d'angleterre, et de faire entrer par les ports de Bayonne, ou de Bordeaux, pendant chacune des d. vingt années, la quantité de dix milliers pesant d'Etain, et de vingt milliers pesant de plomb, et ce en payant Les droits d'entrée sur le pied réglé par les tarifs et Reglements, et a la charge par eux de donner Leurs soumissions au bureau des fermes du bourg de Samadet, de n'employer, ou ne faire employer La ditte quantité d'etain ou de plomb a d'autres usages qu'a L'exploitation de La ditte manufacture a peine de trois mille Livres d'amende, de confiscation des plombs et etain qui se trouveront en nature dans La ditte manufacture, et de payer la valeur de ceux dont il seroit prouvé que le s^r Lepatissier ou autres Principal Directeur auroit fait une disposition contraire a sa soumission,

Et seront sur le present arrêt toutes lettres patentes necessaires,

expediees. Fait au Conseil d'etat du Roy tenu a Versailles Le vingt-cinquieme jour de mars mil sept cent trente deux. Collationné avec paraphe, et signe Vougy avec paraphe.

Collationné par nous Et^e Cond^e
Secrétaire du Roy, maison Couronnes de France
et de ses finances,

Signé SAINSON.

(A Suivre).

LOUIS SENTEX.



HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE DAX

(SUITE ET FIN)

Pour faire cesser une comparaison désavantageuse pour lui, le clergé constitutionnel ne trouva rien de mieux que de provoquer (1) des mesures de rigueur contre « les réfractaires ». Le Directoire du Département ne demandait qu'à servir ses rancunes. Dès le mois de septembre 1791, il décide de sa propre autorité que les réfractaires devaient s'éloigner de quatre lieues des paroisses qu'ils occupaient. Les Directoires des districts et autres administrations locales ne se hâtèrent pas de faire exécuter un arrêté dont l'illégalité était évidente. Le Directoire revient à la charge au mois de janvier ; il aggrave son décret en lui donnant quelque apparence de légalité. Cette fois le décret est exécuté à Dax, d'où les anciens chanoines Lallemand, Vigneau et Bergey, qui avaient pu se maintenir jusqu'alors pour le grand bien des fidèles, sont obligés de s'éloigner (2). Le département ne s'arrête plus dans la voie des persécutions. Il devance même la Législative ; par son décret du 7 mai 1792 il condamne à la réclusion au Grand Séminaire d'Aire tous les prêtres qui ont refusé ou rétracté le serment. La Législative qui cassa d'abord « cet arrêté arbitraire et tyrannique » (3) adopta bientôt elle-même après la déchéance de Louis XVI, des mesures peu différentes. Tous les ecclésiastiques qui, étant assujettis au serment par la loi du 26 décembre 1690, ne l'avaient pas prêté ou l'avaient rétracté étaient

(1) Cf. *Légé*, I, 139, 149, 178, II, 38, Dompnier, 143.

(2) Arch. de Dax, BB. 43, f° 45, 45.

(3) Domec, *Petite Revue*, [p. 330.

tenus de quitter la France dans les quinze jours sous peine d'être déportés à la Guyanne française. Quant aux infirmes et aux sexagénaires qui étaient exceptés des dispositions précédentes, ils devaient être réunis au chef lieu du département dans une maison commune, sous la surveillance de la municipalité.

Dès lors le séjour en France devenait très difficile, sinon impossible pour les prêtres fidèles. Quelques-uns essayèrent bien encore de séjourner dans le pays à l'abri des cachettes et des travestissements. Mais le plus grand nombre se retira en Espagne « ce fut le moment de la grande émigration du diocèse de Dax. Tandis que le vicaire général Lallemand partait pour Coblenz, les autres furent à Saint-Sébastien où les attirait leur évêque ». « Là aussi, dit le rédacteur de l'*Abrégé*, affluèrent dans les mois de septembre et d'octobre, quatre mille prêtres français dont la plus grande partie arriva sans habits, sans bréviaire, sans argent, sans aucune preuve de leur sacerdoce et de leur fidélité » (1). L'évêque de Dax se multiplia pour faire face à tant d'infortunes. Sa correspondance est pleine de ses sollicitations auprès des évêques espagnols en faveur des prêtres de son diocèse ou d'ailleurs (2). Pour surcroît d'embarras il est bientôt obligé lui-même de quitter Saint-Sébastien et de se rendre à Villafranca (vers le mois d'août 1792) devant l'ordre donné par le roi d'Espagne, Charles IV, de ne point laisser les émigrés sur les frontières.

Dans ces tristes conjonctures la charité des évêques espagnols fit des prodiges de générosité. Nous ne saurions énumérer ici tout ce que notre évêque et le clergé français en général durent aux évêques de Ségovie, de Cordoue, de Pampelune, d'Oviédo, de Siguenza, de Calahora, de

(1) Cirot de la Ville, p. 129 et *Abrégé des événements*, p. 4. Dans une de ses lettres, Berreterot, vicaire général de Mgr de Laneufville, se dit « le témoin journalier de son inépuisable bienfaisance et le coopérateur des services infinis que depuis quatre ans il ne cesse de rendre à 4000 ecclésiastiques dont les besoins ont anticipé de quatre ans sa pauvreté ». Lettre datée de Léon, 12 mai 1795. Pap. Lan.

(2) A sa demande, l'évêque de Pampelune autorise les curés de Castelnau et de Gaujac, de Sort, de Sorde et de Saint-Vincent, 19 et 25 oct. 1791. Le 19 mars 1792, Mgr de Laneufville demande au même évêque de consacrer les saintes huiles en plus grande quantité pour les besoins de son diocèse de Dax et pour les autres qui en manquent. Sollicitations encore pour Jean Pébarthe, prêtre du diocèse d'Aire, 17 avril 1792 ; pour les curés de Sabres, de Biganon et d'Ozourt, pour les P. Bergoin et Guillemot, Barnabites (17 juin 1792), alors dans le diocèse de Saragosse, pour Louis Ferbos, Guillaume Ferbos, François Saint-Marc, prêtres du diocèse d'Aire, dans le diocèse de Pampelune, etc., etc. Pap. Laneufville.

Tolède et de Braga (Portugal) (1). Mais une mention spéciale est due à l'évêque d'Orense, Pierre d'Alcantara de Quevedo. Il loge dans son propre palais tous les prêtres qu'il peut recevoir, une fois qu'il s'est réduit lui-même à une simple cellule ; il en place cent cinquante dans une vaste maison de sa ville épiscopale. « Son palais, dit un témoin, fut bientôt une maison de refuge. Nous étions plus de deux cents à sa table ; il a fait du bien à plus de trois mille » (2). Et ses aumônes vont encore trouver d'autres réfugiés sur les divers points du royaume.

On devine sans peine quels sentiments dut éprouver notre évêque pour cet incomparable bienfaiteur du clergé français. Il lui exprima tout haut sa reconnaissance et un moment s'établit entre ses deux âmes si saintement épiscopales une admirable correspondance où l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de la profondeur de l'esprit de foi et de la générosité de l'une ou de la digne résignation et de la touchante reconnaissance de l'autre (3). Il faut bien le reconnaître aussi, sa correspondance épistolaire avec certains évêques d'Espagne ne procura pas toujours à Mgr de Laneufville une pareille satisfaction. Le cardinal de Tolède répondit (11 oct. 1792) à une sollicitation de sa part, par une pédante dissertation sur les causes de la révolution, où le clergé français était représenté comme la première cause de ses malheurs par son attachement aux libertés gallicanes, aux idées philosophiques et aux maximes de la Sorbonne (4). Notre évêque fut profondément blessé de cette lettre dont le moindre tort était de venir à un pareil moment. Il protesta au nom de toute sa conduite passée, de son attachement à la chaire de Pierre pour laquelle, disait-il en toute vérité, personne n'avait jamais professé un plus profond respect (5). Quelques mois plus tard c'était l'évêque de Santander qui dénonçait dans un écrit public « les clercs, prêtres, curés, religieux et évêques, qui en France se frisaient, pommadaient et poudraient comme les enfant du siècle les plus imbus de l'esprit du siècle. » L'évêque de Dax crut devoir prendre la défense du clergé français et il le fit dans

(1) V. là dessus P. Delbrel S. J. dans les *Etudes religieuses... Le Clergé français réfugié en Espagne pendant la Révolution*, sept.-oct.-nov. 1891.

(2) Maupoint, év. de Saint-Denis : *Vie de J.-R. Forest*, p. 11, 58.

(3) Cirot de la Ville publie quelques-unes de ces lettres p. 131 et s.

(4) Pap. Lan.

(5) « Nullus altiori observantior candidiorique corde quam ego cathedram Petri coluit. Quoties locuta est, silui, credidi, parui. Pap. Lan.

un écrit que le cardinal Maury trouvait supérieurement décisif (1). Mais sur les sages conseils de l'archevêque d'Auch, moins disposé à prendre les choses au tragique (2), il renonça à le publier. Hâtons-nous de le dire pour l'honneur du clergé espagnol, ces deux lettres de l'archevêque de Tolède et de l'évêque de Santander restèrent à l'état d'incidents isolés et passagers. Et même le cardinal de Tolède n'en fut pas moins magnifique de générosité envers nos prêtres exilés (3). Quant à l'évêque de Santander, une lettre de l'archevêque d'Auch nous apprend qu'il eut honte de sa lettre et chercha à la supprimer (4).

Les nouvelles qui parvenaient de Dax et de France à l'évêque exilé n'étaient guère faites pour lui donner espoir et courage. Tant qu'il avait été libre de ses mouvements le clergé fidèle avait avantageusement tenu tête aux intrus. A Dax même un conseiller municipal se plaignait en plein conseil des « crimes » qui troublaient « la tranquillité publique de cette ville » « Des mariages, disait-il, se font clandestinement, des enfants sont portés à la nourrice sans recevoir le baptême ou le reçoivent des prêtres insermentés hors du territoire de notre église. Plusieurs citoyens sont morts sans recevoir les derniers sacrements : il est public que les prêtres assermentés les confessent dans leur lit et l'on répand encore que nos prêtres constitutionnels ne portent en terre que du sable ou des pierres et que les cadavres de ces citoyens... sont enterrés ailleurs » (5). Mais là-dessus était survenu l'éloignement de plusieurs prêtres fidèles, et finalement, l'incarcération, l'émigration ou la déportation de tous ceux qui avaient pu jusque-là se maintenir ostensiblement dans le pays. Saurine était revenu dans le département après la dissolution de la Constituante

(1) Votre réfutation de l'écrit si criminel de M. l'Ev. de Saint-André n'a d'autre défaut que d'être trop évidente... je vous garantis qu'il restera sous vos coups et que vous l'avez lapidé avec ces in-folio qui sont les armes du pays, de manière qu'il ne s'en relèvera pas. *Lettre du cardinal Maury à l'Evêque de Dax*, 9 sept. 1795. Pap. Lan.

(2) « On a imprimé que nous mettions en France de la poudre et de la pomade, qui ne le sçait pas ? l'auteur attribue à cette poudre tous les maux de la France, c'est son opinion, il faut la lui laisser... *Lettre de l'arch. d'Auch à l'év. de Dax*, inéd., 3 mars [1794]. Pap. Lan.

(3) Cf. P. Delbret, *art. cité*, p. 255.

(4) « On assure qu'il s'en repent et qu'il a tâché de reprendre une partie des exemplaires qui étaient dans le public ». *Lettre de l'archevêque d'Auch à l'évêque de Dax*, 3 mars. Pap. Lan.

(5) Arch. mun. de Dax, BB 43, f° 47. 16 février 1792.

(septembre 1791), il affecta de faire quelques visites pastorales, avec force accompagnement de gardes nationaux, et de bénir les arbres de la liberté. Il publia même le 5 juillet 1792 une *lettre pastorale* où après quelques timides attaques contre les impies « qui voudraient emprisonner la religion dans les temples, proscrire toute démonstration extérieure, priver le prêtre de son modeste habit, l'astreindre au mariage... peu compatible avec les fonctions élevées, dont il est revêtu », il se retourne contre les papes et la cour de Rome pour les couvrir d'injures et des plus basses insultes (1). Mais nommé peu après député à la Convention, il se rendait à Paris, non sans avoir attiré sur le pays une avalanche nouvelle d'intrus pyrénéens. Ses vicaires épiscopaux auxquels il laissa l'administration furent eux-mêmes effrayés de l'ambition effrénée et de la cupidité cynique de ces recrues. Au moment des élections ces jureurs se portaient sans vergogne candidats à une commune de chaque district ; une fois élus ils résidaient quelques jours dans chacune et demandaient finalement l'institution canonique pour celle qui avait leur préférence. « S'ennuient-ils dans ce poste où ils ne trouvent pas les avantages qu'ils attendaient, ils le quittent, ils se rendent dans celui pour lequel ils n'avaient pas voulu opter ». Voilà les faits dont les vicaires épiscopaux eux-mêmes se plaignent et contre lesquels ils réclament l'aide du Directoire du département (2). Mais qu'y pouvait le Directoire ? Les prêtres qui gardent encore le sentiment de leur dignité quittent sans bruit un ministère de plus en plus déshonoré (3). Quant aux autres, plusieurs perdent toute pudeur et ils continuent ou quittent au gré de leurs intérêts leurs professions de « fonctionnaires du culte ». A la fin de 1792 un juge de paix d'Amou peut écrire à un de ses amis : « On continue dans ce pays à salarier les prêtres fonctionnaires publics ; mais le nombre en est diminué considérablement » (4). Le Directoire du département n'en poursuit qu'avec plus de rage l'exécution de la loi de déportation contre les prêtres

(1) *Lettre pastorale de M. l'Evêque du département des Landes à MM. les Curés et Vicaires de son diocèse*, etc., 46 p. in-4°. Donné à Dax, 8 juillet 1792 l'an 4 de la liberté. Impr. de R. Leclerc.

(2) La lettre est publiée dans *Légé*, 1, 203.

(3) Ainsi Vidal, le curé constitutionnel d'Orthez, écrit le 24 février 1793 à Mgr de Laneufville pour lui faire part de son intention de rétracter le serment, mais sans solennité. Pap. Lan. Turon, archiprêtre de Montfort, se rétracte également.

(4) Lettre de Ricarrère à de Sarps, 9 déc. 1792.

réfractaires qui se cachent dans le pays. Par un arrêté daté du 9 janvier 1793 et rédigé dans des termes d'une grossière violence, il dénonce « ces ennemis de l'ordre » qui « célèbrent sans difficulté dans les granges ou les maisons les mystères de leur prétendu culte », il met contre eux « en activité de course et de réquisition permanente » toutes les brigades de la gendarmerie nationale et somme les municipalités sous peine d'être poursuivies comme rebelles, d'indiquer les retraites où les prêtres pourraient se tenir cachés. Ordre est en même temps donné aux municipalités d'envoyer au district un état ou tableau de la situation politique de leur commune relativement aux désordres qu'ont causés la présence et la conduite des insermentés et même « des prêtres sermentés et intolérants » (1). Désormais, le Directoire ne garde presque plus de ménagements même envers le clergé soumis. Le 28 avril il ordonne d'apporter au district toutes les cloches des Eglises sauf une par église paroissiale. Un mois plus tard, il exige de « tous les ministres du culte catholique salariés par la nation » qu'ils prêtent le serment « d'être fidèles à la République, de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir à leur poste en les défendant ». Les *considéran*ts qui ouvrent leur arrêté étalent le plus complet mépris pour ces hommes « qui par les fonctions dont ils sont revêtus exercent un certain empire sur les consciences et pourraient en imposer à quelques esprits faibles » (2).

Après avoir asservi le clergé soumis, il ne restait qu'à le déshonorer, le Directoire du département, suivant en cela l'exemple de la Convention, s'y emploie de son mieux en favorisant de tout son pouvoir le mariage des prêtres jureurs. Dix de ces prêtres donnèrent dans les Landes ce triste scandale. Parmi eux se trouvaient le premier secrétaire de Saurine et un de ses vicaires épiscopaux. En ce moment il s'honorait cependant lui-même par sa courageuse attitude au sein de la Convention. Lors du procès de Louis XVI, tout en déclarant ce prince coupable, il vota pour l'appel au peuple, pour le sursis et pour la détention jusqu'à la paix, ce qui dans les circonstances était un véritable acte de courage. Lié au parti girondin, il signa une protestation contre les événements du 31 mai 1793 qui amenèrent l'arrestation violente de 22 députés de ce parti. Il fut pour cette protestation mis en état d'arrestation avec 71 de ses collègues et

(1) Imprimé de 8 pag. in-4° chez Leclerc, imprimeur du département des Landes, 1793. — (2) Imprimé 3 p. in-4°.

incarcéré du 8 octobre 1793 au 10 décembre 1794. Les principaux membres de son conseil épiscopal Robin et Candau se compromirent vers ce même temps par leur attitude fédéraliste; ils furent incarcérés à Mont-de-Marsan. Graillot, le fameux agitateur de Hinx, eut le même sort et pour les mêmes causes. Ce fut la désorganisation complète de l'Eglise constitutionnelle. Dès les premiers mois de 1794 un bon nombre d'entre ses prêtres résignent leurs fonctions, quelques-uns remettent même leurs lettres de prêtrise, quelquefois en termes d'une platitude révoltante. Le 2 germinal an II le Directoire les chasse des presbytères, puis le représentant du peuple Monestier de la Lozère (1) enlève de leurs paroisses ceux qui y restent par un arrêté du 5 prairial an II (25 mai 1794) et les interne à Dax avec obligation de se présenter tous les jours à la municipalité (2). La Convention déclare d'ailleurs le 18 septembre 1794 qu'elle n'entend plus salarier aucun culte. Pendant ce temps, les prêtres fidèles qui bravent tous les dangers pour conserver au peuple le secours de leur ministère sont plus rigoureusement traqués que jamais. « Dieu seul, dirons-nous avec M. Légié, a connu les douleurs et le dévouement des réfractaires en ces jours malheureux. Visiter les malades quelquefois trop célèbres par leurs excès révolutionnaires; tenir des réunions secrètes pour la distribution des sacrements; imprimer de petits volumes destinés à éclairer la foi des peuples et avoir à chaque instant le couteau suspendu au-dessus de sa tête, telle était la vie, telles étaient les souffrances des confesseurs de la foi » (3). Hâtons-nous de le dire, le zèle des populations s'éleva souvent à la hauteur de cet héroïsme. Il n'est pas de danger que n'aient couru quelquefois des paysans ou des femmes du peuple pour dérober à toutes les recherches les pauvres prêtres traqués (4). « Les prêtres proscrits, écrira quatre ou cinq ans plus tard le préfet des Landes dans un rapport confidentiel et officiel, étaient accueillis dans leurs cabanes avec l'empressement et le respect qu'ils croyaient devoir à des gens qu'ils

(1) *Pièces extraites des registres du ci-devant comité révolutionnaire de Dax*, p. 4.

(2) Rémy Lacaussade « ci-devant curé constitutionnel » de Saint-Lon, Jean Labat de l'Ouillon, Arnaud Lestage de Moliets, Bertrand Cazeaux de Gamarde et Goos, Larroze de Lit, Lacaze de Rivière, Deyres de Téthieu et treize autres viennent ainsi fixer leur résidence à Dax entre le 25 germinal (15 avril) et le 25 prairial (14 juin) an II; ils ne sont autorisés à en sortir que pour aller se marier ou du jour où ils atteignent soixante-dix ans. Arch. mun. de Dax. *Registre des déclarations particulières, prestations de serments civiques, etc.*, n° 22, 36, 61.

(3) T. I, 239, v. aussi II, 80 et s. — (4) Cf. Légié, II, 74 et s., Dompnier, 138 et s.

considéraient comme martyrs et confesseurs de la foi. Les temples étaient fermés dans les villes, mais la messe se célébrait dans les forêts de pins, sur les montagnes, dans des retraites inaccessibles. Là se réunissaient quelquefois jusqu'à trois mille individus loin des regards de la police dans des lieux inconnus à tous autres qu'aux naturels et où il eût été dangereux de vouloir les forcer » (1). Cependant, malgré ces précautions, quelques prêtres eurent le malheur de tomber entre les mains des gendarmes ; leur sort fut bientôt réglé. C'est ainsi que l'ancien vicaire de Lahontan, Dambourgès, arrêté à Port-de-Lanne, fut guillotiné à Tartas le 11 mars 1794, après condamnation par la fameuse commission révolutionnaire ; l'abbé de Lannelongue, ancien curé de Gaube, eut le même sort à Dax, le 9 avril suivant ; sur la charrette qui l'amena à l'échafaud était portée aussi sœur Rutan, la digne coopératrice de Mgr de Laneufville dans sa grande œuvre de l'hôpital de Dax. Ses vertus, ses bienfaits ne lui avaient pas trouvé grâce devant la sanguinaire commission. Le lendemain, deux autres prêtres, assermentés il est vrai, Michel de Castellan, curé de Pomarez, et Laborde, curé de Tilh, payaient de leur tête quelques imprudences de correspondance.

Après le départ de Pinet, de Cavaignac et de la Commission extraordinaire (23 germinal, an II), le sang cessa de couler dans Dax, terrorisé et livré sans défense au bon plaisir d'un comité de surveillance composé de la plus vile canaille (2), mais la campagne de déchristianisation n'en fut pas poursuivie moins activement. L'Assemblée législative avait d'abord fait élever un « autel de la patrie » dans toutes les communes, puis les fêtes civiques, surtout les plantations d'arbres de la liberté auxquels ne dédaignent pas d'assister les prêtres constitutionnels, ni même l'évêque Saurine (3), tendent à remplacer toutes les autres. Bientôt dans les derniers jours de 1793 et les premiers de 1794 les églises sont dépouillées du modeste mobilier qui leur reste et, quand elles ne sont pas

(1) Rapport du préfet des Landes : 27 Thermidor an 9. *Quelques observations sur le Culte catholique*. Archives nationales, F 19, 865.

(2) V. *Pièces extraites des Registres du ci-devant Comité révolutionnaire de Dax* avec l'arrêté de l'Administration du District qui en ordonne l'impression, 64 p. in-4°. A Dax, de l'imprimerie Leclerc fils, III^e année.

(3) « M. l'Evêque du département qui s'est trouvé ici s'est empressé de se rendre à cette fête civique ». *Lettre de la Société des Amis de la Constitution de Mont-de-Marsan* aux autres sociétés patriotiques du département (Mont-de-Marsan, impr. E.-V. Leclerc, 17911 p.), p. 2.

fermées, converties en temples de la Raison (1). Les fêtes de la Raison et les décadis y tiennent lieu des fêtes chrétiennes et des dimanches. De gré ou de force, le peuple se rend au temple. Quelques orateurs populaires y pérorèrent, dans le langage violent et surchauffé du moment, sur les événements du jour ou sur les lois dont le texte est parvenu pendant la décade ; on entonne quelques « hymnes patriotiques » et l'assistance se déroule en un vaste bal, autour de l'arbre de la liberté et au chant de la Carmagnole (2). Après la chute d'Hébert et de Chaumette, ses promoteurs, le culte de la Raison fut remplacé jusqu'à la chute de Robespierre par le culte de l'Etre suprême ; mais en dehors de cette modification qui se traduisit par un simple changement dans leur dénomination, il n'y eut rien de changé dans le sort de nos Eglises. En même temps, tous les vestiges du culte durent être rigoureusement effacés ou détruits à l'extérieur, ainsi l'ordonnèrent d'Auch les représentants Dartigoyte et Cavaignac.

De son exil de Villafranca Mgr de Laneufville suivait avec une douleur aussi poignante qu'impuissante ces maux affreux dont l'écho lui parvenait plus ou moins fidèlement. Bientôt même il eut à craindre de les voir de plus près. Les armées françaises envahirent le Guipuzcoa en août 1794 et il dut s'échapper précipitamment du lieu de son refuge, au risque encore de compromettre ses maigres ressources (3). Il se réfugia à Léon, à peu près sans ressources, obligé d'implorer la pitié des souverains du Portugal et des évêques de la Péninsule, qui ouvrent des souscriptions en sa

(1) *Pièces extraites des Registres du ci-devant comité...* p. 17, 37.

(2) Nous résumons ici un registre, sans titre, des archives municipales de Gamarde, où se trouve consignée la plus complète collection de procès-verbaux de célébrations de décadis entre le « 7^e jour du 3^e mois de l'an second de la République » et le 29 thermidor an II. La série s'ouvre par ces quelques lignes : « Le Conseil général de la commune de Gamarde, considérant que les républicains doivent éloigner de leur mémoire le fanatisme qui a souillé pendant tant de siècles le sol de la République, considérant que les devoirs de l'homme est (*sic*) de servir sa patrie, d'être humain et d'observer la loi, considérant enfin que la raison et la vérité doivent succéder au fanatisme et à la superstition, arrête... Art. 1. Le jour du décade sera pris pour le jour du repos conformément à la loi ; tout autre jour sous la dénomination du ci-devant dimanche sera étrangé (*sic*) et observé comme jour de travail ».

(3) « Ce qui précipita ma ruine, c'est ma fuite précipitée du Guipuzcoa où j'ai perdu beaucoup de provisions... à l'époque de l'invasion de cette province par les régicides, le mois d'août dernier ». Minute de lettre au P. d'Almeida en Portugal, 23 oct. 1794. Pap. Lan.

faveur (1). Les tribulations ne lui font pas oublier son clergé. Au commencement de 1793, il écrivait encore à l'évêque de Pampelune pour une religieuse de son diocèse qui était venue chercher asile en Espagne, et toujours jaloux de l'honneur de son clergé, il ordonnait (14 septembre 1793) une enquête sur la conduite de l'un d'eux (Lartigau de Cauneille) dont la conduite laissait à désirer (2).

La chute et la mort de Robespierre au 9 thermidor vinrent enfin mettre un terme aux sanglantes férociétés de la Terreur. Sous la pression de l'opinion publique, beaucoup plus que par l'effet de leur volonté, les Thermidoriens furent obligés de ralentir la persécution religieuse. Après s'y être d'abord refusée la Convention fut entraînée à proclamer une sorte de liberté des cultes tout en refusant aux communes le droit d'affecter ou de louer pour l'exercice d'un culte les anciennes églises. Dans les Landes, les prêtres fidèles âgés de 60 ans étaient toujours renfermés à Mont-de-Marsan dans le couvent de Sainte-Claire, au nombre de 55 ; le représentant du peuple, Monestier de la Lozère, les fit élargir le 9 avril 1795 sous condition qu'ils ne pourraient résider dans les communes où ils avaient exercé leurs fonctions. Ils partirent le 14 avril ; neuf de ces prêtres appartenaient au diocèse de Dax (3). Domec, Laurent, l'ancien prieur de Divielle, et le chanoine Vergez vinrent s'établir à Dax. « La cathédrale était dévastée et tous les autels détruits, à l'exception de celui de Notre-Dame ; les trois prêtres ne voulurent pas y entrer et ils célébrèrent leur première messe dans la maison de M. Ducros » (aujourd'hui couvent de la Réunion). Bientôt le District se formalisa de la présence de Domec et de Vergez qui avaient été vicaires de Dax. Laurent y resta seul. Domec s'en fut à Narrosse, presque sur les confins de Saugnac, où il put dire la

(1) P. Delbret, *art. cit.*, p. 269. — (2) Pap. Lan.

(3) C'étaient Soustrar, curé de Garrey, Domec de Saugnac, Camiade de Loué, Verges, chanoine ; Dufourcet, curé de Bénesse ; Dupérier, ancien curé de Moliets ; Lesbazeilles, cure de Meilhan ; Baylenx, vicaire de Gamarde, prêtre de Poyartin, etc. J'emprunte ces détails à la copie d'une lettre écrite de Dax le 20 septembre 1795 à *M. le Curé de St-Pandelon* par un de ses paroissiens. Ce prétendu « paroissien de Saint-Pandelon » ne me paraît être qu'un pseudonyme de l'abbé Domec, curé de Saugnac, ainsi qu'on le voit par les renseignements tout personnels qui le concernent. Le curé de Saint-Pandelon aura communiqué la lettre à Mgr de Laneufville, si même Mgr de Laneufville n'en fut pas le destinataire réel, car la lettre est adressée à « *M. Thomas, résidant à Doria, ou à M. le Curé de Saint-Pandelon* », titres et noms qui pourraient bien être des pseudonymes de notre évêque en un temps où le secret des lettres était si facilement violé.

messe dans une grange ; les autres prêtres en firent autant dans le voisinage de leurs anciennes paroisses. Sur ces entrefaites, la Convention est amenée à revenir sur les réserves restrictives qu'elle avait mises à la liberté des cultes par un décret du 11 prairial (30 mai). Désormais, les communes peuvent employer les églises pour le service du culte, à condition que ceux qui voudront l'exercer fassent acte de *soumission aux lois de la république* (1). La plupart de ces prêtres rentrèrent alors dans leurs paroisses et leurs vieilles églises. « Les prêtres retirés à Dax et ailleurs, dit la lettre que nous suivons, y ont été accueillis par des démonstrations d'une vive joie, tant de la ville que de la campagne. Le concours aux messes de la ville et de la campagne est prodigieux, de même que celui des enfants qu'on présente de toutes parts et de plusieurs lieues au baptême ». Laurent se multipliait pour suffire à tout « malades, hôpital, première communion, instruction, rien, écrit-on, n'échappe à sa sollicitude ». Les résultats étaient aussi consolants à Bénesse, à Saint-Pandelon, à Gaas, à Clermont ; « l'affluence est considérable, surtout du côté de Pouillon ». Le 1^{er} septembre, Domec et Vergez bénirent l'église de Saint-Vincent-de-Xaintes ; « ils y chantèrent deux messes solennelles servies par de belles voix que Domec y conduisit ; toute la ville et les campagnes y accoururent ». En même temps, quelques intrus venaient faire leur rétractation et se soumettaient à la pénitence publique (2). Tous, hélas ! ne suivaient pas de pareils exemples, un bon nombre revinrent dans leurs paroisses et y reprirent leur service, même après avoir livré leurs lettres de prêtrise (3).

Si précaire qu'elle fût, cette liberté parut encore excessive au parti irrégulier qui formait toujours la majorité de la Convention ; elle avait le tort de profiter au catholicisme. La Convention prit donc prétexte des soulèvements royalistes de vendémiaire pour reprendre en grande partie cette liberté ou du moins pour empêcher les prêtres insermentés d'en

(1) Laurent fit cette déclaration à Dax, le 13 Messidor an 3, avec quelques restrictions, mais sur l'avis que cette restriction n'était point admise, il reprit sa liberté le 26 thermidor suivant. Arch. de Dax. *Registre des délibérations*, cité, n^{os} 65 et 66.

(2) Par exemple Sentets, l'ancien barnabite, curé constitutionnel de Saugnac ; Deyres, curé constitutionnel de Téthieu ; Sales, curé d'Herm, marié à sa nièce ; le curé d'Orthez, Vidal, le curé de Came.

(3) Par ex. les curés assermentés de Saint-Lon, Pouillon (Labat), Amou, Misson, Ossages, Mouscardès, Saint-Geours (Duplantier).

bénéficier. Le 4 brumaire an IV, le jour même où elle votait une amnistie générale, elle prenait soin d'en excepter ces prêtres et elle renouvelait contre eux les lois de 1792 et de 1793 qui les condamnaient à la déportation et à la réclusion. Cependant, en dépit de cette législation persécutrice que la haine sectaire s'obstinait à maintenir, un grand changement s'opérait dans les esprits. Le corps électoral se prononçait énergiquement contre les hommes de sang qui, comme chez nous Dartigoeyte et Cadroy, s'étaient faits les pires agents de la Terreur ; à leur place étaient envoyés au Conseil des Anciens et aux Cinq-Cents des hommes nouveaux acquis pour la plupart aux idées de modération ou même de réaction. Les administrations locales, à commencer par le Directoire départemental, furent renouvelées dans le même esprit, et ainsi, loin d'être exagérées comme jadis, les mesures cruelles édictées par la Convention furent plutôt atténuées. Les prêtres autrefois internés à Sainte-Claire reprirent bien le chemin de Mont-de-Marsan ; mais tous n'y revinrent pas ; les administrations municipales ne mirent aucun empressement à les y renvoyer ; de plus, quelques prêtres étaient rentrés d'Espagne. Dans une lettre qu'il écrivait à Mgr de Laneufville, J.-J. Lamarque, le vaillant vicaire général d'Aire, estimait à une centaine « dont 80 en état de labourer » les « ouvriers disséminés dans le pays, mais plus particulièrement dans la Chalosse » (1). On n'était plus sous le règne de la Terreur ; la guillotine et l'omnipotente brutalité de la tourbe populaire des clubs n'étaient plus là pour broyer toute résistance, les prêtres réfractaires bravaient donc toutes les menaces ; ils se cachent et avec la complicité générale des populations, ils échappent à des recherches poursuivies d'ailleurs assez mollement. On se lasse même bientôt de garder les reclus à Mont-de-Marsan et ils rentrent en paix dans leur domicile. Mgr de Laneufville ne fut pas le dernier à profiter de ce répit pour ressaisir de plus en plus l'organisation de son diocèse. Il permet à quelques prêtres de rentrer dans le diocèse. Il leur remet à ce sujet des instructions que le cardinal Maury trouve admirables (2). Il se préoccupe en même temps d'obtenir de Rome quelques facilités pour établir çà et là des prêtres

(1) Lettre de J.-J. Lamarque du 10 oct. 1795. Pap. Lan.

(2) Malheureusement, nous ne les connaissons que par ce qu'en dit le cardinal Maury dans une lettre qu'il lui écrit le 9 sept. 1795 : « Vos déterminations envers vos prêtres qui veulent rentrer en France me paraissent très sages. L'instruction que vous avez faite à ce sujet est admirable ». Pap. Lan.

sans être astreint aux formalités du vieux droit encore en vigueur et de ménager à ces prêtres rentrés un précieux concours dans le dévouement des anciennes religieuses dont un bon nombre, incarcérées jadis par l'ordre de Pinet et Cavaignac, venaient de recouvrer la liberté, dans les premiers mois de 1795. A cet effet, il leur écrivit le 3 novembre 1796 une lettre pleine de pieuses consolations et de saints encouragements. Il les pria d'établir pour l'instruction de la jeunesse des deux sexes des écoles publiques dans lesquelles les garçons pourraient être admis jusqu'à dix ans. Elles devaient s'entendre avec les prêtres fidèles restés ou revenus dans le diocèse sur les lieux où il leur conviendrait d'établir ces écoles et sur la méthode à y observer. Pour leur faciliter la tâche, il leur défendait sous peine de désobéissance grave de réciter le grand office et les dispensait de tous les jeûnes et abstinences en dehors de ceux imposés à tous les fidèles (1).

Aux divers obstacles qui paralysaient encore en ce moment l'action du clergé, il en était un d'une nature politique sur lequel notre évêque fut amené à se prononcer à ce moment. C'est l'acte de soumission aux lois de la République exigé par la loi du 11 prairial an III. Quelques prêtres hésitaient à le prêter. D'autre part, écrivait J.-J. Lamarque à Mgr de Laneufville, le peuple « que l'ombre du serment épouvante se coupe, se divise et chancelle », il serait content si « les prêtres exilés en Espagne approuvaient cette soumission ». Il demanda donc cette approbation à notre évêque. Mais les évêques eux-mêmes, dans le silence que gardait Rome, n'étaient pas parvenus à se faire une opinion unanime sur cette question. Plus ou moins influencés par leurs sympathies politiques, les uns voyaient dans ce serment une sorte de parjure après les serments faits aux Bourbons et de plus une acceptation implicite des lois antireligieuses portées par le gouvernement républicain. D'autres soutenaient que la République voulue par la majorité de la nation s'imposait comme un gouvernement de fait, que du reste la question était politique et que les intérêts religieux n'y étaient point engagés. Mgr de Laneufville se rangea de l'avis des premiers ; il se prononça contre la déclaration de soumission et condamna ceux qui l'avaient prêtée. En cela mieux inspiré, l'archevêque d'Auch pensa qu'il était préférable

(1) Nous ne faisons que résumer son ordonnance autographe, sur la teneur, l'existence et l'objet de laquelle elles devaient garder le secret. Pap. Lan.

de laisser « ceux qui étaient en France à leurs propres lumières. Ils connaissent mieux la situation que nous », ajoutait-il (1), et en même temps il écrivait à Mgr de Laneufville : « J'ai regretté que vous ayez taxé les soumissionnaires d'être coupables au moins matériellement de parjure, de scandale, d'injustice et d'impiété ; ce sont des qualifications bien fortes surtout s'il est question de la première soumission » (2). Au risque de se voir refuser les églises et d'être condamnés à officier dans des maisons particulières, tous les prêtres insermentés du diocèse de Dax acceptèrent la décision de leur évêque (3). Mais l'accord n'était pas plus tôt fait sur ces difficultés que de bien plus graves allaient surgir.

Menacée de se voir chasser du pouvoir par le flot de la réaction montante, la faction jacobine et irrégulière ne trouva rien de mieux pour s'y maintenir que de recourir au coup d'Etat du 18 Fructidor (1797). Pour bien montrer l'esprit qui l'animait, elle cassa dès le 19 Fructidor toutes les lois récemment votées en faveur des prêtres insermentés ; donna au Directoire exécutif le pouvoir de déporter par des arrêtés individuels tous les prêtres qui troubleraient la tranquillité publique et les obligea à prêter au lieu de la déclaration de soumission, le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III. Chez nous, Samson Batbedat était placé par le Directoire lui-même à la tête de l'Administration centrale substituée à la précédente qui était destituée. Assisté de quelques comparses qu'il avait choisis lui-même (4), il fait peser sur le Département une véritable Terreur en tout semblable à la première, à la guillotine près. Quoique la loi du 19 fructidor ne comporte aucune sanction, il obligea de sa propre autorité, les prêtres sexagénaires à réintégrer la prison de Sainte-Claire ; les autres réfractaires sont aussi vigoureusement traqués que jamais et transportés sans pitié dans les prisons ou sur les pontons. « Le peuple est

(1) P. Delbrel : *Un évêque du temps de la Révolution, L. Ap. de la Tour du Pin-Montauban, archevêque d'Auch* (Paris, 1892), p. 56.

(2) Lettre à Laneufville, 30 janvier 1897. La deuxième soumission à laquelle il est fait ici allusion est celle qui obligeait à reconnaître que « l'universalité des citoyens français était le souverain » ; elle fut imposée par le décret du 7 vendémiaire an IV ; elle souleva les mêmes difficultés ; en général, les discussions portaient sur les deux formules simultanées.

(3) Vous êtes bien heureux d'avoir pu ramener vos ecclésiastiques qui sont en France à l'uniformité sur l'article de la soumission. Lett. de l'arch. d'Auch, 8 juillet [1797]. Pap. Lan. — (4) Légi, II, 158.

abattu, déconcerté par tant de ballottements ; il ne témoigne plus ce vif intérêt pour la religion et ses ministres : ce n'est pas que le très grand nombre ne conserve le goût de la religion ; ils vont bien à la messe, ils observent les dimanches et les fêtes... mais ils s'éloignent de la pratique des sacrements ». Ainsi parle Domec dans une lettre qu'il écrit à Mgr de Laneufville à la fin de l'année 1797 (1). Désespérant d'obtenir des prêtres fidèles, les populations finissent par accepter ceux qui se présentent et les constitutionnels que n'arrête aucun serment à prêter ont à peu près le champ libre. Telle fut la situation jusqu'aux élections du 19 germinal an V (8 avril 1798) qui amenèrent l'éloignement de Batbedat, ou plutôt jusqu'au 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) qui seul vint changer sérieusement la face des choses.

Pendant ce temps, Mgr de Laneufville, après avoir songé à chercher un nouvel asile jusqu'en Portugal, avait pu se replier sur Haro (Vieille-Castille), ce qui le rapprochait un peu de son cher diocèse. Mais là encore il dut quelques temps borner son action à demander à Rome quelques faveurs spirituelles en faveur de ses fidèles ou de ses prêtres. Cependant, vers la fin du mois d'août 1799, il s'enhardit à adresser une instruction pastorale à son clergé rentré ou resté dans son diocèse dont il a le regret de ne pouvoir « partager... les fatigues et les dangers ». Avec une sagesse et une modération qui vont jusqu'à s'interdire presque toute allusion aux événements écoulés, il leur donne tous les conseils que comporte la situation. Il les engage à se retremper dans la sainteté de leur état, à donner aux fidèles l'exemple de la charité, du dévouement et du désintéressement le plus absolu, à se montrer les uns pour les autres tout disposés à s'entraider, à éviter ce qui aurait l'apparence de la jalousie, à garder une étroite union des cœurs et des opinions (2).

Moins de deux mois plus tard, il s'adressait directement à son troupeau ; il publiait de Haro le 14 octobre 1799 une « Instruction de Monseigneur l'Evêque d'Acqs aux fidèles de son diocèse » (3). « Vous n'avez pas, écrivait-il, Nos très chers Frères, entendu notre voix depuis que l'injustice

(1) La lettre n'est pas signée, mais l'écriture est de Domec ; elle est datée du 23 déc. 1797. Pap. Lan.

(2) Je ne la connais que par la publication qu'en fait Cirot de la Ville, p. 157 et s. Elle est datée du 30 août 1799.

(3) Une seconde édition en fut publiée pour la propagande en 1800, 183 p. in-8° ; c'est celle que j'ai sous la main.

et la violence nous ont arraché de votre sein. Plaignez-nous de ce silence, bien, bien plus qu'il doit être le sujet de votre étonnement » (1). Et c'est là à peu près la seule allusion à ses souffrances passées. Pas une plainte, pas une récrimination contre les hommes néfastes qui furent la cause de son exil et des malheurs de son pays : mais de pieuses effusions, de touchants conseils et de substantiels enseignements sur les devoirs négligés ou oubliés en ce moment. Après avoir soutenu leur foi et leur courage en leur démontrant que les persécutions sont dans la nature même de la Religion et constituent une preuve de sa divinité en même temps qu'un moyen de sanctification pour les élus, il insistait sur l'obligation de sanctifier les dimanches et fêtes, de fuir les mauvais spectacles et les mauvais livres, sur l'éducation à donner aux enfants, sur le jeûne et l'abstinence. Tous ces enseignements appuyés sur l'Écriture, les Conciles, les Pères et l'histoire ecclésiastiques révélaient chez leur auteur une science profonde et des lectures très étendues ; mais ce qui était de nature à impressionner encore plus vivement les cœurs, c'était la résignation touchante de ce confesseur de la foi qui oubliait ses maux passés et ses ennuis présents pour ne se préoccuper que de l'état de son troupeau. Des lettres nombreuses dans lesquelles on faisait appel à sa décision pour des difficultés de conscience ou autres témoignent encore pour cette époque de son zèle pour éclairer les fidèles et les retirer des situations coupables où certains s'étaient laissés entraîner par le malheur des temps.

Une consultation d'une nature plus grave lui fut bientôt soumise. A peine installé, le gouvernement consulaire supprimant tous les serments antérieurs se contenta d'exiger (le 28 décembre 1799) *une promesse de fidélité à la Constitution*. Deux jours après une note insérée au *Moniteur* faisait observer que ce qui était demandé ce n'était pas « un serment, une promesse faite à Dieu », mais « un engagement purement civil ». On ne promettait pas comme par le passé « de maintenir la constitution », ce qui pouvait impliquer « une promesse d'action directe et positive pour soutenir », mais simplement de « ne point s'opposer »... Malgré ces explications la promesse souleva encore des discussions au sein du clergé : Sept évêques restés en France l'approuvèrent. En Espagne, les archevêques de Toulouse et d'Auch en firent autant dès le mois de février 1800. Mais

(1) *Id.*, p. 4.

d'autres la qualifièrent de parjure et la taxèrent de péché mortel. Sans aller jusqu'à ces violents qualificatifs, Mgr de Laneufville désapprouva la promesse. Sans vouloir porter de peine contre ceux qui la prêtaient, il exposa dans une lettre aux pauvres reclus de Sainte-Claire les raisons qui devaient la leur faire refuser. Il aurait accepté la « promesse de fidélité au gouvernement ». Mais si le gouvernement exige une promesse de fidélité « sans aucune restriction à sa constitution, j'y aperçois, écrit-il à un prêtre fidèle (1), la proscription des émigrés, la confiscation de leurs biens, les ventes et les acquisitions des biens usurpés, légitimée la conservation de toutes les lois antérieures non abrogées parmi lesquelles il y en a plusieurs antichrétiennes. Ces articles sont évidemment contraires à la religion et à la morale, je dois donc les excepter de ma promesse ou la refuser ». Heureusement était arrivé dans les Landes un préfet d'un grand sens politique qui sut comprendre ces scrupules honorables et en triompher par un sage esprit de conciliation. Alexandre Méchin était sans doute franchement dépourvu de toute idée religieuse, il le déclare expressément dans le rapport (2) qu'il écrit au ministre de l'intérieur, le 27 thermidor an 9, mais il était aussi exempt de tout esprit de secte et de toute passion irréligieuse. Sans consentir à admettre aucune restriction à la promesse, il insista auprès des prêtres sur les interprétations et les réserves contenues dans la note du *Moniteur*, citée plus haut ; il leur permit même de faire précéder leur promesse de cette déclaration du *Moniteur*. « *Ce messo termine*, dit-il lui-même, dissipa les obstacles et tous les prêtres de ce pays... on souscrit la promesse ». Rassuré par cette déclaration et de plus en plus éclairé sur les sentiments sincèrement bienveillants du gouvernement consulaire, Mgr de Laneufville approuva la promesse, mieux encore il s'offrit à la faire lui-même.

L'effet de cette première détente fut considérable. Le préfet Méchin, maître désormais de donner libre cours à ses vues pacifiques, commença par rendre à la liberté les 75 malheureux reclus de Sainte-Claire (3), détenus depuis près de trois ans au mépris de toutes les lois. Puis pour mettre un terme à tous les déchirements et faire cesser les rassemble-

(1) L'abbé Dupin : Lettre de Mgr de Laneufville, 14 mars [1800]. (Communiquée par M. l'abbé Gabarra, curé de Capbreton).

(2) C'est ce rapport que nous allons résumer ici ; il se trouve aux Archives Nationales, F 19, 865.

(3) C'est le nombre qu'il donne dans son rapport.

ments clandestin pour cause de religion, il ne craignit pas de négocier avec les prêtres cachés ; il leur offrit de les mettre en surveillance dans leurs communes, s'ils lui donnaient pour caution de leur bonne conduite deux citoyens connus, propriétaires et domiciliés ; tous ceux qui s'étaient réfugiés dans les landes et les campagnes acceptèrent successivement. Quelques temps après, ils furent autorisés à exercer, moyennant la promesse de fidélité que ceux de l'ancien diocèse de Dax prêtèrent tous après l'approbation de leur évêque. Les intrus furent seuls à prendre ombrage de ces mesures réparatrices ; « ils ne pouvaient, écrit toujours le Préfet, voir sans alarmes leurs ennemis entrer en concurrence avec eux. Ces derniers durent leur paraître d'autant plus redoutables qu'ils rentraient environnés de tout le crédit et de la vénération que leur avaient concilié de longues souffrances. Et il faut en convenir, il y a quelque chose de magnanime dans cette constance à supporter l'exil, les persécutions, la misère, les traitements les plus barbares, et souvent à braver la mort pour ne point condescendre à un serment qui leur eût assuré le repos et même des faveurs du gouvernement ». Il nous plaît d'entendre ce bel éloge de nos prêtres fidèles sur les lèvres d'un fonctionnaire aussi étranger que possible à toute idée chrétienne. Dès lors, les églises se rouvraient à la suite d'un arrêté préfectoral du 9 Messidor an VIII (28 juin 1800) et le culte fut bientôt public dans le diocèse (1). Le jour de la fête de Saint-Jacques (27 juillet 1800), Larouture, le vicaire général de Mgr de Laneufville, et neuf autres prêtres célébrèrent publiquement la messe à Tartas. Mais le retour le plus émouvant fut celui de l'ancien curé de Dax, le chanoine Sylvain Bergey. Rentré à Dax le 7 septembre 1800, il se rendit à la chapelle des Carmes où, à défaut de la cathédrale qu'occupaient les constitutionnels, les prêtres fidèles célébraient les offices. « L'église était comble, on était avide de revoir les traits de l'ancien pasteur après un si long exil. Pâle et visiblement ému en traversant cette foule profondément sympathique, ce vénérable vieillard — il avait quatre-vingt-deux ans — se tint debout devant l'autel improvisé pour exprimer à ses anciens paroissiens la joie dont son âme débordait. Il parla avec tant d'effusion que peu à peu sa voix s'altéra. Le prêtre qui était à son côté lui dit à deux reprises : C'est assez... c'est

(1) Voilà votre diocèse en possession du culte public, écrivait à Mgr de Laneufville l'archevêque d'Auch, le 5 sept. [1800]. Pap. Lan.

assez. Le curé continuait toujours et ses forces faiblissaient de plus en plus. L'impression de bonheur était si intense, son cœur se dilatait tellement en remerciant Dieu de l'avoir ramené au milieu de son troupeau qu'il faisait peine à entendre... Enfin il termina et se dirigea chancelant vers la porte... Le porche franchi, Bergey s'affaissa sur le pavé de la petite place » (1). On le releva, il expirait quelques minutes après ; la joie l'avait tué.

Les constitutionnels essayèrent vainement de lutter contre le mouvement de désaffection et de mépris dont ils étaient l'objet. Saurine qu'on n'avait pas vu depuis 1792 revint à Dax dans l'intention de tenir un synode de son clergé ; mais sa cause lui parut si irrémédiablement perdue qu'il n'osa pas donner suite à son projet. « On lui reproche trois faits, écrivait le Préfet des Landes : 1° ses liaisons avec quelques hommes justement odieux au pays et dont l'immoralité est publique ; 2° les mauvais choix qu'il a faits pour la composition de son clergé ; 3° les persécutions qu'il a dirigées contre M. de Laneufville ci-devant évêque. En général, il ne jouit d'aucune considération dans le département » (2). Tout autre était le sentiment qu'inspirait aux populations le nom de Mgr de Laneufville d'après le même Préfet : « M. Laneufville, écrivait-il, jouit d'un grand crédit dans le pays... Il a été le premier des anciens évêques de ce pays qui ait autorisé la promesse. Je n'hésite pas à déclarer que sa rentrée doit être autorisée. C'est un acte de justice à exercer à son égard ; c'est un hommage à rendre à ses vertus... Il est vénéré et on doit avouer qu'il le mérite. C'est à lui que l'on doit l'agrandissement et le perfectionnement du bel hospice de Dax auquel il a consacré une grande partie de sa fortune ; il n'est sorti de France qu'en cédant à la violence, il a dû une partie des persécutions inouïes qu'il a éprouvées à un homme trop malheureusement célèbre dans ce département, L. S. Batbedat, ex-diacre... On ne met point en doute que le gouvernement ne puisse compter sur M. Laneufville ; en le conquérant, il s'assure les cœurs de la majorité de la population, qui est extrêmement dévouée au culte catholique » (3).

En attendant, les lois portées contre les émigrés conservaient toujours leur vigueur, et pour les prêtres qui ayant quitté le pays avant les lois de déportation (août 1792) étaient toujours comptés parmi les émigrés, le retour en France n'était pas sans péril. Tout en encourageant ceux qui

(1) Dompnier, *Chroniques*, p. 204. — (2) *Rapport* cité. — (3) *Ibid.*

croyaient pouvoir tenter le retour, Mgr de Laneufville s'était fait une loi de ne contraindre personne (1). Il suit ses prêtres de tous ses vœux, s'enquiert de leur situation et de leurs travaux dans leurs paroisses (2), répond jusqu'à en être écrasé, à toutes les lettres et consultations qui lui arrivent de son diocèse (3). En même temps il songe à donner une nouvelle édition du catéchisme du diocèse de Dax (4). S'il ne croyait pas encore, malgré le vif désir qu'il en avait, devoir tenter de rentrer lui-même en France, c'est que son sort, comme il l'écrivait à un de ses prêtres (5) était inséparable de celui de ses collègues. « Il faut donc, ajoutait-il, que j'attende comme eux le résultat de ces conférences interminables de Paris ».

Les conférences qu'il désignait en ces termes, dans son impatience toute naturelle, étaient celles qui s'étaient ouvertes à Paris, dès le mois de novembre 1800 entre les envoyés du Saint Siège et le représentant du premier consul. Nous n'avons pas ici à faire l'histoire de ces négociations, rappelons seulement qu'elles aboutirent (le 16 juillet 1801) à la signature du Concordat. On sait que par l'un des articles arrêtés de commun accord le Pape s'engageait à demander aux anciens titulaires la résignation de leurs sièges et à pourvoir, en cas de refus de leur part, par de nouveaux titulaires au gouvernement des évêchés des circonscriptions nouvelles. Conformément à cet article, le souverain Pontife écrivit à tous les évêques de France dispersés, pour leur demander leur démission. L'émotion fut grande, comme on peut le croire, à la réception de cette lettre parmi les évêques exilés. Les motifs ne manquaient pas pour étayer les protestations des infortunés prélats qui avaient jusqu'alors si héroïquement soutenu l'honneur de l'Eglise et qu'on privait des bénéfices d'un triomphe qui étaient en grande partie leur œuvre. Ces considérations si légitimes n'arrêtèrent pas un moment Mgr de Laneufville. Immédiatement, sans perdre un jour pour consulter ou réfléchir, il envoya par retour du

(1) « Il y a encore des traîneurs, mais je me suis fait une loi de ne forcer personne ». Lettre de Mgr de Laneufville à l'abbé Dupin.

(2) « Le choix fait de M. Galèze pour Mimbaste est très bon. Je suis très inquiet de Dubedout du Camp vicaire de Peyrehorade, son curé m'a mandé qu'il étoit attaqué d'une fièvre continue ». Lettre de Lan. à l'abbé Dupin, 1^{er} février 1801.

(3) « Les réponses aux lettres et aux consultations sans nombre absorbent tout mon temps et celui de mon compagnon ». *Ibid.*

(4) « Je n'ai pu m'occuper encore du catéchisme, je le ferai le plus tôt possible, qu'on suspende donc l'impression d'une nouvelle édition encore quelque temps ». *Ibid.* — (5) *Ibid.*

courrier (1) sa lettre de démission au Pape. « Je n'ai pas balancé un moment, y disait-il, à m'immoler dès que j'ai appris que ce douloureux sacrifice était nécessaire à la paix et au triomphe de la religion... Qu'elle sorte glorieuse de ses ruines ! Qu'elle s'élève je ne dirai pas seulement sur les débris de tous mes intérêts les plus chers, de tous mes avantages temporels, mais sur mes cendres mêmes, si je pouvais lui servir de victime expiatoire... Que mes concitoyens reviennent à la concorde, à la foi et aux saintes mœurs ! Jamais je ne formerai d'autres vœux pendant ma vie et ma mort sera trop heureuse si je les vois accomplis ». En rapportant ces paroles, l'historien du Consulat et de l'Empire, que les questions religieuses laissent ordinairement assez froid, ne peut cette fois retenir cette réflexion : « Confessons-le, c'est une belle institution que celle qui inspire ou commande de tels sacrifices et un tel langage (2) ». Le Pape Pie VII fut profondément touché de cet héroïsme. Par un bref des plus louangeurs, en date du 29 novembre 1801, il remercia Mgr de Laneufville et le félicita de cette nouvelle preuve qu'il donnait de son désir de rétablir en France l'unité de l'Eglise et la tranquillité de la religion catholique (3). Il ne restait plus à l'évêque exilé qu'à rentrer dans sa patrie. Inscrit, assez injustement d'ailleurs, comme il le fait remarquer dans une lettre au premier consul (4), sur la liste des émigrés, il dut demander sa radiation et l'autorisation de son retour au premier consul. Il le fit dans une lettre touchante et digne (5), à laquelle il fut répondu par l'envoi d'un passeport conçu en termes très élogieux. Le noble exilé rentra dans les premiers jours d'avril 1802. Malheureusement au moment où il arrivait en face de Dax « un débordement extraordinaire de l'Adour qui couvrait la chaussée du Sablar le força de s'arrêter chez M. Loustalet à la patte d'oie de Saint-Paul, l'espace de deux jours, pendant lesquels la route de Dax à cette habitation fut constamment couverte par la population de la ville qui venait en barque revoir son ancien prélat (6) ».

(1) « J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence une copie de la démission de mon siège que je n'ai pas différé d'un seul courrier d'envoyer à M. le Cardinal Casoni [nonce en Espagne], dès qu'il m'a communiqué le Bref de Sa Sainteté ». Lettre de Mgr de Lan. à l'archevêque de Corinthe *in partibus*. Pap. Lan.

(2) A. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire* (Paris, Paulin, 1845), t. III, p. 279. — (3) L'original se trouve dans les Pap. Lan. — (4) Pap. Lan.

(5) La minute se trouve dans les Papiers de Laneufville ; nous y avons fait quelques emprunts.

(6) Dompnier, *Chroniques*, 205.

Quelle douleur pour son cœur d'évêque ! Quelles poignantes émotions à la vue de cette ville qui lui était si chère et où la Révolution avait entassé tant de ruines pendant ces onze ans d'exil !

Quoique maintenu par le Saint-Siège dans l'administration de son ancien diocèse jusqu'à la prise de possession réelle de son successeur, Mgr de Laneufville avait décidé de se retirer à Bordeaux, à côté de ses deux sœurs. Il n'y était pas plus tôt arrivé, qu'une lettre de Portalis lui apprenait (22 germinal an X) que le premier consul venait de le nommer au siège épiscopal de Poitiers. Sur les instances du légat du pape, le cardinal Caprara, et dans la pensée de contribuer au rétablissement de la religion en France (1), il avait donné à cette nomination un consentement qui ne fut pas sans lui coûter quelque effort, Mais il avait trop préjugé de sa santé compromise par onze ans d'épreuves matérielles et morales. Quand il voulut partir pour Paris, il en fut absolument empêché par sa maladie et son dénûment (2). Il put faire agréer sa nouvelle démission au premier consul et bientôt après au cardinal Caprara. A cette occasion, il écrivit à ce dernier une lettre dont nous devons ici publier quelques lignes. Mieux que tout ce que nous pourrions ajouter, elles disent combien il en avait coûté à ce pieux et digne évêque de briser les liens qui le rattachaient à son ancien siège et elles constituent son dernier et touchant adieu au diocèse de Dax : « J'étais, écrit-il, depuis longtemps l'homme des douleurs et des sacrifices. Je les supportais avec courage, parce que Dieu les commandait. L'abdication du diocèse de Dax a été pour moi le plus pénible de tous. Trente et un ans d'habitude et d'affections étoient bien propres à nous lier, ce cher peuple et moi, d'un amour plus fort que la mort. Mais le Saint-Siège a jugé cette séparation nécessaire pour conserver l'unité. Je n'ai pas délibéré un instant. Je ne discuterai jamais ses motifs. Ils ont d'avance le suffrage de mon cœur. Mon obéissance à ses ordres a été la règle de ma longue vie. J'espère qu'elle sera la plus douce consolation de ma mort » (3).

(1) « Le bien de la religion fut le seul motif de mon acception ». Lettre du 5 mai 1802 à l'abbé B. Dupin. (Com. de M. J.-B. Gabarra).

(2) C'est ce qu'il écrit dans une lettre dont la minute est dans ses papiers. Le premier consul fit servir aux anciens évêques démissionnaires le tiers du traitement des évêques en activité. Mgr de Laneufville reçut ainsi désormais 3,333 fr. par an. Dans sa lettre du 5 mai 1802, il apprend à son correspondant l'abbé Dupin qu'il était navré de voir qu'on faisait place dans la nouvelle organisation de l'Eglise aux évêques constitutionnels ; cette considération acheva de le décider à refuser le siège de Poitiers. Parmi ces constitutionnels ainsi adoptés par le premier consul figurait, on ne l'ignore pas, notre Saurine transféré à Strasbourg.

(3) Pap. Lan.

Sûrement cet espoir ne fut pas trompé, mais avant de l'appeler à lui, Dieu accorda à son courageux et fidèle serviteur trois années de repos qu'il passa dans une pieuse et profonde retraite au château de Queyries, auprès de ses deux sœurs, M^{me} de Lézé et M^{me} de Subtil, « bien dignes toutes les deux, par leur piété et leur affection, de recueillir la vieillesse de leur frère » (1). C'est là que la mort vint le prendre (28 oct. 1805), honoré de l'estime de tous et entouré de l'affection reconnaissante des pauvres ; elle lui ménagea, récompense suprême dont la perspective eût effrayé sa modestie, l'honneur d'être publiquement loué par le vénérable archevêque de Bordeaux, d'Aviau de Sanzay, un digne et saint prêtre comme lui, et, comme lui aussi, confesseur de la foi (2).

Mais à cette heure, Mgr de Laneufville avait, hélas ! cessé de nous appartenir. Le Concordat de 1802 avait détruit le diocèse de Dax en le rattachant à une circonscription ecclésiastique toute nouvelle. Jean-Jacques Loyson recueillit un moment l'héritage des anciens évêques de Dax, Bayonne, Aire, Tarbes, Lescar et Oloron. Le Concordat de 1817 rétablira bien le siège d'Aire accru de toute la partie de l'ancien territoire de Dax compris dans le département des Landes, mais le diocèse de Dax lui-même demeure supprimé à jamais ; son nom aura beau reparaitre dans la titulature des évêques d'Aire, il n'existe plus dans l'individualité propre et autonome dont nous avons entrepris de raconter l'histoire. Dès lors, notre tâche est achevée.

Il ne sert de rien de protester contre les faits accomplis ou de récriminer contre les nécessités de l'histoire ; mais quelles qu'aient été les raisons puissantes qui ont exigé sa disparition, il sera bien permis de penser que le diocèse de Dax a fourni assez de belles pages à l'histoire de l'épiscopat gascon pour justifier dans le passé son existence distincte. De saint Vincent à Mgr Le Quien de Laneufville, peu de séries épiscopales présentent des noms plus brillants ou rappellent plus de services rendus à la cause de l'Eglise et du pays.

(1) Cirot de la Ville, p. 175 et s., c'est là qu'on peut se renseigner sur les années de retraite et sur les derniers jours de Mgr de Laneufville dont le récit relève plutôt de la biographie que de l'histoire du siège de Dax.

(2) *Lettre circulaire de Mgr l'Archevêque de Bordeaux aux Ecclésiastiques de son diocèse à l'occasion de la mort de Mgr Charles-Auguste Le Quien de Laneufville, ancien évêque de Dax, décédé dans la paroisse de Cenon, diocèse de Bordeaux, le 28 octobre 1805*, 3 p. in-6°. Bordeaux, le 31 octobre. Cirot de la Ville, *loc. cit.* et *passim*, en donne de larges extraits. Nous y avons fait quelques emprunts à l'occasion ; ce qui nous dispense d'y revenir.

Telle est, ce me semble, la conclusion qui se présente tout naturellement à nous au terme de cette longue étude. Entreprise avec les seules préoccupations de la vérité, poursuivie avec toutes les rigueurs de la méthode historique, elle aboutit, à Dax comme dans le reste de la France, à une nouvelle démonstration expérimentale du beau mot de Gibbon paraphrasé par Joseph de Maistre. « Les évêques ont fait la France ; ils ont construit cette monarchie comme les abeilles construisent une ruche » (1).

Certes, nous sommes loin de croire qu'il soit nécessaire à la grandeur de l'Episcopat de jouer un rôle dans l'histoire politique du temps. Nous savons trop que c'est pour régir l'Eglise de Dieu que l'Esprit-Saint a établi les évêques « *Posuit episcopos regere ecclesiam Dei* » (2) ; mais si à un moment de l'histoire un état social s'est trouvé qui a permis à nos évêques, tout en faisant l'œuvre de la religion, de travailler par surcroît au bien de leur pays, pourquoi nous serait-il défendu de le constater ? Il n'y a là ni un regret pour le passé, ni un vœu pour l'avenir, mais un simple hommage rendu à la vérité : ce sentiment est bien permis à un historien.

A. DEGERT.

(1) Gibbon : *Hist. de la Décad. et de la chute de l'Empire romain*, t. VII, p. 19 (édit. Lefèvre, Paris, 1819). J. de Maistre : *Du Pape, Discours préliminaire*, 2.

(2) Act. Apost., XX, 28.

[Le remarquable travail dont nous achevons ici la publication a paru, depuis quelques mois déjà, en tirage à part, augmenté d'un *Appendice* (Errata et Addenda) et d'une *Table des matières*, formant ensemble un volume in-8° de 484 pages. (Paris, librairie Delhomme et Briguët, Gabriel Beauchesne et C^{ie}, éditeurs, 83, rue Rennes, 1903. — Dax, Labèque, imprimeur, 11, rue des Carmes). Nous nous faisons un devoir de recommander ce bel ouvrage à tous ceux qu'intéressent les études d'histoire ecclésiastique, et d'une manière toute particulière aux Landais soucieux de connaître le passé de l'antique église de Dax. — F. A.]



LA FAÏENCERIE DE SAMADET

(LANDES)

(SUITE)

II

L'une des indications contenues dans cet important document me paraît mériter qu'on s'y arrête un instant.

Dans sa requête, l'abbé de Roquépine avait eu bien soin de demander « *qu'il fût permis au dit sieur Le Pâtissier et à ses successeurs Directeurs de ladite entreprise, d'y associer, de son consentement, telles personnes qu'ils aviseraient, nobles ou roturiers, sans que leurs associés nobles soient censés déroger à noblesse... etc.* »

Le Roi, par son arrêt rendu en Conseil d'Etat, accéda à ce désir et autorisa même le Directeur à placer au-dessus de la porte d'entrée de la Faïencerie un tableau aux armes de France, avec cette inscription : « *Manufacture royale de Faïence* » et d'y établir un portier à la livrée de Sa Majesté.

Ici se trouve donc la solution à la question posée par M. Planté, auteur de l'ouvrage intitulé « *Une grande Baronnie du Béarn du XIII^e au XVIII^e siècle.* » Un gentilhomme de noblesse fort récente, mais de noblesse réelle, perdait-il sa noblesse en dirigeant une faïencerie ?

La lecture du privilège accordé à l'abbé de Roquépine, donne, d'une façon formelle, la réponse à cette question : ce qu'on appelait alors *l'art de terre* était favorisé en effet de toute façon par les pouvoirs publics.

M. Planté se pose cette question à propos de M. de Lezons et d'une lettre écrite par ce dernier à Madame de Badet-Plesance, à la date du 14 décembre 1736 (1).

(1) Archives du château de Gayrosse. - Audijos (Fonds Badet).

Par cette lettre, M. de Lezons mande à M^{me} de Badet-Plesance qu'il a fait pour elle « un petit achat de faïence à Samadet », et M. Planté en conclut qu'à cette époque, en 1736, M. de Lezons était le Directeur de la faïencerie de Samadet : je crois que c'est là une inexactitude. Le directeur à cette époque était encore Le Patissier, qui, on l'a vu plus haut, avait organisé complètement la faïencerie.

Il conserva ces fonctions jusqu'à sa mort, qui survint d'une façon tragique : il fut assassiné par ses ouvriers pendant la nuit du 17 au 18 septembre 1758, à la suite, dit Tabouriech (1), d'aventures romanesques dont il fut le triste héros, et dont le souvenir s'est encore du reste conservé jusqu'à aujourd'hui à Samadet.

On trouva son cadavre le lendemain dans la partie de la faïencerie qu'il habitait, et la seule qui reste encore debout aujourd'hui.

Le détail ci dessus se trouve consigné dans une des pièces qui nous ont été communiquées par notre confrère feu le docteur Gaye (de Samadet) : cette pièce est relative à la succession de Le Patissier, que se disputaient ses neveux, Pierre Vauloger, de Condé-sur-Noireau, en Basse-Normandie, et Nicolas de Latre, de St-Valéry-en-Somme.

C'est pendant que Le Patissier était encore directeur de la faïencerie, que l'abbé de Roquépine sollicita et obtint du Roi le renouvellement de son privilège, ainsi que l'atteste la lettre suivante adressée d'Auch par l'intendant d'Etigny à Monsieur de Trudaine :

Du 24 juin 1752.

« Monsieur de Trudaine,

*« J'ay l'honneur de vous renvoyer la requête de M. l'abbé de Roquépine
« qui était jointe à la lettre que vous m'avez fait celui de m'écrire le 11 de
« ce mois dernier, par laquelle il demande le renouvellement du privilège
« qui luy a été accordé en 1732, pour l'exploitation d'une Manufacture de
« Faïence dans sa Baronnie de Samadet en Chalosse.*

*« Elle est, Monsieur, en très bon état, suivant ce que me marque mon
« subdélégué sur les lieux, qui en a été faire la vérification. L'adminis-
« tration en est bonne, ainsy que la marchandise qui s'y fabrique, et le
« débit s'en fait aisément ; il a même fallu, pour la commodité des*

(1) Tabouriech. — Documents sur quelques faïenceries du Sud-Ouest. Paris, Auguste Aubry, 1864.

« acheteurs, établir des magasins dans beaucoup d'endroits. En sorte que
« cette manufacture paraît mériter protection.

« J'estime donc qu'il y a lieu d'accorder à M. l'abbé de Roquépine la
« grâce qu'il demande. »

L'abbé de Roquépine mourut en 1754, et la Baronnie de Samadet, ainsi que la faïencerie, passèrent entre les mains de son neveu Jean-Jacques-Marie comte d'Astorg de Roquépine.

Celui-ci en resta propriétaire jusqu'au 31 décembre 1784, époque à laquelle il les vendit au Baron d'Yzès, Seigneur de Brassempouy, pour la somme de quatre cent mille (400.000) livres, en vertu d'un acte retenu par Bergerot, notaire royal résidant à Pau, et dont j'ai retrouvé la minute dans les papiers de famille de feu M. le comte de Poudenx.

Cette cession fut du reste autorisée par un arrêt du Roy du 22 août 1785, qui commence ainsi :

« Louis par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre à tous ceux
« qui ces présentes liront,

« Savoir faisons que notre ami Jean d'Yzès, l'un de nos conseillers en
« notre souveraine cour du Parlement de Navarre, nous a fait exposer
« qu'il aurait acquit de Jean-Jacques-Marie Comte d'Astorg, la terre
« seigneuriale et Baronnie de Samadet, composée des paroisses de
« Samadet, Mant et Monségur, ensemble les seigneuries de Serres-
« Gaston et Vieille-Navette, situées dans la sénéchaussée de Saint-Sever
« avec la haute, moyenne et basse justice, etc., etc., ensemble une
« maison dans le bourg avec cour et jardin, une manufacture royale de
« Faïencerie noble avec ses dépendances, etc., etc. »

Le Baron d'Yzès, après avoir fait partie de la Convention, fut plus tard sénateur de l'Empire et mourut à Paris en mars 1830, sous le nom de Comte d'Arène.

L'une de ses filles, Caroline, la seule qui lui restât, car il avait perdu un fils et une fille, épousa le Comte Léonard de Poudenx, ce qui explique que j'aie pu trouver chez le dernier descendant de cette vieille famille des documents concernant la faïencerie de Samadet.

Il m'a paru intéressant de rechercher aussi les noms des divers Directeurs qui se sont succédés à la tête de la faïencerie.

C'est Pierre Vauloger qui remplaça son oncle Le Pâtissier comme directeur de la faïencerie : il mourut à Samadet le 17 mars 1764.

Il fut remplacé lui-même à la tête de la fabrique par un certain Darbins que nous trouvons qualifié, dans une des pièces du dossier relative à la succession de Le Pâtissier, de « Directeur de la fayencerie et « acquéreur d'une partie des fonds d'icelle. »

En 1775, nous trouvons comme directeur un Dubroca, ainsi que l'indique une pièce que je reproduirai un peu plus bas (v. Page 141).

A partir de ce moment, les noms des divers directeurs qui se succédèrent sont inconnus. Pendant les dernières années de la fabrication, la faïencerie n'était dirigée que par de simples fermiers, qui fabriquaient pour leur compte et à leurs risques et périls.

J'ai espéré un instant pouvoir reconstituer, sinon en totalité du moins en partie, l'état du personnel des ouvriers de la fabrique, grâce aux registres de l'Etat Civil de la commune de Samadet. Je supposais que je trouverais dans les divers actes de naissances, de mariages ou de décès des mentions suffisamment exactes pour connaître, entr'autres choses, le lieu d'origine des peintres décorateurs venus des divers points de la France et qui se seraient fixés à Samadet.

Les longues et patientes recherches auxquelles je me suis livré à ce sujet ne m'ont conduit à rien d'intéressant et qui mérite d'être signalé.

On y trouve bien quelques noms suivis des qualifications de tourneurs, de mouleurs, de peintres, mais la plupart des individus sont simplement qualifiés d'ouvriers dans les divers actes de l'Etat civil, qui, du reste là comme ailleurs, ont été jusqu'au commencement de notre siècle assez sommairement et mal rédigés.

La tradition interrogée à son tour n'a gardé, elle non plus, le souvenir d'aucun nom d'ouvrier ayant, par ses œuvres, mérité une place particulière parmi les nombreux décorateurs de la faïence de Samadet : aucun n'a laissé une marque qui lui fut spéciale.

III

On peut dire que la faïencerie de Samadet a fabriqué pendant tout un siècle, et cette longue durée se partage en deux périodes bien tranchées, l'une de prospérité, l'autre de décadence.

La belle période de la faïencerie de Samadet s'arrête à la Révolution.

La période de déclin se produisit alors et s'accrut avec une très grande rapidité : il ne sortit plus, depuis cette époque, des fours de Samadet aucune jolie pièce.

Cette cessation brusque tint sans contredit aux troubles des temps et probablement aussi à ce fait que Samadet fut beaucoup plus troublé que d'autres agglomérations, parce que ce village était considéré comme un foyer de réaction. C'est contre des habitants de cette commune que furent en effet dirigés les premiers coups portés dans notre pays par la Commission extraordinaire qui siégea à Saint-Sever (alors Mont-Adour) et qui, dans l'espace de douze jours (du 4 au 16 germinal an II), fit tomber sur l'une de nos places vingt et une têtes sous la hache du bourreau.

Tout d'un coup, à ce moment, la production de la faïence diminua dans de grandes proportions, et il ne resta plus à Samadet que les ouvriers du pays. Quant aux ouvriers étrangers qui venaient à Samadet en faisant « *leur tour de France* », et qui produisaient précisément là des pièces rappelant, par leurs formes ou leurs décors, les produits des autres fabriques, ils disparurent du pays et n'y revinrent plus.

Ce dernier renseignement m'a été fourni, il y a quelques années, par un certain Dartiguenave, alors âgé de 81 ans, vieillard encore très vert, très bien portant, à intelligence très nette et qui est mort depuis.

Dartiguenave arriva à Samadet en 1835 comme instituteur ; il y épousa peu de temps après Cadette Darbins, fille du dernier fermier de la faïencerie et il ne quitta plus cette commune : il était le type achevé et aujourd'hui disparu du bon et brave régent d'autrefois.

C'est lui qui nous a fourni les renseignements qu'il avait pu recueillir au sujet de l'ancienne faïencerie : il les tenait de son beau-père d'abord et ensuite de deux anciens ouvriers Lacourrège-Tarissan et Larquier-Lavallée, morts l'un et l'autre à un âge très avancé, et qui avaient commencé à travailler à la faïencerie vers 1775.

D'après ce qu'il avait pu apprendre, la faïencerie cessa, comme je l'ai déjà dit, de fabriquer des pièces ayant quelque valeur au moment de la Révolution. La fabrique occupait encore alors un très grand nombre d'ouvriers, mais, peu à peu, ce nombre diminua, et on ne fabriqua plus que des pièces tout à fait ordinaires.

J'ai vu chez Dartiguenave des pièces fabriquées à partir de 1815 ou 1820 par son beau-père et par son beau-frère, qui étaient les fermiers-gérants de la fabrique ; elles sont à peine et très grossièrement décorées.

Tout travail y cessa en 1840, et les bâtiments qui étaient alors la propriété d'un M. Courrèges-Dagnas, dont la femme était alliée aux Comtes de Poudenx, furent vendus à M. Saint-Martin, notaire à Samadet ; plus tard il les vendit lui-même à M. Pierre de Juncarot : ils sont aujourd'hui la propriété du neveu de ce dernier.

Disons en passant que Dartiguenave m'a fourni une indication qui me permet de rectifier une erreur contenue dans le texte de ce beau livre intitulé *l'Album de l'Exposition rétrospective de Pau* (Imp. Garet, Pau 1892).

Il y est dit (page 90) que le premier exemplaire de cette belle pièce de faïence qui figurait à l'exposition et qui s'appelle « l'huilier au cheval cabré » fut payé à l'abbé de Roquépine (*sic*) trois cents livres et une barrique de vin de Bordeaux.

Ce n'est pas l'abbé de Roquépine qui fit cette brillante affaire ; l'heureux vendeur fut précisément le brave homme dont nous parlons.

A l'époque où l'on commençait à rechercher les pièces de faïence de Samadet et où les amateurs fouillaient toutes les maisons du village, chaque habitant, alléché par les prix assez élevés qu'on offrait, fureta dans tous les coins de sa maison ; c'est en cherchant ainsi que Dartiguenave découvrit dans son grenier, masqué sous une épaisse couche de poussière, au milieu de décombres de toute espèce, mais absolument intact, un exemplaire du fameux huilier dit « *au cheval cabré* ». Les amateurs affluèrent, et, après bien des pourparlers, c'est un médecin qui résidait alors à Aire, le docteur Duplantier, qui en devint le propriétaire.

Le jour où il venait apporter à Dartiguenave les trois cents francs qu'il avait demandés de son cheval, celui-ci, trouvant qu'il ne faisait pas encore une assez brillante affaire, ajouta la demande d'une barrique de vin de Bordeaux.

Il paraît que l'acheteur protesta assez vivement contre cette nouvelle exigence, mais il finit cependant par l'accepter ; je dois ajouter qu'un autre amateur qui goûta chez Dartiguenave le vin de Bordeaux envoyé par le docteur Duplantier trouva que celui-ci n'avait pas envoyé le produit d'un grand crû. Tout ceci pour rétablir en passant la vérité des faits et pour indiquer ce qu'ont pu valoir, à un moment donné, les belles pièces de Samadet. Ceci nous permet de constater, en même temps, que la valeur de ces objets avait singulièrement augmenté avec le temps et grâce à la manie de collectionner les vieilles faïences, car on peut voir en effet dans une page de cette étude (page 140) qu'en 1775, cette même pièce accompagnée de deux salières valait dix-neuf livres.

C'est peut-être le moment de consigner ici deux documents assez intéressants, qui donnent une idée de la composition des services de table que fournissait alors la manufacture de Samadet et de leur valeur à ce moment.

La première se trouve dans un ouvrage dont j'ai déjà parlé (Une grande Baronnie du Béarn du XIII^e au XVIII^e siècles).

A la page 196 se trouve indiquée, ainsi qu'il suit, la composition du service que M. de Lezons avait acheté pour M^{me} de Badet-Plezance : je la copie textuellement en respectant l'orthographe.

- 12 douz. d'assiettes.
- 4 — dittes à soupe.
- 3 — dittes à dessert.
- 18 plats ovales de 18, 16, 14, 12 et 11 pouces.
- 10 plats ronds de 18, 16, 14, 12 et 11 pouces.
- 4 saladiers ovales de 11 pouces.
- 4 compotiers ronds de 14 pouces.
- 4 — carrés de 10 —
- 4 — — de 8 —
- 4 corbeilles à fruits et plateaux de 9 pouces.
- 2 boettes à beurre et plateaux.
- 2 saucières à couvercles, plateaux et cuillères.
- 2 saucières avec plateaux sans couvercles.
- 2 verrières.
- 2 xeaux à bouteille.
- 4 sellières.
- 6 écuelles à confitures.
- 24 coquettières.
- 24 pots à crème.
- 2 moutardières et cuillères.
- 4 sucrières et plateaux.
- 3 soupières et plateaux.
- 24 tasses à chocolat avec soucoupes.

La seconde pièce communiquée par M. de Lafites est intéressante parce qu'elle fait connaître le prix d'un service de même composition.

Le 11 décembre 1775, à l'occasion, paraît-il, d'un mariage, la famille fit l'acquisition d'un service de Samadet à la manufacture même. Ce service, qui est du Samadet imitation de Moustiers, a été employé quotidiennement jusqu'en 1858 comme service d'ordinaire à la campagne.

Malgré cela, des 120 assiettes et des 50 plats dont il se composait primitivement, il reste encore aujourd'hui 112 assiettes et 47 plats ; il ne reste par contre qu'une seule tasse à café, qui a seule survécu à l'usage

auquel elles ont longtemps servi : on les utilisait comme abreuvoirs pour les appeaux à la chasse aux ortolans !

Il en était de même dans presque toutes les maisons où existaient autrefois des services complets ou des pièces dépareillées de Samadet.

Depuis la fabrication de la faïence blanche ordinaire, la faïence décorée de Samadet, à laquelle on n'accordait aucune valeur, était presque partout livrée au service des domestiques ; les recherches des collectionneurs ont seules donné aux possesseurs de ces objets l'idée de les serrer en les enlevant à l'usage journalier.

En tête de la facture indiquant la composition et le prix du service, se trouve la mention suivante écrite de la main de l'acquéreur :

« Etat de la fayance que j'ay achetée à Samadet pour St-Louboüer et
« pour Aire le mois de novembre 1775 avec le reçu du Directeur ».

COUT DU SERVICE

10 douz. assiettes en vert à 4" 10 s.	45"
50 plats assortis en verts	47" 14 s.
2 saucières garnies à 50 ^s	5"
2 sucriers à 50 ^s	5"
4 saladiers à 24 ^s	4" 16 s.
3 terrines et 2 melons.	40"
18 tasses à café à 10 ^s	9"
2 moutardiers	
1 fontaine garnie avec robinet	24"
1 pot à eau à bec d'aigle	52"
2 salières à figure et Cupidon	{ 19" .
1 huillier à cheval, total	
2 écuelles de 50 ^s	5"
12 pots à crème	9"
Reçu en marchandise 108" 10 ^s	267"

L'envoi était accompagné de la lettre suivante :

« Monsieur,

« Je vous envoie votre service, duquel vous serez content, vous avez
« sans contredit le plus beau que j'ai vendu depuis bien de jours, vous

« pouvés remettre au porteur le reste de l'argent, j'ai reçu en étain
« 108" 10^s, le service semonte à 267", il me reste dû 158" 10^s, j'ai l'hon-
« neur d'être avec respect Monsieur,

votre très humble et
obéissant serviteur,
DUBROCA. »

Samadet, le 11 décembre 1775.

IV

A Samadet, comme dans toutes les faïenceries, une partie importante de la fabrication consistait dans l'enlèvement et la préparation des terres (argile et marne). Ces terres provenaient de trois quartiers différents de la commune : Sainte-Rose, Bégué et Lucuspin.

L'extraction des terres dans des quartiers différents s'explique par la nécessité dans laquelle se trouvent les potiers et les faïenciers de faire un mélange des terres de diverses natures, pour avoir des objets solides et qui puissent recevoir la couverture de l'émail.

Les argiles fines, si elles étaient employées seules, auraient un degré de contractilité trop grand pour pouvoir servir à la préparation de pièces, même de moyenne dimension ; les argiles sableuses, grossières ne présenteraient pas assez de plasticité ; enfin, à leur mélange doit nécessairement être ajoutée une certaine quantité de chaux.

Ce dernier élément n'est pas incorporé aux argiles en nature, mais bien sous forme de marne. Cette incorporation de la chaux est indispensable pour que les objets ainsi fabriqués puissent recevoir la couverture d'émail et constituer ce qu'on appelle précisément la faïence.

La recherche des proportions dans lesquelles doit se faire le mélange des diverses terres est une des difficultés de la fabrication de la faïence, et nécessite des recherches particulières pour chaque fabrique. Si en effet la chaux est en trop minime quantité, l'émail, au lieu de s'étendre, se réunit en gouttes et se détache par écailles.

Si au contraire, la chaux est en excès, l'émail pénètre dans la pâte et disparaît de la surface des pièces, qui reste alors terne et sans aucune espèce de glacis permettant d'y faire de la décoration.

Cette obligation de mélanger des terres de diverses natures et de compositions chimiques différentes, explique la nécessité dans laquelle on

se trouvait à Samadet d'aller chercher des terres sur des points différents de la commune, et doit faire considérer comme exact le souvenir qu'en ont encore gardé les habitants.

Ici, comme ailleurs, ces terres mélangées les unes aux autres dans des proportions déterminées, étaient fortement malaxées ensemble, et disposées dans des tonneaux et dans des fosses, où, selon l'expression usitée à Samadet, on les laissait *pourrir*. C'est qu'en effet, après les avoir intimement mélangées les unes avec les autres, on les laissait, pendant assez longtemps, s'égoutter et sécher avant de les livrer aux ouvriers tourneurs ou mouleurs, qui devaient préparer les divers objets et les soumettre à cette première cuisson faite à une température moins élevée que la seconde, et habituellement en plaçant les objets à la partie supérieure des fours.

Ces terres de Samadet produisaient après la cuisson des faïences toujours un peu lourdes, mais cependant d'une pâte à grains assez fins, comme on en peut juger encore aujourd'hui par la cassure.

L'émail dans lequel elles étaient trempées après une première cuisson était fait à base d'étain : il restait toujours un peu terne et laiteux.

Certaines pièces (j'en possède plusieurs) étaient recouvertes d'une couche d'émail d'un beau jaune citron sur laquelle se reproduit la décoration spéciale à Samadet ou une décoration avec des bouquets en surcharge polychrome.

Ces pièces rappellent celles sorties des fabriques du Comtat d'Avignon et du Languedoc, telles que Apt et le Castellet.

Samadet a fait aussi des pièces en camaïeu, c'est-à-dire des pièces décorées par des peintures monochromes en violet clair (mélange de cobalt et de manganèse), en violet foncé (manganèse pur), en rouge, en vert, en jaune et en bleu aux tons plus ou moins ardoisés.

V

La Faïencerie de Samadet fabriquait des objets de toute espèce, et parmi les quelques centaines d'objets de ma collection, on trouve à côté d'objets de l'usage le plus usuel, des pièces faites uniquement pour la décoration des appartements : certaines de ces dernières ont une réelle valeur artistique, et le fini de leur décoration permet de les montrer avec quelque fierté.

Un heureux hasard me permet de donner la reproduction phototypique de l'une des premières pièces qui sortirent des fours de Samadet : c'est une assiette qui porte en effet en dessous la mention suivante : A SAMADET, 1732.

C'est là très certainement l'une des pièces d'essai qui sortirent du petit fourneau dont il est question dans le document reproduit plus haut (page 103) ; elle est décorée dans le genre de Rouen, ce qui n'est pas surprenant, puisque Le Pâtissier était un ouvrier rouennais.



A SAMADET

1732

Très peu de pièces de Samadet sont ainsi datées : j'en possède cependant quelques-unes, et, chose singulière, les dernières fabriquées, des assiettes sur lesquelles sont reproduites des chansons plus ou moins grivoises, portent la mention SAMADET 1831.

Aucune des très nombreuses pièces que j'ai eu sous les yeux ne porte de marque particulière. Si la faïencerie de Samadet n'a pas eu de marque spéciale, elle a eu, par contre, une décoration tout à fait particulière, qu'on ne retrouve que sur les pièces de faïence sorties de ses fours.

Le n° 5 de la Planche I, les n° 1 et 3 de la Planche II, et les n° 3 et 5 de la Planche III portent cette décoration, qui consiste dans des roses, des œillets et des papillons assez habilement dessinés, décorant les fonds et le marli des plats et assiettes, et les autres pièces de diverses natures. Sous cette forme et avec cette disposition, cette décoration ne se trouve que sur les pièces de faïence de notre pays ; elle est, pour ainsi dire, la caractéristique de la faïence de Samadet. Cette décoration était d'autant plus finie et d'autant plus complète que les pièces avaient plus

de valeur. Les pièces ordinaires n'étaient décorées qu'au moyen de roses d'un violet assez accentué ; les pièces plus décorées portaient la rose et l'œillet, ce dernier en tons jaunes ; et enfin les pièces tout à fait finies portaient les deux fleurs formant un bouquet, au-dessus duquel vole un papillon aux brillantes couleurs. Le marli des assiettes et des plats était en général décoré de fleurs plus petites, bleuets, myosotis, renoncules et surtout de feuilles à teinte verte. Les couleurs de ces décorations n'étaient pas, du reste, très nombreuses : c'était le violet plus ou moins accentué, le bleu pâle, le rouge, les verts ordinairement foncés et les teintes jaunes de diverses nuances.

Pour tout le reste, Samadet n'a fait qu'imiter sur ses pièces la décoration des diverses faïenceries de France ; cette imitation est même sur certaines pièces si réussie, que des connaisseurs, de vrais connaisseurs, ont été parfois embarrassés. Sorbets lui-même, cependant bien connaisseur, s'y est laissé tromper : Il prenait pour des pièces des diverses faïenceries de France des pièces simplement décorées à Samadet, et il expliquait la présence ici de ces pièces étrangères en disant qu'elles étaient là à titre de dépôt.

Notre Planche III porte précisément aux n^{os} 5 et 6 deux plats creux, ovales, absolument semblables comme forme, comme dimension et certainement sortis du même moule. L'un, le n^o 5, porte la décoration spéciale à Samadet, l'autre n^o 6 est décoré dans le genre de Marseille. Ce dernier vu seul, était fréquemment pris pour une pièce de Marseille, et l'on ne reconnaissait là une pièce décorée à Samadet qu'en voyant les deux pièces à côté l'une de l'autre.

Beaucoup de pièces de Samadet portent des décorations rappelant, comme dessins et comme couleurs, celles des faïences du Languedoc, de Moustiers, de Nevers, de Bordeaux, de Rouen, de Strasbourg, de Delft, etc. La raison, je crois, en est facile à donner : cela tenait à ce que des ouvriers de passage venant des diverses fabriques de France et séjournant plus ou moins longtemps à Samadet, apportaient là les procédés et les genres de décoration de leurs fabriques d'origine ; peut-être aussi certains ouvriers de Samadet copiaient-ils eux-mêmes les décorations spéciales aux diverses faïenceries.

Les imitations de Rouen ne furent guère que des copies de décors polychromes, que des emprunts au style rocaille, toujours d'une grande simplicité de détails. Les décorateurs de la faïence de Samadet n'osèrent

jamais aborder ce genre dentelle si fin qui fait la gloire de la fabrication normande : j'ai cependant quelques pièces qui ne sont pas sans mérite.

Quelques pièces, rares, rappellent, par leur ornementation, des faïences de Sinceny.

Une cafetière et quelques assiettes sorties des fours de Samadet, reproduisent d'une façon très précise la décoration des faïences de Niederwiller. Beaucoup sont décorées dans le genre de Strasbourg, c'est-à-dire avec des tulipes, des roses, des œillets, des jacinthes ; mais, il faut le reconnaître, les tons de ces décorations sont vifs et criards, et ils ne rappellent en rien la pureté et le moelleux des couleurs que donnaient à leurs décorations les maîtres ouvriers de la dynastie des Hannon.

On trouve aussi sur certaines pièces de Samadet des décorations rappelant les divers genres de Nevers, de Moustiers, même de Delft : ces dernières sont des camaïeux bleus ne rappelant que de fort loin les beaux et fins produits hollandais ; les pièces sont surtout beaucoup plus lourdes et plus massives.

Il serait fastidieux d'énumérer les diverses formes, toutes les décorations et les divers usages des pièces sorties des fours de Samadet. Les planches jointes à ces quelques pages, et dont je dois les clichés photographiques à l'obligeance de mon fils, le docteur Jacques Sentex, reproduisent quelques-unes des pièces de ma collection.

C'est ainsi qu'on trouve des plats de toutes formes et de toutes dimensions, des assiettes plus ou moins grandes, certaines ayant un marli ajouré avec un motif central (Planche II fig. 6) ; d'autres portant des attributs militaires (Pl. I fig. 8), quelques-unes portant reproduites sur leur fond des chansons plus ou moins grivoises : toutes ayant des décorations polychromes ou simplement décorées en camaïeu.

Certaines assiettes reproduites Pl. I fig. 4 et 6 et Pl. II fig. 2 faisaient partie d'un service dont il reste encore une vingtaine de pièces portant chacune des décorations différentes.

Dans un cadre uniforme, genre rocaille, et dont les linéaments étaient probablement préparés au ponceif, sont dessinées en polychrome, sur les bords d'une rivière, des scènes on ne peut plus variées, dans des paysages différents, et certaines avec une assez grande délicatesse de pinceau. L'une de ces assiettes reproduite (Pl. I fig. 4) représente une femme coiffée de la *capule*, ancienne coiffure des femmes de la campagne, aujourd'hui presque complètement abandonnée, et portant une cruche

sur sa tête, comme cela se pratique encore de nos jours. Sur une deuxième (Pl. I fig. 6), on voit un chasseur assis sous un arbre ayant à ses pieds un chien fort bien dessiné, et tous deux regardant deux hommes dans une barque, arrivant vers eux à force de rames.

Une troisième (Pl. II fig. 2) représente deux chèvres, l'une debout, l'autre couchée au bord d'un cours d'eau, sur l'autre rive duquel est dessiné un château-fort.

Sur d'autres, on voit des chasseurs avec leurs chiens dans diverses situations, — des hommes dans une barque en écoutant un autre placé sur la rive et qui joue du violon, — une femme portant le costume de nos paysannes et conduisant une chèvre avec un bâton à la main, — deux hommes dans une barque et retirant de l'eau des filets, — une femme tirant de l'eau d'un puits au moyen du levier tout à fait primitif encore usité dans nos campagnes, etc., etc. Il est certain que ce service complet avec des décorations absolument différentes sur chacune des pièces, ne devait pas être sans mérite et sans valeur.

Quelques pièces de Samadet portent des noms. La gourde représentée (Pl. IV fig. 6) sur l'une des faces de laquelle est dessiné un cadran avec les aiguilles, porte sur l'autre, ainsi qu'on peut le voir, le nom de son propriétaire, *Jacque Picar*. Sur la même planche (fig. 8), au fond d'une écuelle, est inscrit le nom de Catherine Lafittau. Ces inscriptions de noms étaient assez fréquentes, et sur certaines pièces, on retrouve de vieux noms de notre pays.

Samadet a même dessiné sur des pièces de faïence des armoiries. Je possède en effet un plat hexagonal, lourd et massif, à émail très terne, décoré dans le genre de Moustiers, et sur lequel il existe en camaïeu bleu foncé des armoiries assez nettement dessinées pour qu'elles aient pu être déterminées par un vieux père Jésuite du nom de Labat : elles appartiennent à Germain Louis marquis de Chauvelin-Crisenoy, Chancelier de France, mort le 2 avril 1762.

J'avoue que la présence de ces armoiries sur un plat de Samadet trouvé par moi dans une auberge du Béarn, et faisant très probablement partie d'un service complet, m'intriguait un peu. Je me suis demandé longtemps pourquoi Samadet avait décoré des pièces de faïence aux armes des Chauvelin-Crisenoy : c'est encore dans les Archives du château de Saint-Cricq que j'en ai trouvé l'explication.

L'abbé de Roquépine ayant eu à se plaindre des habitants de Samadet

qui, entr'autres méfaits, avaient incendié ses récoltes, avait sollicité, pour se faire rendre justice, la très haute intervention du Marquis avec lequel il devait être en relations.

Le marquis de Chauvelin-Crisenoy lui répondit par une lettre datée de Fontainebleau. Elle est intéressante à reproduire parce qu'elle donne une idée des mœurs des ruraux de l'époque, qu'elle prouve que ce n'était pas alors, tant qu'on veut bien le dire, le règne du bon plaisir ; qu'en somme, la justice était égale pour tous, et que les pouvoirs publics d'alors n'accusaient pas les tribunaux de *défaillances*, lorsqu'ils ne jugeaient pas selon leurs désirs. C'est certainement pour remercier le chancelier de son intervention, que l'abbé fit fabriquer tout ce service aux armes des Chauvelin-Crisenoy.

Voici la lettre, en respectant son orthographe :

Fontainebleau, 15 octobre 1735.

J'ay donné, Monsieur, une attention toute particulière a l'examen que j'ay fait moi-même des plaintes que vous avés portées contre les habitans de Samadet et des placets qui ont esté présentés contre vous : touché comme je vous l'ay marqué plusieurs fois de l'excès ou on s'est porté en incendiant vostre récolte de l'année dernière, et convaincu de punir le crime, j'ay vu avec chagrin la difficulté d'asseoir la punition avec justice tant que les coupables ne seront pas connus ; il paroît à la vérité qu'on pourroit imposer dès aprésent une peine contre les habitans qui se sont réunis contre vous et sur qui le soupçon de l'incendie semble tomber, parce qu'elle est arrivée la nuit meme qui a suivi la signification de l'arrest qui les condamne, mais il n'est pas praticable de prendre la voye d'un arrest du Conseil : sujet comme il le seroit. dans l'espece presente a opposition ce seroit vous donner un procès réglé au Conseil, et vous n'auriés rien a repondre aux opposans, lorsqu'ils diroient qu'il ny a aucunes preuves contre eux, ce qui est vray. L'incendie est parfaitement constaté, mais le per quem en termes de droit ne l'est nullement : nous ne connoissons pas d'exemple que l'on ayt prononcé une pareille peine sans procédure suivie ; il semble même que l'on auroit pu acquérir des preuves, y paraissant quelque commencement. Le témoin entendu dans la continuation d'information du 9 aoust 1734 quil y a eu des menaces de la part du nommé Jean Dupin dit Du Nogué avant l'incendie. Il y a des menaces ; la déposition de ce témoin est soutenue par la suivante : cela suffit pour décréter l'information ; elle l'auroit du estre

si l'on avoit trouvé a propos de suivre ce décret, ce seroit la seule façon pour découvrir les incendiaires. J'écriray cependant a M. l'Intendant de ne rien négliger de son costé pour cette découverte et d'user de toutes les voyes qu'il trouvera legitimes et praticables pour y arriver. Je luy ay déjà recommandé et le feray encor de chercher de quelle manière il pourroit punir et contenir les habitans qui se sont unis contre vous, jusqu'a ce qu'ils ayent denoncé les incendiaires. A l'égard des placets dont vous vous plaignés avec raison, la pluspart des faits qu'ils contiennent sont sans fondement, puisqu'il n'ya aucune preuve que vous ayés fait tuer des chevres, qu'il n'ya point eu de refus de la part des Juges de St-Sever de rendre justice aux habitans de Samadet ; qu'il résulte de l'information même de Conrade que sa femme qu'il a dit blessée et accouchée a paru dans le village le lendemain de la rixe avec vos domestiques. Quant aux autres chefs, on ne doit pas vous imputer l'entreprise de vos gardes chasses pour arrester petit Jean Dupin en vertu d'un décret des eaux et forets, puisqu'on ne voit pas qu'elle aye esté faite par vos ordres, mais ces gardes n'ayant aucun caractère pour exécuter ce décret, Dupin a pu se plaindre de cette entreprise. La rigueur dont l'officier de maréchaussée a usé dans le désarmement de quelques habitans, et les sommes qu'il a exigées ne vous regardent pas non plus, mais ces particuliers ne sont pas punissables de s'en estre plaint. Un esprit d'équité vous a porté à prendre connoissance de l'imposition de la capitation pour prévenir des injustices de la part des asseurs ; quelques louables qu'ayent esté vos vues, il ny auroit pas de justice a chatier les auteurs des Placets d'en avoir fait un grief, parce que ce n'est qu'en qualité de Commissaire du Roy qu'il peut estre permis de prendre connoissance de cette matiere et de la levée de la milice, c'est encor un chef d'ont on se plaint. Il n'ya rien a dire sur l'emprisonnement de Dupin pour les insolences qu'il fit lorsqu'on tiroit pour la milice, mais vos domestiques ajoutèrent a la peine de prison ordonnée par le Commissaire, en le mettant dans les fers. Si d'un costé on a eu tort de se plaindre que vous ayés refusé la nourriture aux voituriers que vous avés employés pour vostre fayancerie, d'un autre costé vous avés exigé des voitures, et il ne paroît pas que ce soit en vertu d'un droit de corvées, et ce n'est cependant qu'a ce titre que l'on le peut faire. Les habitans pouvoient y trouver leurs avantages par les arrangemens que vous avés pris, mais devant estre volontaires, la plainte d'y avoir esté forcés ne peut leur estre interdite. Vous voyés Monsieur, qu'il seroit difficile de punir les habitans qui ont présenté des placets : il sy est trouvé des faits sur lesquels ils ont

pu faire des représentations, et cette voye est toujours ouverte aux sujets du Roy : mais il y a a distinguer dans le nombre de ces particuliers. Les nommés Pierre Dumartin et le cadet Dupin ont sollicité la signature de ces placets, il est prouvé contre eux qu'ils ont compris dans les placets, les noms et les signatures de plusieurs habitans qui les ont méconnus ou qui ont refusé de les signer : cest une espèce de faux qui mérite réprehension, et M. l'Intendant sera chargé de punir comme il le jugera a propos ces des deux auteurs de placets pour supposition de noms et de signatures. Je voudrois de tout mon cœur, Monsieur, vous procurer une satisfaction qui put en quelque façon vous dédommager des soins et des inquiétudes qui vous traversent : personne ne prend plus de part que je fais à tout ce qui vous regarde : et vostre tranquillité m'est assurément chere. Vous jugés bien qu'avec ces sentimens dont vous ne doutés pas, rien ne me seroit plus agréable que de remplir tout ce que vous pourrés souhaiter. Je vous honnore, Monsieur, parfaitement.

Signé : CHAUVELIN.

Malheureusement, la photographie et la phototypie reproduisent mal la décoration des pièces de faïence, et la finesse vraiment remarquable de quelques-unes.

La planche V reproduit diverses pièces. Les n^{os} 7 et 8 qu'on avait longtemps considéré comme des pots à eau pour table de toilette, seraient, paraît-il, tout autre chose. Ces brocs dont on trouve de nombreux exemplaires auraient été destinés, si l'on en croit la tradition (1), à perpétuer le nom d'un certain comte de Clermont, prince issu du mariage d'un Condé avec une demoiselle de Nantes, l'une des bâtardes de Louis XIV et de Madame de Montespan. Clermont était un grand buveur et dépassait souvent les limites permises ; il est représenté à cheval sur un tonneau, en tenue fort débraillée, tandis que sa malheureuse épouse, en grande toilette, semble tout à fait résignée. J'aime à croire, dans l'intérêt de la noblesse d'alors et de ses descendants d'aujourd'hui, que ceci n'est qu'un conte : je possède en effet deux autres brocs semblables où le Monsieur et la dame ont tous deux une tenue des plus correctes, et où ils sont vêtus l'un et l'autre de beaux habits Louis XV.

(1) Album de l'Exposition des Arts rétrospectifs (page 92). Pau, 1892.

Le n° 3 Pl. 5 reproduit un porte-huillier à bateau ajouré, et les physiologies des deux burettes indiquaient, j'imagine, le contenu de chacune d'elles : celle à tête de femme douce et agréable devait contenir l'huile ; celle à tête grimaçante devait sans contredit contenir le vinaigre.

Sous le n° 15 de la Pl. IV figure une énorme soupière décorée en polychrome avec le plus grand soin, portant sur le couvercle une anse faite de feuilles et de fruits, et supportée sur un plateau (Pl. III fig. 2) ayant des anses en forme de feuilles.

Puis viennent des salières (Pl. IV fig. 3) représentant, sous forme de petit groupe, Vénus et Cupidon, qui ne sont pas sans mérite ; — des biberons pour malades (fig. 8) ; — des crachoirs à main (fig. 13) ; — des corbeilles ajourées, destinées à mettre des fruits (Pl. V fig. 12), bien délicatement décorées ; — des écuelles à bouillon (Pl. IV fig. 4), les *bélutes* du moyen-âge, rappelant comme forme les pièces d'argenterie Louis XV, et ayant l'anse du couvercle faite avec des fruits et des fleurs ; — des encriers (fig. 11 Pl. IV) avec godet pour l'encre et pour le sable et ornés de porte-bougies ; — des bouquetiers de diverses formes (Pl. IV fig. 5 et Pl. V fig. 2) ; — des sucrières à pondre (Pl. IV fig. 12) décorées dans le genre de Rouen ; — des sucriers ordinaires (Pl. V fig. 9) ; — des bols à déjeuner ; — des plats à barbe (Pl. V fig. 6), au fond desquels sont dessinés deux amours ; des vases à pharmacie portant le nom des substances qu'ils renfermaient (Pl. V fig. 1) ; de petits sabots qui, d'après une tradition conservée à Samadet, étaient offerts par les ouvriers aux visiteurs de la faïencerie (Pl. IV fig. 14) ; enfin, pour terminer cette énumération, qui pourrait être bien plus longue, un bénitier (Pl. IV fig. 7), genre rocaille, dont l'exécution n'était pas sans présenter quelques difficultés.

Samadet fabriquait aussi comme grosses pièces des fontaines, avec leurs vasques, soit en forme de lyre, celles-ci décorées dans le genre spécial à Samadet, soit de forme carrée et de très beau modèle, décorées en général dans le genre de Moustiers et de Nevers.

Sur certaines pièces de Samadet se retrouvent aussi les traces de l'imitation chinoise avec les personnages les plus singuliers et les animaux les plus fantastiques, brillant souvent les uns et les autres par la naïveté des dessins, ou rappelant les dessins de Callot et reproduisant parfois les personnages les plus grotesques, ou les scènes les plus burlesques et les plus fantaisistes, et d'une incroyable folie (Pl. I, fig. 1, 7, 9. — Pl. II, fig. 4. — Pl. III, fig. 2, 4).

Je pourrais m'arrêter ici, car je crois avoir fait connaître tout ce qu'il y a d'intéressant au sujet de notre faïencerie de Samadet, mais je ne veux pas clore ces quelques pages sans dire un mot d'une autre faïencerie de notre pays, dont on retrouve encore quelques pièces, et qui, prises pour des pièces de Samadet, en diffèrent absolument : je veux parler de la faïencerie de Dorot.

Au nombre des artistes et ouvriers nivernais, du Broc de Segange (1) indique un certain Dorot (Etienne), tourneur en faïence, qui, de son mariage avec Marie Nicolas, eut le 14 pluviôse an VIII, un fils Jean.

Celui-ci vint dans notre pays comme maître ouvrier tourneur en faïence, et y épousa, paraît-il, la veuve d'un homme qui avait lui-même installé une petite faïencerie.

C'est surtout sous la direction de Dorot que cette fabrique acquit une certaine importance. J'ai pu obtenir sur lui quelques renseignements, grâce à l'obligeance de mon vieil ami le docteur Alfred Degos, à la famille duquel il était allié, et qui les a recueillis de Madame Dorot elle-même.

Dorot s'installa à Dax en 1820 et il occupait de quinze à vingt ouvriers venus au début de Nevers et de Vierzon. Sa fabrique, dont les produits s'écoulaient surtout dans le canton d'Amou, a travaillé de 1820 à 1836.

Dorot n'avait pas, comme à Samadet, la terre à pied d'œuvre : il en retirait une partie de la région de Cambo, une autre partie de Tercis.

A partir de 1836, la fabrication diminua dans de très notables proportions, et elle fut définitivement arrêtée en 1848 : il ne sortait plus alors des fours de Dorot que des pièces insignifiantes. Les bâtiments de la faïencerie furent vendus bientôt après à une demoiselle de Lалуque, qui les détruisit.

Dorot n'a du reste jamais fabriqué de pièces approchant des belles pièces de faïence de Samadet. Les échantillons de sa fabrication qui nous restent aujourd'hui, et qui sont décorés surtout dans le genre de Marseille, sont des pièces lourdes, épaisses, sans le moindre cachet

(1) Du Broc de Segange. — *La Faïence, les faïenciers et les émailleurs de Nevers*. — Nevers, 1863.

artistique ; l'émail en est toujours terne, un peu teinté, et présente fréquemment des bavures ; en un mot, elles ne ressemblent en rien aux pièces de Samadet, dont elles se distinguent très facilement.

J'ai cependant voulu indiquer ici l'existence de cette faïencerie toute locale, dont un échantillon, bien rare sous cette forme pour les objets en faïence, une bouteille (Pl. V fig. 5), figure parmi les objets que nous avons reproduits.

Louis SENTEX.



FAÏENCERIE DE SAMADET
(LANDES)



FAÏENCERIE DE SAMADET
(LANDES)



FAÏENCERIE DE SAMADET
(LANDES)



FAÏENCERIE DE SAMADET
(LANDES)



FAÏENCERIE DE SAMADET
(LANDES)



UN INSTITUTEUR

PENDANT LA RÉVOLUTION

(JEAN LACOSTE)

I

UN répète trop volontiers, qu'avant les temps présents, l'instruction, dans nos campagnes, était nulle ou à peu près.

L'Etat n'intervenait pas, il est vrai, pour fournir une école et des maîtres à l'enfant, mais chaque commune avait cependant son instituteur, et souvent ses instituteurs. Certaines localités possédaient, en effet, le régent du bourg, qui était chantre de l'église et secrétaire de la Mairie, et aussi celui du hameau, qui occupait une situation plus secondaire et plus modeste. L'initiative privée suffisait à leur entretien : le premier était logé dans une maison spéciale et chaque élève, suivant les matières de l'enseignement, lui apportait une redevance ; le second était logé, tour à tour, par les habitants du hameau ; chaque ferme devenait maison d'école et fournissait la nourriture au régent.

Dans ces conditions, la situation du maître d'école ne permettait pas un grand luxe, mais, en ces temps-là, les exigences de la vie n'étaient pas celles d'aujourd'hui. L'instruction n'était pas obligatoire, et nos paysans, de bon gré, la recherchaient pour leurs enfants.

C'est dans les vallées des Pyrénées que se recrutaient souvent ces

maîtres d'école. L'enseignement fut toujours en honneur dans nos pays de montagnes : aujourd'hui encore, très nombreux sont les établissements, les collèges et les couvents dans les Hautes et Basses-Pyrénées, comparativement aux départements du Gers et des Landes.

Il y a cent ans, à certaines époques, descendaient chez nous, de la montagne, des pasteurs qui venaient hiverner : divers industriels, des marchands, des gagne-petit. Avec eux, venait l'aspirant-professeur, le bagage léger, propre, en quête d'un siège scolaire. On lui avait indiqué le village où l'instituteur trop âgé allait résigner ses fonctions : Il se présentait chez le curé et lui chantait quelques beaux chants d'église ; puis devant les notables de la commune, de sa plus belle plume, il moulait des lettres savamment tournées ; impeccable, il pouvait aussi résoudre des problèmes longuement préparés par quelque bourgeois retord. Le voilà installé pour toujours ; il se mariait dans le village ; on ne lui rendait pas la vie trop pénible, on lui savait gré de ses services.

II

Ainsi s'établit à Sainte-Marie-de-Gosse, en l'an 1773, Jean Lacoste, né à Artiguelouve, en Béarn. Il exerça pendant de très longues années sa profession dans la commune, puisque nous le retrouvons vers 1825 enseignant l'alphabet à Isidore Salles :

Lou reyen, Meussu Lacoste,
Que disé, touts lous matins :
« Bem'hem damna, Diû bib-oste
Aquet pa de libertins !

Auyaumis e pourailhatye,
Mé bestis que lous dou bos,
N'ats pas doun hounte aû boste atye
D'est aû libi de chis sos » (1).

Il méritait bien d'être chanté par un poète, lui qui n'écrivait qu'en prose, il est vrai, mais en prose souvent fleurie.

Lacoste, en effet, aimait à écrire et a confié, dit-on, à de nombreux manuscrits ses réflexions sur l'éducation de la jeunesse et sur l'histoire de

(1) Isidore Salles. — *Debis Gascouns : Lou tems d'Aûtscofs*.

son époque. Nous avons voulu rechercher ces écrits, mais nous sommes arrivé trop tard : ils avaient été brûlés. Nous n'avons pu sauver que trois cahiers, où il avait réuni, sous forme de tables, les archives de l'état civil de la commune, — mariages, naissances et décès, — depuis 1670, le tout accompagné de quelques réflexions et de quelques commentaires sur les principales familles de l'endroit.

A côté du nom du décédé, il mettra la cause de la mort, si elle présente quelque intérêt ; s'il y a eu assassinat, on le comprend, les commentaires seront plus étendus ; en marge des mariages, il indiquera si l'union a été heureuse ; après le nom du nouveau-né, il notera sa fin : mort à Iéna, mort à Austerlitz, mort pendant la retraite de Moscou et il ajoutera : « Pauvres petits paysans de Gosse, nés pour labourer leurs sillons en chantant la chanson matinale, et que les hasards de la vie firent les instruments et les victimes de la grande épopée ! »

Ce travail dut, souvent, lui coûter une grande peine. Les archives auxquelles il l'emprunta en partie existent encore et sont d'une lecture excessivement pénible ; ce sont des feuilles détachées, à moitié déchirées. En copiste scrupuleux, il écrira, en marge d'une ligne à garnir : « Ici, il y a un mariage mangé par les rats. »

Un de ses cahiers commence ainsi : « J'avoue que cet ouvrage n'est pas d'une grande utilité ; mais je l'ai fait à moments perdus, par esprit de curiosité, et peut-être que ceux qui viendront après ma fin y trouveront quelque intérêt. Lorsque je l'ouvre, je me rappelle que nous devons tous finir, hélas ! Le chef-d'œuvre visible de la magnificence de Dieu n'a pas été fait seulement en faveur du petit nombre d'hommes qui vivent ou qui ont vécu jusqu'à présent, mais aussi pour tous ceux qui restent à créer. Une infinité de millions d'autres viendront occuper la même place que nos ancêtres nous ont cédée et nous pousseront si avant, si avant, qu'il ne restera de nous ni trace, ni vestige, ni mémoire. La sagesse de Dieu a tout ordonné : l'homme de bien ne fait que l'admirer, et lorsqu'il se voit sur le point de mourir, loin de désirer une plus longue vie, il serait fâché de vivre davantage. »

Ces quelques lignes suffisent pour montrer un philosophe et un croyant dans cet honnête et laborieux instituteur de village.

III

Il nous a paru intéressant de le suivre pendant l'époque révolutionnaire.

C'est lui qui fut chargé de rédiger les délibérations de la municipalité ; c'est lui qui donna une forme aux procès-verbaux des séances. Nous croyons devoir le dire : au moment où il écrivait sur les registres, Lacoste devait être bien peu contrôlé. A voir les signatures d'une calligraphie mal assurée qui terminent ces délibérations, on demeure convaincu qu'il avait toute latitude dans ses rédactions. Il marcha docilement avec sa génération, ayant pour principal souci de montrer qu'il n'y avait pas de suspects, pas même de tièdes dans sa commune. Grâce à lui, dans nos registres sont bien dessinées les différentes étapes de la révolution ; on verra que les coups qui se frappaient en haut retentissaient nettement dans un village reculé.

Nous sommes en 1790 : on procède à la nomination du maire. Dans la nef de l'église paroissiale, nous voyons Lacoste, en qualité de secrétaire, assister M. le Curé, président le comice électoral. Les temps sont encore calmes, mais le ciel commence à se couvrir de nuages.

Le 27 février 1791, la municipalité demande à M. Vives, curé, et Bergeret, vicaire, de prêter le serment prescrit ; ils refusent, et la municipalité, avec son secrétaire, vient demander aux prêtres de vouloir, toutefois, continuer leurs fonctions. Cela ne dura pas longtemps, puisque le 28 mai suivant, Lacoste rend compte de l'arrivée, comme curé, du citoyen Cazabonne, et du serment prêté par celui-ci.

Les fonctionnaires, les prêtres qui ont refusé de prêter le serment, sont expulsés de la commune ; lui, plus souple, garde sa place de secrétaire. Le 23 décembre 1792, son mandat lui est renouvelé ; il se présente devant l'Assemblée et jure « d'être fidèle à la nation et à la loi, de maintenir la liberté et la légalité ou de mourir en les défendant, et d'exercer avec force et courage les fonctions civiles et politiques qui pourront lui être confiées, et encore de remplir fidèlement les fonctions de son état. »

La marche des événements se précipite ; la Terreur arrive et, dans sa plume sereine, il va trouver de solides raisons en faveur du nouvel état des choses.

« Aujourd'hui, décadi, vingtième jour de pluviôse, l'an deux de la République française, une et indivisible, le Conseil Général de la commune de Ste-Marie, réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, en séance permanente du matin : attendu que les lois et arrêtés tendant à la destruction du fanatisme sont si précises, qu'il est instant de délibérer que la présente commune, qui porte un nom de fanatisme, soit dénommée différemment et d'une manière républicaine, qu'en conséquence, le

Conseil général doit prendre séance tenante une détermination et substituer un autre nom à la présente commune. La lecture a été faite des actions héroïques, civiques et filiales du citoyen Joseph Barra, à peine âgé de treize ans, à qui la Constitution nationale a décerné les honneurs du Panthéon français ; il est demandé qu'au nom de Sainte-Marie, que porte la présente commune, celui de Barra lui soit substitué. Sur quoi le Conseil général, considérant que les actions du jeune héros Barra, sont dignes du souvenir de tout bon républicain, en ce qu'il a préféré la mort à l'esclavage et qu'il a expiré en criant : Vive la République ! Considérant que sa tendresse filiale mérite la plus grande publicité, afin que tous les enfants le prennent pour modèle. Considérant, enfin, qu'au nom de Barra, l'esprit des citoyens de cette commune et de leurs descendants, instruit des vertus de ce jeune héros, s'éveillera et portera à suivre son exemple ; Arrête, ouï l'Agent national, à l'unanimité, que le nom de Ste-Marie que porte la présente commune est supprimé et que celui de Barra lui est substitué. »

Faudra-t-il aussi de bons arguments pour installer à Sainte-Marie le temple de la Raison ? ils ne manqueront pas à Lacoste :

« Aujourd'hui, dix-neuf ventose, l'an second de la République une et indivisible, le Conseil général de la commune de Barra, ci-devant Ste-Marie, assemblé en séance publique et permanente du matin : Vu l'abdication du citoyen Pierre Cazabonne, ci-devant curé de cette commune, en date du 17 courant et considérant que la République sera plus florissante, lorsque tous les citoyens professeront le même culte, celui de la Raison et de la Vérité. Réfléchissant aussi sur l'inutilité d'aucun culte public, excepté celui de la loi, et reconnaissant enfin que tous les différents cultes, professés jusqu'ici, n'ont été inventés que par la ruse, le fanatisme, la cupidité, le despotisme, etc., etc., dont nos ancêtres n'ont jamais su secouer le joug ; mais heureusement la sage philosophie ayant été mise au jour et le livre de la Raison s'étant ouvert ; a délibéré à l'unanimité, ouï l'Agent national faisant tant pour lui que pour ses commettants : 1° Que l'église de cette commune demeure, dès ce moment, dédiée et substituée au temple de la Raison et de la Vérité ; 2° Qu'il sera fait, par la Municipalité, inventaire de toute pièce d'or et d'argent existant ; 3° Que tous les signes religieux, royaux et féodaux, s'il en existe dans ledit temple, seront détruits. »

L'instruction publique est à l'ordre du jour ; ici, on le comprend, l'enthousiasme ne sera pas moindre :

« Considérant qu'un des devoirs les plus sacrés pour l'Administration est de faire jouir ses administrés des bienfaits des lois, et notamment de celle du 23 frimaire, qui rapportera nécessairement tous les fruits qu'on a droit d'en attendre : l'Ignorance sera banie du sol de la République et l'Esprit des Républicains en général, trop longtemps englobé dans la matière, reluira des rayons que la Raison et la Vérité y feront éclore ; Considérant aussi que cette loi est une de celles dictée par la plus saine morale ; attendu qu'elle tend à illuminer les jeunes plantes, qui sous l'ancien régime seraient indubitablement restées dans l'ânerie, et auraient marché aveuglément sous le joug despotique que nos ancêtres n'avaient su que nous procurer, etc., etc. »

Nous nous plaisons à le répéter, parmi les notables de la commune, il ne se trouve aucune personnalité influente, aucun farouche révolutionnaire qui impose ses volontés aux timides ; pas un meneur, pas même un bavard, pour inspirer les audacieuses et pittoresques figures qui émaillent ces rédactions. Tout le monde se tait, écoute et laisse passer l'orage, tandis que Lacoste en note les phases, aussi poétiquement qu'il le peut.

Mais le 9 thermidor survient ; la réaction commence. La même plume fait paisiblement machine arrière, et pour cela trouve encore d'excellents motifs :

« Du 20 nivose, an trois de la République française une et indivisible, la municipalité de Barra, ci-devant Sainte-Marie, réunie en séance publique permanente : Vu la délibération du Conseil général de la dite commune, du 20 pluviôse dernier, portant que la présente commune ne portera plus le nom de Sainte-Marie, et que celui de Barra lui demeurera substitué ; vu aussi le troisième rapport sur le vandalisme par Grégoire, du 24 frimaire dernier, imprimé et envoyé aux autorités constituées par ordre de la Convention nationale ; Considérant que le Conseil général de la commune ne supprima le nom de Sainte-Marie à la dite commune, et ne lui substitua le nom de Barra que parce que la terreur s'était emparée de tous les esprits, et que sous prétexte de fanatisme, il fallait banir de la république tout ce qui y avait attrait, comme si les noms propres, sous quelque dénomination qu'ils puissent être, pouvaient porter aucune atteinte aux intérêts de la République ; Considérant que si ces changements de noms étaient tolérés, il en résulterait, qu'à chaque instant, ils auraient lieu, ne fut-ce que par goût de la nouveauté, et que de là s'en suivrait la plus grande confusion dans les actes civils et dans l'histoire. La municipalité a décidé, ouï l'Agent national, que la présente commune

ne portera plus le nom de Barra, et qu'elle reprendra dès ce jour celui de Sainte-Marie, qu'elle a toujours porté et qu'elle n'aurait jamais dû quitter. »

La réaction continue et le régent met à descendre le même entrain qu'il paraît avoir mis à monter.

Nous passons, sans nous attarder, sur le retour du curé qu'il salue de belles périodes ; sur le Consulat qu'il chante avec allégresse, et il rédige bientôt, pour le nouvel Empereur, l'adresse suivante :

« Béni soit ce jour remarquable, où nous pouvons enfin, à l'abri de l'influence et de l'oppression, émettre notre dernier vœu pour l'éternelle consolidation de l'Etat. Régné, Napoléon, sur le trône impérial que vient de vous ériger la reconnaissance de la nation dont vous avez fait cesser les calamités. Comme vous régné sur les cœurs de tous les Français, régné de même sur leurs personnes. Régné avec la dignité, l'éclat et tous les attributs qui conviennent au premier Empire du monde. Régné à jamais, vous et les vôtres. Que le sénatus-consulte organique du 28 floréal soit la base d'une éternelle Constitution. Des intrigants, des assassins n'oseront plus nourrir dans leur cœur, le criminel espoir de voir la chute de l'Empereur entraîner la chute de l'Empire.

Les têtes couronnées verront leur trône affermi par l'établissement de celui que vous occupez. Vous serez, désormais, le modèle que les rois se proposeront. Votre Majesté, en rendant son peuple heureux, se couvrira de gloire et nous pénétrera d'admiration et de gratitude. »

Plus tard, le roi de Rome ne sera pas oublié, et, dans l'enthousiasme général, notre annaliste rend compte des fêtes données en honneur de l'héritier du trône : « En même temps, écrit-il, des cris de : vivent leur majesté ! se confondaient dans les airs ; les enfants surtout se pressaient tellement qu'ils embarrassaient le passage ; leur joie était une véritable ivresse. »

S'il est des esprits inquiets et chagrins qui sont toujours de l'opposition, Lacoste n'était point de ceux-là, aussi son attachement violent à l'Empire ne devait pas durer plus longtemps que ce régime. L'Empereur n'était pas encore à l'île d'Elbe, que le régent s'écrie, toujours l'esprit alerte :

« Nos consciences sont dégagées ; nous sommes, enfin, libres de suivre les élans de nos âmes trop longtemps comprimées ; le temps est venu où chacun peut s'exprimer sans crainte. Si le Ciel s'est complu à ne nous rendre qu'une justice tardive, ce n'a été, sans doute, que pour mieux nous faire sentir le prix du don miraculeux qu'il nous fait en ce jour, en

nous remettant l'Auguste Famille qui en est l'objet et que nous n'aurions jamais dû perdre. Le monarque tant de fois désiré par tous les Français, Louis XVIII, se présente à nous, non comme le conquérant du Royaume, qui lui appartient, mais il vient au contraire s'en saisir, comme un père tendre qui ne prononce à ses enfants que des paroles de bonté. Déjà nous ressentons les heureux effets de sa loyauté.

Faisons les vœux les plus ardents pour sa conservation et sa prospérité. Vive le Roi ! Vive le Roi ! Vive le Roi ! »

Et sur la même feuille, il inscrit, les accompagnant de commentaires aussi enflammés, le serment au roi qui arrive pour repartir et le serment à l'empereur qui revient, « comme un soleil radieux, après les ténèbres d'une pénible nuit. »

Mais à la page suivante, on voit revenir Louis XVIII et avec joie le secrétaire « souhaite un règne long et prospère, après tant d'angoisses, à ce bon Roi qui rapporte le cœur de la France hier parti avec lui. »

A ce moment, Lacoste et la France prirent un repos bien gagné.

IV

On serait peut-être tenté de reprocher à notre écrivain un manque relatif de convictions. Mais l'exemple, à ce moment, ne venait-il pas de haut ? ne vit-on pas un farouche jacobin, tour à tour plat ministre de l'Empire et fier ambassadeur de la Restauration ?

Il est deux qualités qu'on ne lui dénierait pas : la prudence et la souplesse. Il donna son adhésion aux faits accomplis, qu'il accueillit avec le mot de liberté, alors que cette liberté n'était qu'une extrême servitude ; il fut de ces majorités qui acceptent les révolutions, toujours faites par des minorités.

Ils firent peut-être comme lui, beaucoup qui vécurent pendant la même époque troublée et qui eurent l'heur de ne point connaître ni l'exil, ni la guillotine ; mais pour la plupart, ils eurent la bonne fortune de ne point laisser, par écrit, les traces de leurs évolutions.

A certains d'aujourd'hui, qui se félicitent d'avoir toujours été fermes dans leurs idées, il saurait répondre qu'ils devraient plutôt se féliciter de n'avoir point rencontré des circonstances pour mettre cette fermeté à l'épreuve.

Et cependant, ce n'était pas le scepticisme qui guidait le vieux régent ; la tourmente passée, il se trouva qu'il n'avait point changé et qu'il avait gardé intacts les sentiments de sa jeunesse. Il dit, non sans mélancolie, à

la fin de ses notes, en pensant à la mort : « Que perdrais-je en mourant ? Je quitterai une famille qui ne peut m'aimer, parce que je lui suis à charge ; des amis qui me regretteront peu, parce que je leur suis inutile ; des honneurs auxquels je ne puis prétendre. Je quitterai un corps dont la mauvaise constitution me cause chaque jour de nouvelles douleurs, qui tient mon âme enchaînée, pour ainsi dire, et me fait perdre, en dormant, la moitié de ma vie. Hélas ! Hélas ! quelle peur aurais-je donc de mourir, si je ne craignais le mauvais usage que j'ai fait de la vie ? Je finis en priant ceux qui me survivront de vouloir bien supplier le Seigneur pour le repos de mon âme. »

Tel fut notre instituteur pendant la Révolution. Tacite l'eut proclamé le moins révolutionnaire de son temps, puisqu'il servit fidèlement tous les régimes, sans désirer jamais « choses nouvelles. »

S'il fut le modèle du loyal citoyen, nous ne pouvons toutefois le ranger au nombre des héros : les temps passés, présents et futurs en compte-raient trop.

D^r A. DICHAS.



L'ANCIEN COLLEGE DE DAX

NOTES ET DOCUMENTS

CHAPITRE I^{er}

LE COLLÈGE JUSQU'A L'ARRIVÉE DES BARNABITES

Origines de l'enseignement à Dax. — Fondation du Collège. — Temps difficiles. — Personnel des professeurs. — Leurs traitements. — Règlement du Collège. — Difficulté du recrutement des régents. — Démarches infructueuses auprès des Doctrinaires de Toulouse.

 E tous les anciens collèges de Gascogne (1), celui de Dax est à peu près le seul qui n'ait encore trouvé son historien. La présente étude n'a pas la prétention de combler cette lacune ; elle vise seulement à mettre au jour quelques documents qui peuvent jeter un peu de lumière sur le passé d'un collège oublié jusqu'ici et à préparer des matériaux pour son historien futur.

A quelle époque se fonda-t-il à Dax des écoles ou des institutions vouées à l'enseignement ? On ne saurait le dire. On peut croire que les

(1) Citons entre autres l'*Histoire du collège de Guyenne*, par M. E. Gaulieur (Bordeaux, in-8°, 1874). Une *notice historique sur le collège d'Auch* a paru dans la *Revue de Gascogne*, t. XIV, 96, 339, 341, 479. Il a été publié dans la même revue (t. XXVI, 81, XXVII, 20, 115, etc.) une étude de M. J. Gardère sur *Le collège de Condom*. L'abbé J. Bonhomme a écrit une *Histoire du collège d'Aire* (1869), extrait de cette même revue ; dans le *Bulletin de la Société de Borda*, M. Xambeau nous a donné *Le collège de Saint-Sever avant 1791* (1884, p. 63 et s.), et tout récemment (1889), l'*Histoire du collège de Bayonne* a fourni à M. Drevon le sujet d'une thèse pour le doctorat ès-lettres (Agen, in-8°, 1889).

prescriptions des conciles relatives aux écoles et que les exemples donnés ailleurs ne restèrent pas sans effets sur les Dacquois du moyen âge. Une ville pourvue d'un aussi nombreux clergé — dès 1420 le clergé de la cathédrale comprend plus de 80 chanoines ou prébendés (1), — administrée par des magistrats municipaux revêtus d'importantes attributions judiciaires et, à ce titre, obligés de savoir lire le texte du *Coutumier* et des *Etablissements*, avait dû, semble-t-il, assurer de bonne heure à ses habitants des moyens d'instruction.

Nous savons de science sûre qu'en 1431 il y avait à Dax des écoles de grammaire (2). Cependant, quand on sait jusqu'où le moyen âge poussa, à Dax comme ailleurs, la manie de la réglementation, on est grandement étonné que ni le *Coutumier*, ni les *Etablissements de Dax*, ni les *Constitutions synodales* (3) de ses Evêques ne contiennent la moindre allusion à ces écoles. On est donc assez porté à croire que pendant toute une période qui s'étend jusqu'au XVI^e siècle, l'enseignement fut très longtemps abandonné à l'initiative individuelle et considéré comme une affaire d'ordre strictement privé. On apprenait à lire de ceux qui savaient, prêtres ou laïques, comme on apprenait à coudre ou à labourer.

Avec le goût et le progrès des lettres qui furent les fruits de la Renaissance, l'insuffisance d'un tel mode d'enseignement dut éclater aux yeux de tous. L'exemple et peut-être la crainte de ce qui se faisait à Lescar et à Orthez (4) (alors du diocèse de Dax), où Marguerite d'Angoulême, la sœur de François I^{er}, et Jeanne d'Albret, sa fille, venaient de fonder un collège, bientôt confié à des maîtres protestants, durent particulièrement stimuler le clergé Dacquois. C'est sans doute sous l'empire de ces sentiments divers qu'un collège fut fondé à Dax.

A quelle époque eut lieu cette fondation ? Deux textes vont nous l'apprendre. Dans la minute d'une délibération « des gens du conseil de Dax », il est assuré que « le collège de Dax est un des plus anciens de

(1) C'est le chiffre fourni par une supplique adressée en 1422 à Martin V par le clergé de Dax, chez P. Denifle, *La Désolation des Eglises, monastères*.. t 1, p. 200.

(2) Dans les Arch. munic. de Dax. GG 28, se trouve un contrat du 28 avril 1431 où figure un *Guilhermus de Aximanx regens scholas gram[m]aticas in civitate Aquensi*.

(3) Cf. l'abbé A. Degert : *Constitutions synodales de l'ancien diocèse de Dax*, in-8° (Dax, Labèque, 1898).

(4) Sur ce collège, on peut voir H. Barthéty, *L'Ancien collège de Lescar et ses transformations*, Pau, 1872. — J. Coudirolle, *Etude sur l'Académie d'Orthez*, Orthez, 1885. — L. Batcave, *L'Instruction publique à Orthez*, Pau, 1896.

tous ceux de la Basse-Guyenne, puisqu'il y a 150 ans qu'il est établi (1) ». La première difficulté que soulève ce texte, c'est qu'il n'est pas daté ; mais il est assez facile de retrouver son âge. En se transportant au registre de la municipalité qui nous donne année par année le nom des magistrats Dacquois, on voit que les maire, sous-maire, jurats et syndic qui figurent en tête de notre minute sont exactement en fonctions en 1668 (2). A s'en tenir rigoureusement aux termes de notre minute, l'ancien collège de Dax remonterait donc à 1518.

Mais ici surgit une nouvelle difficulté. Peut-on croire que ces gens du conseil qui ne savaient pas au juste en quelle année les Barnabites avaient pris la direction du collège (3) fussent mieux instruits sur la date exacte de sa fondation ? Est-il croyable d'ailleurs que Dax ait eu son collège avant Bordeaux, où le fameux collège de Guyenne ne fut fondé qu'en 1533 ? La durée de 150 ans assignée au collège de Dax en 1668 est donc purement approximative.

Un second texte va nous aider à préciser ces calculs par trop flottants. Il nous est fourni par une notice sur Dax, due à un Dacquois du nom d'André de la Serre et publiée par feu M. Tamizey de Larroque (4). On y lit : « Depuis peu de temps, on a dressé et bien basti un beau collège où la jeunesse de ladite ville et pays d'alentour est bien instruite en bonnes lettres ». Cette pièce non plus n'est pas datée, mais elle peut l'être avec assez de précision. Il y est question de Charles IX (1560-1574), « le roi... à présent régnant (5) »... D'autre part, Jeanne d'Albret était morte au moment où écrivait l'auteur (6), et cette mort survint en juin 1572. C'est donc entre 1572 et 1574 que dut écrire André de la Serre. On a donc grande chance de ne se tromper guère en faisant fonder vers 1560 ce collège qui en 1573 était dressé et bâti « depuis peu de temps ».

Cette indication furtive d'André de la Serre est de nature à donner

(1) Voir à l'Appendice, document n° VI.

(2) V^r notamment BB, 4, f° 53.

(3) Dans le document n° VI, la date de l'année a été laissée en blanc.

(4) Dans ses *Documents inédits pour servir à l'histoire de la ville de Dax* (Paris, s. d.), p. 56 et s.

(5) « Le roi Charles IX à présent régnant y ayant fait son entrée en 1567 », *Documents inédits*, p. 55.

(6) « La *feue* Reyne de Navarre le faysoit nourrir », est-il dit d'un enfant monstrueux, « encore vivant en 1568 », *ibid.*, p. 61.

bonne idée de l'état matériel et moral du collège naissant, mais c'est, hélas ! tout ce que nous en savons pour le moment.

Aussi bien venait-il au monde dans une heure assez peu favorable aux études. Les dissensions religieuses qui déchiraient la France eurent à Dax de déplorables répercussions. La Saint-Barthélemy y fit quatorze victimes et parmi elles nous trouvons « Laurent de la Marque, homme de bien et régent public (1) », dit un rapport envoyé au Parlement de Bordeaux. Bientôt même, les guerres de religion vinrent désoler le pays et le réduire à la misère (2). Quelques années plus tard, Messire de Poyanne, gouverneur de Dax, écrivait à Henri III (11 oct. 1585) : « Votre ville a esté battue de tant de misères depuis cinq mois qu'il ne lui reste plus que l'ombre et la mémoire de ce qu'elle a esté... nos escholes et l'instruction de la jeunesse a cessé (3) ». Il est trop probable que le collège était compris dans ces écoles ainsi fermées.

Avec le règne réparateur d'Henri IV, les beaux jours revinrent et le collège put rouvrir ses portes. Les archives municipales nous ont conservé le procès-verbal (4) d'une installation des régents du collège en 1612. Ce nous est une occasion d'étudier ce qu'était le personnel enseignant de ce collège dans cette première période de son histoire.

Pendant toute cette époque, il comprend trois régents, et jusqu'à l'établissement des Barnabites, en 1631, ce nombre ne sera pas dépassé. En 1612, l'un d'eux porte le titre de premier régent, les deux autres sont qualifiés de second et de troisième régent, « tenant et occupant la troisième classe ».

Ces maîtres étaient-ils clercs ou laïques ? Nous ne le voyons guère pour les trois. De Jacques de Beauregard, le premier des régents, nous savons qu'il sera en 1624 curé d'une paroisse voisine de Dax (5), mais l'infortuné Laurent de la Marque dont il a été question ci-dessus semble bien avoir été laïque et nous verrons ci-après des régents pris indistinct-

(1) Une note « sur la Saint-Barthélemy à Dax » en a été publiée par M. Tamizey de Larroque dans la *Revue de Gascogne*, 1872, p. 346.

(2) Cf. dans les mêmes *Documents inédits*, la lettre de Poyanne, citée ci-après.

(3) Tamizey de Larroque, *Doc. inédits*, p. 32.

(4) Voir ci-après Document n° 1.

(5) Il figure avec le titre de curé de Tercis (aujourd'hui dans le canton de Dax), dans un document d'une étude notariale de Dax. *Petite Revue d'Aire et de Dax*, t. III, p. 363.

tement parmi les clercs ou les laïques (1). Ceux-ci ont été appelés pour exercer leurs charges « par la court de céans », c'est-à-dire par le corps municipal. Ils reçoivent, est-il dit, « les mêmes gages et honneurs » que leurs prédécesseurs, à savoir le premier régent 300 livres, le deuxième 200, le troisième 150 qui devaient leur être payées, par quartier, par le trésorier de la ville et celui du chapitre. D'après un document (2) qu'on lira ci-après, la cotisation du chapitre s'élevait à la somme de 150 livres en 1631, en vertu d'une transaction ancienne. On peut donc croire que dès cette année 1612, il en était de même et que dès lors le chapitre concourait pour un quart environ à parfaire les « gages » des régents. Le reste de la dépense était à la charge de la ville.

Le collège comprenait donc trois classes. Sur le contenu du programme de l'enseignement, sur l'objet des études et les méthodes employées, nous sommes réduits aux maigres renseignements que nous fournit « l'ordre et règlement du collège » dressé par les maires et jurats de 1623.

Malheureusement cette pièce, qui ouvre la série conservée des registres de la jurade de Dax (3), est mutilée au début. On y peut voir cependant comme deux grandes catégories de règlements. Les premiers ont trait plus particulièrement à l'éducation religieuse des élèves, les seconds à leur instruction proprement dite. L'assistance aux offices pour les fêtes et dimanches de l'année, les exercices religieux, la discipline scolaire, les examens d'entrée, la durée des classes, les moyens d'exciter l'émulation, etc., font l'objet de prescriptions détaillées, dont il est inutile de donner l'analyse ; on en trouvera le texte ci après.

Tel fut le régime appliqué au collège jusqu'en 1631. Les régents s'y succédaient choisis par la municipalité avec toutes les garanties possibles de science et de moralité. Mais il semble bien que leur recrutement laissait à désirer. En 1627, le conseil est appelé à s'occuper « de l'ordre et de la discipline qu'il convient d'établir au collège » ; le « principal » Denis Roussel est appelé « en la chambre du conseil » pour s'entendre exhorter à faire mieux son devoir « qu'il n'a fait par le passé (4) ». Quant au second régent, lit-on ci-après, « toute l'assemblée trouve qu'il

(1) Le collège se compose de 6 régents dont 3 laïques ou ecclésiastiques, lit-on dans un document des Archives nationales, S, 7483 relatif au collège de Dax pour une époque, il est vrai, beaucoup plus récente.

(2) V. document n° VII. — (3) V. document n° II.

(4) Nous lisons dans le procès-verbal du conseil municipal du 3 novembre 1627 : « Par le sieur Desest scindicq a esté proposé qu'il a indict ceste assemblée

est inexpérimenté en sa charge et qu'il doit être remplacé par le précepteur d'un bourgeois de la ville, s'il veut accepter la régence ». Je ne sais si ce remplacement produisit de bons résultats, mais il paraît bien que les admonestations municipales restèrent sans effet sur le principal Denis Rousset, ou du moins furent peu de son goût. Toujours est-il qu'il déposa sa charge de premier régent ; il fallut lui donner un successeur (1). Un sieur Sevry, de passage à Dax, avait fait des offres qu'on n'avait pas acceptées alors, parce qu'on ne croyait pas la vacance du principal aussi imminente. On en fut quitte pour courir après lui. On le rattrapa à Saint-Sever, où il s'était rendu, toujours en quête sans doute de quelque situation scolaire. Quand il eut montré qu'il avait « été reçu avocat en la cour du parlement de Paris » et eut assuré « qu'il avait hanté le barreau, et y avait plaidé durant huit ou dix ans » les délégués du corps municipal Dacquois se déclarèrent « contents et satisfaits dudict Sevry » et procédèrent à son installation.

Dieu nous garde de médire des avocats d'alors, mais il sera bien permis de penser que le barreau, même antérieur à celui que nous dépeint Racine dans les *Plaideurs*, n'était pas la meilleure des préparations pour les directeurs de collèges. Et encore il semble qu'on fut très heureux de trouver cet avocat en rupture de barre.

Il n'y a pas à se le dissimuler, la grande pierre d'achoppement pour ces collèges de petite ville, c'était toujours le recrutement du personnel enseignant. Ces régents de passage, qui couraient ainsi de ville en ville, offrant leurs services au plus offrant et dernier enchérisseur, ne présentaient, on le pense bien, que d'insuffisantes garanties de moralité, de dignité et de savoir professionnel.

On comprend que la ville de Dax se soit préoccupée de bonne heure de mettre un terme à cette instabilité et à cette insuffisance trop avérée. Des démarches étaient faites dès 1626 auprès du père Vigier, provincial des Pères de la Doctrine chrétienne de Toulouse. Cette congrégation

pour délibérer sur quelques points principaux... le troisième sur l'ordre et discipline qu'il convient établir au collège de la présente ville...

Pour le regard du collège que M^{re} Denis Rousset, principal du collège, sera appelé en la chambre du conseil pour être exhorté à faire mieux son devoir pour l'instruction de la jeunesse qu'il n'a fait par le passé et que le régent second que toute l'assemblée a prononcé inexpérimenté en sa charge sera changé et le précepteur des enfants du sieur de Jossis mis en sa place s'il veut accepter la régence de la seconde place ». Arch. de Dax, BB 1, f^o 78.

(1) Document n^o VI.

vouée à l'enseignement venait de se fonder en France, il y avait à peine une trentaine d'années ; elle possédait déjà dans notre Gascogne le collège de Gimont (1) (diocèse de Lombes). Le Maire et les jurats de Dax adressèrent donc au Père Vigier, le troisième supérieur de l'ordre, la lettre (2) que voici :

« Monsieur et révérent père. Le désir que nous avons d'eslever la jeunesse de nostre ville et la faire instruire nonseulement aux bonnes lettres, mais mesmes (3) aux bonnes mœurs nous a portés à prier Monsieur Martiac, cons^{or} au siège présidial de ceste ville qui s'en va de par de la, de vous prier de nos parts de nous faire la faveur de nous envoyer quelques ungs de vostre sossieté pour se retirer chez nous et dans nostre ville ; c'est le commun souhait de tous nos habitants. Mesme Monsieur de Poyanne notre gouverneur et Monsieur nostre évesque (4) le désirent avec passion Nous vous supplions de n'esconduire point nostre juste req[ue]te, et s'il vous plaict nous espendre ceste faveur nous vous offrons et à tous ceux qu'il vous plaira nous envoyer tout ce qui est de nos comodités et tascherons de vous accueillir avec tout l'honneur et le contentement que vous pouvez espérer de ceux qui s'avoueront tousiours, Monsieur, vos très humbles et affectueux serviteurs.

Les Maire et juratz de la ville de Dax. »

Pour des raisons que nous ignorons, le P. Vigier ne donna pas de suite à cette demande.

CHAPITRE II

LE COLLÈGE SOUS LES BARNABITES

Contrat d'engagement des Barnabites. — Leur installation au Collège. — Difficultés avec la municipalité. — Période d'apogée. — Embarras financiers. — La décadence, ses causes. — Programme et méthode d'enseignement : la rhétorique du P. Casalou, la philosophie du P. Vergès. — Les « exercices littéraires ». — Pensionnat. — Le petit séminaire. — Etat des revenus vers 1763. — Situation en 1789. — Mesures législatives de l'Assemblée nationale. — Fin du collège.

Toutes les offres généreuses de la municipalité dacquoise et ses

(1) V. R. Dubord. *L'instruction publique à Gimont*, dans la *Revue de Gascogne*, 1877, p. 109.

(2) Elle se trouve dans les Registres de la municipalité, Archives de Dax, BB 1, f^o 55, v^o, avec ce titre : *Lettre escripte au révérent père Viguier, provincial des Pères de la doctrine chrétienne à Tholose, le second de juing mil six cent vingt six.*

(3) *Mesme*, comme ici plus bas, vient du latin *maxime* et veut dire *surtout*.

(4) L'évêque de Dax était alors Philibert du Sault, qui occupait le siège depuis 1623. Nous le retrouverons ci-après.

instances pressantes étaient donc restées sans résultat. Mais elles furent reprises cinq ans plus tard auprès de la congrégation des Barnabites et cette fois avec plein succès.

Cette fois, le corps municipal ne fut pas seul à prendre l'initiative de ces démarches. L'évêque de Dax, Philibert du Sault, le gouverneur de la ville, Bernard de Poyanne, le sénéchal des Landes, Henri de Poyanne, associèrent leurs efforts aux siens. Les Barnabites auxquels ils s'adressaient n'étaient pas d'ailleurs inconnus dans la province. Appelés d'abord d'Italie, ils étaient depuis vingt ans à Lescar (1), où ils dirigeaient le collège. C'est même avec le supérieur de ce collège que l'affaire de leur installation à Dax fut négociée et les engagements contractés.

Dans le préambule mis en tête du contrat qui les contient, l'évêque, le gouverneur et les officiers municipaux nous exposent tout au long et les motifs qui les ont portés à établir ce collège et les espérances qu'ils fondent sur son établissement (2). Certes, si on avait quelque reproche à leur faire, ce ne serait pas d'apprécier insuffisamment l'importance de l'enseignement, ni d'avoir marchandé leur estime au collège qu'ils fondent. De ces considérations générales, retenons uniquement ce qui a trait à l'état de l'ancien collège. On voit qu'il a perdu toute la confiance des familles et que de Dax même et des environs on envoie les enfants étudier au loin.

Dans la nouvelle organisation qui s'élabore ici, les trois régents, recrutés naguère si péniblement, doivent céder la place à un personnel, qui ne comprend pas moins de huit professeurs, à savoir « les régents des cinq classes d'humanités », les deux « lecteurs en philosophie » et le préfet.

Pour parer aux frais de premier établissement et d'entretien de ce personnel relativement considérable, il est promis aux Barnabites une somme assez modique. L'évêque s'engage à unir au collège un ou plusieurs bénéfices dont le revenu s'élèverait, tous frais déduits, jusqu'à concurrence de mille livres. La ville faisait abandon des revenus appartenant déjà à l'ancien collège. Ils atteignaient à peine sept cents livres. Une souscription ouverte entre les bourgeois de Dax produisit une somme de sept mille livres dont les intérêts devaient être payés annuellement

(1) Sur les circonstances et les conditions de leur venue en Béarn, on peut lire V. Dubarat, *Les Barnabites en Béarn*, en cours de publication depuis le mois de juin dans les *Etudes histor. et rel. du dioc. de Bayonne*.

(2) V^e Document n° IV.

aux Barnabites, après qu'on en aurait défalqué ce qui serait nécessaire pour l'achat d'une maison et l'aménagement d'une chapelle.

Comment fut disposé le local où s'installa le collège, nous ne le savons pas au juste. Il est sûr cependant que dès leur arrivée à Dax, les Barnabites ou Paulistes, comme on les appelait aussi, occupèrent l'emplacement où ils se trouvaient encore au moment de la Révolution. Leur collège figure en effet sur le « plan de la ville de Dax » en 1638, dit plan de Classun, reproduit dans le *Bulletin de la Société de Borda* (1). On y accédait par la rue appelée autrefois *rue du Collège*, et depuis la Révolution *rue des Barnabites*. Une autre « vue de la ville de Dax en 1707, d'après une estampe de la bibliothèque nationale », également reproduite dans le même Bulletin (2), ne laisse guère entrevoir que le clocher du collège.

Mais un document de 1690 nous apprend qu'à cette date le collège était situé dans un enclos où se trouvaient une église, un appartement pour les religieux, un autre pour les classes avec un petit jardin (3).

Le bâtiment sera agrandi non sans difficulté (4) quelques vingt ans plus tard (5). Cependant, à cette date, il ne comprend pas encore d'internat ou, comme on disait alors, de pensionnat. L'usage de l'internat n'existait pas en ce temps ; les élèves étrangers à la ville se logeaient chez les habitants. Dans le contrat que nous venons d'analyser, il n'est pas davantage question de rétributions scolaires à fournir par les élèves. Celles-ci sont même expressément exclues par la clause qui interdit aux religieux « de demander pour le présent ni pour l'avenir autres gages ni plus ample entretien ni mois ou présents (6) ».

(1) Par MM. Dufourcet et G. Camiade, année 1890 (*Aquitaine historique et monumentale*, plan IV), p. 68. — (2) *Ibid.*, plan VI, p. 127.

(3) Il y a de plus un apprentis servant d'écurie acquis en 1666. Archives nationales, Domaine S. 3654 : *Articles de la déclaration du collège des Barnabites de Dax faite le 7 janvier 1690 par le P. Dom Germain, supérieur dudit collège*. On signale là comme appartenant encore au collège : 1° à Saint-Vincent-de-Xaintes, une maison avec jardin et un champ acquis par Philibert du Sault, pour 1340 livres en 1636 ; 2° un petit moulin dans la paroisse de Cambran conjointement et par moitié avec les hospices de la ville à cause du prieuré du Saint-Esprit uni au collège ; 3° une petite pièce de terre englobée dans les terres appartenant au même prieuré dans la paroisse d'Yzosse, appelée à la Bartouille, acquise en 1654.

(4) V. document n° VIII.

(5) Dès lors, il comprit à peu près l'emplacement occupé aujourd'hui par le Palais de Justice et l'école communale de filles qui lui est contiguë.

(6) V. document n° IV.

Les conditions portées au contrat du 9 juillet 1631 furent tout d'abord à peu près fidèlement exécutées de part et d'autre. L'évêque de Dax se hâta d'attacher au collège renaissant une importante paroisse de son diocèse. Dès le 18 juillet 1631, il prononçait l'union de la cure de Sabres au collège des Barnabites. Le prieuré du Saint-Esprit y fut adjoint aussi pour la moitié de ses revenus avec la cure de Cambran, ce qui, déduction faite de l'acquit de quelques fondations, devait produire les mille livres stipulées. Les Barnabites, de leur côté, se rendirent à Dax au temps marqué et amenèrent le nombre de régents dont on était convenu. La ville leur fit un accueil des plus favorables ; les exercices scolaires devinrent bientôt de véritables fêtes publiques. Le Conseil municipal s'offusqua même de n'y être point convié officiellement et il rappela assez durement aux Barnabites qu'il entendait toujours garder « l'intendance et la direction du collège (1) ». Mais ceux-ci purent donner des explications qui calmèrent les ombrageuses susceptibilités de « la cour » et dès lors les préventions tombèrent assez vite.

Bientôt ce fut au chapitre, puis au corps municipal, que les Barnabites eurent à réclamer l'observation des promesses à eux faites en ce qui concerne « leurs engagements et émoluments (2) ». Pour comble d'embaras, la cure de Sabres leur fut disputée par des ecclésiastiques qui réussirent à l'impêtrer en cour de Rome et furent sur le point de se faire mettre en possession, grâce au *visa* que des évêques voisins leur accordèrent, selon le droit canonique alors en vigueur, sur le refus de l'évêque de Dax. Il fallut en 1651 un arrêt du conseil du roi pour défendre les Barnabites contre les entreprises d'un Michel Brostrar qui se disait curé de Sabres (3). Quelques années plus tard (1689), des difficultés de même genre leur étaient suscitées par les prétentions d'un sieur de Bergoignan qui, lui aussi, méconnaissait le droit des Barnabites sur la cure de Sabres et se la faisait conférer malgré eux (4).

A diverses reprises, l'intendant fut amené à intervenir par les plaintes des Barnabites. En 1668, il chargea son subdélégué des Lannes de procéder à la visite du collège. Cette visite fut même annoncée en des termes qui donnaient des inquiétudes pour l'existence du collège. Le corps municipal s'émut, il rédigea une adresse au roi pour lui montrer

(1) Document n° v. — (2) Archives (non inventoriées) du tribunal de Dax.

(3) Arch. nat., S. 3624. — (4) Arch. mun. de Dax, GG 38, exploit original.

combien l'existence d'un collège était nécessaire à Dax (1). Cette très curieuse supplique, qu'on lira plus loin, produisit sans doute bon effet, puisque la ville garda son collège et le vit prospérer de jour en jour.

C'est du moins dans cette période qui s'étend de 1660 à 1690 que l'établissement des Barnabites atteignit son apogée. De l'aveu même d'un membre de la municipalité dacquoise qui ne leur était que médiocrement sympathique, le collège réunissait à cette époque « environ deux ou trois cents écoliers chaque année (2) ».

Si brillante qu'elle fut, cette prospérité morale n'eut point pour résultat une égale prospérité matérielle. Dès 1689, les Barnabites (3) devaient rappeler la municipalité au respect du contrat de 1631 ; les mille livres de revenus ecclésiastiques qu'on leur avait promises venaient depuis trois ans d'être réduites à six cent quatre-vingts ; la municipalité, de son côté, avait, sur l'ordre de l'intendant, suspendu le paiement de son allocation ; quant à la rente des sept mille livres données par les particuliers, les Barnabites avaient toutes les peines du monde à en tirer deux cents livres. En conséquence, ils sommèrent la municipalité, par voie judiciaire, de faire honneur à ses engagements, en menaçant de résilier eux-mêmes le contrat de 1631 et de « licencier les régens qui vaquent aux leçons publiques soit dans les classes des humanités, soit dans celle de philosophie », s'il ne leur était pas donné satisfaction. La municipalité s'attacha dans sa réponse à dégager sa responsabilité dans les événements qui faisaient l'objet des plaintes des Barnabites. Comme ceux-ci, d'autre part, ne mirent pas à exécution leurs menaces, on est bien en droit de conclure qu'il leur fut donné quelque satisfaction plus solide.

Mais il leur fallut bientôt revenir à la charge, cette fois auprès de l'intendant.

Celui-ci manifestait l'intention de soumettre les biens du collège aux « droits de nouveaux acquets et d'amortissement ». A cette occasion, le supérieur des Barnabites, Dom Germain, dut lui faire d'humbles remontrances ; il lui traça de la situation matérielle et des revenus du collège un tableau où il était aisé de voir que le contrat de 1631 leur laissait toujours bien des déconvenues : « Le seigneur évêque auroit promis,

(1) V. Document n° IX. — (2) Voir Doc. n° VI.

(3) Voyez à l'appendice le Document n° VIII.

était-il dit dans ce mémoire, d'unir des bénéfices au susdit collège jusqu'à la concurrence de mille livres de rente. Et quelques personnes aisées se seroient obligées à faire en leur particulier quelques rentes annuelles qui revenaient à la somme d'environ trois cens livres, et comme il est arrivé que plusieurs desdits particuliers ou leurs héritiers devenaient insolvable lesdits religieux ont esté obligés de prendre des biens fonds en payement sur un fond excédant de beaucoup leur juste valeur et pour se réparer des pertes qu'ils ont fait de leur revenu par l'insolvabilité d'autres particuliers et l'establissement des vicaires perpétuels depuis quelques années dans lesdits bénéfices unis audit collège », les Barnabites avaient dû accepter quelques fondations de messe et de mission et ils avaient reçu pour cela « des biens fonds à titre onéreux au plus haut prix qu'il a plu à leur bienfaiteur de leur présenter dans un temps et dans un pays où les droits d'amortissement étaient inconnus ». Il résultait de tout cela que les Barnabites ne recevaient pour leur enseignement, leurs missions et leurs fondations qu'une rétribution des plus modiques, « si modique même qu'elle est peut-être sans exemple dans la province, puisqu'il est vrai que dans l'état présent dudit collège lesdits religieux au nombre de sept ou huit absolument nécessaires pour leurs fonctions ne jouissent pas pour leur entretien et pour toutes leurs charges de plus de quinze cent livres ; et si pour avoir accepté de bonne foi ces biens fonds à si haut prix et pour des charges si considérables lesd. religieux étaient condamnés à des taxes pour raison d'iceux, ils seroient obligés, sous le bon plaisir du Roy, d'abandonner lesd. biens, de discontinuer absolument leurs fonctions... (1) ».

Après l'intendant, ils se retournèrent de nouveau vers les jurats, toujours aussi mauvais payeurs ; en 1694, ils présentent à Jacques Peyret (2), conseiller du roi et syndic de la municipalité, une requête pour être remboursés des pensions arriérées que leur doit la ville depuis 1661.

Ces plaintes réitérées avaient dû finir par triompher du mauvais vouloir ou de l'impuissance des jurats et de l'intendant ; car en 1708, les Barnabites songent à agrandir leur collège et ils demandent à la municipalité d'ajouter une petite place à celles qu'ils ont eux-mêmes achetées (3).

(1) Arch. nat. S. 3624. Mémoire à l'intendant Bazin de Bezons.

(2) V. Document n° VIII. — (3) V. Document n° X.

Cet agrandissement ou embellissement du collège n'était pas cependant commandé, comme on pourrait le croire, par la nécessité de faire face à quelque nouvelle affluence d'élèves. Bien au contraire ; il semblait plutôt conseillé aux Barnabites par le souci de retenir le peu qui leur restait. Vers le commencement du dix-huitième siècle, le nombre des élèves se maintenait encore à deux cents ; mais vers 1708, il était descendu à une cinquantaine (1) et ce nombre allait toujours décroissant. Vers 1750, il ne sera plus que de trente ou quarante.

Les causes de cette diminution sont nombreuses. Le passage fréquent des troupes qui traversaient la contrée pour se rendre en Espagne (2) ou en revenant et surtout le terrible hiver de 1709 ruinèrent pour quelques années le pays. Un peu plus tard, les querelles Jansénistes s'envenimèrent assez brusquement et l'adhésion notoire des Barnabites aux principes de la secte réprouvée par la grande majorité des catholiques dut singulièrement diminuer la confiance des familles (3) ; bref, à l'époque où fut rédigé le mémoire cité plus haut, la modicité des revenus avait forcé les Barnabites « à ne fournir qu'un seul régent de philosophie, à exiger les mois des escoliers des trois dernières classes pour fournir à la subsistance des régents desdites classes, les Barnabites n'étant pas en état de donner des honoraires assez forts » ; « ils exigèrent aussi, ajoute le même mémoire, que chaque escolier donnerait chaque année vingt sols pour l'entretien des classes (4) ».

Toutes ces mesures n'étaient pas faites pour enrayer le mouvement de désaffection dont souffrait le collège. Il n'en est pas moins curieux de connaître l'explication que les Barnabites donnaient de cette désaffection et les mesures qu'ils proposaient pour la faire cesser. A les entendre, l'abandon du collège de Dax provient de la multiplicité des collèges établis depuis peu dans la province et ailleurs, « où l'esprit de nouveauté attire des écoliers et qui d'ailleurs se trouvent souvent forcés de les

(1) V. Document n° VI. D'après un état de la situation du collège de la ville de Dax, Arch. nat., S. 3624, présenté en 1763, il est cependant dit qu'il n'y a pas encore trente ans on y en voyait environ 200. La diminution aurait-elle été arrêtée un moment, ou faudrait-il voir dans ce chiffre l'exagération intéressée d'une mémoire un peu infidèle ? Depuis ce temps-là, ajoute, il est vrai, notre mémoire, le nombre en est fort diminué, et si considérablement, que depuis quatre ou cinq ans, il est réduit à 30 ou 40 écoliers.

(2) Cf. notre *Histoire des Evêques de Dax* (Paris, 1903), p. 375, 380, 389.

(3) V. ci-après Doc., n° VIII. — (4) Arch. nat. S. 3624.

fréquenter par des personnes d'autorité qui cherchent à agrandir ces nouveaux établissements au préjudice des anciens les plus solides et même des Universités ». Dans les villes voisines où il n'y a point de collèges, il y a d'ailleurs des particuliers qui sans aucune autorité tiennent des classes d'humanités où les jeunes perdent entièrement leur temps. Enfin, même à Dax, « quoique sous les yeux des magistrats, certains religieux osent attirer dans leurs monastères, pour y étudier, des écoliers qui après être allés chez eux pendant deux ou trois ans, se trouvent n'avoir rien fait et sont au commencement. Mais qu'on mette les choses dans le premier état, qu'on supprime les collèges établis depuis peu dans les lieux obscurs ; qu'on ne laisse pas à des mercenaires répandus dans les villes et à la campagne l'entière liberté de s'ingérer dans l'enseignement public de la jeunesse ; qu'on ne violente pas les parents sur le choix de collèges et dans peu de temps le collège de Dax acquerra la célébrité qu'il a eue autrefois par le nombre. L'émulation renaîtra parmi les écoliers et les Régents n'auront que plus d'ardeur pour former des sujets utiles à l'Eglise et à l'Etat (1) ».

Des mesures proposées, on ne pouvait qu'attendre une efficacité certaine. Evidemment, si les collèges des environs, tels que ceux de Bayonne, de Saint-Sever, de Mont-de-Marsan ou autres avaient été fermés, si l'enseignement était interdit à tout particulier à 20 lieues à la ronde, il y avait grande chance que le collège de Dax rattrapât sa clientèle. Seulement ces procédés, mis en avant avec une candeur enfantine, avaient le double tort de tenir aussi peu compte de la liberté des parents que des intérêts des villes dont on menaçait les collèges. Naturellement, les pouvoirs publics firent la sourde oreille et le collège de Dax continua de vivre de sa vie actuelle. Vie paisible et amoindrie qui n'a presque plus laissé de traces dans les registres municipaux du XVIII^e siècle. En dehors d'une demande relative à l'agrandissement du collège, combattue d'abord par le procureur du Roi, puis finalement accueillie (2), nous n'y avons plus trouvé qu'une protestation contre l'abus des vacances trop fréquemment accordées aux élèves, à la suite de leurs sollicitations indiscretes auprès des grands, et la mention d'un paiement annuel de 400 livres au collège et porté, par anticipation de 10 ans, en 1788 à 4000 pour faire face à des réparations effectuées (3).

1. Arch. nat. S 3624. — (2) V. Document n° x.

(3) Arch. municip. de Dax, BB. 40, p. 4.

Sur l'enseignement tel qu'il était donné par les Barnabites, sur son objet et sa méthode, nous avons assez peu de renseignements. Nous croyons cependant en savoir assez pour pouvoir affirmer qu'il fut à Dax ce qu'il était partout ailleurs, à cette époque, exclusivement littéraire et étroitement humaniste. L'enseignement des belles-lettres, avec le cortège de ses exercices bien connus, y tient à peu près toute la place et la rhétorique et la philosophie en forment le couronnement obligé. Dans cette première classe, le professeur dictait son cours que l'élève transcrivait religieusement et récitait sans doute mot à mot. Nous avons pu retrouver le manuel d'un de ces cours tel qu'il fut dicté en 1721 en notre collège par le Père Cazalon et recueilli par un élève du nom d'Etienne Balanqué qui vécut longtemps à Capbreton (1).

Le professeur prend dans sa préface l'engagement d'être aussi court que possible et de suivre un ordre réellement utile (2). Cela ne l'empêche pas de consacrer 128 pages d'un cahier de 0,20 cent. de long sur 0,18 de large, à ces « *exercitationes rhetoricae et disputativae* (3) », car il ne faut pas l'ignorer, le traité est rédigé en latin. Les questions gravement débattues par la rhétorique d'alors y défilent tour à tour ; c'est ainsi qu'on discute successivement *de natura et proprietatibus rhetorices, de nomine et divisione rhetorices ; de verbis illustribus, de verbis consonantibus, de verbis gravibus, de affectibus... de tropis... de figuris, utrum rhetorica sit scientia... an rhetorica sit scientia, an speculativa*, etc., etc.

Le tout est traité en façon démonstrative et dans chaque *exercitatio* revient à peu près invariablement le *probatur* 1° *auctoritate Tullii*, 2° *Ratione*, 3° *Experientia* et le *Solvuntur objectiones*.

De temps à autre, cependant, la réalité présente vient imprimer sa marque sur cet exposé morne et archaïque. A côté des exemples de

(1) Il en était originaire et y avait été exilé à cause de ses opinions jansénistes. C'est à cette circonstance que nous devons de le connaître, car c'est bien de lui, croyons-nous, que s'occupent les *Nouvelles ecclésiastiques*, 1782, p. 41. Son titre de « confesseur de la vérité » lui vaut en effet une longue et louangeuse mention dans ce journal. On voit là qu'à la révocation de la lettre de cachet qui le tenait en exil depuis 25 ans, il refusa de profiter de la liberté qui lui était rendue et mourut à Capbreton. Nous devons à M. l'abbé J.-B. Gabarra la communication de ce cahier.

(2) « *Brevitatem quam maximam huncque ordinem qui utilitatem afferat me servaturum polliceor* ».

(3) Le vrai titre est *Rhetorica positiva et disputativa a Patre Casaloni Barnabita dictata anno Domini 1721 in collegio Aquensi*, pertinet ad me Stephanum Balanqué clericum.

figures ou de procédés de rhétorique empruntés pour la plupart aux auteurs anciens, il s'en présente un bon nombre tirés des plus beaux vers de Corneille, de Molière ou de Racine. Parfois même, l'auteur étend ses comparaisons ou ses appréciations de Démosthène ou de Cicéron à saint Jean Chrysostome, à saint Ambroise ou à saint Augustin et même, ce qui pouvait passer alors pour une extrême hardiesse, jusqu'aux prédicateurs contemporains ou morts depuis peu. On peut ainsi lire chez lui des passages comme celui-ci : « Quid potest (1) vel praeclarius vel magnificentius legi quam memoratae illae orationes Chrisostomi, Ambrosii, etc., atque, ut recentiores recenseamus, Burdalei, Massiloni (2), Ruei (3), quorum eloquentia prope angelica videtur ? »

(A Suivre.)

A. DEGERT.

(1) P. 113. — 2) Massillon était encore en vie ; il ne mourra qu'en 1742.

(3) Il s'agit du Père de La Rue, le jésuite bien connu par son édition de Virgile (1675). Ses sermons qui avaient quelques succès venaient d'être publiés en 1719 ; il mourut en 1725.



LES

CLARISSSES DE DAX

HISTOIRE ET STATISTIQUE

I. — ORIGINE

EST aux Clarisses mêmes que nous allons demander l'origine de leur établissement. Elles déclarent donc au fisc alors comme aujourd'hui rapace (17 février 1690) : « Qu'elles sont établies « audit lieu de S. Vincent de Xaintes avant l'année mil deux « cent trente. En effect, leur couvent est un des anciens de l'ordre, qui « néanmoins a esté détruit par deux diverses fois, l'une par les ennemis « de l'état, et l'autre par un accident funeste qui causa la mortalité de « toutes les religieuses qui étoient de ce tems là, jusques à ce qu'elles « furent rétablies par l'ordre de l'évêque du présent diocèse, qui par « charité ordonna et leur permit des questes à raison de leur pauvreté, « sy bien que dans le tems de ces deux accidens, et par l'imprudence des « sindicqs, leurs tiltres et établissement se sont écartés » (1).

Ce texte si précieux ne contredit pas d'ailleurs les prétentions de leurs voisines de Beyries qui déclarent aussi, vers la même époque, dans une requête également inédite : « Ste Claire étant décédée le 11 août 1253... « canonisée en 1255, en suite de quoi Gaston de Moncade... et Na Mathe, « comtesse de Bigorre, son épouse, pour fonder un couvent dudit ordre « Ste Claire, achetèrent en mai 1256, de Guillaume de Gaubert, fils de

(1) Etude Dax. — Darracq, Daillenc, n^o.

« Na Gaston de Beyries, le château et seigneurie dudit Beyries, qui en
« commencèrent dès lors à peupler des filles dudit ordre... et comme
« lesdites religieuses commencèrent à se peupler la susdite année 1256,
« un an après la susdite canonization, elles peuvent à juste titre se
« qualifier filles aînées de Ste Claire » (1).

Quoi qu'il en soit, j'observerai à propos de nos Clarisses que la règle, composée par S. François, ne fut approuvée qu'en 1247 par Innocent IV. Il est bien douteux que Dax eut alors déjà quelques « pauvres dames de « S. Damien ». Nous disons Dax, et non S. Vincent-de-Xaintes ; car c'est encore une erreur d'attribuer à S. Vincent-de-Xaintes un couvent primitif qui n'existait et ne fut fondé qu'à Dax. Il était situé tout près de la porte Notre-Dame, probablement sur les terrains occupés depuis par le bastion Ste Marguerite, où se trouvent aujourd'hui les Thermes (2).

On semble avoir ignoré jusqu'à présent la haute ancienneté de ce monastère. De même que la *Gallia Christiana*, M. Dompnier, du moins dans ce qui a été imprimé de lui, est profondément muet sur l'existence même de ce couvent. Seul, M. Dufourcet écrit : « Le testament de « l'évêque Guillaume-Arnaud de Poulevant établit qu'il avait été fondé « par la famille de ce prélat avant 1340 » (3). La maison de Poyloaut (et non Poulevant) a-t-elle contribué à la fondation de ce monastère, c'est bien possible ; mais nous ne l'admettons que sous bénéfice d'inventaire, d'autant que le testament de Raymond-Arnaud (et non Guillaume-Arnaud) de Poyloaut, évêque élu par le chapitre, mais non consacré, ce testament, dis-je, a échappé jusqu'à présent à toutes les recherches.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que notre couvent est mentionné pour la première fois le 28 décembre 1283, jour où le Roi d'Angleterre, Edouard I, accorda aux Sœurs de Ste Claire de Dax une prise d'eau à la source de Bernet.

Ce texte important est ainsi conçu :

« Volentes grariam et elemosinam nostram facere in hac parte, conce-
« dimus... sororibus ordinis sancte Clare, sub nostro dominio, apud Aquis
« degentibus, quod possint de aqua fontis vocati de Berneto ducere et
« recipere apud domum suam quantum eisdem sororibus placuerit et
« expedire videbitur pro eisdem in domo predicta, salvo alias jure nostro
« et quolibet alieno » (4).

(1) Archiv. de Mme de Poy, de Renung.

(2) Dufourcet : *Les Landes et les Landais*, p. 272. — (3) *Les Landes*, p. 272.

(4) *Rôles Gascons*, II-219, n° 776.

Trois ans plus tard (3 mars 1286), Dame Gensac Lambert, vicomtesse de Tartas, ouvrait la série des bienfaiteurs testataires en donnant « 20 sols a les sors de Sente Clare Dax », suivie par son fils Arnaud-Raymond, qui lègue « a las sors menudes Dax 50 sols de morlans » — 31 mars 1312 — (1) et par son petit-fils Guitard, qui laisse également « a les sos menudas Dax cent ssos tornes » (2).

Au XIV^e siècle, les legs affluent, même en dehors du diocèse, puisqu'à Mont-de-Marsan même, Marguerite, vicomtesse de Béarn et de Marsan, ne crut pas mieux faire que de se recommander à leurs pieux suffrages : « Item lego sororibus de Aquis quingenta solidos morlanorum... rogans « eas amore Dei quod in die obitus mei pro remedio anime mee et « meorum solèpne anniversarium celebrent omni anno. » — 12 avril 1318 (3).

II. — HISTOIRE

Voilà tout ce que nous savons sur l'origine et les premières manifestations de ce couvent. Quand on n'a eu à sa disposition, pour tous reliefs d'archives, que de maigres documents des XVII^e et XVIII^e siècles trouvés au petit bonheur dans quelques études notariales dont les plus vieux dossiers ne remontent pas au delà de 1660, il faut s'attendre à une rare pauvreté d'informations. Voilà pourquoi nous ignorons parfaitement l'année précise, même le siècle où arrivèrent les deux destructions qui avaient frappé si fort l'imagination des Clarisses de 1690. A quel accident funeste font-elles allusion ? est-ce à un incendie, un effondrement de bâtisse, un empoisonnement général, ou la peste ? Nous en sommes réduits aux conjectures, et force nous est de prêter l'oreille à cette allégation de M. Dufourcet : « En 1523, les besoins de la défense obligèrent Haubardin de Luxembourg à ordonner la démolition de cette « maison. Elles se transportèrent alors dans l'établissement actuel des « Dominicaines » (4).

C'est donc au XVI^e siècle que les Clarisses furent obligées de quitter Dax pour s'établir à St-Vincent-de-Xaintes. Dans tous les cas, au début du XVI^e siècle, elles étaient encore à Dax, puisque le 29 août 1505, Noble Jouyne de Talance, veuve de Jean de Béarn, seigneur de Hontanx, lègue « a les soos Dacqs tres escuts » (5) ; et au début du XVII^e siècle, elles

(1) Archiv. des B.-P. - E. 225. — (2) *Ibid.*, E. 21. — (3) *Ibid.*, E. 296.

(4) *Les Landes*, p. 272. — (5) Archiv. des Landes, H. 8.

étaient à St-Vincent-de-Xaintes, puisqu'en 1615, Marguerite de Caunègre, demoiselle de Magescq, déclare à ses parents qu'elle « a fait veu de « chasteté, et resollu à se mettre promptement pour cest effaict dans le « couvent des religieuses Sainte Claire Saint Vincens de Xaintes lès « la ville Dax » (1).

Grâce à la pénurie de documents, nous n'avons d'intéressant, au point de vue purement historique et narratif, que les épisodes du Jansénisme et les cancans des chroniqueurs désœuvrés.

Disons tout d'abord à la louange des Clarisses qu'elles n'ont pas versé dans l'hérésie, autant du moins que les Ursulines, et l'on peut croire que les Cordeliers, leurs directeurs, généralement ennemis de la secte, n'ont pas peu contribué à les maintenir dans les vraies traditions de la foi catholique. Tout au plus mentionne-t-on, vers 1738, une appelante « la mère de Betbeder, en religion sœur de Sainte-Agnès » (2). Nous y ajouterons Ursule de Mesplès, ou sœur S. Louis, dont il nous faut détailler l'étonnante histoire. Ce qui nous permettra d'aventure de jeter un coup d'œil sur un intérieur de communauté religieuse au XVIII^e siècle.

Le secret des opinions d'Ursule de Mesplès ne transpira pas au dehors pendant longtemps. Les supérieurs en profitèrent pour tâcher de faire comprendre à la malheureuse égarée qu'elle faisait fausse route. Mais peine perdue : l'entêtement proverbial des Jansénistes, surtout des femmes, s'ancrait plus fort, si bien que le parti finit par s'en apercevoir, et alors éclata le scandale.

Les gens du Roi saisirent donc le parlement de Bordeaux, et dénoncèrent à la Cour « que depuis l'an 1730, la dame de Mesplès, religieuse « dans le couvent de Ste-Claire... vit séparée des autres... tant pour les « exercices spirituels, l'assistance aux offices que pour les autres fonctions « de la communauté, et que cette séparation s'étend jusqu'à la participa- « tion des sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, sans que l'on sache « de quelle autorité et pour quel motif on uze envers elle d'une rigueur « aussi étrange. »

Aussitôt M. Dudon, l'avocat-général, favorable aux Jansénistes, prescrivit une enquête judiciaire, et une descente en règle (25 septembre 1758).

(1) Archiv. du Bourg-Caunègre, de Magescq.

(2) Degert : *Hist. des Evêq. de Dax*, p. 390.

Docile à cette abusive injonction; Jacques-François de Borda, président au présidial, flanqué de son greffier ordinaire et de l'huissier exotique Boshof, arrive au couvent à 8 heures du matin, le 6 octobre, sonne, monte au parloir de l'abbesse, fait lire sa commission, requiert la comparution immédiate de la sœur S. Louis, et commence l'interrogatoire.

Quel âge ?

— Soixante deux ans.

Depuis quand avez-vous pris l'habit ?

— Depuis le 20 août 1712.

Etes-vous appelée et assistez-vous aux assemblées et au chapitre de la communauté, y délibérez-vous, et y avez-vous voix active et passive ?

— Je suis exclue des assemblées où l'on délibère sur le temporel de la maison, ainsi que des chapitres, et je suis privée de toute voix active et passive.

Pouvez-vous converser avec les religieuses et autres personnes de la maison ?

— Oui.

Mangez-vous au réfectoire avec les autres religieuses.

— Oui, à ma place.

Pouvez-vous aller au parloir ?

— L'usage du parloir m'est interdit : cependant les Cordeliers, supérieurs de la maison, ont permis à mes frères et sœurs de me voir au parloir.

Pouvez-vous écrire et recevoir des lettres ?

— Non, sauf à mes parents.

Assistez-vous aux lectures pieuses et autres exercices spirituels de l'intérieur ?

— J'assiste aux lectures de la communauté, mais excepté les prières d'avant et d'après les repas, je suis exclue de toutes celles qui se font dans l'intérieur.

Assistez-vous aux offices divins dans le chœur et avec les autres religieuses ?

— Je suis exclue de l'assistance au chœur avec les autres religieuses, tant pour les offices divins que pour les méditations et sermons.

Vous n'assistez donc point aux offices divins ?

— Dans le couvent, il y a deux chœurs, l'un en haut, l'autre en bas : j'assiste dans celui des deux où la communauté ne se trouve pas.

Participez-vous aux sacrements de Pénitence et d'Eucharistie ?

— J'en suis privée.

Depuis quand ?

— Je suis exclue de la Pénitence et de l'Eucharistie depuis le mois de décembre 1730, et les autres privations sont venues successivement de 1730 à 1739.

Pour quel motif ?

— Les Cordeliers, supérieurs de la maison, exigèrent de moi, en 1729, l'acceptation de la bulle *Unigenitus*. Je leur répondis que j'étais « parfaitement soumise à toutes les décisions de l'Eglise ; mais je ne croyois « point pouvoir accepter ladite bulle. »

De qui sont venus les ordres qui vous ont séparée des sacrements ?

— En 1730, le P. Galan, gardien des Cordeliers de Bayonne, en qualité de commissaire de la Congrégation de la province, vint au couvent, et fit lecture tant à moi qu'à trois autres religieuses d'un arrêt rendu par le définitoire de la province, qui nous interdisait l'usage des sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, ainsi que la liberté d'aller au parloir.

Le P. Galan vous en laissa-t-il copie ?

— Non.

Par quel ordre avez-vous été privée des voix active et passive ?

— En 1731, le P. Conacq, alors provincial des Cordeliers, étant venu présider aux élections du couvent, me priva des voix active et passive par simple défense verbale.

Par quel ordre avez-vous été privée de l'assistance du chœur ?

— En 1740, le même P. Conacq, provincial en visite, dit aux religieuses qu'il ne le voulait point.

Par quel ordre avez-vous été privée d'écrire et de recevoir des lettres ?

— Par défense verbale du P. Conacq.

N'avez-vous jamais tenté auprès de vos supérieurs d'être délivrée de votre situation ?

— A Pâques qui suivit immédiatement la lecture faite du décret ci-dessus, j'écrivis au provincial des Cordeliers pour lui demander la permission de remplir mon devoir pascal, ce qu'il me refusa. Depuis lors, chaque fois que des provinciaux viennent et que j'ai pu les voir, j'ai fait toutes sortes d'instances, mais inutilement. Enfin, l'hiver dernier, ayant appris que des religieuses d'Orléans avaient été remises en liberté de participer aux sacrements, j'ai écrit au provincial pour lui demander la même grâce, et voici sa réponse :

« Madame,

« Les embarras dans lesquels je me trouve journallement et qui n'ont
« pas encore fini, ne m'ont point permis de répondre plutôt aux deux
« lettres... Le bras du Seigneur n'est pas raccourci, sa miséricorde nous
« regarde d'œil favorable ; soutenés-vous dans les bonnes dispositions
« que vous me manifestés, j'en suis édifié ; vous me trouverez toujours
« porté à vous donner toutes les consolations qui pourront dépendre de
« moy dans le tems de ma visite qui n'est point éloignée, et à vous
« convaincre du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,
« Madame, votre très humble et très obéissant serviteur,

« Fr. Aragon, ministre provincial.

« A Bordeaux, ce 14^e mars 1758. »

Il vint, en effet, en Avril, et il me dit : « Je ne puis rien faire sans la participation « des principaux religieux de la province. Je leur parlerai
« et vous répondrai en août. »

Et comme il ne répondait pas, je lui rappelai sa promesse. Il m'écrivit alors :

« Madame,

« La question que vous m'avez fait l'honneur de me proposer soit par
« écrit, soit de vive voix, n'avait point échappé à mon souvenir ; mon
« arrivée dans cette ville annonce mon départ pour l'Auvergne et le
« Rouergue ; mes occupations sont par conséquent très multipliées. J'ai
« cependant trouvé le temps et le moment pour conférer sur la décision
« que vous attendez ; on a répondu que le seul définitoire en est le juge ;
« patientés donc, Madame ; le Seigneur daignera vous conserver...

« A Toulouse, ce 22 août 1758. F. Aragon. »

Quand doit avoir lieu ce définitoire ?

— Je ne sais d'autre assemblée que le chapitre d'avril prochain.

Et plus ne fut interrogée.

A l'abbesse, Elisabeth de Parcabe, le magistrat posa d'autres questions intéressantes :

La Sœur S. Louis peut-elle converser avec les autres et entrer dans leurs chambres ?

— Elle peut converser et les recevoir dans sa chambre ; mais il lui est défendu d'entrer chez les autres.

Est-elle ainsi traitée pour quelque dérèglement dans sa conduite, ou défaut de régularité, ou inobservance du règlement ?

— Non, il n'y a aucun reproche à lui faire à cet endroit.

Mais alors pourquoi la traite-t-on ainsi ?

— Parce qu'elle refuse d'accepter la bulle, et c'est pourquoi elle a été exclue de la voix active et passive en 1731. « Quelques années après, « quelques religieuses de la maison ayant témoigné quelque répugnance « à prier avec lad. sœur, et la chose étant parvenue au provincial « d'alors », il lui interdit l'assistance aux prières de la communauté. Plus tard, le P. Lambert, autre provincial, lui défendit d'aller dans les chambres des autres.

L'état où elle est réduite lui attire-t-elle des insultes ou des mauvais traitements des personnes de la maison ?

— Elle est traitée avec encore plus d'attention et d'égard que les autres.

L'interrogatoire de 5 autres religieuses nous apprend en sus qu'en 1730 toutes les religieuses acceptèrent la bulle, sauf quatre, et que les supérieurs recommandaient toujours aux abbesses d'avoir « pour elle toute la « charité et tous les égards possibles, et d'engager la communauté à en « avoir de semblables. »

Pour corser l'accusation, qui semblait insuffisante, on fit comparître Jean-Louis de Borda, seigneur de Josse et Gourbie, lequel donna ce précieux renseignement :

En 1743, dit-il, la Duchesse de Rochechouard, de passage à Dax, désira vivement voir la sœur S. Louis. On lui répondit : « Ce n'est pas possible. » Mais comme elle insistait, M. de Borda-Josse alla quérir le gardien des Cordeliers, qui se trouva absent. Le P. Foulon vint et répondit à la duchesse : « Il ne m'est pas permis de vous laisser voir cette sœur. » — Vous la connaissez ? — Oui, je la connais pour une personne très respectable par son rang et par sa naissance. — Eh ! bien, moi je suis de la maison de Beauvau qui a fondé plusieurs maisons de l'ordre de S. François ; je représente le chef de cette maison, et comme telle j'ai le droit d'entrer dans tous les monastères. — Je n'ai rien à opposer à cette raison, continua le Père. Je vais de ce pas au couvent tout disposer pour votre visite.

La duchesse entra donc au parloir ; mais le P. Foulon lui dit : « Vous verrez la Sœur S. Louis : seulement je dois être présent à la visite avec

deux religieuses de la maison. » La condition acceptée, la duchesse parla quelque temps avec la Sœur Janséniste, tandis que le Père se tenait à l'écart dans un coin du parloir (1).

J'ignore l'issue de cette enquête, et je suppose que le tapage qu'on aurait voulu créer autour de cette affaire ne fut ni long ni bruyant. L'incompétence des tribunaux était trop évidente, l'entêtement dogmatique ne ressortissant que des cours diocésaines. Ursule de Mesplès persévéra-t-elle jusqu'à la fin dans l'hérésie ? C'est probable. Mais en l'absence de tout document positif, il est aussi permis de croire que les égards et la patiente longanimité des Cordeliers et des Clarisses vinrent à bout de cette âme blessée et la ramenèrent dans la bonne voie.

L'épreuve révolutionnaire n'ébranla pas davantage leur inviolable fidélité. Toutes les religieuses restèrent fermes, sauf une, Marie Lenoble, qui se maria à Parentis (2).

On vendit les métairies à divers acquéreurs nationaux ; le monastère en 1793 fut transformé en hôpital militaire, en même temps que le collège actuel, et Jean-Baptiste Thore, nommé médecin en chef de ces deux hôpitaux (3). L'Empire attribua le jardin de Ste Claire à la sénatorerie de Pau (4), et annexa le couvent à l'hospice civil de Tartas (1806-1818). Peu après, on installa pour l'épuration du bitume une usine qui fonctionnait encore en 1863, quand les Dominicaines de Nay en prirent possession après achat et y installèrent leur superbe couvent (5).

III. — PERSONNEL

Jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur le personnel du couvent, et gardons-nous de prêter plus d'attention qu'il ne faut à une mauvaise langue du XVIII^e siècle qui s'oublie jusqu'à dire :

« Franciscaines Urbanistes près la ville de Dax. 1740.

« Revenu : 8074 livres. Les dépenses et charges excèdent parfois les revenus. Dettes courantes : 2000 livres. Dettes actives : 5000 livres.

« Dettes passives : 1000 livres au denier vingt.

« La communauté est composée de 77 personnes, dont 37 religieuses

(1) Archiv. du Tribunal de Dax. — (2) *Légit., Révolut.*, 1-97.

(3) *Rev. de Borda*, 1890 108. — (4) *Journ. des Landes*, n° du 3 octobre 1812.

(5) *Monogr. de S. Vincent de Xaintes*, Archiv. du G^d Sémin. d'Aire.

« de chœur, une novice, 8 religieuses converses, une prétendante, 30 pensionnaires.

« Cette communauté est une ressource précieuse pour la ville de Dax et les environs, où il y a beaucoup de filles ; mais la règle est fort mal observée ; les pensionnaires y vivent dans une grande liberté ; les parloirs ne désemplissent point de moines de plusieurs espèces et de séculiers. L'évêque en a souvent averti les supérieures, mais inutilement. Il y a dans cette communauté une religieuse appelante fort obstinée ; l'abbesse ne vaut pas grand chose à ce sujet.

« Dans cette communauté, chacun travaille pour son profit ; cette propriété, contraire au vœu de pauvreté, est la ruine des maisons religieuses plus riches, surtout si on y joint la mauvaise administration à laquelle l'évêque n'a pas le droit de remédier.

« L'abbesse est triennale et élective. Ces religieuses sont soumises aux Cordeliers, suivant la règle mitigée par Urbain IV, ne reconnoissant point la juridiction de l'évêque, et se prétendant exemptes. Le provincial des Cordeliers les visite, et les religieuses gouvernent.

« Tant que les confesseurs ordinaires et extraordinaires de ces sortes de maisons croiront n'avoir pas besoin de la permission de leur évêque pour confesser et diriger les religieuses et les pensionnaires, on n'y verra point ni ordre ni discipline.

« Elles n'ont pas de Lettres-Patentes, et elles disent n'être pas dans le cas d'en avoir, leur monastère ayant été établi dans le quinzième siècle » (1).

Sans exagérer plus qu'il ne convient ce plaidoyer *pro domo episcopali*, avouons que certains détails piquants sont vraisemblables, mais ne contrebalancent pas, bien s'en faut, l'immensité des services, des mérites et des vertus monastiques des pieuses disciples de Ste Claire et de S. François.

On n'ignore pas, en effet, que les Clarisses embrassèrent de bonne heure la règle de S. François d'Assise, avec d'autres austérités particulières. Elles vivaient d'aumônes, sans pouvoir rien posséder, même en commun ; elles jeûnaient toute l'année, marchaient nu-pieds et observaient une abstinence rigoureuse. Cet ordre s'étant bientôt considérablement multiplié, le pape Urbain IV crut devoir mitiger la sévérité de leur

(1) Archiv. du G^d Séminaire d'Aire, Mss. de l'abbé Lége. Cf. Degert, *op. cit.*, p. 397.

règle, en leur permettant de posséder et en les dispensant de mendier, et c'est de là que vint le nom d'Urbanistes appliqué aux anciennes « *sors menudes* » de Dax qui adoptèrent la nouvelle observance.

L'ordre hiérarchique était admirablement suivi : les religieuses étaient soumises à l'abbesse, l'abbesse au Provincial des Frères-Mineurs (plus tard Cordeliers), le Provincial au Général, et tout l'ordre au S. Père et au Cardinal protecteur.

Quant aux bonnes œuvres et aux bienfaits, elles savaient les répandre au delà même de leur sphère d'influence, puisque « Madame Marye de « Lafite, abbesse du couvent Sainte Claire des religieuses Dacqs, s'est « enrrollée en la congrégation de Nostre-Dame de Goudosse le dix- « septiesme jour du moys d'aoust 1621, et donné de présent, tant pour « l'ornement de l'imaige de la sainte Vierge que pour l'authel, une « chesne, de l'ambre bleu, et ung paire de corporaulx pour servir aud. « autel » (1).

(A) *Abbesse*

Si nous entrons dans quelques détails plus précis, plus Dacquois pour ainsi dire, nous observons qu'abbesses et religieuses appartiennent généralement à la noblesse ou du moins à la meilleure bourgeoisie.

Malheureusement, il est assez difficile d'identifier le nom de famille avec le nom de religion, du moins chez les notaires des XVII^e et XVIII^e siècles, les seuls que nous ayons pu consulter. Les Clarisses portaient-elles leur nom de famille ? Au moyen âge, oui, s'il faut raisonner par analogie avec les Clarisses de Mont-de-Marsan. Mais dès la seconde moitié du XVII^e siècle, le nom religieux prédomine et se continue jusqu'à la Révolution. Prenons pour exemple l'acte du 22 décembre 1662 et nous verrons le nom complet composé d'un prénom, de la particule, et du nom d'un saint ou d'une sainte ou d'un mystère de foi. Comparurent alors devant le notaire : Marguerite de S. Michel, abbesse, Jeanne de S. Michel, vicaire, Françoise de S. Esprit, Jacquette de La Croix, Jeanne de S. Basile, Suzanne de la Passion, Etiennette de Notre Dame, Séraphique de Castéjà, Isabeau de S. Louis, discrètes, Marguerite du Calvaire, Catherine de Ste Claire, Etiennette de S. Antoine, Hélène de S. Augustin, Françoise de S. François, Madeleine de S. Bernardin, Jeanne de S. Jean, Marie de Ste Agnès, Marie de S. Paul, Marie de S. Charles,

(1) Archiv. du presbytère de Souprosse.

Catherine de S. Dominique, Jeanne de l'Ascension, Isabeau de S. Martin, Jacquette de S. Adrien, Clarisses (1).

On aura remarqué qu'une seule a son prénom suivi de son nom de famille : Séraphique de Castéjà ; mais c'est une exception, hélas ! très rare.

Des notaires plus pressés ne leur donnent qu'un nom de saint tout court : par exemple, le 6 juillet 1696, où l'on voit défiler : Sœur de Jésus, « S. Bernard, Ste Claire, Sœur de la Passion, Sœur Séraphique, S. Joseph, Sœur du S. Sacrement, S. Ambroise, S. Félix, Sœur des Anges », etc.

Le 1^{er} avril 1769, c'est encore plus expéditif : « S. Basile, abbesse, S. Léon, vicaire, S. Charles, boursière. »

Quant aux qualificatifs qui précèdent le nom, on lit tantôt « vénérables « sœurs », tantôt « sœurs », tantôt, mais plus rarement « vénérables et « révérendes mères sœurs », tantôt encore « mère » ou « Madame ».

Dans les délibérations, on n'omet jamais de nommer l'abbesse la première, puis la vicaire et la boursière. Les autres religieuses sont désignées par le nom de discrètes. Mais dans les actes notariés, toutes ne portent pas ce nom, et l'on distingue entre les discrètes et celles qui n'ont pas de dénomination particulière, comme si les premières étaient plus considérées ou plus consultées que les suivantes. Le nom de « *professes* » est aussi employé au XVIII^e siècle, mais rarement.

Les vicaires arrivaient ordinairement au titre d'abbesse, laquelle était élective et triennale comme on l'a dit. La boursière exerçait les mêmes fonctions que la procuratrice des Ursulines ou que nos modernes économes. A signaler, comme une exception, la sœur S. Bonaventure (1696-1698) qui porte à la fois les titres de vicaire et boursière. Le cumul est assez rare pour être mentionné.

(B) *Religieuses de chœur*

Nous comptons 25 religieuses de chœur en 1664, 30 en 1680, 43 en 1690 : « Présentement (en 1690), elles sont au nombre de cinquante « religieuses, scavoir quarante-trois professes, et les autres sœurs layes, « lesquelles ont esté obligées de lever beaucoup de sommes pour faire « bâtir des chambres dans l'enceinte de leur couvent qui est fermé et « entouré de murailles » (2).

(1) Etude Dax. Marty, Dailenc n°. — (2) Etude Dax. Déclaration de 1690.

Le couvent diminue un peu au XVIII^e siècle, sans cesser néanmoins d'être prospère et de compter une moyenne de 40 à 50 religieuses.

En quoi consistait l'ameublement requis ? Françoise Dutreuil, fille d'un marchand d'Ossages, va nous le dire pour les sœurs de sa condition : « treize aulnes raze commune, six aulnes de touelle Degnan, troys aunes « de mousouline pour les voiles et guimpes, demie aulne plus fine pour le « bandos, deux aunes de touelle plus grocière pour le voile de nuit, six « mouchoirs de touelle de lin, dix aunes d'estamine grise pour l'habit de « nuict et jeupe avecq les fournitures, six sierges pour l'autel, de demie « livre, deux pour lad. Dutruilh d'une livre chascun, huit livres de cire « pour les sierges de la communauté, un corzet, deux paires de bas, six « aunes de touelle de lin pour les voilles, trois paires de linsuls de touelle « de lin, trois draps, dix-huit serviettes de lin, six chemizes, une cassette, « plus un lict » (1).

À côté, voyons ce que portait la fille de gens vivant noblement, comme Marguerite de Caunègre, demoiselle, à qui l'on demandait (10 février 1615) : « une douzaine et demye de serviettes, demye douzaine de « linceulz, ung lict garny de matelas, couchine, deux couvertes, troys « courtines et ung courtion, deulx nappes longues de cinq aulnes « chacune, deulx longeyres de troys aulnes chacune, deulx habitz, ung « manteau, deulx coutillons, deulx tunicques, une pièce toille de Labal, « quatre aulnes Holande fin, estrainier des religieuses qu'est ung habit « pour la dame abbesse ou pour icelluy six escuz, pour douze religieuses « douze voiles noires, pour les nobisses troys aulnes toille Labal » (2).

Ne perdons pas de vue l'*étrainier* des religieuses, usage fort lucratif pour la maison, dans un temps surtout où les vocations abondaient, et où les postulantes sortaient des meilleures familles.

Mais on ne portait pas que l'ameublement le jour de la prise d'habit. Tarifé à 500 livres, il était rigoureusement accompagné de 2000 ou 1800 livres au minimum en argent mignon, ou plus souvent en belles rentes ou propriétés hypothéquées.

Au XVIII^e siècle, le chiffre de la dot allait souvent à 3000 livres.

Payait-on rubis sur ongle ? Il ne paraît pas que ce fut la règle générale. On se contentait assez ordinairement de la rente à 5 o/o. Parfois les

(1) Etude de Montfort, Lavielle, n^o.

(2) Archiv. du Bourg-Caunègre, de Magescq.

parents payaient en terres, maisons et métairies, et c'est ce qui explique le grand nombre de propriétés détenues par les Clarisses, et dont l'origine était une aumône dotale plutôt qu'un achat.

Voici par exemple Marie de Lalande, fille d'un conseiller du Roi, qui apporte pour son pécule (20 juin 1664) une hypothèque sur les trois métairies du Pouy, de Duprat et de Lajus. Plus tard, le père harcelé par les échéances, finit par vendre les biens du Graulhé, en Narrosse, aux religieuses qui achètent sans bourse délier pour 2000 livres, prix de l'aumône dotale.

Voici encore Dame Etiennette de S. Antoine-Maubourguet, fille d'un notaire de Lit, qui constitue, sur le papier, 1800 livres de dot (1656). Comme le paiement traîne en longueur, les Clarisses se compensent, en 1676, en prenant la maison de Maubourguet et 20 journaux de pignardar (1).

(C) *Novices*

Si des professes ou religieuses de chœur nous passons aux novices, nous constatons par un acte du 17 avril 1682, que le noviciat était fort court, puisque Jeanne de Lacoste, d^{lle}, pensionnaire au couvent, ne postula que trois mois. J'ajoute que plusieurs furent admises à la profession dès l'âge de 15 et 16 ans.

On testait le jour ou la veille de la prise d'habit, après le noviciat : cette pieuse et prudente coutume était sans doute un point de discipline. En testant, les novices n'abandonnaient pas nécessairement tout ou partie de leur avoir au couvent.

Si Marie de La Salle-Canenx lègue aux religieuses 400 livres que lui devait Claire de Landrieu, d^{lle}, veuve du seigneur de Laquy, en revanche Marie Vignolles donne à sa mère 3000 livres, et le reste à son plus proche héritier (2) (20 octobre 1742).

Quand on mourait novice, comme la demoiselle Catherine Duverger, la dot était exigible (10 octobre 1682) (3).

(D) *Sœurs laïes ou converses*

A l'encontre des sœurs professes qui venaient de bonne maison, les sœurs laïes étaient foncièrement plébéiennes, comme Sœur Marie Ste

(1) Etude de Montfort, Lavielle, n^{re}. — (2) *Ibid.*

(3) Etude Dax, Marty, Daillenc, n^{re}.

Ursule, fille de Bernard Lartigau, laboureur de Saint-Lon, à qui l'on demanda seulement 150 livres (9 janvier 1683). Plus à son aise, Catherine de Bascles, du quartier de Bibi, porta 300 livres en argent et un joli trousseau (3 janvier 1683). Marguerite de Lassalle, fille d'un marchand de Doazit, poussa même jusqu'à 400 livres (4 mai 1670), et Catherine de Lesburguères, fille de François, m^e chirurgien de Pontonx, reçue tout d'abord comme sœur laïe, voulut prendre l'habit, mais elle mourut novice, non sans avoir préalablement disposé du tiers d'une prairie appelée à Baffoigne, pour que les Sœurs bâtissent une sacristie (12 avril 1671).

Ces aubaines permettaient quelquefois aux Clarisses d'agrandir et d'embellir leur établissement. On ouvrit alors un dortoir et on fit un nouveau corps de logis, grâce à Pierre Monique, maître maçon de Dax, et à Léonard Noailles, qui se décorait du titre pompeux de « maître « maçon, juré et intendant des œuvres publiques de maçonnerie de « Bordeaux » (12 novembre 1683). Ou bien, c'était Michel Crabon, maître fondeur de Bayonne, qui leur remettait à neuf la grande cloche pesant 267 livres (1) (10 septembre 1696).

Faut-il comprendre les sœurs « *économés* » parmi les sœurs laïes ? — Assurément. C'est ainsi que l'une d'elles, Catherine de Suhart, née à Bardos, est admise par les professes, le 17 mars 1737, comme sœur économé commissionnaire, tant pour le dedans que pour le dehors. La communauté s'oblige à la nourrir en santé et en maladie, lui fournir deux chemises et deux paires de souliers par an, « et si elle ne peut suppléer à « son entretien par les petites rétributions qu'elle pourra recevoir de la « communauté, et des uns et des autres, la communauté y suppléera en « considération de ce que lad. Suhart s'oblige à finir ses jours dans le « présent couvent, et à s'y dévouer pour jamais. » A sa mort, les nippes devaient faire retour au monastère qui s'engageait à convertir en messes les gages dus et non payés (1).

(E) *Personnel laïque*

Il n'y avait pas que des religieuses au couvent : un nombreux personnel laïque gravitait autour, ou même vivait dans l'intérieur.

Et d'abord, les femmes de service qu'on prenait dans le voisinage, personnes éprouvées, et autant que possible à l'abri des morsures de la

(1) Etude Dax, Lourreyt, Lavielle, n^o.

critique. Dans un acte assez curieux du 11 octobre 1736, nous lisons que les Clarisses furent accusées de détourner au profit d'une revendeuse de Saint-Vincent une partie de la soupe et de la viande destinée aux pauvres : ce qui est faux, déclarent-elles. Car la revendeuse — qui s'appelait Catherine Santou -- est une « femme de bonne vie et mœurs ; « elle n'a jamais rien reçu de la présente communauté qu'à titre de « récompense du travail fait pour le couvent, ou en particulier pour les « religieuses, soit en balayant led. couvent, soit en allant vendre en ville « des ouvrages qu'on y fait, suivant conventions faites avec lad. « Santou » (1).

Il y avait encore de pauvres orphelines dont la réception fait penser aux alumnats modernes. Par exemple, Madeleine de Plantine, fille aînée d'un pauvre laboureur de St-Jean-de-Marsacq, agréée pour rester sa vie durant, nourrie et entretenue pour 75 livres. Les Clarisses promirent aussi « de l'instruire en la crainte de Dieu », à condition néanmoins que le père ferait donation de tous ses meubles et immeubles, sous bénéfice d'usufruit (23 avril 1683). Malheureusement, quand on en vint à la liquidation, les meubles se trouvèrent notoirement insuffisants pour payer la dépense (17 février 1690). Les religieuses avaient été trompées par l'astucieux paysan (2).

Il y avait surtout des personnes pieuses qu'attirait le parfum des vertus monastiques et que retenait le charme de la vie mortifiée ; femmes du monde qui se donnaient au couvent pour y passer leurs vieux jours, se retremper dans la piété solide et se mieux préparer aux fins dernières. C'est ce qu'on appelait les *donates*.

Quelques-unes y trouvaient avec l'aliment de leur piété le remède à leurs maux, témoin Jeanne de Parcabe, veuve infirme qui passe trois années dans le couvent, et reconnaît toutes les bontés qu'on a eues pour elle en laissant tout son avoir aux Clarisses, à charge d'en distraire 15 écus pour les pauvres de St-Geours-de-Maremne, l'argent suffisant pour trois messes par semaine pendant un an, et une barthe en Saubusse pour 15 autres messes à dire chez les Cordeliers (11 mai 1673) (3).

Celle qui goûta le plus les douceurs de la vie monastique, fut à coup

(1) Etude Dax, Lourreyt, Lavielle, n^o.

(2) Etude Dax, Marty, Daillenc, n^o.

(3) Etude de Montfort, Lavielle, n^o.

sûr D^{lle} Jeanne-Josèphe Lafargue, de Bayonne, donata chez les Clarisses pendant 70 ans. Elle mourut centenaire, le 30 juin 1790, peu avant la dispersion définitive de ses excellentes bienfaitrices (1).

On voit également que le monastère était le refuge de quelques dames dégoûtées de la vie du monde ; elles pensaient au couvent pour échapper à de trop réels inconvénients matrimoniaux. Peut-on les blâmer de n'avoir pas poussé l'abnégation jusqu'à l'héroïsme ?

Voici, par exemple, une grande dame de la société du XVIII^e siècle, Marie-Eranoïse d'Antin de S. Pée, épouse de Messire Jean-Louis-Auguste de Fortisson, qui nous expose ses mécomptes : « Après plus de « trois ans de larmes et de chagrins les plus amers dévorés dans le « secret, après avoir épuisé toutes les voies d'honnêteté et de ménage- « mens décens pour éviter l'éclat d'une séparation d'avec le sieur de « Fortisson dont elle ose bien dire qu'elle mérite toujours les sentimens « et la tendresse », elle rompt le silence et accuse son entourage, c'est-à-dire son mari et les trois sœurs de son mari, de n'avoir jamais « rien « voulu rabattre d'un état brillant... Elle seule manque de tout... Les « sœurs... trouvent bon de se jouer du bien de leur maison... Leur fils... « seule consolation qui peut adoucir ses malheurs... est mis sous la « tutelle de ses sœurs... Pour échapper à cette vie insupportable, elle a « demandé à son mari la permission de se retirer dans un couvent... avec « une pension modérée » (2).

Depuis quand les Clarisses de Dax se vouaient-elles à l'enseignement et recevaient-elles des pensionnaires ? Nous l'ignorons. Le prix de la pension était fixé à 120 livres en 1652. Les trente demoiselles pensionnaires de 1740 formaient un noyau respectable et intéressant, d'autant qu'elles étaient la plupart de très bonnes maisons et dans la fleur de la jeunesse. Ainsi Marie-Anne Capdevielle, de Pau, meurt à 16 ans ; Françoise Mirail, de Bayonne, à 18 ; Marie Jauréguy, de Habas, à 20 (1763-1790).

D'autres sortent épouses du couvent. Pour la curiosité du fait, qu'on nous permette de multiplier les exemples.

1715. 9 juillet : Nobles Jean de Péfau, de Puyôo, et Catherine de Salha, mariés dans l'église des Clarisses.

(1) Arch. de Dax, Registres de catholicité de S. Vincent-de-Xaintes.

(2) Arch. du Sénéchal de Dax.

1729. 6 juin : M^r Isaac de Neurisse, avocat en parlement, et Marie-Laurence de Casaunau, demoiselle.
1742. 23 août : M^r Simon Frondeviolle, ancien garde du corps, et Francoise Surget, d^{lle}.
1771. 17 avril : S^r Jean-Luc Camiade, bourgeois de Clermont, et D^{lle} Jeanne-Marie Frèche, de Bayonne.
1780. 29 mai : S^r Raymond de Caunègre, avocat, et D^{lle} Thérèse Boutges.
1783. 6 mai : M^r Jean Darrigan, avocat de Habas, et D^{lle} Augustine de Salles.
1784. 1^{er} décembre : M^r Joseph St-Guiron, ancien gendarme de la garde, h^t Bordeaux, et D^{lle} Josèphe-Quitterie Castaings, de Tartas.
1787. 6 novembre : Messire Jean-Pierre d'Etcheverry, conseiller au parlement de Navarre, h^t Béguios, et D^{lle} Marie-Louise-Sophie de Salha, d'Aïciritz.
1790. 16 mars : Messire Jean-Joseph de Vidard d'Estibes, chevalier, officier au Régiment des chasseurs des Vosges, h^t Tartas, et D^{lle} Marie-Louise de Maurian.
- Le même jour : Messire Jérôme Le Doulx de Ste-Croix, chevalier, écuyer, et D^{lle} Catherine-Cyprienne de Vidard (1).

Parfois, la jeunesse Dacquoise se permettait des sérénades d'un goût plutôt douteux. « Il y a environ un an, écrivait au Roi le corps de ville « en 1751, que des jeunes gens de famille allèrent pendant quelques « soirées donner des sérénades à des pensionnaires du couvent de Sainte- « Claire, et sur ce qu'il revint au sieur de S. Pée qu'il avoit été tenu par « ces jeunes gens des discours indécens, il fit publier une ordonnance, en « son nom, dans la ville, par un tambour escorté d'un sergent en pertui- « sane, et de deux invalides armés de leurs fusils, portant deffenses à « toute sorte de personnes de donner des sérénades auprès dudit couvent, « et annonça qu'en cas de contravention il fairoit tirer dessus ; il citta au « chateau quelques jeunes gens de la ville qu'il soupçonna avoir fait « donner ces sérénades.

« Sur l'éclat que produisit cette affaire, les magistrats se transportè- « rent au couvent de Sainte-Claire, parlèrent à la dame abbesse, et lui

(1) Arch. de Dax. Registres de catholicité de S. Vincent-de-Xaintes.

« représentèrent qu'elle auroit deu porter des plaintes au corps de ville
« qui auroit fait justice ; mais elle leur répondit qu'elle ne s'estoit plainte
« à personne, parce que ce qui s'étoit passé ne méritoit pas une plainte ;
« ce qui établit que led. s^r S. Pée prend occasion des moindres choses
« pour inspirer la terreur aux habitants, et pour étendre son autorité à
« toute autre chose qu'à ce qui intéresse le service de Votre Majesté » (1).

Parfois les voleurs se mettaient de la partie et augmentaient pour un moment le personnel de la maison. Tout leur était bon d'ailleurs : 600 livres de fil blanc et demi-blanc, 4 paires de linceuls, 40 mouchoirs dont 6 de couleur, 3 nappes d'autel, « un caporal », une paire de bas, deux jupes blanches, 5 chemises des valets, 18 serviettes, plusieurs tabliers de cuisine, et quantité de vaisselle d'étain. Voilà un de leurs exploits de l'année 1740 (2).

Dans ce dernier document, on aura observé sans doute qu'il est question de « *valets* ». Nous constatons aussi leur existence dans un acte du 4 novembre 1670 qui mentionne Bertrand Dutreuil recevant des religieuses 300 livres en paiement de ses gages.

Plus tard, le titre d'*économe* est donné à Jean Gaxie, né à Castelnau, lequel meurt au couvent le 28 août 1780, à 60 ans.

Enfin, un agent d'affaires ou syndic s'occupait toujours de visiter et soigner les métairies, faire rentrer les fiefs et les dîmes, ester en justice, le tout moyennant un traitement fixe et annuel de 200 livres. S'il était obligé de s'absenter afin de poursuivre un débiteur, on lui allouait 40 sols par jour. Quand il revenait des métairies, il avait son couvert pour dîner ou pour souper.

Le syndic était naturellement choisi parmi les hommes de loi ou de commerce. Quelques prêtres en exercèrent les fonctions, comme il se voit par la liste de ceux que j'ai pu découvrir.

1648. M^e Jean de Laugar, procureur au présidial, syndic des Clarisses.

1651. M^e Jean Degos, procureur.

1657. M^e Adrien de Cassen, vicaire perpétuel de S. Vincent-de-Xaintes.

1664. M^e Jean de Bedat, prêtre.

1665. M^e Fermy de Lanusse.

(1) Arch. de la Société de Borda. Procès de la ville et cité d'Acqs contre M. de S. Pée. — (2) Archiv. du Sénéchal de Dax.

1670. M^e Pierre de Lanefranque, praticien.
1672. M^e Vincent de Casenave, praticien.
1728-1736. Bernard Labarthe.
1743-1771. S^r Adrien Ducasse, arpenteur-géographe.
1773. Jacques Laborde, marchand.
1777. S^r Jean Gaxie.
1788. S^r Jean Brunet.

(F) *Personnel ecclésiastique*

Nous entendons par là les confesseurs toujours pris chez les Cordeliers, protecteurs-nés de l'ordre et supérieurs ecclésiastiques de la maison, plus familiers avec des règlements qui avaient sans doute bien des points communs avec les leurs, et plus compétents par suite pour diriger ces communautés. L'avant-dernier de ces confesseurs mourut subitement en 1789 en plein exercice de son ministère. Toujours à cheval sur ses droits curiaux, l'abbé Tachoures, vicaire-perpétuel de S. Vincent, a soin de noter sur ses registres qu'il accorda bénévolement aux religieux Cordeliers le transfert direct du cadavre, sans passer par son église.

Voici quelques noms de confesseurs attitrés, par ordre alphabétique :

Frères Jean-Baptiste Bauvais, cordelier de Montauban, 1790, aumônier des Clarisses de Dax en 1791.

Jean-Louis Brugear, directeur des Dames Claristes, 1777.

François-Joseph Chavaille, confesseur des Clarisses, 1740.

Jérôme Galy, confesseur des Dames de Ste Claire, 1774.

Gabriel-Marie Poyolat, confesseur des Dames religieuses de Ste-Claire, mort subitement le 19 décembre 1789 au couvent ; il ne put recevoir que l'extrême-onction.

Etienne Vergès, confesseur des Dames de Ste-Claire, 1783.

IV. — REVENUS

Les revenus évalués 8074 livres en 1740 montèrent à 9349 en 1792. Les métairies formaient le plus clair de leurs bénéfices. Que si l'on veut savoir par le menu ce que donnait une métairie à colonage on n'a qu'à prendre celle de Lacaze, en Ceyreluy. Le colon remettait les 2/7 du lin et du grain, le quart des oisons et du bétail nourri, sauf des porcs & tués à la porte » dont on ne réclamait qu'un jambon. N'oublions pas les redevances : une paire de chapons au premier de l'an, les poulets et les œufs de

Pâques, une paire de dindons. La moitié du foin s'engrangeait dans le monastère qui se déchargeait également sur le métayer des tailles et des fiefs.

A Caupenne, la métairie du Péré donnait la moitié du vin, le tiers du grain et du lin, une paire de chapons au premier de l'an, 2 paires de poulets à Pâques, le jambon du porc et une paire d'oisons maigres.

En relatant par ordre alphabétique de paroisse les diverses possessions des Clarisses, nous donnerons quelques autres détails.

Baigts : les métairies d'Andouil, du Grand Carrère (acquise le 23 juin juin 1683), du Petit et du Grand Guiraût; les 2 prairies de l'Arribère de S. Martin et de l'Arriberot (échues depuis 1677 et affermées 124 livres et 6 quintaux de foin.)

Candresse : la métairie de Hauron (achetée, le 26 mars 1695, pour 3400 livres, affermée 75 livres en 1786); la prairie de La Cassagne (achetée le 20 avril 1619).

Caupenne : Le Péré.

Dax : un étal de boucherie (acheté le 21 avril 1598, évalué 1200 livres); la moitié d'une échoppe.

Gamarde : Loustalot (acquis de M. de S. Pée); le Sarraill (donné le 19 septembre 1660, par le s^r de Martiacq); Guichon.

Goos : la prairie de Caseils ou de Poyanne (donnée le 30 juin 1687, par le comte de Gondrin en déduction des sommes dues par le marquis de Poyanne).

Mimbaste : Mondenx.

Montfort : Hiquet (acquis pour 3000 livres le 27 mars 1664.)

Narrosse : Caussade, La Crouts ou Vienave (acquis de M^e Jean de Mesplet); le Grand Grouillé (acheté le 6 février 1677 à Noble Jean de Lalande); le Nougé (acheté le 10 juin 1704); le Tastét, le Petit Arles.

Nerbis : Cabardos (vendu le 29 août 1789 à s^r Jean Clavier, de Mugron, pour 3000 livres.)

Nousse : Andras.

Œyreluy : Dubois, Lacaze, L'Argelère (vendu en 1681, le 20 août); Larré.

Poyartin : Plantots ou Les Plantes (acheté vers 1715.)

Pouy : les 3 prairies d'Angline, Bramande et Lacabanne (acquises le 11 janvier 1675.)

S. Esprit-Bayonne : la prairie du Hayet (prise pour dot, le 30 novembre 1679.)

S. Lon : Laborde et le Richéu (depuis 1682.)

S. Pandelon : les biens de Toumieu.

S. Paul-lès-Dax : Porte-t'en-y et Gélibert ; les prairies de l'Arribère-Longue ou de La Longue, et du Vignot.

S. Pierre-de-Vic-lès-Dax : la maison et jardin de Moneing (achetés à Louis de Laporte, avocat, pour 3000 livres.)

S. Vincent-de-Xaintes : Denis ou Hourcadot, Isaac, Frison, Moncut, Cantegrit : la prairie de Piton ; la terre et champ de Béron ou La Carrère (acquis le 3 février 1552). Plus, le benoîtage, bénéfice ecclésiastique annexé à leur couvent de temps immémorial. Ce bénéfice rendait bon an mal an 15 sacs de seigle et 14 de millet ou panis qui se prenait sur des particuliers, la dime levée. Ainsi chaque habitant de Latorte et Saubaignac tenant bœuf aratoire était taxé à une gerbe de seigle et demie mesure millet. En compensation, la mère abbesse s'occupait du linge de la sacristie à S. Vincent, le faisait blanchir et rapiécer, et payait les décimes.

Seyresse : Pomès (acquis le 23 janvier 1676) ; le Grand Carrère.

Sort : les biens nobles de Habernét ; les métairies de Lesbarits et Mondine.

Tercis : Le Bic ou Bès ; Borrombelle et Taston.

V. — LISTE DES ABBESSES

Il est remarquable que la *Gallia* ne souffle mot de notre couvent, et comme les archives ont disparu, et que les pièces consultées ne remontent guère au delà de 1650 pour un couvent qui date au moins de la fin du XIII^e siècle, on voit d'ici combien nos listes sont incomplètes, et quelle riche moisson d'abbesses et de religieuses les futurs compilateurs peuvent se promettre. En attendant, il faut donner ce que l'on a.

Pour les abbesses, je procède par ordre de date.

1621. Marie de Lafitte.

1657. Louise des Anges.

1662-1664. Marguerite de S. Michel ; boursière en 1674 et 1683.

1665. Jeanne de S. Basile ; vicaire en 1657 et en 1680-1683.

1670-1673. Jeanne-Séraphique (Jeanne de Biaudos-Castéjà, fille de Noble Jean, écuyer, et d'Arnaude de Montolieu, d^{uo}) ; clarisse en 1642 ; vicaire en 1665.

- 1674-1675. Isabeau de S. Louis ; professe en 1657-1687.
- 1677-1679. Françoise de S. François (N... de Mauringlane, d^{lle}) ; professe en 1657 ; vicaire en 1686.
- 1680-1684. Catherine de S. Dominique (Catherine de Borda, d^{lle}) ; professe en 1662 ; boursière en 1670-1673 et en 1684 ; abbesse de nouveau 1687-1691 ; morte le 11 septembre 1694.
- 1684-1686. Madeleine de S. Bernardin, professe en 1662-1690.
- 1687-1691. Catherine de S. Dominique, pour la seconde fois.
1692. Jeanne de S. Bonaventure (Jeanne de Bonnefont, d^{lle}, fille de M^e Amanieu, procureur-juridictionnel de Marensin, et de Marie de Laporte, d^{lle}) ; elle prit l'habit le 10 mai 1664 : dot 2000 livres : elle fut boursière en 1684-1698 ; abbesse de nouveau en 1699-1701, et en 1705-1706 ; elle mourut le 30 novembre 1709.
- 1695-1698. Angélique de S. Pée ; professe en 1671 ; boursière en 1692-1701 ; morte le 8 novembre 1701.
- 1699-1701. Jeanne de S. Bonaventure, pour la seconde fois.
- 1702-1704. Anne du S. Esprit (Anne de S. Martin, d^{lle}, de Soustons), reçue le 12 juin 1677 : dot 3000 livres ; elle mourut le 10 novembre 1706.
- 1705-1706. Jeanne de S. Bonaventure, pour la troisième fois.
- 1708-1711. Ste Agnès ; elle vit en 1723.
- 1712-1713. S. Martin ; vicaire en 1717-1720 ; boursière en 1761-1764 ; morte le 21 septembre 1769.
- 1714-1716. S. Charles d'Amou (Madeleine de Caupenne d'Amou, d^{lle}, fille de Noble Léonard et de Marie de Gassion, d^{lle}), reçue le 5 janvier 1686 : dot 2500 livres ; boursière en 1713 ; vicaire en 1714-1716 ; morte le 3 décembre 1731.
- 1721-1723. S. Félix de Fabas ; professe en 1701 ; morte le 4 février 1739.
- 1723-1726. Mère des Anges de Lavigne (Jeanne de Lavigne, d^{lle}, fille de S^r Bernard et de Jeanne-Marie de Maroy, d^{lle}), reçue le 21 août 1683 : dot 3000 livres ; boursière en 1714 ; vicaire en 1721-1723 ; abbesse de nouveau 1728-1729 ; vicaire de nouveau en 1732-1738 ; morte le 17 septembre 1742.
1727. S. Ambroise.
- 1728-1729. Mère des Anges, pour la seconde fois.
- 1732-1733. S. Raphaël ; professe en 1705 ; vicaire en 1736-1737 ; abbesse de nouveau en 1740-1742 ; vicaire de nouveau en 1744 ; morte le 5 juillet 1749.

- 1736-1737. Mère des Anges, pour la troisième fois.
1738. Mère de la Croix (Elisabeth de Parcabe, d^{lle}, fille de M^e Bertrand),
reçue le 19 février 1711 : dot 2500 livres ; boursière en 1736-
1737 ; abbesse de nouveau en 1747-1749 ; vicaire en 1750-1752 ;
abbesse de nouveau en 1754 ; vicaire de nouveau en 1755-
1761 ; morte le 29 juillet 1769 à 66 ans.
1740-1742. S. Raphaël, pour la seconde fois.
1743-1746. Mère de La Vierge ; professe en 1701 ; boursière en 1726 ;
vicaire en 1740-1742 ; abbesse de nouveau en 1750-1752 ; morte
le 12 septembre 1758.
1747-1749. Mère de La Croix, pour la seconde fois.
1750-1752. Mère de La Vierge, pour la seconde fois.
1754. Mère de La Croix, pour la troisième fois.
1755-1757. Mère S. Léon (Marguerite d'Aspremont, d^{lle}, fille de Noble
Dominique, vicomte d'Orthe, et de Dame Marguerite d'Aspre-
mont), reçue le 3 février 1714 : dot 3000 livres ; boursière en
1747-1749 ; vicaire en 1754 ; abbesse de nouveau en 1765-
1766 ; vicaire de nouveau en 1768-1773.

(A Suivre.)

V. FOIX.



LE LIVRE NOIR

EST dans le courant du mois d'avril dernier, que M. F. Abbadie, président de la Société de Borda, a pu livrer enfin à la publicité cet ouvrage, aussi remarquable de forme que de fond, qui s'appelle le *Livre Noir et les Etablissements de Dax*. C'est un magnifique in-4° de pp. CLXXXVI-592 sur papier glacé et satiné, d'une impression aussi nette que soignée, avec huit magnifiques planches hors texte, qui reproduisent par les procédés les plus perfectionnés de la phototypie quelques pages du manuscrit original et quelques-unes des monumentales majuscules dont il est enluminé. Cet ouvrage a été publié sous les auspices et avec le concours de la Société des Archives historiques de la Gironde et de la municipalité de Dax, qui ont tenu l'une et l'autre à ce que le volume se présentât aux yeux avec tout l'agrément que donne à l'esprit la nouveauté du fond. Je ne pense pas que des presses de l'imprimerie Gounouilhoul soit sorti un ouvrage plus soigné et qui lui fasse plus d'honneur.

Si le gros public n'a pas tressailli à son apparition, il n'en est pas moins vrai que ce volume a reçu dans le monde spécial auquel il s'adresse, c'est-à-dire dans le monde savant, l'accueil le plus flatteur. Les maîtres les plus estimés de la science historique se sont empressés, dans cette circonstance, de décerner à M. Abbadie les témoignages de leur haute approbation. Voici notamment en quels termes s'exprime M. Camille Jullian, l'homme de France le mieux renseigné sur nos origines gallo-romaines et sur notre histoire du Sud-Ouest : « Je tiens à vous féliciter de cet ouvrage. C'est vraiment ce qui a paru de plus important, de plus précieux et de plus savant sur l'histoire du Sud-Ouest dans ces dernières années. Il y a là, outre d'incalculables documents, une préface d'une sûreté scientifique, d'une sobriété d'exposition qui fait un grand honneur

à son auteur. Et je suis très fier pour mon compte de voir mon nom prononcé dans le volume. »

M. Léopold Delisle, l'éminent membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale, termine sa lettre de remerciements et de félicitations à l'auteur par le vœu suivant : « Puissent d'autres villes suivre l'exemple que Dax vient de donner ! Puissent-elles trouver des éditeurs aussi soigneux et aussi bien préparés à accomplir une tâche aussi délicate et aussi utile ! »

A ces éloges émanés des plumes les plus autorisées, s'en joignent d'autres fort nombreux, venus un peu de partout : des Facultés de France, des Sociétés Savantes, et en particulier de cette Société des Archives historiques de la Gironde, à qui revient dans cette publication une si grande part que, sans elle et son précieux appui, elle n'aurait peut-être pas pu venir au jour. Fière du prestige qui rejaillit sur elle et honorée dans la personne de son Président, la Société de Borda ne pouvait manquer de lui en témoigner sa juste reconnaissance en même temps que sa sympathique admiration. Elle a satisfait à ce devoir une première fois, lorsque dans la réunion du 11 juin, par l'organe de son vice-Président, le Dr Bourretère, elle a adressé à M. Abbadie l'expression de ses remerciements et de ses très vives félicitations. Le précédent Bulletin a enregistré et conservera les paroles qui furent dites alors. Il doit faire davantage et pour ceux de ses lecteurs qui n'auront jamais l'avantage de posséder le volume, les mettre à même d'en juger un peu, en leur disant ici et ce qu'il contient et l'intérêt qui s'attache à une pareille publication. Raconter l'ouvrage, c'est la meilleure manière de louer l'auteur.

• • •

Le Livre noir est divisé en deux parties.

La première contient un Coutumier ou recueil de l'ancienne coutume de la ville et du ressort de Dax.

La seconde partie est un cartulaire textuellement reproduit d'un livre plus ancien appelé *Livre rouge*.

D'où viennent ces titres de Livre noir et de Livre rouge ? Il ne paraît pas que ce soit de la physionomie extérieure des manuscrits. Disons tout simplement qu'ils nous sont parvenus désignés ainsi par la tradition, sans plus de raison que dans le langage des chancelleries modernes on désigne sous les noms de *Livre jaune* ou de *Livre bleu*, des recueils

imprimés de documents diplomatiques, dont la couleur est absolument étrangère à ces appellations.

Nos ancêtres avaient un respect religieux pour ces livres où étaient enregistrés les titres qui établissaient leurs droits, comme particuliers et comme citoyens. Ils les considéraient avec raison comme leurs lettres de noblesse et les codes de leurs franchises. Ils les gardaient avec un soin jaloux et ne les communiquaient qu'avec la plus extrême défiance. C'est ainsi que le *Livre des Bouillons*, à Bordeaux, porte encore rivés à sa solide couverture les anneaux qui servaient à le fixer avec une chaîne de fer sur le pupitre où on était admis à le consulter.

Le *Coutumier* est pour le droit civil, ce que le cartulaire proprement dit est pour le droit public, et les *Etablissements* pour le droit municipal. Il fut rédigé en gascon par un notaire de l'official nommé Johan de la Porte, qui dédia son œuvre « à la cité de Dax et à ses bourgeois présents et à venir », en ayant soin, selon la louable pratique des âges de foi, de la placer au préalable sous l'invocation « du Dieu-rédempteur, de la Vierge Marie notre avocate, et finalement de toute la Trinité ». Le travail de Johan de la Porte est en réalité un pur travail de codification, fait d'après de très anciens registres, aujourd'hui disparus, et que le *Coutumier* lui-même mentionne à diverses reprises sous les noms de *Libre de la ciutat* et de *Libre deus appeus*. C'est à la fois un ouvrage de législation et de jurisprudence très curieux pour l'époque.

Le cartulaire transcrit à la suite du *Coutumier* contient 73 chartes, dont 53 en latin, avec traduction en gascon, 8 exclusivement en gascon, 11 en français anglo-normand et 1 en castillan. Ces documents embrassent « une période de 230 ans environ, qui commence à la fin du règne de Henri II, premier roi Plantagenet et premier duc anglais de Guyenne, pour finir en 1400 après l'avènement de Henri IV, premier roi de la branche Lancastre. » Ils constituent « tout un recueil d'actes diplomatiques et de droit public déterminant les rapports politiques de la cité avec le suzerain, aussi bien que les rapports d'amitié et de commerce avec les villes et même avec les pays voisins. »

L'exécution matérielle du *Livre noir* — coutumier et cartulaire compris — est due à la plume d'un calligraphe très habile, le prébendier Bertrand d'Athieu, dont M. Abbadie, grâce à d'heureuses recherches, est parvenu à tirer le nom de l'oubli et qui mérite, à côté de son contemporain et probablement ami, Johan de la Porte, une part dans notre reconnaissance.

Quant aux *Etablissements*, ils forment un livre séparé qui, distrait au

17^e siècle de nos archives, n'y est plus retourné et appartient aujourd'hui à la Bibliothèque nationale.

Renseignés d'une manière générale sur le caractère des trois sources documentaires que M. Abbadie a mises au jour, nous en comprendrons mieux l'analyse.

A vrai dire, les sources elles-mêmes ne sont directement abordables que pour un petit nombre de privilégiés. Les profanes, effrayés par des textes d'un style rébarbatif et d'une écriture plus rébarbative encore, n'accorderont qu'un regard distrait à ces documents vénérables, admireront, tout juste le temps qu'il faut, les enluminures qui en décorent les pages reproduites et se hâteront de recourir au guide que leur offre l'Introduction, aussi copieuse qu'intéressante, placée en tête du volume. A sa lumière, les textes s'éclairent, les faits historiques ou juridiques qu'ils relatent s'enchaînent les uns aux autres et se déroulent dans un exposé sobre et précis. Ils nous retracent le tableau de la vie de nos pères ; bien mieux encore, ils nous dévoilent les idées qui agitèrent leurs âmes, et qui, sous l'influence d'un sentiment de race imperturbable, inspirèrent leurs lois essentielles, depuis les origines les plus reculées.

La pensée dominante qui ressort des 73 chartes, comme des dispositions du coutumier, est une pensée d'autonomie : autonomie communale, autonomie provinciale qui trouvaient leur expression dans un attachement sacré aux vieilles lois du pays, « au droit de la terre », sous les dénominations diverses de fors, coutumes, privilèges, franchises et libertés. Cette pensée fut d'ailleurs le principal et presque l'unique facteur de la politique des peuples pyrénéens. Elle est le nœud de leur histoire. Dax en offre un très curieux exemple.

A une époque difficile à préciser, mais certainement antérieure au XII^e s., ses bourgeois s'étaient constitués en commune sous un chef appelé Capdel et vingt magistrats appelés justiciers. Leurs rapports avec les premiers ducs anglais de Guyenne ne sont guère connus que par les privilèges commerciaux qu'ils reçurent de Henri II et de ses fils, Richard Cœur-de-Lion et Jean-Sans-Terre. En 1243, Henri III substitua la mairie au *capdelat*. Le capdel, désormais, portera le titre de maire et les justiciers prendront celui de jurats : c'est plus un changement dans les mots qu'une révolution dans les choses. Toutefois, ce changement de mots apporte avec lui une innovation qui sera d'une importance capitale en ce qui concerne l'investiture du chef de la municipalité. En effet, tout porte à penser que le capdel était élu directement par le peuple, ou tout au

moins par ses pairs, les justiciers ; le maire, au contraire, devait être choisi par le duc de Guyenne ou sénéchal, sur une liste de trois candidats dressée par les jurats. M. A. recherche les motifs politiques qui durent inspirer cette réforme volontairement consentie par la commune. Il la trouve, d'une part, dans la nécessité pour le pouvoir royal de s'assurer la fidélité de la commune contre les convoitises du Béarn, de la Castille et de la France ; d'autre part, dans la nécessité pour la commune de se donner un arbitre assez puissant pour faire cesser les divisions intérieures qui trop souvent la déchiraient (1). Mais, ajoute M. A., si la commune sacrifiait à l'instinct de sa sécurité intérieure et extérieure une part des immunités séculaires, le même instinct l'avertissait des abus possibles d'une intervention supérieure, et elle stipulait l'imprescriptibilité de son droit de retour à la coutume ancienne, dans le cas où le roi violerait les promesses de la loi nouvelle (2). La clause est assez importante pour être textuellement citée : « *Si forte dominus rex* », disent les bourgeois de 1243, *de voluntate sua vellet nobis auferre quod non possemus singulis annis, nobis, in forma predicta, creare maiorem, communiam et iuratos, sicut nobis concessit ; libere redeamus ad pristinas libertates et consuetudines nostras, quas habuimus ante donationem maioritatis et eis utamur ut prius* (3).

Cette stipulation de retour fut ratifiée dans la suite, à diverses reprises, par les successeurs d'Henri III. Par son caractère nettement résolutoire, elle nous montre la commune traitant sur un pied d'égalité avec ses suzerains. Et de fait, ceux-ci respectèrent fidèlement le pacte constitutionnel, sauf dans deux ou trois circonstances, où des motifs d'ordre public les amenèrent à y déroger provisoirement. Au surplus, quand il leur arrivait de s'en écarter sur des points de détail, la commune ne faisait pas faute d'exiger, à titre de réparation, des « lettres de non-préjudice », par lesquelles ils reconnaissaient l'infraction commise et promettaient de ne jamais l'invoquer comme un précédent. C'est ce qui arriva en 1244, à propos d'un bourgeois de Dax poursuivi pour crime à Bordeaux, contrairement au privilège qui lui appartenait de n'être jugé que par ses concitoyens (4). C'est ce qui arriva également, à propos de la convocation adressée par le prince Noir aux jurats, pour qu'ils allassent lui prêter

(1) Cf. Introduction, pp. XXXI-XXXII. — (2) *Ibid.*, p. XXXIII.

(3) *Ibid.*, p. XXXIV. — (4) *Livre noir*, texte imprimé, p. 266.

serment à Bordeaux, lors de sa prise de possession de la principauté de Guyenne. Le prince dut reconnaître qu'il avait excédé son droit et que les jurats n'étaient pas tenus de lui aller faire serment en dehors de leur résidence (1).

* * *

A cette situation politique fortement assise, correspondaient des pouvoirs très étendus. Le maire et les jurats réunis en corps formaient la cour de Dax dont les attributions, judiciaires surtout, doivent être signalées comme uniques dans l'histoire des institutions municipales.

La Cour de Dax cumulait deux juridictions distinctes. En première instance, elle jugeait les affaires de la cité et de sa banlieue ; en appel, elle jugeait les affaires de toute la Gascogne. Cette compétence si extraordinaire pour des magistrats municipaux, ne peut être mise en doute, car elle est formellement attestée par une charte d'Alienor, reine d'Angleterre, femme d'Henri III (1263) (2) et par une autre de son fils Edouard (1277), confirmée lors de l'occupation française de la Guyenne, d'abord par Jean de Burlac, sénéchal du roi de France (3), ensuite par Philippe le Bel en personne (4). Cependant, il y a peut-être lieu de distinguer entre la prérogative légale et son application pratique. M. A. relève à cet effet les appels mentionnés dans le coutumier, avec leur lieu d'origine et arrive ainsi à reconstituer d'une manière certaine le domaine judiciaire de la cour d'appel de Dax au XIV^e siècle : « Il embrassait, ou peu s'en faut, le périmètre actuel du département des Landes ; en outre, du côté du midi, la vicomté de Sault de Navailles qui touchait aux portes d'Orthez, plus au sud-ouest, sur la rive gauche du Gave, la seigneurie de Bidache ; il pénétrait enfin jusqu'aux Pyrénées par la vicomté de Soule, enclave resserrée entre la Basse-Navarre et le Béarn » (5).

Les affaires d'appel étaient jugées sur mémoire, après une procédure préliminaire aussi simple qu'originale. L'appel était interjeté d'ordinaire de vive voix et sur-le-champ. Au bout de quelques jours, mémoires et pièces à l'appui étaient examinés, en présence des parties, par les premiers juges, qui en éliminaient les détails oiseux ou perfides, puis on les confiait à un messenger chargé de les porter aux seconds juges et de les rapporter avec l'arrêt dans un délai fort court (6). Le messenger porteur d'un appel à la cour de Dax était inviolable (7).

(1) *Livre noir*, p. 165. — (2) P. 238. — (3) P. 181. — (4) P. 286.

(5) Introduction, p. xcvi et s. — (6) P. cv et suiv. — (7) P. cvii.

« Le respect d'un principe supérieur d'auto-gouvernement communal s'imposant à la royauté durant des siècles, tel est le fait capital que découvre l'étude des institutions politiques dacquoises au moyen-âge. L'étude des institutions judiciaires présente le spectacle non moins curieux d'une magistrature municipale étendant son empire hors les murs, faisant jurisprudence même en matière féodale, et corrigeant par l'esprit progressiste de ses décisions, les tendances autoritaires de la justice des seigneurs. » (1)

Pour en finir avec l'historique de la commune de Dax, tel qu'il se dégage de ce volume, de l'Introduction surtout, pleine de détails précis et de faits appuyés sur preuves, il nous faudrait parler encore des traités de paix ou de commerce passés entre Dax et les villes voisines : Mont-de-Marsan, Saint-Sever, Bayonne, Orthez (2). Il faudrait jeter un coup d'œil rapide sur le chapitre II de l'Introduction (1^{re} partie) qui résume le *Livre des Etablissements* et avec eux « la vie intime de la cité, il y a cinq ou six cents ans ». Il y a là une foule de détails très curieux sur les solennités religieuses qui accompagnaient chaque année l'élection des jurats et du maire, sur la nomination des officiers de la commune, sur la police intérieure de la ville, la réglementation des corps de métiers et, en général, sur les mœurs et les coutumes de nos aïeux au moyen âge. Nous aurons à insister sur la haute signification sociale et la moralité profonde de ces institutions derrière lesquelles s'abritaient, protégées et garanties, les libertés publiques et le droit privé : telle la formule du serment que les maires de Dax devaient prêter à leur entrée en fonction. Ce n'est qu'à bon escient, et à des hommes pleinement conscients de leur charge et de leur responsabilité, que nos pères remettaient l'administration de la chose publique et la sauvegarde de leurs droits particuliers. Avant la Déclaration des droits de l'homme, ils avaient pleine conscience de leurs droits et de leurs devoirs et n'étaient pas moins que nous attachés à leurs libertés. Ils n'ignoraient pas davantage les moyens de les garantir et confirment par leur exemple la justesse du mot de Madame de Stael : « C'est la liberté qui est ancienne et la servitude qui est moderne. »

* * *

Mais nous sommes obligés de nous borner et de passer à la seconde partie de l'Introduction, consacrée au commentaire du *Coutumier*. Le

(1) Introduction, p. CVIII. — (2) *Livre noir*, pp. 200, 272, 300, 401, 424.

caractère technique de cette partie de l'ouvrage pourrait effaroucher, au premier abord, les esprits peu familiarisés avec l'histoire du droit, mais un rapide coup d'œil les rassurera bien vite et ils se sentiront attirés vers une lecture que la clarté des exposés, la surprise des rapprochements et plus encore le pittoresque des formules et des coutumes rendent particulièrement intéressante. Extraire la règle juridique qui se dégage de tel texte plus ou moins obscur, ou de telle espèce dont le sens précis peut nous échapper aujourd'hui, n'était pas toujours chose facile ; mais M. Abbadie, en sa qualité d'ancien magistrat, était ici entièrement dans son domaine, et il s'est chargé, pour le plus grand profit du lecteur, de cette tâche qui exige une étude très attentive, en même temps qu'une profonde connaissance du droit. Il a synthétisé les matières un peu diffuses du code de Johan de la Porte en cinq chapitres, dont le premier traite de la Procédure civile : police des audiences, introduction de la demande, délais d'instance, enquêtes, serments à Saint Vincent, dépens. Notons l'usage singulier et très primitif de déterminer l'heure légale d'après l'indication des phénomènes familiers de la nature. A Dax, comme en Béarn et en Aragon, la journée judiciaire prenait fin dès l'apparition des étoiles. A partir de ce moment, toute opération de justice devait être suspendue : *Note segont la costume que despuis que apparen les estelles, negun no es tengut de pleyteyar ny de responde a partide* (1).

Tout siège juridictionnel avait son autel sur lequel on prêtait serment. On jurait à Aire sur l'autel de sainte Quitterie : *en la preciose martre de sante Quittiere deu maas d'Ayre*. Les justiciables de Dax et même d'ailleurs, dans les cas d'importance, prêtaient serment sur la tombe de saint Vincent de Xaintes, patron de tout le diocèse de Dax (2).

Le second chapitre est consacré au droit de famille, de beaucoup le plus caractéristique, parce qu'il resta opiniâtrement réfractaire à l'influence des législations étrangères et, notamment, à celle du droit romain. Le droit d'aînesse était à Dax la base du droit successoral, en ligne collatérale, comme en ligne directe. Le père de famille pouvait disposer à son gré des « conquêts », c'est-à-dire des choses acquises par son travail ou son industrie, mais non des biens de souche dits *papoaux*, venus par héritage du grand-père, *papoun*. Ceux-ci passaient de plein droit à l'aîné, et il en était de même des « conquêts », si le père mourait

(1) Introduction, p. CIX. — (2) P. CXIV.

sans faire testament. En ligne directe, comme en ligne collatérale, le plus proche habile à succéder portait le nom de *prim*. Ce droit d'aînesse, particulièrement cher aux populations rurales, remontait plus haut que la féodalité, et se rattachait à des origines antiques. La preuve, c'est que les filles n'en étaient pas exclues. La fille aînée, en concours avec des frères cadets, était *prime*, c'est-à-dire héritière présomptive, et plus tard *daune*, chef de maison. Ce fut probablement le droit primitif de tout le pays compris entre la Garonne et les Pyrénées. Il existait encore aux environs de Dax, au XVI^e siècle, dans la baronnie de Saubusse, dans la vicomté de Maremne, dans les paroisses de Rivière, Josse et Sames. Il persista jusqu'à la Révolution, en pays basque et dans les hautes montagnes de la Bigorre. Ce droit si étranger à notre conception de l'autorité et de la hiérarchie familiales était, d'après un passage de Strabon, pratiqué chez les Cantabres. Une pareille origine s'explique historiquement par l'antique solidarité de race qui unissait les Celtibériens d'Espagne à ceux de la Gaule, « quand on voit par exemple ces mêmes Cantabres, dont Strabon ne parlera que sous Tibère, accourir soixante-dix ans auparavant, à l'appel de leurs frères de l'est, et arroser de leur sang les plaines de l'Adour, pour disputer aux légions de Crassus l'indépendance de l'Aquitaine. » (1)

Le droit d'aînesse avait sa source dans le principe d'indivisibilité du patrimoine qui était la loi fondamentale de la famille antique. Au fond, c'était la famille qui possédait le domaine « éminent » dont les héritiers n'étaient, dans la succession des temps, que les dépositaires viagers. On voit par de nombreuses formules du cartulaire de Sorde ce qu'était le collectivisme familial, au moyen âge, et son rôle dans les transmissions diverses de la propriété (2). Du collectivisme familial dérivait la formalité du concours du *prim* à l'aliénation des biens de lignage, le retrait lignager, les retours de dot, institutions solidaires les unes des autres et absolument étrangères au droit romain, « qui constituaient la législation forale, à l'abri de laquelle vécurent et luttèrent durant plus de quatorze siècles les petites autonomies de la Gascogne adourienne. » (3)

Le chapitre III traite des contrats et obligations. Il renferme, en ce qui concerne notamment les voies d'exécution, des particularités coutumières très intéressantes.

(1) Introduction, p. CXXIV. — (2) P. CXXX, notes. — (3) P. CXX.

Le chapitre du droit criminel surprend par le respect que la coutume professait pour la liberté individuelle. Loin de prétendre d'avoir inventé ce respect, peut-être conviendrait-il mieux de dire qu'au temps où nous sommes nous l'avons un peu oublié.

Enfin, l'Introduction se termine, sous le titre de droit féodal, par une étude sur la condition des populations rurales de nos contrées au moyen âge. Le domaine y était divisé en *tenures* ou *casaux* que cultivaient des tenanciers appelés *casalers*, *casales*. M. A., s'appuyant sur l'autorité de Du Cange, croit que les « casaliers » procédaient socialement des *casarii* du code Théodosien, c'est-à-dire de ces serfs laboureurs qui eurent les premiers un domicile individuel et qui, voués de père en fils à la culture du même lopin de terre, finirent par dépendre beaucoup plus de la terre que de leurs maîtres (1). La plupart d'entre eux restèrent de longs siècles soumis au servage de la glèbe ; on les appelait *questaux*. M. A. nous dépeint leur situation économique et juridique, d'après un dénombrement ordonné par Gaston Phœbus en 1387 (2). Avec les progrès des mœurs, les questaux finirent tous par devenir simplement censitaires ou fivatiers, c'est-à-dire tenanciers libres et quasi-propriétaires du domaine qu'ils cultivaient.

. * .

Si je ne m'abuse, les quelques pages qui précèdent donnent une idée assez exacte de tout ce que M. A. a condensé de matière, accumulé de matériaux et réuni d'observations historiques dans cette belle Introduction qui se place en tête du *Livre noir* et des *Etablissements*, comme de magnifiques propylées de style moderne devant les restes mutilés d'un temple antique. Le public savant l'a flatteusement remarqué. « Laissez-moi vous dire tout particulièrement, écrit l'un des membres de la Société des Archives historiques de la Gironde, combien votre préface claire, méthodique, documentée, m'a intéressé ; elle augmente singulièrement la valeur historique du texte qu'elle précède et qu'elle éclaire, et, jointe à lui, elle va vous valoir certainement de justes succès et de hautes approbations » (3). « C'est, dit un critique, une œuvre magistrale sur la constitution, la vie sociale et communale de la ville de Dax et des villes du Sud-Ouest au moyen âge... Cette étude est à suivre attentivement

(1) Introduction, p. CLXXVI. — (2) P. CLXXVIII.

(3) Lettre de M. le Président Habasque à M. F. Abbadie.

d'un bout à l'autre ; mais il me plaît de signaler particulièrement le chapitre consacré au droit féodal, où l'auteur a traité remarquablement cette question si embrouillée de la condition du menu peuple, des serfs et des vilains au moyen âge » (1). Ce n'est pas seulement le droit féodal, c'est l'institution communale que M. A. étudie de près et qu'il n'a pas de peine à rattacher à l'institution romaine des municipes, dont les vestiges disséminés ou recouverts par les alluvions barbares avaient gardé, malgré le temps et les révolutions humaines, assez de sève vigoureuse, pour reverdir après huit siècles de fermentation silencieuse et s'épanouir dans le mouvement communal. A la vérité, M. A. nous avait initiés à ces choses dans son *Histoire de la commune de Dax*, qui est à son *Introduction* d'aujourd'hui à peu près ce que cette même *Introduction* est au *Livre noir* et aux *Etablissements*.

Cette Introduction, toutefois, n'est ni le seul ni même le premier mérite de ce volume. Les profanes, je l'ai dit, se contenteront de l'Introduction et de jeter un coup d'œil distrait et curieux sur les 73 chartes ou diplômes contenus dans le corps de l'ouvrage. Les savants eux-mêmes ne verront pas sans plaisir qu'une plume aussi consciencieuse qu'experte a su exprimer, en un langage aussi remarquable par sa sobriété que par sa distinction, toute la substance contenue dans les vieux documents. Mais tout en sachant gré au savant éditeur de leur avoir si bien résumé et coordonné la matière contenue dans les textes, ils lui seront reconnaissants de son minutieux travail de copie. Et c'est justice. Outre que ça n'a pas été une médiocre besogne de déchiffrer ces textes anciens et d'en faire une édition, munie de tous les accessoires que comporte une publication de ce genre ; outre qu'une simple transcription faite avec conscience et d'après les bonnes méthodes paléographiques constitue, à elle seule, une source documentaire de premier ordre, il convient de remarquer de plus que M. A., pour rendre son ouvrage d'un maniement plus facile et d'une utilisation plus commode, a voulu l'enrichir de tout ce qui pouvait en faire un instrument plus à portée de main ; et c'est dans ce but qu'il a multiplié les sommaires détaillés et ajouté au texte soit un glossaire gascon, soit une table onomastique, qui expliquent les lettres des documents, comme l'Introduction en explique le sens ou en démontre la portée historique.

C'est ainsi que le présent volume devient à la fois la source aussi

(1) *La Tradition*, revue illustrée internationale du folklore, juin 1903, p. 185.

précieuse que facile à consulter, pour tous ceux qui s'occupent de notre histoire locale et de l'histoire du Sud-Ouest tout entier, pendant le moyen âge. Pas mal de travaux ont été publiés déjà sur ces sujets. Plus d'une fois, avant et après M. Dompnier de Sauviac, les archives de la ville de Dax avaient été interrogées et consultées par des chercheurs, aussi curieux qu'érudits. Comment se fait-il que le *Livre rouge* et le *Livre noir*, sans être ignorés du public, aient été dédaignés, comme si leurs folios, richement enluminés et fortement reliés, n'avaient aucun secret à nous apprendre sur la vie de nos ancêtres, à une époque déjà très lointaine de la nôtre ? Et pourtant, restés jusqu'à l'heure complètement inédits — sauf pour deux ou trois pièces — ils attendaient dans l'ombre d'une armoire municipale la main de l'éditeur laborieux et patient, qui devinerait le prix de leur contenu et céderait au plaisir d'en faire bénéficier le public. C'est M. A. qui s'est fait cet éditeur patient et persévérant : ceux qui verront de près le volume pourront dire avec quel succès.

Les amateurs d'histoire locale doivent donc à M. A. une vive reconnaissance pour les ressources qu'il met à leur disposition. Les philologues ne se croiront pas beaucoup moins obligés vis-à-vis de lui. Les textes écrits en idiome gascon ne nous manquent pas : les textes imprimés sont toutefois assez rares et les textes, écrits dans une langue qui remonte jusqu'au plein moyen âge, sont plus rares encore. Ceux du *Livre noir*, reproduits du *Livre rouge*, avec quelques variantes soigneusement notées par l'éditeur, nous permettent de saisir les origines de notre idiome gascon assez près de ses débuts, au cours du treizième siècle. C'est assurément une bonne fortune pour tous ceux qu'intéressent les questions de linguistique. La lecture de ces textes sera, pour tous les philologues et les romanisants, l'occasion d'une foule de remarques intéressantes par la comparaison qu'il sera facile d'établir entre cet idiome parlé à Dax, dans le courant du XIII^e siècle, et les autres idiomes en voie de formation ou de développement sur les divers points de l'Occitanie ; entre ce qu'il était alors et ce qu'il est devenu aujourd'hui, sous la plume de nos félibres toulousains, agenais ou gascons ; entre ce qu'il était lui-même et ce qu'était de son côté l'idiome plus favorisé, dont les transformations devaient aboutir par un heureux concours de circonstances historiques au français moderne. Je crois même savoir que ce point de vue a particulièrement frappé les savants rédacteurs des *Annales du Midi*, qui se proposent de mettre en lumière tout l'intérêt qui découle pour les philologues de l'étude de ces textes édités par M. A.

Telles sont, pour autant que mon incompetence suffit à les reconnaître, les raisons de l'accueil particulièrement favorable qui a été fait et qui devait être fait à l'édition récente du *Livre noir* et des *Etablissements de Dax*. Ceux qui ne sont ni des érudits, ni des savants voués au patient labeur des reconstructions historiques, ni des médiévistes, ni des romanisants, ni des spécialistes de la philologie ou du folklore, mais seulement des esprits droits et des âmes sincères, ne sauraient manquer d'être vivement intéressés et fortement saisis par la lecture de ces documents. A travers ces pages, ils verront surgir les choses à jamais disparues d'un monde depuis longtemps évanoui ; ils pénétreront avec quelque étonnement, et peut-être avec un respect admiratif, dans ces sociétés du moyen âge dont on leur a dit que l'histoire ne mérite guère plus d'être écrite « que celle des ours et des loups ». Le mensonge voltairien éclatera avec toute son évidence à leurs yeux. Ils verront le soin et le tempérament avec lesquels la royauté exerçait ses devoirs de protection et son droit de tutelle sur les cités soumises à son pouvoir ; ils verront avec quelle conscience et quel sentiment profond de la justice nos pères s'appliquaient à faire que le droit de chacun fut sauvegardé et protégé ; quel respect on y professait de la liberté individuelle et du droit de chacun ; quelles précautions étaient prises pour que la justice ne s'écartât ni de la voie qu'elle avait le devoir de suivre, ni de la mesure avec laquelle elle devait punir. Ils verront que nous avons inventé beaucoup moins de choses que notre vanité ne tendrait à le faire croire ; que ni le goût de la liberté, des libertés et des franchises, ni le besoin de justice sociale, ni la résistance à l'oppression, ne sont choses nouvelles. Les jurats de Dax, dès le XIII^e siècle, comme les bourgeois du XVIII^e siècle, surent revendiquer toujours, même en face du pouvoir royal qui exagérait ses prétentions et ses droits, le maintien de leurs immunités qui n'étaient autre chose que leur droit à la liberté civile et communale et constituait leur liberté politique. La ville de Dax n'eut qu'à se louer des attentions de ses souverains pour elle : ses souverains n'eurent qu'à se féliciter de la fidélité avec laquelle elle servait leur cause, affirmant jusque dans la devise de ses armes : *regia semper*, qu'elle ratifiait de tout cœur la parole de l'évêque Geoffroy à l'abbé Suger, que la cité de Dax était « propriété du roi. » Devise essentiellement libérale, car elle signifie que la commune dacquoise, à la différence d'un très grand nombre d'autres communes méridionales, se refusa toujours à dépendre d'un seigneur secondaire, ecclésiastique ou laïque, ainsi d'ailleurs qu'à diverses reprises

elle en manifesta l'expresse volonté aux rois anglais, en faisant valoir son titre privilégié de *Chambre royale*.

Voilà à quoi songeront, en lisant ces pages, ceux qui sont facilement frappés par les contrastes qui s'y découvrent, entre les âges présents et les âges passés. C'est donc une série de titres glorieux pour la cité dacquoise que M. A. vient d'exhumer de la poudre de nos archives et de rendre à la grande lumière du jour. Une fois le volume parcouru, on se souvient de ce que Voltaire écrivait à Montesquieu après la lecture de *l'Esprit des Loïs* : « Le monde avait perdu ses lettres de noblesse, vous les lui avez rendues. » Dax ignorait ses titres de noblesse ; M. le Président de la Société de Borda les a retrouvés et les lui a fait connaître.

PAUL LAHARGOU.



CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

EN 1904

Le 42^e Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à la Sorbonne le 5 avril 1904. A ceux de nos confrères qui désireraient y participer par leurs travaux, nous signalons les sujets ci-dessous, proposés pour la Section d'Histoire et de Philologie. Nous les prévenons en outre que les Mémoires doivent parvenir au Ministère de l'Instruction publique, 5^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur, *avant le 20 janvier prochain.*

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE

1^o Indiquer les manuscrits exécutés au Moyen âge dans un établissement ou dans un groupe d'établissements d'une région déterminée. Rechercher les particularités d'écriture et d'enluminure qui caractérisent ces manuscrits.

2^o Etudier les authentiques de reliques conservées dans les trésors de diverses églises.

3^o Signaler les cartulaires, les obituaires et les pouillés conservés en dehors des dépôts publics.

4^o Critiquer les actes apocryphes ou interpolés, publiés ou inédits. A quelle date et pour quels motifs les fraudes de ce genre ont-elles été commises ?

5^o Rechercher dans les chartes antérieures au milieu du XIII^e siècle les surnoms ou sobriquets qui peuvent accompagner les noms de personnes.

6^o Relever dans les chartes antérieures au XIII^e siècle, et pour une région déterminée, les noms des témoins ; les classer de manière à fournir des indications précises pour aider à la chronologie des documents qui ne

sont pas datés. — Etablir et justifier la chronologie des fonctionnaires ou dignitaires civils ou ecclésiastiques dont il n'existe pas de listes suffisamment exactes.

Ces listes seront utiles pour fixer la chronologie des documents dépourvus de date et pour identifier les personnages simplement désignés par le titre de leurs fonctions. Les documents financiers peuvent aider à les établir.

7° Signaler dans les archives et dans les bibliothèques les pièces manuscrites ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes.

Mettre à la disposition du Comité une copie du document, collationnée et toute préparée pour l'impression selon les règles qui ont été prescrites aux correspondants, avec une courte notice indiquant la date certaine ou probable du document, les circonstances dans lesquelles il a été rédigé, les dispositions qui le différencient des textes analogues de la même région, les noms modernes et la situation des localités mentionnées, etc.

8° Etudier l'administration communale sous l'ancien régime, à l'aide des registres de délibérations et des comptes communaux. Définir les fonctions des officiers municipaux et déterminer le mode d'élection, la durée des fonctions, le traitement ou les privilèges qui y étaient attachés.

9° Etablir, à l'aide des anciens registres de comptes, des registres cadastraux et autres documents, et, pour une période déterminée antérieure à la Révolution, quelles étaient les sources de revenus d'une commune ou d'une communauté ?

10° Signaler, pour les XIII^e et XIV^e siècles, les listes de vassaux ou les états de fiefs mouvant d'une seigneurie ou d'une église quelconque ; indiquer le parti qu'on en peut tirer pour l'histoire féodale et pour la géographie historique.

11° Registres paroissiaux antérieurs à l'établissement des registres de l'état civil ; mesures prises pour leur conservation ; services qu'ils peuvent rendre pour l'histoire des familles ou des pays, pour les statistiques et pour différentes questions économiques.

12° Chercher dans les registres de délibérations communales et dans les comptes communaux les mentions relatives à l'instruction publique : subventions, nominations, listes de régents, matières et objet de l'enseignement, méthodes employées.

13° Etudier les procédés employés dans les petites écoles, antérieurement au XIX^e siècle, pour enseigner aux enfants la lecture et l'écriture.

14° Origines et histoire des anciens ateliers typographiques en France.

Faire connaître les pièces d'archives, les mentions historiques et les anciens imprimés qui peuvent jeter un jour nouveau sur la date de l'établissement de l'imprimerie dans chaque localité, sur les migrations des premiers typographes et sur les productions sorties de chaque atelier.

15° Relever dans les privilèges accordés pour l'impression des livres les particularités utiles pour différentes études et surtout pour l'histoire littéraire.

16° Rechercher à quelle époque les administrations civiles ou religieuses ont commencé à faire imprimer les pièces dont elles devaient se procurer de nombreux exemplaires (affiches, circulaires, mandements, formules d'actes financiers, etc.).

17° Rechercher les questionnaires envoyés à diverses époques par les intendants, les évêques ou tous autres représentants de l'autorité publique, pour obtenir des renseignements statistiques, économiques et administratifs sur l'état des paroisses ; signaler les réponses qui ont été conservées.

18° Etudier les documents qui pourraient servir à l'histoire de la presse sous l'ancien régime (fraudes, contrefaçons françaises ou étrangères, impressions clandestines, imprimeries de famille, etc.).

19° Donner des renseignements sur les livres liturgiques (bréviaires, diurnaux, missels, antiphonaires, manuels, processionnaires, etc.) imprimés avant le XVII^e siècle, à l'usage d'un diocèse, d'une église ou d'un ordre religieux.

20° Recueillir les renseignements qui peuvent jeter de la lumière sur l'état du théâtre, sur la production dramatique et sur la vie des comédiens en province depuis la Renaissance.

21° Exposer, d'après les registres versés récemment par l'Administration de l'Enregistrement aux archives départementales, comment était organisé et fonctionnait, à la fin de l'ancien régime, le service de la perception des droits domaniaux du Roi (contrôle des actes, insinuations laïques, centième denier, etc.).

Indiquer le parti qu'on peut tirer de ces registres pour les études historiques.

22° Etudier pour une région déterminée le rapport des mesures anciennes avec celles du système métrique.

23° Etudier la vie littéraire dans une ville ou une région de la France au XVIII^e siècle, avant la Révolution.

Sans négliger les écrivains locaux, on recherchera les faits et documents qui peuvent faire connaître l'activité intellectuelle et les goûts du public, ainsi que le rôle de la littérature dans la vie nationale.

24° Organisation et fonctionnement d'une des assemblées municipales établies conformément à l'édit de juin 1787.

25° Dresser la liste des documents d'archives qui peuvent servir à faire connaître, dans un département, l'application de la Constitution civile du clergé.

26° Etudier les délibérations d'une ou de plusieurs municipalités rurales pendant la Révolution, en mettant particulièrement en lumière ce qui intéresse l'histoire générale.

27° Etudier, dans un département ou dans une commune, la levée, la composition et l'organisation des bataillons de volontaires pendant la Révolution.

28° Tracer l'histoire d'une société populaire pendant la Révolution.

29° Etudier les variations de l'esprit public dans un département sous le Consulat et l'Empire, d'après les procès-verbaux d'opérations électorales et d'après les autres sources imprimées ou manuscrites.

30° Etudier, dans un département ou dans une commune, le fonctionnement de la conscription militaire de l'an VI à 1815.

SECTION DES SCIENCES

22° Les sanatoria d'altitude et les sanatoria marins.

27° La lèpre et la pellagre en France.

OBSERVATOIRE DE LA SOCIÉTÉ DE BORDA

Mois de Juillet 1903

JOURS	Baromètre		Thermomètre		Hygromètre		VENT	NÉBULOSITÉ	PLUIE en millim.
	Matin	Soir	Minimum	Maximum	Matin	Soir			
Merc. 15	757.45	755.95	10.2	35.4	69	28	N. NO.	1	
Jeudi 16	756.50	752.90	18.8	24.	80	83	O. NO.	7	2 ^m /m
Vend. 17	754.35	753.	17.	28.9	89	57	O.	6	9 ^m 8
Sam. 18	755.60	755.80	15.8	25.2	94	49	NO.	8	21 ^m 8
Dim. 19	758.70	761.50	13.8	21.3	89	76	O.	9	47 ^m 6
Lundi 20	755.15	766.20	13.8	26.9	90	92	O.	7	9 ^m /m
Mardi 21	767.55	766.	14.2	24.4	83	59	O. NO.	4	1 ^m /m
Merc. 22	762.15	757.30	11.8	28.8	90	62	NO. O.	4	
Jeudi 23	754.95	758.55	17.5	21.	88	60	NO. O.	8	16 ^m 5
Vend. 24	763.40	762.50	13.8	23.6	82	53	O. NO.	5	1 ^m /m
Sam. 25	761.65	758.60	10.6	30.	80	41	N. SO.	2	
Dim. 26	761.55	763.55	16.2	21.2	87	72	O.	9	5 ^m 2
Lundi 27	764.60	754.55	10.	25.5	79	70	O.	8	
Mardi 28	763.95	762.25	17.8	28.3	85	59	O.	5	0 ^m 8
Merc. 29	762.	761.45	18.3	24.6	85	59	O.	7	0 ^m 5
Jeudi 30	761.60	763.45	15.9	22.8	77	51	O.	6	
Vend. 31	765.15	765.05	12.	24.5	77	55	O.	5	0 ^m 5
Extremes	767.55	752.90	10.	35.4	94	41	N. 2 NO 7 O. 14 SO. 1	9.0	
Moyennes	760.43		20.1		72.29		S. NE. E. SE.	5.9	

Mois d'Août 1903

JOURS	Baromètre		Thermomètre		Hygromètre		VENT	NÉBULOSITÉ	PLUIE en millim.
	Matin	Soir	Minimum	Maximum	Matin	Soir			
Sam. 1	765.40	761.10	9.	27.4	75	46	SE.	0	
Dim. 2	761.10	763.50	14.2	25.1	77	72	O.	7	
Lundi 3	763.55	763.40	13.2	26.7	72	51	O.	3	
Mardi 4	765.	763.70	17.3	28.2	91	56	O.	7	
Merc. 5	765.45	765.20	15.2	29.6	78	60	SO. O.	3	
Jeudi 6	766.70	763.75	16.8	28.2	57	55	SO.	7	
Vend. 7	761.40	757.20	13.2	32.3	82	48	SO.	1	
Sam. 8	757.30	760.20	16.8	30.	80	81	SO.	5	
Dim. 9	760.10	762.85	17.9	27.8	87	70	NE. O.	9	
Lundi 10	762.45	762.30	16.8	24.6	74	53	SE. O.	4	4 ^m 2
Mardi 11	759.45	758.45	11.7	32.	70	41	SE.	3	
Merc. 12	760.40	760.20	14.2	29.4	82	63	SE.	6	
Jeudi 13	762.35	759.15	16.5	29.5	86	42	SE.	5	
Vend. 14	752.35	751.15	16.5	32.8	84	57	SO. O.	8	
Sam. 15	757.30	757.90	16.	23.2	63	72	O. SO.	6	3 ^m 8
Dim. 16	757.60	758.	12.4	25.2	50	46	O. SO.	6	
Lundi 17	758.15	761.90	11.4	24.2	82	66	SO. NO.	5	
Mardi 18	761.10	758.50	9.4	30.7	77	56	E. O.	4	
Merc. 19	758.50	757.90	13.4	23.1	92	57	O.	7	13 ^m
Jeudi 20	763.65	760.35	8.	27.7	80	47	S. E.	0	
Vend. 21	756.65	757.	12.1	29.4	81	42	S. O.	2	
Sam. 22	757.50	756.35	16.8	26.3	87	76	SO. O.	8	0 ^m 7
Dim. 23	757.55	757.55	14.	24.3	100	57	NO. SO.	6	19 ^m 6
Lundi 24	757.85	760.70	11.3	28.7	80	57	E. O.	5	
Mardi 25	763.15	764.80	14.4	22.7	93	59	O.	8	11 ^m 3
Merc. 26	768.15	767.60	8.4	24.	91	52	E.	0	
Jeudi 27	766.40	763.40	8.5	29.3	85	49	E.	0	
Vend. 28	765.25	764.35	12.2	31.4	87	43	SO. O.	0	
Sam. 29	765.05	765.70	14.7	27.2	92	53	O.	5	
Dim. 30	766.50	764.70	17.2	28.5	87	47	E.	5	
Lundi 31	763.50	762.15	12.6	33.2	84	42	E.	0	
Extrêmes	768.15	751.15	8.	33.2	100	41	N. NE. 1 S. 2 NO. 2 E. 6 SE. 6 O. 17 SO. 11	9.0	
Moyennes	761.26		20.72		68.67			4.3	

Mois de Septembre 1903

JOURS	Baromètre		Thermomètre		Hygromètre		VENT	NÉBULOSITÉ	PLUIE en millim.
	Matin	Soir	Minimum	Maximum	Matin	Soir			
Mardi 1	761.45	760.35	14.	35	69	37	E. SO.	0	
Merc. 2	756.90	760.30	15.2	33.8	72	50	E. O.	3	
Jeudi 3	764.30	762.75	18.	26.1	90	75	NO. O.	8	5 ^m /m
Vend. 4	760.	757.10	15.3	33.1	89	75	E.	7	1 ^m 7
Sam. 5	759.30	759.15	19.2	31.	82	43	SO.	4	
Dim. 6	758.80	761.25	16.8	26.8	70	85	E. O.	7	
Lundi 7	765.30	767.35	16.1	17.7	84	90	O.	10	44 ^m /m
Mardi 8	768.	767.50	14.1	24.2	80	53	O.	5	15 ^m /m
Merc. 9	766.70	764.55	9.3	24.3	89	45	E. O.	1	
Jeudi 10	765.65	761.55	13.5	23.8	71	55	E. O.	5	0 ^m 5
Vend. 11	756.70	756.70	12.7	20	96	65	O.	10	0 ^m 6
Sam. 12	754.25	754.20	11.8	18.	87	78	O.	8	5 ^m 4
Dim. 13	754.50	754.85	8.3	18.6	87	90	O.	10	8 ^m 7
Lundi 14	764.90	766.90	8.8	19.2	80	55	O.	4	23 ^m 5
Mardi 15	769.50	766.95	7.	19.5	86	59	O.	7	2 ^m 5
Merc. 16	766.10	765.	7.9	20.3	90	59	O.	5	
Jeudi 17	765.70	763.95	5.	22.8	79	50	E.	0	
Vend. 18	761.65	758.35	5.8	24.4	71	51	E.	0	
Sam. 19	754.20	752.64	6.8	27.8	83	48	E.	5	
Dim. 20	753.10	749.95	12.3	25.2	89	81	E. NE.	9	
Lundi 21	752.90	754.45	15.1	20.9	81	81	O. SE.	6	4 ^m 1
Mardi 22	758.40	761.40	8.9	27.3	93	54	SE. SE.	0	
Merc. 23	763.95	765.15	10.1	27.7	83	57	E.	0	
Jeudi 24	765.45	764.85	11.4	28.4	90	70	E. O.	7	
Vend. 25	767.95	765.50	15.	26.3	90	72	SE. E.	4	
Sam. 26	765.45	762.90	12.	29.7	86	56	E.	2	
Dim. 27	761.15	758.35	15.	28.7	94	58	E.	7	1 ^m 5
Lundi 28	758.80	757.35	12.6	28.8	84	75	E.	5	0 ^m 8
Mardi 29	757.30	756.55	16.	29.	87	71	E.	6	
Merc. 30	761.55	759.40	16.	26.8	90	71	SO. SE.	7	
Extrêmes	769.50	749.95	5.	35.	96	43	N. NO. 1 O. 15 SO. 4 S. NE. 1 E. 17 SE. 4	10-0	
Moyennes	760.95		18.9		73.85			5.	



LES
CLARISSES DE DAX

HISTOIRE ET STATISTIQUE

(SUITE ET FIN)

- 1761-1764. S. Vincent ; boursière en 1754 ; vicaire en 1765-1766 ; abbesse de nouveau en 1771-1773.
- 1765-1766. S. Léon, pour la seconde fois.
- 1768-1770. S. Basile (Catherine de Galin, d^{lle}), reçue le 2 février 1738 : dot 2700 livres ; boursière en 1765-1766 ; morte le 16 septembre 1770.
- 1771-1773. S. Vincent, pour la seconde fois.
1774. S. Jérôme (Marguerite de Lalande, de S Cricq, fille de Noble François), reçue le 6 juin 1721 : dot 2500 livres.
1777. S. Charles (N... de Salha, d^{lle}) ; boursière en 1768-1773 ; vicaire en 1780 ; abbesse de nouveau en 1783-1788 ; vicaire de nouveau en 1788-1789 ; âgée de 68 ans en 1792.
1780. S. Ambroise (Elisabet d'Antin, d^{lle}), procuratrice en 1777 ; vicaire en 1783-1784 ; abbesse de nouveau en 1788 ; âgée de 68 ans en 1792.
- 1783-1788. S. Charles, pour la seconde fois.
- 1788-1789. S. Ambroise, pour la seconde fois.
1792. Ste Rose (Marie Lacroix, d^{lle}, fille d'Arnaud, de Bayonne), reçue le 3 juin 1728 : dot 4000 livres ; âgée de 80 ans en 1792. Je ne suis pas sûr qu'elle ait été abbesse.

VI. — LISTE DES RELIGIEUSES

J'excepte de cette liste les abbesses. Je donne de préférence le nom de religion, parce qu'on ne trouve guère que celui-là, et je le donne en observant l'ordre alphabétique. Il y aura inévitablement quelque double emploi que les découvertes ultérieures préciseront.

XVI^e siècle : Françoise de Laborde-Péboué, de Doazit, 1565.

XVII^e siècle : Sœurs : Jacqueline de S. Adrien, 1662-1682 ; boursière en 1682.

Marie de Ste Agnès (Marie de Lagoeyte, d^{lle}), reçue le 3 mai 1653, morte avant 1682.

S. Alexis de Loustalot, sœur converse, morte le 6 juin 1707.

Claire de S. Ambroise, 1687-1690.

Marie de S. André, 1657-1695.

Anne d'Antin de S. Pée, d^{lle}, fille de Noble Charles, reçue le 7 novembre 1671.

Marie d'Antin de S. Pée, d^{lle}, fille de Noble Charles, reçue le 18 avril 1682.

Mère de S. Antoine, 1677-1703 ; vicaire en 1677 ; morte le 12 février 1703.

Etiennette de S. Antoine (Etiennette de Maubourguet, fille de M^e Jean, notaire de Lit, et d'Isabeau Delest, d^{lle}, prit l'habit en 1656.

Jeanne de l'Ascension, 1662-1677.

Hélène de S. Augustin, 1657-1687.

Catherine de Bédouch, d^{lle}, reçue vers le 13 juin 1665 : dot 2000 livres.

Marguerite de Bédouch, d^{lle} (fille de M^e Jean, conseiller du Roi), reçue le 28 septembre 1632 : dot 1200 livres.

Madeleine de S. Bernardin, 1657-1709 ; morte le 11 avril 1709.

Catherine de Betbeder, d^{lle} (fille de Jean, escuyer, et de N... de S. Martin, d^{lle}), reçue le 1^{er} avril 1685 : dot 3000 livres.

Marie de Biaudos, d^{lle}, 1623.

Marie de Biaudos-Castéjà, d^{lle}, 1652.

Marguerite du Calvaire, 1657-1680.

Guirautine de Capdeville, d^{lle}, morte avant 1676.

Suzanne Cazenave, d^{lle} (fille de Jean, bourgeois et marchand de Dax), reçue le 6 juillet 1691, moyennant l'apport d'une maison.

Catherine de Cassen, d^{lle}, reçue le 13 juin 1664 : dot, la métairie de Carrère, en Seyresse.

Jeanne de Ste Catherine, 1687-1690.

Jeanne de Caupenne d'Amou, d^{lle} (fille de Léonard, baron d'Amou), reçue le 23 février 1686 : dot 2500 livres.

Marie de Caupenne d'Amou-Dornoague, d^{lle} (fille de Noble Jean-Hector d'Amou-Dornoague et de Marie de Bourdeau, d^{lle}), reçue le 23 février 1686 : dot 1500 livres.

Marie de S. Charles, 1657-1680.

Jeanne de S. Charles, 1687-1728.

Catherine de Ste Claire (sœur de M^e Fabien de Janin, chanoine), 1658-1677, morte avant 1682.

Marie de Ste Claire, 1687.

Diane de Classun, d^{lle} (fille de Noble Jean-Louis et de Catherine de Laminsans, d^{lle}), morte à Dax dans un âge très avancé.

Jacquette de La Croix, 1662-1665.

Jeanne de La Croix, 1657.

Jeanne-Marie de La Croix, 1677-1687.

Sœur de la Croix Lassalle (Marie de La Salle-Canenx, d^{lle}), 1672-1690, teste le 7 mai 1672.

Sœur de la Croix Dupuy, morte le 22 décembre 1709.

Jeanne de Dadou, d^{lle} (fille de M^e Louis), reçue le 12 avril 1680 : dot 1800 livres.

Pascale de Dadou, d^{lle} (fille de M^e Jean et de Marthe de Labadie, d^{lle}), 1676-1690, teste le 1^{er} mars 1676.

Jeanne de S. Denis (Jeanne de Laporte, d^{lle}), 1657-1695 ; vicaire en 1652-1664 et en 1687-1690, avait plus de 50 ans de profession en 1690.

Claire Destouesse, d^{lle}, de Pontonx, novice en 1691.

Marie Diharce, d^{lle}, 1601.

Françoise Dolives, d^{lle}, 1657.

Marie Dubernet, d^{lle}, 1680.

Jeanne Duchon, de Léon, sœur domestique, reçue le 1^{er} février 1697, moyennant 800 livres.

Françoise Dufraixe, dlle (fille de M^e Guillaume, notaire de S. Aubin), 1676.

Jeanne Dumarquet, dlle, 1601.

Gracie Dupée, dlle (fille de M^e Bertrand, notaire, et de Jeanne de Bordesoule, dlle), reçue au noviciat le 27 mars 1672 : dot 1000 livres.

Marie Dupuy, dlle, 1651.

Françoise Dutreuilh, dlle (fille de Jean, marchand d'Ossages, et de Jeanne Duboscq), reçue le 3 juin 1677.

Catherine Duverger, dlle (fille de Suzanne Dumarquet, dlle), reçue le 16 août 1680 : dot 2000 livres ; morte novice en 1680.

Françoise du S. Esprit, 1657-1690 ; vicaire en 1671.

Jeanne de S. Félix, 1687.

Catherine de S. Gabriel, 1670.

Pascale de S. Gabriel, 1677-1690.

Marie-Angélique-Marthe de S. Hyacinthe, 1671-1680.

Jeanne de S. Jean, 1657-1690.

Marthe de S. Jean, 1677-1680.

Marie de S. Jérôme, 1671-1680.

Anne de Jésus (N... Deslix, dlle), 1677-1718, morte le 24 mars 1718.

Marguerite de Jésus, 1657.

Catherine de S. Joseph, 1657-1704 ; vicaire en 1699-1704.

Marie de Jossis, dlle (fille de M^e Etienne, seigneur de Taller, et de Marguerite de Lacoste, dlle), reçue le 22 mars 1673 : dot 2000 livres.

Suzanne de Jossis, dlle (fille de M^e Jean, juge de Capbreton), reçue le 16 septembre 1689 : dot 1500 livres.

S. Justin (Hélène de Couppé, dlle, fille de M^e Jean et de N... de Bayle, dlle), reçue le 11 août 1682 : dot 2500 livres ; morte le 20 octobre 1700.

Catherine Lacau, sœur laïe, 1680.

Marthe de Lachapelle, dlle, professe au couvent des Clarisses de Mont-de-Marsan, prit l'habit à Dax le 21 août 1671.

Marie de Lalande, dlle (fille de M^e Jean, conseiller du Roi), reçue le 20 juin 1664 : dot 2000 livres.

Marthe de Lalande, dlle (fille de Noble Etienne), reçue le 19 avril 1683 : dot 2000 livres.

Claire de Lalande, dlle, sœur de la précédente, reçue le même jour.

Jeanneton de Lalande, dlle, sœur des deux précédentes, le même jour.

Jeanne de Lanevère, dlle (sœur de S^r Pierre, homme d'armes), reçue le 31 mai 1678.

Jeanne-Denise de Laporte, dlle, reçue le 16 septembre 1641 : dot 1500 livres.

Marie de Laporte, dlle (fille de M^e Louis, juge de Préchacq, et de Jeanne de Moneing, dlle), reçue le 1^{er} février 1676 : dot 2000 livres.

Marguerite de Lassalle, dlle (fille de Raymond, marchand de Doazit), sœur laie, reçue le 4 mai 1670 : dot 400 livres.

Marie de Lassalle, dlle (fille de M^e Joseph, lieutenant-général au sénéchal de Marsan, et d'Isabeau Dartiguenave, dlle), reçue le 26 mars 1671 : dot 3000 livres.

Marie de Laugar, dlle, reçue le 27 mars 1672.

Marie de S. Laurent, 1677-1701, morte le 26 décembre 1701.

Marguerite de S. Léon, 1671-1701.

Catherine de Lesburgères, dlle (fille de François, m^e chirurgien de Pontonx), sœur laie, morte novice avant 1671.

Jeanne de Lhomauger, dlle, 1621.

S. Marc, 1687.

Marie de Ste Marguerite, 1680.

Marguerite Maroy, dlle, morte le 20 février 1702.

Jeanne de Maroy, dlle (fille de M^e Adam), reçue le 3 avril 1687 : dot 1900 livres.

Jeanne de Martiac, dlle (fille de M^e Frédéric, conseiller du Roi, de Dax), reçue le 15 mai 1638 : dot une rente de 135 livres et 18 livres pour l'entretien annuel.

Isabeau de S. Martin, 1662-1690.

Marie de S. Martin, dlle (fille de Noble Fermey, seigneur de Bétuy, et de Marie de Lagoeyte, dlle), reçue en 1635 : dot 2400 livres ; elle vit en 1687.

Catherine de Mesplet, dlle, reçue le 3 juillet 1647 : dot 1800 livres.

Marguerite de S. Michel, 1657.

Marie de S. Michel, 1687.

Claire de Moneing, dlle (fille de M^e Pierre, avocat, et de Marie de Lagor, dlle), reçue le 6 janvier 1657 : dot la métairie de Lacaze en Œyreluy.

Marthe de Moras, dlle (fille de M^e Jean, avocat, et de Jeanne Dubernard, dlle), reçue le 8 mai 1672.

Etiennette de Notre-Dame, 1657-1702, morte le 16 août 1702.

Suzanne de la Passion, 1657-1670.

Marie de S. Paul (N... de Bernard, dlle), 1657-1700 ; boursière en 1678-1679 ; vicaire en 1692 ; morte le 23 décembre 1700.

Jeanne de Peyrous (fille de Bernard, de Doazit), sœur laïe, reçue en 1670 : dot 300 livres.

S. Pierre, morte le 6 décembre 1692.

S. Pierre (N... Duchon, dlle), morte le 4 mai 1706.

Laurence de S. Placide, 1671-1701.

Madeleine de Plantine (fille de Fortis, de S. Jean-de-Marsacq), sœur laïe, reçue le 4 avril 1686 : dot 150 livres.

Catherine du S. Sacrement, 1677.

Marie-Thérèse du S. Sacrement, 1680.

Marthe du S. Sacrement, 1687.

Marie des Séraphins, 1687.

Isabeau-Séraphique (Isabeau d'Antin de S. Pée, dlle), reçue le 18 avril 1682 ; elle fut vicaire et mourut le 17 mai 1707.

Isabeau de S. Martin, dlle (fille de Noble Fermy, seigneur de Bétuy), reçue avec une dot de 2000 livres, et morte avant 1683.

Jeanne de Sanguinet, dlle, 1670.

Marie de Subercazaux, dlle (fille de S^r François et de N... Dessarps, dlle), reçue le 16 septembre 1685 : dot 1800 livres.

Louise de Ste Thérèse, 1664-1695.

Marie de Ste Thérèse, 1657.

Sœur de Tous les Saints, 1690.

Anne de la Trinité (N... d'Antin de S. Pée, dlle), 1677-1690.

Marie de Ste Ursule (N... de Lartigau, fille de Bernard, laboureur de S. Lon), sœur laïe, reçue le 9 janvier 1683 : dot 150 livres.

Marie de S. Vincent (N... de Laugar, dlle), 1677-1709,
morte le 16 novembre 1709.

XVIII^e siècle : Ste Agnès (Françoise de Vidard, dlle, fille de Noble
Guillaume de Vidard d'Estibes, de Tartas), reçue le
5 avril 1766 : dot 2500 livres ; elle vit en 1771.

Ste Agnès (N... de Betheder, dlle), janséniste appelante,
1728.

S. Alexis (N... Dessarps, dlle), morte le 5 avril 1738.

S. André (N. Ducasau, dlle), morte le 22 mars 1752.

Angélique (Domengine de Maumen, dlle, fille de M^e Michel),
reçue le 2 octobre 1711, morte le 19 octobre 1759, à
66 ans.

Angélique, 1771.

Sœur des Anges (Jeanne Gaujet, dlle), novice en 1758,
teste le 16 mai 1758, morte le 20 décembre 1764.

Sœur des Anges (Marie Laporte, dlle, fille de S^r Bertrand,
affréteur de Lipostey, et de Jeanne Deyres, dlle), reçue
le 18 août 1771.

Ste Anne, morte le 2 janvier 1711.

Ste Anne, morte le 16 juin 1717.

Elisabeth d'Antin de St-Pée, dlle (fille de Jean-Paul,
colonel, et de N... de Paysan, dlle), reçue le 19 avril
1740 : dot 3000 livres.

S. Antoine (N... de Mora, dlle), 1712-1722, morte le 4 avril
1722.

Ste Appolonie, 1771.

L'Assomption, 1714-1751, morte le 11 mars 1751.

L'Assomption (Marie Laborde, dlle), âgée de 59 ans en
1792.

Catherine Audet, dlle (fille de Bertrand et de Jeanne de
Grateloup, dlle), 1707.

S. Augustin (N... Dayrose, dlle), 1712-1723 ; boursière en
1717-1720 ; morte le 24 février 1723.

S. Augustin (Jeanne Daraspen, dlle, fille de M^e Jean, juge
de Sorde), reçue le 24 avril 1726, morte le 20 janvier 1737.

S. Augustin, 1771.

S. Aventin, morte le 11 décembre 1710.

S. Basile (Catherine de Pélegrin, dlle, fille de Dlle Cathe-

rine de Garro), née à Garris, reçue le 9 novembre 1691 : dot 3000 livres ; boursière en 1723 ; morte le 23 juin 1727.
Vincence de Bédouch, dlle (fille de M^e Dominique), reçue le 10 mars 1700 : dot 2500 livres.

S. Bernard, 1701-1756, morte le 10 novembre 1756.

S. Bernardin, morte le 9 décembre 1752.

S. Bonaventure, morte le 9 mars 1759.

Claire-Jacquette Boussat de Salles, dlle (fille de S^r François et de N... de Capdeville, dlle), reçue le 2 septembre 1765 : dot 3280 livres.

Marie-Amédée Boussat de Salles, dlle, sœur de la précédente, reçue le 29 mai 1754 : dot 3200 livres.

Marie de Boy (fille d'Arnaud, h' Garrey, et de Catherine de Lacapmesure), sœur laïe, reçue le 26 août 1702 : dot 900 livres.

Rose-Elisabeth de Brethous de Lannemas, dlle (fille de Joseph-Pascal, seigneur de Lannemas, et de Louise de Coudroy, dlle), reçue le 27 octobre 1767 : dot 2500 livres.

Ste Catherine (N. de Nolibois, dlle), morte le 4 novembre 1716.

Ste Cécile (Marie Salles, dlle), 1780-1792 ; boursière en 1780.

Ste Claire (N... de Cazade, dlle), 1701-1742, morte le 12 janvier 1742.

Ste Claire (Catherine de S. Christau, dlle, de Mouscardès), reçue le 22 juin 1750 ; économe en 1774 ; âgée de 68 ans en 1792.

Françoise de Claverie, dlle (fille de S^r Jean et de Françoise-Julie Darbo, dlle, de Ste-Colombe), reçue le 14 octobre 1742 : dot 2500 livres.

Sœur Collecte, morte le 16 avril 1737.

Ste Conception, 1788.

La Croix (Jeanne Durrès, dlle), âgée de 21 ans en 1792.

S. Denis, morte le 3 novembre 1759.

Françoise Desbieys, dlle (fille de S^r Girons et de Rachel Dufaur, dlle), reçue le 28 août 1723 : dot 2500 livres.

Jeanne Dessarps, dlle (fille de M^e Jean, notaire de Bastennes, et de Jeanne de Saa, dlle), sœur laïe, reçue le 4 mars 1701 : dot 500 livres.

Marie Dessarps, d^{lle}, sœur de la précédente, reçue le 30 janvier 1714 : dot 2000 livres.

Suzanne Destouesse, d^{lle} (fille de M^e Guillaume, juge de Pontonx, et d'Anne de Barennes, d^{lle}), reçue le 26 février 1701 : dot 2500 livres.

S. Didace (N... Coudanne, d^{lle}), morte le 18 septembre 1763.

S. Dominique, 1701-1743, morte le 10 février 1743.

Dorothée, 1771.

Jeanne Duboscq, d^{lle} (fille de Jacques, sieur du Tillet, et de Claude de Lalande, d^{lle}), reçue le 18 février 1702 : dot 2500 livres.

Jeanne Ducasse, d^{lle}, née à Pontac, reçue le 22 juin 1699.

Catherine Ducournau, d^{lle} (fille de M^e Bernard, trésorier de Dax, et de N... Leclercq, d^{lle}), reçue le 8 juin 1721 : dot 2500 livres.

Gracie Ducournau, d^{lle}, sœur de la précédente, reçue le 2 janvier 1716 : dot 3000 livres.

Gracie Dupée de Lagraulet, d^{lle} (fille de Joseph, seigneur de Lagraulet), reçue le 17 septembre 1717 : dot 2500 livres.

Marguerite Dupuy, d^{lle} (fille de Jean, seigneur de Sauvescure), reçue avec une dot de 2500 livres.

Françoise Dupuy, d^{lle}, sœur de la précédente, reçue le 8 mai 1700 : dot 2500 livres.

Marie Dupuy, d^{lle} (fille de M^e Thomas, juge de Léon, et de Jeanne de Lapeyre, d^{lle}), 1769.

Elisabeth (N... Lacroix, d^{lle}), 1728-1742 ; boursière en 1728-1729 et en 1738 ; morte le 15 décembre 1742.

Elisabeth, 1771.

S. Esprit (Marie Lenoble), âgée de 35 ans en 1792.

S. Etienne, 1712-1768.

S. Félix, 1728-1732.

Quitterie Fondeviollé, d^{lle} (fille de M^e Pierre et de N... de Mongruet, d^{lle}), reçue le 20 février 1714 : dot 2800 livres.

S. François (N... de Gestas, d^{lle}), 1701-1730.

S. François (Catherine Baffoigne, d^{lle}), 1792.

Marguerite de S. François (Marguerite de Classun, d^{lle},

- fille de Noble Jean-Louis et d'Anne de Faget, d^{lle}),
reçue le 5 octobre 1732 : dot 3200 livres.
- S. Gabriel (N... Daudet, d^{lle}), 1723-1742 ; boursière en
1732 et en 1741-1742 ; morte le 21 mai 1742.
- Ste Geneviève (Thérèse Darbat, d^{lle}, fille de S^r Guillaume,
h' Mugron), née le 10 juin 1747, clarisse en 1786.
- Jeanne-Marie de Grateloup (fille de S^r Jean-Joseph et de
Marie Lamothe, d^{lle}), reçue le 23 décembre 1761 : dot
3000 livres.
- S. Hyacinthe, 1706-1750, morte le 10 mars 1750.
- S. Hyacinthe, morte le 17 septembre 1771.
- S. Hyacinthe (Marie Duhalde, d^{lle}), 1791.
- S. Jean, morte le 25 octobre 1713.
- S. Jean, morte le 14 mars 1753.
- S. Jean (Catherine de Jusanx, d^{lle}, fille de S^r Jean et de Marie
de Lavigne, d^{lle}), 1755-1788, reçue le 1^{er} juin 1755 : dot
3000 livres.
- S. Jérôme (Elisabeth Gorrie, d^{lle}), âgée de 23 ans en 1791.
Sœur de Jésus, 1701-1716.
- S. Joseph, 1701-1711, morte le 10 août 1711.
- S. Joseph, 1717-1760, morte le 20 mars 1760.
- S. Joseph (Marie Laudemey, d^{lle}), âgée de 28 ans en 1790.
- Thérèse de Jossis, d^{lle} (fille de Jean, seigneur de Norton),
reçue le 27 février 1700 : dot 2500 livres.
- S. Justin, 1701.
- Marguerite Laborde, d^{lle} (fille de S^r Jean et de Marie
Fossats, d^{lle} de Tartas), reçue le 20 août 1757 : dot
1000 livres.
- Marie-Marthe de Laborde, d^{lle} (fille de M^e Jean, avocat, et
de Marthe de Bédoich, d^{lle}), reçue le 1^{er} juillet 1727 :
dot 2500 livres.
- Elisabeth Lacroix, d^{lle} (fille de Dominique, marchand de
Bayonne, et de Marie de Marmajour, d^{lle}), reçue le 21
août 1706 : dot 2500 livres.
- Claire de Lalande, d^{lle} (fille de Noble Jean-Antoine, sei-
gneur de Montaut, et de Marie de Pons, d^{lle}), reçue le
11 mai 1699 : dot 2500 livres.
- Marie de Lalande, d^{lle}, sœur de la précédente, reçue le
même jour.

- S. Laurent (N... de Pruillo, d^{lle}), morte 5 octobre 1764.
- Jeanne Lefebvre, d^{lle} (fille de S^r Louis-Adrien, receveur, et de Marie-Françoise Lafrenaye, d^{lle}), reçue le 13 janvier 1752 : dot une rente sur les tailles de l'Election, au capital de 3850 livres.
- S. Léon, morte le 10 juin 1710.
- N... de Lhertère (fille d'Adrien, chevalier de S. Louis, et de N... d'Ordosse, d^{lle}), clarisse au XVIII^e siècle.
- S. Louis, 1701-1711, morte le 29 juin 1711.
- S. Louis (Ursule de Mesplès, d^{lle}, fille de Messire Paul-Joseph Desclaux de Mesplès, premier baron de Béarn), reçue le 20 août 1712 : dot 3000 livres. Elle était âgée de 62 ans en 1758.
- Ste Madeleine (Catherine de Bascle, fille de Jean, marchand de Dax, et d'Anne Dupeyron), sœur laïe, reçue le 3 janvier 1683 : dot 300 livres, morte le 29 juin 1719.
- Ste Madeleine, morte le 25 février 1748.
- Ste Madeleine, morte le 16 janvier 1768.
- S. Marc (N... Camiade, d^{lle}), morte le 29 juin 1736.
- Ste Marguerite, 1701-1765.
- Ste Marie, morte le 8 décembre 1752.
- S. Martin, 1701.
- Marthe de Maurian, d^{lle} (fille de M^e Louis, conseiller du Roi, et de Jeanne Bardeut, d^{lle}), reçue le 13 janvier 1726 : dot 3000 livres.
- S. Michel (N... Dubernet, d^{lle}), 1701-1728, morte le 15 novembre 1728.
- S. Michel, 1712-1755 ; vicaire en 1712 ; morte le 4 septembre 1755.
- S. Michel (Rose Ducasse, d^{lle}), clarisse de Dax transférée par lettre de cachet, le 4 janvier 1782, chez les Clarisses de Bayonne, où elle est encore en 1791.
- Madeleine et Marie-Marthe de Moras, d^{lles}, reçues le 4 juillet 1701 : dot 3000 livres chacune.
- La Nativité, morte le 14 novembre 1752.
- La Nativité, morte le 15 janvier 1761.
- La Nativité (Marie de Caunègre, d^{lle}, fille de M^e Raymond, juge de Magescq, et de Claire de Fourgs, d^{lle}, née à

Léon), reçue le 21 novembre 1772 : dot 3350 livres ; elle abdique et jouit de 600 livres de pension en l'an IV. Suzanne de Navailles-Banos, d^{lle} (fille de Joseph, Baron de Banos, et de Marie de Lansac, d^{lle}), reçue le 11 janvier 1706 : dot 2500 livres.

Sœur de Notre-Dame, 1701-1774 ; vicaire 1774.

Marie-Dorothée Hébert d'Oro de Cressonssacq, d^{lle} (fille de M. de Cressonssacq et de Dame Suzanne d'Oro de S. Martin), reçue le 26 juin 1725 : dot 1000 livres.

La Passion (Jeanne de Lacoste, d^{lle}, de Dax, fille de M^e Michel, avocat, et de Graciane Durruty, d^{lle}), reçue le 17 avril 1682 : dot 2500 livres ; morte le 23 mai 1730.

S. Paul (N... de Moras, d^{lle}), 1706-1731 ; morte le 21 octobre 1731 ; elle doit s'identifier avec une des demoiselles de Moras dont il a été déjà question.

S. Paul (Marie de Laurens, d^{lle}, fille de Fabien, seigneur d'Hercular, et de N... de Pons, d^{lle}), reçue le 20 septembre 1736 : dot 2000 livres ; vicaire en 1786-1788 ; infirme et âgée de 72 ans en 1792.

Josèphe-Marie de Pémolier de S. Martin, d^{lle} (fille de Noble Bertrand et d'Etienne Durtubie, d^{lle}), reçue le 29 décembre 1714 : dot 2500 livres.

S. Pierre, morte le 5 mars 1753.

Laurence de S. Placide (N... de Lalande, d^{lle}), 1714-1721 ; morte le 8 mars 1721.

Ste Rose, morte le 23 octobre 1713.

Sœur du S. Sacrement, 1701-1717 ; morte le 4 juin 1717.

Marie de S. Martin (Marie de S. Paul-Lajas, d^{lle}, fille de Noble Jean, sieur de Lajas), reçue le 1^{er} février 1676, morte le 10 décembre 1723.

Catherine de Salha, d^{lle}, 1758-1792 ; elle abdique et touche une pension en l'an IV.

Mère du Sauveur (N... de Beaupuy, d^{lle}), 1701-1733 ; vicaire en 1727-1729 ; morte le 18 août 1733.

Sœur Séraphin, 1773-1783 ; boursière en 1783.

Séraphine (N... d'Amou, d^{lle}), morte le 20 mai 1727.

Séraphine, boursière en 1784.

Sœur Séraphique, 1701-1705 ; boursière en 1702 ; vicaire en 1705.

Séraphique, 1743-1773 ; boursière en 1743-1752.

Sœur des Séraphins, 1701-1723.

Catherine de Suhart, née à Bardos, sœur économe depuis le 17 mars 1737.

Ste Thérèse, 1701-1748 ; boursière en 1708-1710 ; morte le 1^{er} novembre 1748.

Ste Thérèse (Jeanne Lafébure, dlle), 1785-1792 ; boursière en 1785-1788 ; âgée de 69 ans en 1792.

S. Thomas (N... de Goussebayle, dlle), morte le 12 juillet 1765.

Toussaint (N... Ducasse, dlle), 1706-1723 ; morte le 29 mars 1723.

Sœur de la Toussaint (Marie de Vignolles, dlle, fille de S^r Jean-Baptiste et de Marie de Ferran, dlle, de Souprosse), reçue le 21 octobre 1742 : dot 2500 livres ; morte le 19 juin 1764.

La Trinité (N... de Lamothe, dlle), 1701-1764 ; morte le 7 janvier 1764.

Ste Ursule (Marie-Elisabeth de Borda, dlle, fille de Noble Bertrand et de N... de Lalande, dlle), reçue le 4 avril 1728 : dot 2500 livres.

Ste Ursule (Rose-Françoise de Monlaur, fille de Noble Jean-Louis, avocat, et de D^{me} Elisabeth de Pourtau, dlle), reçue le 9 mai 1780 : dot 2500 livres.

Françoise de Violle (fille de M^e Pierre, docteur en médecine, et de Marie de Vergès, dlle), sœur laïe, reçue pour 150 livres de dot (1).

V. FOIX,
Curé de Laurède.

Laurède, le 29 septembre 1903.

(1) Pour les preuves des noms et des dates, se reporter aux études de Dax et de Montfort, les seules consultées. La date de la mort des religieuses est extraite d'une déclaration déposée aux archives du sénéchal de Dax, aujourd'hui au Tribunal. En terminant, nous remercions vivement MM. Darracq, Ducos et Lourreyt, notaires, de nous avoir largement ouvert leurs trésors d'archives.



L'ANCIEN COLLEGE DE DAX

NOTES ET DOCUMENTS

(SUITE ET FIN)

Nous devons encore à ce même Balanqué de savoir ce que fut l'enseignement de la philosophie chez les Barnabites, au moins en 1722 et 1723. Ses cahiers, qu'il nous a été donné de découvrir, nous permettent en quelque sorte de pénétrer dans la classe du P. Vergès qui la professa ces deux années et d'assister à ses leçons (1). Comme partout ailleurs, à cette époque, elle dure deux ans et s'exprime en latin. Elle comprend quatre parties ; la Logique avec quelques considérations préliminaires sur la philosophie, son origine, ses causes, ses conditions et moyens, la métaphysique, la morale et la physique. La démonstration syllogistique avec sa longue série de divisions, d'arguments, d'objections et d'instances y tient beaucoup plus de place que l'exposé pur et simple. La grande nouveauté, c'est que cette philosophie est cartésienne, et loin d'en rougir, elle arbore franchement ce titre et le contenu répond bien aux promesses du titre. Les thèses les plus risquées de Descartes, telles que la pensée essence de l'âme, le *cogito ergo sum*, l'automatisme des bêtes, la théorie des causes occasionnelles, le rôle des idées claires, etc., y sont exposées avec autant de sympathies que de précision, quelquefois même défendues avec vigueur contre les opinions courantes d'Aristote ou

(1) C'est un gros cahier de 494 pages de 0,16 c. sur 0,24, ayant pour titre : *Philosophia carthesiana a Patre Verges clerico regulari congregationis sancti Pauli dictata annis 1722 et 1723 in collegio Aquensi, attinet ad me Stephanum Balanque clericum*. Il se trouve aujourd'hui dans la bibliothèque de M. Du Boucher, à Laurede. Il s'ouvre par une courte biographie de Descartes.

de la Scolastique. Aucune objection élevée, soit au nom de la raison, soit au nom de la foi ou de la théologie, contre les diverses opinions de Descartes, ne reste sans réponse. A toutes il est opposé des réfutations ardentes et convaincues, sinon toujours convaincantes.

Ce cartésianisme n'est pas d'ailleurs exclusif ; il s'accommode parfois de certaines thèses ou démonstrations de l'école thomiste (1).

Comme preuve plus remarquable encore de l'indépendance de la pensée du P. Vergès, je signalerai cette proposition (p. 211) : *Translatio sagarum in conventus nocturnos in quibus et ventri et libidini deserviunt inter aniles fabulas est reputanda*. C'est plaisir de voir avec quelle *maestria* il répond à toutes les objections soulevées autour de lui par le préjugé populaire. On dirait un élève de Charcot expliquant déjà par l'imagination malade des sujets ces phénomènes étranges dont s'effrayait la crédulité générale. Plus on poursuit les sorcières, plus il s'en découvre, dit-il, en son latin scolastique (2), parce que plus on parle de sorcières, plus l'imagination des femmes travaille et s'exalte. Il n'y a là pour nous rien que de très ordinaire dans ces affirmations de simple bon sens et de réflexion ; mais qu'on veuille bien se rappeler que le père Vergès voyait sur ses bancs des élèves dont les pères avaient, comme magistrats, ordonné des poursuites contre les sorcières (3), dont les grands-pères avaient même aidé le juge Pierre de Lancre dans sa mission du Labour qui restera l'une des hontes de la magistrature bordelaise du XVII^e siècle (4) ; qu'on n'oublie pas non plus où en étaient sur ce point les croyances du peuple dans nos campagnes, il y a à peine cinquante ans, et l'on verra de combien le professeur du collège devançait son temps. Il le devançait bien encore en se prononçant très énergiquement contre la théorie des générations spontanées et en s'autorisant des expériences de Redi pour résoudre toutes les objections que lui opposaient non seulement le peuple, mais les savants d'alors ; et il est à remarquer qu'il soutenait *mordicus* la génération *ex ovis* même pour les insectes et

(1) Par exemple, pour la démonstration de l'existence de Dieu, il mêle aux preuves classiques de Descartes les preuves de saint Thomas.

(2) P. 212. — (3) V. *Annuaire des Landes*, 1888, p. 382 et *Glossaire de la Sorcellerie landaise* en cours de publication dans la *Revue de Gascogne*, v^o sabbat.

(4) Il a raconté l'histoire lamentable de ses poursuites contre les sorcières dans le *Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons* (Paris, 1612), et dans l'*Incrédulité et mécréance des sortilèges pleinement convaincue* (Paris, 1622).

pour les *animalia imperfecta*, pour lesquels les adversaires de Pasteur réclamaient encore le bénéfice de la génération spontanée.

Soit pour la rhétorique, soit pour la philosophie, l'enseignement des Barnabites, tout en restant traditionnel pour l'ensemble, s'accommodait donc d'une sage indépendance qui rendait possible tout progrès de bon aloi.

Indépendamment de ce manuel de rhétorique, nous avons encore deux programmes de fêtes littéraires qui peuvent jeter quelque lumière sur cette question des matières de l'enseignement au collège.

Ces fêtes, nous avons eu déjà occasion de le constater, faisaient partie de la vie scolaire d'alors. Elles se donnaient à l'occasion de quelque événement important. Ainsi, M. le Marquis de Poyanne ayant fait son entrée à Dax le 5 juillet 1717, « le collège de Dax, nous dit l'avocat Boutges, fit une pastorale ; les acteurs étaient très magnifiquement habillés (1) ».

Plus souvent, ces fêtes étaient attachées à quelque solennité scolaire. Celle dont M. Abbadie a réimprimé le programme dans le *Bulletin de la Société de Borda* (2) était attachée, semble-t-il, à la fin de l'année scolaire. De cet *exercice littéraire* qui ne nous intéresse que par les renseignements qu'il nous fournit sur l'objet de l'enseignement, nous nous bornerons à signaler les principaux articles. Un élève devait ouvrir la séance « par un petit poème de sa composition ». Pour le reste, l'assistance devait entendre quatre de « Messieurs les écoliers de rhétorique » répondre à des interrogations sur Suétone, sur Horace, sur la poésie française et sur la rhétorique. Le tout correspond assez à ce qu'on pouvait lire encore dans les manuels de rhétorique, il y a quelque cinquante ans. Des sujets moins scolaires peut-être, mais où les élèves devaient être amenés à faire montre de quelque personnalité, étaient répartis entre six concurrents dont le programme nous indique les noms et l'origine ; ils avaient, les cinq, à plaider respectivement pour le *caractère vrai*, pour le *caractère complaisant*, pour le *caractère ingénieux*, pour le *caractère sage*, pour le *caractère ferme*. Un M. Théodose Bergoing devait « juger (3) ». Un autre *exercice littéraire*, d'un caractère moins élevé encore, était donné en 1773 par « Messieurs les pensionnaires ». Les diverses ré citations indiquées au programme portent sur l'histoire sainte,

(1) Ms Boutges, *Choses remarquables*, f° 47 v°.

(2) 1902, p. 125-138. — (3) *Ibid.*

la langue française, la prosodie latine, la grammaire latine, et c'est tout (1). On nous dispensera d'en dire plus long sur ces récita-tions dont nous ne voyons pas très bien quel intérêt elles pouvaient offrir à l'assis-tance.

Il serait téméraire d'affirmer que l'enseignement se réduisait aux matières inscrites au programme d'une fête littéraire. Il est trop évident qu'on avait dû pour la circonstance se borner à y faire figurer celles qui étaient susceptibles d'intéresser l'assistance. De l'absence de certaines matières telles que le grec (2), l'histoire et les sciences, on ne saurait donc rien conclure rigoureusement pour ou contre leur présence dans le programme de l'enseignement. Mais il est au moins curieux de signaler la place qui est faite à la poésie française dans cet enseignement de petite ville. Il est bien permis aussi de constater que par le choix des sujets qu'elle assignait à ces petites plaidoiries scolaires, la pédagogie barnabite n'ignorait pas l'art de développer chez l'enfant les facultés d'observation et de l'intéresser à ce qui frappait journellement ses yeux.

Ne quittons pas ces programmes de fêtes scolaires sans y puiser un autre renseignement, d'importance secondaire il est vrai, mais qui peut avoir son intérêt ici. En indiquant la provenance des élèves, ces textes nous permettent de voir à peu près dans quel pays et dans quel milieu se recrutait la clientèle du collège. La plupart des élèves de la rhétorique de 1768 sont de Dax ; il s'en trouve, tout au plus, un de Saint-André, un de Salies, un de Pouillon. Ceux de 1773 sont de Clermont, de Pouillon, de Nousse, de Peyrehorade, de Tartas, de Tercis, de Blaye, de Lévig-nac, de Saint-Paul, de Mont-de-Marsan, de Bayonne et d'Oviedo. A peu d'exceptions près, ils sont donc originaires des environs de Dax ; et tous, sans exceptions, portent des noms, bien connus, de la bourgeoisie mar-chande de la ville et des campagnes ou du monde judiciaire de ce temps.

Les constructions successivement ajoutées au collège vers 1710 avaient

(1) Le programme en est imprimé « à Dax, de l'imprimerie Roger Leclercq, 1773 », sous ce titre « Exercice littéraire par Messieurs les Pensionnaires du collège des PP. Barnabites de la ville de Dax », avec cette épigraphe : « Qua mentem pascis, haec erit esca diu ».

(2) Pour le grec cependant, il est à croire qu'il n'était point enseigné au collège. Il n'avait pas en général de place dans l'enseignement d'alors et nous savons qu'il n'était pas enseigné à Dax en 1789. « Le grec, s'il avait été enseigné, était abandonné ». H. Tartiè-re, *De l'instruction publique dans les Landes avant la Révolution*, dans *Bull. de la Soc. des lettres, sciences et arts de Mont-de-Marsan*, n° 7, juillet 1868, p. 13.

sans doute permis d'ouvrir un pensionnat ; sûrement, ce pensionnat existait dès 1763, puisque dans le programme de l'exercice littéraire de cette année figurent plusieurs pensionnaires ; parmi eux se trouvent même des élèves de la ville de Dax. Nous savons qu'en 1789 le pensionnat comptait 30 pensionnaires (1) ; le prix de la pension était de 216 livres par an, s'il faut en croire M. Tartière, et nous l'en croyons sans difficulté. L'auteur, sans doute, n'indique pas ses sources, mais l'ancien archiviste des Landes était en situation d'utiliser beaucoup plus de documents qu'il n'en a indiqué. Son dire est d'ailleurs confirmé par un document pertinent, à savoir un de ces prospectus-programmes, encore aujourd'hui en usage dans les maisons d'éducation, pour renseigner les parents sur les conditions de la pension et leçons diverses. Celui que j'ai en main a été imprimé vers la moitié du XVIII^e siècle ; il fut envoyé par les Barnabites de Lescar à un « Charles Lasserre, pharmacien » ; on peut croire que des Barnabites de Lescar à ceux de Dax les conditions de prix et d'usages devaient peu différer. Nous y puisons donc, largement et en toute confiance, les renseignements qui nous paraissent présenter encore aujourd'hui de l'intérêt, ne fut-ce que pour offrir des termes de comparaison et au besoin compléter ce que nous avons déjà dit sur l'objet et les matières de l'enseignement.

« Le prix de la pension est de 24 livres par mois, sur quoi les pensionnaires sont nourris, chauffés, éclairés, blanchis et peignés : on paye les trois mois d'avance.

« Les maîtres pour la répétition des matières de classe, ainsi que ceux de mathématiques, de géographie et langue française, sont à la charge de la pension, mais ceux d'Écriture, de danse, de violon, d'armes, de dessin, de musique et le perruquier sont sur le compte des parens, de même que les livres de classe, papier, frais des exercices publics et de maladie. Ceux qui souhaitent des places doivent les demander avant le 15 d'octobre. On ne reçoit pour la 1^{re} fois des pensionnaires qu'au dessous de 15 ans, à moins qu'il ne conste aux directeurs de la pension de la bonté de leur naturel, de leurs mœurs et de leur éducation.

« La pension entre en exercice, ainsi que le collége, le 2 du mois de novembre jusqu'au 1^{er} septembre, excepté la classe de physique qui finit le 22 de juillet et celle de logique le 14 août.

(1) *Ibid.* Archives (non inventoriées) du tribunal de Dax.

« On exhorte les parents à envoyer exactement leurs enfants à l'ouverture du collège et à les y laisser jusqu'à la clôture. On les prévient que les places arrêtées sont censées occupées le 2 de novembre, que la pension court depuis ce jour et qu'on ne tiendra aucun compte des absences de fantaisies que pourroient faire les pensionnaires au grand préjudice de leur éducation ».

A la suite de l'imprimé ont été ajoutées à la plume, par les Barnabites sûrement, quelques autres indications où je relève entre autres choses : « Médecin 3 livres par an, chirurgien 10 sols par an, apothicaire 2 livres par an, s'abonne qui veut. Baigneur deux et trois fois par semaine, il fournit tout, 1 l. par mois. Escrime 16 leçons 4 l. Danse 16 leçons 5 l. Lecture : un maître parisien enseigne à lire à ceux qui ne savent point et corrige l'accent de ceux qui savent ooo ».

Après le collège fut créé, vers le milieu du XVII^e siècle, le petit séminaire destiné lui aussi à donner l'enseignement secondaire, mais à une catégorie toute particulière d'élèves, les futurs ecclésiastiques. Quand l'évêque de Dax, Suarez d'Aulan, eut mis en plein exercice ce qu'on appelait alors simplement le séminaire et qui correspondait à nos grands séminaires d'aujourd'hui, il ne dut pas tarder à s'apercevoir que le collège ne lui fournissait que des recrues insuffisamment préparées ; la formation cléricale devait commencer avant l'âge de vingt ans. C'est de cette pensée que naquit sans doute le petit séminaire. Ses débuts durent être modestes.

C'est à peine si nous parvenons à connaître la date exacte de sa fondation. Une lettre circulaire de la direction de la congrégation des Missions étrangères nous apprend que le principal fondateur de ce petit séminaire fut un ancien membre de cette congrégation, Christophe Lalanne (1). « Christophe Lalanne, est-il dit dans cette lettre, le 13 janvier 1779, est décédé au séminaire de Dacs toujours attaché à l'œuvre des missions, quoique absent, il étoit occupé à consolider l'établissement dud. petit séminaire à Dax dont il peut être regardé comme l'instituteur et le fondateur (2) ». Il en fut bien aussi un des principaux bienfaiteurs, puisqu'en 1769 et 1770, il plaçait une somme de

(1) Sur M. Christophe Lalanne, voy. J. Bonhomme, *op. cit.*, p. 981. On voit là que ce prêtre éminent mourut à Dax le 17 mai 1778.

(2) Archives des Missions étrangères. — Renseignement pris par M. J. Bonhomme.

4500 livres sur le clergé de France, pour que les rentes en fussent employées après sa mort en demies pensions pour des enfants pauvres du diocèse qui se destineraient à l'état ecclésiastique à élever au petit séminaire de Dax (1). La condition qu'il y ajoute est à noter. Si le séminaire, dit-il en substance, tombe en d'autres mains que les prêtres séculiers, ces élèves seront élevés au séminaire de Larressore (2). En 1789, cette clause était toujours observée ; le petit séminaire était comme une annexe du grand ; installé à ses côtés, dans le même enclos (3), partageant avec lui quelques-uns de ses bâtiments, tels sans doute que la chapelle et le réfectoire, et souvent confondu avec lui pour bien des exercices scolaires ou religieux. C'est ainsi qu'avec un personnel de 20 internes et 25 externes en 1789, deux professeurs lui suffisent, l'un pour la philosophie et l'autre pour les basses classes (4).

Mais revenons au collège. A l'époque où nous sommes parvenus, c'est-à-dire vers la fin du second tiers du 18^e siècle, nous sommes un peu mieux fixés sur le détail des revenus du collège.

Une note manuscrite que j'ai en main les établit ainsi qu'il suit dans les environs de 1763 (5) :

La cure de Sabres, unie au collège, rapportait à cette époque 1220 livres ; le prieuré du Saint-Esprit, avec son annexe la cure de Cambran, 430 livres. Des sommes placées sur la ville et autres biens le collège retirait 540 livres ; de divers autres biens fonds ou immeubles situés à Saint-Vincent-de-Xaintes, à Saint-Pierre de Dax, à Saint-Paul, à Yzosse, à Heugas et surtout à Hinx, 1215 livres. En outre, il lui avait été légué

(1) Papiers de l'étude Darracq-Marty, 16 février 1771. Commun. de M l'abbé V. Foix.

(2) *Ibid.* — (3) « Le 4 juin 1789 a été fait aux M^{rs} direct^{rs} du séminaire Dacqs, situé sur cette paroisse, en la personne du s^r Peyrau, sind. du séminaire et directeur, défenses et inhibitions d'exercer puis ce jour aucune fonction curiale dans l'enclos du grand et du p^t séminaire sans la permission expresse du s^r curé de S. Vincent ou en son absence de son desservant ». Arch. de Dax : Registre de catholicité de Saint-Vincent-de-Xaintes, non côtés ni foliotés (4^e Registre). Le petit séminaire fut, si je ne me trompe, installé dans la maison encore dépendante du collège actuel, où habitèrent quelques temps les missionnaires diocésains, et qui a depuis été utilisé soit pour ce collège, soit pour diverses œuvres paroissiales. C'est ainsi qu'absorbé en quelque sorte par le Grand séminaire, il est très rarement mentionné à part.

(4) H. Tartière, *op. cit.*, p. 13. Il ajoute : le prix de la pension y était un peu plus élevé qu'au collège : il était de 240 livres par an.

(5) Tirée des papiers de M. J. Bonhomme ; l'authenticité en est garantie par la conformité avec la pièce ci-après que j'ai copiée aux Archives nationales.

récemment à Sabres par Jean Bonnat, sous certaines charges, 4 métairies affermées pour 180 livres et en diverses autres paroisses des métairies rapportant dans les 1136 livres. Le total général s'élevait à la somme de 3995 livres. Mais ces revenus étaient grevés de quelques charges qui réduisaient d'autant la somme afférente au collège. Ainsi les Barnabites avaient à acquitter un certain nombre de messes fondées ou obligatoires, dont l'honoraire s'élevait à 325 livres 10 sols. Les portions congrues à servir aux vicaires perpétuels prenaient 450 livres, les décimes 275, l'entretien annuel des maisons ou biens fonds acquis par le collège ou légués à titre de fondations avec les cas fortuits de grêle 260 livres, soit en tout 1310 livres.

Un autre compte plus précis encore nous permet d'entrer encore plus dans le détail quelques années après (1). Le voici résumé sur le texte tel que nous l'ont conservé les Archives nationales (2).

Etat des revenus du collège des Barnabites à Dax

Cure de Saint-Michel de Sabres unie au collège, donne selon le bail actuel	1200 livres
Prieuré du Saint-Esprit et cure de Cambran unis au collège	680
Moulin de Cambran affermé	236
4 métairies à Yzosse	360
2 prairies affermées dans des fiefs	375
Autres petites rentes.	65
Biens de Bonat de Sabres légués au collège	200
Métairie d'Ardy à Saint-Vincent	120
5 métairies à Hinx administrées par le collège, par an	625
Une métairie dans la paroisse de Gamarde	210
Une métairie à Narrosse.	50
Une métairie à Yzosse	75
Une prairie à Yzosse, dite la prairie du Termi	300
La barthe de Berpet à Heugas	40

(1) La pièce n'est pas datée, mais comme les décimes sont un peu plus élevés que dans la précédente et que la donation Bonnat y paraît un peu plus ancienne, elle doit lui être postérieure ; d'autre part, la portion congrue des curé et vicaire de Sabres y est encore de 300 et de 150 ; ces portions furent augmentées par un édit du mois de mai 1768 ; cette pièce est donc antérieure à cette année 1768.

(2) S. 7483.

Une maison à Dax, appelée la maison de Pinton	274
Une autre maison appelée le Petit Pinton	90
2 petites maisons au faubourg de Saint-Pierre-de-Vic. . .	85
Une rente sur la ville de Dax	400
Une rente de 2000 livres constituée sur l'abbaye de Loc Dieu ou Desville (<i>lis.</i> Divielle).	80
Une rente constituée au capital de 2000 livres sur M. le baron de Lahontan.	100
Une rente sur 4 particuliers de Mimbaste, Pouillon et Saint-Lon	35
Total	5650 livres

Charges

Rétribution de 521 messes dont sont chargés les biens légus au collège d'après le tarif du diocèse. . . .	275 livres
Rétribution de 130 messes d'obligations pour le prieuré du Saint-Esprit.	65
A l'hôpital du Saint-Esprit à titre de bail perpétuel de la portion de biens appartenant aux pauvres	360
A l'abbaye des Vieilles (<i>lis.</i> de Divielle) à titre de bail perpétuel pour le délaissement de la grosse dîme de Cambran	36
A notre province rente constituée au capital de 3000 livres	150
Le collège est composé de 6 régents dont 3 laïques ou ecclésiastiques, aux régents de 5 ^e et de 3 ^e	500
Au régent de quatrième, outre le logement et la nourriture	100
A Monsieur le Curé de Sabres pour la portion congrue .	300
et l'honoraire de Monsieur le Vicaire	150
Décimes du clergé	284
Réparation des maisons, moulins, entretien des mé- tairies, etc.	350
Total	2536 livres
Toutes charges payées, il reste. . . .	3014 livres

Ces comptes permettent de faire quelques remarques qui nous permettront de pénétrer un peu plus avant dans la connaissance du personnel enseignant. Les professeurs, on le voit, n'appartiennent plus tous à la

congrégation des Barnabites. Sur 6 régents, 3, est-il dit, sont ecclésiastiques ou laïques. Deux d'entre eux auxquels il est servi 500 livres, soit 250 à chacun, habitent en ville ; en 1786, c'étaient deux ecclésiastiques (1). Le régent de quatrième auquel il est seulement payé 100 livres habite sûrement au collège, puisqu'on note que le collège assure son logement et sa nourriture. Les honoraires ont été légèrement élevés depuis quatre ou cinq ans. Alors le sieur Guiguet, régent de cinquième, percevait 60 livres ; le sieur Batbedat, régent de quatrième, 75 livres ; le sieur Crampos, régent de troisième, 90 livres (2). Les régents non Barnabites étaient, nous apprend le même document, nommés par « la communauté » (3), ce qui veut dire sans doute par l'ensemble des professeurs ; car si ce mot a souvent désigné l'ensemble de la population des paroisses rurales, on ne le trouve jamais employé, à cette époque du moins, pour désigner la population de Dax ; depuis longtemps, le maire et les jurats étaient seuls en possession de représenter en tout et pour tout la ville, et jamais ils ne se sont désignés par ce nom de *communauté*. Les Barnabites avaient les classes de seconde, de rhétorique et de philosophie ; naturellement, le Supérieur ou préfet du collège était de la congrégation. En 1786, il avait fallu supprimer la philosophie, soit faute d'élèves, soit faute professeurs (4). Les 3014 livres restant après l'acquit de toutes les charges énumérées plus haut, représentaient donc le traitement des Barnabites, les frais d'entretien, les salaires ou personnel des domestiques, voire même ceux des médecins, car il est payé en 1763 « 30 livres au sieur Dufau, médecin honoraire, et 30 autres au sieur Dubois, chirurgien honoraire » (5).

Ce n'était pas l'opulence ; mais avec l'amputation de la philosophie et grâce aux prodiges d'abnégation familiers aux religieux, c'était la vie assurée. En 1788, un nouveau supérieur, Placide Bergoing, était donné (6) au collège et cette nomination d'un Dacquois d'origine — ce nom désigne bien un Dacquois — put être saluée comme un gage de sécurité et de progrès pour le collège. Un moment même le nombre des religieux fut porté de quatre à cinq (7). Le nombre des élèves que nous avons vu

(1) Mémoire Bonhomme. — (2) *Ibid.* — (3) *Ibid.*

(4) Archives du tribunal (non inventoriées). — (5) Papiers Bonhomme.

(6) Archives municipales de Dax, BB 41, f° 89.

(7) Arch. mun. de Dax, BB 41, f° 89, 91.

descendre à 30, s'était déjà relevé peu à peu. En 1789, il était de 70 (1) ; si l'on y ajoute les 45 élèves du petit séminaire, on avait plus de cent élèves qui recevaient l'instruction secondaire à Dax. On était en droit, semble-t-il, d'envisager l'avenir avec quelque espoir et on ne s'en privait pas, témoin les réparations faites au collège et l'allocation de 4000 livres payée en 1788, nous l'avons vu, aux Barnabites par anticipation de 10 ans (2).

Ces espérances ne furent pas de longue durée. 1789 ouvrit l'ère révolutionnaire, et la Révolution devait être fatale à tous nos collèges de Gascogne.

Le premier coup leur fut porté par les fameux votes du 4 août 1789 qui comportaient le rachat des dîmes. Le rachat fut converti le 11 août suivant en véritable abolition par l'article V ainsi conçu : « Les dîmes de toute nature possédées par les séculiers et réguliers, par les bénéficiers et tous gens de main-morte, sont abolies, sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres, des autels... et à tous les établissements, séminaires, écoles, collèges... à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées. Et cependant jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu et que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'Assemblée nationale ordonne que les dites dîmes continueront d'être perçues suivant les lois et en la manière accoutumée (3) ». On sait ce qu'il advint de cette dernière réserve ; presque partout le peuple se refusa à la payer et la fermentation générale qui suivit cette loi empêcha qu'on eût recours aux voies de contrainte.

L'Assemblée Constituante consacra elle-même cet état de choses le 14 avril 1790, et elle décida que les dîmes de toute espèce abolies par l'article V cesseraient d'être perçues à compter du 1^{er} août 1791. Cinq jours après, l'Assemblée excepta bien de ces dispositions « les fabriques, les hôpitaux, les collèges et maisons d'institutions, étude et retraite,

(1) Ce chiffre est fourni par les documents de l'enquête de l'an IX sur l'état de l'instruction en 1789, Archives nationales, F. 17. Sur les conditions, les circonstances et les résultats de cette enquête, voir E. Allain : *l'Œuvre scolaire de la Révolution* (Paris, 1891), p. 349 et s.

(2) Arch. de Dax, BB 40, p. 4.

(3) Cf. Picot : *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle* (Paris, 1856), t. V, p. 372.

administrés par des ecclésiastiques ou des corps séculiers, lesquels, était-il dit, « continueront comme par le passé et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le corps législatif d'administrer leurs biens et de percevoir durant la présente année seulement les dîmes dont ils jouissaient, sauf à subvenir... aux autres besoins que les autres établissements éprouveraient par la privation des dîmes (1) ».

Si on veut bien jeter les yeux sur le tableau ci-dessus des revenus du collège, on verra que du fait de la loi du 11 août, cette maison perdait avec la dîme de Sabres et de Cambran une importante partie de ses revenus. Il restait encore les rentes des immeubles et des biens fonds. La confiscation des biens du clergé mis à la disposition de la nation par l'Assemblée nationale les lui enlevait ; les décrets du 14 et du 19 avril suspendaient seulement pour un an l'effet de ces mesures. Des pensions devaient être servies aux professeurs sur le trésor ; mais quel espoir pouvait-on fonder sur des caisses vides ?

Jusqu'ici, les ressources seules étaient taries ; de nouvelles mesures allaient atteindre le personnel. Le 15 février 1790, l'Assemblée constituante supprime les Congrégations, les religieux devaient se disperser ou se retirer dans des maisons qui leur seraient indiquées. Il était déclaré, sans doute, que rien ne devait « être changé à l'égard des maisons chargées de l'éducation publique jusqu'à ce que l'Assemblée nationale eût pris un autre parti ». Grâce à cette disposition, les cinq Barnabites restèrent encore au collège de Dax dans le même état que précédemment. Mais le 12 juillet suivant, était votée la constitution civile du clergé et le 27 novembre l'Assemblée obligeait tous les évêques, curés et fonctionnaires publics à prêter le serment de maintenir cette constitution schismatique. En leur qualité de professeurs salariés par le trésor, les Barnabites furent considérés comme « fonctionnaires publics » et à ce titre invités à prêter serment. Le dimanche 23 janvier 1791 fut choisi à Dax pour la prestation de ce serment. Dès le 19, le supérieur du collège, Dom Placide Bergoing, se présentait devant la municipalité et lui déclarait qu'usant de la faculté que la loi lui donnait d'opter pour la vie commune ou pour la vie privée, il entendait opter pour la vie commune. S'il se trouvait placé dans cette nécessité d'opter, c'est qu'il entendait ne plus garder ses fonctions de supérieur, car il se refusait à prêter le

(1) *Ibid.*, p. 433.

serment exigé. Il donnait donc sa démission et déposait sa patente de supérieur datée du 22 avril 1788. Le conseil arrêta qu'avant de statuer sur la demande de Placide Bergoing, il en serait envoyé copie au Directoire (1). Les autres Barnabites, ou, comme on disait alors, ci-devant Barnabites, lui donnèrent plus de satisfaction. Le 23 janvier, sur la vingtaine d'ecclésiastiques que comptait Dax, il s'en présenta six pour prêter serment. « Il a été procédé, dit le procès-verbal, le 23 du présent mois de janvier, à la réception du serment de six ecclésiastiques dont 4 sont professeurs au collège (2) » ; ce furent Robin, Plantier, Gigun, Sentets, tous « ci-devant Barnabites ».

Quel qu'eut été l'avis du Directoire sur la démission du P. Bergoing, il est sûr qu'il ne reprit pas ses fonctions de supérieur. Sentets, l'assurément, recueillit sa succession, mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il était plus facile d'acquérir les sympathies de la municipalité que de garder la confiance des familles ; les mesures législatives que nous venons d'énumérer avaient frappé le collège à mort. Les registres municipaux qui avaient reçu le procès-verbal des serments des professeurs enregistraient quelques jours après l'agonie du collège dans les termes que voici :

« L'an mil sept cents quatre vingt onze et le trente du mois de mars, à l'hôtel commun de la ville de Dax (3), Messieurs les Maires et officiers municipaux y étant assemblés, a comparu le Père Sentex, prêtre ci-devant Barnabite, qui a dit qu'en sa qualité de Préfet du collège de cette ville, il croit ne pas devoir laisser ignorer à la municipalité qu'il lui est impossible de remplir tous les devoirs de cette qualité et du service de toutes les classes ; que de quatre Regents dont le collège était composé cette année, deux sont occupés à desservir la paroisse de cette ville, savoir le Père Robin, nommé vicaire de M. l'évêque du Département, et le Père Plantier, chargé par le Père Robin de l'aider, que le Père Gigun est malade et hors d'état de s'occuper du service des classes, qu'il reste comme seul chargé de tout le soin de l'administration du collège et de l'éducation et surveillance des pensionnaires et des écoliers externes, qu'il est indispensable qu'il ait des aides et qu'il s'empresse de prévenir la municipalité de l'état du collège afin qu'elle puisse y pourvoir et a signé, Sentets, préfet du collège.

(1) Arch. mun. de Dax, BB 41, f° 89. — (2) *Ibid.*, f° 92, v.

(3) Archives de Dax, BB 42, f° 28.

Ajoute ledit Père Sentets que le nombre des pensionnaires est de neuf, qu'il y a trois pensionnaires à demi-pension et environ huit ou dix écoliers externes, que ces derniers ne sont point venus en classe cette semaine, parce qu'il n'y a pas de régents. »

Le conseil municipal, tout en regrettant l'abandon du collège par Robin et Plantier, persistait à penser qu'il importait de « pourvoir le collège d'un nombre suffisant de régents ». Il arrêtait donc qu'il serait « écrit au supérieur provincial des Barnabites pour lui demander d'envoyer des régents conformément au contrat fait entre la congrégation des Barnabites et la commune ». Cet arrêté fait plus d'honneur aux bonnes intentions de la municipalité dacquoise qu'à sa perspicacité. Quelle chance de vitalité pouvait bien rester à un collège déserté par les professeurs et abandonné par les élèves ? Quant à l'idée de rappeler le supérieur d'une congrégation à laquelle il était interdit de vivre au respect d'un contrat déchiré en lambeaux par l'Assemblée nationale, c'était, serait-on porté à croire, une cruelle plaisanterie.

En réalité, le collège de Dax avait vécu. Son supérieur se faisait moins d'illusion que personne. Huit jours avant d'apporter à la municipalité les déclarations qu'on vient de lire, il avait déjà disposé de sa personne en présentant sa candidature à la cure de Saugnac-lès-Dax devant l'assemblée électorale du District de Dax, qui se chargeait, le 22 mars, de donner des successeurs aux curés réfractaires. Il fut élu, et dès lors, la dispersion des professeurs fut complète.

Le 7 mai suivant, la municipalité constatait qu'il n'y avait plus qu'un prêtre pour desservir la chapelle des Barnabites (1). Du collège, il n'est plus question.

Sollicité cette même année par le comité de l'Instruction publique de l'Assemblée législative de faire connaître l'état des institutions de l'enseignement à Dax, le District ne répondit rien (2) ; sans doute, il lui aurait fallu répondre comme celui de Mont-de-Marsan, à propos de son collège « négligé d'abord et enfin abandonné par suite de la Révolution (3) ». C'est d'ailleurs la constatation que le conseil municipal inscrivait dans ses

(1) Arch. mun. de Dax, BB 42, f° 46, v.

(2) Du moins on ne trouve rien dans les papiers centralisés par le comité ou plus tard par l'administration des Archives nationales ; Cf. E. Allain : *L'Enquête scolaire de 1791 1792* dans la *Revue des Questions historiques*, 1891, nouv. série, t. VI, p. 143 et s. — (3) *Ibid.*, p. 178.

registres le 1^{er} mars 1792 en déclarant que « l'enseignement public est comme nul dans cette ville ». Rien donc n'était venu remplacer le collège détruit. Sa mort était définitive.

Il nous resterait à apprécier d'une manière un peu précise l'œuvre de la maison des Barnabites et les résultats de son enseignement. Mais il nous faudrait pour cela être mieux renseignés sur le nombre, la qualité et la destinée de ses élèves. Malheureusement, en dehors du savant Jean-Charles de Borda, qui y commença ses premières années d'études, le collège ne produisit, à notre connaissance, aucun élève marquant.

Ses services furent du genre de ceux que rendaient et que n'ont cessé de rendre les petits collèges de province. « Une jeunesse nombreuse, disait d'eux en l'an IX le ministre Chaptal, [y] trouvait une instruction facile et suffisante (1) ». Ils répandaient les bienfaits de l'instruction jusque dans les contrées les plus déshéritées ; ils assuraient modestement le recrutement des carrières libérales ; ils révélaient parfois à eux-mêmes de jeunes talents qui s'ignoraient ; ils faisaient silencieusement l'éducation de la démocratie laborieuse en marche vers ses nouvelles destinées. Ce fut là leur rôle, et s'il fut sans gloire, il ne fut pas sans profit pour notre pays.

(1) Dans sa circulaire du 25 ventose an IX aux préfets, v. E. Allain : *L'œuvre scolaire de la Révolution*, p. 349.

Archives municipales
de Dax, GG 38
Pièce originale

APPENDICE

DOCUMENTS

I

31 AVRIL 1612

[Renouvellement des pouvoirs et fixation des traitements de trois régents]

L'an mil six cent douze et le dernier jour du mois d'avril, à huit heures du matin, dans le parquet et auditoire commun de la ville et cité d'Acqz, y estant assemblés Mess^{rs} de Lalanne, s^r de Brutails, maire par autorité du Roy de la ville et cité d'Acqz, de Bernadet, sous maire, de Mollères, de Senian et de Betbeder, jurats, pour expédier les causes criminelles et la police. Se sont comparus en leurs personnes M^{rs} Pierre Deschamps, premier régent du collège de cette ville, Jacques de Beauregard, second régent, et Mathurin Ouvrard, troisième régent, tenant et occupant la troisième classe d'icelui collège, lesquels parlant par la bouche dudict Deschamps ont dict qu'il a pleu à la court de céans les avoir cy devant appelés pour exercer les charges de régents comme estans fort honnereuses (1) et profitables au public, pour apprendre et enseigner la jeunesse comme ils ont fait et acquitté à leur devoir depuis le temps qu'ils ont esté appelés ; et d'autant que désirent céans (?) continuer et servir au public aux mêmes gages, honneurs, profits et esmoluments, que les autres régents, leurs prédécesseurs, ont accoustumé prendre et recevoir, ont supplié et requis lesd. s[ieu]rs les vouloir maintenir et confirmer es susdites charges de régents au collège de cette ville et après avoir sur ce esté murement délibéré et opiné par lesdits sieurs maire, jurats, a esté octroyé acte de ci dessus et led. Deschamps, premier et principal régent, de Beauregard, second régent, et Mathurin Ouvrard, troisième régent, soient receus et, en tant que besoin est, maintenus et confirmés chacun en sa charge de régent du collège de ceste ville, et ce aux mêmes gages, honneurs, profits et émoluments que les autres régents leurs prédécesseurs ont acoustumé prendre, assavoir audit Deschamp

(1) Pour honorables, d'honneur.

trois cens livres, de Beauregard deux cens livres et ledit Ouvrard cent cinquante livres, lesquels gages leur seront payés par quartiers par le trésorier de lad. ville et celui du chapitre à commencer par le commencement du présent mois d'avril à la charge que lesdits Deschamps, de Beauregard et Ouvrard ont promis de bien et fidèlement s'acquitter de leurs charges, d'apprendre et instruire la jeunesse aux lois (?) et bonnes mœurs et garder de toutes débauches et desservir à leur profit et arrest come ici est.

DELALANE, maire. BERNADET, sous maire, etc.

Arch. m. de Dax,
BB 1, fo 1 et 2.

II

[Règlement disciplinaire]

L'ordre et Reglement du collège d'Acqz (1) par [les maire] et juratz de ladite c[ité l'an mil six cent] vingt trois.

Premierement... que toutes les fêtes annuelles de [l'Eglise] les escoliers se trouvent dans la chapelle [de] l'esglise Notre Dame pour ouyr la grand messe et [vêpres, s'il] y en a, où assisteront aussi les régens [pour] obvier (?) Et pour tenir les enfans en ce devoir, il y en aura en chacune classe quy rendront compte des absens et des insolences qui se feront par lesquels escoliers, [pour] par euls être pourveu et apporter le chastiment [qui se] debvra.

La mesme chose se pratiquera aux processions où les enfans iront par ordre et chanteront les lytanies et [seront] conduits par leurs régens qui y assisteront et chacun d'iceux, mesme ceux de la classe à peine de privations de [leurs gages et émoluments].

Que toutes les vigiles des quatre festes annuelles seront [heures?] employées pour la confession des enfans.

Que tous les vendredis depuis quatre heures d'après midi jusques à cinq heures seront employés à catéchiser les enfans et pour ce faire leur

(1) Le premier feuillet s'est effrité à moitié sur le rebord supérieur.

sera leu le catéchisme fait par Canisius (1) et expliqué à chacun selon sa capacité. Qu'à toutes les entrées quy se feront en classe les escoliers s'agenoilleront et l'un deuls dira *Veni sancte Spiritus*, etc., avec leurs oraisons accoutumées *Omnipotens sempiterna Deus* et *Actiones nostras, quaesumus*.

Et pour obvier à plusieurs désordres quy se commettent dans le collège chacun des régens sera tenu de veoir des..... pour espier les paroles et actions des escoliers lesquelles ils rapporteront à leurs régens aussitôt qu'ils seront en cours (?), afin qu'ils en facent la punition requise, laquelle pourra être faite par le premier régent dans les autres classes en cas d'absence des autres régens..... ordinaires et néanmoins estre enjoinct à chascun régent de contenir leurs escoliers en la desence requise... respect avec les autres régens à peine d'estre [puni ?] selon l'exigence des cas.

Est inhibé à tous régens de recevoir aucun escolier que premierement il n'aye esté examiné par led. sieur mayre ou quelqu'un de ses sieurs duquel il prendra billet.

Comme aussi l'examen général de tous les escoliers sera fait chacune année à la première entrée après saint Luc, afin de colloquer chacun des escoliers à la classe dont ils seront trouvés capables.

Est aussi inhibé à toute sorte de personnes de s'introduire à tenir escole en chambre ny en particulier.

Les entrées et sorties de classe se feront aux heures acoustumées, assavoir depuis huit du matin jusques à dix et depuis douze jusqu'à l'eure d'après midy et depuis troys jusques à cinq du soir, suivant le son de la cloche, qui sy fera par celui des régens qui demeurera dans le collège tant auls sorties qu'aux entrées.

Est enjoinct ausdicts régens de lire dans leurs classes auteurs consones à la capacité des escoliers, et sont faictes inhibitions ausdicts régens de s'absenter aux heures de leçon sans l'expresse permission dead. sieurs maire et jurats.

(1) Il s'agit ici du *Petit catéchisme catholique composé par M. Pierre Canisius, docteur théologien de la compagnie de Jésus et depuis mis en François avec le latin à côté*. L'exemplaire désigné sous ce titre, et que j'ai en main, est un in-4° de 0,09 c. sur 0,11, de 111 pages. Il contient le texte latin et la traduction française du petit catéchisme publié à Augsbourg par le P. Casinius en 1561. Il fut imprimé dans les premières années du XVII^e siècle, à Toulouse, chez J. Guillemette.

Tous les régens seront admis à faire des actions publiques ou harangues avec la permission desd. sieurs maire et juratz.

Et afin que les escoliers soyent portés à une honneste émulation les régens assigneront entre deux et une heure de chacune sepmaine autre chose que celle des leçons pour faire disputer tous les escoliers, à quoy ils assisteront.

Archives municipales
de Dax, BB 1,
fo 93, v^o

III

10 JANVIER 1630

[Nomination et installation d'un principal]

Du dixième du mois de janvier mil six cent trente dans la chambre du conseil, y estans assemblés Messieurs de Borda, maire, de Marroy, soubsmair, Deslous, Delamothe et de Laugar, jurats.

Sur ce qu'a esté représenté par le scindic de la ville que maistre Denis Roussel a puis naguères disposé en la cour de céans sa charge de premier régent et principal du collège de la présente ville et qu'il est expédient y pourvoir d'un autre à sa place et qu'il a esté adverti qu'un nommé Sevry qui avoit passé en ceste ville, de présent en la ville de Saint-Sever, a requis, attendu la nécessité publique, qu'il soit escript audict Sevry par message exprès pour sçavoir s'il voudra prendre ladite charge et après qu'il a esté sur ce murement délibéré, qu'il sera escript dès aujourd'hui audict Sevry des parts du corps de ville et pour cest effet que Demay, sergent et trompette de la ville, se transportera audict Saint-Sever pour lui porter et rendre ladicte lettre et, ce fait, estre pourveu sur la proposition dudict scindic ainsi qu'il appartiendra.

Et le quinziesme desdits mois et an dans ladite chambre du conseil y estant assemblés lesdits sieurs de Borda, maire, de Marroy, soubsmair, Deslous, de Lamothe et de Laugar, jurats; ledict scindic a dict que suivant la lettre envoyée au dict Sevry, il s'est rendu en la présente ville et est dans la basse cour d'icelle. C'est pourquoi a requis qu'il soit

appelé en la chambre pour savoir sa volonté et après que, de l'ordonnance desdits sieurs, ledit Sevry est entré dans la chambre du conseil que la proposition dudict scindic luy a esté donnée à entendre et que ledict Sevry s'est offert servir la ville et le public en la charge de premier régent et principal du collège de la présente ville en lui baillant gages nécessaires pour son entretien et qu'il a esté sur ce murement et longuement délibéré, après que lesdits sieurs ont déclaré et demeuré d'accord qu'ils sont très contents et satisfaits de la capacité dudict Sevry et qu'icelui Sevry a fait voir avoir été receu advocat en la cour du parlement de Paris où il a dit avoir hanté le barreau et y plaidé durant huit ou dix ans, par lesdits sieurs a esté arrêté que ledit Sevry sera receu en la charge de premier régent et principal du collège de la présente ville d'Acqz et qu'il lui sera baillé annuellement la somme de 400 cens livres de gages par le recepveur du collège ou trésorier de la ville, payables par quartier et de trois en trois mois suyvnt les ordonnances qui lui seront baillées par le corps de la ville, ce que ledict Sevry a accepté, promis et juré de bien et dheument s'acquitter de la dicte charge, et ce fait a esté arrêté que ledict Sevry sera installé à toutes heures par lesdits sieurs de Marroy, soubds-maire, de Lamothe, jurat, et Labadie, scindic.

Et le vingtuniesme desdicts moys et ans s'estant lesdicts sieurs de Marroy, soubds maire, de Lamothe, jurat, et Labadie, scindic, transportés au collège de ladicte présente ville, ce requérant ledict scindic ledict Sevry a esté installé en la dite charge de premier régent et principal dudict collège par l'entrée d'une chambre du hault de la chaire d'icelle et autres formalités au cas requises, en présence de m^e Pierre de Lestrade, régent de la seconde classe, et de Pierre Chesnoy, régent de la basse classe d'iceluy ausquels a esté enjoint de reconnoistre ledict Sevry pour principal dudict collège et de lui obéyr en ce quy deppendra de sa charge, de laquelle ledict Sevry a promis comme autres fois s'acquitter dheument. De quoy par lesdicts sieurs a esté octroyé acte.

Et tout à l'instant par lesdicts sieurs ont esté baillés audict Sevry pour former sa classe les enfans et escolliers quy ont esté trouvés capables sur l'examen qui leur a esté faict par ledict sieur de Marroy, soubdsmaire, et a esté baillé logement audict Sevry dans ledict collège.

DE MAROY, soubds maire. LABADIE, scindic.
LAMOTHE, jurat.

Arch. mun. de Dax,

IV

BB 23, f° 1-9.

9 JUILLET 1631

[*Contrat avec les Barnabites. — Dispositions transitoires*]

L'an mil six cent trente un et le neuvième du mois de juillet en la ville et cité d'Ax estant assemblés Révérendissime père en Dieu messire Philibert Dussault, Evesque d'Ax, messire Bernard de Poyanne, seigneur baron des lieux de Gamarde, Onart, Clermont, Mimbaste, Poyartin et autres places, chevalier, conseiller du roy en ses conseils d'Etat et privé, gouverneur, lieutenant général pour Sa Majesté au royaume de Navarre, pays de Béarn, ville d'Ax et Navarrens et pays adjacens, messire Henry de Poyanne, seigneur, baron dudit lieu et sénéchal des Landes, messieurs les officiers du Roy, maire et jurats et scindics de la ville d'Ax ; ayant considéré que le soin principal des Républiques bien policées consiste à l'instruction de la jeunesse, à la piété, aux bonnes lettres, et à ces fins avoir de bons collèges avec nombre de régens suffisans et capables pour leur apprendre l'amour et la crainte de Dieu, les préceptes de vertu, l'intelligence des langues et des sciences, affin que les ecclésiastiques y deviennent scavans et zélés au service de Dieu, au salut des âmes et à l'extirpation des hérésies, la noblesse y apprenne les règles d'état, l'histoire des secrets des mathématiques, dont elle se sert en sièges et combats et autres actions héroïques pour se rendre digne des ambassades et gouvernement des villes et provinces, le tiers état y apprenne les lois et l'ordre pour rendre la justice à tous les peuples sujets à leur juridiction et à l'exercice de tous les arts libéraux, la bourgeoisie instruite en ce qui est nécessaire et pour la magistrature et police des villes et aux lois du commerce et résolution des questions qui surviennent en tous traficqz et négoces, bref il n'y a aucune vacation dans laquelle les lettres ne donnent de grands avantages, outre l'utilité que l'affluence des écoliers a apporté jusques aux plus petits artisans, et pour ces justes raisons l'église par ses conciles et les roys par leurs édits exhortent messieurs les prélats à l'établissement des séminaires et collèges, et à ces fins unir les bénéfices ; et particulièrement les roys de France se sont acquis le titre glorieux de pères des arts en l'établissement des fameuses universités qu'ils appellent leurs filles et convié les trois ordres de coopérer et contribuer à l'établissement desdits collèges chacun en son destroit. Et ayant considéré l'état auquel est longtemps y a le collège de cette ville,

les habitans de laquelle et des villes et pays circonvoisins sont contrains d'envoyer leurs enfans avec grande et insupportable dépense aux collèges éloignés ou étans abusans de la liberté, ils employent mal le temps et l'argent et se retirent n'ayant pris qu'une légère teinture des lettres pour passer le reste de leurs années dans l'oisiveté et autres mauvaises habitudes qu'ils peuvent avoir contractées, comme des plantes rabougries et sans fruit. A raison de quoi par commune délibération a été arrêté sous le bon plaisir du Roy et de la cour qu'il sera établi dans ladite ville un collège de R. Pères Barnabites de Saint-Paul décollé qui fourniront cinq régens de cinq classes des humanités et deux lecteurs et professeurs en philosophie avec un préfet, sous lequel les enfans puissent étudier et faire leur cours en philosophie, et seront lesd. préfets dans leur ordre ou autrement, pourveu qu'ils soyent suffisans et capables. Et pour la nourriture, gages et entretiens desd. pères et de leurs serviteurs et de tout le collège ledit seigneur évêque de Dax a promis unir comme dès à présent, unit sous le bon plaisir de Sa Sainteté et comme l'exécuteur desdits conciles, la première cure ou prieuré dépendant de sa collation qui puisse rendre le revenu de mille livres ; et au cas que le susdit bénéfice premier vacant ne puisse fournir led. revenu outre la pansion d'un vicaire perpétuel, qui sera institué par led. seigneur évêque, il unira et unit dès à présent audit collège le second bénéfice qui vaquera jusques à l'accomplissement et perfection du susdit revenu ou échoira, si besoin est, de plus amples et spécials titre et déclaration de la susdite union perpétuelle et irrévocable, tant pour lui que pour Messieurs les Evêques ses successeurs : Semblablement lesd. officiers du Roy et les sieurs maire, et jurats et scindic adjugent au collège desd. pères, dès qu'il sera institué dans lad. ville, toutes les rentes et revenus dont le collège jouit à présent revenant en bloc à sept cent cinquante livres annuellement dans lesquelles sont comprises les cent cinquante livres que messieurs du chapitre de l'Eglise cathédrale Notre Dame d'Ax contribuent pour les gages desd. régens suivant la transaction jadis sur ce passée, laquelle demeure en sa force et vigueur et trois cens livres de rente que le trésorier de la ville a toujours recouvert et deux cens cinquante livres qui se prennent annuellement sur le domaine de ladite ville et trésorier d'icelle, payable par quartiers consentant iceux officiers, maire, jurats et scindic que lesd. Révérends Pères régens et professeurs qui seront audict collège d'Acqs ou le receveur qu'ils recevront dans leur société payent la tierce desd. rentes et revenus et octroyent les quittances au cas requis ; à ces fins

leur fourniront coppies des titres et comptes des derniers trésoriers qui ont administré led. revenu. Et parce que les sommes susdites ne pouvant suffire pour lesd. gages et entretiens, lesd. sieurs officiers présidiaux et autres de justice et de robe longue et de bourgeoisie de la ville, portés de zelle et d'affection au bien public, ont chacun en particulier et par forme de subvention offert volontairement certaines sommes, sous leur écrit et seings particuliers contenus en certains rolles et livres qui sont devers les députés desd. compagnies, revenant en bloc à la somme de sept mille quatre cens livres pour être colloquée en rente au denier douze au profit desd. pères et le restant sera employé pour acheter la maison de demoiselle de Mauran et autres contigües et les lits et meubles raisonnables dud. collège et bastiments d'une chapelle sans que lesd. pères puissent demander pour le présent ni pour l'avenir autres gages ni plus ample entretien ni mois ou présents, si ce n'est que volontairement il leur feut offert, donné et légué cy après. Et d'autant qu'il ne seroit pas raisonnable que lesd. Pères se retirant audit collège ne trouvassent un revenu présent pour leur nourriture et entretien, qui ne peut pas souffrir délai ny demeure, a été aussi résolu que l'établissement dudit collège commencera au jour et feste de saint Luc prochain, pendant lequel temps lesd. sommes cy dessus offertes seront retirées et remises entre les mains de Betheder, bourgeois et marchand, pour être colloquées en rente, à tout le moins celles qui sont au dessus de cent livres et ceux qui les ont offertes seront priés de les préparer et remettre pendant led. délai aux fins de ladite collocation et pour le regard des sommes qui sont au dessus desdites cent livres ceux qui les ont offertes pourront les payer aux termes et conditions par eux prescrites et ordonnées, si mieux ils n'aiment en payer la rente un mois après l'établissement desdits pères ou à leur receveur de six mois en six mois jusques à ce que les unions dudit seigneur évêque d'Aix soient arrivées et exécutées ; vacation advenant, lesd. pères fourniront seulement des régens capables de faire cinq classes, mais dès aussitôt que l'union aura été parfaite et eux rendus jouissants dud. bénéfice ou bénéfices ils parferont le susdit nombre de régens pour les humanités et cours de philosophie, ce que le Révérend père Paul Vincens Rouère, supérieur au collège de Lescar, et le père Dom Jean-Baptiste de Januaris, aussi religieux, ont accepté sous le bon plaisir du Révérent père général et provincial et supérieur dudit ordre des Barnabites de Saint-Paul décole, desquels ils promettent porter l'approbation et ratification dans un mois prochain pour satisfaire à tout

ce dessus, sans qu'ils puissent retrancher ledict nombre des régens et professeurs en philosophie et ou ils ce feront ou demurent déchus, et d'autres subrogés à leur place. Et pour l'amplification dud. bastiment et construction de lad. chapelle, les propriétaires desdites maisons contiguës seront requis, si besoin est, contraints de le vendre au dire d'experts par lettres patentes de Sa Majesté ou ordonnance de justice, comme il est accoutumé pour les ouvrages publiqs. Et pour parfaire le paiement de ce qui restera, la quête sera continuée sur ceux qui restent en cette ville qui n'ont encore offert, et pour les villes et juridictions circonvoisines, et messieurs les officiers, bayles et jurats des sieurs seront priés de faire la quête sur les particuliers de leur juridiction qui voudront contribuer à ce bien public pour l'intérêt qu'ils ont à l'instruction de leurs enfans et à l'approche d'icelle et donneront aussi avis de ce qui se pourra prendre sur le reliqua des Fabriques qui est destiné auxdits séminaires et collèges par les ordonnances et conciles.

Et attendant la commodité de faire ladite chapelle, on dressera un autel dans quelque chambre basse dud. collège et affin de conserver la mémoire desdites unions, bienfaits et subventions générales et particulières seront faites trois copies desd. titres, unions et constitutions desdites rentes dont l'une copie demeurera aux archives de l'Eglise cathédrale, l'autre copie aux archives de l'hôtel de ville et la troisième au collège desd. RR. PP. Barnabites, et que de tout ce dessus soit fait acte. En foy de quoy led. seigneur évêque, gouverneur, sénéchal, officiers du Roy, maire, jurats et scindicq se sont signés à l'original es présences de M^r François d'Argoubet, avocat en la cour, sieur de Cerès et Jean de Senian, aussi avocat, ainsi signés A Lacerre (?) des présens avec moi, ainsi signés. Philibert, évêque d'Ax, Poyanne, Henry de Poyanne, Dussaut, lieutenant général à la cour présidiale d'Ax, Bastiat, conseiller au présent siège, Jean Lauga et Dom Paul Vincent, supérieur des Barnabites de Saint-Paul au collège de Lescar. Dom Joannes Baptista de Januaris deputatus in capitulo nostro (1).

(1) Suivent diverses autres signatures, dont une douzaine pour attester l'authenticité de la copie. Cette pièce, dont l'original confié à l'hôtel de ville s'était perdu, fut retrouvée le 16 janvier 1673. Voilà pourquoi elle fut insérée si tardivement dans les registres du corps municipal. Le registre BB 23 ne contient en effet que les délibérations de l'année 1763.

Il existe une autre copie de cette pièce dans les Archives départementales des Landes, H. 167.

Le huictiesme du mois de febvrier mil six cens trente quatre dans la chambre du conseil de la maison commune de la ville dAx, y estant assemblés messieurs de Borda de Senjan, sous maire, de Cardonne, du Feignar, du Poy, jurats, et de Labaig, scindicq. Sur ce qu'a esté représenté par ledict scindicq que jaçoit que l'intendance et la direction du collège de la présente ville appartienne à la cour de céans, soit pour l'installation ou réception des régens, soit pour la disposition et changement d'iceulx ou bien encore pour la distribution des deniers et que d'ailleurs il ne soit possible ny permis ausdits regents de faire aucune assemblée ni aucune action publique dans ledict collège qui ne soit de l'expres ad(veu) et permission de ladite cour de céans et néantmoins il a esté adverti que les pères Barnabites qui se sont introduits puis naguères dans ledict collège ont fait il y a deux ou trois jours, une assemblée et une action publique dans icelluy sans en avoir donné avis à la cour de céans ny en demander permission, ce qui ne peult être imputé qu'à un mespris d'icelle ni revenir qu'au désavantage de son anuthorité. A tant ledit scindicq a requis qu'il soit fait inhibitions et défenses aux pères Barnabites de désormais faire aucune assemblée ni aucune action publique dans ledit collège sans l'avis et expresse permission de la cour de céans à telles peines que de droict.

Sur quoi par lesdicts sieurs a esté octroyé acte du dire et requis dudit sieur scindicq et, faisant droit d'icelui, inhibitions et défenses soient faites auxdits pères Barnabites de désormais faire aucune assemblée, ni aucune action publique dans ledict collège sans express adveu et permission de la cour de céans à telle peine que de droit et leur sera signifié.

Suivent les signatures.

Le même jour, la susdite ordonnance a esté signifiée et copie baillée au père Ceverin, marchand, scindic dudit collège, qui a pris copie et fait response qu'il supplie très humblement messieurs les maire et jurats de se bien aviser du contrat qu'ils ont passé avec messieurs les évêque, gouverneur et officiers de la présente ville, et le scindic dudit collège et les pères Barnabites et d'avoir esgard à leur profession religieuse. Et

pour ce qui concerne les assemblées qui se font au collège ce ne sont que pour les déclamations, disputes et autres exercices scholastiques dont on met l'affiche à la manière accoustumée et que lesdits Pères barnabites recepvront à beaucoup d'honneur si lesdits autres maire, jurats et scindicq et tous les autres principaux de la ville honorent de leur présence, les suppliant de sy vouloir trouver à toutes occurences.

Et a signé, présens Arnaud de CRISNEAU
et Bertrand du BOIS.

Arch. mun. de Dax,
GG 38.

VI

[1668]

[*Pétition pour le maintien du collège*]

Estant assemblés... Messieurs de Borda, maire perpétuel, Larrey, sous-maire, Lagère, de Couppé et Maysonnave, jurats, et Lavielle, scindic, et tous les gens du conseil de ladie ville.

Sur ce qui a esté représenté par Monsieur le Syndic que Monsiennr M^e Etienne de Jossis, conseiller du Roy en l'élection des Lannes, commissaire en cette partie, subdélégué par Mgr l'Intendant de la province, lui a fait voir et remis copie d'une ordonnance, lettre missive et mémoires dudit Seigneur contenant le pouvoir et ordre que ledit sieur de Jossis doit observer comme subdélégué en procédant à la visite du collège de la présente ville et après que lecture a été faite desdites ordonnances, lettres missives et mémoires par les dits sieurs du corps et conseil des villes, d'une commune voix a été résolu et délibéré qu'il sera très humblement remonstré à Sa Majesté que ledit collège de la présente ville est un des plus anciens de tous ceux de la Basse-Guyenne, puisqu'il y a 150 ans qu'il est establi et a toujours été entretenu par les habitants avec un nombre raisonnable d'escoliers et singulièrement depuis qu'il fut commis à la conduite des Pères de la congrégation de Saint-Paul qui ont toujours soutenu les classes avec progrès pour l'avancement de la junesse, soit aux bonnes lettres, soit en la perfection de la vertu, depuis

la siziesme jusques à la philosophie, inclusivement et sont même sur le point d'ouvrir une théologie.

Il est encore non seulement utile, mais aussi d'une absolue nécessité pour ce qu'il est remarquable que considérant les divers estats de ladite ville, il doit avoir un grand nombre de gens sçavants, que trois cens familles, ou environ desquelles ladite ville est composée doivent fournir à un clergé rempli d'un prélat, d'un chapitre et de trente prébendiers qui font le nombre de cinquante prestres ou environs sans compter quatre divers ordres de religieux. 2^o a un corps présidial et sénéchal composé de près de vingt officiers et près de quarante avocats qui ont étudié pour servir, bien que tous ne servent pas actuellement au barreau. 3^o a un corps d'élection et un autre de prévosté dans lequel il y a présentement des officiers tous intelligents et gradués, en telle sorte que dans la nécessité de donner tant de prêtres à l'Eglise, tant d'officiers au roi et tant d'avocats au public, Sa Majesté aura sans doute la bonté de considérer que le collège est très nécessaire en la présente ville. En effet, si dans le grand nombre d'enfants que les pères doivent eslever pour maintenir incessamment le même nombre de gens lettrés, ils étoient obligés de les envoyer es autres villes de la province, ne pouvant les envoyer qu'en la ville de Bourdeaux, distante de 25 lieues de Gascogne, il n'y auroit point six familles qui pussent fournir à cette dépense.

Cette nécessité ne regarde pas seulement les habitants de la présente ville, mais encore ceux des villes circonvoisines, comme sont Bayonne, Tartas, Saint-Sever et autres où il n'y a que des petits collèges, régis par des régens passagers, sans aucun autre ordre de classes et généralement comme le plat pays, comme sont Labour, la Chalosse, la Lande et le voisinage de la mer, où il doit avoir des gens lettrés tant pour rendre la justice et pour la demander devant les sénéchaux établis dans lesdites villes et la rendre encore à la campagne par des juges des lieux que pour instruire les pubes, dans la religion par tant de prestres et curés qui sont nécessaires en divers diocèses et singulièrement dans la province de Béarn et sur la frontière, où il s'offre tous les jours des occasions à combattre l'hérésie dont cette province est infestée. Et un si grand nombre de personnes ne peuvent estre élevées aux bonnes lettres qu'en la présente cité par le défaut des facultés pour aller ailleurs où la plupart se trouveroient.

Et sur toutes ces raisons, il y a de quoi espérer de la justice du Roy qu'il conservera le collège en cette ville par la considération de son

antiquité et par la nécessité d'élever des hommes propres à son service en la distribution de la justice et des ministres qui puissent soutenir la vérité de l'Eglise et de la religion (1). Ainsi signés : de Borda, maire perpétuel, Larrey, sous-maire, Lager et de Couppé, de Maysonnave, juratz, et Lavielle, scindic, et Labaig par advis, Moras par advis, de Pons par advis, etc.

Arch. de Dax, GG38

VII

Pièce originale.

4 JUIN 1689

[Sommutation à fin de paiement des sommes promises]

Aujourd'hui quatrième du mois de juin mil six cent huitante neuf dans la ville et cité d'Ax, après midi, par devant moi notaire royal sousigné, présens les témoins ont été en leur personne dom Jean Baptiste S. Christau, supérieur des Pères Barnabites de cette ville, et dom Germain Darmaillacq, scindic dudit collège, lesquels adressant leurs paroles à MM^{rs} les maire et jurats et scindic de cette ville leur ont représenté que par contrat du neufvième du mois de juillet mil six cent trente et un le collège pour l'instruction de la jeunesse auroit été institué et que par exprez lesd. Pères Barnabites qui les ont précédés dans ladite maison seroient assujetés à fournir cinq régens pour les classes des humanités et deux professeurs pour la philosophie, moyennant quoi par commune délibération, en premier lieu le seigneur évesque d'Ax promit d'unir, comme il unit, par ledit contrat sous le bon plaisir de Sa Sainteté, la première cure ou prieuré de sa collation du revenu de mille livres exempt de la pension du vicaire perpétuel promettant d'octroyer si besoin estoit ses plus amples lettres pour rendre ladite union perpétuelle et irrévocable.

En deuxième lieu, led. maire et jurats et scindic consentirent que lesd. Pères Barnabites prinsent toutes les rentes dont ledit collège jouis-

(1) La pièce n'est pas datée, avons-nous dit, mais comme on trouve dans les registres municipaux, BB 4, f^o 53, Borda, maire, Larrey, sous maire, Lavielle, scindic, de Couppé et Maysonnave, jurats, à la date de 1668, il n'est pas douteux que la pétition soit de cette même année.

soit pour lors revenant à sept cens livres, dans lesquelles estoient comprises les cent cinquantes livres que messieurs du chapitre contribuoient pour les gages des régens et outre ce promirent lesdits maire et jurats de faire donner deux cens cinquante livres sur le domaine de la ville pour contribuer de leur part à l'accomplissement d'une fondation aussi utile pour le public.

En troisième lieu, ces sommes n'ayant pas été jugées suffisantes pour l'establissement dudit collège, les officiers, la bourgeoisie et autres divers particuliers affectionnés au bien public par forme de subvention, offrirent volontairement diverses sommes sous leurs seings privés revenant en bloc à la somme de sept mille quatre cens livres. D'après en exécution dudit contrat, il seroit arrivé que Monseigneur Philibert Dusault, évêque d'Aux, auroit uni conformément à ses offres audit collège, le prieuré du Saint-Esprit et la cure de Sabres. De quoi les Pères Barnabites se contentèrent, quoique lesdits bénéfices n'aient jamais rendu la somme de mille livres, les charges portées ; mais depuis trois ans ou environ lesdits Pères Barnabites faisant desservir ci devant ladite cure de Sabres par des vicaires amobiles (*sic*) conformément à ce titre de l'union, le sieur Bergoignan auroit impétré la vicairie perpétuelle dudit Sabres et en conséquence lesdits Pères Barnabites de l'avis et par la médiation de Monseigneur de Lalanne, pour lors évêque d'Aux, ont été obligés de se réduire pour tous droits sur ladite cure à la somme de quatre cens cinquante livres, et d'ailleurs le prieuré du Saint-Esprit ne leur rendant annuellement que la somme de deux cens trente livres, suivant le pied de l'affermé de la moitié des biens dudit Prieuré appartenante aux hôpitaux de la présente ville, il reste de ces deux chefs audit collège si peu de chose que les régens ne peuvent plus estre entretenus ; pour ce qui regarde les sieurs maire et jurats, il estoit d'usage depuis ladite institution du collège qu'ils tiroient des ordonnances sur le trésorier de la ville en faveur desd. Pères Barnabites pour la somme de quatre cens mille livres ; savoir deux cens cinquante qu'ils s'estoient obligés de donner sur le domaine de la ville et cent cinquante livres à la décharge de Messieurs du chapitre. Et les dirigeants s'estant depuis peu adressés aux sieurs Maire et jurats pour estre payés de cette somme, suivant l'usage ancien il leur auroit été répondu qu'il y avoit défense expresse de Monseigneur de Besons d'acquitter aucune ordonnance ni d'en tirer aucune de nouveau jusqu'à ce qu'il en eut autrement ordonné. Enfin, pour ce qui concerne les sept mille quatre cens livres données par divers particuliers en forme

subvention, la mauvaise volonté de leurs successeurs, l'insolvabilité survenue dans leurs hérédités font que les Pères Barnabites n'ont peu jouir presque d'aucune des rentes de cette somme et qu'ils ont trouvé et trouvent des discussions si embarrassantes et d'une si grosse dépense à en poursuivre le payement qu'ils n'en retireroient pas actuellement plus de deux cens livres, comme il leur seroit aisé de justifier par le détail des familles qui sont dans le cas : tellement que soit ce provenu des bénéfices unis, soit la rente annuelle sur l'hôtel de ville, soit les intérêts qui leur devroient revenir des sommes promises par les particuliers venant à cesser comme ils cessent, il est impossible aux dirigeans de satisfaire aux conditions qu'on leur a imposées au temps de l'établissement du collège et de fournir d'ors en avant à l'entretien des régens pour raison duquel lesdits Pères Barnabites ont esté obligés d'emprunter plusieurs sommes et rester débiteurs. C'est pourquoi lesdits dirigeans entendent sommer lesd. sieurs maire et jurats et scindic de faire exécuter ledit contrat du troisième juillet mil six cens trente et un et de faire remplir les conditions contenues en icelui, faute de quoy ils protestent qu'ils ne satisferont pas aussi de leur part aux engagemens dans lesquels leurs prédécesseurs estoient entrés et qu'ils vont licencier les régens qui vaquent aux leçons publiques soit dans les classes des humanités, soit dans celles de philosophie : de quoi m'ont requis pour notifier au scindic tant pour lui que pour le sieur Maire et jurats es présences de Jean de Larrède et Guillaume d'Arbo, clerks, habitans d'Acqs, tesmoins soussignés à l'original avec lesdits dirigeans et moi Senian, notaire royal.

Suit le certificat de notification faite à « Destrac, scindic moderne », qui fait réponse :

« Que c'est mal à propos que les susdits dirigeans s'adressent à eux pour remplir les conditions contenues dans le contrat du 9 juillet 1631 prins à l'égard de l'union des bénéfices jusqu'à la concurrence de mille livres arrestée dans led. contrat, que c'est un fait qui n'intéresse point la communauté que le seigneur évesque l'ayant seul promis comme cela en effet dépendoit de lui seul, que si les Pères Barnabites ont été évincés des bénéfices ou de partie d'iceux que c'est à eux de se pourvoir contre ou par devant qui ils verront bon estre et non contre la communauté qui n'est pour cela entrée dans aucun engagement.

En second lieu, qu'ils doivent encore moins répondre de l'engagement

où divers particuliers entrèrent lors de l'établissement du collège, ni de l'insolvabilité survenue dans leur hérédité, la communauté n'ayant ni promis ni garanti les sommes. Enfin, pour ce qui regarde les quatre cent livres que la communauté, selon l'usage ancien, a acoustumé de paier au collège sur les deniers patrimoniaux que les répondans avoient commencé à tirer aucune ordonnance de cent livres pour le premier quartier ; qu'estant survenu un ordre de Mgr l'intendant qui faisoit déffiance aux maire, juratz de tirer aucune ordonnance nouvelle sans une permission expresse de sa part, qu'en conséquence lesd. maire et jurats auroint refusé au syndic du collège d'en tirer une seconde en sa faveur ; mais que la défense levée ils ont continué, comme ils sont prêts de continuer l'usage ancien. Au moyen de quoi ils somment les Pères Barnabites d'avoir à entretenir le contrat faute de quoi ledit répondant proteste de se pourvoir ainsi qu'il verra bon estre. De quoi a esté fait acte es prévenus des témoins soussignés. »

Arch. de Dax, GG 38

Original.

VIII

[*Somation présentée à Jacques Peyret, conseiller du roy, le 5 mars 1694*]

Résumé : Le R. P. Dom Léon Tapie, syndic de la communauté des Barnabites, rappelle

« que par le contrat... du 9^e juillet 1631... la communauté de ladite ville serait obligée entre autres choses de payer annuellement pour l'entretien des régens dudit collège la somme de 700 livres, sçavoir 300 livres de rente constituées sur divers particuliers et les autres 400 livres restantes payables par le trésorier et sur le domaine de ladite ville. Les 300 livres des rentes constituées dans la suite du temps se sont anéanties par l'insolvabilité de ceux sur qui elles avoient été assises et pour les quatre cens livres, les syndics de ladite communauté des Barnabites en ont esté régulièrement payés pour leur établissement fait jusqu'à ce que, peust avoir 3 ou 4 ans, ils auroient selon l'usage ordinaire sollicité des ordonnances sur les trésoriers de la ville pour se faire payer de ladite somme de quatre cens livres, mais quelques-uns de Messieurs les magistrats qui sont actuellement en charge de ceux qui les ont précédés dans l'exercice

d'icelles auroint si bien fait qu'ils auroint toujours éludé sous divers prétextes de tirer lesdites ordonnances suivant la coutume, ou ils les auroint tirées dans des temps dans lesquels elles étoient inutiles et où les revenus communs se trouvoient espuisés par des ordonnances précédemment tirées et acquittés selon les réponses qu'ont fait les trésoriers de ladite ville et comme lesdits religieux Barnabites qui au dela de la perte desdites rentes et l'impétration des bénéfices unis audit collège pour l'entretien d'icelui sont d'ailleurs accablés de taxes, ils ne peuvent subsister ni payer les régens séculiers dudit collège s'ils ne sont payés de ladite somme de 400 livres courant et des arrérages d'icelle qui sont escheues. Ils sont forcés de prier lesdits sieurs Peyret, au dit nom et en tant que besoin avec tout les respects qu'il doit auxdits magistrats, le sommer de faire payer aux dirigeans audit nom les quartiers écheus de la rente courante et les arrérages écheus à chaque quatre temps depuis l'an mil six cent nonante et un, et faute par lui de remplir les engagements contractés par ladite communauté et corps de ville dans ledit contrat d'establisement et satisfaire à la présente prière et sommation, ledit révérend Père dom Léon audit nom proteste de se pourvoir, en vertu du susdit contrat et autre titre, ainsi et devant qui il verra bon estre, de quoi m'a requis acte que lui ai octroyé. Fait es présences de Jean Bustarret, Raymond de Caunègre, escoliers, habitans Dax, témoins signés à l'original avec ledit R. P. dom Léon, syndic, et moi.

Notifié le sixième dudit mois audit sieur Peyret, etc.

DE SENJEAN, not[ai]re.

Arch. mun. de Dax.

GG 38,

Minute

IX

1703-1705

[Opposition du procureur du Roi contre les nouvelles batisses projetées au collège]

A la requête de M^e Jacques Peyret, cons^r Procureur du Roy et de la communauté de la présente ville soit dénoncé aux R. P. Barnabites de cette ville en la personne du R. P. Dom Simon Despériers, leur scindic, qu'il est averti par un acte de somation qui lui a été fait et signifié à la requête de M^e de Faure, cons^r et avocat du Roy, au Présidial en ce

siège, le 29 du mois d'aout dernier par Lubet, huissier, que lesd. R. P. Barnabites ont acquis depuis peu la maison et places vuides apellées de Lafontaine, situées dans cette ville et près le collège pour l'agrandissement d'icelui des mains de noble Bertrand de Pemolié, s^r de St-Martin, con^r secrétaire du Roy, maison et corone de France, par contrat retenu par M^e Roger de St-Jean, dans lequel led. R. P. Dom Simon a prins la qualité de scindic dud. collège du consentement des autres religieux qui composent la communauté et qui ont souscrit led. contract avec lui et come cette destination se trouve oposée à l'intérêt de la comunauté de cette ville, soit à considérer que les maisons religieuses lorsuelles ont été reçues ont eu leur terrain marqué pour se loger et établir, au dela duquel elles ne peuvent plus s'étendre sans un nouveau consentement de la communauté, soit à considérer que le collège n'a pas besoin d'une plus grande étendue de terrain, puisque celui que lesdits R. Barnabites ont a suffi par le passé pour y loger les religieux et y tenir les classes nécessaires à l'instruction de la junesse. Et dans un temps que le collège se trouvoit plus fréquenté qu'il ne l'est à présent, y ayant eu par le passé environ deux ou trois cens écoliers chaque année et n'en ayant pas depuis environ dix ans peut être cinquante.

Un dernier motif qui engage l'intérêt de la communauté dans le projet et le dessein desd. R. P. Barnabites se prend de ce que la ville est si petite et il s'y trouve si peu de maisons habitées par des particuliers que ceux qui y sont suportent un logement de gens de guerre accablant, surtout depuis quelques années qu'il s'est rendu fréquent dans ce lieu par le passage continuel des troupes qui vont en Espagne. A considérer d'ailleurs que les maisons religieuses, les Eglises et chapelles qui sont établies dans cette ville en occupent presque la moitié de terrain. C'est ce qui engage led. s^r Peyret de s'opposer par ces présentes à ce que lesd. R. P. Barnabites bâtissent dans le sol de lad. maison de Lafontaine, ni dans les places aucun collège ny pensionnat, ni qu'ils s'enferment dans leur enclos, mais consentent à ce qu'ils y bâtissent des maisons propres à être habitées par des gens qui supportent les charges publiques et en cas qu'au préjudice du présent acte ils passent outre, il proteste de se pourvoir par les voyes qu'il jugera à propos. Dont acte fait à Dax... le (1).

(1) Cette pièce n'est pas datée : mais elle doit se placer entre 1700 et 1707, puisqu'il y a fait allusion aux guerres provoquées par la succession d'Espagne et que Jacques Peyret fut procureur du Roi de 1691 à 1707, d'après les Arch. mun., BB 5.

12 JUILLET 1708

[*Demande de concession de terrain pour agrandissement du collège*]

Du douzieme juillet mil sept cent huit a comparu Père dom Ignace de Lagibeau, supérieur des religieux barnabites de la présente ville qui a représenté que le sol de la plupart des classes du collège avoit esté crusé en terre, estant beaucoup au dessouz du rez de chaussée, lesd. classes sont fort humides et peu seines et quoique leur mayson n'ait pas de grandes renthes, ils se sont pourtant déterminés tant pour la décoration publique [que pour] assurer la santé de la junesse d'aschepter à renthe constituée du sieur Pemolié de Saint-Martin la place où estoit autrefois la maison appelée Dartiguelongue et deux autres places en dépendantes, joignant les remparts de la ville dans le desseing dy bastir le collège, mais après avoir fait voir la place de lad. maison elle ne s'est pas trouvée assez grande pour toutes les classes et autres choses nécessaires pour un collège, à moins d'avancer le bastiment dans la rue publique, ce quy peut estre fait sans aucune incommodité du public et loin que cet avancement cauze aucune difformité, cette rue en deviendra plus belle et plus régulière, parce qu'elle sera alignée avec les maisons de la rue qui vient de la porte de Saint-Pierre à lad. maison et avec celles de la rue de la maison et église desd. Pères Barnabites, elle aura mesme dans toute l'estandue de cet avancement plus de largeur que les autres deux par l'abandon que lesd. Pères Barnabites entendent et offrent de faire du terrain desd. places despendantes de ladite maison qui y sera nécessaire pour remplacer ce qui sera prins de l'autre côté sur la rue publique et pour que la communauté ne se trouve pas chargée, ils offrent de faire applanir et niveler lad. Rue, de faire le premier pavé et de l'entretenir pour tousjours de mesme que le mur qu'ils ont joignant la terrasse du rempart, supplient lesdits sieurs Maire et jurats de leur accorder leur contentement pour qu'ils avancent le bastiment de leur collège sur ladite rue publique suivant le piquètement, qu'ils en feront et aux conditions qui leur seront imposées.

A signé

Dom Ignace LAGUIBAUT.

Sur quoi ouy le Procureur du Roy et de la communauté par lesdits maire et jurats a esté appointé et ordonné qu'ils se transporteront demain à deux heures de relevée avec led. Procureur du Roy et les

députés de chaque corps et Laurans et Pierre Ducasse, m^{es} architectes, qui seront à ces fins mandés sur les lieux en question lesquels les religieux feront à ces fins piqueter pour dresser procès-verbal du tout et, ce fait, être procédé ainsi qu'il apparaîtra.

Après l'examen de lieux auquel se livrèrent les gens du conseil, ils déposèrent un rapport dont les conclusions sont ainsi conçues : « Il nous apparaît que le public ne recevra aucune incommodité de cet avancement sur la rue publique et que mesme ce quartier en recevra une décoration par l'alignement. »

A. DEGERT.

LE

Portail de l'Eglise de Mimizan

Etudié dans ses rapports

avec l'histoire du Costume et du Mobilier au Moyen-Age

avec des figures dessinées par l'auteur



Ornement tiré du portail de l'église de Mimizan. — 4^e cordon, côté gauche.

INTRODUCTION

LE portail de l'église de Mimizan fut longtemps inutilisable pour l'Archéologie. Il avait été, rien qu'au dix-huitième siècle, au moins deux fois (1) recouvert de mortier et de badigeon, si bien que, sous cet empâtement, il était à peu près impossible d'y rien distinguer. C'est à M. l'abbé Départ, membre de la Société française d'Archéologie et de la Société de Borda, alors curé-doyen de Mimizan, que reviennent l'honneur très grand d'avoir compris l'intérêt que pouvait présenter cette œuvre et le rare mérite de son nettoyage complet. Il lui en coûta, en 1883-1884, de longs mois d'un labeur pénible et très délicat à raison de l'état friable de la pierre — une pierre jaunâtre du pays, analogue à celle qu'a trouvée, au cloître de Larreule, M. Xavier de Cardaillac (2). Ensuite, M. Départ en donna une description détaillée (3).

(1) 1722 : 2 charges de chaux pour « grifoner l'église », 30 liv. ; — « aux massons pour auoir grifoné l'église et pour leur voyage et erre » (arrhes), 307 liv. 10 s. (Reg. de la fabrique de l'église de Mimizan) ; — 1740 : un architecte de Tartas visite l'église et trouve que tout le contour en a besoin « detre enduit et repassé... avecq du mortier bien gras... a suite de quoy toute lad. Eglise a besoing detre blanchie et repassé deux fois y compris le porche, c'est-à-dire tout le dedans, et ce à la colle de Rouan » (Arch. notariales de Mimizan, acte du 9 oct. 1740).

(2) *Les sculptures de l'abbaye de Larreule en Bigorre*. Tarbes, Croharé, 1892, p. 28.

(3) *Bulletin de la Société de Borda*, 1884, p. 193.

Ma pensée n'est pas de refaire ce travail si bien fait par lui. Mon titre dit assez à quel point de vue nouveau et spécial je me suis placé. Je lui ferai seulement des emprunts çà et là, au fur et à mesure des besoins de cette étude.

* * *

L'existence de Mimizan à une époque fort ancienne peut être considérée comme prouvée. Il n'est pas douteux qu'il faille l'identifier avec la station *Segosa* de la voie romaine par le littoral, d'*Aquae Tarbellicae* (Dax) à *Burdigala* (Bordeaux), vers l'an 400 de notre ère (1), et *Mimisanum* se trouve noté, au dixième siècle, sur l'admirable carte dressée par M. Longnon pour la Gaule à l'époque carolingienne (2).

Par une fortune plus extraordinaire et plus rare encore, l'église de Mimizan elle-même est figurée et expressément dénommée sur l'un des



L'église de Mimizan de la Mappemonde de Saint-Sever.

Trois plus anciens monuments géographiques du moyen-âge (3) : la mappemonde de Saint-Sever.

(1) En identifiant *Segosa* avec Aureilhan, M. Longnon (*Atlas hist.*, pl. II, — Texte, p. 31) est en contradiction avec les historiens locaux les mieux informés — et avec la réalité évidente des faits historiques.

(2) Pl. IX, — Texte, p. 190.

(3) R. Cortambert, Paris, Delagrave, 1877, d'après le ms. lat. 8878 de la Bibl. nat. — A côté de *Burdigala* se trouve *Sancta-Maria... sanensis...* Les premières lettres du dernier mot sont effacées. Il faut, d'après M. Longnon, restituer *Mimisanensis*, — Mimizan, dont l'église dépendait du monastère de Saint-Sever.

Il n'a donc point été téméraire d'affirmer l'existence, à Mimizan, d'un édifice de « style roman », ainsi que l'a fait M. l'abbé Départ qui d'ailleurs, en a trouvé des preuves dans les « pierres sculptées de têtes plates, oves, billettes », encastrées dans les murs de maisons du bourg. Il aurait même pu aller plus loin et y affirmer l'existence d'une église latine ou de l'époque mérovingienne, étant donné *Segosa* précité et qu'il estime, d'après les *leçons* du très ancien Bréviaire de Lescar bien connu des savants, qu'une primitive église avait dû être construite à Mimizan, au sixième siècle, « au lieu même où saint Galactoire et ses compagnons furent martyrisés par les Wisigoths ».

A cette église — ou à ces églises — succéda celle dont nous nous occupons. L'abbé Cirot de la Ville (1) a publié une lettre du curé de Mimizan, Dufau, précieuse en ce qu'elle montre que, en 1844 encore, le souvenir se conservait des « colonnes, du *dôme*, de la flèche, des peintures à fresque, des statues, des bas-reliefs, le tout de style ogival (2) » de l'église. Mais cette église que les réformés tentèrent de démolir au seizième siècle, subit maintes fois les injures du temps (3). L'ouragan de 1770 qui renversa le grand clocher sur le sanctuaire (4) fut sans doute la cause dernière qui prépara la ruine de cette partie de l'église. Vingt ans après, le 3 mars 1790, le chœur, le transept, une partie de la nef s'écroulèrent (5). Le reste de la nef fut démoli en 1888. Il ne subsiste que

(1) *Hist. de l'abbaye et congrégation de N.-D. de la Grande-Sauve*, I. 510, 511.

(2) On trouve dans cette attribution au « style ogival » en 1844, une première trace de la renaissance des études archéologiques. Cent ans avant, en 1731, on disait l'église de Mimizan bâtie « à l'égyptienne » (Arch. de l'Archevêché de Bordeaux. -- Procès-verbal de visite).

(3) *Eglises du pays de Born*, par G. Beaurain. *Bulletin de la Société de Borda*, 1900, pp. 170, 171, 173.

(4) « Acte de sindicat » où l'on représente que « le cloché est tombé sur l'église par l'oragan qui ce fit l'année dernière ce qui a causé un préjudice considérable à l'église et principalement au santuaire, ce qui mérite une prompte réparation et prévenir l'yver et comme il a été décidé que la partie du santuaire compétoit le gros décimateur, on nomme Jean Dupart pour aller vers luy et son agean et lui reprezanter l'état du santuaire. Pouvoir à Dupart de traiter pour les réparations ou la réédification de l'église si on juge à propos, ou si M. le gros décimateur ne veut pas traiter à l'amiable l'y obliger par voix de justice »... (Arch. notariales de Mimizan, acte du 11 aoust 1771).

(5) « L'an mil sept cens quatre vingt dix et le quatre mars, a été inhumée dans le cimetière de la paroisse de Bias, le cimetière de cett paroisse Mimizan ayant été interdit par l'écroulement de l'église arrivé hier à une heure trois quarts après-midi, Catherine Bigos... (signé :) Bosc, curé » (Reg. par. de Mimizan).

la tour de ce qu'on appelait autrefois le petit clocher et qui contient le porche et le portail.

D'après les mesures prises par le curé le 18 mai 1778 (1), cette église mesurait 128 pieds de long sur 65 de large, dans la plus grande largeur du transept. Dans l'état où nous avons pu la mesurer et l'étudier, avant la démolition de 1886, son plan par terre présentait un rectangle de 20 m. de long sur 15 de large. Il s'en était donc écroulé un peu plus de la moitié, comme le disait bien, en 1844, le curé Dufau (2) — qui n'avait pas pu consulter nos documents.

Dans le sens de la largeur, elle comprenait une nef d'environ 6 m. et deux bas-côtés d'environ 3 m. 60. Dans le sens de la longueur, elle était partagée en trois travées. Il restait quatre piliers — piliers composés, à ressauts à angles droits ou piliers carrés à pilastres. Chaque pilier comprenait quatre pilastres sur double dossier. Exceptionnellement, l'un des piliers avait ses pilastres sur dossier simple. Contre les murs latéraux, au mur du pignon et à celui du chevet, la retombée des arcs doubleaux et des formerets était reçue par un pilastre sur dossier.

Les bases étaient à biseau et les chapiteaux moulurés, les uns et les autres avec une grande simplicité. Les arcs formerets étaient tantôt plats, tantôt « cantonnés d'un tore accompagné de deux moulures ». Les voûtes de la nef centrale reposaient sur croisées d'ogives, tandis que celles des bas-côtés offraient un berceau brisé transversal, perpendiculaire à l'axe du monument, contre-butant par conséquent la poussée des voûtes centrales. — « Ce qui peut expliquer » — remarque très judicieusement M. Départ — « comment cette église a pu jusqu'à nos jours se soutenir avec de très faibles contreforts extérieurs ». Ces contreforts, en brique, ne présentaient pas, en effet, un relief de plus de un mètre cinquante centimètres. Il y avait six fenêtres — deux par travée — en plein cintre, à feuillure, sans ébrasement et « absolument dépourvues de caractère architectural ». Sous clés, les voûtes centrales s'élevaient à 12 m. 25 et les berceaux latéraux à 50 ou 60 centimètres plus bas.

« Le portail s'ouvre dans une baie de 2 m. 30 de large sur 2 m. 84 de haut », décrivant un arc brisé qui a pour centres deux points placés sur la ligne des impostes à peu de distance du milieu de la baie.

(1) Arch. de l'archevêché de Bordeaux. Procès-verbal de visite.

(2) Cirot de la Ville, *loc. cit.*

L'arc n'est donc pas en tiers-point, mais surbaissé. « De chaque côté de l'entrée règne à l'extérieur un stylobate en ébrasement de 2 m. 30 sur lequel reposent huit colonnettes engagées au quart, séparées entre elles sur toute la longueur du fût par des gorges et des arêtes. Elles sont alternativement grosses et minces, suivant la force de l'archivolte qui vient s'appuyer sur leur chapiteau. Les minces reçoivent des archivoltas simplement feuillagées, tandis que les grosses supportent des archivoltas chargées de personnages. Leur fût » (appareillé) « long de 1 m. 75 se termine par un chapiteau à la corbeille de feuillage pour les colonnes à droite du spectateur. Celles de gauche ont leur corbeille garnie de trois crochets entre lesquels se distinguent de petites fleurs avec leurs tiges. Le tailloir qui se présente angulairement à l'œil est orné de feuillages... Le linteau, qui n'est qu'un tore de sept à huit centimètres d'épaisseur, au lieu de suivre l'horizontale, forme une ogive obtuse, en sorte que le champ du tympan est diminué d'étendue. Celui-ci, encadré dans une guirlande de feuilles trilobées, reçoit sur son aire la scène de l'adoration des mages... Au-dessus du tympan vient une première archivolte ornée seulement de feuillages et portant, au sommet de l'ogive, un agneau... Au sommet de la deuxième archivolte, le Sauveur assis... est sous la porte d'une maison à sept pavillons qui ressemble à un palais. Il est tourné vers des personnages au nombre de six, échelonnés à sa droite le long de l'arcade et semble les inviter à entrer. Il y en a six autres à gauche... Ce sont les vierges sages et les vierges folles... Bien que l'Evangile parle seulement de dix vierges : — « *Simile est regnum cœlorum decem virginibus* » — l'artiste s'est permis ici d'en représenter douze, sans doute pour raison de symétrie et parce qu'il y a sur le tympan six personnages principaux, douze rayons à l'étoile, aux voussures douze prophètes, les douze signes du zodiaque et au-dessus les douze apôtres... Comme la première et la cinquième, la troisième archivolte consiste en de simples ornements de feuillages ou de roses épanouies. A la quatrième se voient douze prophètes. Dix d'entre eux tiennent d'une main et montrent de l'autre un rouleau à moitié ouvert, c'est-à-dire la vérité à demi révélée. On peut lire encore sur l'un de ces rouleaux le nom du prophète Elie : — « E. THESBITES »... Assis sur un trône... David joue de la harpe... La sixième archivolte nous offre un zodiaque... Nous remarquerons ici quelques interversions dans les signes de ce zodiaque. Ainsi le taureau est attribué au mois de mars... les balances à avril... le lion à mai... le scorpion à juillet... le bélier à septembre... Les gémeaux

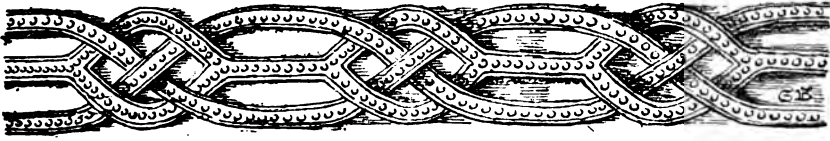
sont absents... Le lévrier poursuivant un lièvre prend... la place du sagittaire... La septième et dernière archivoltte fait saillie au-dessus de la voussure... La moitié de cette archivoltte, à la droite du spectateur, est formée d'une guirlande de moulures perlées et entrelacées. L'autre moitié, à gauche, consiste en... rinceaux... Au sommet de l'archivoltte chargée du zodiaque et tout à fait au-dessous de janvier, un guerrier... un vrai chevalier... lutte corps à corps contre un lion... Au-dessus du portail et des sculptures dont nous venons de parler, sur toute la largeur de la façade intérieure du porche, règne un retrait assez profond pour recevoir une rangée de onze statues de grandeur naturelle. Deux autres n'ayant point trouvé place sur cette ligne parce qu'elle n'est point assez longue, on a dû les mettre, une à droite, une à gauche, sur un plan inférieur. Au milieu de cette rangée de personnages est posée, sur un socle, une grande pierre oblongue percée d'une auréole quadrilobée... L'intérieur de l'auréole est occupé par la statue assise de N.-S. qui, de la main droite, bénit à la manière ancienne... Les quatre angles de la pierre... sont occupés par les emblèmes des quatre évangélistes... Les douze grandes statues, à droite et à gauche... sont celles des apôtres... Leur taille varie de 1 m. 65 à 1 m. 90... (1) »

Maintenant, si nous classons méthodiquement les personnages en cinq groupes, nous aurons les divisions de cette étude, savoir : — I. COSTUME ROYAL ; — II. ARMURE CHEVALERESQUE ; — III. HABILLEMENT SACERDOTAL ; — IV. VÊTEMENT FÉMININ ; — V. VÊTEMENT POPULAIRE.



FIG. 1
Capricorne du zodiaque.

(1) Description de M. l'abbé Départ.



Ornement tiré du portail de l'église de Mimizan. — 4^e cordon, côté droit.

CHAPITRE PREMIER

COSTUME ROYAL

Le costume royal nous est offert, en tout ou en partie, par les trois mages, l'un des prophètes : David, la Vierge et l'Enfant-Jésus. La Vierge, toutefois, n'a de commun avec les autres que la couronne, l'Enfant que la couronne et les cheveux. Nous allons étudier : — § I^{er}. *La chevelure* ; — § II. *La barbe* ; — § III. *Le costume*.

§ I^{er}

LA CHEVELURE

Les cheveux, en boucles abondantes, ne tombent pas plus bas que la naissance du cou. Ils sont uniformément pour tous, rejetés derrière l'oreille (fig. 2, 3, 5).



FIG. 2
2^e mage.

§ II

LA BARBE

La barbe est longue et massée en mèches enroulées. Les moustaches sont tombantes. Le second mage est imberbe. Ce détail est intentionnel, car ce mage est le seul aussi dont le front soit dépourvu de rides. L'artiste a voulu en faire un jeune homme (fig. 3 et 2.)



FIG. 3
1^{er} mage.

§ III

LE COSTUME

Le costume est composé de : — I. *La couronne* ; — II. *La tunique* ou robe de dessous ; — III. *La tunique* de dessus ou *dalmatique* ; — IV. *Le manteau* ; — V. *La chaussure*.

I. *La couronne*. — La couronne est ouverte et rehaussée de deux ou



FIG. 4
La couronne.

trois fleurs de lis entre lesquelles se place un appendice terminé par une perle (fig. 4).

II. *La tunique*. — La présence de la tunique de dessous ne nous est révélée que par les manches longues et serrées au poignet où elles forment

des plis nombreux. Elles apparaissent à l'intérieur des manches plus larges de la dalmatique (fig. 5).



FIG. 5
3^e mage.

III. *La dalmatique*. — Celle-ci dépasse un peu le genou et cache entièrement la tunique de dessous, si ce n'est, comme il vient d'être dit, aux manches. Les manches, larges, sont plus courtes que les autres. Une ceinture étroite et unie serre la dalmatique.

IV. *Le manteau*. — Le manteau est plus court que la dalmatique. C'est le *sagum*, attaché sur l'épaule droite par une agrafe ronde confuse. Ce



FIG 6
1^{er} mage.

manteau laisse libre tout le côté droit (fig. 2, 3, 5). Pour se servir de la main gauche, il fallait le relever. C'est sur ce pan relevé que le premier mage a placé, par respect, le présent qu'il offre à l'Enfant-Jésus. Comme, de plus, pour faire cette offrande, il a mis un genou en terre, il a pris un pli du manteau dans sa ceinture (fig. 6).

V. *La chaussure*. — On ne distingue rien aux jambes, mais il est bien certain qu'elles n'étaient pas nues. Les chausses étant des bas plus ou moins ajustés, il n'y a pas lieu de s'étonner si elles ne paraissent pas. Nous retrouverons les chausses avec le vêtement populaire. La chaussure, assez arrondie aux pieds des mages, est très pointue chez le personnage qui représente David (fig. 7).



FIG. 7
Chaussure de David.

Les mages ont des éperons dont je m'occuperai quand je parlerai ci-après de l'armure chevaleresque. Ils venaient de loin et leurs chevaux les attendent dans un coin du tympan.



FIG. 8
Lion du zodiaque



Ornement tiré du portail de l'église de Mimizan. — 2^e cordon.

CHAPITRE II

ARMURE CHEVALERESQUE

Comme, à propos du chevalier, nous devons aussi nous occuper de son cheval, nous sectionnerons le présent chapitre en deux paragraphes.

§ I^{er}

LE CHEVALIER

L'habillement du chevalier est représenté par un seul personnage armé de toutes pièces : — I. *Le haubert* ; — II. *Le heaume* ; — III. *Le bouclier* ; — IV. *Les éperons* ; — V. *L'épée*.

La sculpture, bien que fort maltraitée par le temps, ne laisse pas de fournir un bon sujet d'étude.

I. *Le haubert*. — La première pièce du vêtement est le haubert — le *grand-haubert* — avec poche enveloppant la main, coiffe à laquelle se laçait le heaume, chausses protégeant les jambes et les pieds. Mais ce haubert offre une particularité remarquable en ce qu'il semble fait d'une seule pièce. Ordinairement, les chausses sont distinctes du haubert proprement dit ; sa jupe tombe sur elles et les recouvre plus ou moins. Ici, point de jupe. Les chausses et le haubert ne font qu'un. C'est un maillot couvrant l'homme tout entier, sans solution de continuité apparente. On entrait vraisemblablement dans ce maillot, puis il se laçait,

par derrière, à la façon des hauberts du manuscrit de l'*Hortus deliciarum*, d'Herrade de Landsberg (1).

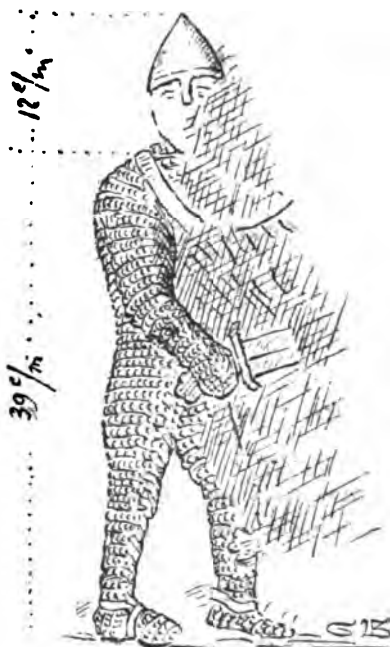


FIG. 9
Le chevalier.

II. *Le heaume*. — Le heaume est de forme conique droite, à nasal. Le mauvais état de la tête du personnage ne permet guère d'en dire davantage.

III. *Le bouclier*. — La présence du bouclier n'est pas douteuse. Le chevalier lutte corps à corps avec une énorme bête qui s'est accrochée des quatre pattes à l'homme à qui elle fait d'horribles blessures. Celui-ci l'a reçue sur l'écu et lui enfonce son épée jusqu'à la garde. Le bouclier se devine en certains endroits, et la *guiche* ou *guige*, courroie qui le suspendait au cou, se voit très bien.

(1) D'après les reproductions données par Léon Gautier, dans *La Chevalerie*. Paris, Palmé, 1884, p. 715, fig. 131.

IV. *Les éperons.* — Les éperons sont bien ici les mêmes que ceux portés par les mages. Ils comprennent une talonnière à deux branches recourbées, attachée au pied par une bride et un sous-pied.



FIG. 10
L'éperon.

La tige destinée à aiguillonner le cheval, qui les complète, est un petit cône adapté immédiatement sur la partie postérieure de la talonnière.

V. *L'épée.* — L'épée appartient à la variété dite *normande*. La gorge d'évidement qui part du talon, ainsi que les quillons légèrement recourbés, paraissent très bien. Le pommeau est plat et vaguement



FIG. 11
L'épée.

trilobé. L'épée de Saint Paul, à la galerie des apôtres, au-dessus du portail, est à peu près semblable. Les tranchants en sont recoupés au bout pour former la pointe.

§ II

LE CHEVAL

Voyons d'abord l'animal lui-même. Il serait bien difficile de dire à quelle race il appartient : anglo-normande, flamande ou méridionale. Car,

comme l'a justement fait remarquer Georges Demay (1), les artistes du Moyen-Age « sont dépourvus du tact et de l'intelligence des proportions,

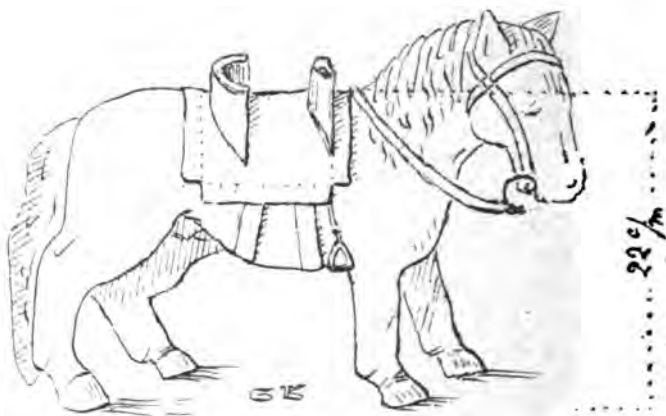


FIG. 12
Le cheval

or, c'est par des nuances dans les proportions que l'on peut caractériser les différentes races de chevaux. » Par leur structure, et en tenant compte naturellement de la réflexion si juste de Demay, les chevaux du portail de l'église de Mimizan, trapus, bas sur jambes, à l'encolure large, à la tête grosse, sembleraient appartenir au type anglo-normand. A moins que ce soit tout simplement la race du pays — la race gasconne dont on vantait jadis la vitesse (2). Quoi qu'il en soit, ce sont des chevaux entiers, comme tous ceux que montaient, au moyen-âge, les chevaliers. La crinière, rassemblée en mèches, est longue ; la queue tombe, abondante, jusqu'à terre.

Le harnachement se compose de : — I. *La bride* ; — II. *La selle d'armes* ; — III. *La couverture*.

(1) *Le costume au moyen-âge d'après les sceaux*. Paris, Dumoulin, 1880, p. 165.

(2) « Nous avons des chevaux gascons pour suivre de près et fuir au loin » — lit-on dans *Girart de Roussillon* (Trad. P. Meyer, p. 65, § 122) ; — Guillaume-le-Conquérant, qui aimait les beaux chevaux, en faisait venir de Gascogne (*Hist. de la conquête*... par Aug. Thierry. Paris, Furne, 1860, I, 243).

I. *La bride.* — La bride a un dessus de tête, un frontail, un sous-gorge, deux montants, le mors et les rênes. Pas de muserolle ni de gourmette apparentes. Le mors a les branches longues, arrondies ou coudées en arrière. Il est impossible de distinguer si elles sont reliées ensemble à leur extrémité, par la traverse où s'attachaient les rênes, la sculpture, un peu massive en certaines parties, ayant fait une seule pièce des deux rênes et des branches du mors. Les rênes sont simples, sans chaînettes et sans appareil. Elles reposent sur le cou du cheval, celui-ci étant au repos et attaché à l'arbre qui se voit devant lui, pendant que son maître va rendre ses devoirs à l'Enfant-Dieu. Elles se terminent sans anneau, boucle ni nœud.

II. *La selle d'armes.* — La selle d'armes ne fait qu'un avec la couverture ; il n'y a pas de quartiers apparents. C'est là uniquement un défaut d'exécution et on n'en saurait rien induire. Les arçonnières sont hautes, droites, larges, carrées, évidées seulement à l'intérieur de manière à emboîter le cavalier. La selle n'est accompagnée ni de croupière ni, ce qui est beaucoup plus extraordinaire, de poitrail. C'est encore un oubli du sculpteur. Les sangles, suivant l'usage alors généralement adopté, sont au nombre de deux, très distantes et s'écartant l'une de l'autre. Elles sont, de même que les étrivières, attachées sous la couverture. Le seul étrier qui se voie, est assez endommagé. On peut remarquer pourtant qu'il est à peu près triangulaire.

III. *La couverture.* — La couverture est bordée et échancrée carrément aux deux coins apparents. Pas de dessins ni de broderies.

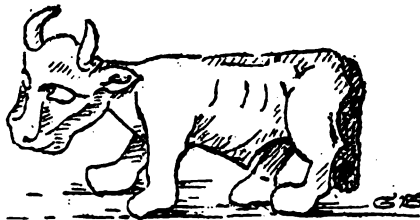


FIG. 13
Le taureau du zodiaque



Ornement reproduit d'après un motif unique du portail de l'église de Mimizan.
1^{er} cordon, côté droit.

CHAPITRE III

HABILLEMENT SACERDOTAL

Avec l'habillement sacerdotal, nous avons : — I. *L'amict* ; — II. *L'aube* ;
— III. *La dalmatique* ; — IV. *La chasuble*.

Il est à remarquer que l'étole et le manipule sont absents. L'étole se portait quelquefois sous la dalmatique, laquelle était parfois aussi longue que l'aube. De là, explication plausible de l'absence de l'étole à la figure 16. Mais, figure 17, il n'y a pas de dalmatique et pourtant non plus pas d'étole visible. Les chasubles que nous étudions arrivent jusqu'au poignet et peuvent cacher le manipule. Mais, du reste, étole et manipule manquent sur bon nombre de figures reproduites par Demay.

I. *L'amict*. — Nous avons l'amict dans les deux positions qu'il pouvait occuper, à cette époque, c'est-à-dire retombé sur les épaules et relevé

sur la tête (1). Peu de chose, au reste, à en dire. De tout temps, il a



FIG. 14
Un apôtre.



FIG. 15
Un prophète.

consisté en une pièce de toile fine, rectangulaire, sans aucun ornement. On trouve bien, vers le milieu du douzième siècle, des amicts à collet plus ou moins ornementés et peut-être en avons-nous un exemple dans l'une des deux grandes statues qui sont placées à droite et à gauche du portail (fig. 14), mais ce collet, s'il existe, est dans l'espèce absolument uni. A la voussure médiane, les deux prophètes qui portent le vêtement sacerdotal ont l'amict relevé, formant capuchon sur la tête (fig. 15 et 17).

II et III. *L'aube et la dalmatique.* — De l'aube et de la dalmatique nous ne pouvons guère dire qu'une chose, c'est qu'elles existent. On les aperçoit distinctement aux manches. Au-dessous de la chasuble, elles se confondent, descendent sur les pieds où elles flottent et forment, entre les jambes, plusieurs grands plis étoffés.

IV. *La chasuble.* — C'est la chasuble ancienne, vêtement rond avec un trou central pour passer la tête. Les plis nombreux qui retombent sur les

(1) Au dix-huitième siècle encore l'officiant portait l'amict relevé sur la tête pendant la majeure partie de la messe. Il ne l'abaissait que depuis le Canon jusqu'après la Communion,

bras attestent bien qu'il n'y avait alors encore aucune échancrure, aucune fente. On ne remarque non plus aucun ornement.



FIG. 16
Un apôtre.

Nous avons deux genres de chasubles. Celles de la voussure (fig. 17), sont de beaucoup plus amples et d'un dessin plus pur. Les autres (fig. 16) sont raides, à plis anguleux et maniérés. Il y a là, semble-t-il, plus qu'un détail d'exécution dû au caprice du sculpteur. Ces deux statues isolées ne sont pas traitées suivant le modèle des apôtres de la galerie supérieure.



FIG. 17
Un prophète.

On pourrait soutenir qu'elles ne sont pas leurs contemporaines, mais bien qu'elles ont été faites après coup.



FIG. 18
Poissons du zodiaque.

(A Suivre.)

G. BEURAIN.

OBSERVATOIRE DE LA SOCIÉTÉ DE BORDA

Mois d'Octobre 1903

JOURS	Baromètre		Thermomètre		Hygromètre		VENT	NÉBULOSITÉ	PLUIE en mill.
	Matin	Soir	Minimum	Maximum	Matin	Soir			
Jeudi 1	759.55	762.90	15.6	21.4	87	80	O.	8	
Vend. 2	765.65	765.30	10.3	23.2	79	48	SO. O.	4	5 ^m 2
Sam. 3	765.15	763.85	10.1	25.3	74	59	SE.	0	0 ^m 7
Dim. 4	765.50	764.	10.4	25.6	95	58	E. SO.	0	
Lundi 5	763.40	763.50	8.4	29.4	92	59	E. O.	4	
Mardi 6	765.25	762.70	11.4	28.8	96	74	E.	5	
Merc. 7	760.05	757.90	10.1	33.7	94	71	E.	0	
Jeudi 8	755.20	755.25	14.2	26.8	90	58	E. O.	9	
Vend. 9	763.30	764.15	12.3	19.2	83	85	SO. O.	5	9 ^m 6
Sam. 10	764.35	760.40	10.9	20.3	89	82	SE.	7	4 ^m 3
Dim. 11	755.55	751.70	5.8	26.9	90	82	E. O.	7	
Lundi 12	748.90	753.30	14.3	23.9	58	71	O.	8	
Mardi 13	760.35	758.30	11.9	18.2	84	72	O.	5	13 ^m 7
Merc. 14	758.65	758.	10.2	23.1	86	79	NE. E.	4	
Jeudi 15	761.20	764.70	12.2	22.	86	73	O. NO.	7	
Vend. 16	758.90	763.50	12.2	18.1	98	89	NO. O.	9	
Sam. 17	765.55	766.	12.5	18.	92	89	O.	7	4 ^m 7
Dim. 18	766.80	765.60	7.7	18.9	85	59	E. O.	5	
Lundi 19	764.40	761.65	4.4	19.	100	58	E.	5	
Mardi 20	759.30	758.55	4.1	24.	90	77	E.	1	
Merc. 21	759.15	761.45	11.5	20.6	93	92	O.	10	1 ^m 8
Jeudi 22	763.35	761.55	10.2	19.8	88	73	O.	8	4 ^m /m
Vend. 23	761.15	761.70	19.9	16.6	88	82	O.	9	16 ^m 1
Sam. 24	762.75	757.55	6.1	20.2	92	65	E.	1	8 ^m 3
Dim. 25	754.60	752.75	4.3	19.8	94	84	SO. E.	7	
Lundi 26	753.60	755.25	10.9	19.4	70	89	O. SE.	8	
Mardi 27	750.80	746.	7.5	20.8	79	55	E. SO.	8	
Merc. 28	751.75	752.20	10.6	15.3	80	7	O. SO.	9	6 ^m 7
Jeudi 29	756.30	760.60	6.4	16.3	86	86	SO. O.	8	5 ^m 8
Vend. 30	763.75	766.25	7.9	16.8	90	66	SO.	5	7 ^m 6
Sam. 31	765.60	765.05	6.3	17.2	90	76	O. SE.	9	
Extremes	766.80	746.	4.1	33.7	100	48	N. NE. 1 S. NO. 2 E. 13 SE. 4 O. 19 SO. 8	10.0	
Moyennes	760.18		15.6		80.25			5.8	

Mois de Novembre 1903

JOURS	Baromètre		Thermomètre		Hygromètre		VENT	NÉBULOSITÉ	PLUIE en millim.
	Matin	Soir	Minimum	Maximum	Matin	Soir			
Dim. 1	764.25	765.45	11.6	19.1	92	91	O. SO.	9	4 ^m 1
Lundi 2	766.99	766.30	10.	20.3	95	87	SE.	0	
Mardi 3	767.30	765.95	8.1	17.6	84	84	SE.	8	
Merc. 4	765.65	765.30	6.	13.5	100	90	NO. E.	8	
Jeudi 5	766.35	765.30	8.5	13.5	86	82	E.	10	2 ^m 5
Vend. 6	766.45	766.40	4.3	18.2	88	69	E.	5	
Sam. 7	767.05	766.15	2.9	20.5	100	69	E.	5	
Dim. 8	767.45	766.60	2.1	19.	95	82	E.	3	
Lundi 9	767.75	768.20	3.4	19.5	95	87	E. O.	7	3 ^m 7
Mardi 10	770.90	769.85	11.9	19.5	88	81	SE. O.	6	
Merc. 11	772.05	771.	4.	16.	78	94	SE.	0	
Jeudi 12	771.60	769.50	3.3	14.8	86	86	E.	0	
Vend. 13	767.10	765.85	4.1	16.1	98	81	E.	5	1 ^m 2
Sam. 14	763.85	763.35	-0.3	19.9	92	74	SE. O.	1	
Dim. 15	764.35	762.65	9.9	16.3	78	80	O.	7	
Lundi 16	758.55	756.55	9.5	14.5	86	93	O. NO.	9	
Mardi 17	759.75	761.20	4.9	12.6	86	89	O.	5	14 ^m 3
Merc. 18	758.45	762.50	3.5	10.2	95	75	O. NO.	6	
Jeudi 19	764.50	765.30	-0.5	10.7	100	74	SO	5	
Vend. 20	769.50	769.90	0.9	8.	100	97	NO. O.	8	
Sam. 21	768.55	768.30	5.	14.6	94	94	O.	9	11 ^m 5
Dim. 22	773.75	773.65	10.3	15.2	94	84	SO.	8	
Lundi 23	774.35	772.70	6.1	14.5	100	88	SO. E.	5	
Mardi 24	771.30	771.35	1.6	15.2	100	81	E. O.	10	
Merc. 25	770.55	770.40	11.	16.3	83	92	SO. O.	9	8 ^m 5
Jeudi 26	773.50	772.15	6.9	14.1	93	71	NE. O.	8	
Vend. 27	769.25	765.35	5.5	13.3	96	71	SO. O.	6	
Sam. 28	756.75	752.25	8.	12.7	62	86	O.	10	
Dim. 29	743.30	740.85	6.7	10.	79	66	O. SO.	9	28 ^m 6
Lundi 30	737.	738.50	4.	7.5	81	81	NE.	9	
Extremes	774.35	737.	-0.5	20.5	100	62	N. NE. 2 S. NO. 4 E. 10 SE. 5 O. 16 SO. 7	10-0	
Moyennes	764.94		10.4		86.41			6.2	

Mois de Décembre 1903

JOURS	Baromètre		Thermomètre		Hygromètre		VENT	NÉBULOSITÉ	PLUIE en millim.
	Matin	Soir	Minimum	Maximum	Matin	Soir			
Mardi 1	748.30	749.	-3.2	6.8	100	74	NO. E.	8	
Merc. 2	756.75	759.30	-2.8	5.7	96	79	SE. NO.	9	
Jeudi 3	766.35	763.95	-5.2	5.2	100	77	NE. O.	10	
Vend. 4	760.95	755.85	-3.1	9.	95	89	SE. O.	9	
Sam. 5	748.05	743.95	7.	11.8	82	95	O.	10	23 ^m
Dim. 6	751.40	754.60	4.8	10.	93	86	O SE.	7	22 ^m 5
Lundi 7	754.70	754.55	2.8	14.6	95	89	SO. O.	9	10 ^m
Mardi 8	760.	760.75	8.9	12.4	84	86	O.	9	23 ^m 7
Merc. 9	757.35	754.75	8.9	17.6	86	59	SO. O.	9	5 ^m 5
Jeudi 10	753.90	753.25	8.	15.5	92	80	O.	6	5 ^m 7
Vend. 11	754.20	755.30	4.1	11.5	82	82	O.	9	12 ^m 9
Sam. 12	747.45	747.	1.8	13.5	54	49	O.	8	1 ^m 3
Dim. 13	751.15	753.50	2.5	10.3	71	83	O.	6	2 ^m 9
Lundi 14	757.10	755.20	2.8	12.7	95	73	E. SO.	7	7 ^m 7
Mardi 15	751.20	753.40	1.	10.	89	78	E.	7	
Merc. 16	748.05	749.45	2.1	11.8	75	86	E.	7	0 ^m 5
Jeudi 17	756.35	756.85	3.8	15.	70	86	O.	5	
Vend. 18	753.90	752.45	2.8	10.2	93	94	E.	9	4 ^m 3
Sam. 19	755.65	756.45	6.6	12.5	89	84	O.	8	1 ^m 7
Dim. 20	760.90	763.25	6.8	13.3	93	4	O. SE.	9	3 ^m 3
Lundi 21	769.75	769.05	0.2	13.	94	85	NO. E.	5	
Mardi 22	768.45	766.65	-0.3	10.3	100	91	NE. E.	9	
Merc. 23	760.65	757.25	0.1	7.4	100	95	NE. E.	9	
Jeudi 24	757.05	758.15	4.6	9.	82	92	SE. E.	10	
Vend. 25	763.25	761.85	4.9	9.8	90	85	NE. E.	9	1 ^m
Sam. 26	759.55	758.60	1.8	6.9	96	81	NE.	9	
Dim. 27	758.15	758.50	1.5	8.7	97	88	O.	8	19 ^m 4
Lundi 28	757.70	757.30	0.6	7.8	94	90	NE. E.	8	
Mardi 29	754.65	752.25	-0.8	12.	93	66	NE.	6	
Merc. 30	751.65	751.40	0.2	5.3	91	90	SE. SO.	10	
Jeudi 31	750.30	749.45	2.8	12.7	86	0.	O. E.	7	2 ^m
Extrêmes	769.75	743.95	-5.2	17.6	100	49	N. NE. 7 S. NO. 3	10.5	
Moyennes	756.90		6.5		85.87		E. 12 SE. 6 O. 16 SO. 4	8.	

Table des Matières

CONTENUES DANS LES BULLETINS DE L'ANNÉE 1903

Sommaire du 1^{er} Trimestre

- Liste des Membres de la Société de Borda au 1^{er} Avril 1903. P. v.
Sociétés Savantes avec lesquelles la Société de Borda échange son Bulletin. P. XIII.
Publications reçues par la Société de Borda. P. xvi.
Service fait par la Société de Borda. P. xvii.
Composition du Bureau de la Société. P. xviii.
Procès-verbaux des Séances. P. xxi-xxxi.
SAINT-JOURS. — L'Adour et ses embouchures anciennes. P. 1-32.
P. LAHARGOU. — La Vie il y a cent ans dans un coin de Chalosse d'après le Journal abrégé de Jean Barbe. P. 33-52.
LAPEYRÈRE. — Flore du département des Landes. — Phanérogames, Cryptogames Vasculaires et Cellulo-Vasculaires. P. 473-488.

Sommaire du 2^e Trimestre

- Procès-Verbaux des Séances. P. xxxiii-xlili.
SAINT-JOURS. — L'Adour et ses embouchures anciennes (Suite et Fin). P. 53-89.
D^r Louis SENTEX. — La Faïencerie de Samadet (Landes). — 1732-1840. P. 93-107.
A. DEGERT. — Histoire des Evêques de Dax (Suite et Fin). P. 109-132.
LAPEYRÈRE. — Flore du département des Landes. — Phanérogames, Cryptogames Vasculaires et Cellulo-Vasculaires (Suite et Fin). P. 489-511.

Sommaire du 3^e Trimestre

Procès-Verbaux des Séances. P. XLV-XLVIII.

D^r Louis SENTEX. — La Faïencerie de Samadet (Landes). — 1732-1840
(Suite et Fin). P. 133-152.

D^r A. DICHAS. — Un instituteur pendant la Révolution (Jean Lacoste).
P. 153-161.

A. DEGERT. — L'Ancien Collège de Dax. — Notes et Documents.
P. 165-180.

V. FOIX. — Les Clarisses de Dax. - Histoire et Statistique. P. 181-204.

Paul LAHARGOU. — Le Livre Noir. P. 205-218.

Congrès des Sociétés Savantes en 1904. P. 221-224.

Observatoire de la Société de Borda. Observations des mois de Juillet,
Août et Septembre. P. 225-227.

Sommaire du 4^e Trimestre

Procès-Verbaux des Séances. P. XLIX-LXII.

V. FOIX. — Les Clarisses de Dax. — Histoire et Statistique (Suite et
Fin). P. 229-241.

A. DEGERT. — L'Ancien Collège de Dax. - Notes et Documents (Suite
et Fin). P. 245-279.

G. BEAURAIN. — Le Portail de l'Eglise de Mimizan étudié dans ses
rapports avec l'histoire du Costume et du Mobilier au Moyen-
Age, avec des figures dessinées par l'auteur. P. 281-302.

Observatoire de la Société de Borda. Observations des mois d'Octobre,
Novembre et Décembre 1903. P. 305-307.

5. PTERIS. L. — PTERIS

P. aquilina. L. — (Aigle impérial.) — Souche presque horizontale, traçante ; feuilles 5-15 déc., très larges, coriaces, triangulaires, 2-3 penni-séquées ; pinnules oblongues, linéaires-lancéolées, enroulées sur les bords vers le dessous ; pétiole brun à la base, offrant quand on le coupe suivant une section obliquement transversale une figure ayant quelque ressemblance avec un aigle à deux têtes.

Lieux incultes. — E. A. — C. C. C.

6. CETERACH. Bauh. — CETERACH

C. officinarum. Willd. — (Dauradille.) — Plante en touffes ; feuilles 5-10 cent., pennatifides, à lobes obtus, entiers, alternes, couverts en dessous d'écaillés scarieuses brunâtres, brillantes, argentées au début.

Vieux murs ; rochers humides. — P. E. A. — C.

7. GRAMMITIS. Sw. — GRAMMITIS

G. leptophylla. Sw. — Feuilles 1-2 déc., très grêles, pennées, à contour oblong ; segments glabres, divisés en lobes inégaux, cunéiformes, incisés-dentés ; pétiole pourpre, aussi long que le limbe ; fructifications formant au début des lignes étroites et devenant confluentes à maturité.

Lieux ombragés. — Orthevielle. — P. — R. R. R.

8. POLYPODIUM. L. — POLYPODE

P. vulgare. L. — Souche rampante, écailleuse, à saveur douceâtre ; feuilles 2-5 déc., pennatiséquées, ovales-lancéolées ou lancéolées, longuement pétiolées ; segments oblongs-obtus, un peu confluentes à la base, sub-entiers ; fructifications sur deux lignes parallèles à la nervure médiane des lobes.

Vieux arbres et vieilles murailles. — P. E. A. — C. C. C.

P. serratum. Willd. — *Var.* — Segments aigus, dentés en scie.

Avec l'espèce.

P. Cambricum. L. — *Var.* — Segments inférieurs des feuilles profondément pennatiséqués.

Avec l'espèce. — Castets, vieux murs du dépôt de scories à la forge. — E. — R. R. R.

9. ATHYRIUM. D. C. — ATHYRIUM

A. filix-femina. Roth. — Souche épaisse ; feuilles 5-6 déc., venant en touffes, à contour oblong-elliptique, longuement pétiolées, à pétiole lisse,

peu écailleux, deux fois pennées ; pinnules incisées-dentées ou pennatifides, partagées en lobules denticulés au sommet ; fructifications sur deux lignes régulières.

Lieux humides. — E. A. — C. C. C.

10. ASPIDIUM. R. Br. — ASPIDIE

A. aculeatum. Roth. — Feuilles 5-8 déc., raides, courtement pétiolées, à pétiole écailleux, oblongues-lancéolées dans leur contour, deux fois pennées ; segments oblongs-lancéolés, rapprochés, les inférieurs plus petits que les médians, à lobes oblongs, rhomboïdaux ou en croissant, décurrents à la base, à dents mucronées-aristées ; fructifications sur deux lignes régulières devenant confluentes.

Lieux couverts et frais. — E. A. — C. C.

11. POLYSTICHUM. Roth. — POLYSTIE

P. filix-mas. Roth. — (Fougère mâle.) — Souche traçante, épaisse ; feuilles 5-10 déc., venant par touffes, à pétiole écailleux, à contour oblong-lancéolé, une fois pennées ; pinnules pennati-partites, à lobes oblongs, obtus, à dents aiguës, mutiques ; fructifications en groupes arrondis, distincts, obscurément bi-sériés à la base des lobes.

Lieux ombragés. — E. A. — C. C.

P. abbreviatum. D. C. — *Var.* — Lobes obtus ne présentant qu'un groupe de sporanges.

Même habitat.

P. spinulosum. D. C. — Pétiole écailleux ; feuilles 3-5 déc., à contour ovale-oblong, deux fois pennées ; folioles-oblongues, palmati-lobées ; lobes oblongs, obtus, incisés-dentés, à dents aristées et courbées, à nervure flexueuse ; fructifications en groupes toujours distincts sur deux rangs.

Lieux couverts. — E. A. — C.

P. tanacetifolium. D. C. — *Var.* — Nervure très étroite ; segments à divisions presque toutes distinctes ; dents presque mutiques.

Avec l'espèce. — Tarnos. Saint-Vincent-de-Tyrosse. — A. — R. R.

P. thelypteris. Roth. — Souche grêle, traçante ; feuilles 3-8 déc., à contour oblong-lancéolé, à pétiole long, nu ; pinnules palmati-lobées, à lobes oblongs, entiers, roulés en dessous par les bords, aigus ; fructifica-

tions en groupes d'abord distincts, placées sous la partie du bord enroulé des lobes et à la fin confluentes sur toute leur surface.

Lieux tourbeux. — E. A. — C.

12. CYSTOPTERIS. Berh. — CYSTOPTÉRIDE

C. fragilis. Berh. — Souche épaisse, munie d'écailles brunâtres à la base des feuilles, qui ont 1-5 déc. de haut, à contour oblong, lancéolées, minces, molles, deux fois pennées ; pinnules ovales-lancéolées, à lobes ovales-oblongs, entiers, lobulés ou dentés ; fructifications en groupes irréguliers, devenant confluentes à la fin.

Rochers ou vieux murs humides. — Narosse. Benquet. Cauna. — E. A. — R.

13. ASPLENIUM. L. — DORADILLE

A. ruta-muraria. Sw. — (Capillaire blanc.) — Racines fibreuses, petites, noires ; feuilles 1-2 déc., à contour ovale-triangulaire, à pétiole long, vert, 1-2 fois pennées, à folioles cunéiformes à la base, tantôt simples, tantôt divisées en trois lobes, crénelés-denticulés au sommet ; fructifications linéaires, 2-4 sur chaque foliole, confluentes à la fin.

Vieux murs ; rochers humides. — P. E. A. — C. C. C.

A. trichomanes. L. — (Polytric officinal.) — Feuilles 1-2 déc., à contour lancéolé-linéaire, une fois pennées, nombreuses, venant en touffes ; folioles sessiles, ovales-arrondies, tronquées à la base ou un peu crénelées ; pétiole luisant, noirâtre, convexe en dehors, aplati en dedans, présentant un rebord scarieux, denticulé, très étroit.

Vieilles murailles. — P. E. A. — C. C. C.

A. adiantum-nigrum. L. — (Capillaire noir.) — Feuilles 1-2 déc., luisantes, d'un vert noirâtre en dessus, à contour triangulaire-lancéolé, 2-3 fois pennées ; pinnules ovales-lancéolées, cunéiformes à la base, à bords irrégulièrement incisés-dentés, les inférieures plus longues ; pétiole très long, d'un brun noirâtre surtout dans le bas ; fructifications en lignes obliques, devenant confluentes à la fin.

Lieux frais ; vieux murs. — P. E. — C. C. C.

A. lanceolatum. Huds. — Feuilles 1-3 déc., d'un vert clair, un peu crispées, deux fois pennées ; pinnules inférieures et supérieures plus courtes que les médianes, à lobes ovales-denticulés, rétrécis à la base ; pétiole bien court que le limbe ; fructifications sub-marginales, arrondies, plus ou moins confluentes à la maturité.

Vieux murs ; rochers humides. — Dax. Cauneille. Momuy. — P. E. — R. R.

14. BLECHNUM. Sm. — BLECHNE

B. spicant. Sm. — Souche gazonnante ; plante 3-8 déc., venant par touffes ; feuilles nombreuses, elliptiques-lancéolées dans leur contour, les stériles profondément pennifides, à segments linéaires-oblongs, élargis, presque opposés, un peu arqués, les fertiles plus longues, à segments bien plus étroits, linéaires, espacés, alternes ; fructifications en lignes.

Lieux frais et ombragés. — P. E. — C. C. C.

Famille 123. — EQUISETACÉES

1. *Equisetum. L.* — **Prêle.** — Souche vivace ; tiges fistuleuses, striées, partagées par des cloisons transverses, présentant à chaque nœud des gaines en anneaux, dentées-laciniées ; rameaux verticillés ; fructifications en épi terminal composées d'écailles peltées ; tiges quelquefois sans rameaux verticillés.

1. EQUISETUM. L. — PRÊLE

A. — *Tiges fertiles différentes des tiges stériles*

E. sylvaticum. L. — Tiges fertiles 3-4 déc., grêles, simples, quelquefois munies vers le haut de quelques rameaux capillaires, contemporaines des tiges stériles qui sont plus grandes, garnies de nombreux verticilles de rameaux capillaires, tétragones, ramifiés, arqués, pendants ; gaines lâches, verdâtres à la base, roussâtres au sommet, à 3-4 lobes fendus ou dentés ; épi ovoïde, roussâtre.

Bois humides. — Peyrehorade. Cauneille. Œyregave. Orthevielle. — P. — R.

E. arvense. L. — Tiges fertiles 1-2 déc., simples, rougeâtres, à gaines blanchâtres à la base, amples, la supérieure terminée par 4 dents longues, les autres profondément divisées en 8-12 dents brunes, lancéolées-acuminées ; tiges stériles paraissant après les fertiles, d'un vert pâle, plus grandes, à rameaux grêles, allongés, sillonnés, tétragones, un peu rudes ; gaines à dents plus courtes ; épi oblong, roussâtre.

Champs humides. — P. C.

E. telmateya. Ehrh. — Tiges fertiles paraissant avant les stériles,

2-3 déc., robustes, à gaines très longues, noirâtres au sommet, divisées en 20-30 dents très étroites, longuement acuminées, terminées par une soie ; tiges stériles plus grandes, dressées, d'un blanc d'ivoire, munies de nombreux verticilles de rameaux rapprochés, filiformes, anguleux, un peu rudes ; épi oblong-cylindrique, noirâtre au sommet.

Marécages. — P. — C. C. C.

AA. — *Tiges toutes semblables*

E. palustre. L. — (Queue de cheval.) — Tiges 3-5 déc., vertes, sillonnées profondément par 6-12 stries, munies de rameaux nombreux verticillés par 8-12, anguleux, tétragones ; gaines vertes à la base, à 6-12 dents lancéolées-aiguës, noirâtres, mais cependant bordées de blanc ; épi cylindrique, obtus, varié de noir et de roux plus ou moins foncé.

Marécages. — P. E. — C.

E. limosum. L. — Tiges 5-10 déc., vertes, grosses, marquées de 10-20 sillons peu profonds, nues ou garnies au sommet de rameaux verticillés ; gaines appliquées, vertes à la base, terminées par 15-20 dents linéaires, très aiguës, noires ; épi ovoïde-obtus, noirâtre.

Marais ; lieux humides. — P. E. — C.

E. hyemale. L. — Tiges 4-5 déc., rudes, sillonnées, à 15-20 stries, ordinairement simples ou offrant quelques rameaux épars ; gaines appliquées, blanchâtres, noires à la base et au sommet, à 15-20 dents aiguës, très courtes, terminées par une pointe membraneuse, lancéolée-subulée, caduque ; épi court, ovoïde, mucroné, varié de noir et de roux.

Lieux humides. — P. — C. C.

E. ramosum. Schl. — Racine articulée, munie de tubercules petits aux articulations ; tiges 5-10 déc., grêles, sillonnées, à six angles, rameuses dès la base ou seulement munies de quelques rameaux irréguliers ; gaines très lâches, à 6-12 dents blanchâtres, terminées par une pointe longue, membraneuse, caduque ; épi ovoïde, apiculé, taché de noir et de roux.

Sables de l'Adour ; lettres. — Viéux-Boucau. Huchet à l'embouchure du courant. — P. — R. R.

Famille 124. — MARSILÉACÉES

1. **Marsilea. L. — Marsillée.** — Capsules globuleuses ou ovoïdes, à deux valves et à deux loges partagées par une cloison transverse ; feuilles à quatre folioles ou lobes terminaux verticillés ; involucre pédicellé ou sub-sessile.

2. **Pilularia. L. — Pilulaire.** — Capsules globuleuses, solitaires, sessiles sur le rhizome, à 4 loges et à cloison longitudinale ; spathe linéaire sans limbe.

3. **Salvinia. Mich. — Salvinie.** — Tiges flexueuses, nageantes ; capsules sphériques, uni-loculaires, disposées par paquets au milieu des racines.

1. MARSILEA. L. — MARSILÉE

M. quadrifolia. L. — Tiges rampantes ; pétiole grêle, allongé, portant quatre folioles cunéiformes, entières, disposées en croix et flottant sur l'eau ; capsules glabres, noirâtres, sur des pédicelles rameux partant des pétioles.

Bord des étangs. — St-Sever. Dax. Cazères. St-Vincent-de-Xaintes. Castets. Saint-Julien-en-Born. — E. A. — R.

2 PILULARIA. L. — PILULAIRE

P. globulifera. L. — Tiges filiformes, radicales ; feuilles linéaires-sétacées, réunies en touffes et naissant 2-3 sur chaque nœud des rhizomes ; capsules brunâtres et velues.

Lieux humides. — Mont-de-Marsan. Dax. Narosse. Cagnotte. Soort. Parentis. Aureilhan. Lit-et-Mixe. Léon. — E. — R.

3. SALVINIA. Mich. — SALVINIE

S. natans. Hoff. — Tige flottante ; feuilles largement elliptiques, obtuses, sub-pétiolées, distiques le long des tiges, couvertes en dessus de poils appliqués, glanduleux, disposés en quinconces.

Eaux stagnantes. — Etang de Castets où je l'ai propagée en juin 1890.

Famille 125. — ISOÉTACÉES

1. **Isoetes. L. — Isoetes.** — Tige presque nulle ; feuilles bulbeuses, sétacées, articulées, divergentes, formant une touffe ; sporanges situés dans des fossettes placées à la base des feuilles.

1. ISOETES. L. — ISOETES

I. histrix. Dur. — Racines velues ; souche trigone entourée d'écailles noirâtres, luisantes, terminées par trois dents raides ; feuilles linéaires-aiguës à peine canaliculées en dedans, convexes en dehors, arquées, disparaissant à la fin de l'été, mais dont les débris persistent sur le pied ; sporanges recouverts en entier par l'indusie.

Lagunes desséchées de la région pinicole. — Uza. Castets. — P. — R. R. R.

I. boryana. Dur. — *Var.* — Plante croissant dans l'eau et plus robuste que la précédente.

Les étangs de la côte. — Soustons. Lit-et-Mixe. Aureilhan. Parentis-en-Born. — P. — R. R.

Famille 126. — LYCOPODIACÉES

1. **Lycopodium. L. — Lycopode.** — Tige rampante ou decourbante, à feuilles persistantes, imbriquées et distiques ; capsules globuleuses toutes semblables.

1. LYCOPODIUM. L. — LYCOPE

L. innudatum. L. — Tiges 5-20 cent., rampantes, radicales, appliquées contre la terre ; rameaux fertiles, simples, dressés ; feuilles linéaires, lancéolées, entières, imbriquées, très serrées ; épi solitaire terminal, renflé en massue et garni de bractées semblables aux feuilles.

Lieux humides. — Mont-de-Marsan. Dax. Mées. St-Paul-lès-Dax. Buglose. Pontonx. Peyrehorade. Saubrigues. Linxe. Castets. Gourbera. Herm. — E. A. — R. R. R.

FIN

ABRÉVIATIONS PRINCIPALES

- C. — Commun.
 - C. C. — Assez commun.
 - C. C. C. — Très commun.
 - R. — Rare.
 - R. R. — Assez rare.
 - R. R. R. — Très rare.
 - P. — Printemps.
 - E. — Été.
 - A. — Automne.
 - H. — Hiver.
 - 5-6 déc. — Pour 5 ou 6 décimètres.
 - 3-4 cent. — Pour 3 ou 4 centimètres.
-

VOCABULAIRE

- Acaules.* - Plante à tige nulle ou très peu développée.
- Acrescent.* - Organe floral qui au lieu de se flétrir après la floraison s'accroît jusqu'à la maturité du fruit.
- Acotyledoné.* - Plante germant sans cotyledons.
- Acuminé.* - Organe insensiblement terminé par une pointe allongée.
- Adhérent.* - Organe soudé avec un autre organe.
- Adventif.* - Racine naissant sur la tige ; se dit en général de tout organe naissant à un endroit où il n'a pas coutume de venir.
- Aigrette.* - Soies, poils, écailles ou simple membrane couronnant certains fruits.
- Aiguillon.* - Production pointue, formée de poils épaissis, endurcis.
- Aile.* - Rebord membraneux faisant saillie sur une surface.
Nom des pétales latéraux dans la fleur des papilionacées.
- Aisselle.* - Angle situé à l'insertion d'une tige, d'une feuille, d'un rameau.
- Akène ou Achaine.* - Fruit sec indéhiscent à péricarpe non adhérent à la graine.
- Amentacées.* - Fleurs réunies en chatons.
- Amplexicaule.* - Feuille qui embrasse la tige par sa base.
- Anastomose.* - Nervures, vaisseaux, fibres se réunissant ensemble.
- Androgyné.* - Fleurs mâles et fleurs femelles portées sur un même pédoncule.
- Angiospermes.* - Plante dont le péricarpe du fruit n'adhère pas aux graines.
- Anthère.* - Vésicule située le plus souvent à l'extrémité de l'étamine et produisant le pollen.
- Anthèse.* - Fleur quand elle est dans son complet développement.
- Apétales.* - Fleurs sans pétales ni corolle.
- Apprimé.* - Parties appliquées l'une contre l'autre.
- Arête.* - Prolongement filiforme raide qui surmonte certains organes.

- Aristé.* - Parties pourvues d'une arête.
- Article.* - Partie comprise entre deux articulations.
- Articulation.* - Réunion de deux parties qui peuvent se disjoindre sans produire de déchirures trop sensibles.
- Ascendant.* - Organe naissant d'abord horizontalement, puis se redressant par une courbe plus ou moins prononcée.
- Atténué.* - Organe s'amincissant progressivement.
- Auricule.* - Prolongement arrondi ou aigu situé à la base des feuilles.
- Axillaires.* - Organes placés dans l'angle ou l'aisselle.
- Bacciforme.* - Fruit en forme de baie ou qui en a la consistance.
- Baie.* - Fruit charnu, indéhiscents, à une ou plusieurs graines.
- Basilaire.* - Organes situés à la base des parties qui les portent.
- Bi.* - Cette syllabe indique le sens de doublement : bi-denté = deux dents sur un organe ; bi-valve = deux valves, etc.
- Bractée.* - Organe membraneux, écailleux ou filiforme, à l'aisselle desquelles naissent les axes floraux et qui se modifient dans leur couleur et dans leur forme à mesure qu'elles s'approchent de la fleur : ce sont des feuilles modifiées.
- Bulbille.* - Corps de forme bulbeuse qui se produit sur les parties aériennes des plantes et qui peut les reproduire par semis. On donne aussi ce nom à des renflements portés sur les racines.
- Caduc.* - Organe tombant de très bonne heure.
- Calice.* - Enveloppe florale ordinairement herbacée, rarement colorée, mais toujours externe.
- Caliciflores.* - Plantes dont la corolle et les étamines sont insérées sur le calice.
- Calicule.* - Calice plus petit, formé de feuilles bractéiformes.
- Capitule.* - Fleurs réunies sur un réceptacle commun et en tête.
- Capsule.* - Fruit sec déhiscents à une ou plusieurs loges.
- Carène.* - Ligne saillante dans un organe. Dans les papilionacées, partie de la corolle formée par la réunion des deux pétales inférieures.
- Carpelle.* - Ovaire simple ; partie close d'un ovaire ou d'un fruit multiple.

- Caryopse*. - Fruit sec indéhiscent dont le péricarpe adhère à la graine unique.
- Caulinaire*. - Organes naissant sur la tige ou sur les rameaux.
- Chaton*. - Réunion de fleurs unisexuelles sessiles ou sub-sessiles, insérées à l'aisselle de petites bractées sur un axe commun, ces fleurs n'ont jamais de corolle.
- Clairforme*. - Renfle de la base au sommet comme une massue.
- Collet*. - Partie qui sépare la tige de la racine. Dans les graminées, c'est la partie comprise entre le limbe de la feuille et la gaine.
- Cohérent*. - Organes semblables soudés ensemble.
- Commissur*. - Endroit où deux surfaces se réunissent.
- Complète*. - Fleur complète est celle qui a calice, corolle, étamines, pistil.
- Composé*. - Une feuille est composée quand le limbe est formé par plusieurs folioles articulées sur un pétiole commun. - Fleurs composées ou fleurs réunies sur un même réceptacle. - Fruit composé ou formé de plusieurs ovaires.
- Cône*. - Fruit résultant d'un assemblage de fleurs insérées à l'aisselle d'écaillés plus ou moins membraneuses, devenant souvent ligneuses ou restant herbacées et en forme de cône.
- Conné*. - Deux parties opposées et soudées entr'elles par leur base.
- Connectif*. - Quand les loges de l'anthere ne sont pas soudées et qu'elles sont rattachées l'une à l'autre, l'organe qui les rattache est le connectif.
- Connivent*. - Deux étamines ou deux parties séparées à la base qui se rapprochent vers le sommet sans connivents.
- Contigu*. - Organes se touchant sans adhérence entr'eux.
- Coque*. - Fruit composé de parties se séparant à maturité.
- Cordiforme*. - Qui a la forme d'un cœur.
- Corolle*. - L'enveloppe florale interne, quand il y en a deux.
- Corolliflores*. - Plantes dont les étamines sont insérées sur une corolle monopétale.

- Coronule.* - Lamelle placée sur l'onglet à l'intérieur des pétales.
- Corymbe.* - Inflorescence dans laquelle les pédicelles inférieurs, bien plus longs que les supérieurs, fleurissent à peu près à la même hauteur les uns que les autres, en forme de parasol à rayons inégaux.
- Cotyledonées.* - Plantes germant avec un ou plusieurs cotyledons.
- Cotyledons.* - La ou les feuilles qui naissent les premières quand la plante germe.
- Couronne.* - Appendices libres ou soudés qui garnissent la gorge de certaines fleurs.
- Crénelé.* - Organe dont les bords présentent des dentelures arrondies séparées par des angles aigus.
- Crépu.* - Feuille dont la surface est irrégulièrement plissée et les bords frisés.
- Cruciforme.* - Organes disposés en croix.
- Cryptogames.* - Plantes à organes sexuels non apparents, germant sans cotyledons.
- Cunéiforme.* - Organe en forme de coin.
- Cupule.* - Bractées soudées entr'elles et formant comme une sorte de coupe qui enveloppe la base de certains fruits.
- Cuspidé.* - Organe terminé au sommet en pointe aiguë et un peu dure.
- Cyathiforme.* - Qui a la forme d'un gobelet.
- Cyme.* - Fleurs groupées sur un pédoncule et portées par des pédoncules qui, partant tous du même point, arrivent à la même hauteur.
- Décombant.* - Se dit de la tige qui, s'élevant d'abord, retombe ensuite.
- Décomposé.* - Feuilles composées dont les folioles sont elles-mêmes composées. Se dit encore des feuilles de certaines ombellifères qui sont découpées en lanières inégales dont les découpures sont elles-mêmes frangées ou découpées.
- Décurrent.* - Feuilles dont le limbre se continue sur la tige par deux auricules qui rendent cette tige ailée.
- Défini.* - Organes en nombre fixe. Inflorescence dont l'axe principal et les axes secondaires portent chacun une fleur terminale.

- Déhiscent.* - Fruit s'ouvrant sans rupture des parois, si ce n'est par séparation naturelle des valves.
- Deltôïde.* - Organe dont la forme est celle d'un triangle équilatéral.
- Demi-fleuron.* - Fleur dont le limbe est prolongé d'un côté en languette dans les composées.
- Denté.* - Organes découpés sur les bords en triangles égaux ou à peu près.
- Denticulé.* - Garni de petites dents.
- Déprimé.* - Parties comprimées comme par une pression exercée de haut en bas ou de dehors en dedans.
- Diadelphes.* - Etamines à filets soudés en deux faisceaux.
- Dichotomes.* - Tiges divisées en deux rameaux, dont chacun se subdivise lui-même en deux autres, qui se subdivisent encore à leur tour en deux, etc.
- Diclines.* - Fleurs à un seul sexe.
- Dycotyledone.* - Plante à deux cotyledons.
- Didyme.* - Partie formée de deux lobes.
- Didyname.* - Etamines au nombre de 4 dont 2 plus grandes.
- Diffuse.* - Plante rameuse dès la base, à rameaux étalés plus ou moins et entrecroisés.
- Digittée.* - Feuille à folioles divergentes d'un même point et dans un même plan.
- Digyne.* - Fleur à deux pistils.
- Dioïque.* - Plantes à fleurs unisexuelles, chaque sexe sur un pied différent.
- Distique.* - Feuilles, rameaux, fleurs disposés en lignes sur les deux faces opposées de leur support.
- Divariqué.* - Rameaux ou pédoncules s'écartant de la tige à angles droits ou divisés en parties qui s'écartent dans tous les sens.
- Drupe.* - Fruit indéhiscent, charnu, renfermant un noyau.
- Ecailles.* - Lamé coriace ou charnue, de couleur variable remplaçant tantôt la feuille, tantôt les bractées.
- Efflorescence.* - Matière pulvérulente naissant à la surface d'un corps.
- Emarginé.* - Organe un peu échancré.
- Embrassant.* - Voir Amplexicaule.

- Engainant.* - Organes disposés en gaines et embrassant la partie qui les porte.
- Ensiforme.* - Feuilles un peu épaisses au milieu, s'amincissant sur le bord et diminuant de la base au sommet comme une lame de glaive.
- Epi.* - Inflorescence formée de fleurs sessiles ou sub-sessiles portées sur un axe appelé rachis.
- Epicarpe.* - Couche externe du péricarpe.
- Epigyne.* - Corolle et étamines insérées sur l'ovaire lui-même.
- Epillet.* - Fleur ou groupe de fleurs entourées à la base d'une ou plusieurs glumes et formant par leur réunion les épis des graminées.
- Etamine.* - Organe mâle de la fleur, formé du filet et de l'anthère. Le filet peut manquer.
- Extrorses.* - Anthères s'ouvrant, dont la suture regarde la circonférence de la fleur.
- Falciforme.* - Organe recourbé en faux.
- Fasciculé.* - Organes disposés en faisceaux.
- Fastigié.* - Plante à branches rapprochées et dressées.
- Femelle.* - Fleur qui n'a que des pistils.
- Filet.* - Support de l'anthère dans les étamines.
- Filiforme.* - Organe grêle et délié comme un fil.
- Fistuleux.* - Partie cylindrique, creuse à l'intérieur.
- Flabelliforme.* - Feuille nervée ou côtelée, disposée en forme d'éventail ouvert.
- Fleuron.* - Dans les composées fleur dont le limbe est régulier ou à peu près.
- Flexueux.* - Organe présentant des courbures alternatives et de sens opposées.
- Flosculeuses.* - Dans les composés, capitules formés exclusivement de fleurons.
- Foliole.* - Divisions articulées qui par leur réunion sur un pétiole commun forment la feuille composée. Pièces d'un involucre polyphylle.
- Follicule.* - Fruit sec, déhiscent, à plusieurs graines, s'ouvrant par une seule suture sur la face ventrale.
- Fronde.* - Organe qui porte l'appareil reproducteur dans les acotyledonées ; il correspond à la tige et aux fruits des cotyledonées.

- Frutescent.* - Plante tendant à une consistance ligneuse.
- Fusifforme.* - En forme de fuseau.
- Gaine.* - Pétiole qui embrasse la tige dans les graminées.
- Géminé.* - Disposé par paires.
- Genouillé.* - Qui est coudé aux articulations.
- Gibbeux.* - Organe présentant une bosse.
- Glabre.* - Dépourvu de duvet et de poil.
- Glanduleux.* - Qui présente des glandes et qui par suite est revêtu plus ou moins de produits sécrétés par les glandes.
- Glaucue.* - Vert pâle, bleuâtre ou jaunâtre.
- Glommérute.* - Masse plus ou moins sphérique de petites fleurs ou d'organes.
- Glumacé.* - Apparence d'une glume ou pourvu de glume.
- Glume.* - Ecaille située dans les graminées à la base de l'épillet ; correspond aux bractées.
- Glumelles.* - Ecailles entourant les organes sexuels des graminées ; correspondent au calice.
- Glumellules.* - Ecailles très petites placées en dedans des glumelles ; correspondent à la corolle.
- Glutineux.* - Gluant.
- Gorge.* - Entrée du tube du calice ou de la corolle.
- Gousse.* - Fruit sec, déhiscent, à une ou plusieurs graines, et s'ouvrant en deux valves par ses sutures.
- Graminiforme.* - Plante ressemblant à une graminée.
- Grappe.* - Inflorescence dont les axes secondaires sub-égaux naissent sur un axe primaire et se terminent par une fleur.
- Gynostème.* - Colonne centrale portant les organes fructifères dans les Orchidées.
- Hampe.* - Pédoncule radical portant une ou plusieurs fleurs.
- Hasté.* - Feuilles ayant la forme d'une hallebarde ou mieux d'un fer de lance, dont la base est partagée en deux lobes divergents.
- Hermaphrodite.* - Fleur ayant étamines et pistil.
- Hypocratériforme.* - Corolle à tube long, à limbe étalé et concave en forme de coupe.

- Hypogyne.* - Corolle et étamines insérées au-dessous de l'ovaire.
- Imbriqué.* - Disposé comme les tuiles d'un toit.
- Imparipenné.* - Feuille composée dont le pétiole se termine par une foliole seule, indépendamment des folioles latérales.
- Incisé.* - Bord découpé en lobes irréguliers.
- Inclus.* - Etamines et pistils enfermés dans le tube de la corolle.
- Indéfini.* - Se dit d'organes variables en nombre, ou d'étamines qu'on ne compte pas parce que le nombre est trop considérable.
- Indéhiscent.* - Qui ne s'ouvre pas spontanément à maturité.
- Indusie ou Indusium.* - Membrane recouvrant les soies dans les fougères.
- Infère.* - Organe situé au-dessous d'un autre.
- Infundibuliforme.* - Corolle en forme d'entonnoir.
- Introrses.* - Quand les anthères s'ouvrent du côté du pistil.
- Involucelle.* - Folioles disposées en verticilles à la base des ombellules.
- Involucre.* - Folioles qui accompagnent les fleurs. Verticille de feuilles ou de folioles à la base des ombelles ; folioles imbriquées ou non à la base des capitules dans les composées.
- Junciforme.* - Feuilles cylindriques comme celles des joncs.
- Labelle.* - Division inférieure du périgone chez les Orchidées.
- Labiée.* - Corolle présentant une ou deux lobes.
- Lâche.* - Peu fourni ; épi ou panicule lâche, c'est-à-dire à peu de fleurs ou à fleurs très distantes.
- Lacinié.* - Divisé en lanières.
- Lancéolé.* - Feuille allongée en triangle aux deux extrémités, mais dont le diamètre transversal coupe le diamètre longitudinal plus ou moins près de la base.
- Languette.* - Une corolle en languette est une corolle en demi-fleuron.
- Ligule.* - Dans les composées désigne les demi-fleurons. Dans les graminées, c'est un appendice plus ou moins développé qui est situé à la jonction du limbe de la feuille avec la gaine.

- Limbe.* - Partie membraneuse de la feuille supportée par le pétiole. Partie du calice ou de la corolle située au-dessus du tube ou de l'onglet.
- Linéaire.* - Organe plane à surface étroite et à bords parallèles.
- Lobes.* - Parties d'un fruit, d'une feuille, d'un sépale, d'un pétale séparées par des divisions plus ou moins profondes.
- Loculaires.* - Dans les fruits, ce mot précédé des chiffres 1-2-3 etc , indique qu'il est à 1-2-3, etc., loges.
- Loculicide.* - Déhiscence des capsules dont les cloisons adhèrent au centre des valves.
- Lyrée.* - Feuille à nervures pennées plus ou moins profondément découpées et terminées par une découpure arrondie plus grandes que les découpures latérales.
- Mâle.* - Fleur qui n'a que des étamines.
- Marcescent.* - Organe qui après s'être flétri reste attaché sur la plante et y persiste.
- Marginal.* - Qui touche au bord d'un organe.
- Médullaire.* - Qui appartient à la moëlle, ou qui a quelque rapport avec elle.
- Monadelphes.* - Etamines soudées en un seul faisceau.
- Monocotyledonés.* - Qui germent avec un seul cotyledon.
- Monoïque.* - Espèces où les fleurs mâles et femelles se trouvent sur le même pied.
- Monogyne.* - Fleur à un seul pistil.
- Monopétale.* - Fleurs dont la corolle est d'une seule pièce.
- Monosépale.* - Calice d'une seule pièce.
- Monosperme.* - Fruit à une seule graine.
- Mucroné.* - Terminé par une pointe courte, raide, nommée mucron.
- Muriqué.* - Couvert de pointes courtes, robustes, larges à la base, simulant une mure.
- Mutique.* - Organe qui ne se termine ni en pointe, ni en arête.
- Nectaire.* - Toute production de la fleur et toutes les écailles qui ne peuvent se rapporter à aucun organe de fructification.
- Nervé.* - Muni de nervures.

- Nervures.* - Ramifications plus ou moins saillantes, formant comme la charpente de la feuille.
- Neutre.* - Fleur stérile, sans étamine ni pistil.
- Obcordiforme.* - En cœur renversé.
- Obovale.* - En forme de la coupe d'un œuf dont le gros bout est en haut.
- Ombelle.* - Inflorescence dans laquelle les pédoncules floraux partent tous du même point et s'écartent en divergeant comme les rayons d'une ombrelle. Quand chaque pédoncule ne porte qu'une fleur l'ombelle est simple ; mais quand le pédoncule porte lui-même une petite ombelle elle est dite composée.
- Ombellule.* - Petite ombelle portée par les pédoncules dans les ombelles composées.
- Onglet.* - Partie rétrécie des sépales ou des pétales qui supporte le limbe.
- Onguiculé.* - Pourvu d'un onglet.
- Oppositifolié.* - Qui naît du côté opposé à une feuille.
- Opposé.* - Organes naissant vis-à-vis l'un de l'autre, un de chaque côté de leur support ; ou bien étamines placées en face des pétales ou des divisions de la fleur.
- Ovaire.* - Partie inférieure du pistil qui se transforme en fruit.
- Ovale.* - Granule enfermée dans l'ovaire qui devient ensuite la graine.
- Paillettes.* - Lamelles minces, écailleuses, qui sont souvent mêlées aux fleurs dans les composées.
- Palais.* - Renflement de la base inférieure de la corolle dans les Personnées.
- Paléacé.* - En forme de paillette, ou contenant des paillettes.
- Palmatilobée.* - Feuille palmée, lobée.
- Palmatipartite.* - Feuille palmée divisée en plusieurs parties.
- Palmatiséquée.* - Feuille palmée, divisée en segments jusqu'au pétiole.
- Palmée.* - Feuille aussi large que longue dont les nervures partant de la base du limbe s'écartent en divergeant.

- Panicule.* - Inflorescence formée de fleurs portées sur des pédoncules longs, rameux, qui vont en diminuant de longueur en s'approchant du sommet.
- Papilionacée.* - Corolle formée d'un pétale supérieur : étendard ; de deux latéraux : ailes ; de deux inférieurs soudés ou non : carène.
- Paripennée.* - Feuille pennée dont toutes les folioles sont disposées par paires latérales.
- Pectinée.* - Feuille pennatifide à lobes étroits, disposés comme les dents d'un peigne.
- Pédalée.* - Feuille dont les découpures, formées de deux branches, divergent comme les touches de pédales.
- Pédicelle.* - Dans les pédoncules rameux, celui qui porte la fleur.
- Pédoncule.* - Queue de la fleur.
- Peltée.* - Feuille en forme de bouclier, dont le pétiole se trouve inséré vers le milieu de la face inférieure du limbe.
- Pennatifide.* - Feuille divisée jusqu'au milieu du limbe.
- Pennatifartite.* - Feuille divisée jusqu'au delà du milieu du limbe.
- Pennatiséquée.* - Feuille divisée en segments jusqu'à la nervure.
- Pennée.* - Feuille composée dont les segments sont disposés comme les barbes de plumes.
- Perfoliée.* - Feuille dont le limbe est traversé par la tige.
- Périanthe.* - Enveloppe simple ou double de la fleur.
- Péricarpe.* - Partie extérieure du fruit.
- Périgone.* - Enveloppe florale quand elle est unique.
- Périgyne.* - Etamines et corolles insérées autour de la base du pistil.
- Périsperme.* - Enveloppe qui dans les fruits enveloppe directement l'amande.
- Persistant.* - Organe qui ne tombe pas à maturité.
- Personnée.* - Fleur dont la corolle a la forme d'une gueule ou d'un masque.
- P'étale.* - Dans la corolle polypétale, pièces libres formant cette corolle.
- Pétiole.* - Queue de la feuille.
- Phanérogame.* - Plante à organes sexuels apparents.
- Pinnatifide.* - Voir Pennatifide.

- Pistil.* - Organe femelle de la plante, comprenant l'ovaire, le style et le stigmate ; le style peut manquer, mais jamais l'ovaire ni le stigmate.
- Pollen.* - Pousière colorée émise par les anthères.
- Polyadelphes.* - Etamines soudées en plus de deux faisceaux.
- Polygame.* - Plante ayant des fleurs mâles, femelles et hermaphrodites.
- Polymorphe.* - Organe variant de forme.
- Polypétale.* - Corolle composée de plusieurs pétales.
- Polyphylle.* - Organe composé de plusieurs pièces ; s'applique principalement à l'involucre et à l'involucelle.
- Polysépale.* - Calice composé de plusieurs pièces sans adhérence l'une à l'autre.
- Polysperme.* - Fruit à plusieurs graines.
- Pyxide.* - Fruit s'ouvrant comme une boîte, circulairement en travers.
- Quinés.* - Organes disposés par cinq.
- Rachis.* - Axe central des inflorescences.
- Radical.* - Qui naît sur la racine.
- Radicañt.* - Tige portant des racines sur sa longueur.
- Radiées.* - Composées, dont les fleurs centrales sont des fleurons et celles de la circonférence en languette.
- Réceptacle.* - Partie du pédoncule qui porte la ou les fleurs.
- Rétinacle.* - Support de l'anthère sessile dans les Orchidées.
- Roncinée.* - Feuille pennatifide à divisions aiguës et dirigées vers le bas de la feuille.
- Rosette.* - Feuilles disposées en roue.
- Rotacée.* - Corolle à limbe étalé en forme de roue.
- Sagittées.* - Feuilles en forme de fer de flèche.
- Samare.* - Fruit coriace, aplati, indéhiscent, prolongé par une membrane.
- Scabre.* - Recouvert d'aspérités qui font paraître l'organe rude sous les doigts.
- Scariense.* - Partie mince, membraneuse, jamais verte et translucide.
- Scorpioïde.* - Inflorescence enroulée en crosse.

- Semi-flosculeux.* - Dans les Composées, capitules formés seulement de fleurs ligulées.
- Sépale.* - Pièce formant chacune, une des divisions du calice polysépale.
- Sessile.* - Qui n'est pas supporté par une queue propre.
- Sétacé.* - Raide comme un crin.
- Silicule.* - Silique aussi large que longue.
- Silique.* - Fruit plus long que large, sec, à deux valves présentant une cloison entr'elles.
- Sinus.* - Echancrure séparant deux lobes.
- Soie.* - Poil raide comme un crin.
- Sore.* - Réunion de sporanges dans les Cryptogames.
- Sous-frutescente.* - Plante ligneuse à rameaux herbacés.
- Spadice.* - Fleurs unisexuelles sans périgone portées sur un support charnu.
- Spathe.* - Grande bractée membraneuse, entourant les fleurs dans certaines plantes monocotylédonées.
- Spatulé.* - En forme de spatule, plus large dans le haut que dans le bas.
- Spiciforme.* - En forme d'épi.
- Sporange.* - Capsule renfermant les spores dans les Cryptogames.
- Spore.* - Corps reproducteur dans les Cryptogames.
- Staminal.* - Qui appartient aux étamines.
- Staminode.* - Etamine avortée.
- Stigmate.* - Dans l'organe femelle partie qui reçoit le pollen ; il est situé à l'extrémité du style du pistil ou sur l'ovaire quand le style manque.
- Stipitée.* - Partie ayant un support qui lui est propre.
- Stipellé.* - Pétiole partiel muni de stipules.
- Stipule.* - Production membraneuse, foliacée, épineuse ou écailleuse qui se trouve à la base des feuilles.
- Stolon.* - Rejet provenant des racines et qui s'enfonçant ensuite dans la terre peut émettre des racines nouvelles.
- Stolonifère.* - Plante qui porte des stolons.
- Style.* - Partie du pistil supportant le stigmate ; il peut être nul.
- Subulé.* - Organe mince, cylindrique, en forme d'alène.

- Supère.* - Se dit de l'ovaire inséré au-dessus du point où s'insèrent la corolle et les étamines.
- Suture.* - Ligne qui correspond à la soudure de deux organes.
- Tablier.* - Voir Labelle.
- Ternaire.* - Fleur dont les organes sont au nombre de 3 ou divisibles par trois.
- Tête.* - Fleurs disposées en sphéroïdes. Stigmate arrondi.
- Tétradynames.* - Six étamines dont quatre plus longues.
- Tétramères.* - Fleurs dont les organes sont au nombre de 4.
- Tétragone.* - Organe à quatre angles.
- Thalamus.* - Partie extrême du pédoncule supportant l'insertion de la corolle, des étamines et de l'ovaire.
- Thyrse.* - Fleurs réunies en panicule spiciforme, chacune d'elles ou chaque petit groupe porté lui-même sur un pédicelle rameux.
- Tomenteux.* - Couvert d'une sorte de feutrage.
- Traçant.* - Rampant.
- Triquètre.* - Organe à trois angles ou à trois faces.
- Tronqué.* - Terminé brusquement.
- Tubéreux.* - Racine à renflements irréguliers.
- Tunique.* - Membrane qui entoure et forme le bulbe.
- Turbiné.* - En forme de toupie.
- Unilatéral.* - Organes insérés ou se dirigeant d'un seul côté du support.
- Uniloculaire.* - Fruit à une seule loge.
- Urcéolé.* - En forme d'urne.
- Utricule.* - Fruit sec, monosperme, non adhérent au calice.
Dans les *Carex* on nomme aussi une urcéole formée de deux écailles soudées en bourse et dont l'ouverture du sommet laisse passer le style.
Ce mot, au féminin, désigne des vésicules pleines d'air que portent certaines plantes aquatiques.
- Valves.* - Péricarpe des fruits secs, déhiscents, qui à maturité s'ouvrent sans déchirures.
- Vasculaires.* - Plantes renfermant des vaisseaux.
- Verruqueux.* - Présentant comme des verrues.

Versatiles. - Anthères plus ou moins mobiles sur le filet.

Verticille. - Feuilles ou fleurs disposées circulairement autour d'un support commun.

Vésicule. - Voir Utricule.

Volubile. - Plante s'enroulant en spirale sur son support.

Vrilles. - Organes filiformes, enroulés en spirale, servant à la plante à s'accrocher aux corps voisins.

ABRÉVIATIONS DES NOMS D'AUTEURS

Ad.	Adanson	Ch.	Chaix
Ait.	Aiton	Cham.	Chamisso
All.	Allioni	Chav.	Chavannes
Alp.	Alpini	Chois.	Choisy
Ard.	Arduini	Clus.	Clusius
B. et T.	Baillet et Timbal	Coss.	Cosson
Balb.	Balbis	C. et G.	Cosson et Germain
Bartl.	Bartling	Curt.	Curtis
Bast.	Bastard	Cuss.	Cusson
Bauh.	Bauhin (Gasp. et I.)	Cyr.	Cyrillo
Baum.	Baumgarten	Dec.	Decaisne
Bell.	Bellardi	D. C.	De Candolle
Bent.	Bentham	Deg.	Degland
Berg.	Bergeret	Delarb.	Delarbre
Bernh.	Bernhardi	Desf.	Desfontaines
Bert.	Bertoloni	Desm.	Desmoulins
Bess.	Besser	Desp.	Desportes
Bieb.	Bieberstein	Desv.	Desvaux
Blum.	Blume	Dietr.	Dietrich
Boerh.	Boerhaave	Dill.	Dillenius
Bois.	Boissier	G. Don.	G. Don
Bor.	Boreau	Dub.	Duby
Breb.	De Brebisson	L. Duf.	L. Dufour
Brong.	Brongniart	Dufr.	Dufresne
Brot.	Brotero	Dum.	Dumortier
Bull.	Bulliard	Dun.	Dunal
Buxb.	Buxbaum	Dur.	Durieu
Cam.	Cambessedes	Eckl.	Ecklon
Cass.	Cassini	Ehrh.	Ehrhard
Cav.	Cavanilles	Endl.	Endlicher

Fenzl.	Fenzl
Forsk.	Forskahl
Forst.	Forster
Fres.	Fresenius
Fr.	Fries
Gœrtn.	Gœrtner
Gaud.	Gaudin
Gay.	Gay
Gir.	Girard
Gil.	Gilibert
Gm.	Gmelin
God.	Godron
Good.	Goodenough
Gouan.	Gouan
Gren.	Grenier
G. G.	Grenier et Godron
Griseb.	Grisebach
Guers.	Guersant
Guss.	Gussonne
Hamp.	Hampe
Harv.	Harvoitz
Heist.	Heister
Herm.	Hermann
Hoff.	Hoffmann
Hol.	Hollandre
Hook.	Hooker
Hoope	Hoope
Horn.	Horneman
Huds.	Hudson
Huss.	Hussenot
Jq. Jacq.	Jacquin
Jord.	Jordan
Juss.	Jussieu
Kit.	Kitaibel
K.	Koch
Kœl.	Kœler
Kuntz.	Kuntz
Krock.	Krocker
Kutz.	Kutzing
Lag.	Lagasca
Lah.	Laharpe
Lam.	Lamarck
Lap.	Lapeyrouse
L. et L.	Lecoq et Lamothe
Led.	Ledebours
Lehm.	Lehmann
Lej.	Lejeune
Less.	Lessing
Leyss.	Leysser
Lher.	Lhéritier

Light.	Lightfoot
Lindl.	Lindley
Linck.	Linck
L.	Linné
Lloyd.	Lloyd
Lob.	Lobel
Lœfl.	Lœfling
Lois-De.	Loiseleur-Deslonchamps
Medik.	Medikus
Meisn.	Meisner
Mer.	Merat
Mert.	Mertens
M. et K.	Mertens et Koch
Mey.	Meyer
Mich.	Micheli
Mill.	Miller
Meehr.	Meehring
Mch.	Mœnch
Mon.	Monnier
M. T.	Moquin-Taudon
Moric.	Moricaud
Moug.	Mougeot
Mut	Mutel
Neck.	Necker
Nees.	Nees ab Esenbeck
Næg.	Nægeli
P. B.	Palisot de Beauvois
Pall.	Pallas
Parl.	Parlatore
Pers.	Persoon
Plum.	Plumier
Poir.	Poiret
P. T.	Poiteau et Turpin
Poll.	Pollich
Pourr.	Pourreau
Presl.	Presl
Ray.	Ray
Ram.	Ramond
Rchb.	Reichembach
Req.	Requien
Retz.	Retzius
Reut.	Reuter
A. Rich.	Achille Richard
L.-C. Rich.	Louis-Claude Richard
Riv.	Rivin
R. Br.	Robert Brown
R. et C.	Robillard et Castagne
Ch. R.	Charles Robin
R. et Sch.	Rœmer et Schultz
Roth.	Roth

Rottb.	Rottbœl
Rud.	Rudolphi
Saint-Am.	St-Amans
Sadl.	Sadler
Salisb.	Salisbury
Salzm.	Salzmam
Savi	Savi
Schk.	Schkuhr
Schl.	Schleigthendal
Schm.	Schmidt
Schot.	Schott
Schrad.	Schrader
Schranck.	Schranck
Schreb.	Schreber
Sch.	Schultz
Schw.	Schweiger
Scop.	Scopoli
Sebas.	Sebastiani
Ser.	Seringe
Seub.	Seubert
Sbith.	Sbithorp
Sm.	Smitz
Sol.	Solander
S. W.	Soyer-Willemet
Sp.	Spach
Spr.	Sprengel
Stein.	Steinheil
Stend.	Stendel
Stev.	Stevens
Sut.	Suter

T. T.	Targioni-Tozetti
T.	Tournefort
Tenore	Tenore
Thore	Thore
Th.	Thuillier
Tourn.	Tournefort
Timb.	Timbal-Lagrange
Tratt.	Trattinich
Vaill.	Vaillant
Vauch.	Vaucher
Vent.	Ventenat
Vig.	Viguier
Vill.	Villars
Viv.	Viviani
Vog.	Vogel
Wahl.	Wahlemberg
Waldst.	Waldstein
W. et K.	Waldstein et Kitaibel
Wallr.	Wallroth
Wall.	Wallter
Webb	Webb
Weigg	Weigg
Weihe	Weihe
W. et N.	Weihe et Nees
Wend.	Wenderoth
Wib.	Wibel
Willd.	Willdenow
Wim.	Wimmer
With.	Withering
Wulf.	Wulfen

ADDENDA

12. MALCOMIA. R. Br. — MALCOMIE

M. littorea. R. Br. — Plante tomenteuse, blanchâtre ; tige ligneuse à la base, jaunâtre, rameuse, dressée ; feuilles entières, obtuses, lancéolées-linéaires ; calice porté sur un pédoncule aussi long que lui ; fleurs violacées, à pétales obovales, grands, plus longs que l'onglet qui est jaune ; style caduc, en alène, bordé dans sa moitié supérieure par les lames du stigmate ; siliques cotonneuses, arquées en dehors, réunies en une grappe flexueuse.

Sables du littoral. — Huchet. Yonx. — P. — R. R.

M. maritima. R. Br. — (Giroflée de Mahon). — Plante couverte de poils rudes ; tige dressée, très rameuse, à rameaux flexueux, étalés ; feuilles d'un vert blanchâtre, les inférieures entières, les autres dentelées, toutes elliptiques, obtuses, pétiolées, ou au moins atténuées en pétiole ; calice porté un pédoncule plus court que lui ; fleurs rose violacé, à pétales plus courts que l'onglet ; style persistant, bordé presque en entier par les lames du stigmate.

Sables du littoral. — Vieux-Boucau. — P. — R. R. R.

10. SPIRANTHES. Rich. — SPIRANTHE

S. autumnalis. R. — Tubercules ovoïdes-oblongs ; tige munie d'écailles foliacées, engainantes, appliquées, scarieuses et blanches sur les bords ; les radicales oblongues ou ovales-lancéolées, disposées en une rosette excentrique ; fleurs blanches, petites, à odeur de vanille ; labelle obovale.

Lieux secs ; bord des routes. — A. — C. C.

S. æstivalis. R. — Tubercules allongés, cylindriques ou fusiformes ; tige grêle à feuilles lancéolées-linéaires ou oblongues, dressées et non appliquées ; fleurs blanches, petites, odorantes seulement le soir, à labelle ovale-oblong, arrondi, entier, et réunies en un épi grêle, unilatéral.

Pelouses ; prés frais. — E. — C. C.

SYNOPSIS DE LA FLORE

DU DÉPARTEMENT DES LANDES

DICOTYLEDONÉES	}	Thalamiflores	290	}	1211
		Caliciflores	505		
		Corolliflores	263		
		Monochlamydées . .	152		
Monocotyledonées					419
Cryptogames cellulo-vasculaires					43
Total des Espèces ou Variétés					1673

TABLE ALPHABÉTIQUE

Acer	79-80
Aceras	384-385
ACERINÉES	79
Achillea	205-229
Aconitum	3-12
Adenocarpus	91-108
Adiantum	471-472
Ægilops	431-446
ÆSCULACÉES	81
Æsculus	81
Æthusa	168-178
Agraphis	370-373
Agrimonia	128-134
Agropyrum	431-445
Agrostemna	48-56
Agrostis	436-454
Aira	440-469
Airopsis	439-466
Ajuga	301-308
Alchemilla	129-134
Aldovranda	45-46
Alisma	367
ALISMACÉES	367
Allium	370-372
Alnus	364
Alopecurus	434-450
Alsine	49-63
Althœa	68-70
Alisum	21-32
AMARANTHACÉES	329
Amaranthus	329
AMARYLLACÉES	381
AMBROSIACÉES	245
Ammi	168-179
AMYGDALACÉES	126
Anagallis	320-322
Anchusa	265-267
Andropogon	431-446
Androsœmum	75-76
Andryala	211-245
Anemone	1-3
Anethum	166-175
Angelica	165-174
Anthericum	369-371
Anthoxanthum	433-448

Anthriscus	165-172
Anthyllis	89-90-104
Antirrhinum	283-286
Apium	167-177
Aquilegia	2-12
Arabis	19-20-26
ARBUTACÉES	252
Arbutus	252
Arenaria	50-64
Armeria	324
Arnica	207-232
Arnosaris	208-234
AROÏDÉES	401
Arrhenatherum	436-453
Artemisia	201-215
Arum	401
ASCLEPIACÉES	253
ASPARAGINÉES	376
Asparagus	376
Asperula	189-194
Asphodelus	369-371
Aspidium	471-474
Asplenium	472-475
Aster	206-231
Asterolinum	320-322
Astragalus	92-109
Astrocarpus	44-45
Athyrium	471-473
Atriplex	332-336
Avena	439-466
Baldingera	436-454
Ballota	305-317
Barbarea	19-25
Barkhausia	219-240
Bellis	205-228
BERBERIACÉES	12
Berberis	12-13
Berula	169-180
Beta	331-335
Betonica	305-316
Betula	364
BETULACÉES	364
Bidens	199-204-211
Blechnum	472-476

Blitum	331-335
BORRAGINÉES	264
Borrigo	264-266
Brachypodium	430-441
Brassica	19-27
Briza	439-466
Bromus	437-457
Brunella	304-314
Bryonia	143
Bunias	23-39
Bupleurum	164-171
BUTOMACÉES	369
Butomus	369
BUXACÉES	352
Buxus	352
Cakile	21-32
Calamagrostis	436-456
Calamintha	302-311
Calendula	204-227
CALLITRICHACÉES	151
Callitriche	151
Calluna	250
Caltha	2-4
Campanula	247-249
CAMPANULACÉES	247
CANNABINÉES	355
Cannabis	356
CAPRIFOLIACÉES	187
Capsella	23-38
Cardamine	18-25
Carduus	203-223
Carex	411-418
Carlina	204-226
Carpinus	357-359
Carum	168-179
CARYOPHYLLÉES	47
Castanea	357-359
Catabrosa	437-457
Catapodium	431-442
Caulinia	398
Centaurea	200-201-212
Centhrantus	194-197
Centunculus	320-321
Cephalanthera	384-390
Cerastium	49-50-59
Cerasus	126-127
CERATOPHYLLACÉES	152
Ceratophyllum	152
Ceterach	471-473
Chœrophyllum	170-184

Chamomilla	205-230
Cheiranthus	21-32
Chelidonium	14-16
CHENOPODÉES	331
Chenopodium	331-333
Chlora	256
Chondrilla	209-208
Chrysanthemum	204-227
Chrysosplenium	163-164
Cicendia	256-258
Cichorium	207-234
Cicuta	169-180
Circœa	145
CIRCEACÉES	145
Cirsium	203-224
CISTACÉES	40
Cistus	40
Cladium	410-417
Clematis	1-13
Cochlearia	22-23-35
COMPOSÉES	199
CONIFÈRES	365
Conium	170-184
Conopodium	170-184
Convallaria	376-378
CONVOLVULACÉES	261
Convolvulus	261
Conyza	202-222
Coriaria	84
CORIARIÈES	84
CORNUACÉES	186
Cornus	186
Coronilla	92-110
Corrigiola	156-157
Corydalis	17-18
Corylus	357-358
Corynephorus	439-468
Cotoneaster	140-141
Crassula	159-160
CRASSULACÉES	159
Cratœgus	140-141
Crepis	211-241
Crithmum	168
Crocus	379-380
CRUCIFÈRES	18
Crypsis	433-434-448
Cucubalus	48-55
CUCURBITACÉES	143
Cupullaria	206-230
CUPULIFÈRES	356
Cuscuta	262

CUSCUTACÉES . . .	262	Eruca . . .	20-30
Cynodon . . .	432-447	Ervum . . .	89-103
Cynoglossum . . .	265-267	Eryngium . . .	171-185
Cynosurus . . .	432-447	Erythrœa . . .	256-257
CYPERACÉES. . .	409	Erythronium. . .	371-375
Cyperus . . .	409-414	Eupatorium . . .	203-223
Cystopteris . . .	471-475	Euphorbia . . .	347
CYTINÉES . . .	347	EUPHORBIACÉES. . .	347
Cytinus . . .	347-348	Euphrasia . . .	286-294
Dactylis. . .	438-460	EVONYMACÉES . . .	85
Damasonium . . .	367-368	Evonymus . . .	85
Danthonia . . .	439-466	Fagus . . .	357-359
DAPHNEACÉES . . .	345	Festuca . . .	438-464
Daphne . . .	345	Ficaria . . .	2-5
Datura . . .	274	Filago . . .	201-210
DATURACÉES . . .	274	Fœniculum . . .	168
Daucus . . .	164-172	FOUGÈRES . . .	470
Delphinium . . .	3-12	Fragaria . . .	129-135
Deschampsia . . .	440-468	Frangula . . .	86-87
Dianthus . . .	47-50	Frankenia . . .	47
Digitalis. . .	284-291	FRANKENIACÉES. . .	47
Digitaria . . .	432-447	Fraxinus . . .	254-255
DIOSCORÉES. . .	378	Fritillaria . . .	370-374
Diotis . . .	201-217	Fumana . . .	40-41
Diploxix . . .	19-28	Fumaria. . .	16-17
DIPSACÉES . . .	197	FUMARIACÉES . . .	16
Dipsacus . . .	197-198	Galanthus . . .	381
Dorycnium . . .	93-122	Galeopsis . . .	305-317
Draba . . .	22-34	Galium . . .	189-190
Drosera . . .	45-46	Gastridium . . .	434-450
DROSERACÉES . . .	45	Genista . . .	91-107
Ecballium . . .	143	Gentiana . . .	256-259
Echinaria . . .	435-452	GENTIANÉES. . .	256
Echium . . .	266-272	GERANIACÉES . . .	71
Elatine . . .	64	Geranium . . .	71-72
ELATINÉES . . .	64	Geum . . .	129-135
Elodea . . .	394	Gladiolus . . .	379-380
Elodes . . .	76-79	Glaucium . . .	14-16
Epilobium . . .	148	Glaux . . .	319-321
Epipactis . . .	384-391	Glechoma . . .	304-313
EQUISETACÉES . . .	476	Gleditschia . . .	88-94
Equisetum . . .	476	Globularia . . .	326
Eragrostis . . .	438-460	GLOBULARIÉES . . .	326
Erica . . .	250-251	Glyceria. . .	431-439-443
ERICACÉES . . .	250	Gnaphalium . . .	202-221
Erigeron . . .	206-231	Goodyera . . .	385-392
Erinus . . .	284-291	GRAMINÉES . . .	429
Eriophorum . . .	410-412	Grammitis . . .	471-473
Erodium. . .	71-72	Gratiola . . .	284-292

Gypsophyla . . .	47-50
Hedera . . .	185-186
hederacées . . .	185
Heleocharis . . .	410-416
Helianthemum . . .	40
Heliotropium . . .	265-271
Helleborus . . .	2-5
Helosciadum . . .	167-176
Helychrysum . . .	202-221
Heracleum . . .	166-174
Hermodactylus . . .	378-379
Herniaria . . .	157-158
Hesperis . . .	20-31
Hibiscus . . .	68-71
Hieracium . . .	211-243
hippuricacées . . .	150
Hippuris . . .	150
Holcus . . .	435-453
Honkeneya . . .	49-63
Hordeum . . .	430-441
Hottonia . . .	319-320
Humulus . . .	355-356
hydrocharidées . . .	394
Hydrocharis . . .	394
Hydrocotyle . . .	171-184
Hyoscyamus . . .	274-275
hypericinées . . .	75
Hypericum . . .	75-76
Hypochoeris . . .	208-236
Hyssopus . . .	303-313
Iberis . . .	22-37
Ilex . . .	86
Illecebrum . . .	156-158
ilicinées . . .	86
Inula . . .	207-233
iriacées . . .	378
Iris . . .	379
Isnardia . . .	144-145
isoetacées . . .	479
Isoetes . . .	479
Isopyrum . . .	2-11
Ixia . . .	379-380
Jasione . . .	247
juncacées . . .	403
juncaginées . . .	395
Juncus . . .	403-404
juniperacées . . .	366
Juniperus . . .	366

Kentrophyllum . . .	200-214
Koeleria . . .	434-452
labiées . . .	301
Lactuca . . .	210-239
Lamium . . .	306-317
Lampsana . . .	208-234
Lappa . . .	204-227
Laserpitium . . .	165-173
Lathrœa . . .	296-299
Lathyrus . . .	89-95
Leersia . . .	435-452
légumineuses . . .	88
Lemna . . .	400
lemnacées . . .	400
Leontodon . . .	209-237
Leonurus . . .	305
Lepidium . . .	22-36
Lepturus . . .	430-440
Leucanthemum . . .	205-220
Ligustrum . . .	250
liliacées . . .	369
Limnanthemum . . .	259-260
Limodorum . . .	383-385
Limosella . . .	284-290
linacées . . .	65
Linaria . . .	283-287
Lindernia . . .	285-292
Linum . . .	65
Listera . . .	384-391
Lithospermum . . .	266-271
Littorella . . .	327-328
Lobelia . . .	246
lobeliacées . . .	246
Lolium . . .	431-442
Lonicera . . .	187
loranthacées . . .	186
Lotus . . .	93-111
Lupinus . . .	96-106
Luzula . . .	403
Lychnis . . .	48-55
lycopodiacées . . .	479
Lycopodium . . .	479
Lycopsis . . .	264-266
Lycopus . . .	301-308
Lysimachia . . .	320-321
lythracées . . .	153
Lythrum . . .	153
Malachium . . .	49-61
Malaxis . . .	384-391

Malcomia . . .	20
Malus . . .	140-142
Malva . . .	68-69
MALVACÉES . . .	68
Marrubium . . .	302-311
Marsilœa . . .	478
MARSILEACÉES . . .	478
Matricaria . . .	205-228
Mathiola . . .	21-31
Medicago . . .	94-122
Melampyrum . . .	285-292
Melica . . .	435-437-439-453
Melilotus . . .	93-121
Melissa . . .	303-312
Melittis . . .	304-314
Mentha . . .	301-307
MENYANTHÉES . . .	259
Menyanthes . . .	259
Mercurialis . . .	352-353
Mœspilus . . .	140-141
Mibora . . .	430-441
Millium . . .	436-454
Mœhringia . . .	49-62
Molinia . . .	437-457
Monotropa . . .	144
MONOTROPACÉES . . .	144
Montia . . .	155
Muscari . . .	370-373
Myagrum . . .	23-39
Myosotis . . .	265-268
Myrica . . .	365
MYRICACÉES . . .	365
MYRIOPHYLLACÉES . . .	146
Myriophyllum . . .	146
Narcissus . . .	381-382
Nardurus . . .	430-442
Nardus . . .	429-440
Narthecium . . .	369-371
Nasturtium . . .	19-28
NAYACÉES . . .	398
Nayas . . .	398-399
Neottia . . .	383-385
Nepeta . . .	303-313
NERIACÉES . . .	254
Nicandra . . .	273-274
Nuphar . . .	13-14
Nymphœa . . .	13
NYPHÉACÉES . . .	13
Odontites . . .	286-295

Oenanthe . . .	169-181
Oenothera . . .	147-148
OLEACÉES . . .	254
OMBELLIFÈRES . . .	164
Omphalodes . . .	264-266
ONAGRARIÉES . . .	147
Ononis . . .	90-104
Onopordon . . .	203-224
Ophioglossum . . .	470-472
Ophrys . . .	385-392
ORCHIDÉES . . .	383
Orchis . . .	384-386
Origanum . . .	303-312
Ornithogallum . . .	370-375
Ornithopus . . .	92-109
OROBANCHÉES . . .	296
Orobanche . . .	296-297
Orobis . . .	89-98
Osmunda . . .	470-472
Osyris . . .	346
OXALIACÉES . . .	82
Oxalis . . .	82
Pancratium . . .	381
Panicum . . .	432-436-446
Papaver . . .	14
PAPAVERACÉES . . .	14
PAPILIONACÉES . . .	88
Parietaria . . .	355
Parnassia . . .	46
PARONYCHIACÉES . . .	156
Passerina . . .	345
Pastinaca . . .	166-175
Pedicularis . . .	285-292
Petasites . . .	202-206-222
Peplis . . .	153
Petroselinum . . .	167-177
Peucedanum . . .	166-175
Phellandrium . . .	170-182
Phelippœa . . .	296-298
Phleum . . .	434-451
Phragmites . . .	437-457
Phyllirœa . . .	255
Phyteuma . . .	247-248
Phytolacca . . .	337-338
PHYTOLACÉES . . .	337
Picris . . .	209-237
Pillularia . . .	478
Pimpinella . . .	169-180
Pinguicula . . .	299
PINGUICULACÉES . . .	299

Pinus	365
Pisum	88-94
Pistaccia	87-88
PLANTAGINÉES	326
Plantago	326-327
Poa	438-461
Podospermum	209-237
Polycarpon	157-159
Polycnemum	329-330
Polygala	260
POLYGALÉES	260
Polygonatum	376-377
POLYGONÉES	339
Polygonum	338-341
Polypodium	471-473
Polypogon	433-449
Polystichum	471-474
POMACÉES	140
Populus	360-363
Portulaca	155
PORTULACÉES	155
POTAMÉES	395
Potamogeton	395-396
Potentilla	129-136
Poterium	128-133
Primula	320-323
PRIMULACÉES	319
Prunus	126
Psamma	434-450
Pteris	471-473
Pterotheca	210-240
Ptychotis	170-183
Pulicaria	206-230
Pulmonaria	265-271
Pyrus	140-142
Quercus	356-357
Radiola	65-67
RANONCULACÉES	I
Ranunculus	2-5
Raphanus	18-23
Rapistrum	21-32
Reseda	44
RESEDACÉES	44
Rhagadiolus	208-234
RHAMNACÉES	86
Rhamnus	86-87
Rhinanthus	286-294
Rhynchospora	410-417
Robinia	91-108

Roripa	21-33
Rosa	128-130
ROSACÉES	128
Rubia	189
RUBIACÉES	189
Rubus	129-137
Rumex	338
Ruppia	339
Ruscus	376-377
Ruta	83
RUTACÉES	83
Sagina	49-61
Sagittaria	367
SALICINÉES	359
Salicornia	331-332
Salix	359-360
Salsola	313-332
Salvia	302-310
Salvinia	478
Sambucus	187-188
Samolus	319-321
Sanguisorba	128-134
Sanicula	171-185
Saponaria	47-50
Sarothamnus	91-107
Satureia	303-312
Saxifraga	163
SAXIFRAGÉES	163
Scabiosa	197-198
Scandix	170-183
Schoenus	410-412
Scilla	371-374
Scirpus	410-413
Scleranthus	156-157
Scolopendrium	470-472
Scorpiurus	92-110
Scorzonera	209-238
Scrofularia	285-293
SCROFULARIÉES	283
Scutellaria	304-313
Sherardia	189-193
Sedum	160-161
Sempervivum	160-162
Sennebiera	22-35
Senecio	201-206-217
Serapias	385-392
Serratula	202-222
Seseli	170-183
Setaria	433-449
Sibthorpia	284-291

Silaus . . .	168-178
Silene . . .	48-52
Silybum . . .	203-223
Sinapis . . .	19-29
Sison . . .	169-179
Sisymbrium . . .	20-30
Smilax . . .	376-377
SOLANÉES . . .	273
Solanum . . .	273
Solidago . . .	207-232
Sonchus . . .	210-241
Sorbus . . .	140-142
Soyeria . . .	211-248
Sparganium . . .	402
Spartina . . .	432-447
Specularia . . .	247-248
Spergula . . .	48-56
Spergularia . . .	48-57
Spircea . . .	130-139
Spiranthes . . .	385
Stachys . . .	305-315
Statice . . .	324-325
STATICÉES . . .	324
Stellaria . . .	49-58
Suceda . . .	331-332
Symphytum . . .	264-267
TAMARISCINÉES . . .	154
Tamarix . . .	154
Tamus . . .	378
Tanacetum . . .	200-215
Taraxacum . . .	210-238
Teesdalia . . .	23-37
Telephium . . .	156-157
TEREBINTHACÉES . . .	87
Tetragonolobus . . .	93-111
Teucrium . . .	302-309
Thalictrum . . .	2-5
THESIACÉES . . .	346
Thesium . . .	346
Thlaspi . . .	23-38
Thrinia . . .	209-236
Thymus . . .	303-312
Tilia . . .	67-68
TILIACÉES . . .	67
Tillcea . . .	159-160
Tolpis . . .	207-233
Tordylium . . .	166-174
Torilis . . .	165-173
Tormentilla . . .	129-135
Tragopogon . . .	208-235

Trapa . . .	147
TRAPACÉES . . .	147
Tribulus . . .	83
Trifolium . . .	93-110
Triglochin . . .	395
Trigonella . . .	94-122
Trisetum . . .	434-440-451
Trixago . . .	286-295
Tulipa . . .	370-374
Tussilago . . .	207-232
Typha . . .	402
TYPHACÉES . . .	402
Ulex . . .	90-105
ULMACÉES . . .	353
Ulmus . . .	353-354
Umbilicus . . .	159-160
Urtica . . .	354-355
URTICACÉES . . .	354
Utricularia . . .	299-300
Valeriana . . .	194-197
VALERIANÉES . . .	194
Valerianella . . .	194-195
Valisneria . . .	394-395
VERBASCACÉES . . .	275
Verbascum . . .	275-276
VERBENACÉES . . .	318
Verbena . . .	318
Veronica . . .	278-279
VERONICACÉES . . .	278
Viburnum . . .	187-188
Vicia . . .	89-99
Vinca . . .	254
Vincetoxicum . . .	253
Viola . . .	42
VIOLACÉES . . .	42
Viscum . . .	186-187
VITACÉES . . .	80
Vitis . . .	80-81
Vulpia . . .	438-463
Wahlebergia . . .	247
Xanthium . . .	245-250
Xeranthemum . . .	200-212
Zanichellia . . .	398-399
Zostera . . .	399-400
ZOSTERACÉES . . .	399

TABLE GÉNÉRALE

Préface	III
Ouvrages consultés.	VII
Clef analytique	XI
Dicotyledonées	I
Thalamiflores	I
Caliciflores	85
Corolliflores	253
Monochlamydées	329
Monocotyledonées	367
Cryptogames	470
Abréviations principales.	480
Vocabulaire	481
Auteurs cités	495
Addenda.	498
Synopsis de la Flore des Landes	499
Table alphabétique	501

ERRATA

Titre, ligne 6, au lieu de Phanérogames, Cryptogames vasculaires et cellulo-vasculaires, mettre **Phanérogames, Cryptogames cellulo-vasculaires.**

Page IV, ligne 3, au lieu de graminées, mettre graminées.

- » VII, ligne 4, » BRUDHAM, » BENTHAM.
- » VIII, ligne 1, » planches, » plantes.
- » XII, ligne 5, » Lhoranthacées, » Loranthacées.
- » XII, ligne 15, » noms, » Moins.
- » XIII, ligne 6, » finit, » fruit.
- » XIX, ligne 14, » Lhoranthacées, » Loranthacées.
- » XIX, ligne 16, » Thérébinthacées, » Térébinthacées.
- » XX, ligne 28, » Œnothéracées, » Onagrariées.
- » 1, ligne 6, » DYCOTYLEDONÉES, » DICOTYLEDONÉES.
- » 4, ligne 31, » *guerangerii*, » *Guerangerii*.
- » 5, ligne 10, » *vividis*, » *viridis*.
- » 6, ligne 35, » à trois crénelures, » trois crénelures.
- » 18, ligne 12, » digitées, » digitées.
- » 19, ligne 11, » *Arabts*, » *Arabls*.
- » 19, ligne 25, » sépales bossus, » sépales non bossus.
- » 20, ligne 15, après l'art. *Malcomia*, ajouter : Voir l'Addenda.
- » 22, ligne 22, » *Cochealia*, » *Cochlearia*.
- » 22, ligne 33, » obiculaire, » orbiculaire.
- » 23, ligne 30, » *salivus*, » *sativus*.
- » 25, ligne 27, » *padula*, » *patula*.
- » 26, ligne 21, » *siricta*, » *stricta*.
- » 35, ligne 4, au lieu de 20. COCHLEARIA. L. — COCHLEARIA, mettre 20. COCHLEARIA. L. — CRANSON.
- » 49, ligne 4, au lieu de 10 étamines au moins, mettre 10 étamines ou moins.
- » 71, ligne 8, au lieu de 9., mettre 3.
- » 78, ligne 13, » *Hirsutum*, » *H. hirsutum*.
- » 78, ligne 18, » *pulchrum*, » *H. pulchrum*.
- » 81, ligne 11, » ŒSCULACÉES, » ÆSCULACÉES.
- » 81, ligne 12, » ŒEsculus, » Æsculus.

Page 81, ligne 18, au lieu de *ÆSCULUS*, mettre *ÆSCULUS*.

- » 83, ligne 1, » **ROTACÉES**, » **RUTACÉES**.
- » 93, ligne 15, » **Trifollum**, » **Trifollum**.
- » 98, ligne 23, » 3. » 4.
- » 137, ligne 7, au lieu de R. - mettre A. -
- » 137, ligne 30, » habitation, » habitat.
- » 140, ligne 2, après A. *Fruit à noyau*, effacer le reste de la ligne.
- » 141, ligne 1, au lieu de *MHÆSPILUS*, mettre *MÆSPILUS*.
- » 142, ligne 5, » vertes ou jaunes, » vert ou jaune.
- » 142, ligne 6, » rougeâtres, » rougeâtre.
- » 143, ligne 27, » couches, » couchées.
- » 147, ligne 11, » *nataus*, » *natans*.
- » 147, ligne 14, » postées, » portées.
- » 147, ligne 19, » **ONAGRARIÉES**, » **ONAGRARIÉES**.
- » 154, ligne 6, » **TUMARISCINÉES**, » **TAMARISCINÉES**.
- » 168, ligne 14, » **Silalla**, » **Sillaüs**.
- » 168, ligne 22, » amenée, » amincie.
- » 168, ligne 23, » ailées, » ciliées.
- » 169, ligne 9, » **Pimpinella** » **Pimpinella**.
- » 170, ligne 1, » 25. **Phellandrium**, » 25 bis. **Phellandrium**.
- » 172, ligne 7, au lieu de Rame, mettre Racine.
- » 178, ligne 8, » **CHRITMUM**, » **CRITHMUM**.
- » 182, ligne 25, » 25. **Phellandrium**, » 25 bis. **Phellandrium**.
- » 183, ligne 28, » **SEANDIX**, » **SCANDIX**.
- » 189, ligne 23, » 2. » 1.
- » 207, ligne 30, » **Chicorium**, » **Cichorium**.
- » 202, ligne 15, » **Coniza**, » **Conyza**.
- » 223, ligne 13, au lieu de *SYLIBUM*. Vaill. - Sylibe, mettre *SILYBUM*.
Vaill. - Silybe.
- » 239, ligne 1, au lieu de *LACTUEA*, mettre *LACTUCA*.
- » 253, ligne 4, » **ASLEPIACÉES**, » **ASCLEPIACÉES**.
- » 253, ligne 5, » **Vincetoxicum**, » **Vincetoxicum**.
- » 274, ligne 20, » *K. Physaloïdes*, » *N. Physaloïdes*.
- » 295, ligne 11, » *E. apula*, » *T. apula*.
- » 295, ligne 18, » *E. viscosa*, » *T. viscosa*.
- » 295, ligne 23, » *E. latifolia*, » *T. latifolia*.
- » 361, ligne 24, » *S. rubia*, » *S. rubra*.
- » 360, ligne 28, » avec l'espèce, » Lieux sablonneux frais. - P. - C. C.

- Page 369, ligne 18, au lieu de **Asphodélus**, mettre **Asphodelus**,
» 372, ligne 12, » paneiflores, » pauciflores.
» 377, ligne 10, » géminées les rameaux, » géminées sur les ra-
meaux.
» 378, ligne 20, » paneiflores, » pauciflores.
» 385, après l'art. 20. *Spiranthes*... ajouter : Voir l'Addenda.
» 389, ligne 16, supprimer C. *Divisions externes*, etc.
» 390, ligne 19, au lieu de CEPHALANTERA, mettre CEPHALANTHERA.
» 392, ligne 8, » 10. » 11.
» 394, ligne 15, » WALLISNERIA, » VALLISNERIA.
» 439, ligne 35, » **Corynephosus. P. B. -- Corynephose**,
mettre **Corynephorus. P. B. — Corynephore**.
» 485, ligne 22, » *Digitée*, » *Digitée*.
-



3 2044 100 854 645